This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

**Usage guidelines**

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

**About Google Book Search**

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

**A propos de ce livre**

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

**Consignes d'utilisation**

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

**À propos du service Google Recherche de Livres**

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

année. — T. IV. — N° 37. 1er Janvier 1901.

# L'Action française

(Revue bi-mensuelle)

SOMMAIRE DU 1er JANVIER 1901.


LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE..... **Henri Vaugeois.**

ANNIS EXERCITUS..... **J. Caplain-Cortambert.**

REVUE DES MACHINATIONS DREYFUSIENNES..... **Charles Maurras.**

DETOR JUDAICUS : *Henri Heine*. **Robert Launay.**

MILITARISME ET INTERNATIONALISME..... **E. Pierret.**


PARTIE PÉRIODIQUE


LES NUÉES : *M. Zola théologien et politique. — La Nuée de M. Paul Adam. — Conseil à M. Gaston Deschamps* (**Le Chœur**). — LA VIE NATIONALE : *Politique extérieure* (**Lucien Cortambert**) ; *Colonies* (**Robert Bailly**).



PARIS

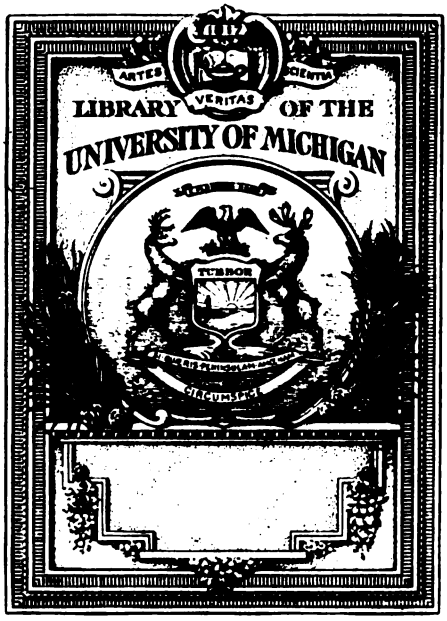
BUREAUX DE *L'ACTION FRANÇAISE*

143, RUE D'ABOUKIR

**Le numéro 0 fr. 50**

ABONNEMENTS : Paris et Départements, 10 fr. Etranger, 15 fr.


La reproduction des articles de l'*Action française* est autorisée avec l'indication de la source et du nom de l'auteur.


ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR

L

3e année. — T. IV. — N° 37. 1er Janvier 1901.

# L'Action française

(*Revue bi-mensuelle*)

SOMMAIRE DU 1er JANVIER 1901

AU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.... **Henri Vaugeois.**
FINIS EXERCITUS..... **J. Caplain-Cortambert.**
REVUE DES MACHINATIONS DREYFUSIENNES..... **Charles Maurras.**
FIGURE JUDAÏQUE : *Henri Heine*. **Robert Launay.**
MILITARISME ET INTERNATIONALISME..... **E. Pierret.**

PARTIE PÉRIODIQUE

LES NUÉES : *M. Zola théologien et politique. — La Nuée de M. Paul Adam. — Conseil à M. Gaston Deschamps* (**Le Chœur**). — LA VIE NATIONALE : *Politique extérieure* (**Lucien Cortambert**) ; *Colonies* (**Robert Bailly**).

PARIS
BUREAUX DE *L'ACTION FRANÇAISE*
143, RUE D'ANJOU-EST

**Le numéro 0 fr. 50**
ABONNEMENTS : Paris et Départements, 10 fr. Etranger, 15 fr.

La reproduction des articles de l'*Action française* est autorisée avec l'indication de la source et du nom de l'auteur.

L'ACTION FRANÇAISE paraît le 1er et le 15 de chaque mois. On s'abonne à Paris, 143, rue d'Aboukir.

M. Henri Vaugeois, Directeur, recevra les Mardi, Jeudi et Samedi, de 2 à 4 heures.

*Secrétaire de la Rédaction :* Lucien Cortambert.

**PRINCIPAUX COLLABORATEURS**

Paul Bourget, de l'Académie française. — Gyp. — Jules Soury. — Maurice Barrès. — Charles Maurras. — Jules Caplain-Cortambert. — Maurice Talmeyr. — Maurice Spronck. — Hugues Rebell. — Jean de Mitty. — P. Copin-Albancelli. — Alfred Duquet. — Frédéric Plessis. — Denis Guibert, député. — Frédéric Amouretti. — Robert Bailly. — Georges Grosjean. — Xavier de Magallon. — Théodore Botrel. — Dauphin Meunier. — L. de Montesquiou-Fezensac. — Lucien Moreau. — Octave Tauxier. — Maurice Pujo. — L. Mouillard. — Jacques Bainville. — Alfred de Pouvourville. — Robert Launay. — De Thouars. — A. Serpii, etc.

**FONDATEUR :**

Le Colonel de Villebois-Mareuil

**Mort au champ d'honneur**

---

Nous prions nos lecteurs de nous signaler toutes les personnes auxquelles il serait agréable de recevoir l'*Action Française.*

Nous leur ferons un service de quelques numéros à l'essai.

# *L'Action française*

TOME IV

JANVIER-JUIN 1901

PARIS

143, RUE D'ABOUKIR, 143

1901

AP
20
A18

L'Action française

1er janvier 1901.

# AU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE (1)

MESSIEURS,

Je n'ai pas l'intention de demander au Conseil supérieur d'atténuer la sentence prononcée contre moi par le Conseil académique de Clermont-Ferrand. La révocation qui m'a frappé était la seule mesure que dût prendre l'autorité universitaire à l'égard d'un professeur qui s'était refusé au 1er octobre dernier et qui se refuserait encore aujourd'hui à prendre possession d'un poste qui lui avait été assigné par arrêté ministériel.

Je n'aurais donc point songé, Messieurs, à faire appel devant vous d'une décision qui me semble avoir été non seulement juste

(1) En rétablissant ici, d'après mes notes, la teneur des quelques paroles par lesquelles j'ai indiqué au *Conseil supérieur* les motifs des actes pour lesquels j'avais été révoqué, je réponds à un désir de ceux de mes amis qui ont bien voulu s'émouvoir de cette révocation. — H. V.

mais nécessaire, si je n'avais tenu, au moment où je l'accepte comme la sanction prévue et normale de mes actes, à vous faire connaître en toute précision les véritables motifs de ces actes mêmes.

Ces motifs — j'en ai la conviction — sont de nature à expliquer et à justifier ma conduite aux yeux de mes collègues, aux yeux de mes anciens maîtres, dont plusieurs ont été mes amis, aux yeux enfin de mes chefs hiérarchiques, de telle façon que le « refus de service » à la suite duquel je suis révoqué ne se puisse point confondre jamais dans leur souvenir avec un simple manquement professionnel. Je me suis donc réservé le droit de vous donner ici les explications que j'avais dessein de donner au Conseil académique de Clermont-Ferrand, et que je n'ai pu lui faire entendre, une indisposition m'ayant empêché au dernier moment de me rendre à son audience.

J'ai cru devoir, le 1er octobre dernier, jour de la rentrée des classes, m'abstenir de prendre possession de la chaire de philosophie et d'histoire qui m'était assignée d'office, par M. le Ministre de l'Instruction publique, au collège d'Ambert. Je reçus ma nomination en temps utile : j'évitai d'en accuser réception, le silence seul m'ayant paru convenable, étant donnée la résolution que j'avais prise.

D'une part, en effet, je ne pouvais répondre en acceptant ce poste, — poste de disgrâce que je n'avais point conscience d'avoir mérité ; d'autre part, je ne pouvais répondre en sollicitant un autre poste, plus exactement en rapport avec ceux que j'avais précédemment ou occupés ou acceptés, et plus proportionné à l'ensemble de mes titres et de mes services universitaires. Je dis, Messieurs, que je ne pouvais pas solliciter un tel poste, parce que c'eût été de ma part un manque de dignité que de demander à rentrer en grâce auprès d'un gouvernement que je combattais depuis deux ans, avec violence, par la presse, par la parole publique, et que j'étais obligé de continuer à combattre.

Peut-être aurais-je pu, direz-vous, répondre à M. le Ministre en lui demandant le renouvellement du congé d'inactivité sans traitement dont je jouissais depuis un an ? Mais une telle demande eût dû être fondée sur des raisons de santé : ces raisons n'existant pas, il m'eût fallu abuser de cette fiction très complaisante, et très légitime, grâce à laquelle il est souvent permis aux fonctionnaires de l'Université d'obtenir de l'Administration l'année ou les années de liberté qui peuvent devenir nécessaires à leurs travaux personnels, à leurs projets littéraires ou scientifiques. Il est trop évident que je ne devais, dans les circonstances actuelles, ni espérer,

ni surtout réclamer une telle faveur du gouvernement de M. Waldeck-Rousseau. Voilà pourquoi j'ai jugé devoir, — ayant reçu une nomination que je n'avais pas demandée, — me taire, et rester chez moi. Je savais parfaitement que je renonçais, par ce fait seul, à de modestes droits que je pensais m'être acquis par mes services antérieurs, à la bienveillance de mes chefs. Je reprenais ma liberté simplement, ou plutôt je continuais à en user, sans souci de ce qui pourrait être décidé au ministère, parce que je tenais uniquement à cette liberté, de quelque prix qu'on me la fît payer.

Mais, Messieurs, ce qui importe pour moi, et ce que je dois vous expliquer maintenant le plus brièvement possible, ce sont les motifs tout-à-fait sérieux, durables (et déjà anciens en moi au moment de ma décision), qui m'ont obligé à renoncer ainsi à cette carrière que j'avais choisie : l'enseignement de la philosophie dans l'Université.

Ces motifs se ramènent tous, en définitive, à un seul, mais qui est péremptoire : c'est que, en fait, tel que je me connais être, *je ne puis plus* assumer la charge d'enseigner la philosophie dans les établissements de l'État, sans risquer, ou bien de contrarier les intentions de mes chefs, et par là de trahir les devoirs d'un fonctionnaire loyal, — ou bien de compromettre la sincérité et la

spontanéité de ma pensée. Car il y a désormais une contradiction irréductible, et chaque jour plus radicale, entre ce que je pense et ce que l'Université demande à ses professeurs d'enseigner aux jeunes gens.

L'Université, Messieurs, vous le savez fort bien, a une doctrine et doit en avoir une; elle n'est point un corps mort, indifférent et insensible aux mouvements de la vie et de l'esprit publics, mais elle prétend au contraire se pénétrer, s'animer, à toute époque, de cette vie et de cet esprit; elle doit, de par les fonctions mêmes qu'elle remplit au nom de l'État, incarner en quelque sorte en elle-même et fortifier, par la réflexion des maîtres, par l'enthousiaste confiance des disciples, ce que l'on voudrait pouvoir appeler la *Conscience* de la nation. Que cette conscience, que cette « âme » de la nation puisse consister jamais en autre chose qu'en un idéal très indécis, qui s'ébauche dans nos imaginations lorsqu'une émotion noble les remue, c'est ce qui importe peu : il suffit que, cet idéal, l'État le prenne à son compte et se charge de le préciser, de le fixer par l'enseignement public, pour que l'Université, organe privilégié de cet enseignement, se trouve obligée d'avoir une doctrine. Doctrine historique et politique concernant la France telle qu'elle est, telle qu'elle a été; — doctrine morale ou

même religieuse concernant la France telle qu'elle pourrait ou devrait être dans l'avenir; en tout cas, doctrine philosophique, c'est-à-dire toute mêlée de généralisations et d'hypothèses, — et telle donc qu'il est devenu impossible au professeur de philosophie de s'en désintéresser, de l'ignorer.

Bien plus : c'est au professeur de philosophie, plus qu'à tout autre, que revient en ce moment — vous le savez — dans nos lycées et dans nos collèges, aussi bien que dans nos Facultés, l'élaboration de cette sorte de haut enseignement civique auquel tous les maîtres sont invités à se dévouer, non seulement dans leur chaire, mais au dehors. Vous n'ignorez pas, Messieurs, l'effort très énergique et très sérieusement organisé que commencent, de toutes parts, les plus distingués de vos collègues, en vue de faire l'éducation de ce qu'on nomme la Démocratie. Des cours du soir, des conférences apportent aux gens du peuple, aux travailleurs adultes les mêmes idées, les mêmes sentiments (sinon les mêmes notions précises), auxquels l'enfant des familles bourgeoises est initié sur les bancs du lycée.

Le professeur de l'Université, depuis quelques années, a donc vu son rôle se transformer singulièrement, s'élargir, presque malgré lui, dans l'imagination généreuse de certains de ses chefs d'abord — (rappel-

lerai-je, pour ne citer que les morts, un Paul Bert, un Marion ?) — Il est bien inutile de le démontrer : le professeur est amené désormais, comme l'instituteur, à se considérer comme chargé, en conscience, d'une mission morale et politique : il doit former l'*âme* du citoyen-souverain, ce qui signifie (je le dis sans aucune ironie volontaire) préparer des électeurs républicains. A ce rôle nouveau, il ne saurait lui être permis de se soustraire — à mon avis — par un simple parti pris de mauvaise humeur ou de dédain : la tâche est assez belle, assez délicate, pour fixer tout l'effort d'une intelligence véritablement souple et libre ; elle ne doit pas être esquivée.

Je n'ai jamais songé, pour ma part, à l'esquiver : j'ai au contraire très vite et très volontiers pris au sérieux cette charge d'éducateur civique du peuple, qui nous a été proposée, à mes camarades de la Sorbonne et à moi, dans nos années de jeune et ardente méditation. Mais c'est précisément parce que je l'ai prise au sérieux que je suis obligé, en ce moment, d'y renoncer.

Vous ne sauriez en être surpris.

L'activité intellectuelle a des exigences très particulières, et la vie de l'esprit, que les professeurs de philosophie de l'Université s'efforcent d'éveiller chez leurs élèves, ne se peut pas vivre à moitié : elle ne tolère

pas les limites arbitraires, les contraintes artificielles, les réticences diplomatiques. Si donc les professeurs, dont cette vie intellectuelle est devenue à la fois la fonction propre et le plaisir, pouvaient la mettre au service de quelques grands intérêts extérieurs, temporels, et j'allais presque dire « profanes », comme les intérêts du Pouvoir politique sous lequel ils vivent de par la date et le lieu de leur naissance, ce serait à la condition expresse que ces intérêts coïncidassent avec ceux mêmes de leur pensée la plus libre et la plus intime. Or, Messieurs, cette coïncidence heureuse n'existe plus pour moi. Le Pouvoir politique régnant en France aujourd'hui a des intérêts — et des intérêts spirituels — (je veux dire certains principes sur lesquels il vit), et qui se trouvent désormais en contradiction avec les intérêts, avec les principes, avec la destinée et la vocation propre de ma pensée.

Voyez ce Pouvoir, en qui s'est finalement réalisée, après des indécisions et des luttes nombreuses , une troisième République française, à la fois parlementaire et démagogique, de mœurs médiocres et longtemps inoffensives, telle enfin que M. Anatole France l'a définie d'un mot cruellement exact : « La République, c'est la facilité ! » Eh bien, cette République a cependant, au moins dans l'intention et le dessein arrêté

de ceux qui l'incarnent, une âme ou une volonté très particulière et qui est déterminée, de plus en plus étroitement, par certaines idées qu'il faut admettre pour la bien servir.

Ces idées, est-il besoin de vous les rappeler?

L'énumération n'en serait certes pas bien longue, ni l'analyse bien complexe à établir, à supposer que vous eussiez le loisir de me la laisser faire ici : car ces idées sont courtes, et simples, tout comme les bons sentiments, assez obtus, qu'elles prétendent systématiser et qui sont ceux de Rousseau : nous les trouvons résumés très suffisamment dans la *Déclaration des Droits de l'Homme*, ce nouvel Evangile !

Or c'est désormais à ces principes des Droits de l'Homme qu'il m'est impossible d'adhérer, pour cette seule raison : à savoir qu'ils se sont dénoncés à ma réflexion comme anti-nationaux, comme pernicieux pour la France. Peut-être m'accorderez-vous, avant toute démonstration, qu'ils ont bien chance d'être tels, s'il vous souvient que, en fait, il a suffi à quelques-uns des docteurs de notre haut Enseignement public de s'y attacher, d'en réclamer l'application intégrale, pour devenir — malgré eux-mêmes sans doute — les complices des pires ennemis que la France ait eus à combattre depuis 1870 !

Mais pour me détacher de ces « principes » fameux, que Le Play nommait les faux dogmes de la Révolution, il n'aurait pas suffi du scandale de ces alliances extravagantes, conclues sur des estrades de réunions publiques, entre de doux utopistes libéraux et d'ignobles anarchistes professionnels, entre des « dreyfusards » et ceux des défenseurs du traître que nous appelions souvent, mes amis et moi, de simples « dreyfusiens ». Ce que je considère aujourd'hui comme antinational, c'est l'état d'esprit, c'est la philosophie de ces derniers, de ces « dreyfusiens » eux-mêmes : et si j'emploie cette désinence plutôt que l'autre, pour achever leur qualificatif, ce n'est nullement en vue de quelque atténuation, mais c'est avec le souci de désigner par là une secte religieuse, très redoutable, très persévérante — et plus nuisible à la paix publique en France que les bandes des *dreyfusards*, — compagnons qu'il sera toujours facile de disperser, au besoin, par la force.

Le danger de ce Dreyfusianisme, — qui a été assez ingénieusement rapproché, par de pénétrants critiques, du Christianisme lui-même, — tout au moins du Christianisme sentimental et vague des protestants libéraux, — c'est que, appliqué aux affaires publiques, comme il l'a été par les amis du gouvernement dans la question Dreyfus, il ne

tend à rien moins qu'à une anarchie fort peu différente de celle que vous réprouvez vous-mêmes, Messieurs !

Si donc ce Dreyfusianisme, si désastreux, n'est que l'expression de cette foi aux « Droits de l'Homme », qui est, je le répète, l'âme même de notre République démocratique et égalitaire, ne suis-je pas obligé, comme Français et comme professeur de philosophie, d'aborder en toute liberté le problème pratique qui m'est posé par l'histoire de trois années ? Et, pour m'assurer cette liberté, ne dois-je point renoncer à servir un gouvernement qui a prétendu supposer ce tragique problème résolu, non point au profit de la patrie, mais au profit de l'« homme » que vous savez ?

Pourquoi, au surplus, essayer de le dissimuler plus longtemps ? Il y a lutte, et lutte acharnée, entre la République, enfin consciente de sa nature et de sa destinée, et la France. Pour l'instant, c'est la France qui faiblit. Mais s'il faut un jour que cette lutte soit poussée à fond, et que l'une des deux doive y rester, nous sommes déjà plusieurs, je vous en réponds, dont le parti est pris. Nous serons d'abord du côté de la France. On verra après...

Pour le moment, Messieurs, il me faut surtout essayer de démêler clairement et de dénoncer l'erreur théorique d'où procèdent

tant de violences et tant de malheurs. Cette erreur, à vrai dire, a pu rester longtemps inoffensive, et quand je vous signale les absurdes conséquences incluses dans la doctrine des Droits de l'Homme, vous pourriez être tentés de me répondre que ces conséquences, il suffit du bon sens des gouvernants pour les surprendre. Vous me direz que plus d'un ministre, en ce siècle, a été pénétré de l'esprit de la Révolution, qui cependant sut être sage. Vous me citerez peut-être Guizot.

Jamais, en effet, aucun de nos gouvernements, depuis cent ans, n'a prétendu assujettir son œuvre politique au pâle et triste formulaire en question : l'inspiration en était trop évidemment d'ordre moral et religieux, d'ordre privé, pour que des hommes d'État en possession d'un pouvoir réel, — c'est-à-dire solide, stable, soustrait aux caprices de l'opinion, — aient eu besoin de s'en embarrasser dès qu'ils maniaient les intérêts publics.

Mais aujourd'hui, tout est changé. Le Pouvoir établi par notre constitution, étant démocratique et républicain, et le « ressort » d'une République ne consistant, comme l'a dit Montesquieu, en rien autre chose que « la Vertu », les détenteurs de ce Pouvoir se trouvent non seulement autorisés, mais invités à commettre une erreur pratique per-

pétuelle, c'est à savoir : mêler et identifier des considérations d'un ordre intime, religieux, privé, à des résolutions qui sont d'ordre public, utilitaire, expérimental. Le régime sous lequel nous vivons suppose la confusion perpétuelle de la Politique avec la Morale.

C'est à cette confusion que je me refuse de souscrire et surtout de travailler, en quelque modeste mesure que ce soit, à la suite de mes maîtres. Séparer dans mon esprit la Politique, qui est une science, de la Morale, qui en est une autre, voilà ce que m'a appris à faire la crise présente. Peut-être sera-t-on tenté de croire que la Politique, par là, se trouve rabaissée ? Il ne me le semble pas. Et même, plus j'y réfléchis et plus j'applique cette méthode, nettement commandée par l'expérience historique dont nous venons d'être les témoins et les agents, plus s'éclaircissent à mes yeux certaines obscurités.

Peut-être vous suffira-t-il de réfléchir un instant à cette différence singulière que la nature des choses met entre deux sciences — (c'est-à-dire entre deux réalités que nous ne pouvons pas plus détruire l'une que l'autre : la société et l'individu) — pour trouver moins inadmissibles les deux ou trois affirmations et négations « nationalistes » que je tiens à maintenir devant vous. Je dois vous les rappeler, — ces quelques franches

hérésies anti-dreyfusiennes, — puisque c'est pour la violence avec laquelle je les ai défendues en public, et pour l'intention arrêtée où je suis de les défendre encore, que je reconnais devoir être exclu de l'Université, en tant que l'Université est liée et dévouée, par ses têtes du moins, au Pouvoir actuel.

1° Il y a, d'abord, un sentiment et un instinct, très naturel, très spontané, très ancien et, je le prétends, très généreux, que l'affaire Dreyfus a exalté, chez les gens du peuple notamment, et que j'avoue bien haut avoir toujours compris et éprouvé ; c'est l'antisémitisme. L'antisémitisme est condamné, sans appel, par les dévôts des Droits de l'Homme, car il blesse leur conception tout idéale de l'Humanité, imaginée comme une collection d'individus absolument pareils et égaux les uns aux autres. Le conflit, sur ce point, a été, entre plusieurs de mes anciens maîtres et moi, tout à fait brûlant. C'est très fâcheux, mais je demeure persuadé que la répulsion pour le juif, loin d'être une passion aveugle et basse, dénote chez quiconque l'éprouve et en tient compte avec calme et avec une attention sérieuse, dans la vie sociale, une certaine générosité de tendances et un certain sens psychologique. C'est, je crois, même en morale individuelle, faire preuve d'une triste facilité de relations, que de se plaire beaucoup avec ces gens fort sou-

ples fort agréables parfois, mais dont la finesse extrême n'est jamais de la délicatesse. Et s'il s'agit de morale sociale, — de cette morale qui, loin de supprimer la science politique, la suppose, — s'il s'agit des relations d'un groupe d'Hommes déterminé, enraciné dans un certain sol, et organisé, avec les autres groupes analogues et voisins, je n'hésite pas à croire que les rapports des Français avec les Juifs doivent être étudiés et définis assez sévèrement.

2° Le Dreyfusianisme ne nous interdit pas seulement de comprendre nos rapports avec les Juifs tels qu'ils sont : l'erreur dont il procède, et qui déjà porte ses fruits de désordre et de confusion inextricable, se révèle plus gravement encore dans la conception de la *justice* qu'elle nous impose. Un dreyfusien doit faire consister la justice dans le *respect des formes légales* : il lui est impossible d'admettre qu'il y a, et qu'il doit y avoir dans l'acte, infiniment délicat, d'intuition personnelle, par lequel un homme en peut *juger* un autre, une part d'*arbitraire*, c'est-à-dire de décision intelligente, qui l'emporte de beaucoup en gravité, en *poids*, sur les formes et formules dont la loi, d'avance et aveuglément, l'a entouré. C'est ici, Messieurs, la plus grosse inconséquence de cette morale et de cette politique que l'on essaie bien vainement de tirer des *Droits de l'Homme* ; ces

mêmes gens pour qui la personne humaine semblait être le but unique de la société, pour qui l'individu était le souverain, refusent d'accorder au juge, dès qu'il entre en fonctions, cette confiance et ce crédit qu'ils n'hésitent point à faire illimités pour le justiciable.

Tant il est vrai que l'individualisme, trop vanté, des amis de la Révolution française, correspond chez la plupart d'entre eux à la plus lamentable ignorance de ce mystère de vie et de force naturelle, de ce miracle perpétuel de raison et d'harmonie qu'est une personne humaine.

3° Mais, Messieurs, là ne se borne point le mal que nous fait la peur de l'arbitraire, c'est-à-dire du jugement et de la décision de l'homme. La superstition des *lois écrites*, précautions faibles contre l'injustice possible, obstacles infranchissables, de par leur masse opaque, au rayon spirituel de la justice en acte, — de celle qui sort des yeux du juge, — cette superstition a pénétré toute notre Politique. C'est elle qui nous paralyse depuis cent ans. C'est par elle que nous avons été conduits à dresser artificiellement, sur le papier, des constitutions idéales qui, puissent se passer d'hommes. — Ont-elles pu nous donner à la fois l'ordre, la sécurité publique et la liberté privée dont jouissent tous nos voisins ?

Nous avons oublié le mot si profond, si plein, de Joseph de Maistre, rappelant à nos pères que la constitution d'un peuple ne s'invente pas, mais se découvre, dans son histoire. Et nous sommes obligés de nous demander enfin, maintenant, si, en déracinant le Pouvoir politique autour duquel, lentement, naturellement s'était constitué le corps de la France, — si, en séparant notre nation d'une famille, d'une dynastie dont les intérêts étaient devenus les nôtres, nous n'avons pas préparé la dissolution de la Patrie, — cette dissolution qui commence, vous le voyez bien ! Regardez un peu, en Europe, ce qui se fait et se dit.

Messieurs, je n'aurai pas l'audace de résoudre ici cette dernière et terrible question. Je n'ai pas eu d'autre intention, en vous parlant comme je pensais, que de vous faire sentir jusqu'où me mène ma liberté de réflexion ; j'en suis, vous le voyez, à un point où je n'ai plus le droit de me faire passer pour un serviteur dévoué de l'État républicain.

Je vous le répète donc ; cette liberté de penser, je ne vous demande pas même de me la rendre : constatez seulement que je l'ai prise.

HENRI VAUGEOIS.

*P.-S.* — J'ai cru devoir reproduire scrupulensement ici les expressions que je me souvenais avoir été, dans mon improvisation, les plus violentes contre le dogme officiel. Je suis donc bien à l'aise pour protester contre le *léger coup de pouce* que le vertueux *Petit Temps* a cru devoir donner au portrait qu'il voulut présenter de moi à ses lecteurs le soir de ma révocation (numéro du 22 décembre). Oh! le *Temps* n'a pas menti. Il ne ment jamais. Seulement, il a mis au point.

Je ne relèverai qu'une phrase. On me fait dire, en une seule ligne, que je suis un « *partisan de l'antisémitisme, de la guerre de race et même de l'arbitraire* ». Cela sonne à peu près, ces trois horreurs ainsi accumulées, comme « le meurtre, le pillage et le viol » dont nos soldats en Chine se montrent « partisans » eux aussi, — d'après les journaux dreyfusiens.

Que voulez-vous que je réponde?

L'antisémiste, l'arbitraire, — je viens d'en faire l'apologie pendant vingt pages, ci-dessus. Reste la « guerre de race »... Mettons que j'en sois partisan, s'il suffit pour cela d'avoir remarqué que la race juive nous déclarant la guerre, il faut que la nôtre se défende.

H. V.

## *FINIS EXERCITUS*

---

J'ai montré que le livre de Barrès : *l'Appel au soldat*, constituait une véritable étape de l'intelligence française vers sa victoire sur le cosmopolitisme. Ce livre explique en effet à notre entendement notre décadence militaire et, comme conséquence, la perte de notre influence dans les affaires extérieures.

L'article de la *Novoie Vremia*, dont toute la presse s'occupe en ce moment, vient encore renforcer cette opinion, à savoir que la culture de l'esprit militaire, le maintien de la discipline, donc la sécurité nationale, ont été rendus impossibles le jour où il ne fut plus possible à Boulanger de trouver *une combinaison de couloirs qui eût garanti l'inamovibilité du ministre de la guerre* et son indépendance technique.

L'intrusion de la politique dans l'armée étant devenue habituelle, le sentiment de la solidarité militaire disparut par suite, pour faire place aux sales combinaisons politiques, aux petits calculs personnels. Les divers généraux successivement nommés ministres grâce à la politique finirent par s'en dégoûter, et le général de Galliffet lui-même, qui avait poussé la complaisance, et aussi les ressentiments personnels, jusqu'à désorganiser le conseil supérieur de la

guerre, fut écœuré du métier qu'on lui faisait faire.

Avec le F .·. André, les conditions de la lutte se sont précisées. Ce qui est à proprement parler l'armée active, c'est-à-dire la FORCE dont les principes, les moyens et le but particuliers sont opposés — et même contradictoires — aux principes, aux moyens et au but de l'état social vers lequel tend l'individualisme plus ou moins anarchique de la majorité, l'armée active est condamnée à périr : chacune des manifestations de l'esprit et de l'honneur militaires, révoltés par les abus du pouvoir civil, est réprimée.

J'ai estimé que le commandant Cuignet, pourtant innocent de la publication de certaines pièces par le *Petit Journal*, n'en avait pas moins failli aux règlements en montrant ces pièces — qui intéressaient la défense de l'armée — à un tiers, mais je l'ai félicité, parce que le mobile de cette faute, le sentiment de la solidarité, était noble, et était à la base même de l'esprit militaire.

J'ai pensé de même à l'égard du capitaine Fritsch, lorsqu'il ne tint pas compte de la mauvaise volonté du ministre de la guerre de Galliffet à défendre l'honneur et l'existence même de l'armée.

Aujourd'hui le capitaine Fritsch attend vainement des juges.

Aujourd'hui le commandant Cuignet est de nouveau victime d'un abus du pouvoir civil, représenté, en l'espèce, par le ministre de la guerre.

Le commandant Cuignet avait découvert des

faux. Qui ne se souvient du soin qu'il mit à classer les pièces du dossier comme authentiques, douteuses ou fausses? Il fut même blâmé de cela par quelques-uns des nôtres qui eussent désiré, (la trahison de Dreyfus étant suffisamment démontrée), ne pas voir s'ouvrir des discussions *à côté*. Comme il le dit dans sa lettre au Ministre, il a pu découvrir des faux, il n'en a pas commis; diffamé par une certaine presse, il veut se défendre, et il en rend compte au Ministre, qui a autorisé les officiers à s'adresser directement à lui.

Hier, les dreyfusards lui avaient *fait* son porte-monnaie en le mettant en non-activité, parce qu'il avait dit *que Delcassé était un menteur, parce qu'il était prêt à déclarer que ce même Delcassé avait fabriqué ou fait fabriquer le document frauduleusement qualifié « Décalque de la dépêche Panizzardi »*.

Aujourd'hui, le F.·. André lui enlève la liberté, parce que, sans doute, il craint que la patience de l'officier soit à bout, et que l'heure soit proche où les turlupinades du *Siècle* et de l'*Aurore* sur ce qu'ils appellent le dossier *ultra secret* soient dévoilées par le récit des entrevues clandestines de Reinach et de Trarieux avec Tornielli.

Véritablement, ces gens-là tendent le dos, et on les croirait bien bêtes si on ne les savait pas de si mauvaise foi. Déjà nous avons extrait du dossier Trarieux une pauvre petite pièce, en publiant, le 1er avril, l'article *De l'Amnistie du complot Reinachiste et de l'exacte intention gouvernementale*, qui a eu, même à l'étranger, une immense publicité. M. Trarieux a peur de voir

déballer ce dossier. Il s'est naturellement imaginé que l'auteur était le commandant Cuignet, qui doit en savoir long sur son compte. De là, sa colère contre lui ; de là, l'ordre intimé au F.·. André, par la plus internationale des franc-maçonneries, de mettre cet incorruptible témoin (1) dans l'incapacité de nuire.

Déjà, malgré la Constitution, en dépit des lois, le F.·. André avait bouleversé le haut commandement et détruit l'œuvre du général de Miribel. Il manque aujourd'hui au règlement que lui-même avait élaboré lorsqu'il avait autorisé les officiers à s'adresser directement à lui.

Tel est son bon plaisir.

Quels sont donc ces républicains qui soutiennent ce ministre de malheur?

Quand je pense que M. Waldeck-Rousseau, à Lyon, a déclaré que le Président de la République avait sur la marche des affaires une influence décisive, involontairement mes yeux se portent sur le dessin de Forain à propos de l'enquête sur la monarchie..... Je comprends alors, sans les approuver, ceux qui songent à cet expédient pour sortir du cloaque, ne serait-ce qu'un moment, pour respirer.

J. CAPLAIN-CORTAMBERT.

(1) On sait qu'une enveloppe contenant des billets de banque fut offerte au commandant Cuignet et refusée par lui, lorsqu'il fit une demande de réintégration dans les cadres.

## *REVUE DES MACHINATIONS DREYFUSIENNES*

---

> Le ministère a résolu de mettre inflexiblement en œuvre le mot de son chef : *Il n'y a plus d'affaire Dreyfus*. Il en résulte naturellement, comme quand Méline eût dit, du haut de la tribune : *Il n'y a pas d'affaire Dreyfus*, que l'affaire Dreyfus occupe tout le monde et qu'on ne parle plus que d'elle.
>
> FRANCIS DE PRESSENSÉ
> (*Aurore* du 25 décembre 1900).

L'amnistie est faite. Les dreyfusiens recommencent donc une série nouvelle. L'heure est venue de dresser avec précision le tableau de leurs entreprises contre la paix publique, contre la justice, contre la loi et contre l'Etat. Quelque fastidieuse que paraisse cette besogne, elle est nécessaire. On les connaîtra mieux, peut-être les comprendra-t-on quand on aura vu la suite de leurs intrigues.

Ils ont été les maîtres du pouvoir dès septembre 1898. Mais l'on se tromperait si l'on supposait que dès lors ils n'ont cessé de triompher. La vérité est toute différente : ils se sont heurtés quotidiennement à une infinité d'obstacles, ils ont subi mille revers ; bien loin que la fatalité fût pour eux, comme on l'a écrit, ils ont dû la combattre ou, pour user d'un vocabulaire plus

digne d'eux, la corriger au moyen d'adroits coups de pouce. Inconstitutionnels ou illégaux, délictueux ou criminels, ces coups de pouce expliquent seuls la réussite partielle de leurs travaux.

## I

### FRAUDES POUR INTRODUIRE L'INSTANCE DE REVISION

C'est le chapitre de l'histoire dreyfusienne qui reste encore assez obscur. Avant même qu'Alfred Dreyfus fût condamné, on connaît que MM. Waldeck-Rousseau et Joseph Reinach avaient fait des démarches à l'Elysée pour obtenir qu'il fût jugé dans des conditions insolites. A peine condamné et dégradé, l'on fut prévenu d'un complot ourdi pour le faire évader. Dès la fin de janvier 1895, feu le docteur Gilbert, du Havre, allié de M. Gabriel Monod, Helvète de naissance et huguenot de culte, chuchotait au président Félix Faure les premières paroles de revision. Le 1er juillet 1895, M. Picquart était placé à la tête du service des renseignements et, depuis cette date jusqu'à l'intervention de M. Scheurer-Kestner, au 14 juillet 1897, les tentatives du même genre se renouvelèrent en quelque sorte de jour en jour.

Mais le droit *absolu* de reviser n'appartenait qu'au ministre de la justice, saisi d'un fait nouveau de nature à établir l'innocence du condamné. M. Scheurer-Kestner, sans produire aucun fait de ce genre, faisait à l'automne 1897 sa dernière démarche personnelle auprès du ministère Méline. Le Conseil, ayant eu la bonté

d'en délibérer, repoussa la requête, faute d'avoir le plus léger motif d'y faire accueil. Premier revers. On y fit face en dénonçant Esterhazy. Celui-ci, enquêté et jugé, était acquitté. Le soir de cet acquittement, qui, pour beaucoup, devait tout clore, un jeune dreyfusien me confiait en souriant que « *cela n'était pas fini* ». En effet, cela commençait. M. Zola publiait son *J'accuse*. Le jury de la Seine le condamnait à un an de prison. Il insistait et le jury de Seine-et-Oise l'obligeait à quitter la France. M. Picquart, mis en réforme, était ensuite incarcéré.

Que se passa-t-il au juste à ce moment-là? Quel fut le rôle de M. Brisson? M. Brisson est-il intervenu, comme on le raconte, auprès de M. Cavaignac, afin d'obliger celui-ci à se servir, dans son discours du 7 juillet 1898, de l'apocryphe forgé par Henry? M.Godefroy Cavaignac a-t-il été déterminé de la sorte à une enquête sur ce document et à toutes les fautes politiques qui en sont sorties?... Il est tout au moins difficile d'admettre que les événements de la fin août 1898 aient été absolument spontanés. Les dreyfusiens avaient besoin d'un scandale qui eût enfin l'apparence d'un « fait nouveau ». Tout se passa comme s'ils l'eussent fabriqué de leur industrie.

De cet éclat date leur première fortune. La découverte de l'apocryphe et la démission de M. Godefroy Cavaignac éloignèrent quelques obstacles. Non tous. S'il y eut un Garde des sceaux pour accueillir l'instance de Mme Dreyfus, il se trouva également au ministère de la Justice une commission consultative qui, d'a-

bord par 3 voix contre 3, puis par 4 voix contre 2, refusa de découvrir à l'acte de Henry le caractère d'un fait nouveau de nature à établir l'innocence de Dreyfus. Cet avis négatif causa parmi les dreyfusiens une telle stupeur que le garde des sceaux, M. Sarrien, jusque-là leur docile et audacieux instrument, résista et fit le timide. Il n'osa prendre sur lui de passer outre à l'avis de sa commission. Cet homme courageux pria ses collègues du cabinet Brisson de s'associer à son acte, de manière à ce que personne n'en répondît seul. Ils y consentirent. Le conseil des ministres donna au ministre de la Justice l'ordre que venait de mendier celui-ci. Ainsi couvert, M. Sarrien saisit la Cour suprême de la demande de Madame Dreyfus.

M. Sarrien invoquait deux moyens de revision : 1° ce qu'il nommait le faux Henry ; 2° ce qu'il appelait la contradiction entre deux séries d'expertises au procès Dreyfus et au procès Esterhazy. Il convient de dire tout de suite une chose : l'un et l'autre moyen fut abandonné par la Cour. Dans son arrêt de revision (3 juin 1899) la Cour ne statua ni sur le prétendu faux de Henry ni sur la contradiction prêtée aux experts...

## II

### FRAUDES POUR OBTENIR LA REVISION

Le rapport emphatique et partial du conseiller Alphonse Bard avait fait jeter les hauts cris (fin octobre 1898) : une Chambre véritablement « criminelle » n'osa en prononcer l'adoption immé-

diate. Jugeant donc que l'affaire n'était point en état, elle ordonna l'enquête.

Cette enquête, prévue et préparée depuis longtemps, présentait, elle aussi, de graves difficultés. On avait bien quelques témoins, les Picquart, les Cordier, les Bertulus : tous plus ou moins suspects. Quelques manœuvres de procédure pouvaient sauver M. Picquart du Conseil de guerre : elles ne lui conféraient ni crédit personnel, ni arguments probants en faveur de Dreyfus. On avait fait beaucoup de fond sur M. Cordier, à qui l'on espérait faire dire que le bordereau Dreyfus n'était pas arrivé dans les mains du colonel Henry, mais dans les siennes propres : les premières paroles de M. Cordier aux magistrats enquêteurs avaient absolument détruit cette espérance. Pour M. Bertulus, un rapport de M. Feuilloley allait le dénoncer... Mal assurés de leurs agents autochtones, les dreyfusiens s'enquirent d'auxiliaires étrangers.

Ils allèrent à l'ambassade d'Italie. M. Joseph Reinach y avait couru le premier dès le commencement du mois de septembre. D'après un dossier composé de douze pièces conservées au ministère de la Guerre, « le 5 septembre 1898, « M. Reinach se présente à huit heures et demie « à l'ambassade d'Italie où il passe 40 minutes. « *Le mardi* 8 *novembre*, M. Reinach arrive à sept « heures un quart du soir et sort à huit heures ; « le jeudi qui suit, il demeure un peu moins « longtemps : de sept heures à sept heures e « demie (1) ». Le 8 novembre 1898 marque les

(1) Voir dans l'*Action française* du 1er avril 1900 tou le précieux article de M. Guy d'Echenans.

débuts de l'enquête. Tout le temps que se continua cette enquête, le dossier établit des visites clandestines à l'ambassade, faites tout d'abord par M. Joseph Reinach, un peu plus tard par M. Ludovic Trarieux. Ni l'un ni l'autre ne contestent d'ailleurs ces visites. M. Reinach, dans une lettre du 13 septembre 1899, s'en est vanté : il a dû s'y montrer prudent. Mais M. Ludovic Trarieux dut être téméraire : car le moindre rappel de ses relations avec le comte Tornielli a, dirait-on, le privilège de l'irriter. Quant au diplomate transalpin, il fut complaisant. Mais ses complaisances extrêmes envers les amis de Dreyfus furent payées et surpayées par ses visiteurs. Ce commerce, sur lequel le commandant Cuignet pourra donner des éclaircissements utiles, ne saurait atteindre, à aucun degré, l'honorabilité de l'ambassadeur : s'il est vrai que le comte Tornielli a bien reçu le prix de ses complaisances, son prince et son pays en ont seuls profité. . . . . .

Les démarches des dreyfusiens hors du territoire judiciaire et même, à dire vrai, du territoire national pouvaient avoir, çà et là, quelque utilité de détail. Mais elles étaient excessives. Leur excès les qualifiait et les dénonçait au public. La démission de M. de Beaurepaire, l'enquête du premier président, la loi de dessaisissement qui résulta de tous ces faits déterminèrent un grand désordre dans la troupe revisionniste... Il est singulier d'avoir à noter ici la mort de M. Félix Faure. Si ce fut un simple accident, il eut les conséquences, le rôle et la fonction du plus beau des crimes, et du

plus fructueux, et du plus opportun pour les alliés de Dreyfus. Jamais leurs affaires n'avaient été si bas. Cette disparition *fortuite* les relevait. Elle fit litière d'une influence qui eût très certainement balancé au Palais celle de l'esprit genevois et de l'or juif : les trois chambres de la Cour de Cassation eussent délibéré sous les faisceaux de l'armée et de la nation. Avec le président Loubet, c'est l'Internationale qui régla toutes les sollicitations du pouvoir.

La disparition *fortuite* de M. Faure écartait des idées, des principes et des personnages embarrassants. Elle ne créait pas, à proprement parler, une atmosphère favorable à Dreyfus. Ce qu'avaient dit Picquart, Cordier et Bertulus était bien misérable, et personne ne réfutait les dépositions des généraux et de leurs officiers. Seul, le représentant du ministre des Affaires étrangères, M. Maurice Paléologue, avait, « d'ordre » de son ministre, introduit un certain élément d'inquiétude en déposant que la première version du télégramme du 2 novembre 1894 (dépêche Panizzardi) était une pure invention des bureaux de la Guerre. Plus les explications des témoins militaires sur cette version (la fameuse pièce 44) apparaissaient nettes et simples, plus le mandataire de M. Delcassé les contestait avec arrogance : M. Paléologue criait. De son côté, le commandant Cuignet, délégué de la Guerre, mettait en doute le texte invoqué par le diplomate, et son doute croissait à proportion des refus qui lui étaient opposés quand il réclamait l'original discuté.

Quand cet original ou son décalque apparut

enfin, le commandant Cuignet ne se borna plus à douter : il affirma que ce document était suspect de maquillage et de faux. Mal soutenu, presque trahi par le gouvernement, le commandant Cuignet, à ce moment précis, se trouva retranché, éloigné, banni du procès, et l'on en profita pour étendre par la publicité du *Figaro* l'effet des audacieuses accusations de MM. Delcassé et Paléologue (1). — *L'atmosphère revisionniste était créée.*

Il fallait la fixer et la condenser en arrêt de justice. Dans ses réquisitions écrites M. Manau avait présenté à la Cour jusqu'à dix moyens de revision. Huit d'entre eux furent écartés absolument. Il ne fut question dans l'arrêt :

ni du prétendu faux de Henry ;

ni de la prétendue contradiction des expertises (1894 et 1897);

ni des dates variées qui auraient été successivement assignées au bordereau ;

ni du *Je pars en manœuvre* « absolument » retiré à Dreyfus, « absolument » attribué à Esterhazy par M. Manau ;

ni des erreurs diverses qu'aurait commises l'agent Guénée aux dépens de Dreyfus ;

ni de la scène qui aurait eu lieu entre Ber-

(1) Elles furent bien démenties à Rennes par le témoignage, du reste infiniment timide et discret, de M. Delaroche-Vernet. Nous savons, grâce à lui, que la pièce 44 n'est pas une invention. Il y a bien eu un premier déchiffrement de la dépêche du 2 novembre 1894 ainsi conçu : « On a arrêté le capitaine Dreyfus qui a eu [ou qui n'a pas eu] de relations avec l'Allemagne ». Le doute sur le tour négatif ou positif de la phrase est un admirable trait de diplomatie.

tulus et Henry, pauvre étai de la misérable thèse reinachienne « Henry-Esterhazy » ;

ni d'aucun argument précis tiré de la dépêche Panizzardi ;

ni des prétendues protestations « officielles » faites à l'étranger en faveur de Dreyfus.

Non seulement la Cour fut muette sur ces huit points, mais les deux autres moyens de M. Manau furent rejetés, sous la forme qu'il leur avait donnée.

M. Manau trouvé trop dreyfusien, on n'écouta point davantage le conseiller rapporteur, M. Ballot-Beaupré, dont le projet d'arrêt fut transformé complètement après discussion. M. Ballot-Beaupré avait déclaré, au cours de son rapport, sa « conviction » que le bordereau était de la main d'Esterhazy ; mais il s'était gardé d'introduire dans ses conclusions un sentiment aussi tranché, ne pouvant en fournir la preuve. La Cour imita sa réserve, mais voulut fortifier cet ouvrage par ailleurs.

De ce fait, elle le gâta. C'est la destinée ordinaire des ouvrages écrits en collaboration. Les arrêts véritables sont rédigés par un président, consentis par les assesseurs : celui-ci, tissu d'incertitudes, de contradictions, de reprises, offrit le caractère de ces textes de loi que fabriquent les Parlements, hachés, coupés, défigurés en cours des débats, perdant par là leur cohérence et leur application. Notre Chambre des députés y reconnut un de ses chefs-d'œuvre habituels : elle en vota donc l'affichage à cent voix de majorité.

Que disait cet arrêt ? D'abord de honteuses sottises. Il invoquait, pour l'expertise du bor-

dereau, la triple autorité de MM. Meyer, Giry et Molinier qui, s'étant déjà publiquement prononcés sur le sujet, auraient dû être récusés ou, du moins, par pudeur, se récuser d'eux-mêmes. Cet arrêt du 3 juin défigurait, en outre, le sens général de quelques témoignages relatifs à la pièce *Ce canaille de D...* Quand les témoins avaient dit en somme que la pièce *pouvait ne pas s'appliquer* à Dreyfus, la Cour leur faisait dire qu'elle *ne pouvait s'appliquer à lui*, en d'autres mots qu'elle était « considérée comme inapplicable à Dreyfus ». Ainsi, un arrêt solennel de la plus haute juridiction du pays portait une espèce de faux (1). Quel désordre! Mais sans ce désordre jeté parmi les esprits les plus graves jamais l'idée de la revision du procès Dreyfus n'eût trouvé le moindre crédit.

Que disait encore l'arrêt? Qu'il y avait des doutes. — Le papier du bordereau ne serait-il le papier d'Esterhazy? L'écriture de cette pièce ne serait-elle l'écriture d'Esterhazy? Les aveux de Dreyfus, trouvés insuffisants pour faire obstacle à la revision, avaient-ils été faits dans les conditions et dans le sens que l'on racontait? La pièce *Ce canaille de D...*, « considérée comme inapplicable à Dreyfus », n'était-elle à écarter complètement?

Ainsi l'arrêt ne jugeait rien. Il ne consacrait aucune légende. Sur aucun point il ne limitait les juges futurs. Ceux-ci, laissés souverains, allaient user de cette souveraineté plénière pour condamner le Traître une seconde fois.

(1) On verra le détail de cette discussion dans l'*Action française* du 15 août 1899, page 70.

## III

### POUR TROMPER LE CONSEIL DE GUERRE DE RENNES

A la faveur du huis-clos et de ses surprises, du concours gouvernemental et des grosses malices de la presse juive, on avait pu tromper la Cour de Cassation, quant au fond de l'affaire, et ainsi l'entraîner à tromper le public. L'énergique et intelligente attitude du général Mercier, entouré d'un état-major aussi savant et avisé que vigilant, avertit tout de suite les meneurs dreyfusiens qu'ils perdraient leur peine devant le Conseil de guerre de Rennes. Des manœuvres aussi grossières que l'attentat Labori n'étaient point capables de troubler les membres de ce tribunal militaire. Quant au défilé des témoignages, pour un Hartman, un Sébert ou un Picquart qui tentèrent de déformer quelque subtile vérité d'ordre technique, vingt réfutations spontanées et irrésistibles devaient se produire à chaque séance. Cette émulation généreuse avait même gagné au-delà du monde militaire : quand M. Poincaré assaisonna de plaisanteries d'assez mauvais goût une faible critique des observations de M. Bertillon, l'on vit un mathématicien illustre, membre du Collège de France et de l'Institut, M. Camille Jordan, faire à son tour la critique de son collègue, lui relever ses fautes et rendre enfin justice au sagace génie de l'inventeur calomnié.

Aussi bien les amis de Dreyfus le sentaient-ils

vaincu d'avance si l'on touchait au fond de l'affaire. Ils se mirent en tête d'empêcher ce débat de fond. Dès le lendemain de l'arrêt, M. Cornély avait eu mandat d'imprimer qu'il y avait « chose jugée » : le Conseil de guerre de Rennes devait être conduit par ce « jugement » de la Cour comme un petit enfant par la main de sa nourrice. Le *Temps* faisait écho à ces belles propositions et, dès les premières dépositions, on comprit que les dreyfusiens n'auraient d'autre tactique que d'invoquer à tout propos le jugement, d'ailleurs imaginaire et inexistant, de la Cour. Ainsi cherchaient-ils à frapper d'inertie, de paralysie le sens propre des juges ou, en les égarant à hésiter, à délibérer sur l'étendue de leur compétence, les détournaient-ils du sujet débattu devant eux. Cette diversion n'était point exempte d'adresse et n'a pas été complètement inutile à Dreyfus.

C'est sur l'origine du bordereau que se porta l'effort dreyfusien. On ne cessa de rabâcher que la jurisprudence de la Cour souveraine avait prononcé là-dessus et que l'attribution du bordereau à tout autre que Dreyfus était un fait judiciaire absolument acquis et dont personne n'avait le droit de douter en justice.

Souvenons-nous des termes dont s'était servie, dans son arrêt du 3 juin, la Cour de Cassation en résumant les faits relatifs à ce bordereau :

« Attendu », disait-elle, « que ces faits inconnus « du Conseil de guerre qui a prononcé la con- « damnation *tendent à démontrer* que le borde- « reau *n'aurait pas été écrit* par Dreyfus »...

« Tendent à démontrer » signifie sans doute

autre chose que n'eût signifié « démontrent », et ce conditionnel « n'aurait pas été écrit » n'équivaut pas au mode affirmatif. Cependant, l'expert Charavay, qui déposa le 28 août, énumérant les trois raisons précises qui lui avaient fait attribuer à Esterhazy le bordereau qu'il avait attribué, quatre années plus tôt, à Dreyfus déclara :

« C'est la découverte de l'écriture d'Esterhazy ;

« C'est le faux Henry ;

« C'est *l'arrêt de la Cour de Cassation.* »

Ce témoignage fut trouvé assez plaisant : car, si la Cour avait douté que le bordereau fût de la main d'Alfred Dreyfus, ç'avait été sur une expertise de Charavay, et soudain l'expert, pour défendre son expertise, en arrivait à s'appuyer sur le jugement de la Cour! Ainsi, selon Pascal, la doctrine prouvait-elle les miracles, et les miracles prouvaient-ils à leur tour la doctrine (1). Mais, pour être aussi vicieux en logique que les arguments de Pascal, le cercle de M. Etienne Charavay ne parut à personne d'une irréprochable moralité. Mentait-il? Portait-il un faux témoignage? Ou seulement, par fanatisme, faiblesse d'esprit, concession à son entourage, faisait-il à la pure vérité quelque tricherie? Le pauvre homme nous a quittés depuis trop peu de temps pour que la discussion instituée sur un pareil sujet soit décente. Il me suffit de l'indiquer.

M. Scheurer-Kestner, qui est mort également peu après le procès de Rennes, était

(1) M. Ernest Havet, père du dreyfusien Louis Havet, blâma beaucoup ce raisonnement de Pascal.

retenu par la maladie. Mais il adressa au Conseil de guerre un témoignage écrit. Cet écrit, j'ai regret de le dire, renferme une falsification de texte certaine. A défaut de couronne et de palme, on déposa sur le cercueil de ce vieillard une copie de ce double extrait :

| *Texte de l'arrêt de la Cour de Cassation.* | *Texte du témoignage de M. Scheurer-Kestner.* |
| --- | --- |
| Ces faits « inconnus du Conseil de guerre qui a prononcé la condamnation » *tendent à démontrer* (non *démontrent*) que le bordereau *n'aurait pas été* (et non *n'a pas été*) écrit par Dreyfus. | Quant à l'identité dont j'avais été frappé entre l'écriture du bordereau et celle d'Esterhazy, elle a été *reconnue... par la Cour de Cassation elle-même.* |

Ainsi la Cour, toujours la Cour! La manière dont M. Scheurer-Kestner falsifia dans cette déposition *écrite* un arrêt que chacun pouvait lire sur les murailles des trente mille communes permet d'apprécier le reste de sa conduite. Qui put dénaturer à ce point un fait si public a dû prendre d'étranges libertés avec des faits mystérieux ou mal connus. L'intérêt de parti devait précipiter ce pauvre esprit dans les plus incroyables machinations. Qu'il y fût d'ailleurs un inconscient, c'est la seule hypothèse dont on puisse accorder à ses mânes le bénéfice.

Mais ni M. Trarieux, ni M. Bertulus ne sauraient bénéficier d'hypothèses semblables. Jurisconsultes l'un et l'autre, ils ne purent pas se tromper sur la lecture d'un texte aussi clair. L'un revêtu d'une haute charge de judicature, l'autre avocat, ancien ministre de la justice et sénateur, s'ils ont commis le crime de falsifica-

tion de documents, ils l'ont compliqué par là même d'abus de confiance et de forfaiture. Ils ont déshonoré leur fonction, en même temps qu'ils en abusaient d'une indigne sorte. Leur triple crime est fort aisé à établir. Relevons encore une fois le texte de l'arrêt de revision :

« Attendu que ces faits inconnus du Conseil « de guerre qui a prononcé la condamnation « tendent à démontrer (et non *démontrent*) que « le bordereau n'aurait pas été (et non *n'a pas « été*) écrit par Dreyfus... »

Or, M. Bertulus déposait, le 17 août, avec une insistance, une emphase, une violence que tout le monde nota :

« Je le crois (que Dreyfus est innocent) parce « que le bordereau est d'Esterhazy, et j'ai le « droit de dire pourquoi, parce que la chose a « été *souverainement jugée par la Cour de Cassa- « tion.*

« La Cour de Cassation est le pouvoir su- « prême de la justice en France.

« *La Cour de Cassation a dit : Le bordereau est « d'Esterhazy...*

« *Il y a là une vérité judiciaire absolue. La Cour « de Cassation l'a dit.* Je suis un magistrat, je le « dis *après elle*, je le dis *avec elle.* »

Rien n'égalerait le scandale de ces mensonges réitérés si M. Trarieux n'avait pas déposé dix-huit jours plus tard. M. Trarieux ne se borna point à mentir comme M. Bertulus. Il fit le menaçant contre ceux qui accomplissaient leur devoir. Il leur reprocha au nom de la Cour de Cassation les recherches que la Cour elle-même avait ordonnées. Prenez la peine de relire aux pages

précédentes ce texte de l'arrêt, que je n'ose recopier une troisième fois, veuillez ensuite y comparer cette diatribe de M. Trarieux :

« La Cour de Cassation *a jugé* que c'était « Esterhazy qui a écrit le bordereau, si bien « qu'il est étrange qu'à cette barre, et contrai- « rement à *l'autorité souveraine de la chose jugée*, « on revienne remettre en question *ce que per- « sonne n'aurait le droit de remettre en question.* »

Sur les sept juges du Conseil de guerre, il y avait cinq esprits fermes. Ils consultèrent le texte de l'arrêt de revision. Un simple coup d'œil sur ce texte les assura que le témoin Trarieux et le témoin Bertulus jouaient une comédie indigne. Demander l'emprisonnement immédiat de ces histrions leur parut sans doute indiqué par la loi et par le bon sens. S'ils ne le firent point, ce fut par un scrupuleux désir de paraître aussi impartiaux, longanimes et tolérants qu'ils l'étaient en réalité. Ah! ce désir, né d'un scrupule, les arrêta mal à propos. Ils se turent. Ils laissèrent les saltimbanques et les charlatans pousser jusqu'au bout leur système d'intimidation, et, comme il arrive en pareil cas, les débiles payèrent la générosité des forts. Pendant que les cinq se rendaient à la manifeste évidence de la culpabilité de Dreyfus, il se rencontra deux cerveaux troubles et vacillants pour douter du principe même de leur juridiction.

Esprits fort droits, mais simples et limités, ils se dirent : « Ce juge et ce législateur con- « naissent la loi mieux que nous. Notre bon « sens pourrait apprécier les faits aussi saine-

« ment que n'importe qui. Mais il ne s'agit « point de faits. Il s'agit de nos droits. Les juris- « tes les doivent mesurer. Ils sont de la partie. « C'est eux qu'il nous convient d'écouter, au « moins par prudence... »

Les paroles intérieures furent probablement un peu moins nettes que dans ce discours écrit. Mais leur sens diffus était celui-là. La fraude, le mensonge et le faux témoignage introduits au procès de Rennes par des personnages de qualité créaient dans les esprits une brume efficace. Et les deux votes négatifs sont sans doute sortis de là.

Si donc, comme s'en est plaint M. Anatole France, le verdict de Rennes manqua de logique rigueur, si, en un certain sens, il forma « un « petit être fait d'une tête de rat emmanchée « à une arête de poisson et finissant en queue « d'hirondelle », une manière de chimère en même temps que d'avorton, « une infime créa- « ture absurde et mauvaise », tant de disparates s'expliquent, se justifient quand on compare aux viles machinations d'un Trarieux et d'un Bertulus la candeur de ceux qui s'y laissèrent piper. De cette rencontre inégale devait résulter nécessairement un verdict mal lié, quoique juste et généreux dans l'ensemble de sa teneur.

## IV

### POUR TROMPER L'OPINION PUBLIQUE

Les dreyfusiens n'étaient pas moins défaits ! Ils eurent beau crier, pleurer, se répandre en

discours d'indignation et de merci, ouvrir même une souscription pour élever à Rennes le monument expiatoire de la grande iniquité perpétrée, leurs manifestations variées ne réussirent pas à dérouter l'esprit public. Ils apparurent au public ce qu'ils étaient, manifestement : confondus. La grâce de Dreyfus, enveloppée dans une formule dédaigneuse du général de Galliffet, parut même ajouter à la victoire du sentiment national : pour être gracié, Dreyfus s'était désisté de tout pourvoi en revision, avouant une fois de plus la justice du châtiment qu'il évitait.

Mais les patriotes commirent ici une faute. Faute bien française ou, plus exactement, gauloise. Ayant vaincu, ils négligèrent de poursuivre les avantages de la victoire. Quelques-uns, au rang desquels nous avons le plaisir de compter nos meilleurs amis, s'étaient bien déclarés pour une offensive énergique. Mais ils ne furent pas suivis. Au lieu de s'élever contre les faux, les forfaitures, les trahisons et les faux-témoignages commis autour de Dreyfus par les dreyfusiens, nos amis préférèrent s'acharner à défendre (contre des ennemis politiques grimés en juges!) Buffet et Déroulède, Lur-Saluces, Habert et Guérin. Diversion fatale, qui conduisit jusqu'aux abords de l'Exposition, et celle-ci occasionna des diversions nouvelles. Le parti de Dreyfus utilisa tant de loisirs. Par les loges, par les prêches, par les synagogues et aussi par les comités centraux républicains, qui sont les maîtres du pays électoral, par une infinité de campagnes de presse aussi puissantes que sournoises, les dreyfusiens s'ingénièrent à tromper

l'opinion tantôt sur le sens et tantôt même sur la lettre du verdict de Rennes. Des Loriquets à rouelle jaune enseignèrent à leurs villageois ignorants l'acquittement d'Alfred Dreyfus ou leur annoncèrent sa réhabilitation prochaine.

M. Trarieux avait eu, à Rennes, une exclamation pleine de superbe :

— *Si*, avait-il dit en toisant un trop modeste contradicteur, *s'il pouvait exister des lois qui me fussent applicables...*

Il dédaigna ou redouta, quant à lui, d'appliquer les lois aux accusés de la Haute-Cour ; mais tous ses amis, depuis M. Ranc jusqu'à M. Thévenet, vinrent siéger dans ce tribunal révolutionnaire. Les ennemis d'Alfred Dreyfus étaient envoyés en prison, en exil ou en disgrâce; ses amis, au contraire, continuant à occuper les plus hautes situations politiques, ouvraient l'Exposition, recevaient ou distribuaient des récompenses, des croix d'honneur, de l'avancement. Les magistrats, les officiers, les fonctionnaires antidreyfusiens étaient chassés ou reculés. M. Bertulus recevait enfin son illustre robe rouge et M. Bertillon perdait la moitié de sa place. — Simples et médiocrement sensibles aux nuances, toujours prêtes à projeter leurs impressions en signes éclatants, les foules n'allaient-elles point conclure du dreyfusianisme officiel à la pure innocence du traître et de ses complices?

Telle était la joyeuse espérance des dreyfusiens. C'est une espèce de miracle que le peuple français ne l'ait pas accomplie. Ses conducteurs naturels l'abandonnaient. Il eût fallu de vives campagnes de presse qui se fussent toujours ter-

minées en justice et devant le jury : les nationalistes se sont exténués dans la plus vaine des campagnes électorales. Les élections auraient dû être l'un des moyens dont on eût affaibli l'ennemi commun : elles sont, au contraire, et naturellement, devenues une fin. Or, en rase campagne électorale, dans le conflit des intérêts sordides ou des passions violentes, l'intérêt général et le désir du bien public ont fatalement le dessous. Nos succès parisiens ont été la goutte d'alcool qui acheva de nous dérouter. Mais, chose remarquable, ce que le mouvement nationaliste a perdu depuis une année, le parti dreyfusien ne l'a point regagné. La France ne croit pas plus à l'innocence de Dreyfus qu'au patriotisme de Delcassé, de Waldeck, de Millerand ou de Monis. Ces personnages restent tous semblablement odieux. Mais, par l'effet des dégradations qu'opère le Temps, leur nom s'enfonce dans une espèce d'oubli. L'amnistie, la vraie, la voilà ! C'est la plus désastreuse.

Pour l'amnistie légale, l'effet en est manqué. Comme on l'a vu assez souvent par ce tableau des machinations dreyfusiennes, l'engin fut retourné contre ses auteurs. Il les a meurtris de plus d'un éclat. Les débats de la loi n'ont fait que réveiller le souvenir des scélératesses commises. *Ils se sont donc amnistiés !* Ç'a été le cri général. Le refus grimacier des principaux « coupables », Dreyfus, Picquart, Joseph Reinach, n'y a rien fait.

*
* *

Mais, quand il pense aux crimes entassés par

les dreyfusiens, le public ne songe d'habitude qu'au crime essentiel, capital, au crime politique, au long attentat, préparé et réussi, contre l'unité et la sécurité nationale. — *Bientôt*, le fait d'avoir été un peu consciemment du parti de Dreyfus équivaudra à la notation d'infamie : car les graves et sanglantes difficultés qui se préparent pour la France et qui auront éclaté sous peu rendront inconcevable l'idée qu'un honnête homme ait pu préférer le parti d'un quidam, jugé et condamné comme traître, aux intérêts les plus pressants de l'État et de la patrie. *Bientôt*, l'Affaire étant comprise de chacun, ainsi qu'elle doit l'être, comme une immense conspiration contre la patrie, l'idée du dreyfusien désintéressé et sincère deviendra une chimère incompréhensible : il faudra relire nos plus minutieuses analyses psychologiques pour atteindre aux causes impersonnelles de l'épidémie dreyfusienne. Et encore en doutera-t-on ! L'on préférera certainement accuser soit de mauvais génies, soit la méchanceté des hommes. On admettra de plus en plus péniblement que les principes révolutionnaires, les idées suisses, l'inepte et cruelle philanthropie romantique aient pu allumer dans une foule d'honnêtes cervelles une passion presque religieuse en faveur du prisonnier de l'île du Diable et induire ces innocents à poursuivre et à obtenir la publication de nos secrets militaires, la désorganisation du haut commandement, la désunion de tout un excellent corps d'officiers, enfin la réduction et l'exténuement de l'armée française tout entière... On ne comprendra pas que de vagues

imaginations de rhéteurs aient engendré un si grand nombre d'impulsions destructrices ni que de purs rêves, en apparence sans venin, aient fructifié en actes mortels. Quand les temps que j'indique se seront révolus et qu'on nous relira, nous serons trouvés indulgents. Nous disons habituellement *dreyfusien* ou *dreyfusiste*. On se plaira à dire, comme aux premiers jours d'étonnement et de rage, *dreyfusard*. L'avenir fera croire que non seulement les meneurs, mais les menés, non seulement les bergers, mais le troupeau, ont volontairement combiné avec leur Dreyfus toute la suite des catastrophes françaises. Déjà le peuple éprouve le confus sentiment que ceux qui s'amnistient veulent s'amnistier d'un vaste crime de trahison imaginé et commis en chœur.

Et, au fond, le peuple sent bien! Parmi d'innombrables dreyfusiens abusés, le dreyfusien conscient et volontaire pullule. Un Reinach, un Waldeck, un Clemenceau ont fort bien su tout ce qu'ils faisaient. Quand ils parlaient de revision, ils savaient à quelles raisons et à quelles nécessités d'État ils se heurteraient, ce qu'il faudrait détruire d'utile à la patrie et rompre même des défenses de cette patrie elle-même. Un procès de police militaire jugé à huis clos était, de sa nature, tout à fait impossible à reviser normalement. La revision ne pouvait s'opérer qu'au milieu d'un trouble infini et au prix d'immenses dommages. C'est ce qui est arrivé. Les dépositaires de la formule jacobine sont les derniers qui puissent s'en excuser sur leur ignorance. Ils ont, en le sachant, procédé en purs anarchistes. Le seul tort

de M. Méline, qui avait bien défini le plan de cette anarchie, fut, au début de leur campagne, de ne point les traiter en conséquence. Il n'a point osé appliquer à des attentats contre la patrie la dixième partie des peines qui furent appliquées depuis par M. Waldeck à des complots fort vagues et à peine suivis d'effet contre la forme seule ou le seul personnel du gouvernement.

Puis donc que les Français commencent d'avoir la perception du crime politique, nous avons tenu à la compléter par un tableau tout aussi clair de leurs crimes de droit commun. Crimes, délits, usurpations de pouvoir, illégalités, disions-nous en commençant : la récapitulation que l'on vient d'en lire est sommaire ; du moins, apprenons-la par cœur. Nous ne sommes pas des procureurs, mais des citoyens. Soustraites désormais à toute peine légale, ces menues hontes dreyfusiennes ne peuvent échapper à l'exécration des Français. Quand ils les connaîtront, ils sauront les marquer d'une flétrissure éternelle.

CHARLES MAURRAS.

---

Nous tenons à rappeler à nos lecteurs que le très intéressant article de M. de Mahy, dont un extrait a paru ici le 15 novembre, se doit lire *in extenso* dans la belle brochure publiée sous ce titre : *La France et le Transvaal*, par notre ami E. Landry (28, rue Serpente).

## FŒTOR JUDAICUS (1)

# *HENRI HEINE*

> Le bon Dieu, prévoyant dans sa sagesse que son peuple choisi serait dispersé dans le monde entier, donna à tous ses membres une odeur spécifique qui leur permit de se reconnaître et de se retrouver partout; c'est le *fœtor judaïcus*.
>
> SCHOPENHAUER.

Le personnage est une manière de batailleur dont le cynisme s'attaque aux plus puissants, ne se fiant contre leur nombre et leur force qu'à sa maîtrise en l'art des mauvais coups. Vous apprenez qu'en outre ce bruyant pourfendeur recherche la renommée, non pas les bénéfices, et même, loin de viser à la richesse, oublie de réserver les sommes que lui comptent les exploiteurs du talent. Vous demandez ce qu'est cet homme. Que ne l'écoutez-vous clamant par la place où de groupe en groupe il promène sa pompeuse obscénité : Je suis Juif, de Juiverie authentique, et circoncis ; regardez si je mens. Et par ce geste je vous insulte tous, vous qui n'êtes pas de chez nous et vous mes congénères honteux.

Vous vous étonnez. Juif, ce querelleur audacieux, à peu près dénué de tempérament utilitaire? Mais, objectez-vous, le propre de l'Hébreu n'est-ce pas la souplesse, l'obséquiosité,

(1) D'autres étudieront l'artificieux charmeur et son rossignol d'imitation. Notre tâche se borne à découvrir quelques aspects de l'Ame Israélite.

l'opportunisme surtout dans l'isolement? Au lieu d'un nez rabattu ou droit tout au moins, vous lui voyez une trompe bel et bien relevée, provocante; de sorte que vous ne croyez pas les hâbleries du fanfaron. C'est que vous jugez mal. Indépendamment de certaines particularités, la caractéristique du Juif n'est pas tant de porter crochu l'appendice facial que de l'introduire partout et toujours de le mal moucher. Considérez celui-ci; puis remarquez ce ton de voix, cet accent ni germain ni franc, à peine humain.

### LA NATIONALITÉ JUIVE

Henri Heine fut par le hasard gratifié d'une nationalité officielle. Son père Samson, venu l'on ne sait trop d'où, s'étant pour son trafic établi à Dusseldorf, la Juive Hollandaise sa compagne lui donna quatre ou cinq petits Westphaliens; puis la progéniture, ainsi qu'il arrive assez souvent en Israël, s'éparpilla dans toutes les régions d'Europe. Parmi les mâles l'un, trouvant son compte en Autriche, y devint officier de dragons, un autre préféra la Russie et put y acquérir le brevet de médecin militaire. D'un troisième rejeton descendit une fille qui sous le nom de princesse della Rocca pénétra dans la noblesse italienne. Quant au poète, peu s'en fallut qu'il ne se fît Français.

Qu'est-ce qui le retenait à la Prusse? Tout gamin, il avait vu le triomphe de notre César, le défilé superbe de nos aigles par les avenues de sa ville natale; quand plus tard il se rappelait

l'après-midi si lugubre à l'orgueil des vrais Allemands, l'artiste n'y trouvait qu'un sujet de développements emphatiques sur le grand Napoléon. Le spectacle de l'invasion, le commerce forcé des conquérants n'avaient suscité chez lui que le culte de notre Empereur et l'amour de nos grenadiers. C'est ce qu'il eut le front d'affirmer en son essai de biographie personnelle. « Je suis né, dit-il, l'an 1800, à Dusseldorf, ville sur le Rhin occupée depuis 1806 jusqu'en 1814 par les Français, DE SORTE QUE dans mon enfance j'ai respiré l'air de la France. » .

Genèse intéressante d'une sympathie! Combien devons-nous regretter que dans les Etats de la reine Louise cette aisance à chérir notre joug ait été exceptionnelle! L'indignation, puis le désespoir causés par l'extension de notre suzeraineté provoquèrent dans le vieux pays teuton un soulèvement, une fièvre qui sur la littérature même eut son influence. Heine, appréciant le généreux mouvement et la part qu'y avaient prise les Jahn, les Arndt, les Schlegel, raillait cette opposition « teigneuse et rustique » contre le sentiment le plus beau qu'eût produit la philosophie, la fraternité universelle, le cosmopolitisme.

Les autres, qui n'entendaient pas cette conception, le reniaient pour compatriote. Il en riait : n'avait-il pas écrit *Das Buch der Lieder*, et celui-là n'est-il pas le meilleur citoyen qui par ses œuvres répand le plus largement dans le monde la connaissance de sa langue? Cette idée, renouvelée chez nous avec succès par certain romancier, ne fut pas comprise des

contemporains de notre Hébreu qui persistèrent à le rejeter. Ce dédain parfois leur coûtait cher. D'ailleurs, il n'en accusait pas moins son bonapartisme, bien que cette religion guerrière s'accordât mal avec sa tendresse pour l'espèce humaine. Il semble toutefois que parmi tant de transports et d'enthousiasmes affectés cette vénération fut sincère.

Récemment l'on a découvert l'antisémitisme de Napoléon. Ne suffit-il pas pour y croire d'admirer le génie constructeur du prodigieux Latin? Mais alors quel fait déconcertant que la fidélité fervente des Juifs à son égard, même après sa ruine! Nous ne sachons pas que la gent finassière se soit jamais égarée quand il s'agit de démêler son intérêt. Avec raison l'on peut répondre que le nom de la dynastie nouvelle, résultante de la Révolution, resta longtemps comme le mot de ralliement de tous ceux qu'avaient favorisés les excès de la force populaire. Les disciples de Rousseau furent niaisement prodigues envers le peuple israélite; l'émancipation lui fut offerte même à l'extérieur, dans toutes les contrées où passaient nos armées victorieuses. Trop habitués encore à l'obéissance, les parasites ne laissèrent pas prévoir au Maître quelle franc-maçonnerie dangereuse ils allaient constituer dans son empire, de sorte qu'il disparut sans les avoir presque jamais contrariés.

La fantaisie prudhommesque des Droits de l'Homme, qui si bêtement assimilait aux autochtones les nomades, assurant à tous la même condition civile, était bien propre à nous attirer

l'écume des continents. Quelle fortune pour des gueux astreints partout à la vie basse et cachée d'être admis au plein jour et pourvus des mêmes avantages que les représentants des plus anciennes souches locales; quels éloges de notre magnanimité, quel attachement pour cette Chanaan de la tolérance !

Il y avait beaucoup de cette gratitude dans la prédilection de Heine. Il faut y joindre son goût pour les amusements parisiens, la blague spirituelle des boulevards, les magasins coquets, les minois éveillés des demoiselles de modes. C'est là, selon lui, toute notre supériorité ; hormis ces grâces, et quoique la société des Français soit bien la plus plaisante du globe, ils valent fort peu de chose intellectuellement. Leur caractère primesautier, agité, babillard, les rend impropres aux spéculations philosophiques. Si l'on excepte Edgar Quinet, lequel est d'ailleurs plutôt Allemand par la profondeur, la douleur de penser, la faculté d'émotion et l'ennui, quel écrivain pourrait-on citer qui honore leur littérature ? Non seulement il leur est défendu de rien créer, mais ils sont même incapables de savourer le sublime. Devant les beautés de la comédie Shakespearienne, ils ne savent que railler, raisonnant à froid sur l'idéal, le disséquant, l'analysant. Et quelle platitude chez les dénommés « classiques » ! Combien doit-on louer Lessing d'avoir démoli les baraques de leur théâtre ! Là, ni doux propos de chevaliers et de grandes dames à l'ombre des hauts arbres, ni licorne effarouchée venant poser sa tête sur le sein d'une jolie jeune fille, ni ondines à che-

velure verte, ni clairs de lune enchantés par les sanglots du rossignol. Pour les poètes nouveaux, ils sont tout à fait négligeables : Victor Hugo n'est qu'afféterie et déclamation bigarrée, sans imagination ni abondance ni harmonie, sans vie même ni liberté. Alfred de Vigny n'a de talent que pour la miniature. Alfred de Musset n'est heureux que dans ses imitations de Shakespeare. « Quand je considère cette soi-disant poésie Lyrique, cette caille-botte parfumée, concluait Heine, c'est alors que je reconnais toute la splendeur de la poésie allemande. »

Et voilà ce qui l'empêcha de se faire Français. Il est vrai qu'il pouvait se passer de cette inscription sur nos registres municipaux. Le gouvernement de Guizot, favorisant certains journalistes d'outre-Rhin, lui faisait une pension annuelle de cinq mille francs environ (1). Il se contenta de ce privilège et ne poursuivit pas jusqu'au bout les formalités déjà commencées pour obtenir sa naturalisation.

« Le plus petit cochon de mon pays, déclarait-il ensuite, ne saurait se plaindre de moi. Parmi les élégants et spirituels pourceaux du Périgord qui ont découvert les truffes et s'en engraissent, je ne reniai jamais ces modestes porcs qui chez nous, dans la forêt de Teutobourg, se gorgent en de simples auges de bois des fruits du chêne paternel, comme autre-

(1) Un Juif, Weil, rédacteur à la *Gazette de Stuttgard*, touchait 1.500 francs par mois au ministère des Affaires Etrangères. On se demande quel service il pouvait bien rendre.

fois leurs pieux ancêtres au temps où Arminius battit Varus. »

Du reste, l'apostasie lui était impossible. Son *Buch der Lieder* l'obligeait à se comporter de telle sorte que le graveur du cimetière inscrivît sur sa tombe : Ci-gît un poète allemand.

Insisterions-nous pour établir que Heine fut aussi peu Français que Prussien ? Ne convient-il pas simplement de poser ce principe que le cœur ne peut avoir deux nationalités ? Or l'homme était Juif.

C'est là le point capital. Des politiciens ont prétendu voir dans l'antisémitisme une hostilité de race, d'autres un fanatisme de religion. Quelle ignorance ou quelle roublardise ! Il y a des rivalités et des guerres entre les peuples, mais non pas entre les races. Chez les dernières le groupement, l'unité ont disparu : les rapports physiologiques entre les individus sont plus ou moins manifestes, et si leur origine fut commune, seul le classificateur s'en soucie ; pour eux, ils demeurent inconscients de leur parenté, nulle voix intime qui la leur fasse soupçonner, aucune tradition, aucun nom sacré dont leur nature s'émeuve et qui les rassemble. Leurs langages même offrent souvent si peu d'analogies que le pédantisme des grammairiens s'enorgueillit de les découvrir. Le peuple au contraire est un être bien déterminé, bien vivant, désireux de se maintenir, et, s'il est vigoureux, de prévaloir ; ses membres savent leur identité d'extraction et d'intérêt ; il a ses héros ou ses saints ; un idiome lui est propre, exprimant des souvenirs, des idées, des tendances à lui particulières.

Mieux que personne, Heine nous prouve qu'il existe encore un peuple Juif, actif ennemi de tous les autres, et que l'horreur permanente de l'Hébreu c'est l'instinct de conservation des corps sociaux, leur résistance à l'élément étranger le plus fluide, le plus capable de les pénétrer et de les détruire.

On a bien souvent étudié l'œuvre poétique de Heine. S'il fut adroit au jeu des syllabes et des sentiments, cet art ne lui était pourtant, selon son aveu, qu'une jolie distraction. Avant tout, il se révéla citoyen-soldat de Palestine. « Je suis un poète juif, écrit-il, et je me sers volontiers de métaphores nationales. » Et ailleurs : « Que ma droite se dessèche, si je t'oublie, Jéruschola-yim ! » « Pour la cause juive j'ai fait les plus grands sacrifices; mon cœur en saignera toute ma vie durant. »

Ce n'est pas une exagération. Son zèle était trop compromettant pour certains. Cet agitateur violentait ses frères en Jacob, les exhortant à toujours élever le vieil étendard safran, voulant pour lui dans la lutte le rôle d'un Judas Machabée. Il se préoccupe de tout ce qui concerne « la grande famille » ; membre de la *Société pour la Culture et la Science juives*, il collabore à la Revue, conseille même le Directeur sur la tenue littéraire du périodique. Personnellement il ambitionne de connaître les tribulations successives d'Israël, lit dans ce but des récits de voyages de Benjamin de Tudèle et quantité d'autres ouvrages, voire des publications antisémitiques comme celle de Schudt sur les ghettos de Francfort. L'esprit de l'histoire juive se manifeste à

lui de plus en plus ; au cours des siècles modernes trois génies lui paraissent honorer le monde : Jésus, Spinoza et lui Heine, tous trois appartenant à « ce peuple infortuné que la Providence pour des raisons mystérieuses a chargé de l'inimitié de la haute et basse populace », tous trois malheureux, haïs même des leurs.

Exalté par cette haute idée de soi-même, il s'institue censeur officiel et se charge de donner aux fidèles de Moïse des leçons de patriotisme. Quand éclate le scandale de Damas, des Juifs étant convaincus du meurtre d'un prêtre chrétien, une Ligue des Droits des Circoncis se forme naturellement pour faire annuler le verdict. Des quêtes sont entreprises par les consistoires des cinq continents. Heine prêche la générosité, surveille les listes des souscripteurs, vilipende ceux dont les offrandes ne lui suffisent pas. Le richissime baron Delmar s'étant en l'occasion signalé par sa ladrerie est tout particulièrement houspillé, tandis que Crémieux, l'avocat volontaire des « opprimés », se fait décerner un certificat de civisme.

Il ne fouaillait pas que les seigneurs (1) et — de loin — maltraitait la racaille, principalement les « fripons de Hambourg ». Ce grouille-

(1) Il fut toujours plein d'égards pour Rothschild, « le généralissime des millionnaires », qui d'ailleurs l'aida constamment depuis 1830. Il le comparait à Louis XIV pour avoir su, nouveau Roi-Soleil, susciter et utiliser les génies : le musicien Rossini, le peintre Ary Scheffer, le cuisinier Carême, l'avocat Crémieux, l'ingénieur Pereire. Surtout il s'extasiait de voir en ce puissant le suzerain financier du Pape.

ment de mercantis, cette « misérable clique » lui répugnait. « Si l'on veut s'intéresser à eux, confessait-il, qu'on ne les voie pas de près.» Sa correspondance abonde en telles critiques, justification du mot de Drumont : « Les Juifs se soutiennent tous, mais ils se détestent, se dégoûtent. »

Il fit une nuit ce beau songe : Toute la postérité d'Abraham, lassée décidément du *gohles* (exil), se réunissait et repartait vers les bords du Jourdain. C'était une sorte de marche triomphale où les places d'honneur,comme on pense, n'étaient pas refusées à Heine ni à ses relations, les Moser, les Zunz, les Gans, les Michel Beer, etc... Cette multitude,qui d'un pas si allègre délaissait ses retraites, ne se rendait pas compte assurément du bien-être des pays enfin épurés. Toute « la société » se reconnaissait : rabbins, écrivains, savants, musiciens, éditeurs, banquiers et menus usuriers. On parlait sans gêne la langue maternelle, l'aimable ramage des Judenstrassen que nous voyons fleurir dans les Lettres de Heine comme aujourd'hui dans les Archives Israélites. Aux haltes, on se bourrait de *mazzes*, on buvait du *jonteftig*, en célébrant la première aristocratie du monde.

### LA SOLUTION JUIVE DU PROBLÈME SOCIAL : RIGOLEZ.

Pour le malheur de notre espèce tout entière, cela n'était qu'un rêve, le perpétuel espoir de la vieille République errante.En attendant qu'il se réalise, les membres s'accommodent assez bien

de leur dispersion, anémiant à leur avantage les Etats trop hospitaliers. Très habiles à dissimuler le réseau qui les relie, eux, enfants adoptifs des Patries les plus opposées, ils s'attribuent une égale affection pour tous les bimanes, un cosmopolitisme qui n'est en réalité que leur communion. Bien à couvert, ils observent la Loi qui leur prescrit d'abominer et de ruiner les Gentils. Dès que, pour vivre, ceux-ci font mine de chercher à les secouer, à s'en nettoyer, la passion humanitaire des exotiques s'envenime et leur ingéniosité travaille à la perte de qui prétend contre eux s'assurer l'existence.

Nul ne s'acharna plus que Heine contre cette réaction de fierté, ce qu'il appelait « la balourdise idéale ». Il ne mentait pas quand il disait l'avoir combattue toute sa vie. L'ennemi se lève de plus en plus redoutable, il le sent bien. Il a beau répéter que la civilisation européenne efface peu à peu les singularités des peuples, il n'est évidemment pas si rassuré. Une fois même il le manifeste : « Si jamais l'esprit de nationalité est vainqueur, — que les Saints de l'Ancien et du Nouveau Testaments, que ceux même du Coran nous en préservent ! — alors éclatera sur la tête des pauvres Juifs un orage de persécutions qui surpassera de beaucoup tout ce qu'ils ont souffert dans le passé. » Aussi que d'injures, et d'injures grossières, à l'adresse des Philistins! Par ressentiment, il s'avoue capable de se prendre d'amour pour les communistes, leurs naturels adversaires de l'avenir. Lorsqu'à la fin ses forces l'abandonnaient, il se prétendait consolé par sa confiance en l'issue du duel futur.

Par exemple, qu'on y prenne garde, il s'en faut de beaucoup que l'accord soit parfait entre les alliés. Si l'internationalisme des *partageux* séduit l'Israélite, c'est bien tout ce qu'il trouve à son goût dans leur système. Non qu'il sympathise avec la classe riche (1), non qu'il ait intérêt à ce que demeure aussi lamentable la condition des pauvres gens. Mais, comme il tient sérieusement à sa liberté, la tyrannie de la foule ne lui sourit pas. Il souhaite un gouvernement sous lequel l'indépendance relative soit possible, c'est-à-dire la monarchie sans contrôle. Il revient souvent à la louange du régime impérial : « La meilleure démocratie sera toujours celle où un seul individu, incarnation de la volonté populaire, sera à la tête de l'État comme Dieu est à la tête du monde. » Résultante des aspirations de tous, ce maître choisi par le plus grand nombre aura nécessairement le souci du bien public. C'est ce qu'il remarque chez les Césars. Que Tacite le patricien exagère à son gré leurs vices et leurs fautes, ils n'en ont pas moins nourri la plèbe. Que ne les louait-il de l'avoir amusée ! Car le plaisir, voilà pour lui l'essentiel. A cet égard encore le communisme, tel qu'il s'annonce alors, ne saurait beaucoup lui agréer. La frugalité que préconisent les chefs le rebute. Pas de cela ! s'écrie-t-il ; vous prétendez nous

(1) Il avait réellement le mépris de l'argent et de quiconque se préoccupe d'en gagner. Nullement doué pour le négoce, il dut cependant y débuter comme employé, mais fut congédié pour sa négligence. Son oncle lui ayant ensuite monté une maison de commerce, il la laissa déchoir en moins de deux ans jusqu'à la liquidation.

astreindre tous, géants et nains, à nous satisfaire de la même pitance; or, si les hommes sont égaux, il n'est pas vrai que les estomacs aussi le soient; « il y en a qui préfèrent la truffe aux pommes de terre les plus vertueuses ».

Le Socialisme aura-t-il jamais conscience de l'affaiblissement moral que lui causa cette intrusion ? Ses premiers apôtres, malgré eux, procédaient de Jésus. Ils n'imaginaient pas que la vie de voluptés fût le but à proposer aux multitudes, puisque l'existence ne leur semblait pouvoir être qu'exceptionnellement fortunée. Pour garantir à tous la même somme de commodités, ils voulaient qu'à tous on octroyât une même mesure de subsides. Cependant Israël considérait les foules chaque jour grandissantes conquises par les idéologues. Il supputa la force que lui vaudraient ces auxiliaires. En échange de votre amitié, leur déclama-t-il, j'embellis encore votre optimisme et vous apporte la richesse de mes utopies. Vous avez droit à la félicité, braves gens, et par félicité j'entends la joie libre des sens. Nous fondons une République d'où seront exclus la gêne, les délassements à bon marché. Ce qu'il nous faut, c'est le nectar et l'ambroisie, les parfums, la pourpre, les courtisanes de luxe. On vous vante la noblesse du labeur, l'agrément d'une piètre aisance. Riez du peu, soyez intransigeants : tout ou rien. « Il y a quelque chose de plus efficace que le travail, c'est le bonheur. »

L'Orient et sa luxure s'insurgeaient en lui contre l'énergie de l'Occident chrétien : antagonisme de deux morales plutôt que de deux

cultes, car s'il revendiquait tapageusement les droits des Sémites, il daubait leur théocratie avec assez d'éclat pour encourir l'anathème des rabbins.

Ce qu'il attaque sans cesse dans la doctrine adverse, c'est le mépris de la matière au profit de l'âme. Dans le baptême le prêtre versant l'eau sur la tête de l'enfant prononce les mots qui le convient à l'éveil spirituel; à la synagogue le chirurgien sacré fait sur le jeune corps l'opération qui le prépare aux futures distractions. Ne respecter que la supériorité de notre être, c'est, suivant Heine, s'opposer à nos tendances réelles et c'est à quoi s'efforça toujours le christianisme qui, se piquant d'utiliser tous les arts, négligea celui de la danse aussi bien que la comédie (1) ! Il faut, au lieu de continence et de rigorisme, revenir à la joyeuse licence, instituer des Saturnales, « revêtir nos femmes de chemises neuves et de sentiments neufs », pratiquer par l'hymen libre l'amélioration esthétique de l'animal raisonnable.

D'autres s'émerveilleront de ce prétendu retour à la pure religion du Beau. Sourds et têtus, jamais ils ne se laisseront persuader qu'au cœur de tout Hébreu gîte un Youddi qui sommeille. Qu'ils lisent donc la *Correspondance* et les *Reisebilder*. Heine souvent nous fait part de ses feux pour la Vénus de Milo; plus vraie fut sa tendre admiration pour la cuisinière du conseiller Bauer. Il convient de reconnaître que ce savou-

(1) Naguère, un Juif converti devenu curé de Paris fit dans son temple même une tentative de ce genre.

reux objet resta lui-même de marbre à ses supplications. Parfois, au cours de ses voyages, il était plus heureux. Puis, quand le hasard ne le favorisait pas, il savait si bien en imagination se satisfaire! Tout était un excitant pour ses folies malpropres et plus que tout la grâce très douce de la Vierge, « la *Venus dolorosa* ». Voilà pourquoi, si nous l'en croyons, il entrait dans les cathédrales. « On est bien, étendu sur les bancs, et l'on pèche en pensée; les madones dans leurs niches ont pour vous des regards miséricordieux, leur cœur de femmes vous pardonne même quand on a mêlé leurs traits divins à des rêveries pécheresses. » L'examen des peintures lui suggérait des méditations non moins suaves. Ici c'est une Samaritaine qui lui semble, dans la contemplation de Jésus, manifester un crapuleux souci; là c'est un tête-à-tête de Marie-Madeleine et du Maître où sa fantaisie n'aperçoit qu'une scène de gaudrioles.

Nous scandaliserions-nous de ces vomissements sur les sublimes légendes? Approuvons seulement la prudence de la législation mosaïque et reconnaissons qu'en Israël se nourrir de certaine chair serait bien en effet le crime contre nature.

Errant une fois au café-concert ou sur les boulevards, Heine vit quelque prostituée dont la location le tenta pour la nuit. C'était une rustaude assez versée déjà dans le métier. Après un essai qui l'enthousiasma, l'idée lui vint-elle d'employer cet « ange folâtre » à la reproduction embellie de son propre type? Il l'admit à son

foyer, et, fier de sa fécondité, l'éleva plus tard au rang d' « épouse et déesse ».

Le mariage put se célébrer à l'église, la demoiselle étant une catholique des plus chaudes et lui, depuis quelque temps, se trouvant inscrit sur les registres de la communion luthérienne. Toute sa conversion d'ailleurs se réduisait au fait d'être différemment catalogué. Fort embarrassé dans ses affaires, repoussé de toute fonction, gênant ses amis par ses continuels emprunts, il avait fini par en croire ceux qui lui conseillaient le déguisement confessionnel, considérant ses attaches comme la cause de son discrédit. L'abjuration lui coûta d'autant plus cependant qu'il n'avait jamais cessé, même en ses tragédies, de malmener les transfuges. « Si les lois, expliquait-il, avaient permis de voler des cuillers d'argent, je ne me serais pas fait baptiser. »

Pourtant à quoi s'était-il engagé? Que sont certaines chapelles protestantes, sinon une sorte d'écoles de philosophie ou de morale, où la divinité de Jésus n'est même pas en question? Dans celles-ci du moins l'on est logique : dès lors qu'on se juge libre d'alléger une religion de ses dogmes, autant jeter tout par dessus bord et ne pas s'amuser à choisir dans le bagage surnaturel. Heine avait de bons motifs pour ne pas hésiter. Sous son masque il pouvait à présent plus à son aise insulter le catholicisme, en qui pour lui persistait la tradition chrétienne.

(*A suivre.*) ROBERT LAUNAY.

## *MILITARISME ET INTERNATIONALISME*

---

*Lettre à M. Finot, directeur de la* Revue des Revues.

Monsieur le Directeur,

Je suis nationaliste, je le proclame et je m'en vante ; mais ce n'est pas en cette qualité que je m'adresse à vous aujourd'hui, c'est en qualité d'abonné à la *Revue des Revues* et en vertu du droit qu'a tout lecteur habituel d'un journal ou d'une revue de correspondre avec celui qui le dirige, puisqu'aussi bien ces périodiques n'ont leur raison intelligente et haute d'exister qu'autant qu'ils sont un échange constant d'idées entre eux et leurs lecteurs.

Non seulement je suis un de vos abonnés, Monsieur, mais j'en suis l'un des plus anciens. Je me souviens du premier bureau de la *Revue*, rue de Verneuil ; vous receviez vous-même le montant des abonnements, à cette époque, et l'on causait de la Revue que vous veniez de fonder, pendant que vous rédigiez la quittance. Ayant eu le plaisir et l'honneur de vous connaître personnellement, ayant assisté aux débuts de votre entreprise qui a pris depuis un si beau

développement, j'ai conservé pour la *Revue des Revues* une sorte d'attachement particulier. C'est pour cette raison que je m'afflige de la voir glisser sur une mauvaise pente.

Primitivement la Revue s'est occupée des questions philosophiques, politiques, religieuses, sociales, scientifiques et littéraires, avec l'éclectisme conforme à son titre de *Revue des Revues*. Elle aurait pu mettre à la fin de ses articles le post-scriptum qu'elle ajoute toujours au bas de la page où elle reproduit les caricatures de la quinzaine : « Les caricatures n'étant publiées qu'à titre documentaire, cette rubrique ne saurait nullement engager la responsabilité de la *Revue*. »

Puis la Revue se fit plus originale ; de bonne heure libre-penseuse, elle ne tarda pas à accuser ses tendances socialistes. Je n'en fais aucun reproche à la Revue. C'était son droit. Se trouvant en pleine prospérité, ayant pris consistance, s'adressant à un public toujours plus nombreux, et dans le monde entier, il était tout naturel qu'elle fît acte d'indépendance, qu'elle ne restreignît pas son rôle à présenter, à résumer ou à commenter les idées des autres, mais qu'elle l'élargît et prît une part active dans la grande lutte des partis et des opinions. La Revue devint donc un organe des idées qu'on est convenu d'appeler *avancées*. Je ne prends pas le mot dans le mauvais sens où l'entendent les réactionnaires aveugles et endurcis, mais dans le bon, s'il signifie les idées qui sont en avance, c'est-à-dire celles qui marchent en éclaireur, qui défrayent le chemin de l'humanité et triom-

pheront demain en marquant un progrès dans une nouvelle étape.

Le socialisme, nous en sommes tous plus ou moins entachés. Que dis-je? Il est devenu une mode, un sport, chez les gens du monde et du bel air.

La libre-pensée n'a contre elle que d'être prise trop souvent dans le sens opposé de ce qu'elle signifie, et de vouloir opposer une affirmation à une affirmation contraire. La libre-pensée, tant qu'elle conserve l'esprit de *liberté* qui est son essence même, ne me fait point peur; elle est fort respectable et fort bonne. Et si, cependant, naguère, je n'adoptais pas toujours la manière de voir de *ma* Revue, je me plaisais toujours à reconnaître son libéralisme, la bonne qualité de ses armes de combat, ainsi que la belle tenue de sa rédaction.

Vint, hélas! la lamentable *Affaire*.

La Revue a versé du côté du dreyfusisme. Elle aurait pu, il me semble, rester au-dessus de cette querelle et continuer à évoluer dans le domaine plus élevé et plus serein des idées pures. Je l'eusse préféré. Cependant, elle a pris parti; d'autres l'ont fait; c'était son droit. Je le reconnais et je ne le discute pas. Je suis resté votre abonné. Je sais, Monsieur, le Directeur, que votre parti étant celui des « intellectuels », je me trouve vis-à-vis de vous dans la position humiliante et fâcheuse des pauvres d'esprit; toutefois, permettez-moi de vous dire, avec toute la modestie et l'humilité qui sied à mon triste sort, que la *Revue*, cette dernière année, a véritablement abusé de sa supériorité. Elle rem-

porte des victoires trop faciles avec des feuilletons comme celui de M. Gustave Téry : *Un Intellectuel à la caserne* (nos des 15 mars, 1er et 15 avril), ou des articles comme celui de M. Paul Mieille : *Patriotisme et internationalisme* (n° du 15 juin).

Ou plutôt, puisque, j'y songe, la *Revue* s'adresse aujourd'hui au parti des intellectuels, je me demande quel est donc ce nouveau public de *mon* ancienne *Revue*, qui accepte maintenant de pareilles pauvretés dont moi-même, qui ne suis qu'un simple nationaliste, j'aperçois très clairement la fragile inconsistance.

M. Téry nous raconte l'histoire d'un jeune normalien chargé, pendant son temps de service, d'instruire les enfants de son colonel. Il va sans dire que ce colonel est une vieille baderne, bouffi d'orgueil, gonflé de sottise, injuste, grossier, brutal, inepte. Ses deux fils sont deux incorrigibles polissons, remplis de mauvais instincts, deux ânes bâtés, dont toute la science du normalien ne pourra rien tirer de bon. Dénués d'intelligence comme leur père, ils n'ont même pas hérité de ses qualités physiques. Voici le portrait de l'un : « Une tête minuscule, à la fois puérile et vieillotte, une tête aux yeux minces (?) clignotants, à la bouche grimaçante. » L'autre, au contraire, et par une bizarrerie de la nature qui s'acharne décidément sur la famille des colonels, l'autre est hydrocéphale. — Je n'insiste pas.

L'on comprend assez la moralité que l'auteur a voulu dégager de ce froid morceau. Que cela est donc ridicule, puéril et mesquin, et quel dommage de voir une *Revue* comme la vôtre,

Monsieur le Directeur, descendre à de semblables procédés d'insinuation, à de pareilles faiblesses de démonstration, d'accusation ! Moi, nationaliste, Monsieur le Directeur, j'aurais pu écrire une autre histoire de colonel ou de général. J'aurais pu le doter de quatre enfants, par exemple, trois fils et une fille ; j'aurais pu imaginer cette fille ni hydrocéphale ni les yeux minces (?), mais très jolie et charmante, et ces trois fils trois beaux gaillards bien découplés, tous trois fort intelligents, dont j'aurais fait, si vous y consentez, trois excellents serviteurs de leur pays. Deux seraient entrés à Saint-Cyr et fussent partis pour les colonies ; le troisième aurait pris le burnous et la chéchia des Pères blancs d'Afrique : il ne faut pas oublier l'alliance du sabre et du goupillon. Tous trois auraient pu être des *africains*, c'est-à-dire de ces Français énergiques, comme il nous en manque trop, qui vont là-bas dans nos lointaines colonies noires, pour les reconnaître, les agrandir, les défendre contre leurs voisins avides et dangereux, et y répandre les idées et la civilisation de leur pays, qui vont là-bas, non pas en trafiquants et à la recherche de l'or, mais en explorateurs, en soldats et en missionnaires, sûrs de n'y point trouver la fortune, mais d'y rencontrer des balles et des fièvres.

Voilà, j'espère, Monsieur, une belle famille. Eh bien, j'avoue que si je l'avais racontée, cette histoire, je n'aurais pas cru prouver par elle le contraire de ce que votre rédacteur a prétendu démontrer par la sienne. Et pourtant mon récit aurait eu sur le sien un certain avantage :

c'est qu'il eût été en tout point véritable, et que je puis citer le nom du général qui fut le père de ces enfants : c'est le général Mangin. Le commandant Mangin fut le compagnon de Marchand.

Oh ! Monsieur, je le répète, qu'il est donc pitoyable de voir une publication comme la vôtre, d'une si belle tenue jusqu'à l'*Affaire* qui nous divise, de la voir, dis-je, par esprit de secte et de haine, consentir à imprimer, sous couleur de nouvelles, d'aussi misérables libelles, d'aussi piètres factums !

Pour répondre point par point à l'article où M. Paul Micille fait, en phrases d'autant plus sonores que creuses, l'apologie de l'internationalisme, il faudrait trop allonger cette lettre, et ce serait d'ailleurs paraître attribuer à un simple échafaudage de phrases en l'air une importance et un intérêt dont elles sont totalement dépourvues.

Il me suffira de marquer le ton de cet article qui s'accorde mieux avec celui des journaux à un sou qu'avec celui des Revues sérieuses, et auquel la *Revue des Revues* ne nous avait pas encore habitués ; je relèverai ensuite la confusion très grande des idées de l'auteur, nous pourrions dire le gâchis, pour parler comme lui, confusion qui ne va pas sans faire grand tort soit à la bonne foi soit à l'intellectualité de son auteur, et qui, dans l'un et l'autre cas, enlève toute importance et tout intérêt à ses assertions, en engageant d'une manière fâcheuse la responsabilité de la Revue qui les insère.

Une certaine presse avait déjà comparé les Boxers chinois aux nationalistes. Il était réservé à la *Revue des Revues* de renchérir sur ces accusations que, dans ma modération habituelle, j'appellerai seulement *forcées*. « Il y a toute apparence, écrit M. Paul Mieille, que le poignard de Ravaillac fut un poignard nationaliste. » Ceci se trouve à la première page. Assassins ! pour commencer. Sans insister sur le peu de valeur intellectuelle de cet argument dans un article de Revue, j'ajouterai que — dans l'espèce — il est dangereux, car s'il est de notoriété publique que les nationalistes n'ont jamais assassiné personne, pas même un roi de France, on pourrait faire observer que si tous les internationalistes ne sont pas des anarchistes, tous les anarchistes sont internationalistes, et l'on pourrait tirer de là certaine conséquence à la confusion de nos calomniateurs.

Mais passons.

Il est véritablement comique de voir M. Paul Mieille s'essouffler bon nombre de pages à vanter l'internationalisme du sentiment, l'internationalisme de la pensée, des arts, de la philosophie, des sciences, de la littérature. Il paraît ignorer que, bien longtemps avant son article, M. de Vogüé a écrit un livre qui s'appelle *le Roman russe* et produisit en France l'effet qu'on sait. Il paraît ignorer que toutes les belles idées grandes et généreuses qu'il proclame comme une nouveauté, et qui sont peut-être, en effet, nouvelles pour lui, ces idées sont depuis longtemps dans le courant de la pensée nationaliste et inscrites dans son programme. Les idées dont

M. Paul Mieille vient de faire ingénument la découverte, ce sont celles que M. Jules Lemaître a répandues un peu partout depuis vingt ans et davantage, et plus particulièrement ces dernières années. Qui, à l'exception de M. P. Mieille, ne se rappelle la fameuse campagne entreprise par notre illustre chef contre le latin, dans l'enseignement des lycées, en faveur des langues étrangères vivantes? Et quel meilleur véhicule trouver, pour la diffusion des idées internationalistes, que la connaissance à la fois littéraire et pratique des signes que les hommes emploient dans les différents pays pour exprimer leurs pensées?

« Tolstoï et Ibsen sont citoyens du monde! » dit M. Paul Mieille, en se mettant sur ses ergots. Mais tout le monde en convient et tout le monde le sait depuis longtemps, au moins dans notre parti — et je reste confondu de découvrir une si profonde ignorance du courant des idées actuelles les plus répandues chez un collaborateur de la *Revue des Revues*. Passe encore pour un fils de colonel, mais pour un intellectuel!

Je consens donc à apprendre à M. Paul Mieille que les nationalistes avaient découvert cet internationalisme avant lui. Mais ce qu'ils prétendent, c'est qu'il est dangereux et mauvais pour un homme de rester seul et désarmé au milieu d'autres hommes armés jusqu'aux dents.

Que la France soit le phare du monde, la grande éducatrice, qu'elle soit la tête et le cœur de toute l'Europe civilisée, je ne crois pas qu'il y ait un seul internationaliste qui le souhaite

plus ardemment que nous. Mais comment la France restera-t-elle à ce point culminant? Là seulement est la question, et c'est là seulement qu'il faut serrer la discussion. Nous prétendons, nous, les faibles d'esprit, que la France jouera d'autant mieux son rôle qu'elle sera plus forte, et qu'elle sera d'autant plus respectée qu'elle sera plus respectable; le parti adverse pense que la faiblesse d'un pays désarmé est le meilleur garant de son influence dans le monde.

Mais cette question, qui est la véritable, est escamotée par M. P. Mieille grâce à la confusion qu'il fait d'idées qu'il importe au contraire de distinguer et de préciser.

De plus, après avoir enfoncé, comme nous avons dit, pas mal de portes ouvertes, M. P. Mieille se contente d'affirmations stupéfiantes que les événements démentent chaque jour. Il faudrait prouver que « l'internationalisation de l'Europe est en train de se faire ». Il concède, un peu plus loin, que « la France est déchue de sa grandeur matérielle par le progrès incessant de ses voisines ». Ces voisines, je pense que c'est l'Allemagne et l'Angleterre. Faut-il apprendre aussi à M. Mieille que le pangermanisme de l'une et l'impérialisme de l'autre y poussent justement leurs fleurs les plus vigoureuses qu'on y ait jamais vues? Et sont-ce des pays désarmés? Que si M. Mieille prétend qu'il n'ambitionne pas pour la France les lauriers de l'Angleterre, rêve-t-il donc de lui réserver ceux des Boers? — Tout cela frise de bien près le ridicule.

Si M. Mieille nourrit encore sur l'internatio-

nalisme universel et son influence pacificatrice les mêmes illusions que ses aînés en 1870, qu'il lise donc les articles de M. Goyau (Patriotisme et humanitarisme, dans la *Revue des Deux Mondes* des 15 juillet et 15 octobre 1900). Il y apprendra beaucoup de choses qu'il ne paraît pas savoir, et notamment la manière de documenter un article et de mettre de l'ordre dans ses idées.

Ce n'est pas à de si pauvres choses, Monsieur le Directeur, que vous nous aviez accoutumés naguère. Il m'a donc paru à deux reprises, cette année, qu'une passion étrangère à celle des lettres et des idées avait fait descendre la *Revue* bien au-dessous d'elle-même.

J'ai pensé qu'à titre d'ancien abonné j'avais le droit de vous soumettre ces observations.

Agréez, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

E. PIERRET.

# LES NUÉES

STREPSIADE. — O nuées! c'est de vous que viennent mes malheurs, de vous à qui je m'étais confié corps et âme...

L'INJUSTE. — ... Et tu sauras délayer de verbeux projets de loi. On te persuadera aussi de regarder comme beau tout ce qui est honteux et comme honteux tout ce qui est beau...

STREPSIADE. — Seraient-ce des demi-déesses?

SOCRATE. — Pas du tout; ce sont les nuées du ciel, de grandes déesses pour les paresseux; nous leur devons tout, pensées, paroles, finesse, charlatanisme, bavardage, mensonge, pénétration.

STREPSIADE. — Aussi, en les écoutant, mon esprit a déployé ses ailes. Il brûle de bavarder pour des riens.

ARISTOPHANE.

## M. ZOLA THÉOLOGIEN POLITIQUE ET THÉOLOGIEN

Le 22 décembre 1900, M. Emile Zola a écrit dans l'*Aurore*, à la destination du président Loubet, une lettre qui couvre environ huit colonnes. Ce document nous sera précieux. Il définit ou, tout au moins, désigne, d'un trait d'estompe gras et lourd, ce qu'il est permis d'appeler, avec quelque indulgence, la politique et la théologie dreyfusiennes. Nous avons le devoir de transcrire dans nos Nuées ces deux ébauches de définitions.

Voyons d'abord M. Zola théologien, et avant de donner sa page, faisons, comme Dante pour ses sonnets, un commentaire analytique : 1° M. Zola part d'une vue générale de l'histoire et 2° s'élève de là à la conception *morale* de la Patrie ; 3° il égale à cette conception le personnage symbolique de Dreyfus; 4° il élargit cette même conception jusqu'à ce qu'elle égale, elle-même, l'humanité ; 5° il confronte l'idée de ce Juste martyrisé avec celle de toutes les souffrances humaines et 6° tire du salut de ce Juste une promesse de salut pour tous les Justes du monde qui souffrent comme lui... Que si l'on nous objecte que le discours ainsi analysé rappelle le tour et la façon des plus ordinaires prédicateurs, on jugera que notre analyse est exacte par la simple lettre du texte.

Le voici :

— *Jamais la lutte n'est finie, chaque pas en avant s'achète au prix d'une souffrance, ce sont les fils seuls qui peuvent constater les succès remportés par leurs pères. Et si,* DANS MON ARDENT AMOUR DE NOTRE PEUPLE DE FRANCE, *je ne me consolerai jamais de n'avoir pu tirer* POUR SON ÉDUCATION CIVIQUE *l'admirable leçon de choses que comportait l'affaire Dreyfus, je suis depuis longtemps résigné à voir la vérité ne le pénétrer que peu à peu pour le jour où il sera mûr pour son destin de liberté et de fraternité.*

*Nous n'avons jamais songé qu'à lui, tout de suite l'affaire Dreyfus s'est élargie, est devenue une affaire sociale, humaine. L'innocent qui souffrait à l'île du Diable n'était que l'accident, tout le peuple souffrai avec lui, sous l'écrasement des puissances mauvaises, dans le mépris impudent de la vérité et de la justice.*

*Et, en le sauvant, nous sauvions tous les opprimés, tous les sacrifiés.*

Tel est le dogme de la reversibilité dreyfusienne. Les huguenots du XVIe siècle l'avaient déjà promulgué en faveur du philosophe antiphysique Etienne Dolet qui, brûlé en place Maubert, donna lieu au calembour dévot que l'on peut lire sur le socle de sa statue : *Non Dolet ipse dolet, sed pia turba dolet.*

On peut, à la rigueur, admettre que les souffrances du pauvre homme rôti à petit feu durent être en quelque mesure ressenties par les spectateurs. Il est plus difficile de faire croire que Dreyfus, ranimé au tiède soleil de Carpentras, bercé dans les plaisirs de la côte d'Azur ou choyé des millionnaires du Léman, soit le Foyer des pauvres diables qui ont froid, le Pain des mendiants affamés et le Vin généreux des pèlerins à gorge sèche. Cet Auguste a beau boire, nos Polognes ont toujours soif : M. Gohier, M. Deherme, M. Vazeilles consentent à tenir Dreyfus pour un membre souffrant de leur petite église, mais Dreyfus glorieux, Dreyfus transfiguré, Dreyfus à son Thabor ne leur dit rien du tout.

Nous tiendrons nos lecteurs au courant de ces graves nuages de dissentiments dogmatiques. Il importe de faire connaître maintenant les Nuées politiques de M. Zola. Elles sont plus théologiques que les premières. Il écrit au pauvre Loubet :

— *Une expression me fâche, Monsieur le Président, chaque fois que je la rencontre : ce lieu commun qui consiste à dire que l'affaire Dreyfus a fait beaucoup de mal à la France. Je l'ai trouvé dans toutes*

*les bouches, sous toutes les plumes, des amis à moi la disent couramment, et peut-être moi-même l'ai-je employée. Je ne sais pourtant pas d'expression plus fausse.*

*Et je ne parle même pas de l'admirable spectacle que la France a donné au monde, cette lutte gigantesque pour une question de justice, ce conflit de toutes les forces actives au nom de l'idéal.*

*Je ne parle pas non plus des résultats déjà obtenus : les bureaux de la guerre nettoyés, tous les acteurs équivoques du drame balayés, la justice ayant fait un peu de son œuvre malgré tout.*

*Mais l'immense bien que l'affaire Dreyfus a fait à la France, n'est-ce pas d'avoir été l'accident putride, le bouton qui apparaît à la peau et qui décèle la pourriture intérieure?* (La pourriture intérieure, c'est le cléricalisme et la réaction : ici, un fastidieux développement.) *Et voilà que l'affaire Dreyfus démasque tout ; avant que l'étranglement* ( de la République) *soit prêt, voilà que les républicains finissent par s'apercevoir qu'on va leur confisquer leur République s'ils n'y mettent bon ordre. Tout le mouvement de défense républicaine est né de là... Sans l'affaire Dreyfus, la France serait sans doute aux mains des réactionnaires.*

Ainsi l'ingénu visionnaire, qui ne veut pas que l'affaire Dreyfus ait causé le moindre mal à la France, donne trois raisons de son sentiment :

1° Les déchirements de la France ont été un spectacle agréable, un sacrifice d'une bonne odeur aux yeux de « l'idéal » et par là notre France mérité de « l'idéal »;

2° Ces déchirements ont eu de plus pour résul-

tat, sinon de récompenser tous les bons ni de punir tous les méchants, au moins de distribuer quelque chose de ce qui leur revient à quelques-uns des uns et des autres. La vertu ayant progressé dans les couloirs du ministère de la guerre, « l'idéal » serait bien difficile s'il n'éprouvait de ce côté un peu de contentement;

3° Et, politiquement, « l'idéal » a satisfaction, car la République est sauvée, la réaction vaincue : la réaction, c'est-à-dire la foule des mauvais, des damnés, la gueule des Ombres; la République, c'est-à-dire le parti des bons, des élus du gouffre d'azur, Marianne habillée en première communiante, *Angela sedens in albis*. Hugo, que ce pauvre M. Zola vitupéra jadis avec une si honnête violence, doit s'applaudir dans sa cave du Panthéon de ces brillantes métaphores industrieusement géminées.

Ceux qui ne vivent pas, comme le bon Hugo, d'une viande métaphorique seront pris entre le désir de rire et l'envie de pleurer. M. Zola ne mérite pas les reproches que fit Vigny aux amants de Montmorency :

Et Dieu? Tel est le siècle, ils n'y pensèrent pas.

Il ne pense plus qu'à cela. Ce romancier naturaliste se trouve tellement accaparé et obsédé de la présence de l'Idéal qu'une vue positive et réaliste de la France, qu'il appelle pourtant sa patrie, sa nation, lui est devenue littéralement impossible.

L'affaire Dreyfus est pour M. Zola une belle séance de gymnastique morale, d'internelle consolation. La destruction du service des ren-

seignements n'est que le juste châtiment d'un groupe de pécheurs destinés par nature à brûler entre Lucifer et Belzébuth. La défense républicaine est enfin le règne providentiel du Vrai, du Bon et du Beau sur la terre.

— En vérité, en vérité, nous avions raison de le dire, le dreyfusianisme est une parodie attardée du christianisme.

## LA NUÉE DE M. PAUL ADAM

Préparant un roman sur la période 1820-1840, M. Paul Adam s'est fait romantique. Chose facile. Il lui a suffi de gonfler ses défauts naturels et d'ajouter à ses Nuées originelles quelques Nuées artificielles faites des mêmes éléments ou formées dans le même sens.

L'essentielle Nuée de M. Paul Adam consiste à tout confondre et à tout empâter. Elle se dilate à son aise dans les colonnes du *Journal*. Nous pouvons en donner un échantillon, dont on prisera le bagout :

— *Ion, descendant fabuleux d'Erechtée, sixième roi d'Athènes, porte un nom hébreu : le mot Iôna désigne la colombe, lâchée hors de l'arche par Noé, et qui revint portant au bec le nouveau germe du printemps, la promesse de résurrection pour la science humaine enfouie dans les limons du cataclysme diluvien. Les fils d'Ion, émigrés en Asie-Mineure, fondent Ephèse, et leur histoire est remplie par les troubles d'une démocratie libertaire, ardente vers toutes les nouveautés.*

*Dans Ephèse, ils enseignaient la science hiératique de Memphis, la science de la Colombe, symbole de l'Esprit Ailé, du Saint-Esprit qui planera plus tard sur le gibet du Golgotha. Il est curieux que ces Grecs voués au nom hébreu du Saint-Esprit -aient réellement fourni toute l'intellectualité de l'Hellade : dans le temple d'Ephèse, Héraclite, précurseur admirable de nos philosophes évolutionnistes, déposa le livre de sa doctrine, celle aussi de son disciple Cratyle, le maître de Platon. L'esprit d'Athènes reçut* AINSI *directement de la Colombe (disque ailé des Egyptiens) les principes de son excellence qui guida l'élite romaine et lui permit de civiliser l'Occident. Toute notre culture latine s'apparente* DONC *à celle de la Chaldée après quelques transformations dans les sanctuaires de Memphis, d'Ephèse et d'Eleusis.*

En effet! Le *donc* de M. Paul Adam, le phénix des *donc*, est irréprochable, si on lui permet d'appliquer à l'histoire un tel procédé. Si l'on néglige à Rome ce que Rome a, très proprement, de romain (la politique réaliste), en Grèce ce que les Grecs ont eu de particulier et de grec (l'idée esthétique et scientifique de l'ordre), chez les Juifs ce qu'ils ont d'essentiellement judaïque (l'idée de justice métaphysique), et ainsi de suite, de peuple en peuple et d'antiquités en antiquités, il n'y aura rien de plus aisé que de dire : les Romains sont des Grecs, et les Grecs sont des Juifs, et les Juifs sont des Egyptiens, et les Egyptiens... Car pourquoi s'arrêter où s'arrête M. Paul Adam? Au-delà de la régression historique, que ne fait-il de régression biologique? Disons : les Egyptiens sont des cynocéphales,

qui sont peut-être des reptiles, qui, si on le veut bien, seront, à son plaisir, des aras et des cacatois. Synthèses mirabondes, incroyables et inattendues simplifications, à quelle destinée votre troupe orgiaque conduit-elle de ce train M. Paul Adam? Négliger toute différence, amalgamer toute ressemblance, profiter des tâtonnements de l'histoire pour inventer à foison des similitudes nouvelles, cela ne conduit qu'à identifier toute chose. Opération fort simple. Elle tient en trois mots : « Oui vaut non », ou : « Les contradictoires s'unissent ». Mais pourquoi compliquer de circuits infinis cette bonne, simple et enfantine inversion du langage? Qu'il fasse long, qu'il fasse court, M. Paul Adam n'intervertira jamais que des mots.

Il est vrai que, dans l'article que nous citons, M. Paul Adam avait un but. Il voulait confondre le Chœur de l'*Action française*. Nous l'avions plaisanté sur son ethnographie. Nous lui avions amicalement reproché d'attribuer à nos Latins le patrimoine légitime des Juifs. Notre antisémitisme n'ira pas jusqu'à voler le temple de Salomon. Ah ! rendons à Sion ce qui est à Sion ! Mais évitons, dirons-nous à M. Paul Adam, d'attribuer à Rome une idée de la justice métaphysique qui est de l'invention d'Israël. Après avoir (comme on l'a vu plus haut) supprimé en quelque manière le problème (les Romains sont des Grecs, les Grecs des Juifs, les Juifs des Egyptiens, les Egyptiens des singes, les singes des aras et des cacatois), M. Paul Adam le ressuscite pour nous répondre. Il nous répond en faisant

un éloge de Ponce Pilate, qu'il nomme Pontius Pilatus (1) :

—... *ce Pontius Pilatus, procurateur de Judée, à l'idéal tout imbu de justice métaphysique. Car représentant le pouvoir de la conquête, il respecta la coutume des vaincus au point de laisser crucifier Jésus qu'il admirait au lieu du vil Barrabas; car solennellement il se lava les mains de ce forfait national en proclamant, selon sa conscience de philosophe, la vertu essénienne du Christ. Quelle conception plus absolue de la Justice « en soi » différente de la justice d'Etat? Malgré la victoire de l'aigle romaine, il vénère la liberté publique du peuple conquis, même dans ce qui paraît criminel. Malgré son rôle de fonctionnaire préposé à l'exécution des arrêts rendus par le Sanhédrin, Pilatus condamne le verdict, devant lequel il s'incline ; il condamne la chose jugée officiellement; il déclare, debout sur son tribunal, à la foule furibonde : « Je me lave les mains du sang de ce juste », puis ordonne l'exécution, par respect envers la loi du vaincu.*

*On ne commentera jamais une plus belle preuve du culte de la justice métaphysique, dans l'âme du*

(1) Pourquoi ? M. Paul Adam, qui est si savant, devrait détester cette fausse couleur locale. *Pilate*, avec son *e* muet correspondant à la finale *us* qui était atone, avec son accent sur la pénultième, est bien plus près que le *Pilatus* scolastique (accent sur *us* finale tonique) de la véritable prononciation des Latins. Dans tous les cas où l'usage peut le permettre, il faudrait opérer tout à l'inverse de l'école de Flaubert : *Tite*, *Brute*, *Horace*, voilà des traductions intelligentes, traditionnelles, harmonieuses et littérales des noms propres latins. Quand cessera-t-on de penser que la science puisse consister à faire le docte ?

*citoyen romain; une preuve qui réduise mieux l'erreur de ceux affirmant le caractère dictatorial de l'esprit latin. Cet esprit-là, le nôtre, grâce à Dieu, tempéré en* 1789..., *etc.*

Il n'y a pas un mot dans le texte auquel se réfère M. Paul Adam qui permette de supposer que Pilate ait tenu à *révérer* la liberté publique du peuple conquis » ni qu'il ait respecté la coutume du vaincu parce qu'il était « tout imbu de justice métaphysique ». Les juifs étaient presque autonomes sous César. Le procurateur n'avait qu'un contrôle supérieur. Il eût pu, au nom de son droit de vie et de mort, empêcher la crucifixion. C'est par politique, par politique nationale, qu'il déféra au dégoûtant fanatisme des juifs, sans le comprendre; c'est par politique personnelle que ses dernières hésitations furent emportées. L'Evangile dit que Pilate trouva Jésus innocent et l'appela en conséquence « le juste »; l'appellation n'implique point qu'il s'agisse de justice métaphysique. L'Evangile ne donne à Pilate aucune des attitudes mélodramatiques qui lui sont prêtées de la grâce de M. Paul Adam. Ni Pilate ne « condamne » le verdict, « la chose jugée officiellement », ni même il ne s'oppose, comme paraît vouloir l'indiquer M. Paul Adam, à une « foule furibonde ». « *Voulant complaire au peuple* », il cède et prétend qu'il n'y est pour rien. C'est un fonctionnaire poltron, et voilà tout. Il craint le peuple, il craint le nom de César qu'on vocifère devant lui. Il redoute que les princes des prêtres et les chefs de la loi ne l'accusent devant César d'avoir ménagé un prétendant à la royauté, un

compétiteur de César. M. Paul Adam a rêvé.

Et, dans le cas même où il eût bien lu son texte, M. Paul Adam, qui manque un peu trop de critique, eût dû faire deux réflexions : 1° On ne choisit pas un texte d'origine juive, tel que l'Evangile, ce texte parlât-il d'un personnage latin, comme Ponce Pilate, quand on tente de dégager un « caractère » de l'esprit latin ; un texte juif pourrait attribuer à Ponce Pilate « le culte de la justice métaphysique », cela ne serait point une preuve que Pilate eût pratiqué ce culte en effet, le Pilate réel ayant pu différer d'un Pilate vu par des juifs. 2° Pour démontrer les ressemblances ou les différences de l'esprit latin et de l'esprit sémitique, il est assez absurde de choisir son héros au temps précis où, justement, les deux esprits se joignent et commencent à se mêler. Ponce Pilate aurait pu pratiquer la justice métaphysique après s'y être fait initier dans ses voyages ou même dans quelque synagogue de la Grèce ou de l'Italie : mais en cela il serait juif, nullement représentatif de l'esprit latin.

Si M. Paul Adam veut poursuivre la controverse, nous sommes à ses ordres. Mais nous le nommons comme nous nommons le *Journal*. Quel avantage a-t-il, dans le *Journal*, à dissimuler qu'il répond au Chœur de l'*Action française* ?

*
*

## CONSEIL A M. GASTON DESCHAMPS

Tous les écrivains ont pratiqué l'art charmant du pastiche. Quelques-uns y ont excellé. D'autres y furent supportables. Mais nous avertissons M. Gaston Deschamps qu'il est aussi insupportable sous un pseudonyme que sous son nom. On ne le supportera pas, principalement, lorsqu'il lui arrivera de se déguiser en jeune femme. Sa jeune femme si « distinguée » est éventée; la « spirituelle correspondante » dont il a publié la lettre dans le *Temps* du 23 décembre dernier, la « gracieuse signataire » qui lui fait des aveux (des aveux « désolants ») n'a de réalité que dans la pensée de son inventeur. Il lui fait écrire : — *Perchée sur un mail, isolée à bord d'un yacht, juchée sur une automobile, échouée aux Roumains, ou assise à l'Opéra avec, dans le dos, un monsieur à plastron blanc qui me souffle quelque polissonnerie sur la nuque et que j'écoute du plus beau sang-froid à cause de la galerie, sont-ce là les décors voulus pour une prédication?*

O beau masque essoufflé, qui te pourra donc méconnaître? Tu t'appelles ÉNUMÉRATION.

LE CHŒUR.

# *LA VIE NATIONALE*

## POLITIQUE EXTÉRIEURE

(*Notes de quinzaine*)

### PÉNINSULE DES BALKANS

Un nouvel incident a attiré cette quinzaine l'attention des diplomates sur les affaires des Etats balkaniques : le docteur grec Sakokelarion a été assassiné à Salonique par des Bulgares. Cet attentat, survenant après ceux qui ont eu cet été dans la Péninsule un si grand retentissement et qui aboutirent, comme on s'en souvient peut-être, au récent procès de Bucarest, n'a pas été sans soulever à Athènes une grosse émotion. La question de la Macédoine, à laquelle se rattache vraisemblablement ce crime et en tout cas ceux qui l'ont précédé, est en effet une de celles qui passionnent le plus vivement le sentiment public à Athènes. Pour comprendre les raisons déterminantes de cet état d'esprit, il faut se souvenir que jusqu'au jour où la Bulgarie et d'autres Puissances comme la Serbie et l'Autriche ont élevé sur la Macédoine des prétentions, ce pays avait été regardé par les Grecs comme un héritage qui devait naturellement leur revenir un jour.

Les ambitions des Grecs sur la Macédoine étaient d'ailleurs pleinement justifiées.

L'hellénisme, à l'exception de quelques groupements demeurés slaves, dominait le pays ; la langue grecque était celle que parlait la majeure partie de la population ; l'Église avait des prêtres d'origine grecque ; et comme conséquence naturelle d'un pareil ensemble de choses le Parlement de la province n'était composé que de députés grecs.

Dans la dernière partie du siècle, la semi-indé-

pendance accordée à la Bulgarie est venue, malheureusement pour le peuple hellène, compromettre cette situation favorable. Les Bulgares, gens appartenant à une race forte et énergique, placés par le Congrès de Berlin dans un état d'infériorité politique par rapport à celui des autres peuples balkaniques, mécontents de ce sort injustifié, rêvant d'ailleurs de reconstituer l'ancien royaume de Bulgarie, commencèrent en Macédoine une campagne de propagande et d'agitation, dans le but de préparer l'annexion à leur pays d'une province qui autrefois en dépendait. Les appétits de la Serbie, derrière laquelle se dissimulait l'Autriche, et jusqu'aux aspirations des Albanais, contribuèrent en outre à diminuer les chances de domination des Grecs, qu'une dernière circonstance vint encore affaiblir par les désastres sur les champs de bataille, qu'une pareille chose fait prévoir : nous voulons parler de l'éclatante incapacité militaire, tenant surtout à des défauts de race, dont le peuple grec a fait preuve dans la dernière guerre, et qu'aggrave encore cette circonstance, qu'en cas de conflit, la Grèce doit se trouver, par rapport aux autres Etats balkaniques pourvus de protecteurs puissants, dans une situation d'isolement, relatif il est vrai, mais qui peut n'en être pas moins dangereuse.

En effet, tandis que derrière la Serbie se trouve l'Autriche ; que l'Allemagne a pris position derrière la Roumanie et la Porte ; et que derrière la Bulgarie est à présent la Russie, Puissances ayant toutes trois des intérêts de premier ordre dans les Balkans qu'à la faveur de circonstances économiques elles viennent encore, ou sont en train de consolider, la Grèce vraisemblablement ne peut être soutenue en cas de complications que par des Puissances dépourvues de sphère d'influence bien délimitée, n'ayant dans les Balkans que des intérêts de second ordre, et par suite devant donner un appui plus

faible. Cette situation, il est vrai, est susceptible, comme toutes celles de ce genre, de se modifier avec le temps. La position, cependant, acquise par les trois Empires et affermie par les circonstances d'ordre économique dont nous avons dit un mot tout à l'heure en passant, semble de celles qui ont des chances de se maintenir longtemps. Le plus sûr moyen pour un pays d'établir solidement son influence chez un autre n'est-il pas de prendre place dans ses affaires derrière les financiers? Et l'Allemagne, l'Autriche et la Russie précisément ont pu suivre cette politique, grâce à la même mésaventure économique survenue aux petits peuples que ces Puissances protègent. Cette mésaventure peut se résumer en ces quelques lignes: les Etats balkaniques, après avoir péniblement travaillé à se créer un outillage économique et fait appel dans ce but aux marchés européens par des emprunts réitérés, ont vu, ces derniers temps, leur crédit naissant se resserrer. A cette première difficulté est venue l'an passé s'en ajouter une autre, causée par les mauvaises récoltes, ce qui a contribué fortement à mettre les Etats de la Péninsule, dont la seule ressource est l'agriculture, à la merci des financiers, c'est-à-dire en fin de compte des grandes Puissances aux aguets derrière ceux-ci.

Ce simple exposé suffit peut-être à faire comprendre quelle indépendance politique peut rester à ces peuples, entre les mains de gouvernements étrangers, au double point de vue financier et économique. L'agitation que de temps à autre les nations balkaniques créent, la propagande à laquelle elles se livrent, ne peuvent, semble-t-il, dans ces conditions porter leurs fruits qu'autant que les Puissances protectrices veulent bien y consentir. Dans des pays comme ceux-là, où la population rurale n'est encore parvenue qu'au degré de civilisation où était notre paysan du moyen-âge, il faut cependant compter avec la violence des passions et aussi les

diversions à l'extérieur imposées aux gouvernements par les menaces de révolution.

C'est ainsi que, s'il faut en croire une correspondance, la campagne d'agitation menée l'an dernier en Macédoine par le comité révolutionnaire de Sofia n'avait pas d'autre cause que la crainte de complications intérieures en Bulgarie, déterminées par les exigences du fisc. La révolte des contribuables des champs se produisit du reste en partie, et le sang coula abondamment.

Au surplus, ces raisons de conflit entre les États n'existeraient-elles pas, que les grandes Puissances par leurs agissements continuels quoique dissimulés arriveraient à en faire naître d'autres : l'Autriche et l'Allemagne principalement qui, n'étant pas comme la Russie occupées ailleurs à une grande entreprise, ne cessent par tous moyens de préparer la voie à leur domination. Il se pourrait ainsi que le récent désaccord qui s'est élevé entre la Roumanie et la Serbie et qui aurait pu dégénérer en conflit armé, qui d'ailleurs ne semble pas terminé, malgré les apparences, ait pris sous l'influence du gouvernement de Vienne le caractère de gravité qu'à un moment surtout il a présenté. Comme le font remarquer en effet les *Wiedomosti* de Saint-Pétersbourg, la Bulgarie, dans la dernière période de son existence politique, est devenue, grâce à son organisation militaire, à son développement économique et intellectuel, un obstacle à la réalisation des projets de la Monarchie autrichienne. L'armée bulgare, alliée à celle de la Turquie, peut arrêter l'Autriche dans sa marche à travers la Macédoine. Cette puissance a par conséquent à songer à stériliser tous les efforts possibles de ses rivaux avant de procéder à la mise à exécution de son plan. Dans ces conditions, ajoute la feuille russe, il n'est pas invraisemblable de penser que l'Autriche cherche à provoquer un conflit entre la Roumanie et la Serbie, qui aurait pour ré-

sultat d'affaiblir réciproquement les deux Etats.

Nous saurons, au surplus, bientôt à quoi nous en tenir sur la réalité de ces allégations.

Ce qu'on peut dire seulement pour le moment, c'est que le roi Charles de Roumanie est un souverain qui passe pour être des plus pacifiques. L'Autriche, d'ailleurs, en dépit de son désir de s'étendre dans la Péninsule balkanique et de ses impatiences, voudra-t-elle en ce moment aller jusqu'au bout de ses aspirations, rendre inévitable une guerre dont ses embarras intérieurs pourraient l'empêcher peut-être de profiter ?

LUCIEN CORTAMBERT.

## COLONIES

### PROTECTIONNISME A REBOURS

Par une de ces anomalies administratives dont la France est seule à donner l'exemple, nous continuons à favoriser les produits exotiques aux dépens des produits similaires de nos colonies. C'est là le plus singulier principe d'économie politique qui se puisse concevoir, et l'évidence éclate aux yeux que nos législateurs et nos administrateurs sont des niais, pour ne pas dire davantage.

Grâce à un tarif douanier stupide, qui ferme le marché de la mère-patrie aux produits riches de la France d'outre-mer, la France métropolitaine se nuit à elle-même. Personne n'est plus que moi partisan des taxes douanières, mais à la condition que celles-ci représentent des droits protecteurs. Dès que ces conditions n'existent pas, les taxes douanières deviennent un droit fiscal, un impôt. Leur raison d'être cesse de se justifier, elles nuisent aux producteurs, aux consommateurs et aux contribuables. Par répercussion, le pays tout entier en

supporte le dommage. On doit donc s'empresser de les combattre.

Voici plusieurs années que je mène la lutte contre cette législation idiote, qui restreint la production des cultures tropicales dans nos possessions, ou qui les oblige à rechercher ailleurs les débouchés qui leur manquent en France. Ainsi se créent, à l'encontre de nos intérêts, des relations et des échanges commerciaux avec des puissances rivales. De ces relations d'affaires naissent bientôt des relations politiques d'où peuvent surgir, dans l'avenir, des conséquences désastreuses pour nous.

La loi du 11 janvier 1892 a décidé de n'admettre, chaque année, qu'une certaine quantité des produits de nos colonies avec une réduction de 50 % sur les droits qui frappent ces denrées à leur entrée en France. C'est de l'injustice pure, puisque, en même temps, cette même loi stipulait que les marchandises d'origine métropolitaine entreraient en franchise dans les colonies dont on s'empressait d'autre part de limiter les importations. On diminuait ainsi les recettes des budgets locaux sans leur accorder d'une façon quelconque une compensation. Et les conséquences sont que l'étranger continue à nous inonder de ces produits exotiques dans une proportion telle que la concurrence n'est pas possible. L'étranger nous fournit aujourd'hui 90 % de ces denrées, alors que nos colonies n'en importent seulement que 10 %.

Les dernières statistiques parues, celles qui concernent les importations de l'année 1899, accusent 166.437.574 kilos de café venus de l'étranger et représentant une valeur de 183.081.332 francs. Nos cafés coloniaux français ne sont entrés, pendant la même année, que pour une quantité de 1.344.473 kilos valant 1.478.920 francs. Les cacaos étrangers ont fourni un poids de 39.988.503 kilos, soit une valeur de 73.692.670 francs, alors que les

cacaos français importés donnaient 1.057.974 kilos valant 1.937.200 francs. Je n'énumère pas ici toutes les autres denrées coloniales, je ne prends que les deux plus considérables, car les chiffres qu'elles fournissent sont des preuves suffisamment éloquentes pour ma démonstration.

La Commission des colonies avait reconnu, cette année, que le temps était venu d'en finir avec des règlements surannés et fondés sur des erreurs si manifestes; l'excellent rapport de M. Le Myre de Vilers sur le budget des colonies en est la preuve. Mais la Commission du budget, qui, d'abord, semblait partager les idées de son rapporteur, a refusé ensuite de le suivre. Les principes, les vieux principes fiscaux de M. le ministre des Finances avaient eu, par malheur, trop facilement raison de son premier mouvement.

Pourquoi?

Est-ce que nos administrateurs, nos politiciens de la Chambre et du Sénat pèchent par ignorance? Non pas. L'exemple de ce qui s'est passé en Algérie autrefois, et en Tunisie plus récemment, est trop frappant et trop connu pour qu'ils n'y puissent trouver un enseignement profitable. Tant que les produits algériens ont été considérés comme étrangers et taxés pour tels, le développement de notre grande colonie africaine s'est trouvé enrayé. Mais aussitôt que, renonçant à cette méthode erronée, les importations algériennes ont eu leurs coudées franches dans la métropole, un essor vigoureux s'est manifesté de l'autre côté de la Méditerranée et de beaux résultats ont été acquis.

L'intérêt général nous commande donc d'appliquer au plus vite à nos autres possessions lointaines un principe si utile à l'accroisement de leur richesse. Mais ici interviennent des intérêts particuliers qui se mettent en travers de cette réforme. Ces intérêts, ce sont ceux des gros importa-

teurs des produits étrangers, et dont l'influence dans les élections, dans les conseils du gouvernement et dans le Parlement est si puissante. C'est la seule et unique raison. Je n'en connais pas d'autre, car je ne m'arrête pas à cette objection que le jour où l'on supprimera les droits d'entrée sur les produits exotiques de nos colonies, le Trésor perdra 2.800.000 francs. Il en perd bien d'autres dans les sinécures créées et inventées par le népotisme !

Et d'ailleurs cette perte ne serait pas réelle, en raison des augmentations de recettes dont bénéficierait le budget local de chacune de nos colonies, le commerce et la production y devenant de plus en plus actifs. Le budget métropolitain se trouverait aussi dégagé de l'obligation de verser annuellement des subventions à ces budgets locaux et, en définitive, cette perte de 2.800.000 francs se traduirait par une économie de près de 8 millions.

Ces raisons vous paraissent sans doute probantes, mais que pèsent les arguments les plus péremptoires en opposition avec les appétits gloutons de quelques-uns de nos maîtres du jour et avec les sottises de notre diplomatie ? Car elle aussi intervient dans le débat, et j'ai gardé sa monstrueuse ineptie pour la fin. « Craignez les représailles, dit-elle, craignez que le Brésil, par exemple, nous ferme son marché. La *courtoisie internationale* nous oblige d'ailleurs aux plus grands ménagements. » Ah ! la courtoisie internationale, que de sottises, que de crimes de lèse-patrie elle a fait commettre ! Nos pédants du quai d'Orsay ont-ils jamais, dans leur morgue protocolaire, manqué une seule fois de donner tort aux réclamations des Français, et de reconnaître aux étrangers tous les droits, même chez nous ! Allez donc après cela vous fier à leurs formules !

Au dehors, l'on sait largement à quoi s'en tenir sur le rôle de notre chancellerie. De sa *courtoisie*

*internationale*, on profite pour étrangler la France. Et le Brésil, envers lequel nous prenions tant de manières polies, vient de nous jouer un tour de sa façon, en nous enlevant définitivement des territoires que nous possédions depuis le traité d'Utrecht. C'est l'arbitrage du Conseil fédéral suisse qui en a décidé ainsi, me direz-vous; d'accord, mais si le Gouvernement helvétique s'est comporté de pareille façon à notre égard, c'est que lui aussi sait le dédain que mérite notre *courtoisie internationale*, c'est-à-dire cette ineptie proverbiale de notre diplomatie qui donne tout, concède tout, abandonne tout, sans recevoir autre chose en échange que des soufflets et des coups de pied.

Laissons donc cette considération ridicule et scandaleuse pour ce qu'elle vaut, un fruit de la lâcheté et un produit de l'influence étrangère. Défendons notre bien, notre sol, la terre française et les intérêts français, avant de prendre soin des intérêts de nos rivaux, de nos adversaires, de nos ennemis. Ce sera faire œuvre de patriotisme éclairé que d'ouvrir toutes grandes les portes de la France aux produits de nos colonies. La réforme, sur ce point, de la loi du 11 janvier 1892 est d'une extrême urgence. Ajoutons que sa réalisation est des plus faciles : il n'y a qu'à vouloir.

Exigeons que les pouvoirs publics montrent cette volonté ; car, en toute occasion, nous devons prouver que si l'énergie de la France est momentanément ligotée par une bande de malfaiteurs aux gages de l'étranger, cette énergie est néanmoins toujours prête à réagir et à se manifester autrement que par des paroles et des écrits. ROBERT BAILLY.

*Le Directeur politique* : H. VAUGEOIS.

*Le Gérant* : A. JACQUIN.

Paris. — Imprimerie F. Levé, rue Cassette, 17.

DÉTACHER CE BULLETIN ET L'ENVOYER 143, RUE D'ABOUKIR, PARIS.

# ABONNEMENT

AU

# BULLETIN DE " L'ACTION FRANÇAISE "

PARAISSANT LES 1er ET 15 DE CHAQUE MOIS

20, RUE LOUIS-DAVID — Bureaux : 143, rue d'Aboukir

**Prix : 10 francs les 24 numéros**

*Je soussigné*.....

*demeurant à*.....

*déclare souscrire un abonnement à 24 numéros du Bulletin de « l'Action française ».*

*J'envoie inclus la somme de 10 francs, montant de mon abonnement, en un mandat, ou : Je vous prie de faire recouvrer par la poste le prix de mon abonnement, avec 0 fr. 50 en plus pour les frais de recouvrement.*

*A*..... *le*..... *1900.*

SIGNATURE :

*Remplir le Bulletin d'abonnement ci-joint et l'adresser à l'Administration, 143, rue d'Aboukir, en y joignant un mandat de 10 francs.*

---

## *L'Action Française*

EST EN VENTE A PARIS CHEZ

MM. **BOULINIER**, 19, *boulevard St-Michel.*
**BRASSEUR**, *galerie de l'Odéon.*
**CHAUMONT**, 27, *quai St-Michel.*
**FLAMMARION**, 36, *avenue de l'Opéra.*
**FLAMMARION & VAILLANT**, 10, *boulevard des Italiens.*
**FLAMMARION ET VAILLANT**, 3, *boulevard St-Martin.*
**FLOURY**, 1, *boulevard des Capucines.*
**LANCIEN**, 32, *avenue Duquesne.*
**LEFRANÇOIS**, 8, *rue de Rome.*
**LIBRAIRIE ANTISÉMITE**, 45, *rue Vivienne.*
**MAILLET**, 129 *bis*, *rue de la Pompe.*
**G. MARTIN**, 126, *faubourg Saint-Honoré.*
**SAUVAITRE**, 72, *boulevard Haussmann.*
**TARIDE**, 18, *boulevard St-Denis.*
**TIMOTEI**, 14, *rue de Castiglione.*
**LAROUSSE**, 58, *rue des Écoles,*

*et dans les principales gares de Paris et de la province.*

---


# LE COURRIER DE LA PRESSE

**BUREAU DE COUPURES DE JOURNAUX**

**21, Boulevard Montmartre, 21, Paris**

**Fondé en 1880**

**Directeur : A. GALLOIS**

# CHEMINS DE FER DE L'OUEST

## PARIS A LONDRES

**Viâ Rouen, Dieppe et Newhaven par la gare St-Lazare.**

### SERVICES RAPIDES DE JOUR ET DE NUIT

**Tous les jours (dimanches et fêtes compris) et toute l'année, trajet de jour en 9 heures (1re et 2e classe seulement).**

## GRANDE ÉCONOMIE

Billets simples valables pendant 7 jours :
1re classe : 43 fr. 25 ; 2e classe : 32 fr. ; 3e classe : 23 fr. 25.

Billets d'aller et retour valables pendant un mois :
1re classe : 72 fr. 75 ; 2e classe : 52 fr. 75 ; 3e classe : 41 fr. 50.

| | | | |
|---|---|---|---|
| Départ de Paris St-Lazare | | 10 h. matin | 9 h. soir |
| Arrivée à Londres | London-Bridge... | 7 h. 5 soir | 7 h. 40 matin |
| | Victoria..... | 7 h. 5 soir | 7 h. 50 matin |
| Départ de Londres | London-Bridge... | 10 h. matin | 9 h. soir |
| | Victoria..... | 10 h. matin | 8 h. 50 soir |
| Arrivée à Paris St-Lazare. | | 6 h. 35 soir | 7 h. 15 matin |

Des voitures à couloir et à compartiments (w. c. et toilette) sont mises en service dans les trains de marée de jour et de nuit entre Paris et Dieppe. Des cabines particulières sur les bateaux peuvent être réservées sur demande préalable.

La Compagnie de l'Ouest envoie franco, sur demande affranchie, les petits guides-indicateurs du service de Paris à Londres.

*PUBLICATIONS DE L'ACTION FRANÇAISE*

**Action Française 1899**, le numéro... 1 fr.
**La collection**, reliées (12 numéros)..... 12 fr.
**Henri Vaugeois**, secrétaire-adjoint de la Patrie française : L'ACTION FRANÇAISE..... 0 fr. 25
**Maurice Pujo** : APRÈS L'AFFAIRE... 0 fr. 10
**Dauphin Meunier** : LE MAL ET LE REMÈDE..... 0 fr. 30
**Copin-Albancelli** : LA DICTATURE MAÇONNIQUE..... 0 fr. 50
**Octave Tauxier** : DE L'INAPTITUDE DES FRANÇAIS A CONCEVOIR LA QUESTION JUIVE. 0 fr. 50
**X***** : UNE RÉFORME PARLEMENTAIRE, LA MÉTRARCHIE..... 0 fr. 50
**X***** : LA RÉPUBLIQUE CHEZ UN PEUPLE SANS ÉDUCATION POLITIQUE, par un membre de la Patrie Française..... 0 fr. 20
**Xavier de Magallon** : VILLEBOIS-MAREUIL ET LE MOUVEMENT NATIONAL. Conférence faite à Paris et précédée d'un discours de M. FRANÇOIS COPPÉE..... 0 fr. 40

**EN PRÉPARATION**

**Charles Maurras** : LES MONOD PEINTS PAR EUX-MÊMES. Histoire naturelle et politique d'une famille de protestants étrangers dans la France contemporaine.

**L'AUTO-RELIURE** pour contenir **L'ACTION FRANÇAISE**
Prix : 3 francs.

# A BAS LES TYRANS!

**JOURNAL ANTI-MAÇONNIQUE**

Par COPIN-ALBANCELLI et LOUIS DASTÉ

**PRIX 5 CENTIMES**

Paraît le Samedi

ABONNEMENTS : Un an 4 fr. Six mois 2 fr.

BUREAUX : 143, Rue d'Aboukir. PARIS

PARIS. — IMPRIMERIE F. LEVÉ, RUE CASSETTE, 17.

8e année. — T. IV. — No 38. 15 Janvier 1901.

# L'Action française

(*Revue bi-mensuelle*)

SOMMAIRE DU 15 JANVIER 1901

NOTES POLITIQUES : *L'Opinion et la Raison dans le Nationalisme*. **Henri Vaugeois.**

PROMENADES. EN PROVENCE : *Le faux Printemps* ; — *L'Ame des Oliviers* ..... **Charles Maurras.**

SUR QUELQUES EXPOSANTES : *les Sévriennes* ..... **Bon André de Faramond.**

NOTES DE VOYAGE AU SÉNÉGAL. **Lucien Corpechot.**

M. COURTELINE ET M. LE PRÉSIDENT MAGNAUD..... **Jacques Bainville.**

FŒTOR JUDAICUS : *Henri Heine* (suite et fin)..... **Robert Launay.**

NOS MAITRES : VOLTAIRE. *A bas les Juifs !*

PARTIE PÉRIODIQUE

LES NUÉES : *La Nuée de M. Loubet* ; — *Les Nuées de l'Aiglon* ; — *De Paris pour Paris* ; — *Mânes de Rodenbach* ; — *Changé en bête* (**Le Chœur**). — CORRESPONDANCE (**Mis de Moussac, Comte de Brac**). — LA VIE NATIONALE : *Marine* (**Robert Bailly**). — BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE (**Bainville**). — BULLETIN DE L'ACTION FRANÇAISE.

PARIS

BUREAUX DE *L'ACTION FRANÇAISE*

143, RUE D'ABOUKIR

**Le numéro 0 fr. 50**

ABONNEMENTS : Paris et Départements, 10 fr. Etranger, 15 fr.

La reproduction des articles de l'*Action française* est autorisée avec l'indication de la source et du nom de l'auteur.

L'ACTION FRANÇAISE paraît le 1er et le 15 de chaque mois. On s'abonne à Paris, 8, rue Léopold-Robert.

M. Henri Vaugeois, Directeur, recevra les Mardi, Jeudi et Samedi, de 2 à 4 heures.

*Secrétaire de la Rédaction :* Lucien Cortambert.

**PRINCIPAUX COLLABORATEURS**

Paul Bourget, de l'Académie française. — Gyp. — Jules Soury. — Maurice Barrès. — Charles Maurras. — Jules Caplain-Cortambert. — Maurice Talmeyr. — Maurice Spronck. — Hugues Rebell. — Jean de Mitty. — P. Copin-Albancelli. — Alfred Duquet. — Frédéric Plessis. — Lucien Corpechot. — Denis Guibert, député. — Frédéric Amouretti. — Robert Bailly. — Georges Grosjean. — Xavier de Magallon. — Théodore Botrel. — Dauphin Meunier. — L. de Montesquiou-Fezensac. — Lucien Moreau. — Octave Tauxier. — Maurice Pujo. — L. Mouillard. — Jacques Bainville. — Alfred de Pouvourville. — Robert Launay. — De Thouars. — A. Serph, etc.

**FONDATEUR :**
Le Colonel de Villebois-Mareuil
**Mort au champ d'honneur**

---

Nous prions nos lecteurs de nous signaler toutes les personnes auxquelles il serait agréable de recevoir l'*Action Française*.

Nous leur ferons un service de quelques numéros à l'essai.

# *L'Action française*

*15 janvier* 1901.

## *L'OPINION ET LA RAISON DANS LE NATIONALISME*

Il y a un nationalisme d'opinion et un nationalisme de raison. Le premier, négatif, proteste. Le second, positif, doit attaquer.

I

Il faut tâcher de nous bien rendre compte, de temps en temps, de l'état de l'Opinion. Ce n'est pas inutile, — alors même et alors surtout que l'on prend l'Opinion pour ce qu'elle est : une matière, lourde, fuyante comme l'eau, à la fois utile, gênante et dangereuse, et qui, par-dessus le marché, n'existe que dans la mesure où nous la voulons recueillir et considérer, dans ces mauvaises vaisselles que sont les Mots... A l'heure actuelle, tout le monde la recueille : une fiction que nous avons acceptée a fait des Mots les maîtres, et même (pour les enfants que nous sommes presque tous) les dieux de notre patrie. Nous ne vivrons point sans leur permission. Essayons donc de compter avec eux et avec l'absurde hasard qu'ils représentent.

Il est évident que, ce que disent et ce que « pensent » les Français, en janvier 1901,

du sort présent et à venir de la nation française, nous devons essayer de le noter, avant de leur offrir les moyens que nous apercevons d'améliorer ce sort.

Ils ne sont pas satisfaits, nos concitoyens; ils sont, pour la plupart, inquiets, ou tout au moins étonnés de ce que font en leur nom les représentants qu'ils se sont plus ou moins volontairement donnés. Il ne leur semble pas que l'on respecte à cette heure les sentiments ou les intérêts dont ils s'inspirent, les jours où il leur faut faire usage de leur « liberté politique », c'est-à-dire lorsqu'ils sont appelés à intervenir par leurs votes dans l'œuvre des pouvoirs publics. Il ne leur semble pas avoir voulu jamais, pour la France, ce que veulent aujourd'hui ces ministres de juillet 1899, — inventés et imposés à leur ignorance, en même temps qu'au scepticisme de leurs députés, par le forçat qui revenait de l'île du Diable. Les gens qui ne savourent pas tous les matins le *Radical*, l'*Aurore* et le *Siècle* ne croient pas qu'il soit urgent d'anéantir notre force militaire; ils trouvent que la République française, en dépit de la « mission pacifique et civilisatrice » qu'elle a reçue du dieu de Zola, de Bouchor et de Cornély, pourrait bien garder quelque temps encore à sa disposition une armée. Or, cette armée, ils hésitent à concevoir que le pieux général André y tienne beau-

coup : il leur paraît que ce pacifique frère maçon la porte sur ses épaules...

D'autre part, c'est un excès de malheur et d'humiliation par trop intolérable, et que les citoyens sensés ne vont point pardonner demain au gouvernement de Dreyfus, que l'atteinte, très visible déjà, qu'il a portée à notre précieuse alliance russe, si longuement et si péniblement échafaudée. Les rudes rappels au sens commun qui nous viennent des journalistes du tsar, le ton poli mais agacé que prend notre partenaire pour nous dire de surveiller notre jeu (sans quoi il préférera « faire un mort ») : voilà qui enlève aux gardiens de notre fortune jusqu'à la dernière apparence du sérieux. On ne se sent plus en sûreté.

Il y a donc lieu de crier, et l'on crie. Mais il faut bien prendre garde que tous les cris, toutes les protestations, toutes les manifestations nationalistes auxquelles nous nous livrons, à chaque nouvelle audace des agents de l'étranger, ne servent à rien qu'à constater leur victoire et à consacrer leur force. L'opposition est la vie même de ce régime de « libre discussion », de ce régime parlementaire, tant que cette opposition lui est faite sur son propre terrain et au nom de son principe, qu'il appelle la *liberté* ou le *droit*. Les patriotes qui réclament d'un ton désolé leur « liberté » de rester Français, en face

de la « liberté » qu'ont prise les Juifs de rester Juifs, les patriotes qui se fatiguent à protester contre les « sectaires », au nom de la « tolérance », sont comme des pompiers qui jetteraient de l'eau sur un feu de pétrole : ils nourrissent l'incendie. Ce n'est pas avec du libéralisme, avec de l'idéalisme, avec de la bonne volonté, avec des aspirations de « républicains honnêtes » que nous jetterons dehors le « républicain tout court » qui a nom Waldeck-Rousseau. Car c'est pour le président du Conseil un jeu d'enfant, avouez-le, que de nous faire taire en affirmant au Parlement que c'est lui le républicain honnête; son parfait autoritarisme, il le baptisera un « libéralisme ferme et imperturbable », il invoquera sa tradition républicaine : Ferry, Gambetta... Que demanderez-vous de plus?

## II

Il faudrait sortir enfin de toutes ces niaiseries et voir si l'on est décidé, ou bien à laisser faire, ou bien à tirer toutes les conclusions de l'expérience politique instituée par Dreyfus lui-même, et à condamner des institutions dont il nous a fait comprendre le principe comme anarchique et anti-national. Il faudrait s'armer de bonne humeur, de franchise et d'intelligence tout à fait libre, à cette heure où tout chez nous est

mis en question, où tout est perdu, si tout n'est renouvelé. La France s'interrogera-t-elle elle-même, spirituellement et sérieusement, comme un bel être souple, capable de vivre, de marcher sur la Terre inégale et dure? Secouera-t-elle la défroque de ces fameuses « idées » qu'il lui a plu de promener, toutes neuves, il y a un siècle passé, à travers l'Europe, et qu'elle n'a eu qu'à arborer comme des modes d'une élégance suprême, pour que les lourds Allemands, les enthousiastes Italiens, et jusqu'aux Russes « gobeurs » les essayâssent? Notre ami Charles Maurras assure que ces idées sont plutôt suisses. C'est bien possible. Mais, en tout cas, elles sont périmées et passées : je veux dire par là, non seulement qu'on les a assez vues, qu'on en est las (ce qui ne signifierait rien, si elles étaient vraies), mais aussi qu'on les a jugées, à l'usage. Elles font partie d'un ensemble de choses et de gens qui non seulement s'en va, s'éloigne, mais encore qui a été triste. La France de la seconde moitié du XIXe siècle, — (entendons la France comme corps politique, comme puissance européenne), — la France du Second Empire et de la Troisième République, vue à distance, formera bien un tout, un objet historique d'un aspect particulier : c'est une société d'électeurs et de fonctionnaires, où, pour l'individu, vivre c'est voter

et être payé, c'est-à-dire être « libre » et pauvre. C'est — (même avec une tête surajoutée artificiellement, comme l'Empereur) toute l'incarnation horrible de l'idéal de 89 : et cela le juge.

Mais remarquons bien que dans cet objet, dans cet ensemble de choses et de gens, dans cette masse, nous y sommes encore engagés; et que tout, en elle, se tient : c'est bien un bloc, parbleu ! et celui-là même qui, devant la postérité, servira de gaine à ce faune en simili-marbre : le vieux Clemenceau qui fait peur aux petits enfants.

Et voilà pourquoi c'est une nécessité, pour l'opposition nationaliste libérale, pour celle-là qui va de M. Déroulède à M. Méline— (je sais bien qu'il y a loin ! mais on peut passer par le centre, par le cœur, délicieusement troublé, agité, donc vivant, par le cœur de M. Jules Lemaître, qui sert de tête à cette armée,) — c'est une nécessité pour cette opposition de collaborer malgré elle à l'établissement définitif du *grand parti républicain*, de plus en plus cosmopolite et collectiviste, que le génie juif a suscité de notre sol.

Ce sol nourrira-t-il longtemps d'aussi bâtardes et pernicieuses végétations ? Je le crains, car sa générosité est grande. Oui, il y a vraiment dans le fond inconscient, physique, de notre tempérament français, d'admirables ressources pour le fanatisme dé-

mocratique et libéral, — pour la religion de l'anarchie modérée et écrite, du désordre légal! Nous pouvons être à peu près certains que le prochain Parlementarisme est à MM. Millerand et Jaurès, qui feront leur paix avec MM. Ribot, Siegfried, etc, avec le monde du *Temps*. Mais nous ne sommes pas moins certains que le *Temps* renouvellera ses offres de paix à M. Jules Lemaître. Et si les *Débats* s'en mêlaient, surtout, comment ferait-il pour refuser éternellement, comme il a refusé l'autre jour, d'un si joli geste instinctif? — Il n'y a pas de clergymen aux *Débats!*

## III

Comment donc rompre avec tout ce vieux petit monde? — Bien que l'anarchisme dreyfusien n'y ait sans doute pas très vigoureusement pris, — le libéralisme sur lequel on le greffait ayant certes perdu de sa force, depuis les Montalembert et les Guizot., notre idée nationaliste y trouve ses pires ennemis. Ces jeunes « grands bourgeois » à faux col, n'y verront jamais qu'un conservatisme mal éclairé, violent, indécent. Songez que nous sommes antisémites et que nous évitons la rue Saint-Guillaume!

Si nous renonçons, devant l'opinion, à réduire la politique française, — que nous défendons et dont nous nous réclamons

contre le ministère Waldeck-Rousseau, — à une simple restauration du parlementarisme pseudo-anglais qui fit la joie de nos grands-pères sous Louis-Philippe, — il va devenir de plus en plus nécessaire de dire, avec précision et avec un certain courage intellectuel, pourquoi nous n'en voulons plus. La critique des fautes, des folies politiques de ce régime mal défini, — qui, nous le répétons, ne date pas de 1870, mais date, si l'on veut, de 1830, ou bien de 1802, ou bien (allons-y !) de 1792, — la critique des divers systèmes de GOUVERNEMENT DE LA NATION PAR LA NATION, — voilà ce qu'il faudrait avoir la joyeuse audace de commencer, nous tous qui savons la force d'une campagne d'idées pures, dans ce pays qui est plein de raison neurs, comme l'ancienne Athènes.

A cette campagne, un seul obstacle, psychologique, s'oppose, chez beaucoup de nos meilleurs, de nos plus fins et de nos plus purs « intellectuels patriotes », comme chez leur chef rêvé, M. Jules Lemaître lui même. Ce n'est pas la peur de l'électeur, les jeunes gens dont je parle et à qui je parle n'étant point candidats. Ce qui gêne et ce qui retarde ce grand mouvement d'esprits tout éveillés, de volontés toutes tendues, — en quête de la « Politique naturelle » qu'annonce leur Maurras, et en souci des grandes vérités vitales que leur Barrès écoute mon-

ter de la Terre, pleine des vieux parents, — ce qui fait hésiter les jeunes patriotes français d'aujourd'hui, c'est qu'on a l'air de leur demander des choses trop faciles, une sagesse trop médiocre. On semble leur suggérer des négations prudentes, un recul, des réserves de vieux, quand, en face du Socialisme, et contre lui, on leur propose le Nationalisme de M. Méline.

Je ne leur répondrai qu'un mot : le nationalisme de M. Méline n'a jamais existé. Allez donc le lui demander !

Nous vous proposons ici, à l'*Action Française*, une lutte et une création plus rude, plus passionnante que celle qu'un Jaurès, ce pion, proposa à vos aînés voici dix ans. Nous vous proposons véritablement de renverser un état social, pour lui en substituer un autre Ou plutôt nons vous proposons de prendre connaissance de l'état social dans lequel réellement vous vivez, et de faire place, dans le Droit politique, dans les institutions légales, aux réalités dont il se compose : or, ces réalités sociales, nous disons que ce ne sont pas seulement des individus, mais des groupes ayant vie, force, figure, durée, — soit physiologique (familles), soit morale (églises, écoles), soit économique (syndicats, entreprises industrielles). Nous disons que ces groupes, inégaux, changeants, progressant ou diminuant sans cesse en volume et en

cohésion, en richesse et en conscience, forment par leurs contacts et leurs échanges, la vie, la force, la figure et la durée de la Patrie elle-même. Mais nous constatons qu'ils ne réussissent en une si prodigieuse combinaison que dans la mesure où un pouvoir étranger et supérieur à eux-mêmes, désintéressé des intérêts, des sentiments privés de chacun d'eux, les surveille et les accorde ingénieusement. La Nation, faite d'unités hétérogènes ne se peut ni constituer, ni gouverner *elle-même* : elle doit être gouvernée, être constituée, être incarnée. Voilà ce qui devrait être pour qu'elle survécût. Nous ne savons pas ce qui *pourra* être... Mais on voit comment les *réactionnaires* que nous sommes se trouvent d'accord, d'ores et déjà, avec tout jeune socialiste, pour lequel le socialisme est la constatation de l'impossibilité où l'on est de vivre, de manger, et même de rêver, dans la baraque « individualiste » bâtie, en 1792, pour un Homme idéal dont les Droits, irréalisables une fois écrits, étouffèrent les nôtres, qui s'étaient réalisés.

HENRI VAUGEOIS.

## PROMENADES. — EN PROVENCE (1).

### I. — Le faux printemps.

Nous avons traversé la France couverte de neige. Le petit jour qui s'est levé au midi de Vienne nous présente le même paysage glacé et les yeux faits à considérer ces campagnes par des matinées de soleil cherchent inutilement à s'y reconnaître. Rien n'y était pareil à soi. Faute du roux éclat qu'y jettent les autres saisons, des murailles fameuses, autrefois saluées au passage d'un nom ami, fuyaient sans souvenir, comme des tentes étrangères dressées depuis la veille d'une terre inconnue. Leurs pierres historiques, connues fauves, dorées, disparaissaient sous une couche de grisaille ; seuls, accablés de neige, les plans horizontaux donnaient quelque vie au regard.

A la frontière de Provence, cette neige se dissipa et, dans l'air coloré de longue frange rose, flottèrent, depuis le levant jusqu'au couchant, d'interminables escadrilles de nuages de toute forme ; mais ces nuages s'empourprèrent et sous leurs plis se manifesta le jeune soleil.

Sa divine lumière jaillit bientôt, dora la face écailleuse du Rhône et courut multipliée

(1) Extrait du recueil des *Promenades païennes*, que prépare notre collaborateur Charles Maurras.

comme un feu subtil entre les verges noires des petits arbres qui se succédaient dans la plaine. Ces lumières du ciel sont peut-être le souverain bien. Elles apportent le courage et l'égalité à notre âme et font dévisager le malheur que centuple notre fantaisie de la nuit. Consolatrices et institutrices de l'homme ! J'avais le corps, l'esprit trop malades pour les nommer. Mais elles ne sourirent en se répandant sur toutes les choses. Les vieux murs ravivés s'échauffaient dans la flammes agile, les teintes naturelles y refleurissaient à vue d'œil.

Nous avions dépassé ces coteaux du Valentinois que baigne la Drôme, *d'aquèu Valentinès que Droumo arroso*, comme chante Mistral. Avenues de platanes et de mûriers, jardins solitaires maisons vieilles et neuves adossées à la roche ou construites en plein champ, les petites villes cossues du Venaissin commencèrent à défiler dans la fine splendeur du rayonnement matinal. L'air dépouillé comme la terre nous laissa voir, du haut en bas de leur structure, les romaines gloires d'Orange. Ce fut un peu plus loin que la voie reprit sa tristesse. Introduits en Provence par une espèce de portique formé des nuances les plus délicates du ciel, ce portique franchi nous laissait retomber sous la loi de l'hiver. Point de neige, mais ces larges gouttes d'eau glaciale qui sont de la neige fondue, et toute la campagne pénétrée d'une demi-brume d'où sortaient çà et là des créneaux, des clochers, des tours.

Je serais retombé à l'état de langueur qui m'avait chassé de Paris si, en suivant le fil du

Rhône, sous la mélancolie de l'espace supérieur les formes des collines ne m'eussent révélé leur élément essentiel de composition. A la faveur de ce gris matin de février, elles m'ont fait entendre qu'elles n'ont pas besoin des revêtements du soleil. Non, ce pays vaut par lui-même. Les petites montagnes qui environnent le monastère de Frigolet, le thym modeste qui les borde et les oliviers nains alignés en pâles bosquets témoignaient d'intentions exquises, et parfaitement réussies. A Arles, la neige reprit, et la ville de Constantin n'en eut pas moins grand air sous le linceul qui fondait à peine étendu.

J'imaginais qu'il faisait sans doute très froid et n'osais me risquer à la croisée de la voiture. Quand il fallut descendre à la gare d'embranchement placée en avant de Marseille, la bienveillance universelle me saisit, comme par la main. Dans un air calme et même tout secrètement échauffé, la pluie tombait légère sans répandre cette humidité pénétrante qui autre part menace de dissoudre l'âme et la chair. J'appréhendais les ais mal joints des vagons départementaux. Il est certain que les vents coulis y jouaient un peu, mais c'étaient des zéphyres incapables du moindre mal.

Cependant sur les quais, les ponts, dans les ruelles torses de ma petite ville, où l'on ne tarda point à me débarquer, couraient très furtivement des fantômes, serrés de châles et de fichus. J'eus de la peine à reconnaître dans ces paquets mystérieux les femmes et les filles de mon pays. Pour nos pêcheurs, ils traînaient contre

les pavés leurs grands sabots tout calfeutrés; à leur genou gonflaient les immenses bas de forçat. Tous se plaignaient également de rigueur et d'intempérie.

La pluie cessa; l'air aussitôt devint sec et brillant. Il brillait non du lustre que laisse parfois une pluie, mais plutôt, à vrai dire, de sa lucidité. Si le ciel restait floconneux, ces flocons se bombaient à des hauteurs divines et formaient une voûte que le regard approfondissait indéfiniment.

Entre tant de remarques faites pour enchanter un transfuge et un exilé, le hasard du chemin me présenta un vieil amandier crevassé, que l'habitude de plier sous le même vent avait presque couché à terre. Deux semaines plus tôt, on l'aurait pris pour quelque bûche monstrueuse réservée sur le bord du talus par les paysans. Mais à peine la bûche noire était-elle visible, sous l'éclatante profusion des fleurs qui en avaient jailli. Non seulement la pointe des tigelles, mais une infinité de tétines imperceptibles échappées de l'écorce crevaient en nuage de fleurs. Entre le bois inerte et cette fleur aérienne, pas une feuille. A ce signe, je m'aperçus que la Provence entrait dans ses semaines de faux printemps.

De toutes nos saisons provençales, c'est la plus belle. « *Chaude*, *pure*, *dorée* », trois mots d'un ancien hymne que je lui composai dans mon adolescence me revenaient en un ordre persécuteur. La pluie et le soleil se disputent ces jours charmants. Mais, cette année, le soleil n'est pas assez pur pour sécher la terre amollie. Là-

dessus, les paysans invoquent le mistral. Et le mistral accourt. Un fleuve aride passe sur la campagne, boit toute humeur, durcit et maçonne la terre. Déjà le blé nouveau, en quelques pousses d'un vert tendre, palpite longuement avec une inquiète douceur. Dans les arbres, le haut des vergettes se tend comme un mamelon trop gonflé ; des formes indécises en travail évident ponctuent la longueur des ramilles.

Ce qui bourgeonne ainsi, malgré le mistral de février, brûle dix fois sur onze, six semaines plus tard. Notre mars s'applique à mériter les noms redoutables que lui ont décernés les pères Latins. A peu près certains de la ruine, les paysans se défendent d'un désespoir prématuré et tout en se donnant à des précautions infinies :

— *C'est la saison*, me disent-ils, *il faut que la sève travaille.*

Pour faux qu'il soit, ce printemps étant naturel, peut-être convient-il de suivre la nature et d'y croire contre expériences et prévisions! Parmi tant de sagesse émanée de ces bons rustiques, la bourrasque a beau faire; les joncs, les roseaux et les tamaris plier eux-mêmes en tournoyant : des abîmes de l'air à toutes les racines végétales de l'être, le ciel renouvelé impose sa jeune vigueur. La croissance de la lumière, une tiédeur manifeste de jour en jour, les fleurs de toute sorte qu'elle fait s'exhaler avec un soupir de plaisir, le souffle retenu mais sensible de tant d'autres fleurs latentes encore bouleversent la face et l'intimité des vivants.

Hier n'est plus : tout s'élimine de ce qui n'est point l'avenir.

Ce matin, un pêcher en train de défaire sa fleur m'a tenu sans haleine et dans une espèce d'angoisse. Je ne trouvais à méditer devant son effort ingénu que le bas-relief des divinités d'Éleusis. Mais, pendant que j'approfondissais le mystère des Mères ineffables et celui du Jeune homme élu pour le signe sacré, les visibles déesses écrivirent le même signe dans le ciel clair : je les reconnaissais, la plus âgée à son sceptre trois fois fleuri, sa fille à la torche éternelle, préparées l'une et l'autre aux mortelles félicités.

— *N'en doutons plus*, dis-je à mon ami, *Il approche !*

— *Qui ?* me demanda-t-il.

— *Hé ! le véritable Printemps !*

S'il me semble fâcheux d'être dupe de l'espérance, je plains celui qui évite de la sentir.

## II. — L'AME DES OLIVIERS.

J'ai gravi aujourd'hui le tertre qui domine la contrée. Il est planté des trois essences dont la feuille, qui se renouvelle sans cesse, ne manque en aucune saison : son sommet, garni d'un ermitage et de sa chapelle, porte de vieux cyprès taillés par le vent et la foudre ; à mi-côte s'étend un bois de pins, blond de lumière à ses touffes supérieures et traînant dans la nuit ses extré-

mités retombantes; enfin vers le soubassement de la colline est un grand verger d'oliviers.

Égales pour la gloire, ces différentes races d'arbres sont inégales en beauté, et l'olivier passe de beaucoup les deux autres. Mais des traits personnels de vigueur et de perfection distinguent par surcroît les oliviers de ces parages. J'aurais dû, comme au temps passé, ne pas m'éloigner de leur ombre. Elle est subtile et tourmentée. Le corps de l'arbre, son branchage, élancé d'un rythme très pur, répondaient en cadence aux passages du vent du soir. Une sorte d'appel s'élevait ainsi du verger. J'y pris à peine garde, mais la grâce de ce murmure m'accompagna tant que je montai et, revoyant, à la descente, les mêmes oliviers, leur magnificence sereine épanouie dans l'air du soir où la brise ne passait plus me remplit de l'admiration dont ils étaient dignes.

Supérieurs au type ordinaire de ce bel arbre, ils montraient parmi les ondoiements de leur cime une beauté plus rare, qu'ils ne font apparaître qu'en des circonstances choisies : ce bouquet souple et fier, frêle comme un bourgeon, dense et resserré comme un fruit, que se plaisait à reproduire la sculpture des Athéniens! Le ciseau des Attiques n'a aimé que l'exquis. Ainsi conserve-t-il l'élite de l'élite, fleur de la fleur. Il m'avait désigné ce chef-d'œuvre de la nature. Quel bonheur d'en jouir ici ! Les purs rameaux me suspendaient amoureusement à leur forme. Mais, révélant avec libéralité le trésor, ces mystérieux petits arbres ajoutaient le conseil de les louer sans bruit : élevant

à l'enthousiasme ils recommandaient la pudeur.

« *Pampres de Bacchus, pourquoi m'étreignez-*
« *vous? Otez vos raisins, je suis vierge, et ne m'enivre*
« *point.* » Ainsi se plaint, chez un poète de l'Anthologie, le chaste et sauvage olivier que l'on veut charger de présents. Comme il eût écarté, lui aussi, la grappe et le pampre, l'olivier provençal m'invitait à modérer les signes de ma religion. Mais ce goût et cette sagesse devaient être vaincus par la force d'un souvenir, auquel je me rendis. L'olivier m'apparut, comme il m'apparaissait un matin de jeunesse impétueuse et concentrée, tout autre part qu'au milieu des champs maternels, dans le point central de mes songes, bel être incorporel, image abstraite de son âme ou du moins des reflets que jetait dans la mienne cette silhouette d'argent... Réminiscence de Platon, de Renan et de France, que je suivais alors tous ensemble, l'ancienne invocation que j'avais rythmé se releva presque entière dans ma pensée.

« — Petit arbre nerveux et pâle », répétais-je, en modifiant à peine mon premier texte, « vous que néglige le vulgaire et qu'il doit même insulter immanquablement, lui paraissant modeste, médiocre, quand il ose tout dire, un peu gris et décoloré. Un rare privilège vous défend, olivier, de flatter d'indignes regards et vous refuse tout honneur de la part de ceux qui n'en méritent aucun : moins ils vous considèrent, plus il vous appartient d'exceller dans votre nature, délice des cœurs exercés !

« Vous nouez vos racines fort au-dessus du sol, mais vous les enfoncez fort avant dans ce sol léger et instable comme l'esprit. Si votre tronc, fort court, épanouit peu de rameaux, le plus frêle, sous une écorce délicate, est solide et plein de vigueur. Lent à croître, long à mourir, ainsi que la sagesse, le dieu qui vous possède a l'âme curieuse; pour atteindre à la paix, il est ennemi du repos; comme les sentinelles et les coureurs de nuit, il se maintient par la sensibilité vigilante. Chaque pas des heures vous touche, vertes lyres, de frémissements infinis, le moindre ébranlement de votre air vous donne la fièvre, mais personne ne montre plus de résignation à ce qui n'a point de retour. Ni langoureux abattement, ni vaine révolte : tous les fléaux fournissent une épreuve à votre vertu et, des pires injures qui lui coulent du ciel, votre automne compose un amer et généreux fruit.

« Que votre bois, oliviers, ait notre louange, car les premières crosses des pasteurs en sont façonnées, les rois pères des peuples y ont pris le sceptre amical. Lorsque Thersite osa prêcher une confusion de pouvoirs qui eût amené l'anarchie, c'est avec vous qu'Ulysse punit le bavard insolent; c'est à coups d'oliviers que lui furent scandées les inestimables doctrines : — *Le gouvernement de plusieurs n'est pas bon. Qu'il y ait un seul chef, un roi.* Mais ce prince vous utilisa plus secrètement. Dans sa maison d'Ithaque, au centre d'une cour, s'ouvrait le plus beau d'entre vous. Ayant été ployé et débité des mains d'Ulysse, il devint un lit nuptial et l'arbre, dont le tronc et la maîtresse branche

n'avaient été ni déplacés, ni séparés de leurs racines, mais abrité d'une toiture et clos de partout, connut l'hymen de Pénélope, sa défense innocente et la foi invincible de son prudent et industrieux souvenir. Au retour de l'époux, ce lit mystérieux lui permit de se faire discerner de vains imposteurs, et jamais son amour ne connut de champ plus heureux.

« Telle étant sa ferme substance, votre feuille, oliviers, porte en sa couleur double le signe de la vérité. Mais l'ovale acéré en est sans reproche. Cette nette coupure ne redoute aucun examen. Et pourtant, épaissie en légères touffes qui tremblent, votre feuille se mêle à tous les fantômes de l'air. Des sophismes pressés y confondent leurs ailes fines, les nuances subtiles y décrivent agilement un mystère discret qui ne peut rien dire aux profanes. L'œil distrait n'y verra qu'un bouquet confus et cendré : mais, voisins des dieux, les paysans taillent ou courbent chaque plant dans la forme évasée et religieuse des cratères et le sage, qui passe une fois ou deux en cent ans, n'en pourra négliger la catégorique leçon.

« Le bacchique amandier anime son branchage de mimiques désespérées et le cyprès, du flanc d'une métairie solitaire, élève sa colonne blanche et noire contre le jour ; le pin, né turbulent, se précipite en indiscernables troupeaux : mais, chers oliviers, il ne peut vous plaire d'interrompre, de quelque mouvement que ce soit, la courbe déliée des collines de vos pays. Ni l'ennui, ni l'orgueil, ni le dépit ne vous jetteraient non plus au désert, et vous vous aimez trop,

car vous vous sentez trop bien vivre, pour vous mêler les uns dans les autres, comme les pins. O Énergies, mais indomptables, ô Patiences, mais exercées, Constances, Industries, plus que fertiles Inventions, osant tout et tout supportant, mais tout méprisant au besoin, vos mépris n'ont été durables qu'à l'égard du crime d'Excès. Distants des bas-fonds et des crêtes, c'est en chœur, oliviers, qu'il vous intéresse d'aller. Sans vous presser l'un l'autre, sociables rameaux qui communiquez entre vous, vous aimez vous toucher en rendant un son qui ressemble aux discours de la Mer intelligemment mesurée et des hommes qui la bordèrent. Langue accordée à l'âme, parole et pensée n'y font qu'un, désignées par le même mot : pensée toujours conduite à la perfection de son signe, mais signe plein et dense, vertueux et signifiant.

« De sorte, clairs feuillages, qu'il n'y a presque rien qui altère votre bonheur ! La méditation n'impose ni fatigue, ni souillure à vos transparences et la nuit ne les couvre pas. En montant vers le ciel, vous formez un chapeau de mystérieuses lumières. Qui veut des clartés en fera. Le phosphore divin brille à la pointe de vos tiges comme dans l'œil des chats sacrés et des oiseaux de nuit et de tout ce qui fut conçu ou procréé du sein de la Vierge elle-même.

« Fils certains de Pallas, rangées d'yeux pers fleuris des modérations éternelles, athénienne semence qui, à son tour, élève la plus délicate des fleurs, vous êtes apparus par la sûre volonté de cette déesse : premiers, derniers maîtres du monde, secoués des déluges, vic-

torieux de l'obscène nuit, pacifiques, guerriers, auteurs et enfants, exterminateurs des désordres et extincteurs de la barbarie, il n'y a point de siècle qui ne vous ait sentis père et mère de ses destinées favorables. Vos diffuses lueurs étant choses humaines, aucun trouble n'en provenait : mais, façonnés de votre chair, bourrés de vos fruits, quand les pressoirs donnèrent les rayons du chrême doré, la Déesse-Ouvrière en fit éclater son orgueil : aliment et breuvage, douce onction de l'athlète et baume des corps déchirés, elle s'applaudit elle-même et pour que son collaborateur le peuple athénien eût sa part des louanges, elle lui prit la main et la serra d'un geste si honorable que le marbre le perpétue.

« Tout autrement beaux que le marbre, soyez-nous, oliviers, les garants animés des assentiments de Pallas. Redites-nous son témoignage. Ne vous lassez point d'enseigner ce qu'elle aime et approuve et comment elle sait sourire à celui qui la sert. L'homme qui la comprend n'a pas besoin d'être encouragé à la suivre. S'il connaît la sagesse, il y court avec vous. Ah ! redoublez l'éclaircissement de votre sagesse ! Sous une pâle armure d'émeraude voilée, paraissez les brillants agonistes de la raison ou les paranymphes de l'homme quand il est digne de son nom et apprivoise ou dompte ses frères bestiaux. Bel ordre de Sciences et fine mesure des Arts, gardez-en, communiquez-en plus que n'en veut et que n'en souffre l'imbécile dégénéré. Sur nos coteaux où procèdent vos théories, rien ne pourra se perdre du moment que vous subsistez : la Mer-

veille du Monde ne s'abîmera qu'avec vous ! »

Ceux qui auront suivi, bien moins de l'esprit que du cœur, la signification religieuse de ces prières ne s'étonneront point qu'on y tienne à des végétaux un langage tout à fait digne de personnes humaines et même un peu supérieur. Quant aux autres, ils auront raison d'y reprendre l'obscurité, l'enflure, une intempérance choquante, et je leur serai obligé de ne voir là dedans qu'un ancien péché de jeunesse.

CHARLES MAURRAS.

## *SUR QUELQUES EXPOSANTES*

### LES SÉVRIENNES

> Vous n'avez pas compris les deux grands préceptes de l'Education, qui sont de former le goût et de donner des méthodes.
>
> Jules SIMON.

I

On sait quel passionnant intérêt s'attache aux problèmes de l'Education. Emus par l'idée de notre abaissement, nous cherchons les principes qui régiront la France de demain, et si notre nation sombrera dans l'anarchie, on pourra retrouver après cent années de discorde son antique prospérité.

Nous sommes donc en pleine effervescence pédagogique : enquêtes, projets de loi, conseils de nos « hommes du jour », articles, livres et brochures s'amoncellent. Agitation féconde, malgré les grossières et brouillonnes menées des loges et des politiciens.

L'éducation des femmes se trouve naturellement à la base de cette controverse ; les mères et souvent les épouses ne font-elles pas les bons citoyens? Et voici qu'une ex-pensionnaire de notre Ecole normale supérieure de jeunes filles vient de publier un joli roman plein d'utiles leçons sur « les Sévriennes », et que le fil léger de son amoureuse intrigue nous mène parmi

les travaux et les plaisirs, les rêves et les désenchantements des futures maîtresses de nos lycées.

Nous n'ignorions point cette œuvre de Sèvres, « fille chérie de la Troisième République ». Le pur esprit démocratique l'anime, et produit en elle son infaillible effet : poursuite échevelée d'un idéal fumeux, inaptitude à la fonction.

« *Une chose me frappe à l'Ecole et me semble la* « *caractéristique de l'enseignement qu'on nous* « *donne : les Sévriennes parlent sans cesse de li-* « *cence, d'agrégation, jamais de professorat ! Jamais* « *nos leçons ne visent l'esprit limité d'enfants de* 10 « *à* 14 *ans !* » (1)

C'est un signe de sénilité que ce puéril gaspillage de notre temps et de nos forces. Comme jadis les rhéteurs de la décadence, nous parlons aujourd'hui pour rien, pour le plaisir. Pour le plaisir ? — Pas même ! Pour des diplômes.

A Sèvres, dans les classes, dans les chambres, dans les couloirs et jusque sous les frais ombrages du parc et des bois voisins, s'épanche, intarissable, un flux de mots comiquement scientifiques. On discute *de omni re scibili* : littérature, chimie, physique, diction, langues étrangères, mathématiques, philosophie, histoire, géographie, droit, zoologie, botanique... *et quibusdam aliis*.

Les plus notoires représentants de la science officielle président au docte babillage.

Qu'on ne s'y trompe cependant pas : il convient de railler une méthode, non l'effort des élèves ;

(1) Gabrielle Réval, *Les Sévriennes*, p. 120.

il faudrait déplorer plutôt leur labeur déréglé. Dans ce même âge, où l'âme affectueuse des jeunes filles demande le bonheur aux plus douces joies du foyer, les Sévriennes sont invitées à poursuivre, sous l'amoncellement des manuels, des traités et des cours, l'épuisante chimère d'une érudition trop vaste, trop hâtive, pour être sûre et profonde. Leurs programmes sont ridiculement surchargés, et si l'on songe que pour s'assurer un gagne-pain elles doivent étudier pêle-mêle tant de matières diverses et d'absurdes détails, si l'on considère surtout que cette fastidieuse besogne n'aboutit qu'à déformer leur intelligence, et à étouffer sous un fatras livresque leur génie naturel d'aimables Françaises, on se sent plein de colère contre les pédagogues malfaisants qui ont entrepris et qui poursuivent cette tâche mauvaise. Car le moindre accident à redouter pour les pauvres cerveaux entraînés dans cette sarabande, c'est de perdre toute logique, toute méthode, toute clarté.

Si l'on veut des preuves, je prie que l'on parcourre les copies fournies par les candidates à l'agrégation. L'Exposition les offrait à notre examen. Nous pouvons les méditer à notre aise, maintenant qu'avec les feuilles mortes tombent les palais de carton-pâte.

## II

Au sortir des galeries, où la foule se bousculait pour d'hétéroclites objets, nous avions souhaité le calme reposant de la discrète loge ornée de photographies et de diagrammes où des

vitrines contenaient les copies proposées à notre attention. Espoir bientôt déçu. Nous tombions en pleine foire intellectuelle, et du chaos des choses en celui des idées.

Le sujet de littérature pour 1898 réclamait « un petit art d'admirer », d'après une phrase de Sainte-Beuve.

Dans la copie classée en tête, après mille propos oiseux et de filandreuses distinctions entre « l'enthousiasme irréfléchi » et « l'admiration réfléchie », la candidate se résume : « *Tandis que l'enthousiasme irréfléchi nous entraînait dans un monde à part d'exaltation, souvent d'étroitesse, elle* (l'admiration réfléchie) *augmente la conscience de notre humanité et notre humanité même.* » Notre humanité même, conscience de notre humanité, monde à part... verbiage inoffensif? Nullement. Reconnaissons enfin le magique pouvoir des formules de la secte et que la néophyte use avec à-propos du « signe de détresse ». L'austère correcteur qui semblait en sommeil marque en hâte un « très bien ». Abracadabra.

Mais alors un doute surgit. Qui sait, après tout, si ce n'est pas uniquement pour flatter une manie humanitaire connue de longue date que la pauvrette aggrava son bafouillage? Peut-être pensait-elle comme cette fine mouche de Claudine (1) : ces inepties-là plairont qui me déplaisent. Ignorance? Habileté?

Voici la conclusion : « Matthew Arnold (notons l'adroite courtisanerie d'une référence

(1) *Claudine à l'école*, l'héroïne du moraliste Willy.

« bien choisie), Matthew Arnold a dit que les « Français ont une conscience littéraire comme « on a d'habitude une conscience morale .. Ceux « qui ont cette conscience littéraire possèdent « une véritable supériorité; le goût des lettres, « qui peut être si frivole et si vain (1), sert en « eux à augmenter la véritable humanité. »

Triste fruit de tant de veilles studieuses que l'exhumation d'une sottise anglaise! Tel est pourtant « l'art d'admirer » issu du « progrès des lumières ». Tel est le criterium indiqué aux petites Françaises pour qu'elles goûtent les chefs-d'œuvre de notre littérature. Il sied qu'elles augmentent leur « véritable humanité ».

« Véritable ». Car cette « humanité » paraît subtile à définir. Complications de notre misérable existence! Déjà, nous pâlissions à définir la « République honnête »... et l'autre; et voilà qu'il nous faut séparer « l'humanité véritable » de celle qui ne l'est point! Distinguons donc, et toujours distinguons. Nous connaissons certes l'une des républiques (qui n'est point, hélas! la bonne), ignorerons-nous à jamais l'une et l'autre « humanité »?

En tout cas, voilà qui eût décontenancé nos pères, eux qui faisaient si bien « leurs humanités ». Mais nos pères, vivant avant la promulgation des dogmes de 89, ne purent que croupir dans l'ignorance et dans la barbarie. Plus éclairés, nous nous demanderons simplement,

(1) J'offre cette phrase en hommage à M. Maurice Pujo (*Action Française*, t. III, p. 934).

devant ce rébus pédagogique, s'il faut tant de lecture pour mûrir un non-sens et trente-six mois de gestation pour cet avortement. Et, pour achever de nous édifier, nous regarderons s'appliquer à l'histoire ces écolières modèles si évidemment affranchies de tout obscurantisme.

MM. Langlois et Seignobos (ne seraient-ils pas prophètes à Sèvres?) ont écrit : « *On ne « demande plus guère à l'histoire des leçons de mo- « rale, ni de beaux exemples de conduite, ni même « des scènes dramatiques ou pittoresques... On com- « prend que la valeur de toute science consiste en ce « qu'elle est vraie et on ne demande plus à l'histoire « que la vérité* (1) ».

Il s'agit de « comparer dans leurs traits essentiels la formation de l'unité italienne et de l'unité allemande ». Une des candidates, des meilleures, il ne faut pas l'oublier, admise, et qui professe dans quelque lycée, écrit ceci : « *Les deux nationalités nouvelles, formées l'une avec « l'appui de la France, l'autre avec la complicité « optimiste et niaise* (sic) *de Napoléon III* (distin- « guons bien), *ont ainsi modifié considérablement « l'équilibre européen; mais malgré son éclat, l'œu- « vre de Bismarck et de Guillaume Ier est une œuvre « anti-libérale, viciée dans son principe même. On « n'y sent pas la marque d'un esprit élevé, généreux « et vraiment humain* (où donc niches-tu, « ô Vé- « ritable Humanité »?). *En Italie, au contraire, « Victor-Emmanuel et Cavour, bien que très atta- « chés à l'idée monarchique, ont dû être un roi et un*

(1) Langlois et Seignobos, *Introduction aux études historiques*, p. 283.

« *ministre libéral se guidant d'après des idées de* « *droit et de justice.* » Nous sommes édifiés. On le serait à moins. Les amis d'une sévère discipline intellectuelle plaindront cette jeune lauréate et surtout ses élèves. Depuis la disparition de Michelet (encore avait-il de l'éloquence), il est interdit de divaguer à ce point, en traitant de faits précis et scientifiquement connus. Il faut même un bel aplomb pour ratiociner avec cette extravagance sur des événements si proches de nous.

Jules Simon, qui fut « ministre libéral », songeait-il aux Sévriennes quand il écrivait à propos des femmes : « *Voici une observation qui* « *résume tout : elles n'ont pas produit un seul histo-* « *rien et nous égalent si elles ne nous battent pas* « *dans le roman* (1). » Ces copies de concours semblent justifier la première partie de sa remarque ; Mme Réval aide à confirmer l'autre.

Mais laissons le romanesque et passons à la morale. J'en cherche en vain la « substantifique moëlle » ; on ne saurait rien extraire de ce qui n'existe pas, de ces dissertations uniformément médiocres, faites d'un insipide délayage des lieux communs les plus vulgaires. Pas la moindre fermeté de pensée ni même de doctrine. Rien à louer ; rien à blâmer. Le néant.

Mme Réval se plaint dans son ouvrage qu'on ne lui ait montré que les « oripeaux de la philosophie ». Eugène Manuel, inspecteur général de l'Université, président du jury d'agrégation pour l'enseignement des lettres dans les lycées

(1) Jules Simon, *La Femme au XX^e siècle*, p. 22.

de jeunes filles, était d'un autre avis. Il signalait « dans les exercices où l'ordre, la suite, la continuité des développements sont le plus nécessaires », les « perpétuels écarts » des aspirantes, les « déraillements véritables dont on ne semble ps avoir conscience ». « En philosophie, ajoutait-il, elles perdent promptement pied (1). » Elles perdent pied, mais ne lâchent pas prise. Il n'y a que les noyés pour se cramponner obstinément. De ces oripeaux dédaignés par l'auteur des *Sévriennes*, ses héroïnes se font volontiers un étendard.

— Je m'attache pour l'ordre au péripatétisme.
— Pour les abstractions, j'aime le platonisme.

Ainsi parlaient Armande et Philaminte. Nos savantes ont délaissé Aristote et Platon. L'une est kantienne ; l'autre, hégélienne. Et leurs robes, interrogerait un misogyne, seraient-elles point « écossaises »? — Beau sujet pour s'égayer.

On rit moins si l'on songe au désarroi moral de ces pauvres filles privées de tout point d'appui, livrées sans défense aux affirmations, aux négations, aux hypothèses et aux doutes des systèmes contradictoires.

De religion, pas un mot. Chaque élève peut pratiquer la sienne... sans nul doute. On con-

(1) Jules Simon. *La Femme au XXe siècle*, p. 255.
On a peut-être remarqué dans ces pages de nombreux emprunts faits à nos libéraux. Dans l'arsenal de chacun d'eux se rencontre ainsi l'argument propre à la confusion de son coreligionnaire. Tant il est vrai que chez tout homme peut se trouver une étincelle de raison. Il suffit de la bien chercher.

naît sa neutralité. Sans marquer un étonnement qui serait naïf, constatons une fois de plus l'impuissance de la morale officielle à remplacer chez des femmes, même soigneusement choisies, et catéchisées d'après les méthodes les plus en vogue, le ferme appui que le catholicisme offre à ses fidèles.

Aussi bien, pourquoi ne remplace-t-on pas la composition de philosophie par une épreuve de droit? Si nous en croyons l'auteur des *Sévriennes*, nous apprendrions ainsi l'enchaînement des intéressants sophismes par où l'esprit libre de Mme Jules Favre aboutissait, dans ce cours qu'elle s'était réservé, à l'union... libre aussi. Thème moderne et démocratique. La tranquillité des parents.

## III

Une telle pénurie de principes offre un véritable danger au regard de la moralité. Mme Réval l'a marqué. Mais il n'est point en apanage à la haute culture. Suivant le très perspicace Willy (1), l'enseignement primaire n'y échappe aucunement. Sujet pénible d'ailleurs — et que les statisticiens se chargeront d'éclaircir au besoin. Nous leur devons déjà la proportion rigoureusement établie entre l'accroissement du nombre des jeunes criminels ou suicidés et les progrès de la laïcisation. Ils nous préparent, sans doute, d'autres révélations attristantes; mais, est-il besoin de le dire? nous ne souhaitons en

(1) Dans l'ouvrage cité plus haut.

aucune façon qu'ils dénoncent l'immoralité des Sévriennes. Notre cause ne réclame point d'argument si grossier. Nous voulons respecter profondément ces femmes ; il nous suffit, certes, de constater qu'elles sont amorales pour les rejeter comme éducatrices.

## IV

Il est temps de conclure.

Pour avoir commenté dans le *Temps* le livre de Mme Réval, favorablement, mais avec les réserves que l'on conçoit, M. Gaston Deschamps a provoqué d'acerbes indignations.

On se souvient de la mésaventure advenue à M. de Vogüé. Oublieux que la seule vertu des catholiques peut être matière à suspicion pour une « pensée libre », le très grave romancier avait étourdiment prêté un rôle fort léger à quelque pupille du pasteur Pécaut, ce « saint laïque ».

Aussitôt les apôtres de la Tolérance grincèrent des dents, les champions de la Liberté cherchèrent de justes lois. On vit des consciences se proclamer en danger.

La France enfin connut le *cant*.

Et l'imprudent écrivain se résigna vite à mutiler son livre.

Plus heureux, M. Gaston Deschamps ne se vit infliger que deux insertions.

La première, réclamée au nom des élèves par un professeur de l'École, flétrissait solennellement le « mauvais livre ». Donnons à cette

communication toute sa valeur en tant que signe d'esprit critique et de bonne camaraderie.

L'autre émanait d'une ex-Sévrienne, titulaire quelque part d'une chaire quelconque. Elle excommuniait, elle aussi. « *L'auteur*, décidait-elle ex cathedra, *n'est plus des nôtres... Entre nous il y a un monde* », le fameux monde à part. « *Ses Sévriennes sont de troublantes héroïnes ou d'étranges rêveuses. Celles que je connais, dont je suis, avec qui j'ai pris dans l'exercice de la pensée* (nous connaissons maintenant cet exercice) *l'habitude du désintéressement, sont de simples servantes de leur devoir, des jeunes filles qui ne sont pas parfaites* (aucun lecteur n'admettra cette assertion), *mais dont la conscience se croit chargée de préparer à la vie les petites filles de la France* » (1).

Voilà bien des affaires! Et quelle déplaisante phraséologie! — Plutôt que des périodes arrondies il nous faudrait de bonnes raisons. Grâce à Dieu, nous ne sommes pas au banquet des maires, ni même à l'un de ces examens dont nous lûmes les copies. Il ne s'agit pas d'entraîner des électeurs, pas davantage de savoir si Mme Réval augmente sa « véritable humanité ». Nous recherchons si l'école de Sèvres forme de bonnes éducatrices. Et, décidément, c'est non qu'il faut répondre. Car nous venons de reconnaître que son empreinte persiste et que ce n'est pas dans l'unique désir de l'emporter au concours que ses élèves s'abandonnent à de vaines logomachies.

Elles seules ignorent qu'il ne faut pas cher-

(1) *Le Temps* du 1er juillet 1900.

cher ailleurs le motif de la froideur ou même de l'hostilité qu'elles rencontrent et dont se plaint doucement à M. Deschamps, « une jeune fille qui est professeur dans un lycée départemental » : « *Nous sommes, la plupart, obligées de* « *vivre dans des conditions matérielles et morales qui* « *mènent à l'épuisement physique et au dégoût du* « *cœur.*

« *Le travail, quand on est jeune et gaie, ce n'est rien.*

« *L'exil et l'isolement, voilà qui est trop dur.*

« *... Dans le jour, j'étais forte. A la tombée de la* « *nuit, je pleurais en me cachant* (1). »

Chacun partagera cette douleur touchante. Quel déplorable malentendu! La méfiance des populations est justifiée; mais celles qui en souffrent ne l'ont pas méritée. Il ne faut pas se lasser de le redire : tout le mal provient des sectaires qui dirigent aujourd'hui l'enseignement public. Métèques souvent, toujours complètement incompréhensifs du génie de notre peuple, ces hommes s'appliquent à déformer les âmes françaises soumises à leur influence. Avec quel étonnement, un jour, avec quelle tristesse, rappelées à la réalité, ces victimes s'aperçoivent étrangères dans leur propre patrie! La langue semble la même; mais les mots ont changé de valeur; les bonnes gens trouveront baroques leurs pensers qu'elles croient logiques et ne comprennent rien à leur idéologie génevoise, rien, sauf que tout y heurte l'antique sagesse nationale :

(1) *Le Temps* du 17 juin 1900.

Certes ! les pères de famille doivent plaindre ces malheureuses : qu'ils songent à leurs filles ! Mais, précisément, les leur confieront-ils ?

Si des connaissances étendues, voire encyclopédiques, ne sont que néant sans une forte discipline : si de grands mots ne suppléent jamais une doctrine absente ; si nous devons chercher à nous développer conformément aux lois de notre propre génie et non suivant un bizarre idéal anglais, suisse ou belge, enfin s'il est question de former la raison et le goût de très jeunes filles, tâche délicate et qui veut plus de droiture d'esprit et d'intime pénétration que de science, la réponse ne peut être douteuse.

Et l'évidence vous saisit que l'éducation religieuse, malgré ses défauts et ses lacunes,

parce qu'elle est attachée à nos meilleures traditions,

parce qu'elle est fondée sur les principes qui donnèrent, durant des siècles, aux familles françaises leur puissante vitalité,

parce qu'elle est faite de douceur et de ferme bon sens, de modestie et d'enjouement, d'harmonieux équilibre entre toutes les facultés,

s'impose donc toujours aux parents soucieux de favoriser l'essor des naturelles vertus de leurs enfants.

Ils le savent fort bien d'ailleurs, croyons-en l'heureux choix de nos libres-penseurs (1).

Baron André de Faramond.

(1) Nul n'ignore que nos plus farouches « honorables » ou même nos ministres évitent soigneusement à leurs filles le séjour des lycées.

# *NOTES DE VOYAGE AU SÉNÉGAL*

## I

Le goût des voyages n'est pas un libertinage qu'un nationaliste puisse blâmer. L'essentiel ne me paraît point de vivre et de mourir dans notre village. Il faut d'abord enfoncer ses racines profondément dans le sol natal pour y puiser les sucs nourriciers des belles frondaisons, se défendre de jamais couper des racines si nécessaires, mais ensuite l'espace est ouvert aux branches largement déployées. N'en doutez pas, les frontières franchies, un Français de bonne race et bien élevé se trouvera partout un exilé. Deux ou trois coins du monde, l'Acropole d'Athènes, les paradis italiens, par leur caractère de beauté classique peuvent nous donner la sensation d'une patrie de nos esprits et de nos cœurs, mais encore ne nous sont-ils pas réellement un berceau? Et comme se différencient aux yeux du voyageur les races, les familles humaines, leurs façons d'être sont de suite hostiles! Rassurez-vous aux conclusions d'un Bourget qu'on qualifia si longtemps de psychologue errant.

La première condition pour goûter toute la saveur des fruits qu'on peut recueillir dans un voyage, c'est d'être d'un pays, et le premier bé-

néfice que vous pourrez retirer de vos pérégrinations, c'est un attachement plus grand et plus conscient à votre terre. Dans une suite de comparaisons où nous ne sommes pas les maîtres de distribuer notre préférence, mais où mille attaches cachées, tant de souvenir, nous lient, l'image du pays, moins confuse, dans un recul propice nous apparaît la plus aimable, et nous en discernons les attraits impérieux et la grâce dévoilée.

Jamais je n'avais senti les nuances, toute l'exquise délicatesse de notre Ile de France, et ce que peuvent tenir de caresses ses paysages si doucement teintés, jamais je ne m'étais découvert au cœur une telle piété filiale pour ces horizons harmonieux du Beauvoisis et du Valois d'où partit l'élan de notre race, comme avant d'y revenir les yeux brûlés par le soleil indéfiniment reflété sur les sables et sur les lagunes du Sénégal. Si ces dunes m'ont laissé une nostalgie profonde, je la considère comme un nouveau ressort d'activité, et elle ne saurait nuire à ma sincère religion de ma terre et de mes morts. Quelque « métèque » pourra perdre son peu d'accent parisien à courir le monde, mais le Français que poursuit la mémoire d'une famille et du foyer ne court point de risques. Selon la formule de Bourget, si loin que soit celui-là de sa terre et de toute terre, il n'a qu'à descendre au plus intime de sa pensée pour se retrouver citoyen non pas du monde, mais du petit coin de sol dont il est issu.

Le nombre va croissant chaque jour de nos compatriotes pour qui c'est un frisson sans

analogue de poser le pied sur le pont d'un bateau haletant pour prendre sa course vers les mers lointaines. Ne les traitez pas en déracinés ou en cosmopolites. Pesez leurs mobiles.

Quelle place réserve à une activité un peu ardente à se dépenser votre souveraine démocratie? Tout geste devient servile sous une telle domination. Tout tempérament se sent étriqué. La vie que nous nous sommes faite est monotone et mesquine. Verlaine pleurait :

Être fort et s'user en circonstances viles,
N'entendre, n'écouter aux bruits des grandes villes
Que l'appel, ô mon Dieu, des cloches dans la tour;
Et faire un de ces bruits soi-même, cela pour
L'accomplissement vil de tâches puériles...

S'attrister trop longuement de cette médiocrité, c'est déclamer autour d'un lieu commun, mais appareiller pour des pays nouveaux, c'est nous affranchir enfin de ces contraintes et c'est retrouver un peu l'âme de nos pères navigateurs et conquérants. Le voyage, l'exploration, voici un champ ouvert à la volonté brûlante de se libérer de ses lisières pour se donner à des efforts plus généreux et mieux récompensés. Longues traites, marches pénibles dans les brousses, ascensions périlleuses, traversées houleuses, nous paraissent un peu des victoires remportées sur la nature par notre constance et notre énergie. Vaincre ou déjouer l'hostilité des hommes ou des choses satisfait notre appétit de domination.

Nul de nous enfin ne prétend échapper à la noble passion de voir et de comprendre, à la

curiosité plus excitante encore d'être ému. Et je ne vois rien dans notre façon de concevoir la vie nationale pour s'opposer à ce qu'un Français de belle santé considère l'univers entier comme une proie offerte à ses sens et à son imagination. « N'est-ce pas une pitié, disait Jules Lemaître, que, pouvant connaître la terre entière et multiplier notre être, nous demeurions dans notre clapier? »

Bourget, à la fin de son livre sur l'Italie, nous indique quels gains certains nous pouvons retirer du voyage.

D'abord nous revenons par le fait même de l'éloignement « à l'impression directe et animale des choses qui s'efface si vite dans l'accoutumance des villes, à ces émotions uniques, si simples, si pénétrantes, qui furent celles de notre première jeunesse ». Dans notre âme vieillie à la fièvre des cités une sensation de reviviscence se dégage ; à toucher de plus près la terre, des forces nous reviennent. « Devant les eaux, les ciels, les montagnes, on se sent, avouait Taine, devant des êtres achevés toujours jeunes. L'accident n'a pas de prise sur eux, ils sont les mêmes qu'au premier jour, le même printemps leur versera tous les ans à pleines mains la même sève, et notre inquiétude s'amollit dans leur paix. A travers eux apparaît la puissance uniforme qui se déploie par la variété et les transformations des choses, la grande mère, féconde et câline que rien ne trouble parce que hors d'elle il n'y a rien... » Délectable fontaine de Jouvence !

Et le voyage nous rend non seulement à la

nature, mais encore à l'histoire et à l'art dont c'est le propre d'exciter en nous une satisfaction libre de tout intérêt. Nous n'en sommes plus à les comprendre sèchement comme à l'école, mais à les sentir et à nous en émouvoir, débarrassés peu à peu de nos passions particulières, devenus conscients de ce que nous avions mis d'artificiel, d'inutile et de méprisable dans notre vie quotidienne.

« Sensation d'histoire, sensation d'art, sensation de nature, quand vous avez laissé, pendant des semaines, ces trois courants déborder, jouer à leur gré sur vous, il se produit, dans votre être intime, un phénomène particulier qui explique pourquoi chaque long voyage se termine par un changement secret de votre personne presque toujours améliorée, devenue plus grave, plus résolue à la tâche du travail intérieur, plus religieuse enfin si l'essence de la religion consiste dans la bonne volonté. »

Paul Bourget croit au voyage la double puissance de nous aider à « vivre notre vraie vie, sentir notre vrai moi » et de nous inciter à « mettre à leur vraie place les petites misères de notre propre destinée ». A parcourir le monde, nous apprenons, dit-il, « à nous considérer de cette manière cosmique où réside le plus puissant principe d'amélioration ».

J'ajoute : à qui veut prendre une conscience aiguë de son moi, de la qualité d'énergie à fournir pour dominer la vie rien n'est fort comme une méditation dans les déserts de l'Afrique occidentale, à l'entrée desquels je voudrais vous entraîner. De ces impitoyables con-

trées le simple fait de subsister apparaît comme une tâche infiniment ardue. Et cette seule sensation suffit à débarrasser l'imagination des complications, des nuances et des gentillesses dont la surchage notre extrême civilisation. Là il s'agit de vivre sans plus, de pousser droit son vouloir comme tel palmier voisin, pour aller respirer un peu d'air pur au-dessus des miasmes pestilentiels qui flottent à ras de terre. Là rien ne sert que de tenir en éveil une volonté robuste.

Mais ces solitudes tragiques dispensent encore une doctrine plus haute, elles ne permettent pas à l'individu ainsi exalté de se détourner de sa destinée. Elles lui font vivre son infirmité ous l'écrasement de cette atmosphère lourde, sous l'étreinte impérieuse de ce soleil dévorant. Au milieu du bouleversement et de la confusion de ces races qui naissent, meurent, paraissent et disparaissent sans modifier l'aspect immuable de ces horizons, en présence de ces flores millénaires, devant l'évocation naturelle des visions géologiques, on sent intensément la fragilité de son être et de l'humanité tout entière. Une solidarité naît, et tout orgueil sombre sous le sentiment toujours présent de l'immensité du monde.

A songer que pourtant cet univers, que nous découvrons si vaste, n'est ni éternel, ni infini, l'âme se trouve fatalement envahie d'une piété grave. Nul élément livresque ni fatras métaphysique ne l'entache plus. Elle a rejeté, comme on se débarrasse d'une défroque, toutes les formules dont elle s'était alourdie et déformée.

Elle arrache sa propre loi à son cœur sincère, — elle se sacrifie spontanément !...

Chers camarades de voyage, spahis et marins tombés glorieusement aux quatre coins du Soudan, vous suiviez votre grand cœur et les nobles conseils de cette terre de mort en vous lançant à la charge dont vous n'êtes point revenus ! Nous ne saurions vous oublier ! Nous vous avons élevé dans nos mémoires respectueuses le funèbre monument où survit votre gloire. Nos souvenirs émus vous y visiteront et s'embelliront de votre présence. Nous vous vénérons comme des modèles. Pour vous créer la vie la plus violente et contrastée qu'on puisse rêver, vous ne vous préoccupiez point des méthodes ni des systèmes. Vous vous laissiez aller à la pente de votre nature de Français héroïques et à l'entraînement de la brousse. Vous sûtes approcher à des degrés divers du type le plus complet que puisse réaliser l'homme d'action. Nous nous appliquerons à faire revivre votre énergie, à retrouver en nous les vertus qui vous distinguèrent et à les dégager des bassesses qui chez nous les oppriment. Nous puiserons dans vos biographies et bien plus encore dans l'admiration que vous nous inspirez de hautes raisons d'agir. Entre nous, infimes, et la perfection rêvée vous serez « *les intercesseurs* ».

LUCIEN CORPECHOT.

## *M. COURTELINE ET M. LE PRÉSIDENT MAGNAUD*

---

Si l'*Action française* n'a pas ouvert de rubrique des Théâtres, ce n'est pas qu'elle méprise cette forme brillante de la vie de société. D'autres intérêts la possèdent, dont l'urgence ne lui permet point d'être trop facile aux plaisirs. L'on aimerait pourtant — et ce serait œuvre d'utilité nationale — suivre, applaudir, susciter. à la scène comme dans tous les arts, les dignes fruits de la veine française.

Une pièce de M. Courteline, *l'Article* 330, que l'on joue en ce moment au Théâtre Antoine, nous a paru si exactement illustrer — et avec quelle force comique ! — une thèse ici même défendue, qu'il s'impose à nous de marquer cet accord. Plaisamment, à la manière aristophanesque, *l'Article* 330 démontre la supériorité de l'Arbitraire sur la Justice. Et l'on sait que c'est à quoi concourent journellement les arrêts de M. le président Magnaud.

La Brige, héros de M. Courteline, est un parfait logicien, qui s'amuse à faire voir dans tout leur absurde certains règlements en vigueur dans la société contemporaine. Ses démêlés avec la poste, les huissiers, les contrôleurs d'omnibus, sont justement célèbres. La Brige

s'intitule « philosophe défensif (1) ». Et il poursuit, le Code à la main, l'intégrale obtention des droits que lui confère en apparence ce Code, dans la vue de prouver que cette Justice abstraite, morte, purement formulaire, n'est que l'iniquité systématisée. La Brige, « ennemi des lois », nous assure que le Texte sourd, aveugle, inflexible, — et propice au seul malhonnête habile à le tourner,— est plus redoutable cent fois que l'arbitraire intelligent, *sensible*, *humain* (2), — tel enfin que se montre le bon juge de Château-Thierry.

Notre directeur Henri Vaugeois a dit dans sa déclaration au Conseil supérieur de l'instruction publique : « Un dreyfusien doit faire consister la justice dans *le respect des formes légales*. » C'est pour manquer de ce respect que M. Courteline et M. Magnaud sont nettement anti-dreyfusiens. Les idées du premier, je les ignore : La Brige, toutefois, ne laisse pas de montrer quelque amertune à l'endroit de la République. On sait trop que le second affiche des opinions de jacobin et de démocrate. N'en ayons cure. Quand il parle, même avec emphase, de Liberté, de Vérité, d'Egalité, ces mots repren-

(1) Qu'on n'aille pas le prendre pour un anarchiste. Quand le juge tombe dans cette erreur : « Ah! dit La Brige, on voit bien que vous ne me connaissez pas ! » Et en effet, nous allons voir qu'il a de l'ordre une autre notion que les législateurs de l'an XII.

(2) Voilà deux mots français dont on hésite à se servir, tant il en a été fait mauvais usage. On ne les réhabilitera qu'en les appliquant justement et en leur rendant leur sens vrai.

nent en passant par sa bouche un sens naturel et concret : car les arrachant à la métaphysique de la Loi, il leur redonne la vie en les nourrissant du sentiment de l'arbitraire.

M. Magnaud est bruyamment « républicain »? C'est pure inadvertance. Démontrant par le fait que seul l'arbitraire du juge peut assurer l'équité dans la solution des affaires des particuliers, ne démontre-t-il pas aussi que l'arbitraire du pouvoir sera désirable et nécessaire s'il réussit — tandis qu'on y voit échouer la démocratie fondée sur la Légalité — à résoudre au mieux les difficultés que présente la défense des intérêts du groupe social ?

« Un peuple qui a perdu ses mœurs en voulant se donner des lois écrites s'est imposé la nécessité de tout écrire, et même les mœurs. » C'est une sentence de M. de Bonald. M. Courteline — il nous plaît de rapprocher l'auteur de *Boubouroche* et l'auteur de la *Législation primitive* — montre dans *l'Article* 330 les absurdités où conduit la manie de codification.

Et nous voyons M. Magnaud, effrayé des iniquités auxquelles elle l'oblige, contraint, pour faire respecter les « mœurs », d'enfreindre ses devoirs professionnels et de déroger à la loi qu'il est chargé de faire obéir. Car le législateur, en dépit de sa prétention, ne peut tout prévoir, ne peut tout écrire. Son texte ne réussit pas à se faire aussi large que la vie. En se conformant strictement à ce qui est écrit, le juge doit négliger les circonstances d'état, de temps et de lieu, c'est-à-dire sacrifier l'équité pour respecter l'idole de la Justice métaphysique.

Ainsi, chose pitoyable, la philosophie individualiste des *Droits de l'Homme* méconnaît la nature même des individus. Voilà la supériorité de l'absolu et de la transcendance sur la coutume et la tradition!

Qu'on aille entendre le bouffon procès de La Brige. Qu'on lise, sans trop s'impatienter de certains considérants, les arrêts que donne à la jurisprudence le tribunal de Château-Thierry. On en rapportera la condamnation expresse du légalitarisme et l'on sera mieux disposé à accepter, avec leurs conséquences, l'arbitraire du juge et l'arbitraire du pouvoir, limités et soutenus à la fois par les « mœurs ». C'est la double leçon que donnent et M. Courteline et M. le président Magnaud.

JACQUES BAINVILLE.

## FŒTOR JUDAICUS (1)

# *HENRI HEINE*

(*Suite et fin.*)

DEUX YEUX POUR UN ŒIL, DIX DENTS POUR UNE DENT.

Après cet acte pourtant il eut plus d'ennemis encore, les fidèles de Jéhovah dénonçant sa palinodie, les autres n'estimant pas que l'ablution subie l'eût métamorphosé en Allemand. Mais plus que le dépit de ses frères, plus que l'horreur des *goym* pour son sang, l'acrimonie de son humeur et sa susceptibilité faisaient le vide autour de lui. M. Maurice Talmeyr une fois formula plaisamment cette vérité : le bon Juif d'un seul est toujours le mauvais Juif des autres. Henri Heine fut l'exécrable pour tous ceux qui le connurent. Ses parents et ses proches les plus dévoués, ses intimes et ses admirateurs les plus fervents durent tous quelque jour s'en éloigner. Il n'est pas jusqu'à ce pauvre Mosès Moser, le confident et le prêteur désintéressé des heures difficiles, dont la constance à la fin n'ait été mise en déroute par ce caractère acerbe qui pour lui seul admettait le droit de parader, de railler et de se plaindre.

On le froissait d'autant plus aisément que son orgueil s'étalait plus immodéré. C'est une chose habituelle que la superbe du Juif dans la

(1) Voir l'*Action française* du 1er janvier 1901.

prospérité ; ce qui stupéfie, c'est de le voir besogneux, dépenaillé, se lever et se draper dans ses haillons, non pas pour mendier en suppliant, mais pour se vanter à tue-tête et jeter aux passants l'ordure de ses apostrophes. Tel se montrait Heine, théâtral en sa misère, trompettant l'éloge de sa valeur et donnant à d'autres mission de la prôner. Sans fausse honte il le dit : « Il me faut aviser à ce qu'on chante mes louanges et je puis le faire en bonne conscience. » C'est, en effet, une justice à lui rendre qu'il croyait fermement à son génie, se reconnaissant égal en tous les genres, poésie lyrique et dramatique, satire, philosophie, politique même et jurisprudence. Quand il passa les épreuves du doctorat en droit, l'examinateur ne lui marqua-t-il pas son ébahissement « qu'un grand poète fût aussi un grand juriste » ! Il rapporte le mot sans rire et souhaite bien qu'on le répète. Au besoin, quand on ne devine pas son désir, il est peu timide à le mieux exprimer; par exemple : « Fais donc insérer dans n'importe quel journal que j'ai fait mon doctorat à Gœttingue. » En vue d'agrémenter sa légende, il force la réalité, anoblit sa mère en lui prêtant pour nom celui de la province de Gueldre dont elle était originaire, et, voulant passer pour le premier homme de son siècle, retarde d'une quinzaine de jours jusqu'au 1er janvier 1800 la date de sa naissance. D'ailleurs, il a confiance ; il regarde au loin dans l'avenir et se découvre une survie radieuse en la postérité. Nouvel Homère, les villes se le disputeront ; le propriétaire de sa maison natale se fera de fabuleux

revenus avec les seuls pourboires qu'y laisseront les troupeaux de misses en pèlerinage.

Peut-on bien concevoir l'exaspération de cette vanité sous le coup d'un sarcasme? La névrose suraiguë (1) dont il est atteint lui vaut une extrême impressionnabilité. Malheur à qui hasarde un trait contre lui! Certes, en y répliquant, il a regret d'immortaliser le faquin; mais le plaisir est si grand de terrasser son homme et de lui faire expier par les tortures la témérité de ses attaques! Vive Shylock, l'idéal amant de a Vengeance, le fanatique dont la passion ne s'assouvirait que par la mort de l'être abhorré! Si l'Israélite moderne était conforme à ce type sublime! Mais il a peur, se dissimule, n'ose porter la barbe à la mode nationale; il ne sait pas observer le talion ni souffrir pour ses rancunes. Eh bien, s'il ne doit plus y avoir qu'un fils de Juda capable de soutenir l'honneur du nom, Henri Heine sera ce héros unique. L'Amalécite peut bien recruter des mercenaires; il agira de même. Et « l'encre coulera »; « je vous assure, promet-il, que je ne tirerai pas en l'air.» Il a le goût des termes guerriers; la médisance et la calomnie, voilà son « bruit des armes », et dans ce sens c'est à bon droit qu'il se qualifie de « brave soldat. »

Afin de n'omettre aucun de ceux qui ont voulu lui nuire, il inscrit leurs noms et consulte ses listes quand il rédige les *Reisebilder*. Très sérieusement il revendique le rôle de bourreau; c'est la rage concentré de cent générations qui

(1) Il mourut d'une affection de la moelle épinière.

se libère. Il jouit tant de ce ministère, qu'après s'être servi lui-même, il offre aux camarades de leur être utile, ayant l'indépendance qui convient pour un tel office. De tous ceux contre lesquels il se tourna, c'est encore le comte de Platen qui fut le plus mal arrangé; ses meurtrissures écœurèrent l'Allemagne; elle le signifia d'un murmure qui troubla le féroce exécuteur.

Faut-il se fier à ses assertions l'univers contre lui se liguait et conspirait à le perdre. En Angleterre comme à Paris, comme à Gênes, on guette sa venue pour l'assommer ou le poignarder. Des gens l'en avertissent, paraît-il, quelquefois la police elle-même. Mais nulle part cette hostilité n'est si véhémente qu'à Hambourg : toute la Juiverie du Steinweg lui hurle *raca*; sur la place, en plein jour, un individu de la colonie le bâtonne d'ignoble façon; aucune sécurité pour lui dans cette ville. Si le soir, enfermé dans sa chambre, son ami Campe l'appelle de la rue, vite il souffle la lampe, croyant à l'assaut des barbares.

Il est certain que ses maux de tête le tourmentaient et que la folie de la persécution n'était pas éloignée.

---

L'abjecte nature ! soupireront de saintes veuves et plus d'un jeune homme chrétien. C'est à ces derniers que nous répondrons. Non, mystiques Pierrots, adorateurs de la Lune humanitaire, non, ce méchant ne fut pas si vil; car son lot c'était l'énergie, l'âpreté, qui ne sont pas,

savez-vous, qualités négligeables. La répulsion qu'il nous inspire ne nous vient pas de ce qu'il défendit sans mansuétude la tradition du Judaïsme et se dévoua jusqu'au sacrifice au triomphe de sa nation. Bien au contraire, n'était son parfum de ghetto, nous le fréquenterions sans doute.

Touchant délire, mes doux messieurs, que votre modérantisme obstiné, votre partialité pieuse en faveur de notre plus perfide prochain : dans votre débordement de charité, vous craignez de trop avantager les vôtres, et rejetez les obligations envers la Patrie. Priez pour nous qui préférons à pareille vertu l'impatience virile et la prudente brutalité. Notre pays, en son âge naïf, produisit d'honnêtes et bons diables assez habiles à combiner leurs devoirs de Français et de chrétiens. Ils rendaient un splendide hommage au Créateur en prouvant très fort leur santé de corps et de jugement. Ils n'étaient pas bénévoles à l'excès, suivant l'exemple même de Jésus qui ne se commit pas avec les marchands du Temple et qui, sur le point d'expirer, n'accorda la céleste prime qu'au plus propre de ses compagnons.

ROBERT LAUNAY.

## A BAS LES JUIFS !

### Les juifs usuriers

C'est le propre des Juifs d'être partout courtiers, revendeurs, usuriers ; d'amasser de l'argent par la frugalité et l'économie. L'argent fut l'objet de leur conduite dans tous les temps, au point que dans le roman de leur *Tobie*, livre canonique ou non, un ange descend du ciel pendant leur captivité non pas pour consoler ces malheureux dispersés, non pas pour les ramener à Jérusalem, ce qu'un ange pouvait sans doute, mais pour conduire dans une ville de Mède le jeune Tobie qui va redemander de l'argent qu'on devait à son père.

> Excudent alii spirantia mollius æra, etc...
> Tu *premere usura* populos, *Judæ*, memento.
>
> VIRG., *En.*, VI, 847 et 851.

Ils trafiquèrent donc pendant les soixante et douze ans de leur transmigration ; ils gagnèrent beaucoup. Et comme ils ont toujours financé et qu'ils financent encore pour obtenir dans plusieurs Etats et même à Rome la permission d'avoir des synagogues, il est de la plus grande probabilité qu'ils donnèrent beaucoup d'argent aux commissaires de la trésorerie de Cyrus et au chancelier de l'échiquier pour qu'on leur permît de rebâtir leur ville avec un petit temple, moitié en pierre et moitié en bois.

DIEU ET LES HOMMES, ch. XIX.

## Les juifs

..... Il est certain que la nation juive est la plus singulière qui jamais ait été dans le monde. *Quoiqu'elle soit la plus méprisable aux yeux de la politique*, elle est, à bien des égards, considérable aux yeux de la philosophie.

..... Ils (les Juifs) sont le dernier de tous les peuples parmi les musulmans et les chrétiens et ils se croient le premier.

..... Son opinion constante que la stérilité est un opprobre l'a conservée (cette nation). Les Juifs ont regardé comme leurs deux grands devoirs : des enfants *et de l'argent*.

..... Il résulte de ce tableau raccourci que les Hébreux ont presque toujours été ou errants, ou brigands, ou esclaves, ou séditieux : ils sont encore vagabonds aujourd'hui sur la terre, et en horreur aux hommes, assurant que le ciel et la terre et tous les hommes ont été créés pour eux seuls.

..... Enfin vous ne trouverez en eux qu'un peuple ignorant et barbare, qui joint depuis longtemps la plus sordide avarice à la plus détestable superstition et à la plus invincible haine pour tous les peuples qui les tolèrent et qui les enrichissent. « Il ne faut pourtant pas les brûler (1). »

(1) Ces guillemets sont dans le texte de Voltaire (Edition de Kehl).

..... Vous êtes des animaux calculants, tâchez d'être des animaux pensants (1).

Extrait de l'article *Juif* du
DICTIONNAIRE PHILOSOPHIQUE.

## La barbarie juive

Il leur fallait du merveilleux comme aux autres peuples ; mais ils n'étaient pas inventeurs ; jamais plus petite nation ne fut plus grossière ; tous leurs mensonges étaient des plagiats, comme toutes leurs cérémonies étaient visiblement une imitation des Phéniciens, des Syriens, des Egyptiens.

EXAMEN IMPORTANT, ch. II.

## Le peuple saint

C'est là le peuple saint ! Certes les Hurons, les Canadiens, les Iroquois ont été des philosophes pleins d'humanité, comparés aux enfants d'Israël ; et c'est en faveur de ces monstres qu'on fait arrêter le soleil et la lune en plein midi !

EXAMEN IMPORTANT, ch. VII.

## Les meurtres rituels

Il n'est donc que trop vrai que les juifs, suivant leur loi, sacrifiaient des victimes humaines.

(1) Ceci est la dernière phrase de la dernière section de l'article.

Cet acte de religion s'accorde avec leurs mœurs; leurs propres livres les représentent égorgeant sans miséricorde tout ce qu'ils rencontrent, et réservant seulement les filles pour leur usage.

DICTIONNAIRE PHILOSOPHIQUE, art. *Juif*, section II.

Ou renoncez à vos livres auxquels je crois fermement selon la décision de l'Eglise, ou avouez que vos pères ont offert à Dieu des fleuves de sang humain, plus que n'a jamais fait aucun peuple du monde.

IBIDEM, section IV.

### Sur la beauté de la terre promise

Ne me reprochez pas de ne vous point aimer : je vous aime tant que je voudrais que vous fussiez tous dans Hershalaïm au lieu des Turcs qui dévastent tout votre pays..... Vous cultiveriez ce malheureux désert comme vous l'avez cultivé autrefois ; vous porteriez encore de la terre sur la croupe de vos montagnes ; vous n'auriez pas beaucoup de blé, mais d'assez bonnes vignes, quelques palmiers, des oliviers et des pâturages... Vous exécuteriez à plaisir dans votre détestable jargon votre détestable musique.....

..... C'était véritablement une contrée de lait et de miel, comme vous disiez, en comparaison de l'abominable désert d'Horeb et de Sinaï dont vous êtes originaires.....La Palestine est un fort mauvais terrain en comparaison de l'Egypte dont vous dites que vous sortîtes en voleurs ; mais c'est un pays délicieux si vous le comparez aux déserts de Jérusalem, de Sodome, de Nazareth, etc.

*Retournez en Judée le plus tôt que vous pourrez.* Je vous demande seulement deux ou trois familles hébraïques pour établir au mont Krapack, où je demeure, un petit commerce nécessaire. Car si vous êtes de très ridicules théologiens (et nous aussi), vous êtes des commerçants très intelligents, ce que nous ne sommes pas.

DICT. PHIL., *Sixième lettre aux mêmes.*

## Les juifs hors de l'humanité

Joignez à tous ces prodiges une série non interrompue de massacres, et vous verrez que tout est divin chez nous, puisque rien n'y est suivant les lois appelées honnêtes chez les hommes.

*Discours d'un Juif* dans IL FAUT PRENDRE UN PARTI OU LE PRINCIPE D'ACTION, ch. XXII.

## Les sectes naissent parmi la canaille

...C'est ainsi que Fox, un misérable paysan, établit de nos jours la secte des quakers parmi les paysans d'une de nos provinces. Le premier qui fonda en France une église calviniste fut un cardeur de laine nommé Jean Leclerc. C'est ainsi que Muncer, Jean de Leyde et d'autres fondèrent l'anabaptisme dans le bas peuple de quelques cantons d'Allemagne. J'ai vu en France les convulsionnaires instituer une petite secte parmi la canaille d'un faubourg de Paris. Tous les sectaires commencent ainsi dans toute

la terre. Ce sont pour la plupart des gueux qui crient contre le gouvernement et qui finissent ou par être chefs de parti ou par être pendus.

EXAMEN IMPORTANT, ch. X.

## Barbares d'Orient

Leurs rapsodies démontrent qu'ils ont pillé toutes leurs idées chez les Phéniciens, les Chaldéens, les Egyptiens comme ils ont pillé leurs biens quand ils l'ont pu. Le nom même d'Israël, ils l'ont pris chez les Chaldéens, comme Philon l'avoue dans la première page du récit de sa députation auprès de Caligula. Et nous serions assez imbéciles dans notre Occident pour penser que tout ce que ees barbares d'Orient avaient volé leur appartenait en propre.

EXAMEN IMPORTANT, ch. VI.

## La nation française honnie par M. le Secrétaire des juifs

Monsieur Guenée, secrétaire éloquent des juifs, vous faites un portrait terrible de la cour et de la ville en peignant les mœurs juives du temps de la prospérité de ce peuple. Vous vous complaisez d'abord à décrier notre commerce et notre Compagnie des Indes et à célébrer les grands établissements d'Élath et d'Éziongaber par lesquels les Juifs, qui n'eurent jamais un vaisseau, faisaient entrer chez eux les immenses trésors d'Ophir et de Pharsis, pays que personne ne connaît...

Après avoir accumulé dans Jérusalem plus

d'or, d'argent, d'ivoire, de parfums et de singes qu'elle n'en pouvait contenir, vous tombez à bras raccourci sur tous les vices qui naquirent de ces inconcevables richesses. Vous avez d'abord loué les Juifs de n'avoir eu chez eux ni opéra-comique, ni danseurs de corde, ni parade sur les boulevards. Vous les avez admirés de n'avoir point imité les Sophocle et les Euripide dont ils n'avaient jamais entendu parler. Et tout d'un coup, sortant de cette niaiserie de panégyriques, vous allez prendre chez les prophètes Isaïe, Amos et Michée tous les traits de satire judaïque que vous croyez pouvoir retomber sur la nation française.

Cela me fait souvenir de M. J. Brown, brave théologien anglais. Il fit imprimer deux volumes contre les sottises de sa patrie au commencement de la guerre de 1756. Il démontra éloquemment dans ce livre qu'il était impossible que l'Angleterre ne fût pas abîmée dans deux ans. Qu'arriva-t-il? L'Angleterre fut victorieuse dans les quatre parties du monde. J'en souhaite autant à la France, en réponse à votre pieuse satire. Je fais mieux, je souhaite qu'elle n'ait point de guerre. J'aime mieux vivre sous des Salomons que sous des Judas Machabées. Mais croyez-moi, monsieur le secrétaire, ne comparez jamais Jérusalem à Paris ; le torrent de Cédron ne vaut pas le Pont-Neuf.

UN CHRÉTIEN CONTRE SIX JUIFS.

(**VOLTAIRE**. — *XIVe niaiserie.*)

## PARTIE PÉRIODIQUE

# LES NUÉES

STREPSIADE. — O nuées! c'est de vous que viennent mes malheurs, de vous à qui je m'étais confié corps et âme...

L'INJUSTE. — ... Et tu sauras délayer de verbeux projets de loi. On te persuadera aussi de regarder comme beau tout ce qui est honteux et comme honteux tout ce qui est beau...

STREPSIADE. — Seraient-ce des demi-déesses?

SOCRATE. — Pas du tout; ce sont les nuées du ciel, de grandes déesses pour les paresseux; nous leur devons tout, pensées, paroles, finesse, charlatanisme, bavardage, mensonge, pénétration.

STREPSIADE. — Aussi, en les écoutant, mon esprit a déployé ses ailes. Il brûle de bavarder pour des riens.

ARISTOPHANE.

### LA NUÉE DE M. LOUBET.

Répondant, le 1er janvier, « au très beau discours » du Nonce, M. Loubet, dans un « discours non moins apprécié et non moins heureux », à ce que rapporte le *Figaro*, a déclaré que le XIXe siècle est l'un de ceux

— *où s'est le plus hautement affirmé* L'INCESSANT PROGRÈS *du génie humain.*

Sans sacrifier à cette divinité nouvelle davantage qu'à nulle autre de ce genre, nous admettons bien qu'il y a *des* progrès. Mais convenons même qu'il y ait un Progrès. (Ce n'est sans doute que le produit de l'imagination métaphysique ou le résultat d'un raisonnement par analogie fondé sur une idée rudimentaire de l'histoire. Acceptons néanmoins cette entité.) Mais comment M. Loubet (1) ose-t-il proclamer que le progrès est *incessant?* Est-ce par décret qu'il lui donne cette qualité, de même qu'on a fait les hommes égaux de par la loi ?

C'est contre l'histoire une entreprise assez désinvolte. Sans entreprendre une réfutation trop facile, nous demanderons seulement à M. Loubet de vouloir bien, de ce jour, effacer un mot de son vocabulaire opportuno-maçonnique : c'est celui de *réaction*. Car les « retours offensifs de la réaction » deviennent impossibles si le « Progrès » est « incessant ». — Si M. Loubet tient absolument à s'élever contre les menaces réactionnaires, il n'a qu'à renoncer au « progrès incessant ». Mais préfère-t-il maintenir le dogme du « progrès incessant » ? Il devra renoncer à nous épouvanter des retours de la réaction. C'est l'un ou l'autre. M. Loubet, que la raison oblige à choisir, ne choisit pas. Voilà sa Nuée.

(1) Ou M. Lavisse. Car il est avéré que cet honorable académicien a la charge de composer les allocutions présidentielles pour éviter à la République les petites humiliations que valut à sa renommée d'atticisme la lecture un peu trop suivie des classiques de la démocratie.

*
* *

## LES NUÉES DE « L'AIGLON ».

Des Droits de l'Homme ou de la Légende bonapartiste, quelle est la plus grande Nuée? — Ces deux Nuées-là n'en font qu'une, se présentant par le flanc gauche ou par le flanc droit selon l'heure et le jour, selon la disposition du badaud à impressionner. Le chef-d'œuvre de la Nuée bonapartiste consiste, moyennant quelques beaux noms de victoire, Austerlitz, Iéna ou Wagram, à se faire prendre pour le contraire de la Nuée des Droits de l'Homme, c'est-à-dire, au fond, d'elle-même. Les méchants vers de M. Eugène Rostand sont de remarquables excitateurs de Nuées ; ils ne manquent donc pas de créer ce bel alibi. M. Rostand fait dire à *son* Metternich :

> ..... *l'empereur républicain, voilà*
> *L'utopie. Entamer la* MARSEILLAISE *en la*
> *Sur les cuivres pendant que la flûte soupire*
> *En mi bémol :* VEILLONS AU SALUT DE L'EMPIRE.

(Nos lecteurs nous pardonneront tout à l'heure d'avoir transcrit ces alexandrins fâcheux, mais utiles.) L'Aiglon répond au Metternich :

> *On peut très bien jouer ces deux airs à la fois*
> *Et cela fait un air qui fait sauter les rois.*

Nuée redoublée. L'Aiglon et Metternich se figurent que le *Veillons au salut de l'empire* est un hymne bonapartiste. Il écrit *Empire*, avec un

grand *e*. C'est que l'Aiglon, auteur de pièces historiques, ne sait d'histoire que son baccalauréat. *Veillons au salut de l'empire* est un hymne républicain antérieur à Napoléon : *empire* sans majuscule y signifie, ce qu'il signifiait sous Louis XIV, le territoire et les colonies de la France. En voici le texte, que l'Aiglon n'a pas su :

Veillons au salut de l'empire,
Veillons au maintien de nos droits.
Si le despotisme conspire,
Conspirons la perte des rois.
Liberté ! Liberté !
Tout mortel te rend hommage.
Tremblez, tyrans,
Vous allez expier vos forfaits.
Mieux vaut la mort que l'esclavage, } *bis.*
C'est la devise des Français. }

Cela n'est, en somme, ni moins sauvage, ni plus sot que la *Marseillaise*. Il n'y a donc que faire « de jouer ces deux airs à la fois », comme le veut l'Aiglon : c'est le même air et le même ton.

## DE PARIS POUR PARIS

M. Ernest Lavisse a publié dans sa *Revue de Paris*, le 15 décembre 1900 et le 1er janvier 1901, un important « Dialogue entre Louis XIV et Colbert ».

L'auteur a résumé sous ce titre les pièces d'une correspondance échangée entre le surintendant et le roi, leur dialogue ayant eu lieu par écrit.

M. Lavisse introduit ses personnages en ces termes :

— *Lorsque Louis XIV était en voyage ou bien à la guerre, il recevait de Colbert des mémoires, des notes, des billets auxquels il répondait très simplement, le plus souvent en marge.* IL ARRIVAIT QUE LE ROI ET LE MINISTRE, SE TROUVANT ENSEMBLE A PARIS, A SAINT-GERMAIN OU A VERSAILLES, NE POUVAIENT OU N'OSAIENT SE DIRE CERTAINES CHOSES ET SE LES ÉCRIVAIENT.

Tiens, tiens... Mais alors une des grandes « impossibilités » de l'Affaire, de l'Affaire Dreyfus, est levée ici... Mais alors, quoique « se trouvant ensemble à Paris », Panizzardi *pouvait* écrire à Schwartzkoppen et Schwartzkoppen à Panizzardi... Il y avait certaines choses que ces messieurs « ne pouvaient » ou « n'osaient se dire », et alors (voyez notre pénétration, une fois illuminés par M. Lavisse) ils se les écrivaient ! Cela n'était pas plus malin. Quel ennui que M. Lavisse publie si tard son dialogue ! M. Louis Ganderax serait frappé de l'évidence et M. Monod comprendrait. Mais gageons que M. Lavisse n'eût point accepté sa propre étude dans sa propre revue, il y a seulement vingt mois.

*
* *

## MANES DE RODENBACH !

Au reste, peut-être M. Lavisse eût-il mieux fait de garder ce petit travail en portefeuille ou de s'y résoudre à corriger sa phrase sur Made-

moiselle de La Vallière dépossédée par Madame de Montespan :

— *Cependant l'astre doux et voilé descendait à l'horizon d'une chute lente douloureusement.*

Que, depuis le commencement de l'Affaire, M. Lavisse se soit fait naturaliser citoyen du canton de Vaud, était-ce une raison d'écrire en petit belge et de plagier M. Gregh?

*
* *

## CHANGÉ EN BÊTE

Non content de les débaucher sur l'article de la langue et du style, Dreyfus ôte à de respectables universitaires ce degré d'intelligence et de sens commun auquel ils avaient jusqu'ici accoutumé les auditeurs et les lecteurs. Rien n'est navrant comme les observations ajoutées par M. Lavisse au Dialogue de Louis XIV et de Colbert. Une affreuse incompréhension s'y étale A chaque mot qu'il trace, M. Ernest Lavisse montre à quel point il est devenu indigne d'écrire l'histoire. Il transcrit, rapporte, disserte et ne pénétre pas des textes les plus évidents.

Veut-on un exemple? Louis XIV, après avoir étudié une affaire et senti que Colbert était seul capable de la régler, lui écrit : « *Je me remets* « *entièrement à vous et vous ordonne de faire ce que* « *vous croyez qui sera le plus avantageux.* » C'était une magnifique parole de roi. Et M. Lavisse la traduit aigrement ainsi :

— *Je vous ordonne de faire ce que vous voudrez!*

Louis XIV avait dit, très exactement, le contraire.

Le malheureux M. Lavisse reproche un peu plus loin à Louis XIV

— *de n'avoir pas d'idées à lui.*

Des idées à lui, Louis XIV, dans son bon temps, n'en eut jamais. Il n'eut que les idées des plus intelligents et des meilleurs de son royaume, ou plutôt, sans même les *avoir* au sens propre, il les accueillit, les mit d'accord, les réalisa. C'était un roi. C'était donc l'inverse parfait d'un spécialiste. Mais M. Lavisse a oublié jusqu'à la notion de la royauté. Il ne sait plus ce qu'est, proprement, un monarque. Des idées à eux, Bonaparte et Napoléon III en regorgèrent, les malheureux ou les misérables! Et aussi Louis XVI, sur la serrurerie! Et notre France a surpayé leurs menues compétences. Ce triple souvenir eût préservé M. Lavisse du faux goût des originaux, si l'Affaire n'avait changé en pures bêtes quelques-uns de nos bons esprits.

LE CHŒUR.

## *CORRESPONDANCE*

---

### Lettre de M. le Marquis de Moussac

Monsieur,

Vous savez et M. Caplain-Cortambert sait que si je n'ai pas rétabli plus tôt ici le véritable sens et la véritable portée de ma pensée, sur lesquels votre distingué collaborateur s'était mépris, dans la lettre publique qu'il m'avait fait l'honneur de m'adresser par l'intermédiaire de l'*Action Française* (numéro du 1er octobre dernier), la responsabilité de ce long délai ne m'est pas imputable.

Il est trop tard pour fournir des explications détaillées sur les différents points que touche la lettre de M. Caplain-Cortambert — et cependant plusieurs sont bien intéressants! — mais il n'est jamais trop tard pour dissiper un malentendu, pour se disculpèr, pour disculper tout ou partie d'une erreur non commise et prêtée gratuitement. J'userai donc — mais très brièvement — du droit de réponse que vous m'avez loyalement et courtoisement reconnu.

Avant tout, je tiens à proclamer très haut que je n'ai *ni qualité, ni prétention aucune pour parler au nom des royalistes*. Ceci posé, je déclare qu'en employant l'expression : « *le roi de droit sans l'être de fait* », je parlais le langage d un royaliste — que je suis : très fidèle, mais sans aul titre, ni fonction politique ; — d'un roya-

liste convaincu de la persistance du droit héréditaire royal de la Maison de France ; droit non pas *divin*, dans le sens où d'habitude on entend ce mot, mais très humain, mais français, mais historique.

Je déclare aussi que je n'ai jamais eu l'intention ni même le désir d'imposer l'acceptation préalable de cette conviction aux « hommes de « bonne volonté, plus ou moins pénétrés de la « superstition abstraite des Droits de l'Homme, « sans avoir réfléchi aux absurdités qu'entraîne « l'application de ces droits aux hommes réels » — (je cite M. Caplain) — mais disposés à examiner sans parti pris la question des bienfaits et des méfaits comparés de l'institution monarchique et de l'institution républicaine.

— En passant, qu'il me soit permis de faire remarquer qu'à mes yeux il n'existe aucune antinomie, ni théorique, ni pratique, mais harmonie, au contraire, entre la Monarchie et le respect de tous les droits ; tandis qu'en fait le régime républicain, surtout en France, a violé et viole beaucoup de droits et des plus sacrés, des plus nécessaires.

Je ferme la parenthèse et je m'empresse d'ajouter qu'il m'est tout à fait indifférent de désigner Mgr le duc d'Orléans par ce terme, qui est tout uniment la constatation d'un fait : *le chef des royalistes, même simple prétendant et prétendant exilé*, plutôt que par celui-ci, qui formule une conviction royaliste : *le roi de droit, sans l'être de fait.*

M. Caplain a bien voulu m'écrire dans une lettre particulière que la substitution de la pre-

mière de ces formules à la seconde « lève la plus grande difficulté théorique qui existe entre nous ».

Je suis donc heureux de prendre acte publiquement ici de cet accord, dans la mesure où mon aimable interlocuteur l'a reconnu, et de constater que s'il y avait entre nous une apparence de dissidence, elle n'avait point de réalité.

Voilà l'essentiel de ce que tenait à dire dans l'*Action Française* le royaliste obscur et sans mandat qui signe ces lignes.

Je vous remercie, Monsieur, de me l'avoir permis et je vous prie d'agréer l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

M^is^ DE MOUSSAC.

LETTRE DE M. LE COMTE DE BRUC

Cher Monsieur,

Dans votre loyale et courageuse réponse au Conseil supérieur de l'Instruction publique, (réuni pour vous révoquer), vous nous faites entrevoir le danger des formules des « Droits de l'Homme », dont quiconque peut avoir la prétention de tirer une morale et une politique selon ses goûts et au mieux de ses intérêts.

— Eh bien, ces « Droits de l'Homme » qui, depuis un siècle, n'ont guère servi que de paravent aux politiciens de métier, pêcheurs en eau trouble, ne serait-il pas temps de souffler un peu dessus, pour les « dépoussiérer », ou de les remplacer par quelque chose de plus neuf et de plus solide?

Au lieu de tant s'aveugler avec les « Droits de l'Homme », que ne parle-t-on davantage des « Devoirs du Français »? — Si je ne fais pas mienne l'expression exacte dont se sert M. Copin-Albancelli, dans son dernier article d'*A bas les Tyrans!* lorsqu'il s'interroge sur l'utilité d'une ligue des « Devoirs de l'homme et du citoyen », ce n'est pas que j'y trouve à redire, mais parce que, en ces temps de cosmopolitisme à outrance, le mot de Français me semble être le drapeau qui, sur le champ de bataille, indique aux combattants où l'on doit courir se faire tuer, pour sauver au moins l'honneur.

— Il y a cent dix ans, Mirabeau pouvait vraiment croire ce qu'il disait lorsqu'il s'écriait, au milieu de l'Assemblée Constituante : « Le Droit

est le Souverain du monde »; mais nous qui avons vu l'Union Générale, le Panama, l'affaire Dreyfus, nous ne pouvons plus écouter sans hausser les épaules l'énumération pompeuse des « Droits de l'Homme ». Toutes les formules des « Droits de l'Homme », empoisonnées par le souffle sectaire de nos Jacobins plus ou moins circoncis du Grand-Orient, équivalent, à l'heure actuelle, au Droit du plus fort!

« C'est mon droit! » crie le gamin auquel on veut tirer les oreilles parce qu'il s'amuse à jeter des épluchures d'orange au milieu du trottoir, avec l'espérance de voir glisser dessus quelque promeneur inattentif...

« C'est mon droit! » déclame sentencieusement l'intellectuel qui travaille au chambardement de la France entière, pour sauver la réputation fortement avariée d'un fils adoptif de cette même France...

Incontestablement ce polisson et cet intellectuel sont dans leur « droit » strict; il n'y a pas, en effet, de formule des « Droits de l'Homme », de texte de loi, qui interdisent aux enfants de manger une orange dans la rue, et aux intellectuels de conquérir les palmes académiques en décernant à un traître celles du martyre.

Mais, par le fait même qu'on a des Droits, on a aussi des Devoirs, et plus on a des Droits, plus on a de Devoirs; or ces Devoirs, on ne les trouve pas écrits dans le Code, mais dans sa conscience.

Cette conscience, c'est le réflexe de la véritable âme Française que la secte Judéo-Maçonnique voudrait tant atrophier en étouffant

toutes ses formes d'expansion, idéales et tangibles, patriotiques et religieuses.

— Les financiers ont le « droit » de placer au nom de leurs femmes les bénéfices, plus ou moins licites, de leurs coups de Bourse, afin de pouvoir, à l'heure de la débâcle, vivre douillettement au premier étage de l'immeuble sous les combles duquel grelotte peut-être un de leurs créanciers... Un ouvrier syndiqué a le « droit » de ruiner le commerce d'une ville, l'industrie d'une région, en fomentant la grève, parce que la tête d'un contre-maître lui déplaît... Que ne prenons-nous aussi un « droit », celui de remplir tous nos « devoirs » et de les rappeler aux autres?

C'est protégés par des textes que tous les régimes ont commis leurs plus néfastes injustices : l'exécution du duc d'Enghien, celle du maréchal Ney, la revision du procès Dreyfus sont là pour nous le prouver !

C'est avec des formules aussi creuses et ronflantes que celles des « Droits de l'Homme » qu'on a fabriqué l'Individualisme, ce mal rongeur de toute société. (Le collectivisme officiel n'est qu'une forme déguisée de cet Individualisme.) Parce qu'on a appris à l'école et proclamé dans la rue que : « tous les hommes naissent égaux », on s'est vite persuadé qu'on ne devait rien à ses semblables.

Tristement égaux, le cul-de-jatte qui vient au monde, septième ou huitième enfant, dans une famille d'artisans, et le fils unique et bien constitué d'un millionnaire !

A l'âme de ce deshérité, comme à celle de ce

riche, que l'on donne, comme seule pâture, l'énumération de leurs « droits », et vingt ans plus tard nous aurons un anarchiste et un jouisseur de plus; mais ni l'un ni l'autre ne seront coupables. S'il y a des coupables, c'est la société actuelle, c'est nous tous, qui laissons passer des générations entières sans leur crier qu'un homme, qu'un Français, vraiment digne de ce nom, a beaucoup plus de « Devoirs » que de « Droits ».

Peut-être un jour je me permettrai de vous demander l'hospitalité pour quelques pages sur les « Droits » et les « Devoirs » du Français (du moins comme je les comprends).

Croyez, je vous prie, cher Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

COMTE DE BRUC.

# *LA VIE NATIONALE*

## MARINE

### CABLES SOUS-MARINS

Depuis vingt-cinq ans il est question d'établir un réseau français de communications télégraphiques sous-marines. Son incontestable utilité était établie, son indéniable urgence était démontrée. Le succès de nos opérations navales, la sécurité de nos colonies, de développement de notre commerce extérieur le réclamaient impérieusement. Le Parlement l'a reconnu, la presse l'a proclamé, le public en était convaincu. Mais, aujourd'hui, avec le système de l'irresponsabilité collective, avec le régime du gaspillage qui forment la base, et constituent le principe de notre organisation politique actuelle, nous en sommes toujours au même point.

Les événements de Fachoda et le conflit qui menaça d'éclater entre nous et l'Angleterre ont, un moment, secoué la torpeur de nos faux honorables. La Chambre des Députés, dans la séance du 27 novembre 1899, votait un projet de résolution ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à mettre à l'étude cette importante question. Mais le ministère de la *débâcle* cher à Emile Zola avait bien d'autres soucis en tête ! Il armait la calomnie, il inventait des complots. Il ne songeait guère à sauvegarder nos intérêts commerciaux, ni à organiser, ni à renforcer la défense nationale. Bien au contraire, des idées diamétralement opposées tourmentaient ses veilles et agitaient ses nuits.

Sous la véhémence des protestations, nos ministres finirent toutefois, et malgré eux, par déposer

un projet de loi tendant à construire un réseau télégraphique sous-marin . Mais combien ce projet était timide ! Sous prétexte de ménager les deniers publics, dont, comme vous savez, ils sont très économes, ils se bornaient à établir des communications directes entre quelques-unes de nos colonies, sans oser relier celles-ci avec la métropole. Je dis *oser*, parce que Lanessan, Millerand and C° suaient de peur, et se demandaient avec angoisse ce qui leur adviendrait s'ils risquaient jamais une pareille tentative. Ils avaient, et ils ont trop le sentiment des devoirs de la servilité pour secouer, fût-ce même humblement, le joug franc-maçon, et pour briser les chaînes dorées que les Juifs leur ont mises aux mains. Jamais, non plus, ils n'auraient consenti à offenser le Kaiser, ni à contrarier la Queen.

Heureusement quelques députés, plus soucieux que leurs collègues des destinées de la France, ont déposé une proposition de loi dans le but de porter remède à un état de choses si préjudiciable aux intérêts du pays. Et il faudra bien, cette fois, que le gouvernement prenne un parti conforme aux obligations que la situation lui crée. Il lui est interdit, il lui est impossible de se dérober, sous peine de commettre, au vu et au su de tous, une véritable forfaiture.

Nous avons une politique coloniale, nous avons une politique commerciale qui nous met en contact avec le monde entier, nous devons avoir aussi une politique pour l'établissement de nos communications télégraphiques sous-marines : la conséquence est nette et s'impose d'elle-même. C'est grâce aux mailles serrées du tissu de ses câbles sous-marins, autant que par sa flotte que l'Angleterre domine le monde. Rien ne se passe dans les deux hémisphères qu'elle ne le sache avant toutes les autres puis-

sances. Elle leur transmet, en choisissant son heure, ce qu'elle veut, des renseignements qui lui parviennent et après en avoir tiré tout le parti possible pour elle d'abord. C'est ainsi que le Foreign-Office agit à coup sûr, et que l'influence britannique est parvenue à devancer celle des nations rivales.

L'Allemagne n'entend pas lui laisser ce monopole et l'industrie des câbles sous-marins a reçu dans ce pays les plus grands encouragements officiels. Les États-Unis s'empressent de leur côté, avec une hâte fébrile, de relier télégraphiquement leur métropole et les colonies qu'ils viennent d'acquérir. Les préoccupations sont identiques chez les Allemands et les Américains, ils veulent s'affranchir de toute immixtion d'une puissance étrangère, soit dans les questions commerciales, soit dans les questions d'ordre diplomatique ou militaire. Et l'on serait souverainement criminel chez nous de se laisser distancer encore par ces deux peuples. Nous aurons bien assez de mal à rattraper l'Angleterre et à égaliser nos chances avec cette dernière seulement.

Nous avons des possessions dans les Antilles, il est nécessaire que nous communiquions directement avec elles, sans passer par aucun territoire étranger, fût-ce même les États-Unis. Nous détenons, dans l'Amérique du Sud, de très importants débouchés, il est indispensable que nos relations avec ces débouchés soient indépendantes. Nous possédons Madagascar et la Réunion dans l'océan Indien, c'est dire que de ce côté aussi il faut un réseau direct avec la métropole. Il en est de même encore dans l'Extrême-Orient où les intérêts français, en Indo-Chine et en Chine, sont des plus considérables. Enfin, dans le Levant, en Égypte, en Syrie, et dans les ports russes de la mer Noire, nos relations commerciales et politiques exigent de

n'être point subordonnées ni mises à la discrétion d'une nation rivale et ennemie.

Ces principes et les conditions du problème étant posés, nous examinerons, dans un prochain article, les voies et moyens d'y satisfaire.

(*A suivre.*) ROBERT BAILLY.

---

# *BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE*

---

**Un Homme d'affaires**, par Paul Bourget (*Plon-Nourrit et Cie*, éditeurs).

M. Paul Bourget nous dit dans un passage de ce volume qu'en voyage il emporte toujours les *Mémoires* de Gœthe, les *Pensées* de Marc-Aurèle, un tome de Le Play, un de Balzac, un de Taine, un de Stendhal. C'est, je pense, l'auteur de la *Réforme sociale* qui est venu le dernier parmi ces maîtres à qui M. Bourget s'est attaché dès sa jeunesse. Mais la marque de sa doctrine n'en est pas moins grande sur l'esprit de l'auteur d'*Outre-Mer*. C'est ainsi que le petit roman qui donne son titre à ce volume est une véritable « monographie », comme on les fait aux « Unions de la Paix sociale », et qui a pour objet la famille d'un de ces grands financiers modernes qui ne doivent qu'à eux-mêmes leur élévation. C'est une véritable enquête sur une classe de la société qu'*Un homme d'affaires*, mais une enquête rendue dramatique par une intrigue fortement liée et par le jeu des passions. Trois autres récits : *Dualité*, *Un réveillon*, *l'Outragé*, sont de fines études psychologiques traitées avec cet art tout original de la nouvelle qu'a créé M. Paul Bourget et auquel, malgré la mode changeante, il n'a jamais renoncé, et avec raison, depuis les *Pastels* jusqu'aux *Voyageuses*, aux *Complications sentimentales* et aux *Drames de famille*.

**La Culture des Idées**, par Rémy de Gourmont (Édition du *Mercure de France*).

Ce volume est composé d'essais sur différentes questions d'esthétique, de littérature ou de psychologie et d'études sur les mœurs qui portent le titre significatif de « Paradoxes et Ironies ». Si variées soient-elles par l'objet à quoi elles s'appliquent, ces pages sont fortement reliées par une philosophie, pure de toute superstition, affranchie des illusions métaphysiques, et que l'on peut appeler « apollinienne. » C'est l'œuvre d'un Français délicat dont la subtilité répugne autant à la « nuit cimmérienne » qu'aux clartés un peu courtes et douteuses du « bon sens ». Et nous devons nous contenter de marquer ici, sans nous y étendre davantage, la conformité de vues et de conclusions où se tiennent l'auteur de la *Culture des Idées* et M. Jules de Gaultier, dont on connaît le beau livre intitulé *De Kant à Nietzsche* (1).

Un certain génie qu'a M. de Gourmont pour mêler l'humour à la dialectique rend ses études extrêmement piquantes. A la rigueur des raisonnements se mêle la variété d'une érudition savoureuse. Les essais sur la *Morale de l'Amour*, la *Dissociation des Idées*, la *Création subconsciente*, *Mallarmé et l'idée de décadence*, etc..... forment ainsi la lecture la plus agréable et touchent en passant à un grand nombre de questions. Une opinion sur le protestan-

(1) On se souvient que M. Lucien Moreau soutint ici même contre la *Coopération des Idées* une polémique au sujet de ce dernier livre. Or l'organe de M. Deherme n'a pas plus indiqué de *numéro* dans la bibliothèque publique de sa coopération pour la *Culture des Idées* qu'il n'avait fait pour *De Kant à Nietzsche*. Ce sont des « livres dangereux » aux yeux des éducateurs de la démocratie.

tisme, exprimée avec force, nous a particulièrement retenu : c'est celle d'une intelligence dégagée et d'un artiste qui condamne dans la Réforme l'esprit de régression et la fureur iconoclastique. « Le protestantisme, écrit M. de Gourmont, forme le parti réactionnaire dans l'histoire de la philosophie... Tout pays où le christianisme s'est enté sur la barbarie a une tendance au protestantisme... La France ne peut garder son originalité qu'en demeurant catholique... Mais elle ne peut pas plus devenir protestante qu'elle ne peut devenir anglaise ou turque. C'est là un état de fait invincible et ironique contre lequel se buteront éternellement les convertisseurs... » M. de Gourmont indique d'un trait juste le caractère particulier de l'iconoclastie de la Réforme inspirée par ce verset du Deutéronome : « Tu ne feras point d'images taillées. » L'idéal protestant en architecture, dit-il, « *est tout pareil à l'idéal démocratique* : c'est le groupe scolaire, et ni l'une ni l'autre de ces inspirations n'est capable de produire un bâtiment égal en beauté à la grange où, au XIIIe siècle, les Cisterciens de Lisseweghe serraient leurs moissons. »

Au grand procès qui s'instruit en ce moment contre le Protestantisme, M. Rémy de Gourmont apporte sa contribution d'esthéticien et de libre philosophe. Car, n'en déplaise aux docteurs de Genève, ce témoin à la charge de Calvin n'est pas plus que tant d'autres un « clérical ». Et je leur livre cette pensée qu'il a écrite à leur intention : « Railler la superstition religieuse ou la maudire, c'est avouer que l'on fait partie d'une secte, au moins secrète. » Appliquez-vous cette maxime, ô modernes Needham !

**La Faiseuse de gloire**, par PAUL BRULAT (*Villerelle, éditeur*).

C'est un homme rempli de bonnes intentions que M. Paul Brulat, mais c'est un auteur bien larmoyant. Il est en outre dévoré de la fureur autobiographique. A travers des gémissements et des confessions, il fait le procès de la presse contemporaine qu'il appelle, par une ironique métaphore, la *Faiseuse de gloire*. M. Paul Brulat désire que la « vertu » régénère le journalisme. Prétention louable, mais vaine. Il s'écrie avec douleur : *Combien la liberté de la presse est dangereuse dans un régime de suffrage universel!* Mais, par principe, il défend et la liberté de la presse et le suffrage universel et ne propose que de « moraliser » l'une et l'autre. Quant à la partie satirique du livre, elle est médiocrement amusante et ne vaut pas les récents *Souvenirs* de M. Talmeyr, ni surtout l'admirable série de portraits de journalistes qu'a tracés Veuillot dans les *Libres Penseurs* (1). Et quand nous aurons dit que M. Paul Brulat pastiche continûment la manière de M. Zola (ceci est surtout sensible à la page 9, où est décrit le lancement d'un grand journal) et tombe assez souvent dans la façon de M. Montégut, quelles louanges pourrons-nous lui faire qui ne soient de la catégorie morale? Voilà donc qui est convenu : M. Paul Brulat est un honnête homme. Nous estimons la pureté de sa conscience. Nous sommes touchés de ses insignes vertus.

JACQUES BAINVILLE.

(1) En outre, M. Brulat nous inflige un récit à sa façon — qui n'est pas la bonne — de l'affaire Dreyfus.

## *BULLETIN DE L'ACTION FRANÇAISE*

### Hommage à Krüger

Le Comité qui se forma, dans le XIVe arrondissement de Paris, grâce à l'initiative du député nationaliste Girou, pour offrir au président Krüger un souvenir de son séjour en France, après avoir recueilli des souscriptions dans les quartiers Montparnasse et Plaisance, a pensé qu'il devait charger un ouvrier, pris parmi ses membres, de concevoir et exécuter un objet d'art commémorant les superbes manifestations de sympathie que la nation française prodigua envers le représentant des Boers, au moment où ces hommes courageux, après une année de résistance, étaient décimés par l'armée anglaise.

Il a désigné le sculpteur Jean Baffier, président du Comité de la Patrie française (section de Plaisance).

Celui-ci lui ayant soumis la maquette d'un *bijou* représentant : un glaive gaulois (dont la lame serait en platine et la poignée en or jaune) auquel est attachée une branchette de gui (dont la tige et les feuilles seraient en or vert et les fruits figurés par trois perles blanches), il a jugé que l'interprétation était exacte des sentiments chevaleresques et des instincts généreux auxquels avaient obéi avec enthousiasme les descendants des Celtes et des Francs dans la circonstance, il a considéré que l'objet dégageait une haute signification morale à cette heure et qu'il était bien réalisé dans l'esprit des traditions fondamentales de la race française. Et il a décidé

que cette œuvre unique, ajustée et ciselée par des ouvriers de l'arrondissement auxquels il remettrait des métaux précieux achetés chez des bijoutiers français résidant à Paris, serait envoyée au président Krüger aussitôt finie.

*Le Directeur politique* : H. VAUGEOIS.

*Le Gérant* : A. JACQUIN.

Paris. — Imprimerie F. Levé, rue Cassette, 17.

# CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

## Voyages circulaires à coupons combinables

## sur le Réseau P. L. M.

*et sur les RÉSEAUX P. L. M. et Est.*

Il est délivré toute l'année, dans toutes les gares du réseau P. L. M., des carnets individuels ou de famille pour effectuer sur ce réseau ou sur les réseaux P. L. M. et Est, en 1re, 2e et 3e classe, des voyages circulaires à itinéraire tracé par les voyageurs eux-mêmes, avec parcours totaux d'au moins 300 kilomètres. Les prix de ces carnets comportent des réductions très importantes qui atteignent, pour les billets collectifs, 50 % du Tarif général.

La validité de ces carnets est de 30 jours jusqu'à 1.500 kilom. ; 45 jours de 1.501 à 3.000 kilom. ; 60 jours pour plus de 3.000 kilom. — Facilité de prolongation, *à deux reprises*, de 15, 23 ou 30 jours suivant le cas, moyennant le paiement d'un supplément égal au 10 % du prix total du carnet, pour chaque prolongation. — Arrêts facultatifs à toutes les gares situées sur l'itinéraire. — Pour se procurer un carnet individuel ou de famille, il suffit de tracer sur une carte, qui est délivrée gratuitement dans toutes les gares P. L. M., bureaux de ville et agences de la Compagnie, le voyage à effectuer, et d'envoyer cette carte 5 jours avant le départ à la gare où le voyage doit être commencé, en joignant à cet envoi une consignation de 10 fr. — Le délai de demande est réduit à deux jours (dimanches et fêtes non compris) pour certaines grandes gares.

## CHEMINS DE FER
# DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

# VOYAGES A ITINÉRAIRES FACULTATIFS
## EN ALGÉRIE ET EN TUNISIE

Il est délivré pendant toute l'année, dans toutes les gares P.-L.-M., des carnets de 1re, 2e et 3e classes, pour effectuer des voyages pouvant comporter des parcours sur les lignes des réseaux : Paris-Lyon-Méditerranée, Est, État, Midi, Nord, Orléans, Ouest, P.-L.-M. Algérien, Est-Algérien, Franco-Algérien, Ouest-Algérien, Bône-Guelma, et sur les lignes maritimes desservies par la Compagnie Générale Transatlantique, par la Compagnie de Navigation Mixte (Cie Touache) ou par la Société Générale des Transports maritimes à vapeur. Ces voyages, dont les itinéraires sont établis à l'avance par les voyageurs eux-mêmes doivent comporter, en même temps que des parcours français, soit des parcours maritimes, soit des parcours maritimes algériens ou tunisiens. Les parcours sur les éseaux français doivent être de 300 kilomètres au moins ou être comptés pour 300 kilomètres.

Les parcours maritimes doivent être effectués sur les paquebots d'une même Compagnie.

Les voyages doivent ramener les voyageurs à leur point de départ. Ils peuvent comprendre, non seulement un circuit fermé dont chaque portion n'est parcourue qu'une fois, mais encore des sections à parcourir dans les deux sens, sans qu'une section puisse y figurer plus de deux fois (une fois dans chaque sens ou deux fois dans le même sens).

Arrêts facultatifs dans toutes les gares du parcours. — Validité : 90 jours, avec faculté de prolongation de 3 fois 30 jours, moyennant le paiement d'un supplément de 10 % chaque fois.

Faire la demande de carnets 5 jours au moins à l'avance.

## CHEMINS DE FER DE L'OUEST

# BILLETS DE FAMILLE A PRIX RÉDUITS

*délivrés toute l'année*

**des Gares du réseau de l'Ouest**

## aux stations hivernales de la Méditerranée.

Toutes les gares de la Compagnie des Chemins de Fer de l'Ouest (Paris excepté), délivrent aux voyageurs se rendant en famille (4 personnes au moins) aux stations hivernales suivantes du réseau de la Compagnie P. L. M. : Agay Antibes, Beaulieu, Cannes, Golfe-Jouan-Vollauris, Grasse, Hyères, Menton, Monte-Carlo, Nice, Saint-Raphaël-Valescure et Villefranche-sur-Mer, des billets d'aller et retour de 1re, 2me et 3me classes, valables 33 jours et pouvant être prolongés d'une ou de deux périodes de 30 jours moyennant un suplément de 10 0/0 par période.

Pour connaître le montant de la somme à payer pour ces voyages, il suffit d'ajouter, au prix de six billets simples ordinaires, le prix d'un de ces billets pour chaque membre de la famille en plus de trois.

Ainsi une famille composée de quatre personnes ne paiera, aller, et retour compris, qu'un prix égal à sept billets simples. Cinq personnes ne paieront que l'équivalent de huit billets simples, etc., etc.

DÉTACHER CE BULLETIN ET L'ENVOYER 143, RUE D'ABOUKIR, PARIS.

# ABONNEMENT

AU

# BULLETIN DE " L'ACTION FRANÇAISE "

PARAISSANT LES 1er ET 15 DE CHAQUE MOIS

8, RUE LÉOPOLD-ROBERT — Bureaux : 143, rue d'Aboukir

**Prix : 10 francs les 24 numéros**

*Je soussigné* _____

*demeurant à* _____

*déclare souscrire un abonnement à 24 numéros du Bulletin de « l'Action française ».*

*J'envoie inclus la somme de 10 francs, montant de mon abonnement, en un mandat, ou : Je vous prie de faire recouvrer par la poste le prix de mon abonnement, avec 0 fr. 50 en plus pour les frais de recouvrement.*

*A* _____ *le* _____ *1901.*

SIGNATURE :

*Remplir le Bulletin d'abonnement ci-joint et l'adresser à l'Administration, 143, rue d'Aboukir, en y joignant un mandat de 10 francs.*

---

## *L'Action Française*

EST EN VENTE A PARIS CHEZ

MM. **BOULINIER**, 19, *boulevard St-Michel.*
**BRASSEUR**, *galerie de l'Odéon.*
**CHAUMONT**, 27, *quai St-Michel.*
**FLAMMARION**, 36, *avenue de l'Opéra.*
**FLAMMARION & VAILLANT**, 10, *boulevard des Italiens.*
**FLAMMARION ET VAILLANT**, 3, *boulevard St-Martin.*
**FLOURY**, 1, *boulevard des Capucines.*
**LANCIEN**, 32, *avenue Duquesne.*
**LEFRANÇOIS**, 8, *rue de Rome.*
**LIBRAIRIE ANTISÉMITE**, 45, *rue Vivienne.*
**MAILLET**, 129 *bis*, *rue de la Pompe.*
**G. MARTIN**, 126, *faubourg Saint-Honoré.*
**SAUVAITRE**, 72, *boulevard Haussmann.*
**TARIDE**, 18, *boulevard St-Denis.*
**TIMOTEI**, 14, *rue de Castiglione.*
**LAROUSSE**, 58, *rue des Écoles,*

*et dans les principales gares de Paris et de la province.*

---


# LE COURRIER DE LA PRESSE

**BUREAU DE COUPURES DE JOURNAUX**

**21, Boulevard Montmartre, 21, Paris**

Fondé en 1880

**Directeur : A. GALLOIS**

# CHEMINS DE FER DE L'OUEST

## PARIS A LONDRES

**Viâ Rouen, Dieppe et Newhaven par la gare St-Lazare.**

### SERVICES RAPIDES DE JOUR ET DE NUIT

**Tous les jours (dimanches et fêtes compris) et toute l'année, trajet de jour en 9 heures (1re et 2e classe seulement).**

## GRANDE ÉCONOMIE

Billets simples valables pendant 7 jours :
1re classe : 43 fr. 25 ; 2e classe : 32 fr. ; 3e classe : 23 fr. 25.

Billets d'aller et retour valables pendant un mois :
1re classe : 72 fr. 75 ; 2e classe : 52 fr. 75 ; 3e classe : 41 fr. 50.

| | | | |
|---|---|---|---|
| Départ de Paris St-Lazare | | 10 h. matin | 9 h. soir |
| Arrivée à Londres | London-Bridge... | 7 h. 5 soir | 7 h. 40 matin |
| | Victoria..... | 7 h. 5 soir | 7 h. 50 matin |
| Départ de Londres | London-Bridge... | 10 h. matin | 9 h. soir |
| | Victoria..... | 10 h. matin | 8 h. 50 soir |
| Arrivée à Paris St-Lazare. | | 6 h. 55 soir | 7 h. 15 matin |

Des voitures à couloir et à compartiments (w. c. et toilette) sont mises en service dans les trains de marée de jour et de nuit entre Paris et Dieppe. Des cabines particulières sur les bateaux peuvent être réservées sur demande préalable.

La Compagnie de l'Ouest envoie franco, sur demande affranchie, des petits guides-indicateurs du service de Paris à Londres.

*PUBLICATIONS DE L'ACTION FRANÇAISE*

**Action Française 1899**, le numéro... 1 fr.
**La collection**, reliée (12 numéros)..... 12 fr.
**Henri Vaugeois**, secrétaire-adjoint de la Patrie française : L'ACTION FRANÇAISE..... 0 fr. 25
**Maurice Pujo** : APRÈS L'AFFAIRE... 0 fr. 10
**Dauphin Meunier** : LE MAL ET LE REMÈDE..... 0 fr. 30
**Copin-Albancelli** : LA DICTATURE MAÇONNIQUE..... 0 fr. 50
**Octave Tauxier** : DE L'INAPTITUDE DES FRANÇAIS A CONCEVOIR LA QUESTION JUIVE. 0 fr. 50
**X***** : UNE RÉFORME PARLEMENTAIRE, LA MÉTRARCHIE..... 0 fr. 50
**X***** : LA RÉPUBLIQUE CHEZ UN PEUPLE SANS ÉDUCATION POLITIQUE, par un membre de la Patrie Française..... 0 fr. 20
**Xavier de Magallon** : VILLEBOIS-MAREUIL ET LE MOUVEMENT NATIONAL, Conférence faite à Paris et précédée d'un discours de M. FRANÇOIS COPPÉE..... 0 fr. 40

**EN PRÉPARATION**

**Charles Maurras** : LES MONOD PEINTS PAR EUX-MÊMES. Histoire naturelle et politique d'une famille de protestants étrangers dans la France contemporaine.

**L'AUTO-RELIURE pour contenir L'ACTION FRANÇAISE**
Prix : 8 francs.

# A BAS LES TYRANS!

**JOURNAL ANTI-MAÇONNIQUE**
**Par COPIN-ALBANCELLI et LOUIS DASTÉ**
**PRIX 5 CENTIMES**
**Paraît le Samedi**
**ABONNEMENTS : Un an 4 fr. Six mois 2 fr.**
**BUREAUX : 143, Rue d'Aboukir. PARIS**

PARIS. — IMPRIMERIE F. LEVÉ, RUE CASSETTE, 17.

# *L'Action française*

1er *Février* 1901.

## *UNE LETTRE DE M. DE MAHY*

[Nos amis seront heureux de lire ici la lettre que M. de Mahy, député, ancien ministre de la marine et des colonies, a bien voulu m'écrire à leur intention. Je tiens à remercier M. de Mahy de l'honneur très grand qu'il nous fait en s'intéressant à nos études, et de sa bienveillance si parfaite toujours, alors même que nous lui semblons nous écarter de la voie qu'il estime la plus sûre. — J'essaierai de répondre, prochainement, à quelques-unes des objections graves faites ici aux principes de notre *Action française*.]

H. V.

Paris, le 20 janvier 1901.

Mon cher monsieur Henri Vaugeois,

Dans un de vos articles du siècle passé : LA DIFFICULTÉ CAPITALE, que je retrouve plus actuel que jamais à l'aurore du siècle nouveau, vous dites que les réflexions, les rêveries sur notre destinée, en un mot l'état d'esprit auquel nous ramène, avec quelque solennité, le retour périodique du premier jour de l'an,

dénotent, chez les gens qui s'y livrent, « le sentiment de leur dépendance du temps et que c'est là un grand signe de faiblesse ». Mais que toutefois « ce ne serait pas une su-
« perstition tout à fait vaine si elle nous four-
« nissait l'occasion de nous dire les uns aux
« autres, sous prétexte de philosophie, des vé-
« rités utiles, le meilleur souhait que l'on
« puisse faire à des hommes étant qu'ils voient
« de plus en plus clair en eux et autour d'eux.
« Ceci, ajoutez-vous, est vrai, d'abord, en
« politique. »

On ne saurait mieux dire, et j'en prends prétexte pour vous soumettre, à un an d'intervalle, quelques réflexions que le temps a fortifiées. Votre article m'avait beaucoup chagriné. Je me demande si, dans votre manière d'expliquer la genèse et la raison d'être du parti nationaliste, vous n'avez pas été induit en erreur par le double sens du mot *réaction*.

Réaction *d'abord*, avez-vous dit.

Comme règle de conduite dans les circonstances actuelles, ce vocable serait bon si vous entendiez par là *action contre*, révolte contre le dreyfusisme et l'état de choses dont il est l'expression. En ce sens, strictement limité, le mot *réaction* irait très bien. Il n'est plus judicieux, il implique une idée fausse, selon moi, et dangereuse, du moment que vous le prenez dans le sens de recours aux

moyens connus sous le qualificatif de *réactionnaires*, ayant pour but de nous faire rebrousser chemin et de nous ramener à un passé dont le principal défaut est d'avoir, lui-même, ouvert la France à l'invasion du cosmopolitisme.

En revanche, je suis tout à fait d'accord avec vous sur un point : « C'est au parti na-
« tionaliste, si brusquement, si douloureu-
« sement né, mais devenu si fort en quelques
« mois, en dépit de tout, qu'incombe la
« grande tâche de conjurer la ruine de la
« patrie. »

Oui, cette tâche sacrée, toute d'avenir et non pas de replâtrage, incombe au parti nationaliste et, du même coup, une immense, une très lourde responsabilité. L'opprobre de la ruine finale lui sera imputé s'il y faillit. Il y faillira s'il a recours aux errements du passé, lesquels sont, pour leur forte part, dans nos malheurs présents.

Le parti nationaliste conduira sa tâche à bonne fin si les divers éléments qui le composent, venus de tous les points de l'horizon politique, ont la sagesse de se cantonner sur le terrain exclusivement national où se sont constituées, au début, la « LIGUE DE LA PATRIE FRANÇAISE » et son avant-garde « L'ACTION FRANÇAISE ». Mais si l'un d'eux s'ingère d'exploiter ce grand ensemble au profit de l'un des anciens partis qui, pour le malheur de

notre pays, l'ont dominé tour à tour, adieu-va!

Or, mon cher ami, j'ai eu de grands doutes déjà l'an dernier quand j'ai cru apercevoir les éléments césariens couvrir du drapeau nationaliste leurs espérances surannées et leurs vieux projets de *pronunciamientos*. Mes doutes ont fait place à une poignante inquiétude depuis que je vois des jeunes hommes comme vous, républicains naguère, se croire obligés, par fausse logique, de faire le jeu des césariens.

Votre mot « réaction » vous a mené là, d'équivoque en équivoque, faute de l'avoir analysé. Il vous a valu, à vous si perspicace, la privation de ce bien primordial que vous souhaitiez en cadeau du jour de l'an à vos lecteurs : « voir clair autour de vous et en vous-même. » Vous si droit, si fier, vous préparez les voies à un maître et vous lui enseignez l'art de nous tromper pour mieux nous asservir — et l'immoralité de la chose ne vous apparaît pas!

Sans vous attarder à « *doser convenablement le mélange de vérités, de demi-vérités et de mensonges* (sic) *qu'il serait expédient de présenter à l'électeur français pour l'induire à faire renverser en douceur la République parlementaire par des parlementaires repentis* », vous estimez que « *l'espoir d'arriver au résultat*

« *par la persuasion seule, laquelle impli-* « *querait une certaine ruse, a quelque chose* « *de chimérique* ». Et sans plus de cérémonie, sans prendre la peine de nous faire connaître ce qu'il faudrait en outre de la persuasion et de la ruse, vous nous montrez le résultat : « *le pouvoir intelligent d'un* « *homme qui demanderait au suffrage uni-* « *versel sa sanction après avoir reconstitué* « *l'État...*, car le suffrage universel, ex- « pression très confuse et très inadéquate, « mais imposante, des désirs d'une grosse « fraction du peuple de France, *pourrait* « *servir à la rigueur, et en raison même de* « *ce qu'il implique d'inconscience et de* « *hasard, à donner poids et force de fait* ».

Quelle pure et saine origine, et quel noble fruit, un pouvoir escamoté, gagné par surprise, couvé par le mensonge et la ruse, éclos dans la violence et le coup d'État, baigné de sang, et couronné d'une pharisaïque consultation du suffrage universel, dûment adultéré !

Il y a un an, mon cher ami, que vous avez tracé ce programme. L'épreuve s'en poursuit. Pour le mener à perfection et traiter le peuple français avec ce dédain transcendant, il n'y a pas besoin de la *Ligue de la Patrie*, ni de l'*Action française*, ni du parti nationaliste. Le cabinet Waldeck suffira.

*
* *

Indigné à juste titre des abominations sous lesquelles la République risque de succomber, vous la confondez avec les auteurs du mal dont elle souffre et c'est elle que vous tuez, sans que votre système puisse toucher aux parasites qui la dévorent et sans prendre garde qu'aussitôt la République jetée par terre, les mêmes parasites s'abattront sur le régime nouveau où ils pulluleront et multiplieront à merveille. Ils ont survécu à tous les régimes précédents, royautés et empires, qu'ils ont ruinés; ils survivront à la République et je les vois entourer le pouvoir intelligent de l'homme qui aura su, avec votre aide, étrangler la République. Soyez tranquille, cet homme intelligent le sera assez pour s'entendre avec ces puissances. Leur sourire à son berceau lui semblera la meilleure aubaine du monde et l'aidera à jouer la comédie d'un libre vœu du suffrage universel.

En atteignant comme vous le faites la République tout court à travers la République parlementaire, vous commettez le même paralogisme, la même injustice que les détracteurs de notre pays qui imputent au pays, à la race, à la nation, au peuple français les méfaits des parasites introduits chez

nous. Voyez leurs écrits, en France et à l'étranger, leur langage, non pas d'aujourd'hui seulement, mais de longue date, avant la République. Ils parlent de la France comme vous parlez de la République. Ils veulent la mort de la France comme vous voulez la mort de la République. Mais non! vous n'avez pas ce noir dessein. Alors, cher ami, n'écrasons pas l'Amateur des jardins pour le débarrasser de la méchante mouche qui le tourmente.

Certes, nous autres, peuple français, nous ne sommes pas sans reproche. Nous avons eu le tort grave, bientôt irréparable si nous nous obstinons encore à ne pas vouloir nous en rendre compte et y couper court, nous avons commis la faute de nous laisser progressivement envahir et pénétrer par le parasitisme cosmopolite, bien avant que la République ne fût née. Celle-ci, généreuse et confiante, et d'ailleurs aux prises avec les difficultés quasi surhumaines léguées par son devancier, n'a pas fait le suprême effort qu'il eût fallu pour rejeter le dissolvant. Elle fut, de ce fait, coupable d'imprévoyance, à un degré infiniment moindre toutefois que la Royauté de Louis-Philippe et l'Empire de Napoléon III. Sous le règne de ce dernier surtout, le parasitisme anglo-germanique nous avait pénétrés jusqu'aux moelles, rencontrant chez nous, dans l'or-

ganisation bientôt séculaire de nos sociétés bibliques et évangéliques, subventionnées par la grande société mère d'outre-Manche, un allié très fort, très considéré, sous couleur de liberté religieuse et de solidarité confessionnelle. La chose en est au point, maintenant, que si la République, en qui s'incarne la nation après la faillite de tous les autres régimes, ne se purge pas de ces parasites en les expulsant et en matant leurs suppôts chez-nous, la République et la nation périront ensemble.

*
* *

Vous semblez attribuer « *l'explosion de dégoût et d'humeur provoquée par l'ignominie du dreyfusisme à je ne sais quel besoin trop longtemps déçu d'être gouvernés...* »

Gouvernés ! nous ne le sommes que trop en vérité. Notre gouvernement est gouverné par une caste qui se qualifie d'INTELLECTUELS, ostensiblement dominée par les agents de l'étranger. Notre classe dirigeante, en grande partie, est dirigée par ces influences, coalisées avec la haute banque internationale, juive ou méthodiste. Et nous, peuple français, nous succombons sous le poids de ces gouvernements superposés, plus arbitraires les uns que les autres, et vous ne vous

sentez pas assez gouverné ! Il vous faut encore plus d'arbitraire et un tyran inévitablement créateur de tout ce monde corrompu!

Vous voulez, disiez-vous l'an passé, « préparer et remuer le terrain d'où peut germer l'action nécessaire, les âmes vaillantes de nos concitoyens ». A la bonne heure! Mais est-ce là ce que vous faites ? Et d'ailleurs y croyez-vous aux âmes vaillantes? Non, puisque vous trouvez mauvais que vos concitoyens, ces gouvernés, ces *irresponsables*, comme vous les appelez, ces profanes, portent leur attention sur l'intérêt public, apanage réservé aux seuls gouvernants. A quel genre d'action, dès lors, ravalez-vous les âmes vaillantes ? A se laisser voler leurs droits, leurs libertés, tout ce qui fait la dignité de l'homme, et à sanctionner moutonnièrement le rapt.

Ce que j'aurais souhaité, mon cher ami, ce qui me paraît avoir été la raison d'être de la *Ligue de la Patrie* et de l'*Action française*, ce qui lui a donné une popularité anticipée, la grande et instinctive espérance que l'on avait mise en elle, le crédit illimité qui lui était fait, ce que le public en attendait, bref, ce qui est plus que jamais nécessaire, c'est de fortifier les âmes de nos concitoyens, de coordonner leurs volontés, pour les déterminer à se ressaisir, à secouer le joug des cosmopolites, et exercer enfin notre fonction

de membres du peuple souverain. Là est tout l'espoir, toute la possibilité du salut. Là seulement.

*
* *

Au lieu de l'avenir, vous vous êtes *orienté* vers le passé. Je ne nie pas qu'il n'ait eu ses gloires, noble partie de notre patrimoine national. Mais les régimes déchus ont-ils été exempts de faiblesses, de corruptions, de hontes et de revers? La situation où nous nous débattons n'est-elle pas en grande partie leur œuvre?

Ce qui me désole le plus, c'est de vous voir leur demander le mortel système de gouvernement par la terreur, pour lequel vous me paraissez avoir un certain faible. Il excelle, je l'avoue, à façonner les âmes pour la servitude, il les prépare à subir la férule du maître, de n'importe quel maître, mais il les prépare aussi à se tourner contre lui. Il engendre la lâcheté et l'hypocrisie, ces vices infâmes, précurseurs de la trahison. Il s'accompagne de toutes les corruptions. Il flétrit les caractères, les abaisse et les mûrit pour passer des Panamas aux Dreyfusismes. Dans tout le cours de l'histoire il s'est signalé par les pires attentats.

Détestable instrument de règne, que l'ancien régime abandonnait, objet de l'una-

nime réprobation du pays exprimée dans les cahiers des Etats généraux, restauré par les esprits les plus dévoyés, le système de la terreur a perdu la Révolution française. Aussi dangereux pour les plus habiles à le manier que pour leurs victimes, il a fait tomber sous le même couteau la tête de Robespierre après celle de Danton. Il a fauché tant d'hommes d'Etat, de militaires, de savants, de philosophes, d'artistes, de poètes, de simples et obscurs citoyens et jusqu'à des femmes et des enfants, que la France en est restée amoindrie. Il a créé le vide qui fit avorter la Révolution, et qui, laissant le pouvoir de Bonaparte sans contrepoids, sans encadrement, sans limites, sans base, privé de tout libre soutien, devait, en dépit de ce prodigieux génie, engloutir dans une irréparable catastrophe la fortune de la France absorbée par celle de l'Empereur.

*
* *

Je ne vois pas trop à quel César nos adversaires destinent la succession de la République. J'ai entendu dire que la nature produit à peine un Napoléon Ier tous les deux ou trois mille ans. Un Napoléon III serait moins malaisé à rencontrer, et l'on assure même qu'il y en a un tout prêt. En êtes-vous

là vraiment? Pouvez-vous espérer quoi que ce soit de bon de l'emploi de ces mêmes moyens, profondément immoraux, trop souvent essayés, chaque fois suivis des plus désastreux effets?

Assez, assez, de ces expériences-là!

« Sortons de ces cavernes... Que faut-il pour nous sauver? Un peu de sincérité... Sincérité! sincérité! seul salut des générations futures. »

J'aime à rappeler cette parole d'un républicain qui fut le type accompli de la probité politique et dont la clairvoyance géniale fortifiée par une science approfondie de l'histoire était encore avivée par un patriotisme toujours en éveil (1). Que de fois je l'ai entendu nous dire : « Mais laissez donc ces petites habiletés, ces finesses. Pourquoi la méfiance envers le pays? Faites donc, tout simplement, ce que la France attend de vous, ce que vous avez tous promis et promettez sans cesse, ce qui est dans tous les programmes électoraux, l'application sincère et franche d'un régime de liberté. »

Hélas! l'obstacle est que la plupart de nos dirigeants manquent de confiance dans le

(1) Edgar Quinet. — Si je l'osais, je solliciterais des lecteurs de l'*Action française* qu'ils veuillent bien se reporter à un article de la *Nouvelle Revue* du 15 août 1900 où j'ai reproduit quelques pages vraiment prophétiques de ce grand patriote.

pays. Ils ne connaissent pas le pays. Ils le méconnaissent, et c'est pourquoi, au lieu d'aller à lui carrément, à la bonne franquette, ils lui présentent la coupe empoisonnée qui égare la raison et le bâillon qui étouffe la voix. Le peuple, à son tour, moins aveugle que vous ne pensez, vous prend en suspicion. Quelle différence voulez-vous qu'il puisse faire entre les gens que vous lui dénoncez et vous-mêmes, quand il vous voit tous, les uns et les autres, étaler les mêmes mœurs, tenir le même langage, pratiquer des procédés identiques, afficher le même mépris du suffrage universel, manifestation légale et légitime de la souveraineté nationale!

Peut-on contester que le suffrage universel, chaque fois qu'il a été en mesure d'exprimer *librement* sa volonté, ne l'ait fait avec discernement et sagesse? N'est-ce pas lui qui, dans les grandes crises de la seconde moitié du siècle écoulé, a sauvé le pays, en 1848 et 1871, et après le 16 Mai, quand la guerre civile allait éclater? Et chaque fois qu'il a été opprimé ou faussé, la France n'en a-t-elle pas cruellement souffert? Ce qu'il faut, en conséquence, c'est de rendre normal et permanent le libre fonctionnement qui n'a été jusqu'à présent qu'exceptions accidentelles. La liberté du vote assurée (et rien n'est plus facile), c'en est fait de la ty-

rannie et de la corruption des meneurs électoraux.

Une réforme en ce sens a été proposée dans la précédente législature. Elle n'a pas abouti. Présentée à nouveau, elle est accueillie avec faveur et elle a toute chance d'aboutir cette fois. Pour peu que la presse nous apporte son concours, le succès est assuré.

*C'est le commencement de tout*, LA CONDITION SINE QUA NON, CETTE REFORME-LA.

La France n'a pas besoin de sauveur. Elle se sauvera elle-même. Ne le sentez-vous pas aux sûrs indices que nous donnent déjà les élections partielles? A moins qu'une main sacrilège ne l'arrête par un coup de force, le mouvement de l'opinion sera irrésistible. Toute la bande dreyfusarde, panamiste, cosmopolite, césarienne, réactionnaire, révolutionnaire, sera balayée. Une majorité républicaine à l'image du pays pourra alors entreprendre et appliquer les réformes et améliorations que voudra le pays, le peuple souverain.

De même que, du temps de Voltaire, Monsieur Tout-le-Monde avait plus d'esprit que Voltaire, de même aujourd'hui personne ne peut se flatter d'être plus sensé, plus honnête, plus intéressé au bien et plus capable de le réaliser que le pays... la France.

Mon cher monsieur Vaugeois, consenti-

rez-vous à publier dans votre Revue ces réflexions si opposées à la politique de l'*Action française*? Ayant été l'un de vos collaborateurs de la première heure, ce m'est un devoir d'affirmer que je suis resté dans la donnée qui nous réunissait alors et qui a été celle de toute ma vie. Je suis resté le vieux républicain, le vieux démocrate, le vieux nationaliste que vous avez connu dans nos anciens entretiens, ne connaissant rien au-dessus de la France et n'ayant foi qu'en elle et dans la liberté pour la relever.

Croyez-moi votre bien affectionné et dévoué

FRANÇOIS DE MAHY,
Député de l'île de la Réunion.

## *UNE SOIRÉE DANS LE SILENCE ET LE VENT DE LA MORT* (1)

---

Un caractère fait le centre où nous pouvons rattacher nos impressions vénitiennes : nous voyons une beauté qui s'en va vers la mort. Le secret des plaisirs divers et mêlés d'un même romanesque que nous trouvons sur la lagune, c'est que la brièveté de tant de belles choses nous excite à jouir de la vie.

Le génie commercial de Venise, son gouvernement despotique et républicain, la grâce orientale de son gothique, ses inventions décoratives, voilà des mérites nombreux et indiscutables, les solides pilotis de sa gloire : sa qualité particulière de volupté mélancolique, nul d'eux pourtant ne suffirait à expliquer. Mais chaque merveille de cette ville évoque l'idée du périssable. Dans ces petits canaux livides, des pans de murailles byzantines, sarrasines, lombardes, gothiques, romanes, renaissance, voire rococo, toutes trempées de mousse, atteignent, sous l'action du soleil, de la pluie et de l'orage, le tournant équivoque où, plus abondantes de grâce artistique, elles commencent leur

---

(1) Fragmeut d'un livre abandonné sur *La mort de Venise*.

décomposition. Il en va ainsi des roses et des fleurs du magnolia, qui n'offrent jamais d'odeur plus enivrante, ni de coloration plus forte qu'à l'instant où la mort y projette ses secrètes fusées et nous propose ses vertiges.

Voilà la puissance de Venise, dans ce siècle, sur les rêveurs. On la distingue mal si l'on étudie une à une ses diverses perfections : il faut que la barque s'éloigne du rivage et que nous embrassions l'ensemble.

A quelques heures de gondole, on peut visiter la brèche où le silence et le vent de la mort, déjà installés, prophétisent comment finira la civilisation vénitienne. Dans San-Michele, Murano, Mazzorbo, Burano, Torcello, San-Francesco-in-Deserto, îlots épars sur cet horizon désolé, les hommes de jadis essayèrent plusieurs Venises avant de réussir celle que nous aimons, et le chef-d'œuvre se défera comme aujourd'hui les maquettes où ils le cherchèrent.

Nulle ville mieux orientée que Venise. Les magnificences du grand canal et de la place Saint-Marc ont le soleil pour coadjuteur ; si nous passons à la partie septentrionale, que n'atteignent plus ses rayons directs, déjà le frissonnement de l'eau, l'atmosphère tout accablée attristent nos sens. Dès les « fondamenta nuova » où l'on embarque pour ces îles mortes, l'imagination, qui n'est plus concentrée par la vue des monuments, se disperse en rêveries et flotte sur l'horizon de deuil.

La première étape de ce pèlerinage, c'est, après vingt minutes de gondole, San-Michele,

l'île de la Mort. Le cimetière de Venise est clos par un grand mur de couleur rouge, et présente une cathédrale de marbre blanc, avec une maison basse, rouge elle aussi, dont les fenêtres ouvrent sur les eaux vertes et plates à l'infini de cette mer captive... Chateaubriand remarqua ces fenêtres, en 1831, quand il se rendait de Venise à Goritz. Il avait la gloire qui, sans le pouvoir, n'est que la fumée du rôti qu'un autre mange. Chassé des affaires par ses coreligionnaires, par les amis du vieux monarque qu'il allait saluer dans l'exil, il leur avait dit : « Je vous montrerai que je ne suis pas de ces hommes qu'on peut offenser sans danger. » Sa vengeance, il la tenait maintenant; il allait s'incliner respectueusement devant le déchu : « Sire, n'avais-je pas raison? » Plaisir d'orgueil, satisfaction amère et qui ne rétablit rien. Il souhaita une de ces cellules qui contemplent l'eau monotone. Le brisement de la mer sur des pierres délitées, qui protègent un charnier, lui aurait donné un rythme large pour ses phrases, et des réservoirs de mélancolie où contenter ses dégoûts.

Une composition du peintre Bœcklin, fameux à Bâle, est intitulée « l'Ile de la Mort ». L'imagination de cet artiste put prendre ici son point de départ. Mais Bœcklin cherche le tragique par de longs peupliers lombards, par des cyprès, de lourdes dalles, par le silence et des eaux noires; ils manquent à son œuvre les joyeux gondoliers qui viennent d'amener un cadavre et qui, couchés dans leur barque mouvante, à la rive du cimetière, plaisantent en caressant un frisque. Pour nous désespérer sur notre dernière de-

meure, il ne faut pas l'environner d'une horreur générale; c'est nous flatter, c'est un mensonge; faites-moi voir plutôt l'indifférence : seules pleurent deux ou trois personnes impuissantes et bientôt elles-mêmes balayées, pour qu'il en soit de nous et de notre petit clan exactement comme si nous n'avions pas existé (1).

Franchissons ce digne seuil de notre voyage, cherchons plus avant des images plus funèbres et plus rares. Notre gondole oblique de San-Michele vers sa voisine, Murano. On sait que des guides harceleurs mènent aujourd'hui tous les étrangers à la visite de ses verreries. Son apogée fut au xv^e siècle. De ses anciens jardins, les poètes et les romanciers célèbrent encore les délices,

(1) Sturel a vu ces gondoliers de Venise.

« Guidé par cette sorte d'appétence morale qui incite les âmes, comme vers des greniers, vers les spectacles et vers les êtres où elles trouveront leur nourriture propre, Sturel s'orientait toujours vers ceux qui ont le sens le plus intense de la vie et qui l'exaspèrent à la sonnerie des cloches pour les morts. Dans la société la plus grossière, sa sensibilité trouvait à s'ébranler. Au croisé d'un enterrement sur le grand canal, un gondolier l'émeut qui pose sa rame et dit : C'est un pauvre qu'on enterre; s'il était riche, cela coûterait au moins trois cents francs : il ne dépensera que quinze francs. Il a de la musique, pourtant, et ses amis avec des chandelles, car il est très connu. Arrêtons-nous un peu, parce que, moi, j'aime à entendre la musique. Les voilà qui partent par un petit canal vers San-Michele. Adieu! Il a fini avec les sottes gens... A droite, vous avez le palais de la reine de Chypre, qui appartient maintenant au Mont-de-Piété. Ici le palais du comte de Chambord, racheté par le baron Franchetti, dont la femme est Rothschild. » (*L'Appel au Soldat*, chapitre I.)

fameuses dans toute l'Europe. Nul souvenir heureux ne s'en maintient dans ces ruelles et ces canaux sombres, où l'art de quatre ou cinq siècles se déroule encore, mais trop contrarié dans sa décomposition pour qu'eux-mêmes, les amants du romanesque, du douloureux et de l'extrême automne, puissent y séjourner. C'est bien que les puissants et délicats palais sarrasins, lombards, gothiques, reçoivent sur leurs perrons branlants l'eau que chasse notre barque en glissant; c'est bien qu'aux deux rives leur façade perpétue la galerie du rez-de-chaussée, la loge du premier étage, les gracieuses fenêtres en guipure de pierre et de marbres de couleur; mais pourquoi des planches, des briques, pourquoi de grossiers matériaux apportés par la misère sordide étançonnent-ils des œuvres charmantes qui se refusaient à persévérer dans la vie? Ces logis, abandonnés par l'intelligente aristocratie de marchands qui les édifia, n'épuiseront pas noblement leur destin. Dégradés par leur appropriation industrielle, ils deviennent d'ignobles masures, quand ils pouvaient être de pathétiques souvenirs.

La mort qui les couvre de ses sanies ne leur apporte ni le repos ni l'anonymat. Notre guide nous désigne des cloaques : « Ici furent les chambres consacrées à la musique, à la poésie, à l'amour, par de jeunes patriciennes et par des artistes. » Une telle exploitation de l'agonie passe en déplaisir le cimetière de San-Michele. Puisse-t-il mentir, ce miroir présenté à Venise! Allons chercher plus loin des précédents qui lui promettent de mourir en paix. Sur sa lagune

extrême flottent, dit-on, des îlots où les beaux objets s'abîment sans contrariété aux liquéfactions de la mort.

Notre gondole balancée longeait et tournait le mur qui ferme Murano. Sur ses eaux peu profondes et pâles, qui présentent parfois les couleurs excessives des fleurs d'automne, nous suivions un chenal entre des piquets, tandis qu'affleurait çà et là un limon mal dissous. Une voile, violemment colorée d'ocre, coupait seule devant nous le frémissement brillant de l'air et la solitude de la plaine. Ces vastes espaces liquides, qui vers le septentrion bordent la ville des doges, sont aussi tristes que la campagne de Rome : l'artiste et le philosophe aiment à peser cette désolation presque palpable et lourde comme la vraie beauté.

Mazzorbo, Burano, au loin émergèrent comme des nymphéas flottants. A Mazzorbo il y eut jadis des couvents de Bénédictines. Nobles viviers pour le plaisir! Le doge André Contarini, au XVI^e siècle, se faisait un mérite d'avoir résisté aux séductions des religieuses. Ces belles complaisantes, sans doute grasses comme des cailles, ont depuis longtemps augmenté de leur chair pécheresse la maigre terre végétale de cet îlot. Elles revivent dans les grenades, les figues et le lierre vigoureux qui composent une parure classique à des ruines informes. Comme on aime ces fruits, parmi ces décombres et cette misère, de n'avoir pas désespéré! Ils ont de la rosée le matin, etle soir des couleurs éclatantes, des parfums plus forts que la fièvre. Sur une chaus-

sée marécageuse et déserte, ces bouquets espacés d'allègre végétation semblent l'effort de quelque magie. Les beaux bras des nonnes impénitentes se tendent encore du rivage sur la mer dans ces longs acacias.

Un pont de bois réunit Mazzorbo à Burano. Ce second îlot rappelle Martigues, en Provence, que Charles Maurras m'a fait aimer, mais qui ne montre pourtant ni ces tons roses, ni cette indigence.

Sur le seuil des maisons basses, le long du canal ou dans une rue pauvre, on voit les dentellières faire leur point fameux, non pas avec le fuseau, mais avec l'aiguille à coudre. Ces belles filles affamées se détruisent la vue pour créer des parures fragiles, dont c'est juste de dire qu'elles coûtent les yeux de la tête. Les hommes sont pêcheurs, mais l'Adriatique s'appauvrit de poissons en même temps que la vente devient moins rémunératrice. Misère nécessite saleté; ces pauvres gens pourrissent leur sol que pourrit aussi la lagune.

Dans ce pauvre nid de boue, j'ai souhaité que la désolation s'aggravât d'un degré, afin que l'humanité disparût d'un site où elle ne peut plus se nourrir. La mort ne rabattrait rien d'un spectacle dont elle fait la magnificence.

Quand notre gondole, après avoir balancé un quart d'heure dans cet éternel silence et dans cette solitude, toucha la boue du rivage, nous suivîmes un sentier, le long du canal de desséchement, entre deux haies de raisins, de grenades et de figues mêlés, pour atteindre

l'unique place de Torcello, où se trouvent rassemblés la cathédrale de Santa-Maria, l'église de Santa-Fosca, le Baptistère.

La cathédrale est une basilique, c'est-à-dire la sorte d'église qui se rattache aux basiliques païennes. Le baptistère, construction octogonale, et l'église de Santa-Fosca appartiennent au noble système byzantin, qui ne donne pas de perspective longitudinale, mais a pour élément essentiel la coupole centrale. Les personnes qui ont le goût des monuments se rendront tout de suite compte que cette petite place est extrêmement intéressante, soit que nous y trouvions des beautés suivant notre goût, soit que ces styles vénérables nous invitent à rêver sur l'histoire. Pour moi, les joyaux de Torcello ne cèdent à aucune merveille de Venise. Plus modestes que la grande Ravenne, ils sont d'une même qualité et figés dans une mort également forte.

Un vent tragique soufflait sur ces trois sépulcres, qu'une femme aux longs voiles vint rapidement nous ouvrir. Il semblait qu'elle fût pressée de retourner chez elle veiller un cadavre. Quand nous pénétrâmes à Santa-Maria, une terrible moisissure d'eau et de siècles arrêta notre respiration : le bruit de la lourde porte qui retombait sur nous en s'opposant à l'air et au soleil parut le glissement d'une dalle sur un in-pace. Que ne puis-je lire les mosaïques qui tapissent la cathédrale! J'y trouverais tout un système dogmatique et poétique; j'entendrais la voix mystérieuse de l'an mil, car, autant qu'il décore, cet art explique : il est une écriture figurative. Je ne sais pas déchif-

frer ces magnifiques rébus, et quand je comprendrais leurs lettres, leur esprit me deviendrait-il intelligible? Pourtant j'appréciai beaucoup dix-sept têtes de morts enfilées par les yeux, auxquelles faisaient pendant dix-sept têtes vivantes avec des boucles d'oreille : élégante variation sur nos frivolités et le néant; cette double brochette est plus capable de nous attirer que les danses qui bouffonnent aux murs du cimetière de Bâle.

La pureté, la jeunesse, la grâce des trois monuments oubliés, dans cet éternel novembre, sur cette boue malsaine de Torcello, la placent dans mon amitié auprès de la prairie pisane où le Dôme, le Baptistère, la Tour et le divin Campo-Santo maintiennent un printemps plus doux que l'avril sicilien. Sous deux climats moraux différents, ces monuments imposent au visiteur les enchantements de la mélancolie. Pise et Torcello, que l'âge ruine sans les affaiblir, sont également excitateurs de l'âme. Il est vrai que la prairie pisane et son trèfle à quatre feuilles s'enorgueillissent d'une féconde invention artistique; l'esprit renaissant y soumit la matière à des lois nouvelles, tandis que Torcello se borne à utiliser les fragments antiques suivant un système traditionnel; mais l'homme reçoit ses motifs d'action plus des tombes que des berceaux.

La vénérable basilique, le Baptistère et Santa-Fosca furent construits avec les ruines d'Altina, édifiée, elle-même, par les fugitifs d'Aquilée, alors qu'Attila venait d'anéantir leur puissante patrie; et cette succession de désastres, qui tient dans

un bref espace de siècles, donne à l'imagination une vaste perspective. J'aurais aimé à m'y attarder, mais comment passer plusieurs jours sur ce sol malade, que corrompt une fièvre apportée et par l'air et par l'eau, cependant que lui-même s'empoisonne de ses émanations?

De cette terre pourrie, des enfants avaient surgi, augmentaient à toute minute. On n'imagine pas de pauvres plus sympathiques et plus abandonnés par la société humaine. MM. Molmenti et Mantovani, historiens véridiques, ont vu une pauvre femme manger une tranche de polenta avec une galette de terre pressée en guise de pain. Le jeune troupeau de ces condamnés à la faim et à la fièvre me poursuivait en m'offrant des trèfles à quatre feuilles. Enchantés de ma crédulité, ils ravagèrent les ruines, et, ma gondole déjà loin, ils me tendaient encore, ces infortunés marchands de bonheur, des talismans à pleines poignées.

Au quitter de Torcello et revenant vers Venise, nous côtoyons des espaces où la pourriture s'est faite liquéfaction. Le gondolier nous désigne l'emplacement où fut l'Isola delle Donne, « l'île des dames ». Insalubre et battue des courants marins, cette île, qu'ornaient de nombreuses églises, devint un nid de serpents et de voleurs; elle se dégrada au point qu'en 1665 on y transporta les ossements exhumés des églises trop pleines. Confus amas dont l'industrie moderne se sert impudemment pour raffiner ses sucres. On affirme que les restes du fameux doge romantique, Marino Faliero,

échouèrent là pour cet usage. Les poètes, dégoûtés de leur héros par une telle utilisation industrielle, vont jeter par-dessus bord une mémoire qui pourtant leur a rendu bien des services. Finir dans la mélasse et dans les poèmes d'opéra, c'est trop de platitude. Il vaudrait mieux dans un charnier infâme rassasier les chiens de Jézabel.

Je me penchais vainement sur la lagune polie et homogène pour distinguer Anania, îlot qu'elle a submergé. Les plongeurs visitent, sous ces eaux mortes, des maisons englouties avec leurs richesses architecturales. Tandis que j'essayais dans le silence d'entrevoir ce passé, les minces sons d'une musique qui faisait danser, en l'honneur de Sainte-Marie du Rosaire, dans une salle basse de Burano, traversèrent ces vastes espaces pour nous atteindre. L'atmosphère m'éblouissait, le désert donnait cette fête suave sans spectateurs, mais un peuple entier se fût retenu de respirer pour n'en pas ternir la délicatesse.

La journée s'avançait quand nous touchâmes à Saint-François-dans-le-Désert et aux parties les plus sublimes de désolation. L'heure tardive collaborait avec le paysage. C'est dans cet îlot que saint François d'Assise, au retour d'Égypte, débarqua. Il voulut prier; les oiseaux tapageaient; il leur dit la parole fameuse: « Petits oiseaux, mes frères, cessez de chanter, sans quoi je ne pourrais louer Dieu. » En Ombrie, c'eût été une gentillesse, mais dans ce décor tragique cette parole a tout dévasté. Quand il

eut fait oraison, le saint fut coupable de ne pas ranimer le ramage des oiseaux.

« Le soleil d'Assise, dit le Dante, épousa une femme à qui, comme à la mort, personne n'ouvre la porte du plaisir. » Quels sont ces amants que désignent ces paroles mystérieuses? François et la pauvreté. Voilà un beau décor pour ce mariage mystique. Un chien aboyait derrière les hauts murs du couvent des Franciscains qui ne laisse libre sur cet îlot qu'une étroite bande de désert.

Nul sujet de rêverie ici que la préparation à la mort. Des lieux d'un tel caractère provoquent chez tous les hommes, moines catholiques ou passants sceptiques, quelques doctrines qu'ils professent, un ébranlement de même ordre. Les solitaires chrétiens appelaient vivre pour l'éternité ce que nous appelons s'observer, comprendre le néant de la vie. Plongés dans un milieu, nous élaborons, tous, des raisonnements et des images analogues. De plus en plus dégoûté des individus, je penche à croire que nous sommes des automates. Nos élans les plus lyriques, nos pensées les plus délicates sont d'un ordre tout à fait grossier, général. Enchaînés les uns aux autres, soumis aux mêmes réflexes, nous repassons dans les pas et dans les pensées de nos prédécesseurs.

Je fus averti qu'un tel jour approchait de son terme par les torrents de sang qui se mêlèrent à la lagune. Le soleil, en la quittant, ne voulait-il laisser derrière lui qu'une belle assassinée? De monstrueuses araignées travaillaient à relier

de leurs fils les chétifs arbustes de la rive. Les crabes se hissaient hors de l'eau. C'était l'heure de la plus active fermentation, et pour regagner Venise j'avais encore un long temps de gondole.

L'eau qui entoure San-Francesco est plus morte que sur aucun point de cette mer esclave. Nous serpentions dans un chenal étroit, à travers des terres demi-noyées et faites d'herbes pourries d'où se levaient de grands oiseaux. Tout auprès de nous, les perches dressées pour avertir les bateliers semblaient des tracés posés sur un tableau sublime pour guider d'inhabiles copistes. Là-bas, sur notre droite, Venise, au ras de la mer, s'étendait et devait faire une barre plus importante à mesure que le soleil s'anéantissait. Des colorations fantastiques se succédèrent qui eussent forcé à s'émouvoir l'âme la plus indigente. C'étaient tantôt des gammes sombres et ces verts profonds qui sont propres aux ruelles mystérieuses de Venise ; tantôt ces jaunes, ces orangés, ces bleus avec lesquels jouent les décorateurs japonais. Tandis qu'à l'Occident le ciel se liquéfiait dans une mer ardente, sur nos têtes des nuages enivrants de magnificence renouvelaient perpétuellement leurs formes, et la lumière crépusculaire les pénétrait, les saturait de ses feux innombrables. Leurs couleurs tendres et déchirantes de lyrisme se réfléchissaient dans la lagune, de façon que nous glissions sur les cieux. Ils nous couvraient, ils nous portaient, ils nous enveloppaient d'une splendeur totale, et, si je puis dire, palpable. Vaincus par ces

grandes magies, nous avions perdu toute notion du réel, quand des taches graves apparurent, grandirent sur l'eau, puis nous prirent dans leur ombre. C'étaient les monuments des doges.

Nous rentrâmes dans la ville avec un sentiment de stupeur et de regret, avec la courbature générale que dut avoir Lazare à sa résurrection. Au sortir des sépulcres de Burano, de Torcello et de Mazzorbo, nous venions d'être ravis, la fièvre aidant, jusqu'aux fulgurations que les croyants placent après la mort.

Au reste, il est impossible de rapporter l'agonie du soleil sur la lagune vénitienne. Après s'être prodigué jusqu'à nous contraindre à sortir de notre personnalité, il nous touche le front d'un dernier rayon pour nous dire : « Et maintenant, oublie ; il ne faut pas que ces choses soient révélées. » C'est qu'alors nous atteignons aux points extrêmes de la sensibilité, quand le rare s'élargit et se défait dans l'universel, et que notre imagination, à poursuivre le but sans trêve reculé de nos désirs, s'abîme dans une lassitude ineffable. La nuit qui succède à ces aspects extraordinaires envahit aussi notre cerveau, et leur conjuration ne nous laisse que des souvenirs vacillants.

Je suis allé respirer un myrthe du désert : comment prouver son parfum, dont la poésie provient de ce qu'il se dissipe stérilement et retombe aux miasmes d'un rivage décrié !

MAURICE BARRÈS.

## *LA MUSIQUE EN FRANCE*

### M. JULES MASSENET

Avant d'aborder le séduisant objet de cette petite étude — la première consacrée ici à une question d'art — le lecteur voudra-t-il bien suivre quelques observations générales propres à lui suggérer le principe de l'esthétique peu ambitieuse, mais d'autant plus naturelle, dont s'inspireront nos jugements ?

Il y a dix ans, un reporter, M. Jules Huret, alla demander à quelques-uns des poètes les plus connus de ce temps ce qu'ils pensaient du talent de leurs confrères. Ces interviews colligées et publiées firent une proie de choix pour le psychologue. Nous avons rêvé quelquefois d'une autre enquête, mais plus délicate, à mener auprès des mêmes personnes, ou plus généralement de tous ceux que l'on voit — romanciers, dramaturges, peintres, sculpteurs ou compositeurs de musique — provoquer par une production aussi abondante que possible l'attention du public. Ce serait une espèce de confession à obtenir de chacun sur les intimes mobiles de son labeur. Eliminons tout de suite comme accessoire la poursuite du gain. Evidemment il faut vivre et soutenir sa maison. Mais les producteurs intellectuels que ne stimule nulle autre ambition, ces d'Ennery, ces Richebourg, ces Audran, ces Decourcelle se reconnaissent en quelque sorte à

l'enseigne et sont classés par un sentiment unanime dans le commerce. La critique ne les mentionne pas plus qu'elle ne fait M. Menier chocolatier. Enfin tout le monde sent ceci : qu'une œuvre n'appartient — peu ou prou — à l'art qu'autant que l'auteur a cherché dans sa réalisation quelque volupté intime. Il se peut que le train actuel de M. Zola réclame les quelques centaines de mille francs que lui procure annuellement la vente de ses énormes romans. Mais le plaisir d'arrondir ses capitaux ou ses immeubles est le moindre de ceux que rapporte à M. Zola sa fabuleuse application, et il faut certes l'obsession de plus âcres jouissances pour ramener tous les matins devant sa table ce morne et pénible ouvrier. Je choisis exprès l'exemple du plus gros gagneur d'argent des lettres contemporaines. Il y a toujours dans la production littéraire ou artistique un peu de débauche.

Eh bien! nous aimerions qu'un jeune homme qui ne doute de rien allât interroger nos plus fameux écrivains et artistes sur ce point caché, sur la sorte de volupté « désintéressée » que chacun d'eux trouve ou espère à exploiter son cerveau et à fuir les divins sentiers de la paresse. Pour ces sortes d'enquêtes collectives, l'usage s'est introduit de déposer chez toutes les célébrités compétentes un questionnaire uniforme. La rédaction en serait, dans le cas présent, assez délicate. Quand M. Huret entreprit la série d'interviews que je rappelais, il n'écrivit pas à Leconte de Lisle : « A quelle sauce vous convient-il de manger Verlaine et

les jeunes symbolistes? », mais bien : « Que pensez-vous des tendances et des aspirations de la poésie contemporaine? » Nous ne songerions pas à dire à M. Zola : « Quel prurit apaisez-vous en écrivant chaque matin vos dix pages naturalistes, humanitaires, prophétiques ou souillées? Un prurit de vanité colossale et de domination? Un prurit de rhétoricien ou de visionnaire? Un prurit d'esclave peut-être? » La question serait plus poliment posée en ces termes : « Cher maître, que pensez-vous de la destination de l'art et de la mission moderne de l'écrivain? » C'est surtout vis-à-vis de quelques vieux sadiques, de qui les réponses ne seraient pas les moins solennelles, que cette formule nous mettrait à l'aise.

Nous serions quelques psychologues à nous amuser beaucoup de la comparaison entre ce que confesseraient oralement les enquêtés sur leur secrète ivresse et ce que confessent leurs œuvres. Une œuvre d'art ne ment jamais sur son auteur; elle fait toucher l'essentiel d'un homme : la nature et la qualité de ses plaisirs. Les « idées » mentent, mais non pas le ton, l'allure, le mouvement; cela est inimitable. *Veritas in dicto, non in re.* Cette formule merveilleuse est de Hobbes. Même d'une page de philosophie abstruse, le style, la facture, crient souvent de petites vérités vraies en contradiction cruelle avec les belles choses qui y sont développées. Voici un métaphysicien qui, par dessus les cîmes de l'abstraction, s'est « élevé » à la contemplation de je ne sais quel Idéal de liberté et d'intelligence, approché de Dieu. Mais

je vois bien, à la marche essoufflée, à la précaution infinie et lourde de ses périodes, que c'est un porteur d'eau et qu'il ne s'enivre que de sueur. — M. Octave Mirbeau se donne à nous (et autant que possible à lui-même) pour tout vibrant de pitié humanitaire, d'horreurs et d'indignations vengeresses. Son écriture avère en effet une frénésie, mais de s'écorcher soi-même et de regarder sortir des sanies. — Officiellement, il y a, je pense, dans les drames en vers de M. Rostand (excusez le peu de suite de mes exemples) un « idéal ». Idéal de « justice » ou d' « humanité » ou de « crânerie bien française »? Je ne sais pas ce qui est admis à cet égard.

Mais ce qui n'est pas douteux, c'est que M. Rostand aligne ses vers et agence ses inventions avec tout le plaisir d'un enfant de dix ans. Barbey d'Aurevilly, la plume à la main, ressentait l'alacrité, la fureur nobles et un peu paradantes d'un tireur d'épée ou d'un cavalier emporté. Le style de Renan, du meilleur Renan, est pétri de jouissances très complexes : jouissances d'onction, de gaminerie, de fausse humilité, de mystification, d'indulgence, de bonhomie, de sérénité divine. Taine est un vigoureux carrier; son excitant, c'est d'abattre de la besogne et de ranger la besogne faite. Il y a de fameux styles violents et pittoresques qui ne furent qu'un moyen de s'étourdir, le bruit d'enfer que déchaîne une imagination toute verbale dans le néant morose de la pensée (Carlyle peut-être, et tel « grand Français » que je n'ose dire). Il y en a d'autres où je ne sens que les plaisirs difficiles et saccadés de la consti-

pation vaincue. Le plus mauvais style qui soit, le style de prédicant helvétique et de moraliste universitaire qui nous inonde aujourd'hui, procure, au contraire, aux Monod, aux Buisson, aux Sabatier, les émotions faibles, mais prolongées, d'un flux sans obstacles.

Tout cela est très important. Au fond, les vrais connaisseurs, qu'ils s'en rendent ou non compte, n'estiment un écrit, une œuvre d'art que d'après l'intensité et la *qualité* des plaisirs qu'ils sentent que l'auteur y a pris. Percevoir ou pressentir cela, voilà le vrai flair critique, voilà le *goût*.

Les séductions, les grâces très particulières de la musique de M. Jules Massenet sont familières aux oreilles les plus profanes. Il n'est pas, il ne fut jamais de ces compositeurs pour ou contre qui on prend parti sans les bien connaître, comme c'était il y a trente ans le cas de Wagner héroïquement défiguré et falsifié à Paris par l'orchestre de Pasdeloup. Impossible de dire à quelqu'un qui n'aime pas M. Massenet : « C'est que vous ne le comprenez point ! » M. Massenet parle une langue que tout le monde entend pareillement, mais que les uns ont en horreur, tandis que beaucoup d'autres s'en sentent charmés. Il règne en effet à son endroit une extrême contradiction d'opinions. Si l'on consultait les habitués mâles les plus entendus des grands concerts du dimanche sur la valeur musicale de M. Massenet, on recueillerait, je le crois bien, une majorité de votes de mépris. Ce mépris serait, il est vrai, tempéré d'un sourire. Quant aux femmes, qui médisent de ce

maître, je crains bien que leur cœur même ne parle pas ici et qu'elles soient l'écho d'une opinion. M. Massenet les a généralement, ainsi que beaucoup d'hommes vraiment fins (peu importe les autres), étrangers, mais non indifférents, à la musique, qui n'y cherchent que du plaisir, pour qui, enfin, une audition musicale n'a pas besoin d'être un grand événement intérieur.

Je ne blâme pas une certaine frivolité sobre et de bon goût très fréquente à Paris. Ne pas tout prendre très au sérieux est un signe de civilisation. Mais les arts baisseraient beaucoup si quelques artistes au moins ne se sentaient sujets de plus hautes exigences. On peut rêver d'un public idéal dont la satisfaction donnerait la mesure du beau. En musique, ce public n'est certes pas celui qui remplit la salle de l'Opéra-Comique le mardi. Mais il n'est pas non plus composé de ces « intellectuels » trop graves qui s'éloignent tous les dimanches de leurs laboratoires, de leurs bibliothèques, de leurs cliniques pour venir chercher chez Lamoureux ou chez Colonne des voluptés de fumeur d'opium. La musique — la musique de l'orchestre moderne surtout — est un agent physique trop puissant sur la peau et les viscères pour que le psychologue ne se voie pas forcé de surveiller de très près la qualité des plaisirs qu'elle procure. Ils peuvent être très intenses et provenir d'autre chose que de la beauté. Mais combien de gens, « fous de Wagner », crient à la beauté dès qu'une trombe d'harmonie leur extasie les nerfs! Dans l'édifice colossal élevé par le ma-

gicien de Bayreuth, de bien vastes parties ont ce signe d'immortalité de rester radieuses même pour celui à qui elles ne font pas perdre les sens. Mais dans celles mêmes que ne soutient pas une inspiration si authentique, ç'a été le miracle de Wagner de cuisiner des mets bouillonnants et capiteux grâce auxquels l'intoxication ne s'interrompt pas. Voici la cause de cette intolérance et de cet exclusivisme wagnériens qui déconcertent tant les profanes et ces sages notamment d'après qui une véritable ivresse esthétique devrait déterminer des attitudes nobles et belles, non pas de folles et d'immodérées. — Oserons-nous dire que Wagner fut certainement un artiste d'une moindre moralité que Beethoven et Schumann ? Ceux-ci, quand ils ne sont pas inspirés et beaux, sont faibles d'action.

Si le plaisir d'art est le plus exaltant des plaisirs intellectuels, celui qui accroît le plus en nous le sentiment de la noblesse, de la perfection et de la puissance, l'hypnotisé wagnérien n'en saurait être très bon estimateur. Il est à classer plutôt comme boulimique que comme homme de goût. Je vois dans sa multiplication à Paris le plus grand danger pour l'avenir de la beauté musicale en France. Nous ne condamnerons pas M. Massenet sur la foi des mépris wagnériens, pas plus que nous ne l'admirerons parce qu'il est chéri de belles Américaines.

M. Massenet a une figure souriante. Il doit être homme d'esprit. Ce peintre persuasif d'Eve, de la Madeleine, de Manon, de Thaïs, de Sapho, tendres pécheresses, ne se nourrit pas

de conceptions apocalyptiques. Un farouche à qui je signalais l'accent ingénu de la volupté dans les meilleures cantilènes de M. Massenet me répondit : « Oui, c'est une bonne fille ! » Si notre interviewer de tout à l'heure l'allait questionner sur la « destination de l'art », M. Massenet montrerait, je crois, de la surprise. Il ne s'est jamais arrêté sur un tel problème. Il le résout pourtant selon son naturel. Il y a de parfaits amoureux qui ne songent qu'à la parure de leur maîtresse. N'est-ce pas ce rêve qui inspire l'auteur de *Manon*, toujours vibrant et attendri ? Sa pensée la plus sérieuse flatte les premiers contours des mélodies dont il va peu à peu revêtir son amante de l'année, l'héroïne de son prochain opéra. Peu farouche d'ordinaire, meurtrie par plus d'un abandon, mais laissée plus tendre et plus languissante pour les fraîches caresses de demain, combien celle-ci a-t-elle de sœurs dans une salle distinguée de théâtre parisien, qui sentent le frisson de ces voiles parfumés tomber sur leurs épaules mêmes ! Voilà peut-être bien, d'après M. Massenet, la destination de l'art : toucher le cœur des femmes amoureuses. Comment ne désarmerait-il pas la sévérité des hommes, qui leur sont trop indulgents !

Même dans de plus froides dispositions, et le cœur bien trempé à un plus viril idéal, on ne saurait lui être rigoureux. Il y a quelques jours j'écoutais à l'Odéon son dernier ouvrage, la musique de scène qu'il a écrite pour la *Phèdre* de Racine. Certes, cela n'est ni racinien, ni antique, ni bien fameux. C'est du Massenet et pas du

meilleur. Mais on ne retrouve jamais du Massenet sans agrément. Rien ne s'est fixé dans ma mémoire de cette « Ouverture », de ces « Entractes mélodrames », « Marches nuptiales » ou « funèbres ». Mais je me souviens de la complaisance que je ne pouvais refuser à un homme visiblement si soucieux de faire plaisir. « Faire plaisir », tout M. Massenet est là. C'est le cas de plus d'un, direz-vous ; oui, mais on ne s'en douterait pas toujours. Aux moindres lignes d'une partition de M. Massenet, aux moindres entrées, aux plus passagers entrelacements des flûtes ou des clarinettes, cette intention se lit si bien que les plus rigides principes se relâchent. Encore s'il n'y mettait que de l'empressement ! Mais il y met aussi de la discrétion !

Dans cette récente *Phèdre*, il y a une page d'orchestre pour l'accompagnement du récit de Théramène. Au moment où Théramène va dépeindre l'emportement des chevaux effrayés :

> La frayeur les emporte; et sourds, à cette fois,
> Ils ne connaissent plus ni le frein, ni la voix,

je prévis avec tranquillité que l'ingénieux musicien ne nous ferait pas grâce d'un « pa-ta-pan ! pa-ta-pan ! » bien significatif. Celui-ci en effet s'enleva légèrement — aux cordes, je crois. Et voyez si l'enjôleur m'avait corrompu : je lui sus gré de la simplicité de ce moyen. Ce n'est pas aux jeux du cirque que M. Massenet s'entend le mieux.

M. Massenet a succédé à Charles Gounod dans le rôle de « charmeur ». Je le préfère de beaucoup. Gounod, qui porta pendant quelque

temps une soutane et qu'on appelait alors l'abbé Gounod ! se complètait dans sa fonction féministe par une mysticité assez dégoûtante. Il écrivit beaucoup de musique « religieuse ». Tout le monde la vante parce que personne ne la connaît. Elle est d'une pâleur exsangue. Cet abbé, entendant un soir un de ses opéras, disait à propos de quelque phrase amoureuse : « Cela me fait comme des cheveux de femme sur la nuque. » Quelle fadeur ! Le « charme » de Massenet est autrement malin, sa distinction mélodique sensiblement plus grande.

Enfin il est ingénu. Il n'est l'homme que de sa musique. Mais il l'est jusqu'au bout des doigts. Il y a dans tout ce qu'écrit M. Massenet un frémissement nerveux.

Depuis ses débuts dans *Ève* et *Marie-Madeleine*, M. Massenet s'est essayé sur des sujets dramatiques empruntés à toutes les époques de l'histoire humaine et à toutes les latitudes du globe : grecs, hindous, persans, byzantins, espagnols, français, allemands. C'est l'usage de tous les bons faiseurs d'opéras. Mais c'est un usage affreux. Que des compositeurs comme Rossini, Auber, vigoureux compères qui ne tiraient leur inspiration que de leur bonne santé, aient fait indifféremment sautiller sur leurs rythmes (parfois incomparables) Guillaume Tell et Othello, Figaro et Sémiramis, Fra Diavolo et Mme de Maintenon, nous ne fûmes jamais assez simple pour en froncer le sourcil. Mais à l'époque où M. Massenet commença de produire — malgré la sénile persistance d'un Ambroise Thomas — il semble que l'abominable période de

l'opéra pour l'opéra, de l'opéra-prétexte, se fût définitivement close, et la nécessité avérée pour tous les musiciens dramatiques d'écrire sur des poèmes adaptés à leur complexion une langue humaine, sincère d'expression. M. Massenet prouva qu'il le pouvait. Pourquoi ne se confina-t-il pas, hélas! au seul genre de pathétique dont la nature l'eût marqué interprète! De grands sujets religieux ou militaires ne lui laissaient le choix qu'entre l'insincérité boursouflée et la maigreur gentille. Disons tout de suite qu'il inclina plutôt à ce second parti, moins difficile, moins fâcheux aussi. Grâces t'en soient rendues, ô déesse qui nous épargne tant de maux, ô Paresse, sœur du naturel! Lorsqu'il s'attaqua au *Cid*, au *Mage*, M. Massenet songea-t-il sérieusement à se faire une âme de chevalier castillan, de prophète? Toujours est-il que ce *Cid*, malgré un abondant emploi de trompettes et de rythmes guerriers, ne solennisa pas d'un trait épique la souriante physionomie de son auteur. M. Massenet revenait malgré lui aux faciles et odorants sentiers de sa chanson. Même lorsqu'elle n'est guère en situation, on ne l'écoute pas sans un certain plaisir, surtout aux soirs d'extrême lassitude physique.

Sa chanson lui vint vers vingt-cinq ans, alors qu'élève du Conservatoire, joli et fin, les cheveux longs, en veston de velours, il promenait dans les bois de Chaville quelque petite et peut-être déjà quelque belle amie. Qui donc — à part quelques êtres trop vertueux — ne la comprendrait? Elle est chaude et juvénile. Elle n'est pas absolument fraîche. Elle a les yeux un peu

meurtris. L'ardent et court élan de reconnaissance qui la soulève est celui des sens vers un souvenir dont ils palpitent encore. Les parfums dont elle dit l'enivrement ne sont pas ceux des bois, mais ceux des fleurs portées. Cependant ne la méprisez pas sans réticence, ô musiciens, mes amis! Elle aussi est fille de la volupté. Certes, il est bon pour l'art que la volupté soit prise de plus loin et de plus haut. Il y a la volupté en rêve et en espérance. Il y a la souveraine volupté d'une âme qui, passagèrement favorisée des dieux, capte en soi quelque chose de l'universel désir. Mais ce n'est pas celle-là que vous comptez entendre chanter par l'aimable Manon, ni par Sapho, ni par leurs jeunes amis.

Il ne faut jamais lire M. Massenet avec une dame à côté de soi, à moins que sa taille ne soit de celles dont la majesté défie toute spirale. Cette musique suggère l'enlacement. On trouve à toutes les pages d'une partition de M. Massenet des indications de mouvement et de nuance trop irrésistibles. « Chaleureux », « pénétrant », « bien chanté », « très expressif », ne cesse-t-il de dire à son ténor, à son soprano, à son violoncelle, et ceci surtout : « En cédant !..... »

Notre capacité de volupté est notre capacité de tristesse. Qui oserait, sur la foi des mots, marquer une limite entre ces mouvements secrets de la vie? La jouissance qui pénètre le plus le cœur et les sens n'est-elle pas une avidité douloureuse plutôt qu'un contentement? Voluptueuse, l'inspiration de M. Massenet a aussi sa désolation. Heureusement, il s'est souvent

montré bien gauche à exprimer la gaieté. Les sanglots de Manon quittant Des Grieux ou de Sapho quand Jean Gaussin rentre dans sa famille, lui arrachent de vraies larmes, parce qu'il a une âme sans replis que ces douleurs font vibrer tout entière. Au moment où Manon, résignée, va franchir le seuil, ses yeux tombent sur la petite table où elle déjeunait serrée contre son ami. Et cette petite table lui fait contempler tout son désespoir. A la fin des deux meilleurs ouvrages de M. Massenet — *Manon* et *Werther* — le héros expire dans une attitude délicieuse, l'amante ou l'amant penché sur ses lèvres. Mais avant le dernier souffle que d'étreintes encore, que de cris d'adoration ! Soudain une pensée plus recueillie apaise l'onde des mélodies frémissantes. Ce sont de touchantes recommandations funéraires :

« Écoute bien, là-bas, au fond du cimetière —
« il est deux grands tilleuls... — c'est là que
« pour toujours je voudrais reposer. — Si cela
« m'était refusé, — si la terre chrétienne — est
« interdite au corps du malheureux, — près du
« chemin ou dans le vallon solitaire — allez
« placer ma tombe... En détournant les yeux,
« le prêtre passera, mais à la dérobée —
« *quelque femme viendra* visiter le banni — et,
« d'une douce larme en son ombre tombée, —
« le mort, le pauvre mort se sentira béni. »

Ah! comme M. Massenet sait dire cela! La pensée des tilleuls ombrageant la tombe de Werther, de la pauvre croix de bois qui marquera dans le sable celle de Manon, du bouquet de violettes que des mains de femmes

donneront à ces victimes de l'amour, voilà bien ce qui fait sentir à de jeunes êtres le pathétique de mourir beaux, gentils et adorés et qui porte au comble, avec leur déchirement, l'éloquence de leur interprète.....

Avec les dons qui font un musicien élégant, souple, facile, à la langue assez colorée, avec quelque esprit, avec le goût et le sens de la mesure, la nature avait donné à M. Massenet quelques gouttes d'un élixir précieux et bien à lui. Il dépendait de lui d'être bon ménager de cette frêle richesse, de se concentrer sagement sur quelques œuvres dans toutes les parties desquelles il en eût, à force de soins et de patience, fait pénétrer la nuance et l'arome. Il s'est trop répandu, il a trop entrepris sans jamais dissiper cependant une certaine impression de paresse. Il a trop improvisé et, pour n'avoir pas assez réfléchi sur ses propres moyens (ce qui est le devoir élémentaire d'un artiste), usé de tous les moyens. Nous avons dit ses spéciales délices. Il est souvent exécrable. Il est vrai qu'alors il n'est pas personnel. S'il n'a pas écrit d'œuvre accomplie dans le genre même qui lui était propre, la faute n'en est pas à lui seul, mais aussi à une époque démocratique et corruptrice qui commande trop brutalement le succès. Si le signe des grands c'est la surabondance, le vice des moindres s'appelle bien souvent la facilité. M. Massenet a glissé sur la pente de ce vice. Enfant gâté qui avait plus que tout autre besoin de sentir sur soi un regard sévère!

20 janvier 1900. PIERRE LASSERRE.

## *UNE CONFUSION*
## *DE LA BIBLE ET DU CODE.*

---

> Malgré ces acquiescements de son intelligence à la légitimité et à la possibilité d'une intervention de soldat, l'âme droite, honnête et naïve du général Boulanger garde des préjugés d'éducation. Il se rappelle que son père récitait les invectives de Victor Hugo contre l'Homme du Deux Décembre. Il redoute le jugement des rédacteurs de l'histoire. Tout à fait ignorant du métier littéraire, il s'épouvante d'un bruit de plumes.
>
> Moins honnête et poussé par des appétits, il aurait marché. Un sage aussi, un homme clairvoyant et soutenu par des idées maîtresses, eût mis, au nom de la science politique, son épée au service des volontés confuses de la France.
>
> BARRÈS.
> (*L'Appel au soldat.*)

L'on s'étonne parfois que la « Déclaration des *Droits* de l'homme et du citoyen » n'ait pas été accompagnée d'une Déclaration des *Devoirs*, et alors l'on pense, pensée du reste bien naturelle, qu'il serait urgent de réparer cet oubli. Or cet oubli a été réparé depuis longtemps. Le 11 messidor an III, en effet, un des membres de la Convention, Faure, demandait qu'une Décla-

ration des *Devoirs* fût jointe à la Déclaration des *Droits*, car « c'est à l'absence d'une semblable Déclaration qu'il attribuait les malheurs dont la France avait été le théâtre ». C'est pourquoi la Constitution de l'an III fut précédée d'une « Déclaration des Devoirs de l'homme et du citoyen ».

Cette Déclaration comprend neuf articles, mais vous en connaîtrez toute la substance si je me borne à vous donner l'article 5, dont les autres ne sont qu'une application. Cet article est ainsi libellé : « Nul n'est homme de bien s'il n'est franchement et religieusement observateur des lois. » *Homme de bien... religieusement!* Ne voilà-t-il pas de singulières expressions et qui dénotent une curieuse confusion de la Bible et du Code ?

A une telle confusion comment a-t-on pu arriver ? La Déclaration des *Devoirs* à cet égard ne nous apprend pas grand chose, mais heureusement la Déclaration des *Droits* est plus explicite. Cette Déclaration est précédée, en effet, d'un préambule dans lequel nous lisons : « Les représentants du peuple français... ont résolu d'exposer, dans une Déclaration solennelle, les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme... afin que les actes du pouvoir législatif pouvant être à chaque instant comparés avec le but de toute institution politique en soient plus respectés... » Nous voici donc avertis. Le but de « toute institution politique » est de sauvegarder les « droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme ».

Nous serons encore mieux éclairés si nous

prenons la peine de parcourir les discussions qui ont précédé le vote de cette Déclaration : — « Tout gouvernement doit avoir pour but le maintien du droit des hommes (1). » — « Les représentants du peuple français, considérant que l'homme, né pour être libre, ne s'est soumis au régime d'une société politique que pour mettre ses droits naturels sous la protection d'une force commune.. » (2). — « Les Comités ont reconnu que les hommes s'unissant en société ont des droits individuels dont ils n'entendent pas faire le sacrifice ; que c'est au contraire pour s'en assurer la jouissance qu'ils s'associent et se donnent une Constitution... » (3). — Il est inutile de pousser plus loin.

Partout et toujours on retrouverait, en effet, la même conception tirée du *Contrat social* : L'homme, avant d'entrer dans la société, possède des droits naturels ; en entrant dans la société, non seulement il n'entend pas faire le sacrifice de ces droits, mais encore ce n'est que pour s'en assurer mieux la jouissance qu'il consent à s'associer. D'où il suit que la société a pour unique but le maintien des droits de l'homme et par conséquent que c'est ce seul but-là que les lois doivent viser. En un mot, les lois sont et ne sont que la garantie de cet Evangile qu'est la Déclaration

(1) *Article premier*. Rapport du Comité chargé du travail sur la Constitution par M. Monnier.

(2) Projet de Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen discuté dans le sixième bureau de l'Assemblée nationale.

(3) Rapport lu par Thouret à l'Assemblée nationale au nom du Comité de constitution et du Comité de revision.

des Droits ; elles participent donc à ce que cet Evangile a de sacré, d'absolu et de divin. Leur manquer est donc manquer à la divinité. Ce qui permet de dire : « Nul n'est homme de bien... »

Comment du reste les lois ne seraient-elles pas divinisées, puisqu'en partant de cette idée que, la société n'ayant d'autre but que la garantie des droits de l'homme, les lois ne doivent être que l'expression de cette garantie, on en arrive forcément à cette conclusion, que les sociétés sont faites pour sauvegarder les lois et non les lois pour sauvegarder les sociétés ? Conception qui n'est du reste autre que celle que pouvaient avoir autrefois quelques esprits pénétrés du droit divin des rois, lorsqu'ils pensaient que le pays était fait pour servir la loi vivante qu'était le roi, et non le roi pour servir le pays. Aussi, lorsque Louis XIV disait : « La volonté de Dieu est que quiconque est né sujet obéisse sans discernement », cette « volonté de Dieu » ressemblait quelque peu à « nul n'est homme de bien... »

Mais ceux qui ne croient ni au droit divin des rois, ni au droit divin du peuple, pensent tout simplement que le roi était fait pour servir le pays, et que les lois sont faites pour sauvegarder la société. Et s'il leur semble possible de découvrir quelque part la manifestation d'une volonté divine, ou, si vous le préférez, une loi naturelle, c'est seulement en ceci, que l'homme ne peut sortir de l'état sauvage, s'élever et atteindre quelque degré de civilisation qu'en vivant en société, et que par conséquent toute dissolution de la société entraîne pour lui la perte de ce qui lui a permis de s'élever et tend

à le faire retomber à l'état primitif. S'il y a donc ici quelque chose de sacré, ce ne peut être que le maintien de la société. Et les lois ne sont donc sacrées qu'autant qu'elles participent à ce maintien. De sorte que « nul n'est homme de bien s'il n'est franchement et religieusement observateur des lois » eût été, il me semble, plus justement énoncé ainsi : « nul n'est homme de bien s'il n'obéit à la loi tant que la loi sauvegarde la société ; s'il ne manque à la loi quand le salut public l'exige ». Pensée que glorifiaient les Romains lorsqu'ils saluaient du nom de « Père de la Patrie » Cicéron qui, obligé, au moment où il quittait le consulat, de jurer « qu'il n'avait rien fait de contraire aux lois », éludait la question en s'écriant : « Je jure que j'ai sauvé la chose publique. »

LÉON DE MONTESQUIOU.

## *NOS MAITRES : BONALD*

### Aphorismes de politique positive.

Une vaine philosophie a cru, depuis quarante ans, révéler à ses adeptes une vérité inconnue en leur disant dans le *Contrat social* : « Si le « législateur, se trompant dans son objet, éta- « blit un principe différent de celui qui naît de « la nature des choses, l'État ne cessera d'être « agité, jusqu'à ce qu'il soit détruit ou changé « et que l'invincible nature ait repris son em- « pire » (ROUSSEAU) ; et la religion, depuis quatre mille ans, faisait chanter aux plus simples de ses enfants ces paroles, dont le passage qu'on vient de lire n'est que le fastueux commentaire : « Si Dieu ne bâtit la maison, ceux qui la bâtis- « sent travaillent en vain. »

***

La France, premier-né de la civilisation européenne, sera la première à renaître à l'ordre ou à périr.

***

Il y a des hommes qui par leurs sentiments appartiennent au temps passé, et par leurs pen-

sées à l'avenir. Ceux-là trouvent difficilement leur place dans le présent.

*
* *

Les États, en général, cherchent aujourd'hui la force dans l'administration plutôt que dans la constitution; dans les hommes plutôt que dans les choses. Il leur faudrait toujours, pour ministres, des hommes d'un esprit supérieur et d'une extrême habileté, et la nature en est avare. Encore faudrait-il que les ministres de la constitution, qui sont les corps politiques, fussent toujours d'accord avec les ministres ou agents de l'administration; ce qui n'est pas facile, parce que tous veulent quelquefois changer de rôle : ceux qui administrent veulent faire des lois, et ceux qui font des lois administrer.

*
* *

Autrefois, en France, l'administration allait d'habitude et l'on ne s'occupait même pas de la constitution; nous ressemblions à un homme robuste qui dort, mange, travaille, se repose sans songer à son tempérament. Aujourd'hui il faut soigner la constitution comme l'administration, faire aller l'une comme l'autre, les mettre d'accord si l'on peut.

*
* *

J'aime dans un État une constitution qui se soutienne toute seule et qu'il ne faille pas toujours défendre et toujours conserver. Ces cons-

titutions délicates ressemblent assez au tempérament d'un homme qui se porte bien pourvu que son sommeil ne soit jamais interrompu, son régime jamais dérangé, sa tranquillité jamais troublée, qu'il ne sorte de chez lui ni trop tôt ni trop tard, et qu'il n'aille ni trop loin ni trop vite.

*
* *

On peut plutôt gouverner avec des faibles quand les institutions sont bonnes, qu'avec des forts quand elles sont mauvaises.

*
* *

Là où les lois n'ont été que la volonté des plus forts, toutes les volontés des hommes puissants peuvent devenir des lois.

*
* *

Les grandes propriétés sont les véritables greniers d'abondance des nations civilisées, comme les grandes richesses des corps en sont le trésor.

*
* *

Les peuples se gouvernent par des exemples plutôt que par des lois, et par des influences plus que par des injonctions.

*
* *

Bien des gens ne voient le désordre que dans le bruit et la paix que dans le silence.

*
* *

La disposition à inventer des machines qui exécutent le plus de travail possible avec le moins de dépense d'intelligence de la part de l'ouvrier s'est étendue aux choses morales. Le juge lui-même, au criminel, est une machine qui ouvre un livre et marque du doigt la même peine pour des crimes souvent fort inégaux; et les bureaux ne sont aussi que des machines d'administration.

*
* *

Les capitales sont devenues à la lettre la tête des États, et quand la tête est malade tout le corps s'en ressent. La division de l'Espagne en royaumes particuliers est une des choses qui ont le plus contribué à son héroïque résistance..... Il faut de l'unité dans le gouvernement et de la diversité dans l'administration. On fait aujourd'hui le contraire : le pouvoir est divisé et l'administration uniforme.

BONALD.

## PARTIE PÉRIODIQUE

# *UN NATIONALISTE HONTEUX :*

# *M. MÉLINE*

*Lettre à Henri Vaugeois.*

Combien vous avez été dur, mon cher ami, pour ce pauvre M. Méline ! « *Le nationalisme de M. Méline n'a jamais existé. Allez donc le lui demander !* » On vous reconnaît à ces envois brusques. Je me garderai bien d'exposer M. Jules Méline à la tentation de se diffamer. Mais souffrez que je le défende auprès de vous et, au besoin, contre lui-même.

Il m'en aurait assez volontiers dispensé. L'*Action française* est un de ces camps retranchés qui, selon une locution assez répandue chez nos patriotes, effraient. Mais dans cet effroyable endroit, il n'y a rien de plus effroyable qu'un royaliste. Si ce n'est pas pour le plaisir de mon client, ce n'est pas non plus pour le mien que je prends sa défense. Il s'agit seulement de l'intérêt public. Les royalistes ont, en effet, l'étroit devoir particulier de ne rien laisser perdre ou gaspiller des forces nationales. On peut nous mettre de côté ; il nous est impossible de mettre de côté qui que ce soit, s'il est apte à rendre des services à la nation. « Tout ce qui est national est nôtre », a déclaré le duc

d'Orléans. En l'absence de royauté, c'est d'une âme vraiment royale, appliquée, attentive à tout, que nous nous devons d'apprécier et de garder le bien français.

Et notez qu'il nous faut ici quelque détachement. De tous les partis républicains, c'est le méliniste qui paraît momentanément le plus dangereux pour nous, car c'est celui qui masque le plus parfaitement les défauts et les trahisons du régime républicain. Il est composé de personnes honorables qui, en d'autres temps, auraient été et devraient être les soutiens de l'ordre national et royal.

Le parti de M. Méline semble promettre une République acceptable et, sa personne ressemblant à son parti, j'avoue que l'un et l'autre sont infiniment dangereux pour la réorganisation de ce pays. C'est le baume tranquille qui éloigne du chirurgien. M. Méline et son parti peuvent prolonger l'équivoque, M. Méline et son parti peuvent abuser les bons esprits et les bonnes volontés une fois de plus, M. Méline et son parti peuvent retarder indéfiniment le retour au régime naturel de la France. Il y a donc, de notre part, bien du mérite à vous certifier son nationalisme.

Je le tenterai cependant. Car la perte passagère que nous risquons est peu de chose, comparée au profit qui doit se retirer d'une étude attentive et bienveillante du personnage. Ce qu'il a d'excellent, ce qu'il a de moins bon, nul sujet n'est plus instructif tant pour vos républicains nationalistes, ces républicains « troublés », comme vous les avez nommés, que pour nos

royalistes, dont le tort est d'être parfois excessivement quiets.

Permettez-moi de vous rappeler ce que nous savons ou soupçonnons de la biographie de M. Méline, non dans ses anecdotes, mais dans ses traits essentiels. Ils sont peut-être imaginaires et toutefois beaucoup plus vrais que les réels, si ces derniers diffèrent de ceux que je vais rapporter.

M. Méline a été jeté dans la République comme Pascal dit que notre âme a été jetée dans le corps : « Elle y a trouvé temps, nombre, dimension. » M. Méline a trouvé dans la République un jargon, un personnel, une carrière. Il s'est accommodé comme il a pu de tout cela. Ce devait être à l'origine quelque politicien. Il demandait à l'électeur de voter pour lui. Afin d'appuyer sa demande, il confectionnait des programmes destinés à plaire aux votants. Une fois élu, il s'efforçait de se rendre utile à ses électeurs et par conséquent à lui-même. Mais, trait notable et distinctif, c'était un honnête homme. Autre trait : il n'était ni d'extraction, ni d'humeur révolutionnaires; s'il était bien forcé par l'évangile républicain d'admirer nos anciennes convulsions politiques, il ne souhaitait pas d'en causer ni d'en voir de nouvelles. On a beaucoup parlé de son rôle sous la Commune. Ce rôle consista à se retirer prudemment. Enfin, le même hasard de la naissance qui lui avait donné l'honneur, la probité, le tempérament conservateur, avec une entente très suffisante des affaires et le goût du travail, lui fournit des agriculteurs à représenter, et ces

agriculteurs, ainsi qu'il était naturel, se trouvaient sollicités par des monarchistes. M. Méline bénéficia de cette heureuse situation : ce ne fut pas sur des socialistes ou sur des radicaux qu'il dut enchérir électoralement, mais sur des hommes d'ordre; il dut s'arranger de manière à paraître aussi ordonné, aussi modéré, aussi bon administrateur, aussi bon économe que les représentants naturels de l'économie, de la bonne administration, de la modération et de la paix.

Que de fortunes réunies sur une même tête! M. Jules Méline les doit à son pays vosgien, à sa famille, à son milieu immédiat. Il a le devoir de dresser un petit autel aux divinités de son terroir et de son sang, car elles combattirent chez lui les impulsions que le système et le formulaire républicains prodiguaient aux portions inférieures de sa nature. Il ne fit à ces diableries que les concessions strictement nécessaires. Oui, en dépit de toutes les primes offertes à la politique de parti, en dépit des exemples que lui donnaient, par fanatisme ou par malhonnêteté, ses collègues, il lui arriva de songer à l'intérêt général de l'arrondissement qui l'avait nommé.

Cet intérêt général étant agricole, il fut amené de la sorte à traiter des intérêts de notre agriculture nationale, et, par un miracle de probité intellectuelle, ces intérêts lui apparurent, somme toute, *en eux-mêmes* beaucoup plus que dans leur rapport avec les groupes et les sous-groupes du Parlement. Comment exprimer cette nuance? M. Méline *s'intéressa* à l'agriculture. Il l'étudia,

la servit, la défendit indépendamment de l'intrigue politique. Je ne dis pas qu'il ne l'utilisa jamais à son avantage ni pour celui de son parti. Je dis que la question de l'intérêt national agricole se distingua pour lui de la question de l'intérêt républicain ou radical. Où M. Ranc ne voit, où M. Clemenceau ne veut voir qu'une question, M. Méline en voit bien deux. L'on peut dire, sans le flatter, que la question agricole lui est apparue, de jour en jour, plus intéressante que la question politique pure.

Il a su grouper les intérêts agricoles. Même absent du pouvoir, il a, par l'initiative protectionniste, conservé à quelque degré la direction générale de l'agriculture. La politique protectionniste a acquis de la sorte au moins une apparence de stabilité. Assurément, peut-être faute de caractère et peut-être aussi par la faute de nos absurdes institutions, il a eu des moments de complaisance électorale qui ont été ruineux pour nos paysans. Il a capitulé quand il eût fallu résister. Mais n'est-ce rien, en République, que d'avoir tenté le semblant d'une résistance?

Le fait d'associer au titre de président du Conseil celui de ministre de l'agriculture est encore, à mon sens, d'une signification rare. Aucun personnage républicain n'a été comme lui l'homme d'un grand intérêt *national* permanent. On pourrait bien citer Léon Say ou M. Rouvier qui furent les représentants de la Bourse et personnifièrent un élément économique considérable : mais justement c'était une Finance sans nationalité et souvent même anti-française que servi-

rent ces messieurs. Il était difficile à M. Méline d'en faire autant, car, s'il peut être de l'essence mobile de la finance de se dénationaliser toujours en quelque mesure, si elle a donc besoin d'un contre-poids et d'un contrôle extérieur à elle-même pour demeurer au service de la patrie, la Terre se prête mal à ces migrations. L'épigraphe d'un beau poème inspiré de la religion de la terre porte les vers suivants : — « Les vagons, dans des corbeilles, — emportent « tout, et vite, vite, — mais n'emportent pas « le soleil, — mais n'emportent pas les « étoiles. » Parce que les vagons ne charrient pas non plus la force du sol nourricier, il s'est trouvé que les intérêts de ce sol, de quelque manière que M. Méline les eût compris, l'enchaînaient à l'intérêt de notre nation.

J'explique ses mérites, je ne veux pas les diminuer. Car enfin M. Méline aurait bien pu se moquer de l'Agriculture, tout en lui jouant la passion. Il aurait pu se contenter de lui demander les moyens d'asseoir son influence avec celle de son parti. S'il a cédé en plus d'un cas à cette faiblesse, il a donné, en d'autres, l'impression d'un homme qui songeait aux campagnes françaises d'un esprit délivré du souci des scrutins. Il semblait désirer les savoir florissantes, quelles que fussent les idées de leurs cultivateurs. Il paraissait aimer les *choses*, richesses naturelles, fruit de conquête, fruit d'épargne et, surtout, fruit de labeur, du labeur primitif et vénérable qui courbe un paysan sur son bien : aimés de lui, ce bien, ces choses réagissaient sur lui et le modifiaient avantageusement.

Et la pratique de nos intérêts agricoles ne pouvait manquer d'introduire dans son esprit des habitudes salutaires. Elle devait l'amener sans doute à considérer *en eux-mêmes* d'autres intérêts généraux que ses prédécesseurs, ses collègues, n'avaient considérés qu'au point de vue de leur parti. Il s'aperçut qu'il existait un bien public par delà le bien des opportunistes ou des radicaux : par delà les républicains, il dut découvrir les Français. Certes, il entrevit quelques-uns des principes qui devraient animer tout nationaliste, savoir que les Français sont les usufruitiers, non les propriétaires de leur capital national : nos générations qui s'écoulent appartiennent au corps permanent, à la vaste réalité sous-jacente de notre France, mais ne suffisent pas à la constituer. Comme l'intérêt agricole doit être défendu contre l'avidité, la cupidité ou l'insouciance de l'agriculteur, M. Méline a bien senti qu'il faut défendre la France contre les Français. Il distingue sans peine l'intérêt national des changeantes et versatiles volontés nationales.

Ces vérités sont claires chez les royalistes. Ce que nous appelons le nationalisme intégral consiste à en prendre une conscience complète. Ignorées, méconnues ou soupçonnées à peine des républicains, M. Méline en est pénétré. La mémoire, la prévoyance ne lui sont pas étrangères comme aux autres républicains. Quand ils hurlaient autour de lui pour la consommation des ressourses présentes et l'escompte rapide des ressources de l'avenir, il s'est montré parfois tel qu'un bon ménager essayant d'attendrir ou

de modérer une bande d'exploiteurs vagabonds. Contre des caprices, contre des passions éphémères, il a pris le parti des biens solides et constants. A la mobilité des hommes, même d'hommes disciplinés et formés en un énergique parti, qui était et est toujours le sien, il a quelquefois préféré les causes stables et éternelles auxquelles se rapporte tout notre appareil national. De là des alliances avec plus d'un ennemi de la République, si la qualité d'agriculteur ou d'industriel l'intéressait directement au bien public; de là aussi des ressemblances caractérisées entre cette conduite et celle de quelque diligent ministre de roi.

De là aussi l'animosité des orthodoxes membres du vieux parti républicain ! Jadis, tant d'attentions prodiguées à l'agriculture avaient étonné leur instinct. L'agriculture n'est pas chose républicaine. Sans doute, sur trente-huit millions de Français, près de vingt sont pendus à cette mamelle agricole. Voilà bien des bulletins de vote à ménager. Mais la tradition, la logique républicaines veulent que l'ouvrier des villes soit nourri par le campagnard et elles tiennent celui-ci pour le serf de celui-là.

Elles le ménagent, mais se gardent de se trop confier à lui. Tant qu'il ne sera pas complètement perverti, on le traitera comme un adversaire. Les lois de protection étaient des lois votées par crainte. On n'a jamais cessé de faire miroiter leur retrait aux yeux de l'ouvrier, devant lequel M. Méline était soigneusement diffamé : Méline Pain-Cher à Paris et *Marlusso seco* (morue sèche) à Marseille.

Jamais Ranc et les siens ne virent d'un bon œil ces lois ni, à raison plus forte, une politique agricole appliquée méthodiquement.

Du reste, agricole ou commerciale, industrielle ou militaire, toute politique inspirée d'un intérêt *général* français devait déplaire au vieux parti républicain, dont la politique est *spéciale* à lui-même. Observez, mon cher ami, que j'use ici d'un vocabulaire anti-républicain. Pour un républicain, c'est l'armée et l'industrie, le commerce et l'agriculture qui méritent d'être appelés intérêts spéciaux; l'intérêt général, c'est l'intérêt commun à tous les électeurs républicains du territoire. Je suis convaincu que M. Ranc n'a pas tout à fait compris comment M. Méline a bien pu préférer soit l'agriculture française, soit la défense nationale, au plaisir d'ennuyer quelque rural réactionnaire ou d'humilier les jésuites de l'état-major... Personne ne louera la façon dont M. Méline conduisit l'affaire Dreyfus. Ses actes y ont été inférieurs à ses paroles. Mais celles-ci furent excellentes. Il a formulé les maximes qu'un pouvoir normal aurait appliquées. J'ai donné plusieurs fois, ici et ailleurs, le compte détaillé des erreurs de M. Méline. Elles montrent qu'il eut la pensée d'un homme d'Etat. Manifestement due au régime, son impuissance même témoigne des progrès qu'il avait accomplis. Né patriote, devenu nationaliste, il entrevoyait ce qu'il devait faire.... Il l'aurait fait si l'intérêt national avait disposé d'un organe politique effectif : au moins en songe, M. Méline a distingué la nécessité d'un monarque.

Oh ! ce ne fut point sans remords. Sa conscience, demeurée républicaine, et fort délicate, lui en faisait d'amers reproches. Plus son esprit s'affranchissait, plus il éprouvait le besoin d'assurer fortement son cœur aux mêmes vieilles chaînes que ses anciens amis. Ceux-ci, de tout temps, le brusquèrent. Mais il se montra de plus en plus doux. Ministre, plus on l'attaqua, plus il évita de sévir. Retombé dans l'opposition, s'il n'y a point de rebuffades qu'il n'ait essuyées des groupes vieux-républicains, il n'est point de satisfaction qu'il ne leur ait offerte. Quand les radicaux et les opportunistes lui ont tourné le dos, il a tourné le dos à M. Lemaître, suspect de complots royalistes ou césariens. Quand on l'accusa de devenir trop patriote, il changea le titre de son journal et la *République française* devient la *République* tout court. Voilà de pauvres gestes ! Mais qui ne voit, mon cher ami, que ce sont là, je ne dis pas des grimaces ou des manières, mais de simples convulsions ? M. Méline se débat. Il aurait bien voulu garder sa foi de jeunesse. Il le veut toujours. Mais que faire si elle s'en va et grand train ? Multiplier les signes d'adhésion, de foi. « Prenez de l'eau bénite », et il en prend...

*
* *

M. Méline, à force de penser à l'agriculture, a fini par concevoir la France. Il ne peut désormais concevoir la République qu'au prix d'efforts d'intelligence et de volonté qui lui seront démesurément douloureux. Je ne serais point trop surpris que l'aiguillon du mal le fît, dès lors,

verser dans quelque fanatisme et que, pour se punir d'agir à contre-cœur et à contre-pensée, il multipliât les actes de concession presque honteuse envers les ennemis publics. Si les nationalistes qui courent après lui sont quelque jours conduits où ils ne veulent pas aller, ce sera, n'en doutons pas, par M. Méline. Celui-ci pensera se purifier en vous trahissant : l'inquiétude religieuse a de ces retours, elle entraîne de ces folies, et nous savons l'état d'esprit républicain un état d'esprit religieux. Sentant mieux que personne combien il est vrai que la patrie est une chose et que la République en est une autre, M. Méline aura peut-être l'abominable héroïsme de se tourner contre la patrie: comme Dante passé le rempart de Dité, il a vu *ce qui ne devait pas être vu*, il a découvert le postulat fatal du nationalisme, il a vu LE ROI.

Mon cher ami, je retournerai vos paroles : « n'allons rien demander à M. Méline. » Cet homme est celui de nous tous qui sait le mieux que le nationalisme est le vrai. Mais il sait aussi la condition du nationalisme, et qu'elle est dans la royauté : il voit cela, mais, attaché à la République par tous les nœuds et les replis des viscères inférieurs, je tombe d'accord avec vous que le nationalisme peut tout craindre de lui, comme la politique électorale, la politique parlementaire, la pire politique républicaine ont déjà mis en lui toutes leurs espérances.

Et lui-même s'y précipite, à jamais malheureux d'avoir surpris une vérité trop forte pour lui.

Croyez-moi, nous devons l'en plaindre. Lors-

qu'un duc de Broglie sacrifiait la royauté, son cœur loyaliste en pouvait souffrir : du moins se rendait-il à lui-même le témoignage d'avoir sauvé la Liberté et les Principes constitutionnels. Cette Nuée, comme on dit ici, lui procurait son intérieure consolation. Mais M. Méline sacrifiera la royauté, sans ignorer qu'il sacrifie aussi la France : il exécutera l'ordre funeste du catéchisme républicain, sans ignorer que ce catéchisme n'est fait que de vaines Nuées. La consolation de Broglie lui manquera. Il suivra son dieu sans y croire. Il lui obéira en le méprisant. Cependant il se donnera tant de peine pour être faible, il bandera tant de ressorts pour trahir et pour abdiquer, que les observateurs seront bien obligés d'admirer ce forfait stoïque : le parricide les touchera de pitié et, bien que notre France ainsi trahie et poignardée par les meilleurs me semble encore plus touchante, je ne pourrai non plus refuser à M. Jules Méline ma compassion.

CHARLES MAURRAS.

# LES NUÉES

STREPSIADE. — O nuées! c'est de vous que viennent mes malheurs, de vous à qui je m'étais confié corps et âme...

L'INJUSTE. — ... Et tu sauras délayer de verbeux projets de loi. On te persuadera aussi de regarder comme beau tout ce qui est honteux et comme honteux tout ce qui est beau...

STREPSIADE. — Seraient-ce des demi-déesses?

SOCRATE. — Pas du tout; ce sont les nuées du ciel, de grandes déesses pour les paresseux; nous leur devons tout : pensées, paroles, finesse, charlatanisme, bavardage, mensonge, pénétration.

STREPSIADE. — Aussi, en les écoutant, mon esprit a déployé ses ailes. Il brûle de bavarder pour des riens.

ARISTOPHANE.

## L'HISTOIRE SCIENTIFIQUE

D'une conférence de M. Laurent Tailhade sur *la Noël humaine et les renaissances du soleil*, faite le 25 décembre dernier, sur l'invitation de la loge Diderot et sous la présidence de l'ancien abbé Charbonnel (autrefois époux de l'Église,

Aujourd'hui père heureux au bras d'une autre épouse),

au Salon des Familles, avenue de Saint-Mandé :

... — *La plupart des civilisations choisissent cette*

*date pour commencer l'année. Les premiers Romains, seuls, qui furent des militaires, par conséquent en révolte contre toute idée scientifique, la faisaient débuter à l'équinoxe du printemps, jusqu'au règne de Numa qui restaura l'ordre ancien et fit commencer le grand jour annuel au solstice d'hiver.*

Des aperçus scientifiques qui précèdent, il ressort clairement que, depuis le règne de Numa jusqu'au terme d'une longue histoire, les Romains, une fois réconciliés avec « l'idée scientifique », lâchèrent la vie militaire. Numa avait fermé le temple de la Guerre ; ils ne le rouvrirent jamais. Quant aux guerres avec les Volsques, les Etrusques, les Samnites, les Gaulois, les Germains, les Carthaginois, les Ibères, les Scythes, les Grecs, les Epirotes, les Parthes, les Numides, les Bretons, les Perses, les Egyptiens et enfin toutes les nations et peuplades du monde connu, chacun sait que ces longues et pénibles expéditions furent toutes antérieures au règne de Numa. A partir du règne de Numa, paix complète. Tout Romain fut un pur civil. Quant aux Coriolan, aux Camille, aux Cincinnatus, aux Curius, aux Fabius, aux Duilius, aux Marcellus, aux Métellus, aux Scipion, aux Pompée, aux Jules, aux Octave, aux Germanicus, aux Hadrien, aux Constantin et aux Julien, l'auditoire de M. Laurent Tailhade savait parfaitement que les derniers progrès de l'histoire scientifique permettent de reporter chacun de ces bons militaires dans la série des prédécesseurs de Numa. Ce sont tous d'anciens rois de Rome ou généraux d'iceux.

Numa fut accusé autrefois par les Allemands

d'avoir usurpé les attributs de l'histoire, n'étant rien qu'un fantôme de la mythologie. Voici Numa réhabilité par M. Tailhade ; tant pis pour César et Pompée, tant pis pour Hadrien, Julien et les autres, repoussés au contraire par le même impitoyable M. Tailhade dans les dessous de la protohistoire et peut-être de la préhistoire romaine : les marauds sont interpolés.

La conférence de M. Laurent Tailhade a été publiée dans le premier numéro d'un nouveau journal dreyfusien intitulé *la Raison*, mais ces audacieux aperçus d'histoire romaine étaient certainement, et de beaucoup, ce que la feuille présentait de plus raisonnable.

## PÉTITION DE PRINCIPE.

L'incohérence humaine développe aujourd'hui de si monstrueuses Nuées qu'on en vient à se demander si le meilleur livre du monde, le plus utile et le plus beau, ne dirait pas aux hommes : « Tu raisonneras congrûment. Tu ne commettras « point de cercles vicieux. Tu ne te laisseras « jamais aller à des pétitions de principe. Tu ne « tireras pas de conclusions contraires à tes « prémisses. » Qui sait si la réforme intellectuelle et morale ne doit point commencer par là !

M. Eugène Fournière, député de l'Aisne et l'un des docteurs du socialisme, écrit dans un certain nombre de journaux départementaux, à propos de l'affaire Henry et des articles publiés sur l'infortuné lieutenant-colonel par notre collaborateur Charles Maurras :

*— L'article de M. Maurras, doctement écrit, eut donc ce résultat d'animer d'une pensée générale et d'apparence généreuse ce crime bas entre tous : un faux commis pour consommer la perte d'un innocent.*

M. Eugène Fournière n'oublie que trois choses : les articles de notre collaborateur commençaient par *établir* que l'acte du colonel Henry n'était pas un faux, qu'il n'avait pas été fait contre un innocent, mais bien en faveur de la France, et qu'enfin cet acte n'avait eu aucun caractère criminel. M. Fournière a mieux aimé prendre pour accordé ce qui était l'objet même de son débat. Que penserait M. Fournière du système que voici : « — Supposons que M. Fournière soit un nègre, il ne serait pas un blanc : « donc M. Fournière n'est pas un blanc. » C'est un raisonnement à bon compte et c'est celui-là même dont il s'est servi contre Maurras... — Il ne reste même pas à M. Fournière la ressource d'invoquer en faveur de son opinion des faits postérieurs aux premiers éclats de l'affaire Henry. C'est l'opinion de notre ami que ces faits confirment. La commission consultative du ministère de la Justice (en septembre 1898) refusa de tenir le prétendu faux de Henry pour un fait nouveau de nature à établir l'innocence du condamné ; la Cour de cassation elle-même, siégeant toutes chambres réunies, n'a pas compris ce prétendu faux dans les motifs de revision ; enfin, en dépit des machinations dreyfusiennes, Dreyfus, à Rennes, n'a même pu réunir la minorité de faveur. Tant son cas était clair, tant l'innocence de Henry était manifeste !

Dans le même article, M. Fournière regrette que les dreyfusiens, cœurs généreux! n'aient pas condescendu à discuter la thèse de Maurras. M. Fournière commet ici une erreur de fait. Ce ne fut pas faute de zèle, mais faute de raisons que l'on a dû laisser debout la thèse de notre ami. Parue les 5 et 6 septembre 1898, elle fut discutée longuement, copieusement. M. Reinach fut des premiers à ouvrir la discussion (8 septembre); Maurras lui fit une réponse à laquelle M. Reinach évita prudemment de répliquer. Durant tout le mois de septembre, notre ami ne cessa de maintenir et de fortifier sa pensée en vingt articles de la *Gazette de France* contre toutes sortes de rêveries, nuées et autres billevesées dreyfusiennes.

## UN PÉDANT PIPÉ

M. Gustave Lanson, cru israélite, payé par nous pour enseigner la rhétorique, écrit dans une longue divagation de pédagogie au *Figaro :*

— *Nos bouillants nationalistes se doutent-ils qu'en préférant leur pitié des Boers à l'amitié de l'Angleterre, ils sacrifient noblement l'égoïsme national à un idéal universel de justice, et se conduisent par le plus pur sentiment de cosmopolitisme?*

1° Si l'un de ses rhétoriciens se permettait d'écrire : « préfèrent leur pitié des Boers à l'amitié de l'Angleterre », M. Gustave Lanson se doute-t-il du nombre incalculable de pensums qu'il ne manquerait pas d'infliger au pauvre petit?

2° Quel égoïsme national sacrifions-nous en applaudissant à l'humiliation, peut-être à la chute d'une puissance militaire ennemie? M. Lanson se doute-t-il qu'il n'a rien compris du tout à notre admiration pour les Boers?

3° M. Gustave Lanson se doute-t-il que son projet d'enseigner aux petits Français son idéal universel de justice (qui consiste, comme il l'écrit un peu plus haut, en l'habitude de préférer l'humanité à la France) le devrait envoyer en police correctionnelle?

S'il ne s'en doute pas, nous nous faisons un devoir de l'en aviser.

## L'ILOTE IVRE.

Il fut plusieurs fois question d'ouvrir ici une rubrique spéciale en faveur de M. Gaston Deschamps, mais non pas sous le titre qui préside à cette Nuée. Nous visions autrefois son innocence et nous viserons aujourd'hui l'état d'allégresse, d'exaltation, d'ébriété où l'a mis son rêve ambitieux de participer aux destins de la démocratie. Les fumées du plus mauvais vin électoral, ne pouvant lui monter à la tête, et pour cause, lui troublent le cœur. D'à peu près toutes les façons, il était simple. Il est devenu tortueux. Il disait bêtement les choses. Il entreprend de les expliquer. Ses explications sont énormes de hâblerie naïve, de rustique charlatanie.

On en a vu de prodigieuses dans le *Temps* du 30 décembre 1900. M. Deschamps traita la question de la *Vie de Pasteur*, à propos de l'ouvrage que M. Vallery Radot a publié sous ce titre.

Tout le monde sait que Pasteur descend de serfs du Jura. M. Gaston Deschamps profite de la circonstance pour composer son boniment :

— *Tout ce qu'il y eut de libéral en ce siècle, les plus méritoires innovations du régime nouveau, les vérités proclamées par les illustres réformateurs de* 1789 *semblent avoir concouru*, PAR L'EFFET D'UN DESSEIN PROVIDENTIEL (grattez le libéral, vous trouvez le cagot), *à la naissance et aux progrès de ce grand homme. On dirait que l'article* 1er *et l'article* 6 *de la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen ont été rédigés pour préparer sa venue : « Les hommes naissent et demeurent libres et « égaux en droits ; les distinctions sociales ne peu- « vent être fondées que sur l'utilité commune... Tous « les citoyens, étant égaux aux yeux de la loi, sont « également admissibles à toutes dignités, places « et emplois publics, selon leur capacité et sans autres « distinctions que celles de leurs vertus et de leurs « talents. »*

Le morceau se termine par un parallèle entre Victor Hugo et Louis Pasteur « *ces deux illustres « représentants de la démocratie* issus, l'un des « laboureurs de Lorraine, l'autre des descen- « dants des serfs de la Franche-Comté ».

M. Gaston Deschamps se rend-il compte que des louanges de cette qualité insultent Pasteur ?

Pour M. Deschamps, la gloire de Pasteur semble avoir consisté en ce qu'il s'éleva très haut dans le *cursus honorum*, d'un point de départ assez humble ; en ce qu'il occupa les dignités, places et emplois publics énumérés dans les « Droits de l'Homme » ; en ce qu'il obtint les distinctions que l'imagination populaire ne sé-

pare pas des capacité, des vertus et des talents... Et, vraiment, c'est une imagination basse.

On pourrait reconstruire une sorte de vie imaginaire de Pasteur en héros méconnu. Nous ne pensons pas que la somme des biens et des maux attribués à ce grand homme en fût considérablement modifiée : ce n'est pas des croix, des écharpes, des honneurs nationaux ou internationaux qu'un esprit d'une telle essence tire ses voluptés. Son travail, les facilités données à ce travail, voilà l'axe, le cœur de ses satisfactions.

Mais, de ce point de vue, il serait également bien facile de construire une autre vie de Pasteur, où paraîtrait un Pasteur d'avant 1889 ou d'avant le Christ, — un Pasteur fils de serfs, serf lui-même, — un Pasteur issu d'une société hiérarchisée, non égalitaire, non libérale, mais soustraite en même temps au système du fonctionnariat, qui *administre* jusqu'à la science elle-même, — un Pasteur ainsi gêné, mais ainsi servi par l'humilité de son rang : soit qu'on le fît accéder à la notoriété par l'Église, qui l'aurait affranchi de droit, soit qu'on lui ouvrît la carrière dans le siècle, il serait curieux d'observer si, en fin de compte, ce Pasteur eût perdu grand chose. Pour sa liberté, pour son progrès intellectuel, a-t-il gagné au nivellement, à la bureaucratie? Toutes les analyses qu'on en peut faire par la réflexion donnent à penser que le gain fut nul. Peut-être même fut-il en perte.

Mais au surplus la liberté de l'esprit et celle du citoyen sont deux choses distinctes, bien qu'elles soient représentées par le même mot.

Les esclaves poètes, médecins, philosophes

ne se comptèrent pas dans l'antiquité. Mais, confondant tous les genres de la liberté, mêlant le civil et le spirituel, le scientifique et le religieux, M. Gaston Deschamps a confessé à son insu, dans cet article, la plus complète et la plus misérable des servitudes. Il est né l'esclave des mots. Ah! les barreaux de son ergastule sont fermes. Il ne s'en évadera point.

## LA NUÉE DES NUÉES

Comme un certain article de la loi sur les associations ennuie tout à la fois les socialistes et les Congrégation, le *Temps* du 21 janvier 1900 utilise cette conjoncture fortuite pour placer la bonne doctrine :

— *Tant il est vrai que la liberté est un bloc et qu'on menace sa propre liberté chaque fois qu'on touche à celle des autres!*

Proprement, ces trois lignes sont à citer comme la Nuée des Nuées; il n'y en a pas de plus volumineuse, de plus voyante, de plus hypocrite, de plus joyeuse ni de mieux éclairée du mauvais petit jour de 89.

Rectifions : la liberté n'est pas un bloc. La liberté n'est pas. *Il n'y a que des libertés*. Ces libertés, loin de faire bloc, forment une infinité de granules différents de poids, de volume, de force, et, dans l'immense majorité des cas, il n'est que trop certain qu'elles s'exercent, s'accroissent, se fortifient les unes aux dépens des autres. Afin qu'il n'y ait point d'abus, on a inventé le pouvoir, et le pouvoir a subventionné des gendarmes. Mais si la définition du *Temps* était vraie, *la plus*

*menacée de toutes les libertés serait précisément la liberté de nos gendarmes : ne passent-ils leur vie entière à toucher, que dis-je ! à brusquer et à menotter la liberté des autres ?*

*
* *

Quand on aura la bonté de nous en fournir l'occasion, nous terminerons les Nuées par un :

## RAYON DE SOLEIL

*LES INTELLECTUELS*

Le rayon de soleil que voici est de M. Deherme, dans la *Coopération des idées* du 22 décembre 1900 :

« VOILA LE FONDS, CITOYEN : LES INTELLECTUELS « SONT DES BOURGEOIS. ILS VONT AU PEUPLE, PARCE « QU'ILS SONT D'ABORD DUPES DE LEURS PHRASES, « PARCE QUE C'EST LA MODE DU JOUR, ET ILS DIS- « COURENT PARCE QUE ÇA LES EXERCE. ILS « FONT D'AILLEURS LE PLUS SOUVENT DE LA DOSIMÉ- « TRIE INTELLECTUELLE ET MORALE, COMME ON NOUS « L'A MONTRÉ A PROPOS DE L'ABBÉ DENIS. »

Les intellectuels de la Congrégation dreyfusienne n'ont pas répondu à ces dures vérités. En les enregistrant, nous enregistrons le silence de la Congrégation.

LE CHŒUR.

# *LA VIE NATIONALE*

## MARINE

### CABLES SOUS-MARINS

(*Fin.*)

Dans l'établissement de ces câbles on se heurte à deux difficultés, l'une d'ordre technique, l'autre d'ordre financier. La première est plus importante que la seconde; celle-ci ne dépend que des sacrifices d'argent à consentir et peut se régler à coups de millions, celle-là relève du droit international et risque de ne se régler qu'à coups de canon.

Il ne suffit pas, en effet, de disposer en toute propriété des stations extrêmes de la ligne télégraphique sous-marine, mais encore d'un certain nombre de stations intermédiaires. La France ne possède pas sur les différentes mers du globe un échelonnement de points d'appui lui fournissant ces stations intermédiaires, où les câbles puissent atterrir en toute sûreté. En général, cependant, la longueur de certaines lignes télégraphiques maritimes exige un ou plusieurs sectionnements, et dans l'état actuel des progrès de la fabrication des câbles, ce sectionnement est indispensable. La sécurité, la résistance, le bon fonctionnement et les réparations qui peuvent devenir nécessaires réclament, d'une façon impérative, l'existence de points d'atterrissage successifs, lorsque les postes terminus de la ligne sont trop distants l'un de l'autre.

Il est de toute évidence que ces derniers doivent être en terre française. En aucune manière la ligne télégraphique maritime ne saurait emprunter le territoire d'une puissance étrangère; c'est là une con-

dition *sine qua non* de son indépendance. Procéder autrement serait perdre son temps et gaspiller ses finances. Nos communications télégraphiques sous-marines resteraient, comme aujourd'hui, et malgré des dépenses relativement excessives, à la merci de l'étranger.

Ici éclatent le décousu de notre expansion coloniale et les sottises de notre diplomatie. L'Angleterre, en s'emparant de nombreux points d'appui, a recueilli, grâce à sa maxime de « toujours prendre », des résultats inespérés et inattendus. Elle ne cherchait que des bases de ravitaillement pour ses escadres, et elle préparait du même coup l'établissement ultérieur de son réseau impérial de câbles sous-marins.

Le projet du gouvernement, en proposant de relier Marseille à Saint-Louis par Tanger et Ténériffe, est inacceptable, puisque nous serions subordonnés au bon plaisir des autorités marocaines et à celui de la ligne Ténériffe-Saint-Louis ligne anglo-française, mais beaucoup plus anglaise que française, et dans tous les cas dépendante de l'Espagne.

Nos communications maritimes avec le Sénégal, par voie télégraphique, doivent être établies au moyen d'un câble immergé de Brest à Saint-Louis ou à Dakar. Il n'y a pas d'autre solution. L'établissement de ce câble serait le premier tronçon de la grande ligne nous reliant avec l'Amérique du Sud, ligne que ne prévoit pas le projet gouvernemental, mais qui s'impose au premier chef.

Nos possessions des Antilles ne communiquent à l'heure actuelle avec la métropole que par l'intermédiaire de la ligne qui aboutit à Brest en passant par les Etats-Unis. Est-il convenable, est-il prudent de compter sur la neutralité et la constante bonne foi du cabinet de Washington? Pareille supposition eût été admissible il y a vingt ans, elle serait une folie maintenant que les Yankees ont la prétention

de chasser des eaux américaines les puissances européennes. La façon dont Mac-Kinley et ses ministres se sont jetés sur les colonies espagnoles, et les prétentions qu'ils émettent sur toutes les Antilles doivent nous inviter à prendre nos précautions de ce côté. Donc l'intérêt de la France veut que nous puissions être en relations télégraphiques directes avec la Martinique, la Guadeloupe et Cayenne. De là une ligne annexe irait à Pernambouc.

Aucune objection technique ne se met à l'encontre de la création de cette ligne sous-marine, profitons-en; sans attendre, poussons le gouvernement français à créer une ligne dont les avantages sont si manifestes.

La question devient autrement épineuse lorsqu'il s'agit de nos relations télégraphiques avec Madagascar et avec l'Indo-Chine. Le chemin le plus court serait d'établir une ligne partant de Marseille, traversant la Méditerranée, le canal de Suez et la mer Rouge. Mais le plus élémentaire bon sens nous interdit d'y songer. Ce serait nous mettre sous la férule anglaise, et nous sommes encore obligés de revenir à Brest. C'est de ce point que doit aussi partir le câble nous reliant avec notre grande île africaine et avec notre empire indo-chinois. Et nous pensons que le premier tronçon qui nous unirait avec les Antilles pourrait encore, de Saint-Louis, nous unir avec nos possessions de la mer des Indes et le continent asiatique.

Il faut, et j'insiste sur ce mot, *il faut* qu'un câble télégraphique partant de Saint-Louis atteigne Madagascar à Fort-Dauphin, sans avoir aucun point de contact avec les territoires africains appartenant soit au Portugal, soit à l'Allemagne. Et l'on ne peut que réprouver le projet de sectionner le câble à Mossamédès. Le Portugal lui-même n'étant qu'une colonie anglaise, en fait sinon en droit, il est permis de supposer qu'une colonie du Portugal ne

sera, en cas de conflit, qu'une annexe de la Grande-Bretagne. Quelle garantie nous offrirait dès lors un atterrissage à Mossamédès? Le grand obstacle c'est la longueur de la ligne, mais c'est ici qu'il est urgent de faire appel à la science, en vue de la fabrication d'un câble ayant la solidité voulue pour compenser le manque de postes intermédiaires. Notre industrie devrait être encouragée à résoudre ce problème; en cas de succès, elle trouverait là une source énorme de profits.

De Fort-Dauphin, la ligne télégraphique aérienne irait à Diégo-Suarez au point de départ d'un nouveau câble touchant à la Réunion et gagnant de là Saïgon. De Saïgon un câble annexe atteindrait Haïphong, Shanghaï et Nagasaki.

Pour le moment nous ne pouvons faire plus, mais nous ne pouvons faire moins. En concentrant tous nos efforts sur ces lignes principales, nous arriverions, dans un temps relativement court, à être complètement indépendants de l'administration anglaise. Nous disposerions en toute propriété du réseau sous-marin nécessaire à la sécurité de nos colonies et aux opérations de nos escadres.

Ces câbles sous-marins seraient assurés d'un bon rendement. Le commerce avec les régions qu'ils desserviraient est d'une réelle importance. Ainsi, en 1899, nos exportations et nos importations réunies ont donné les résultats suivants : avec le Sénégal, 81.789.000 francs; avec le Brésil, 242.352.000 francs; avec l'Indo-Chine, 91 millions de francs; avec la Chine, 267.518.000 francs; avec la République Argentine, 380.326.000 francs. Un trafic qui se traduit par de pareilles sommes nécessite une correspondance télégraphique continue et d'un profit rémunérateur.

Ceci admis, il reste à déterminer comment se fera la construction et sous quelle forme aura lieu l'exploitation.

Vouloir confier l'une et l'autre à l'Etat, ce serait

renvoyer leur exécution aux calendes grecques. L'État n'est pas outillé pour des travaux de ce genre, il ne possède ni le matériel, ni le personnel indispensables. De plus, il faudrait recourir à l'emprunt ; mais notre dette est déjà trop élevée, et notre marché financier trop ébranlé, pour jeter 200 millions de valeurs nouvelles en circulation.

Un procédé mixte, qui donnerait la construction à l'industrie privée française sous le contrôle de l'Etat, et qui confierait l'exploitation du réseau à une ou plusieurs compagnies nationales, présenterait l'inconvénient de désintéresser les constructeurs de la bonne exécution des travaux, et de dispenser les sociétés d'exploitation de chercher à obtenir un bon rendement financier.

Le système des concessions, en stipulant scrupuleusement les conditions de la subvention et en limitant strictement les délais de construction, paraît seul offrir les plus grands avantages. Pas de responsabilités de la part de l'Etat; pas d'augmentation de la dette, mais un simple contrôle et des subventions auxquelles pourvoirait le budget annuel. C'est le système employé par l'Angleterre, c'est le procédé choisi par l'Allemagne; c'est le mécanisme le plus sage, et c'est celui que personnellement nous préconisons, car il est à la fois rapide et économique.

Le temps n'est plus au provisoire ni aux tâtonnements. La question des câbles sous-marins est mûre et réclame une solution immédiate. On agirait avec sagacité au Parlement si, laissant de côté les discussions oiseuses, les haines de partis et les convoitises personnelles, on se hâtait de voter les lois utiles à la prospérité du pays.

ROBERT BAILLY.

## *BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE*

**Opinions à répandre**, par Jules Lemaitre. (*Société française d'imprimerie et de librairie.*)

Il y a cinq ans, ayant lu le livre de M. Demolins, M. Jules Lemaître connut que le bien public était en danger Or, dans le même temps, il commençait à se lasser de la critique littéraire et dramatique. Il ressentait le besoin de changer de plaisirs. Sous l'effet de ses préoccupations nouvelles pour la chose commune, il se mit à écrire des *Opinions à répandre*. Tel fut le début d'une évolution qui devait le porter à la tête d'un grand parti politique.

La vive impression que firent ses plaidoyers pour la colonisation et l'enseignement moderne contre la bureaucratie et les études classiques, on se la rappelle encore. Peut-être sera-t-on frappé de ne pas la retrouver en relisant ces articles réunis en volume. Ce n'est pas qu'ils aient rien perdu de leurs prix. On en goûte toujours l'argumentation ingénieuse et pressante. Mais avec le sentiment qu'il se pose aujourd'hui des questions d'un intérêt plus immédiat, on saute à la fin du livre où M. Lemaître a réuni quelques-uns des discours publics qu'il a prononcés depuis deux ans. On y veut trouver le programme des réformes générales par qui nous seront assurées les réformes particulières dont il s'est occupé d'abord.

Ainsi l'on cherche si la *Ligue de la Patrie française* s'est prononcée en faveur de la liberté de tester. Car une bonne loi rendant ses pouvoirs au chef de famille, on ne verrait plus les Français se contenter d'un état uniformément médiocre. Et comme autrefois ils s'en iraient chercher la fortune à travers le monde.

Mais, élevé à l'école libérale, M. Lemaître se forme une si haute idée de l'Opinion, reine en effet sous le régime démocratique, qu'il n'oserait rien entreprendre qu'elle n'exigeât formellement. Croyant à la souveraineté du peuple, à la volonté populaire, il se propose de convaincre l'Opinion et non pas de la guider : semblable à un mécanicien qui respecterait les indications de son manomètre comme des décisions intelligentes.

Ainsi, quand M. Lemaître entreprit de montrer la nécessité de peupler nos colonies, il avait dessein de persuader les Français qu'ils y trouveraient leur bien, et non de pousser l'Etat à prendre quelque mesure qui contraindrait les individus dans leur intérêt même. Il voulait, en trois mots qui sont les siens, « *accomplir une réforme morale* ».

Effroyable besogne à laquelle douze articles du *Figaro* ne suffisent pas. Il y faut vingt ans d'apostolat. On cite à peine Bouddha, Jésus-Christ, Mahomet qui aient réussi dans une telle entreprise. Il est, selon nous, infiniment plus aisé de lutter contre l'alcoolisme par des mesures d'ordre public, si compliquées soient-elles, que par la régénération des ivrognes. C'est pourtant par quoi veut commencer M. Lemaître. Et il se trouve alors réduit à cette conséquence extrême : « On s'aperçoit que la réforme des lois a pour condition première la réforme des mœurs, et, pour préciser, la conversion et le perfectionnement intérieur des individus. »

Nous ne croyons pas qu'une telle œuvre puisse réussir ou même, ayant réussi, donner les effets attendus. Et, de plus, nous ne verrions pas sans crainte une nouvelle sorte de convertisseurs, même aussi bien intentionnés, « travailler l'opinion publique ». Le jour où les braves gens de France iraient au sermon laïque et liraient avec sérieux des *tracts* moralisateurs, — ce jour-là nous aurions perdu notre caractère national et les prédicants

anglais pourraient répandre parmi nous leurs odieuses petites bibles noires.

En somme, les préoccupations de M. Lemaître relèvent en grande partie de la morale plutôt que de la politique. Il s'indigne, par exemple, que le mépris soit « un sentiment que les Français n'éprouvent même plus ». Il rougit pour la France que tel et tel Panamiste, tel trafiquant de distinctions nationales, soient constamment réélus par un collège fidèle. « Il y a là, dit-il, une perversion profonde de la conscience publique. » Nous ne pensons pas ainsi. Et il nous apparaît que l'électeur, par de tels votes, met en pratique cette maxime d'Aristote : « *Mieux valent de bonnes lois que des gouvernants honnêtes.* » Les commettants de nos panamistes jugent que les lois sont bonnes : qu'importent les défaillances de leurs représentants, s'ils font respecter ces lois ! Si, au contraire, les opposants sont à l'ordinaire des hommes vertueux, c'est que les électeurs les choisissent dans la vue de changer les lois et que, pour cet ouvrage, où tout sera mis à leur discrétion, quelque honnêteté est nécessaire. On s'en pourra fort bien passer quand les institutions nouvelles seront établies.

Malheureusement, aujourd'hui, ni les lois ne sont bonnes, ni les gouvernants ne sont honnêtes, et ils achèvent de se corrompre l'un l'autre. M. Lemaître propose de les moraliser par le procédé de la *formation de l'électeur* : on ne le voit guère réussir qu'à des puissances telles que l'Eglise et la Franc-Maçonnerie. Pour rivaliser avec elles, la *Ligue de la Patrie française* devra s'organiser à leur image, avoir à leur exemple des écoles et une doctrine. Mais on n'avait point cru qu'elle était fondée en vue de fins spirituelles.

Voilà que, après tant de pédantes querelles, nous n'avons point dit encore de quoi est composé le volume de M. Lemaître. On y trouvera les pages les

plus généreuses qu'il ait écrites dans son état nouveau de chef de parti, et aussi quelques-uns de ses discours publics, peut-être en nombre trop restreint. Une « opinion » sur le Féminisme remet parfaitement les choses au point et repose des divagations dont on nous rebat les oreilles. Tout ennemi du parlementarisme doit connaître *l'Image d'Epinal* où la vie d'un politicien est peinte en vingt traits d'une justesse historique. Dans *l'Humiliation*, dans *la Réception de Marchand* s'exprime le plus pur sentiment national. Et enfin quelques portraits littéraires (Maurice Donnay, Sarcey, etc.) et trois contes dans la manière de *Myrrha* et de *Sérénus* complètent ce livre où l'on retrouve M. Lemaître tout entier avec les formes les plus diverses de son talent.

JACQUES BAINVILLE.

*Le Directeur politique* : H. VAUGEOIS.

*Le Gérant* : A. JACQUIN.

Paris. — Imprimerie F. Levé, rue Cassette, 17.

# CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

## Voyages circulaires à coupons combinables

### sur le Réseau P. L. M.

*et sur les RÉSEAUX P. L. M. et Est.*

Il est délivré toute l'année, dans toutes les gares du réseau P. L. M., des carnets individuels ou de famille pour effectuer sur ce réseau ou sur les réseaux P. L. M. et Est, en 1re, 2e et 3e classe, des voyages circulaires à itinéraire tracé par les voyageurs eux-mêmes, avec parcours totaux d'au moins 300 kilomètres. Les prix de ces carnets comportent des réductions très importantes qui atteignent, pour les billets collectifs, 50 % du Tarif général.

La validité de ces carnets est de 30 jours jusqu'à 1.500 kilom. ; 45 jours de 1.501 à 3.000 kilom. ; 60 jours pour plus de 3.000 kilom. — Facilité de prolongation, *à deux reprises*, de 15, 23 ou 30 jours suivant le cas, moyennant le paiement d'un supplément égal au 10 % du prix total du carnet, pour chaque prolongation. — Arrêts facultatifs à toutes les gares situées sur l'itinéraire. — Pour se procurer un carnet individuel ou de famille, il suffit de tracer sur une carte, qui est délivrée gratuitement dans toutes les gares P. L. M., bureaux de ville et agences de la Compagnie, le voyage à effectuer, et d'envoyer cette carte 5 jours avant le départ à la gare où le voyage doit être commencé, en joignant à cet envoi une consignation de 10 fr. — Le délai de demande est réduit à deux jours (dimanches et fêtes non compris) pour certaines grandes gares

## CHEMINS DE FER
# DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

# VOYAGES A ITINÉRAIRES FACULTATIFS
## EN ALGÉRIE ET EN TUNISIE

Il est délivré pendant toute l'année, dans toutes les gares P.-L.-M., des carnets de 1re, 2e et 3e classes, pour effectuer des voyages pouvant comporter des parcours sur les lignes des réseaux : Paris-Lyon-Méditerranée, Est, État, Midi, Nord, Orléans, Ouest, P.-L.-M. Algérien, Est-Algérien, Franco-Algérien, Ouest-Algérien, Bône-Guelma, et sur les lignes maritimes desservies par la Compagnie Générale Transatlantique, par la Compagnie de Navigation Mixte (Cie Touache) ou par la Société Générale des Transports maritimes à vapeur. Ces voyages, dont les itinéraires sont établis à l'avance par les voyageurs eux-mêmes, doivent comporter, en même temps que des parcours français, soit des parcours maritimes, soit des parcours maritimes algériens ou tunisiens. Les parcours sur les réseaux français doivent être de 300 kilomètres au moins ou être comptés pour 300 kilomètres.

Les parcours maritimes doivent être effectués sur les paquebots d'une même Compagnie.

Les voyages doivent ramener les voyageurs à leur point de départ. Ils peuvent comprendre, non seulement un circuit fermé dont chaque portion n'est parcourue qu'une fois, mais encore des sections à parcourir dans les deux sens, sans qu'une section puisse y figurer plus de deux fois (une fois dans chaque sens ou deux fois dans le même sens).

Arrêts facultatifs dans toutes les gares du parcours. — Validité : 90 jours, avec faculté de prolongation de 3 fois 30 jours, moyennant le paiement d'un supplément de 10 % chaque fois.

Faire la demande de carnets 5 jours au moins à l'avance.

## CHEMINS DE FER DE L'OUEST

# BILLETS DE FAMILLE A PRIX RÉDUITS

*délivrés toute l'année*

**des Gares du réseau de l'Ouest**

**aux stations hivernales de la Méditerranée.**

**Toutes les gares de la Compagnie des Chemins de Fer de l'Ouest (Paris excepté) délivrent aux voyageurs se rendant en famille (4 personnes au moins) aux stations hivernales suivantes du réseau de la Compagnie P. L. M. : Agay, Antibes, Beaulieu, Cannes, Golfe-Jouan-Vallauris, Grasse, Hyères, Menton, Monte-Carlo, Nice, Saint-Raphaël-Valescure et Villefranche-sur-Mer, des billets d'aller et retour de 1re, 2me et 3me classes, valables 33 jours et pouvant être prolongés d'une ou de deux périodes de 30 jours moyennant un suplément de 10 0/0 par période.**

**Pour connaître le montant de la somme à payer pour ces voyages, il suffit d'ajouter, au prix de six billets simples ordinaires, le prix d'un de ces billets pour chaque membre de la famille en plus de trois.**

**Ainsi une famille composée de quatre personnes ne paiera, aller et retour compris, qu'un prix égal à sept billets simples. Cinq personnes ne paieront que l'équivalent de huit billets simples, etc., etc.**

DÉTACHER CE BULLETIN ET L'ENVOYER 143, RUE D'ABOUKIR, PARIS.

# ABONNEMENT

AU

# BULLETIN DE "L'ACTION FRANÇAISE"

PARAISSANT LES 1er ET 15 DE CHAQUE MOIS

8, RUE LÉOPOLD-ROBERT — Bureaux : 143, rue d'Aboukir

**Prix : 10 francs les 24 numéros**

*Je soussigné* _____

*demeurant à* _____

*déclare souscrire un abonnement à 24 numéros du Bulletin de « l'Action française ».*

*J'envoie inclus la somme de 10 francs, montant de mon abonnement, en un mandat, ou : Je vous prie de faire recouvrer par la poste le prix de mon abonnement, avec 0 fr. 50 en plus pour les frais de recouvrement.*

*A* _____ *le* _____ *1901.*

SIGNATURE :

*Remplir le Bulletin d'abonnement ci-joint et l'adresser à l'Administration, 143, rue d'Aboukir, en y joignant un mandat de 10 francs.*

---

## *L'Action Française*

EST EN VENTE A PARIS CHEZ

MM. **BOULINIER**, 19, *boulevard St-Michel.*
**BRASSEUR**, *galerie de l'Odéon.*
**CHAUMONT**, 27, *quai St-Michel.*
**FLAMMARION**, 36, *avenue de l'Opéra.*
**FLAMMARION & VAILLANT**, 10, *boulevard des Italiens.*
**FLAMMARION ET VAILLANT**, 3, *boulevard St-Martin.*
**FLOURY**, 1, *boulevard des Capucines.*
**LANCIEN**, 32, *avenue Duquesne.*
**LEFRANÇOIS**, 8, *rue de Rome.*
**LIBRAIRIE ANTISÉMITE**, 45, *rue Vivienne.*
**MAILLET**, 129 *bis, rue de la Pompe.*
**G. MARTIN**, 126, *faubourg Saint-Honoré.*
**SAUVAITRE**, 72, *boulevard Haussmann.*
**TARIDE**, 18, *boulevard St-Denis.*
**TIMOTEI**, 14, *rue de Castiglione.*
**LAROUSSE**, 58, *rue des Écoles,*

*e dans les principales gares de Paris et de la province.*

---


# LE COURRIER DE LA PRESSE

**BUREAU DE COUPURES DE JOURNAUX**

**21, Boulevard Montmartre, 21, Paris**

**Fondé en 1880**

**Directeur : A. GALLOIS**

# CHEMINS DE FER DE L'OUEST

## PARIS A LONDRES

**Viâ Rouen, Dieppe et Newhaven par la gare St-Lazare.**

### SERVICES RAPIDES DE JOUR ET DE NUIT

**Tous les jours (dimanches et fêtes compris) et toute l'année, trajet de jour en 9 heures (1re et 2e classe seulement).**

### GRANDE ÉCONOMIE

Billets simples valables pendant 7 jours :
1re classe : 43 fr. 25 ; 2e classe : 32 fr. ; 3e classe : 23 fr. 25.

Billets d'aller et retour valables pendant un mois :
1re classe : 72 fr. 75 ; 2e classe : 52 fr. 75 ; 3e classe : 41 fr. 50.

| | | | |
|---|---|---|---|
| Départ de | Paris St-Lazare | 10 h. matin | 9 h. soir |
| Arrivée à Londres | London-Bridge... | 7 h. 5 soir | 7 h. 40 matin |
| | Victoria..... | 7 h. 5 soir | 7 h. 50 matin |
| Départ de Londres | London-Bridge... | 10 h. matin | 9 h. soir |
| | Victoria..... | 10 h. matin | 8 h. 50 soir |
| Arrivée à | Paris St-Lazare. | 6 h. 55 soir | 7 h. 15 matin |

Des voitures à couloir et à compartiments (w. c. et toilette) sont mises en service dans les trains de marée de jour et de nuit entre Paris et Dieppe. Des cabines particulières sur les bateaux peuvent être réservées sur demande préalable.

La Compagnie de l'Ouest envoie franco, sur demande affranchie, des petits guides-indicateurs du service de Paris à Londres.

*PUBLICATIONS DE L'ACTION FRANÇAISE*

**Action Française 1899**, le numéro... 1 fr.
**La collection**, reliée (12 numéros)..... 12 fr.
**Henri Vaugeois**, secrétaire-adjoint de la Patrie française : L'ACTION FRANÇAISE..... 0 fr. 25
**Maurice Pujo** : APRÈS L'AFFAIRE... 0 fr. 10
**Dauphin Meunier** : LE MAL ET LE REMÈDE ..... 0 fr. 30
**Copin-Albancelli** : LA DICTATURE MAÇONNIQUE..... 0 fr. 50
**Octave Tauxier** : DE L'INAPTITUDE DES FRANÇAIS A CONCEVOIR LA QUESTION JUIVE. 0 fr. 50
**X***** : UNE RÉFORME PARLEMENTAIRE, LA MÉTRARCHIE..... 0 fr. 50
**X***** : LA RÉPUBLIQUE CHEZ UN PEUPLE SANS ÉDUCATION POLITIQUE, par un membre de la Patrie Française..... 0 fr. 20
**Xavier de Magallon** : VILLEBOIS-MAREUIL ET LE MOUVEMENT NATIONAL, Conférence faite à Paris et précédée d'un discours de M. FRANÇOIS COPPÉE..... 0 fr. 40

**EN PRÉPARATION**

**Charles Maurras** : LES MONOD PEINTS PAR EUX-MÊMES. Histoire naturelle et politique d'une famille de protestants étrangers dans la France contemporaine.

**L'AUTO-RELIURE pour contenir L'ACTION FRANÇAISE**
Prix : 8 francs.

# A BAS LES TYRANS!

**JOURNAL ANTI-MAÇONNIQUE**

**Par COPIN-ALBANCELLI et LOUIS DASTÉ**

**PRIX 5 CENTIMES**

**Paraît le Samedi**

**ABONNEMENTS : Un an 4 fr. Six mois 2 fr.**

**BUREAUX : 143. Rue d'Aboukir. PARIS**

PARIS. — IMPRIMERIE F. LEVÉ, RUE CASSETTE, 17.

3e année. — T. IV. — N° 40. 15 Février 1901.

# L'Action française

(*Revue bi-mensuelle*)

SOMMAIRE DU 15 FÉVRIER 1901

L'APPEL AU SOLDAT : 1re *Soirée d'études. — Allocution prononcée le 7 février 1901*..... **Maurice Barrès.**

1re CAUSERIE : *Les difficultés. — Notre méthode*..... **Henri Vaugeois.**

CATHOLIQUES ET LIBERTINS.... **Auguste Cavalier.**

VERDI..... **Pierre Lasserre.**

POUR L'ÉGLISE. — POUR L'ÉTAT. **Robert Bailly.**

AFFICHEURS ET DÉSAFFICHEURS. **Charles Maurras.**

NOTES DE VOYAGE AU SÉNÉGAL. **Lucien Corpechot.**

NOS MAITRES : ANATOLE FRANCE.

PARTIE PÉRIODIQUE

SUR LE NOM DE DÉMOCRATIE : *Notes à l'Encyclique* (**Charles Maurras**). — BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE : *La Cité du sang*, par MAURICE TALMEYR (**Jacques Bainville**).

PARIS

BUREAUX DE *L'ACTION FRANÇAISE*

28, RUE BONAPARTE

**Le numéro 0 fr. 50**

ABONNEMENTS : Paris et Départements, 10 fr. Etranger, 15 fr.

La reproduction des articles de l'*Action française* est autorisée avec l'indication de la source et du nom de l'auteur.

L'ACTION FRANÇAISE paraît le 1er et le 15 de chaque mois. On s'abonne à Paris, 28, rue Bonaparte.

M. Henri Vaugeois, Directeur, recevra les Mardi, Jeudi et Samedi, de 2 à 4 heures.

**PRINCIPAUX COLLABORATEURS**

Paul Bourget, de l'Académie française. — Gyp. — Jules Soury. — Maurice Barrès. — Charles Maurras. — Jules Caplain-Cortambert. — Maurice Talmeyr. — Maurice Spronck. — Hugues Rebell. — Jean de Mitty. — P. Cópin-Albancelli. — Alfred Duquet. — Frédéric Plessis. — Lucien Corpechot. — Denis Guibert, député. — Frédéric Amouretti. — Robert Bailly. — Auguste Cavalier. — Georges Grosjean. — Xavier de Magallon. — Théodore Botrel. — Dauphin Meunier. — L. de Montesquiou-Fezensac. — Lucien Moreau. — Octave Tauxier. — Maurice Pujo. — L. Mouillard. — Jacques Bainville. — Alfred de Pouvourville. — Robert Launay. — De Thouars. — A. Serph, etc.

**FONDATEUR :**
Le Colonel de Villebois-Mareuil
**Mort au champ d'honneur**

---

Nous prions nos lecteurs de nous signaler toutes les personnes auxquelles il serait agréable de recevoir l'*Action Française*.

Nous leur ferons un service de quelques numéros à l'essai.

# *L'Action française*

**A partir du 20 février, les bureaux de l' « Action française » seront transférés rue Bonaparte, 28 (VIe arr.).**

## L' « APPEL AU SOLDAT »

### *ALLOCUTION DE M. MAURICE BARRÈS*

Nous sommes heureux de pouvoir mettre sous les yeux de nos lecteurs le texte de l'éloquente improvisation par laquelle notre ami Maurice Barrès a défini, le jeudi 7 février, l'objet des Soirées d'études de l'*Appel au Soldat*, qui auront lieu cette année *tous les jeudis au café de l'Univers, place du Théâtre-Français, à 9 heures 1/4*. Voilà nos amis prévenus.

Il me semble que notre ami Vaugeois a très fortement justifié le but qui nous réunit et qui est d'établir une sorte de laboratoire d'études nationalistes.

Nous sommes très frappés de l'excellent travail qui est fourni par tous nos amis nationalistes dans les différentes manifesta-

tions publiques auxquelles ils ont le dévouement de se livrer. Mais il était nécessaire que, préoccupés d'une action au jour le jour, ils perdissent un peu de ce qui devrait être le principal de notre œuvre de réfection française. A force de désirer des résultats électoraux, ils se mettent dans cette position que, si les résultats électoraux leur échappent, il ne leur restera rien du tout.

Il serait criminel que nous fissions un acte, une nuance d'acte qui fût de nature à amoindrir les chances électorales; mais, tout en maintenant le bénéfice de nos vœux et de nos efforts aux militants politiques, nous devons nous rappeler notre devoir propre. Le nationalisme, en tant que discipline de la pensée française, doit subsister à tous les aléas, tandis que le praticien nationaliste disparaîtrait en cas d'échec électoral.

Mes chers amis, nous devons nous considérer comme un ressort toujours tendu. Nous ne sommes pas seulement une explosion de sentiment, mais un levain constant dans le pays.

Après l'affaire Dreyfus qui finira par être oubliée même de nous, il faut pourtant que des vérités qui nous sont apparues à cette lueur tragique subsistent. Nous avons senti qu'il y avait des vérités françaises (non pas des vérités qu'on invente, mais des vérités que l'on constate). Nous voulons nous assu-

rer ici qu'elles sont bien des vérités, en vérifiant qu'elles contentent des cerveaux de notre formation.

Ce groupe que vous êtes aboutira-t-il, après un certain nombre de séances, à établir une sorte de thème, un accord, une suite de vérités françaises? Je le crois. Mais je crois surtout que nous aurons cette satisfaction de nous dire, en cas d'échec momentané du nationalisme : « Nous n'avons pas réussi à faire la France telle que nous la voudrions, mais nous avons réussi à faire la France dans nous-mêmes ».

Il peut y avoir sur un territoire des périodes où la nationalité semble abolie; qu'importe! si elle a subsisté dans un certain nombre de cerveaux.

L'Allemagne a connu cette aventure tragique. Il y eut un moment où l'Allemagne ne semblait plus qu'une expression géographique sous le protectorat français; mais de grands Allemands comme Gœthe, en qui la nationalité demeurait avec toutes ses puissances, montrèrent quelques années après que de leurs cerveaux l'Allemagne pouvait ressortir et se réaliser aux yeux de tous.

Grandes ambitions? Non! grande tâche! nous devons être des hommes en qui la France subsiste et qui passent à l'avenir les flambeaux du passé.

Nous allons donc échanger nos idées, mais d'abord il faut que nous établissions un vocabulaire commun.

A cette besogne, déjà, à plusieurs reprises, vous vous êtes utilement essayés. La politique et, mieux que la politique, l'idéologie française vivent ces années-ci de ce qu'on élaborait par exemple à la *Cocarde* en 1894.

Dans le nationalisme, comme Vaugeois l'a très bien dit, il n'y a rien eu de ridicule.

Dans le courant de l'année dernière, je me trouvais assis dans une tribune de la Chambre à côté de Jaurès pour qui j'ai eu jadis une vive sympathie. En souvenir de ce temps passé, nous avons échangé quelques paroles. Je lui disais : « Comment pouvez-vous vous accommoder de la polémique à laquelle vous êtes associé, et par exemple du pittoresque de M. Gérault-Richard ? » Il me répondit : « Et vous du chauvinisme de M. Millevoye ? » Je répondis : « Pardon, la thèse de Millevoye est nationaliste, ce n'est pas tout mon nationalisme, mais il n'y a pas un des sentiments de Millevoye qui ne me paraisse juste. Il est possible que nous désirions donner à notre nationalisme une autre traduction que celle des excellents articles de notre ami dans la *Patrie*, mais encore est-il que s'il nous parle chaque jour de la France, des Croisades, de Valmy, d'Iéna et de Sébastopol, et s'il en parle

toujours avec chaleur, il n'y a rien que nous n'approuvions absolument. Seulement, nous croyons qu'il ne faut pas se borner à faire flotter le drapeau sur sa hampe; il faut se rappeler que le drapeau est le symbole de certaines réalités, et ces réalités nous voulons les reconnaître pour que précisément on puisse y planter le drapeau avec une inébranlable solidité. »

Notre tâche est à plusieurs étages. Il est certain que nous pouvons nous exercer à voir ce que font les libéraux parlementaires, et par exemple notre ami Copin-Albancelli que je vois dans cette salle nous dira la conspiration franc-maçonne et cette importante construction qui nous sert à résumer l'œuvre des ennemis de notre nationalité. — Nous devrons aussi, passant dans un second appartement de notre maison d'études, étudier certains hommes que nous considérons comme les pères de notre nationalisme conscient.

C'est une grande sécurité de sentir que nous sommes d'accord avec un Auguste Comte. Il sera donc bon que nous l'étudiions de près. Disons-le en passant, quel réconfort de voir que ce grand homme élabora son œuvre dans un cénacle plus rétréci encore que ne pourra l'être celui-ci ! Vous savez que, rue Monsieur-le-Prince, pendant plus de trente ans, Auguste Comte construisit ses

doctrines avec le concours d'un certain nombre d'amis. Autour d'eux et en dehors d'eux, tous les événements politiques se développaient, et néanmoins cette force qu'ils créaient devait à un moment donné être spirituellement supérieure aux efforts développés par les hommes politiques qui accaparaient l'attention.

La besogne d'Auguste Comte peut être reprise d'une autre manière, et nous la continuerons avec d'autant plus de sécurité qu'une libre intelligence de son œuvre nous montrera nos accords et nos divergences.

Dans l'ordre littéraire, c'est Maurras qui a commencé la campagne contre le romantisme, contre ce qu'il y a de peu français et de peu durable dans cette éblouissante flambée littéraire. Cette critique classique peut servir de point d'appui très vigoureux pour nos études. Le nationalisme, en effet, ne doit pas être simplement une expression politique : c'est une discipline, une méthode réfléchie pour nous attacher à tout ce qu'il y a de véritablement éternel et qui doit se développer d'une façon continue dans notre pays. Bref, le nationalisme, c'est un classicisme, c'est dans tous les ordres la continuité française.

Il faut que ces réunions soient à la fois du genre le plus familier et du genre le plus élevé. Le plus familier, car il faudrait que chaque assistant prît l'habitude de s'y mêler,

d'y apporter son appoint, d'indiquer quels sont les sujets qu'il entend traiter ; le plus élevé, parce qu'il faut faire le possible pour maintenir le niveau du nationalisme.

Il y a grand danger, étant donnée la nécessité de faire de la politique, pour que le nationalisme tombe à un niveau assez bas, au niveau de tous les partis politiques. Mais rappelez-vous le grand service qu'un Victor Hugo, par exemple, rendit à un moment donné à son parti politique, je veux dire aux soi-disant libéraux qui ont été les opportunistes de la troisième République et qui étaient naturellement des exploiteurs de la plus basse qualité.

Au nationalisme, il est absolument nécessaire que nous rendions le même genre de service qui fut rendu aux opportuno-radicaux par Hugo dans les *Misérables*.

Sous le second Empire, presque tous les jeunes gens ont été intoxiqués par ce grand écrivain qui donnait une expression littéraire, une sorte de force mystique, à des idées. Les pages puissantes des *Misérables* ont servi à une bande du Café Voltaire pour prendre en mains la direction de ce pays. Ces hommes avaient trouvé dans un grand poète une fièvre, un splendide vocabulaire et des sentiments.

Il faut que ce service soit rendu au nationalisme. Si nous tombons à être simplement

des gens qui dans la loi sur les Associations prennent un parti ou l'autre, des gens qui ont des candidats au Conseil Municipal ou aux élections législatives, le nationalisme n'aura été qu'une fumée d'un instant, un accident politique. Or le nationalisme en puissance est tout autre chose.

Nous disions tout à l'heure que derrière nous il y a des Auguste Comte. Certains de nos amis ajoutent volontiers Bonald... J'avoue que je ne peux ni les confirmer ni les contredire. J'avoue ignorer Bonald. Ils ajoutent aussi Joseph de Maistre où je ne connais jusqu'à cette heure qu'un grand écrivain. Nos amis nous feront connaître Maistre et Bonald. Pour ma part, je serai heureux de vous montrer un jour ce qu'il y a qui confirme la pensée nationaliste dans Blaise Pascal.

Si nous pouvons donner au nationalisme une grande valeur intellectuelle, si nous pouvons faire que sur l'océan politique ses vagues frappent plus qu'aucune les intelligences et les imaginations, nous aurons fait une besogne très précieuse. Pouvons-nous accomplir cette œuvre? Je la crois facile.

Quelle médiocrité doctrinale chez nos adversaires internationalistes ! Leur bagage ne peut plus servir que pour les comices agricoles. C'est un orphéon démodé.

Je voudrais que tous les hommes d'étude

pussent lire l'*Enquête sur la Monarchie* de Maurras. Je ne suis pas monarchiste, mais je trouve qu'il est impossible de concevoir un livre de littérature politique où l'on trouve plus de satisfaction pour le raisonnement et la haute culture. Voilà qui justifie votre prétention d'instituer un laboratoire politique. Cependant je vous prie de bien noter que nous nous réunissons non pas sur l'idée de monarchie, mais sur cette expression d' « Appel au Soldat ». Nous y trouvons une amphibologie qui nous satisfait. Nos adversaires crachent sur l'armée ; au contraire, nous avons un certain plaisir à dire au soldat : « Venez donc, soldat, vous la force matérielle, vous l'épée du Brenn, venez de notre côté. »

Nous ne pensons guère que ce puisse être par des élections d'arrondissement, qui sont toujours maquillées, que l'on réussira à dégager ce pays...

Si nous ne réussissons pas à établir nos idées dans le pays, dégageons-les en nous ; nous aurons du moins cette grande satisfaction de sentir l'harmonie dans notre conception de la France. Ce sera déjà un bonheur si notre cerveau échappe à cette anarchie dans laquelle nous sommes tous malheureux et tous trompés, parce que personne n'est à sa place.

C'est là-dessus que je terminerai. Il est véritablement malheureux, le désordre dans

lequel nous vivons depuis tant d'années. C'est pitoyable que des hommes qui, comme nous, sont partisans de la conservation française, c'est-à-dire qui veulent vivre en accord avec la France éternelle, avec le développement normal de leur nationalité, en soient réduits si souvent à faire des vœux de révolutionnaires contre lesquels proteste toute leur intelligence. (*Applaudissements.*)

---

## 1re *SOIRÉE D'ÉTUDES*

Nos amis étaient nombreux à cette première soirée : à côté de l'auteur de *l'Appel au Soldat*, nous avons vu Maurice Talmeyr, Charles Maurras, L. de Montesquiou, Copin-Albancelli, Jarre, A. de Léautaud, André de Fouquières, P. Gosset, le Dr Hartemberg, J. Bainville, Pujo, etc. — Voici quelques extraits de la causerie dans laquelle H. Vaugeois a exposé l'objet et la méthode de nos réunions :

### LES DIFFICULTÉS. — NOTRE MÉTHODE.

..... Vous savez que nous répétons beaucoup parmi nous le mot action. Parfois, je me dis qu'il y a là quelque chose de singulier, parce que nous sommes, en définitive, beaucoup plutôt des théoriciens que des hommes agissants ; mais cela a une raison d'être. Je crois que, en réalité, personne n'*agit*, en France, aujourd'hui, parce que je soutiens que pour agir, il faut être possédé d'une pensée. Il n'est pas à espérer, ni à désirer, qu'on agisse pour agir. Je crois très déterminément que pour agir, même en politi-

que, il faut être soutenu par un mouvement de l'esprit et par autre chose qu'une poussée de l'instinct, qui disparaît, et qui finit même quelquefois par vous dégoûter.

Je suis convaincu que la sentimentalité nationaliste dans laquelle nous nous sommes plongés d'abord avec facilité, puis avec un peu d'ennui, pendant deux ans, ne nous mènera pas loin : il faut arriver à la pensée et à la raison nationaliste. Ce sont de très gros mots. Mais je dis qu'à force de prononcer ces très gros mots non pas tout seuls, en nous promenant dans les rues, mais devant des amis, qui, dans le dialogue, n'hésiteront pas à nous contredire fortement, au besoin, ou ironiquement, nous arriverons peut-être à donner à ces mots une valeur suggestive et éveillante qu'ils n'ont pas encore ou paraissent ne pas avoir encore.

Je voudrais d'abord vous rappeler quelles sont dans ce moment les difficultés auxquelles nous nous heurtons pour continuer notre mouvement nationaliste. Je pars d'un fait qu'il faut avouer avec une entière sincérité et une entière crudité d'expression : ce fait, c'est que « *cela faiblit* », « *cela baisse* », « *cela se ralentit* ». Nous avions dit qu'après l'Exposition le mouvement reprendrait plus vigoureux et plus audacieux. Il est bien certain qu'au contraire, comme c'est arrivé déjà à plusieurs reprises dans notre histoire, nous voyons aboutir de très grands désirs à de très petites réalisations. J'ai cherché pourquoi très souvent, et la seule raison qui me soit apparue comme pouvant rendre compte de ces avortements de tant de mouvements d'opinion

politique en France, c'est qu'ils sont absolument contraires à la nature des choses politiques. Une nation qui en est réduite à se relever par un mouvement d'opinion et de sentiment, par la poussée des énergies individuelles réunies un jour dans un tourbillon, est à peu près condamnée à ne pas se relever du tout. Il est certain que la France se sent, comme dit notre ami Barrès, « dissociée »; mais il est certain aussi que la France ne se reconstituera pas, ne se reformera pas en le désirant et en le voulant.

Et voilà ce qui nous place dans une situation tout à fait paradoxale: nous qui reconnaissons, nous qui savons ce qu'il y a d'inefficace dans les énergies des individus, pour recréer le corps social, nous nous réunirons cependant tous les jeudis soir, cette année, pour nous occuper de politique. Est-ce que notre conclusion, si nous y voyons clair, ne devrait pas être le désespoir? Pourquoi nous réunir, pourquoi causer, pourquoi nous exprimer les uns aux autres soit nos inquiétudes, soit nos espérances, si en définitive cela ne sert à rien, et si les lois de la vie des nations veulent qu'une nation « *dissociée et décérébrée* », qu'une nation dissoute, ne puisse pas, d'en bas, se relever?

Cet obstacle et cette difficulté, je crois pourtant qu'ils sont moins grands dans le petit groupe que nous sommes et que nous serons que dans la nation tout entière. A proprement parler, nous ne serons pas tout à fait une foule; nous serons peut-être un milieu dans lequel une pensée, parce qu'elle est juste, peut gagner d'autres pensées. Cela n'est pas possible dans

une foule, parce que dans une foule jamais une pensée ne s'exprime qu'enveloppée d'un sentiment; elle ne suggère donc que des sentiments qui ne sont pas aussi féconds qu'elle-même. (*Applaudissements.*)

. . . . . .

... Ce problème de la communication des esprits les uns avec les autres, qui m'a toujours préoccupé, d'abord parce que cela a été mon métier de professeur, me préoccupe beaucoup plus quand je vois que nous sommes une nation qui en est réduite à s'enseigner elle-même, un peuple où tout le monde est à cette heure maître de conférences pour l'éducation du peuple...

J'ai l'air de commencer par des négations et par du scepticisme, mais je crois que c'est utile.

La négation est comme le sel : il faut mettre au début de toute espèce d'effort de pensée dirigée vers un but, au début de tout effort qui n'est pas un effort de contemplation pure, il faut, dis-je, mettre le sel du scepticisme, parce qu'un tel effort, en raison de ce qu'il exige d'optimisme, serait exposé à tomber dans les niaiseries.

Je cherche donc ce qu'il y a de choquant dans un cri que nous répétons tous depuis deux ans en sortant des réunions publiques : nous nous serrons la main les uns aux autres, en disant : « Il faut marcher tous ensemble! Plus de petits groupes! Plus d'exclusions! Unissons-nous pour sauver la France! » J'ai entendu cette exclamation cinq cents fois ; et je l'ai prononcée souvent moi-même. Or, elle est inféconde : nous ne pouvons pas nous unir ainsi, tels que

nous sommes, rien qu'en le voulant. Il faut, pour sauver la France, que nous éliminions nous-mêmes de chacun de nous des choses inintelligibles et absurdes ; il ne faut pas faire appel aux bonnes volontés, à la fraternité entre des hommes dont les cervelles sont encombrées de notions hétéroclites. (*Applaudissements.*)

Donc, ce cri : « Unissons-nous ! » a quelque chose d'inoffensif et de naïf. Mais il est en même temps quelque chose de très tragique et de très bon, puisqu'il exprime un besoin. Tout ce qui exprime un besoin est sacré : c'est peut-être ce qu'il y a de plus réel dans ce monde...

Le besoin qu'éprouvent les membres de la nation française de s'unir les uns aux autres est inquiétant, sérieux et, je le répète, tragique ; il doit être pris en considération, être encouragé, — et, avant tout, être expliqué.

Pourquoi avons-nous besoin de nous unir les uns aux autres? Pourquoi avons-nous besoin de *fraternité* ? Nous n'en avions pas besoin il y a deux cents ans, et, dans la vie civique nous n'avions jamais à prononcer ce mot-là, ce mot réservé au foyer. Cependant nous composions une nation cohérente et unie. Nous parlons de fraternité précisément depuis l'époque où nous ne composons plus une nation, une puissance assurée de sa réalité, et où, vraiment, il ne nous reste plus que le désir d'être une nation... (*Applaudissements.*)

Pour satisfaire ce besoin que nous éprouvons et que nous reconnaissons être nouveau, il faut l'analyser. Quel est-il et d'où vient qu'il est, dès qu'on le crie trop haut, presque risible? Il est

risible parce qu'il exprime à peu près — permettez-moi une comparaison — le cri que pousseraient, en s'écroulant, les pierres d'un mur dont le ciment serait parti : elles diraient : Nous voulons nous réunir, et il n'y a plus de ciment.

Ces pierres crient, et nous le trouvons ridicule, cependant nous ne pouvons pas nous empêcher de dire qu'elles ont raison de crier. Les pierres du mur et les individus ne se réuniront qu'à la condition non pas de s'additionner en un tas, ou de se rapprocher, purement et simplement, et de se serrer. Si nous parlons des hommes, je dis qu'ils ne se réuniront qu'à la condition de s'organiser ; et si nous parlons des pierres, je n'ose pas dire qu'elles se réuniront, je dis qu'elles ne seront réunies que si, de petits groupes d'entre elles, un peu moins hétérogènes que les autres, s'étant formés, quelques-uns de nous aperçoivent de bonne heure, et à temps, le bien qu'il y a pour ces pierres à être prises dans un nouveau ciment.

Il est certain qu'il se réforme en France des unités naturelles ; il est certain qu'il y a des organismes dans notre pays. Si ces organismes existent, il n'est pas dit qu'à eux tout seuls ils reconstitueront la nation ; mais, en attendant, ils ne sont pas aussi friables, aussi insaisissables que les pierres toutes seules.

Voilà pourquoi nous avons mis à la base de cette critique nationaliste des doctrines de la Révolution que nous avons entreprise, — du moins un certain nombre d'entre nous, — la reconnaissance de la nécessité de groupements naturels.

Voilà pourquoi, par exemple, si nous nous en tenons à la géographie, ces groupements naturels, qu'on appelle des *pays*, comme le veut M. Pierre Foncin, des provinces, des bourgades, nous semblent devoir être favorisés ; voilà pourquoi nous sommes allés tous d'un mouvement unanime, nous nationalistes, vers cette doctrine de la décentralisation que nos deux amis Barrès et Maurras ont jetée dans le public, voici bientôt dix ans, avec le Journal la *Cocarde*, avec leurs livres, avec leurs articles de journaux. Ce mot, qui ne nous disait rien avant l'affaire Dreyfus, ce mot de décentralisation, cette affirmation de la nécessité qu'il y a de mettre un frein à l'action absorbante de Paris pour réveiller les existences particulières des *pays*, ce mot de décentralisation répond pour nous maintenant à un besoin. Nous sentons que les groupes géographiques, les pays seront des moyens pour la reconstitution de la nation.

(*A suivre.*)

HENRI VAUGEOIS.

---

*L'abondance des matières nous oblige à remettre au prochain numéro la réponse de Henri Vaugeois à M. de Mahy, — ainsi que les* NUÉES.

## *CATHOLIQUES ET LIBERTINS*

### I

Il n'est pas seulement souhaitable, il est nécessaire et urgent d'unir en un même faisceau toutes les énergies capables de contribuer à la conservation de la race et de la patrie. L'*Action française* travaille à réaliser ce groupement, en évitant les heurts et en préparant la fusion des deux principaux éléments qui composent le *nationalisme*.

A ne pas vouloir inutilement subtiliser, on voit en effet que les nationalistes se séparent en deux catégories assez nettement déterminées : les Catholiques et les Libertins.

Les Libertins sont inférieurs par le nombre, mais grâce à leur Maurras et à quelques-uns de ses amis, ils savent remédier à ce désavantage pourtant certain.

Les Catholiques forment un appoint plus considérable. C'est dans leurs rangs que le meilleur de la tradition française se perpétue de générations en générations.

Depuis la Révolution — qui fut faite contre eux plus encore que contre le trône — ils n'ont rien changé à leurs aspirations et à leurs principes (je ne dis pas religieux, cela va de soi, mais politiques). Ils n'ont pas attendu l'affaire Dreyfus pour soutenir que l'Etat ne peut vivre sans hiérarchie, pour enseigner que la source de

toute moralité, de toute sécurité sociale est dans l'organisation énergique et stable des familles, et qu'enfin le plus sûr moyen d'assurer l'homme contre les périlleux hasards de la vie c'est de l'enraciner profondément dans le sol où il est né.

Ce système politique, qui est celui de l'Eglise, société parfaite, éminemment et délicatement hiérarchisée, ne comporte point, dans l'esprit des catholiques, adhésion formelle à telle ou telle forme du pouvoir.

Tout gouvernement temporel qui assure à l'Eglise la liberté nécessaire à la conduite des âmes est pour elle un auxiliaire.

L'Eglise, qui, dans l'application intégrale de ses doctrines, trouverait fort bien le moyen de se passer de l'Etat, ne tient point à revendiquer un privilège qu'elle considère comme dangereux et encombrant. Par une sorte de division du travail, elle admet, et même elle souhaite que l'Etat la débarrasse de fonctions trop absorbantes, dont l'exercice risquerait de la détourner de son principal souci.

En application de ses principes, les catholiques sont tout prêts, dans le domaine de la politique, à concourir, en qualité de citoyens, à l'organisation de l'Etat.

C'est pour eux un droit qu'ils n'entendent pas abdiquer, et c'est aussi un *devoir* — car ce mot, qui n'a pas de sens pour les libertins, a pour les catholiques une signification précise et puissante.

Ce droit et ce devoir, il n'a jamais été plus urgent de l'exercer et de le remplir qu'à l'heure

présente. Le pays est menacé de se dissoudre dans l'anarchie. Si l'on ne met un terme à la logomachie parlementaire, si l'on ne réfrène l'audace des factions étrangères (juive, huguenote et franc-maçonne) qui se sont emparées du pouvoir, la France, déjà si douloureusement blessée, ne pourra bientôt plus se reprendre. Ce sera fini de son rôte parmi les nations du monde et peut-être ne gardera-t-elle plus même une place dans la géographie politique de l'Europe.

Tout catholique doit penser qu'il faut à tout prix empêcher, retarder au moins ce malheur.

Or les libertins pensent de même. J'entends les libertins nationalistes, tels que l'*Action française* les connaît bien et tels qu'ils ont été excellemment présentés par M. Maurras dans sa dernière étude sur la *difficulté religieuse*. Peut-être faudrait-il même dire de ces libertins qu'ils ont pour préoccupation principale, en dehors et au dessus de toute préoccupation philosophique, e salut de la France par l'organisation politique de l'Etat. Ils ont ainsi renoncé — au moins provisoirement — à toute spéculation d'ordre plus général et se bornent, conformément à la pure doctrine positiviste, à préparer à la société les moyens matériels de vivre.

C'est une assez noble tâche et pour laquelle les catholiques ne sauraient ni différer ni ménager leur concours.

II

Ainsi l'accord doit se faire. Il n'est pas seulement possible, il est, heureusement, certain.

Ou bien les libertins cesseront d'être ce qu'ils sont, des disciples de Comte, de Renan, de Taine, ou bien ils accepteront la marche parallèle, l'action convergente avec les catholiques.

Mais il n'y a pas de coalition efficace si trop de méfiance s'insinue dans les relations des alliés. Lorsqu'on est destiné à vivre ensemble, le mieux est de se supporter mutuellement. Un peu de coquetterie réciproque, en attendant l'amour, est même indispensable à la réussite des unions.

Dans l'espèce, et si l'on prend égard à l'extrême rigueur de leurs principes, il conviendra d'admettre que les catholiques se montreront suffisamment « galants » vis-à-vis des libertins en s'abstenant à leur approche de toute nuance de dédain. Le catholicisme ne comporte point de transaction, mais la charité chrétienne est sans limites. Le sentiment douloureux du croyant en face de l'ami qui ne partage point sa foi est sans doute inévitable, mais on peut éviter de l'exprimer.

Quant aux libertins, ils seront tenus à des obligations plus étendues. M. Maurras a très bien senti ce point, et il serait désirable que tous ses amis (je parle seulement des libertins) en fussent pénétrés autant que lui : « Un positiviste,

dit-il, peut très bien se sentir honni chez les catholiques et ne point s'arrêter dans ses déclarations d'estime, d'affection et même de vénération et d'amitié pour le catholicisme. Il peut donner sans espérer de recevoir, ni cependant se sentir dupe le moins du monde. » Et plus loin, par une concession suprême, mais qui ne coûte rien à son bon goût : « On pourra se rencontrer ailleurs qu'aux portes des églises, sinon à la table mystique, dans les nefs et aux bas-côtés. Hors de l'église on pourra causer. Et l'on cause déjà. »

Justement. Et de ces causeries une estime réciproque d'abord, une entente efficace et durable ensuite doit sortir.

Les libertins veulent demeurer étrangers aux lumières de la foi.

Respectons cette obstination qui leur agrée.

Ils ont dans les ressources de la raison humaine une confiance dont les catholiques pourraient être portés à sourire. Tolérons ce préjugé, car à côté de cette faiblesse (qui pour eux n'en est pas une) ils ont une qualité éminente et rare : ils ne professent pas de dogme, ils ne préconisent pas d'idole. S'ils nient le catholicisme, ils ne le remplacent pas.

A vrai dire, ils ne songent même pas à le remplacer ou à le nier, ils songent à autre chose, et l'on a vu que c'était à organiser politiquement l'État. Il faut les laisser à cette œuvre utile et les seconder dans leurs efforts.

Si nous ne vivions dans un temps où les divisions politiques et religieuses sont extrêmes, à la fois par le nombre des doctrines et la violence

des contradictions, les catholiques pourraient assurer seuls la tâche de rétablir l'ordre momentanément troublé. Plusieurs fois, au cours de l'histoire, ils ont rendu à la chrétienté, c'est-à-dire à la civilisation, pareil service. Mais à présent ce rôle est fini pour eux. L'Inquisition, dont le fonctionnement a tant de fois garanti aux peuples l'inappréciable bienfait de l'unité de conscience, n'est plus possible aujourd'hui. Elle perd sa raison d'être et sa légitimité le jour où elle a cessé d'être efficace, comme c'est désormais le cas.

Les libertins peuvent donc être tranquilles. Si la doctrine catholique admet — sous des conditions d'ailleurs sévères — que l'on peut, même par la force, empêcher l'erreur de naître, elle n'admet point que pour assurer la paix religieuse on déchaîne d'abord la guerre civile.

Les libertins tiennent surtout à l'indépendance de leur conduite et de leur raison. Il n'y a aucun motif pour que les catholiques leur contestent l'exercice de ce droit. Sûrs de n'être gênés ni dans leur pensée ni dans leurs actes (car le milieu moderne ne comporte pas de la part du catholicisme de telles contraintes), les libertins se dépouilleront sans doute, ainsi que l'a déjà fait M. Maurras, des préventions injustifiées que plusieurs d'entre eux ont conservées à l'égard des catholiques et plus spécialement à l'égard des prêtres, des moines ou du Pape.

Ainsi, entre les deux grands courants du nationalisme l'union plus étroite se fera. On travaillera en commun, et non point chacun de son côté, à la réorganisation de l'Etat. Et qui sait?

les catholiques, qui en entrant dans cette association n'ont renoncé à aucun de leurs soucis, pourront peut-être, avec prudence et douceur, faire œuvre d'apostolat. Le positiviste n'est souvent pas autre chose qu'un catholique qu'une sorte de respect humain et le désir de vivre à sa guise retiennent aux abords de la foi. Ne pourra-t-il arriver à ces frères d'armes de s'entendre sur d'autres points que sur l'organisation du pouvoir? Et le libertin positiviste ne sera-t-il pas près de partager la doctrine de son frère le jour où il lui apparaîtra vraiment que dans sa beauté complexe et fine elle n'est hostile ni à la liberté ni à la joie?

AUGUSTE CAVALIER.

# *VERDI*

—

Quand la nouvelle s'est répandue de la mort de Verdi, les personnes mêmes dont l'art où il s'illustra occupait le moins la pensée ont ressenti la grandeur de l'événement. Un musicien fameux, un Gounod, un Brahms, peut disparaître, n'émouvant réellement que ceux-là qui avaient accoutumé de chercher des jouissances dans sa musique. Les autres n'éprouvent de sa perte qu'un sentiment en quelque sorte social, officiel. Mais la fin d'un homme qui, dans l'art, la politique ou la science, a ajouté quelque chose aux destinées de l'intelligence humaine est marquée d'un pathétique universel. Giuseppe Verdi appartenait, comme Richard Wagner, à cette élite, descendante de Prométhée. Ce grand Italien était de ces têtes que leur hauteur rend visibles de toute l'Europe et qui portent témoignage pour la civilisation de l'Occident.

Verdi meurt à l'heure où la sensibilité française est possédée par les séductions, par les démoniaques enchantements d'une musique qui coule d'une autre source et qui fait palpiter d'autres cordes que la sienne. Cette impression unanime de sa grandeur — qu'aucune voix, je crois, n'a osé s'élever pour nier — s'en

avère plus profonde et plus sûre. Le goût du public ne changera pas d'ici à demain. Et il y a encore de beaux jours (plus comptés peut-être qu'on ne pense) pour *Tristan et Yseult* avant qu'on ne daigne se rappeler l'antique *Rigoletto* et qu'on ne coure à *Falstaff*. Mais lequel — parmi nos plus wagnériens critiques — s'est risqué à railler ces mélodies moulues depuis cinquante ans par les orgues de barbarie? Lequel, ayant à formuler dans son journal le hâtif jugement d'un lendemain de décès, n'a perçu par bonheur — l'eût-il dès longtemps oublié ou ne l'eût-il jamais su — qu'il y a dans l'œuvre surannée du vieux Verdi quelque chose de souverainement fort, de granitique, contre quoi mille plumes de critique s'épointeraient?

Parmi les grands hommes qui ont atteint en nos temps une popularité européenne, Verdi se distingue moralement de la façon la plus noble, par un trait de simplicité, de réserve, par le silence sur toutes choses qui ne sont pas son art.

Wagner se répand en écrits théoriques et apologétiques pour annoncer le rapport de sa musique avec les aspirations révolutionnaires, religieuses, sentimentales de son siècle; il fait valoir au profit de son œuvre que l'époque y retrouvera ses propres instincts charriés et magnifiés. Il est prophète et philosophe, le plus somptueux, le plus brillant, mais d'ailleurs le plus instable des philosophes. Par là il tient une place bien plus grande que jamais un Glück, un Mozart, un Schumann, dans la pensée des

hommes. Mais cette place est-elle légitimement occupée? Finalement ce prodigieux artiste ne sera jugé, comme Dieu, que sur la beauté de la matière créée par lui.

Tolstoï n'est devenu un événement international que depuis qu'il propose des remèdes enfantins, mais trop en accord avec les instincts les plus anarchiques et les plus apeurés de l'homme, aux maux dont pâtissent les sociétés modernes et dont nous avons notre part comme les autres, nous que révolteraient d'aussi lâches moyens de salut. Quand ces maux auront disparu ou se seront transformés avec les causes matérielles qui les engendrent, ce Tolstoï-là ne sera plus entendu et les lettrés de tous pays admireront l'autre — peut-être un peu au dessous de Balzac — comme grand peintre des passions humaines.

Que dire de Victor Hugo et du grand coup de filet qu'avec *les Misérables* il jeta dans les flots troubles de la pitié humanitaire? En idéalisant la République (avant qu'elle n'existât), en prenant sous sa protection et sacrant de sa rhétorique fabuleuse la cause des « opprimés » et des « humbles » de tous les siècles,il prit peu à peu figure de Dieu le Père — il devint le « père Hugo », héros de je ne sais quelle imagerie énorme et bonasse.

Verdi nous repose de ces génies trop mêlés — lui qui a passionné les foules pendant plus d'un demi-siècle, mais par sa force artistique toute pure. Ardent et robuste ouvrier dont les ouvrages n'accusent que ce souci : de les forger toujours avec plus de maîtrise et d'éclat. La re-

marque serait sans portée s'il s'agissait ici d'un de ces compositeurs fermés, comme Schumann, qui s'adressent aux parties méditatives et rêveuses de l'âme,— âmes aventureuses et solitaires eux-mêmes qui ont dû se créer un monde à part, — impopulaires par essence. Mais quel art fut jamais plus populaire que celui de Verdi? La malveillance dira,non sans fondement : C'est de la musique de rue. Mais l'admiration peut retenir cette parole en ajoutant que les rues de Milan virent souvent passer les plus beaux enthousiasmes.Le soir de son premier succès dramatique,Verdi fut porté à bras par le peuple.De cette hauteur il ne fut pas tenté de vaticiner. En plein siècle démocratique,ce fils de paysans,devenu l'individu le plus fameux de son pays, ne s'enfla pas, ne se fit pas apôtre. Il n'eut jamais dans les cœurs d'autre allié que la folie de ses compatriotes pour la musique. Je n'ignore pas qu'un instant les espérances patriotiques et unitaires de l'Italie se symbolisèrent en son nom. Le cri : Vive Verdi ! signifiait : Vive l'Italie une ! Il y avait d'abord l'accident de ce nom même dont les lettres formaient l'anagramme du futur roi Victor-Emmanuel. Puis la passion des grandes villes et des plus petites bourgades pour les mélodies du *Trovatore*,n'était-ce pas l'Italie unifiée déjà dans un sentiment? Surtout, les ardeurs patriotiques et civiques coulent si naturellement dans le sang du Latin non dégénéré, elles sont si intimement mêlées pour lui à l'allégresse même de vivre,que toute robuste expression d'art les doit émouvoir par son intensité et sa beauté seules. Depuis son premier

triomphe, Verdi vit souvent une cité l'acclamer. Mais il ne l'avait mise en délire que par le feu — parfois diabolique — de ses mélodies, par la puissance souvent brutale, il est vrai, mais souvent aussi grandiose et terrassante de son expression dramatique. Soulevés par l'enthousiasme, les citoyens d'une patrie chère et opprimée voudraient courir aux armes, comme nous voudrions tous courir au bonheur, à l'amour, à la gloire, au sortir d'une salle où nous ont touchés de magnifiques accents. Soit! nos instincts entrent pour beaucoup dans nos plus chaudes admirations d'art. Mais l'art n'a besoin que d'être vigoureux et beau pour réveiller les instincts féconds et organisateurs. Verdi fut tout à son œuvre. Il n'eut pas besoin de lui prêter la signification patriotique. A proprement parler, elle ne l'avait pas plus que la signification humanitaire. Mais il se réjouit certainement des effets sur les âmes de ces chants qu'il ne cherchait que beaux et appropriés à leur sujet.

Je n'ai pas trouvé à Paris de biographie de Verdi; mais la vie de ce grand homme est vide d'événements et de paroles publiques. Il ne se rappelait à l'Europe que par ses ouvrages. Peu après sa trentième année, dès que ses premiers succès eurent assuré sa fortune, il se retira à la campagne, dans sa villa de Sainte-Agathe, non loin de Milan. Il n'en sortit plus que pour un court séjour annuel dans cette ville et pour aller diriger à Rome ou à Paris les répétitions de ses nouveaux opéras. Il a prodigieusement produit, mais il a plus encore réfléchi que produit. Là

est son trait de grandeur. Franchement soucieux du succès, comme le peuvent et l'osent avouer les artistes de sa taille, plus soucieux du progrès et de l'approfondissement de sa pensée, sans nul empressement à remuer ni à étonner le monde des résultats de ce travail intérieur, s'appliquant seulement à en fortifier du mieux possible sa musique. Songez à ces cinquante ans de fécondité presque à chaque fois heureuse, à cette célébrité inouïe, à cet entrelacement symbolique de la fortune d'un homme et de la fortune d'une patrie, — songez aussi au caractère exubérant, tout en dehors, de cet art, — et rapprochez cet éclat, ce tumulte, de la parfaite simplicité qui entoure dans nos imaginations le nom de Verdi. Ce contraste me fait comprendre tout ce que j'ai entendu et lu, sans le pouvoir observer moi-même, de la profonde discrétion italienne.

Il n'échappe pas au lecteur combien je m'efforce d'envisager ici la musique dans ses rapports avec les sentiments généraux et avec la haute culture. Mais il me serait impossible de situer, même très sommairement, la musique de Verdi sans emprunter quelques expressions à la technique de l'art. Je ne recourrai d'ailleurs qu'à celles qui s'éloignent à peine du commun langage.

Un coup d'œil sur cette longue liste d'opéras nous émerveille. Au début, du moins après des essais de début presque oubliés aujourd'hui, le *Trouvère*, *Rigoletto*. A la fin, *Falstaff*. Or, tandis que nos grand'mères fredonnent les airs du

*Trouvère* appris dans leur jeunesse et s'étonnent naïvement de nous voir délaisser des œuvres où, pour elles, frémissait tant de passion, nos musiciens les plus hantés de wagnérisme, les plus exigeants de tout ce qui manque à ce Verdi première manière, prennent *Falstaff* en haute considération, se défendent faiblement d'en être éblouis. Quelle courbe a dû décrire dans sa longue carrière cet ardent esprit !

Il hérite de ses devanciers immédiats dans l'opéra italien une formule d'art enfantine et barbare. Génie d'expression beaucoup plus que de combinaison, il ne songe même pas à en instituer la critique. Parce que la nature lui a révélé le secret de faire chanter l'amour, la haine, la jalousie, l'ambition, la vengeance, le crime, dans leurs suprêmes exaltations et leurs paroxysmes, parce qu'elle l'a fait mélodiste dramatique, il brûle d'écrire pour le théâtre. L'imagination à peine émue par la beauté violente, le tragique cru de deux ou trois sujets dont il s'avise, il prend la plume. Son écriture musicale, établie par une suffisante instruction, est rude et sommaire, peu nuancée, mais déjà sans hésitation, sans faiblesse. Pour ce qui est de l'économie et de l'ordonnance générale d'une œuvre, de l'équilibre et de la pondération de ses parties, de l'unité de ton qui y doit dominer la diversité épisodique, de tout ce qu'il y faut savoir mettre pour que l'effet de chaque moment y soit entraîné dans un effet total, — pour ce qui est du *style* en un mot, Verdi est encore dans un état d'innocence entière. Et pourtant, par le seul effet de son tempérament, il est réformateur. Ses coups d'essai

sont déjà un bond bien loin des parages où, avec Bellini, Donizetti, s'alanguissait la musique italienne. Certes ces maîtres — divinement et misérablement faciles — rencontraient parfois sur leurs paresseux chemins des mélodies immortelles, don du soleil à leur patrie. Ils étaient bien le pauvre qu'un peu de chaleur fait s'oublier et chanter sur la route et qui n'a pas de pain. Ces beaux instants passés, ils retombaient dans leur indigence. On croirait, à lire un opéra de Bellini, qu'il en a à peine connu le texte, — si peu, — à des situations même très émouvantes se dérangent ses faibles rythmes coutumiers. La nouveauté de Verdi, c'est qu'il est possédé par la situation dramatique. Il surprit les librettistes et irrita les directeurs de théâtre du temps en n'acceptant pas de « musiquer » le premier poème venu, en imposant des sujets qui étaient les meilleurs, puisqu'ils l'enflammaient. De là l'accent rude et fort par où il réveilla l'Italie. Une mélodie éclatait, inouïe, non plus fille indifférente de la mollesse et du hasard, mais fille de la fureur et de l'amour, coulée de lave fondue au feu des passions surchauffées, métal resplendissant, mais presque trop dur. Cette inspiration impérieuse, ce sens violent de l'action dramatique devait suffire à lui seul — et sans aucune intention méditée de réforme et de refonte — pour corriger la coupe amorphe de l'opéra italien. Verdi porte le coup de mort à la « romance », à la « cavatine », à l'air de bravoure, haltes ridicules accordées à l'étalage de la belle voix, insultes à la logique élémentaire et à un spectateur qui prend au sérieux le drame.

Il introduit dans l'opéra italien cette vertu italienne entre toutes : la rapidité.

Pour y créer l'unité organique, l'unité de forme, de style, il lui manque les ressources d'une partie de l'art musical : la polyphonie, je dirai plus simplement pour les profanes : la symphonie. Non pas qu'il la puisse ignorer. Il en a sans doute appris à l'école tout ce qui s'en enseigne alors. Mais il est tout à fait en dehors des conceptions de son temps et de son pays que la symphonie ait d'emploi ailleurs que dans la musique instrumentale. Au théâtre, n'est-ce point la voix qui doit tout dire, et les instruments sont-ils là à d'autre fin que de la soutenir? On comprend la séduction exclusive de la mélodie vocale pour ces maîtres italiens. La culture de la voix humaine fut poussée en Italie, à la fin de l'avant-dernier siècle et au commencement du XIXe, à un point de perfection inouïe. Puis, c'est dans l'expression de la passion active que les grands musiciens italiens auront toujours — de par leur race — leur puissance et leurs ardeurs les plus fortes. Il est naturel qu'un héros du Midi, emporté par la colère ou par l'amour, ne laisse pas aux trombones ou aux violons le soin d'être éloquents à sa place. La mélodie chantée, disons mieux, la mélodie oratoire convient essentiellement à cet objet, et un Verdi savait magnifiquement l'y faire suffire. Mais ce que le chant seul est impuissant à évoquer, c'est le milieu, c'est le développement de l'action, c'est ses raisons profondes, c'est, à côté de son tragique momentané, son tragique universel, c'est tout ce qui d'elle, la

forte commotion immédiate finie, doit hanter la pensée. Dans les scènes où éclatent les conflits suprêmes, Verdi est souverain. Ces scènes, il les cherche et les multiplie. Pour le fonds à leur faire — malgré toute sa virtuosité et sa verve continue — il manque de doctrine.

Je crois — tout en marquant les lacunes et la barbarie de cette première manière — en bien glorifier le positif. Quand je relis les malédictions que *Rigoletto*, fou du déshonneur de sa fille, jette aux courtisans, ses sanglots profonds d'insensé et d'enfant, ses longs cris de vengeance, je n'ai pas besoin de courir à tant d'autres merveilles de la même trempe. Je sais le rang de Verdi et que, depuis la mort de Wagner, il dominait seul de la tête la musique européenne. Que d'autres imitent sa force avant de se targuer de leurs perfections! Un portrait de Verdi le saisit dans sa plus haute pensée. Il est debout, déjà vieux, la tête en pleine lumière, un peu relevée, le regard brillant, la bouche calme. Ses bras sont portés en arrière et les mains largement ouvertes pèsent sur les hanches dans un mouvement de vigueur qui attend et de repos. Il me semble qu'il observe avec simplicité et dignité les grands phénomènes musicaux qui, nés sous des cieux lointains, se propagent à présent jusqu'à ce coin de terre paternelle d'où la gloire même ne le fit pas sortir. Il écoute tout ce qu'ont à lui dire les générations nouvelles. Mais il s'assure toujours sur ses bras de forgeron.

On peut comparer les chefs-d'œuvre de sa jeunesse et de son âge mûr, *le Trouvère*, *Rigoletto*, *la*

*Traviata*, *Don Carlos*, à de grandes épées façonnées génialement, mais vite, que parent mal quelques ornements ébauchés et grossiers et où s'étale aujourd'hui bien de la rouille. Qu'on les soulève au soleil! Elles sont toujours lourdes et jettent un splendide éclair. Ce loyal ouvrier sut comprendre les beautés des armes richement orfévrées qu'on avait depuis son époque appris ou plutôt réappris à faire. Il les examinait en silence, méditant un coup de maître qui allait déconcerter et ravir le monde. Mais, Wagner disparu, il dut penser que sous toutes ces perfections de détail on ne lui présentait plus qu'un métal bien mou.

Il nous resterait à caractériser le renouvellement poursuivi et réalisé par ce génie à soixante ans passés, cette « seconde manière » qui s'est affirmée dans deux tragédies : *Aïda* et *Othello*, et dans une comédie musicale : *Falstaff*. Mais c'est là l'objet d'une étude toute nouvelle que nous ne pouvons aujourd'hui que promettre à ceux qu'intéresserait notre façon de parler de musique. Ne manquons pourtant pas de dire qu'en se réformant et se complétant moins selon Wagner que selon les exigences de l'art et de la logique universelle, Verdi est resté lui-même et tout italien. Au vrai, il ne faut pas chercher de wagnérisme dans ses œuvres. Il n'y en a pas trace. Ce qui est émouvant dans *Aïda*, mais surtout éblouissant dans *Falstaff*, c'est Verdi, Verdi incroyablement élargi, diversifié, affiné, tant comme penseur que comme musicien.

10 février 1901. PIERRE LASSERRE.

## *POUR L'ÉGLISE,*
## *POUR L'ÉTAT.*

La liberté a des limites : tel est le sujet de la thèse que M. Waldeck-Rousseau soutient devant le Parlement, à propos des congrégations religieuses. La maxime est vraie, personne n'en a douté jusqu'ici, même pas le tyran dreyfusard qui dirige aujourd'hui nos affaires publiques, et dont les actes, depuis qu'il est au pouvoir, sont cependant marqués du sceau de l'arbitraire.

La façon dont le président du conseil interprète l'aphorisme au point de vue gouvernemental n'a pas non plus le cachet de la nouveauté. Ses congénères opportunistes, ainsi que ses alliés les radicaux de toutes nuances, ont, depuis un quart de siècle, partagé son sentiment sur la matière : liberté abusive pour les amis, liberté confisquée pour les adversaires. L'innovation est en ceci que M. Waldeck-Rousseau veut faire *légaliser*, par avance, une interprétation malhonnête et criminelle du mot liberté.

Jusqu'à présent, sinon par pudeur (les individus de son espèce n'en sont pas doués), mais du moins par calcul et par prudence, les partisans de cette glose n'avaient osé jeter le masque, ni braver si publiquement l'honnêteté. Mais ne sont-ils pas aujourd'hui maîtres absous de la nation? Est-ce que la masse des honnêtes gens, en dehors de quelques protestations isolées, et dont les efforts sont rendus impuissants par

cet isolement même, est-ce que la masse des honnêtes gens essaie de réagir contre la léthargie dans laquelle elle est plongée ?

L'amalgame de coquins, juifs, francs-maçons, anglo-saxons, internationalistes, financiers de haut vol, agents de l'Allemagne et de l'Angleterre, ont donc pensé que le moment était venu de tirer profit, pour leurs menées ténébreuses, d'une situation si privilégiée. Non contents d'avoir accaparé les trois quarts de la fortune de la France, ils veulent maintenant étrangler ce pays auquel ils doivent tout. Ont-ils, à aucune autre époque, pullulé et pillé avec une tranquillité si parfaite et un cynisme si révoltant? La liberté a des limites ! Certes oui, et je vois bien que sous le régime actuel, si les voleurs ont la liberté de commettre leurs forfaits, les gens honnêtes n'ont pas la liberte de se défendre, ni même de se plaindre.

Ce résultat devrait leur suffire ; il n'en est rien. Les mécréants et les parpaillots de toute espèce n'ont point encore assouvi leurs appétits, ni leur haine du nom français.

Après avoir mis nos finances en coupe réglée; après s'être enrichis des dépouilles des malheureux naïfs qui, dans leur candeur, avaient foi dans l'honneur des gouvernants et croyaient en la protection des justes lois ; après avoir été, grâce à ces richesses mal acquises, en mesure d'acheter la conscience des juges ; après avoir ensuite, pour plus de sûreté et grâce à l'épuration de la magistrature, huché leurs affidés sur les sièges du prétoire et introduit leurs créatures dans les parquets ; après avoir, pour

leurs fils, leurs petits-fils et leurs neveux, accaparé toutes les fonctions de nos administrations publiques; après avoir, par les Cornelius Herz, les von Reinach et toute la bande des cosmopolites, désorganisé la défense nationale, les voici qui exigent les biens des congrégations par voie de confiscation ! Et pour achever leur œuvre de corruption, de démoralisation, ils trouvent dans le ferment putride du parlementarisme la bêtise, la lâcheté et la complicité nécessaires.

L'Allemagne et l'Angleterre, l'Italie et la Franc-Maçonnerie, Guillaume II et Edouard VII, Victor-Emmanuel et Lemmi, c'est-à-dire tous les plus violents ennemis de la puissance française, se sont unis pour que la folie de nos politiciens atteigne au paroxysme : ils sont près du but. En ébranlant chez nous la foi catholique, et en jetant ainsi le trouble dans les sentiments religieux d'un grand nombre de nos concitoyens, ils sont parvenus à mettre le désaccord dans certaines familles, à créer un courant d'internationalisme favorable à l'ingérence et à la domination étrangère en France. Quoi qu'ils fassent, ils ne parviendront pas, j'en suis sûr, à lancer l'un contre l'autre le clergé séculier contre le clergé régulier, mais ils espèrent tarir les meilleures sources où s'alimente le denier de Saint-Pierre et obliger le Pape à tourner ses regards vers une autre puissance que la France. Du même coup, nos missionnaires en Orient et en Extrême-Orient seront supplantés par des rivaux étrangers.

Les Sociétés évangéliques, la Franc-Maçon-

nerie et l'Alliance universelle israélite ont formé la *coalition de l'indignité*, et elles ont rédigé des conclusions qu'elles font défendre à la tribune par leur avocat Waldeck. Le projet de loi sur les associations, on ne pouvait s'y méprendre, n'est qu'un vulgaire stratagème pour introduire une procédure contre les congrégations religieuses. Ce projet, plein de roueries et de chausse-trapes juridiques, avec, pour base, la confiscation érigée en un moyen légal pour s'approprier, disons le mot, pour voler le bien d'autri à bon compte, c'est la synthèse des actes qui caractérisent le régime oligo-anarchique que nous impose l'influence étrangère.

Le Gouvernement agite le spectre de la main-morte ; il accuse les congrégations de posséder des immeubles valant un milliard, mais il oublie de remarquer que l'administration des contributions indirectes et celle de l'enregistrement ne sont pas d'accord. La première, en 1899, n'a taxé les congrégations que pour 489 millions. Il est vrai que les fonctionnaires de l'enregistrement, avec une insigne mauvaise foi, attribuent aux congrégations des biens qui appartiennent à d'autres propriétaires. Elle néglige de dire que si les congrégations autorisées possèdent des immeubles estimés environ 400 millions de francs, ces propriétés n'ont été acquises qu'avec l'autorisation et sous la garantie de l'État, et que ces biens sont légalement intangibles. Mais M. Waldeck-Rousseau lui-même a abandonné à la tribune ce chiffre fantastique du milliard : il se contente de la moitié !

Pour rattraper le terrain perdu par Waldeck,

son complice Brisson reprend le milliard, et, se basant sur une méthode empirique, il ose avancer que la richesse immobilière est à la richesse mobilière comme 1 est à 10 et il en conclut que les congrégations religieuses possèdent dix milliards. Il serait difficile d'être plus fourbe ou plus dément. Le pontife du Grand-Orient ne veut pas tenir compte que si la règle est relativement vraie pour les propriétaires laïques, elle est fausse pour les trois quarts des congrégations. Si quelques-unes d'entre elles sont prospères et s'enrichissent non par des prédications, ni par l'enseignement, mais en s'adonnant à des industries rémunératrices, il en est d'autres — la majeure partie — ayant des immeubles qui coûtent et ne rapportent rien. L'entretien de ces derniers est assuré non par des revenus commerciaux ou autres, mais par les dons manuels et les aumônes que les congrégations reçoivent. La fortune de ces dernières est donc loin d'être consolidée. Chaque année, les ressources doivent être, au fur et à mesure de leur emploi, renouvelées non par des bénéfices certains, mais par des recettes tout à fait aléatoires. C'est une situation spéciale aux congrégations, car aucun propriétaire laïque ne pourrait posséder dans ces conditions. La méthode empirique qui s'applique à ceux-ci ne convient donc pas à celles-là, seule la mauvaise foi peut le prétendre.

Sans entrer dans l'examen de tous les articles du projet de loi, chose inutile d'ailleurs et qui dépasserait les limites de cette étude, qu'on scrute seulement toutes les arrière-pensées

contenues dans le texte de l'article premier, et celles que renferme l'article 2.

L'article premier n'était pas favorable aux congrégations, mais affectait de vouloir traiter toutes les associations, laïques ou religieuses, sur le même pied. L'amendement Groussier, modifié par le socialiste Fournière, et qui sert de complément à l'article premier, en change tout à fait la signification et la portée. L'amendement Groussier, devenu l'article 2, place pour ainsi dire les associations religieuses en dehors de la loi. Il les oblige à solliciter l'autorisation préalable, alors que les associations laïques en sont exemptes; il les condamne à la mort sans phrases puisqu'il les subordonne à l'arbitraire administratif.

Le gouvernement, dans son hypocrisie, souhaitait qu'une semblable disposition vînt modifier le texte de son projet de loi. Il n'avait pas proposé cette exception de défaveur afin de se donner une vague apparence d'impartialité : il comptait sur les sectaires de sa majorité pour lui rendre ce service.

Le président du conseil emploie la même manœuvre à l'égard de l'article 12. Il aura la main forcée en séance publique par les socialistes, qui obtiendront que le pouvoir exécutif ne puisse dissoudre, par simple décret, les associations *laïques* comprenant des Français et des étrangers; les associations *religieuses* seront exclues du bénéfice de cette précaution légale. Les francs-maçons et les internationalistes auront un double motif de se réjouir.

L'internationalisme, jouissant de tous les

privilèges, ne voit-il pas disparaître la loi de 1872 qui était une mesure défensive contre l'envahissement du cosmopolitisme ? M. Waldeck Rousseau a osé en effet, de la tribune, lancer ce défi au patriotisme, en déclarant que cette loi était virtuellement abrogée par la loi sur les associations.

Mais toute l'idée maîtresse, tout le principe génial, tout le machiavélisme de la loi en discussion réside dans les dispositions draconiennes en même temps que partiales de l'article 2. On pourra ergoter, discuter, modifier plus ou moins les autres articles ou faire de l'obstruction systématique en multipliant les amendements, rien n'y fera, rien n'atténuera l'importance ni les conséquences de l'article, dénommé par avance l'article de la mort.

Jamais les principes fondamentaux du droit n'auront été plus indignement violés. C'est contre cet arbitraire, c'est contre la théorie des biens vacants, c'est contre la confiscation inscrite dorénavant dans notre Code que nous protestons. N'épousant pas les haines des spoliateurs, j'entends d'ici crier au cléricalisme; cela m'importe peu. Je n'ai pour règle de conduite que ce qui m'est dicté par ma conscience, les vociférations des énergumènes n'auront pas le don de m'émouvoir.

A l'*Action française*, nous ne sommes pas des cléricaux : l'esprit français inspire notre pensée, les idées libérales dirigent nos travaux. Personnellement j'affirme ma foi catholique, mais la plupart de mes collaborateurs ne professent aucun culte.

Je suis le premier à m'élever contre les écarts auxquels les moines peuvent se laisser entraîner. Que l'on rencontre chez certains d'entre eux et dans les œuvres catholiques un regrettable égoïsme, je n'y contredis pas. L'atmosphère pestilentielle au milieu de laquelle nous vivons les a beaucoup trop contaminés déjà. On ne saurait nier que l'argent préoccupe quelques ordres monastiques bien plus que le service de Dieu. Vivant en dehors des soucis quotidiens de l'existence matérielle, ils ont une propension marquée à s'isoler encore davantage. A part les congrégations dont la mission unique est d'hospitaliser et de soigner des malades, des infirmes, des incurables, les autres ne comprennent pas la charité et se refusent à soulager, comme elles le méritent cependant, les infortunes qui accablent les classes moyennes. Certaines congrégations ne donnent rien, ou donnent peu et mal. C'est manquer aux prescriptions fondamentales de la religion que leurs prédicateurs enseignent. L'exemple est mauvais et l'acte est en opposition formelle avec la doctrine du Christ.

Les œuvres de bienfaisance et d'assistance chrétiennes demandent qu'on secoure son prochain avec tact, avec délicatesse, avec une réelle grandeur d'âme, autrement l'on risque de froisser et d'humilier celui qui sollicite et celui qui reçoit. C'est tomber alors dans les vices et dans les inconvenances de l'assistance publique officielle. La main gauche du catholique doit ignorer ce que donne la main droite, par respect pour Dieu lui-même. Les bonnes œuvres à tapage, celles que l'on inscrit sur une fiche, qui

laissent une trace dans un dossier et qui sont précédées d'une enquête, ne sont pas dignes de s'appeler œuvres catholiques. Elles procèdent d'un sentiment de vanité ou d'intérêt, l'amour du prochain n'y est pour rien. Je me garderai donc de défendre des associations, soi-disant charitables, qui pratiquent ce genre de bienfaisance mondaine : il en existe à Paris. Je ne défendrai pas davantage les quêtes que font les couvents chez les grands juifs, je dis plus : je les réprouve et je les condamne; elles sont attentatoires à la pureté du dogme chrétien, elles sont toujours le résultat d'une suite de compromissions blâmables avec ceux qui mirent Jésus en croix. Ces compromissions-là produisent aujourd'hui leur fruit ; la loi contre les congrégations religieuses n'aurait jamais été proposée si des religieuses et des prêtres catholiques n'avaient eux-mêmes aidé au développement de la puissance judéo-maçonnique, en favorisant les unions matrimoniales et les relations mondaines entre catholiques et juifs. Jamais une majorité ne se serait rencontrée à la Chambre pour spolier et anéantir les congrégations. Ce spectacle démoralisant a jeté la perturbation dans l'esprit d'un grand nombre d'électeurs. Ceux-ci, se refusant jusqu'à présent à soutenir les doctrines socialistes, et déçus dans les espérances qu'ils avaient le droit de fonder sur les conservateurs, ne sont pas intervenus dans les scrutins.

Le nombre des abstentions dans les élections législatives s'élève à plus du tiers des électeurs inscrits. Le fait est constaté depuis plus de quinze ans. Mais que sont les abstentionnistes? c'est ce

qu'on ne s'est pas demandé. Ils représentent les éléments modérés de la classe moyenne, de la classe qui souffre le plus, de celle à qui personne ne vient en aide dans les moments de détresse: le petit employé, le petit commerçant, la petite bourgeoisie. La société se transforme, les difficultés de la vie s'accroissent, et ces éléments modérés en subissent le contre-coup durement. Pour eux pas de progrès, sinon dans les abus dont ils supportent les conséquences et soldent tous les frais.

Dans leur infortune, ils comptaient sur l'Eglise et sur le Parlement: tout leur manque à la fois. De quelque côté qu'ils se tournent, ils n'aperçoivent aucun point d'appui. Dès qu'ils exposent leurs doléances, dès qu'ils sollicitent un concours financier, ils deviennent suspects, toutes les portes se ferment. Leurs actions méritoires se changent en griefs contre eux. Ils demandent de l'argent, on leur prodigue des conseils. A l'égoïsme féroce on joint l'ironie amère. Rebutés par les uns, dédaignés par les autres, des hommes dignes du plus vif intérêt ne peuvent s'empêcher de ressentir une impression de dégoût pour toute l'hypocrisie dont ils sont d'abord dupes et puis bientôt victimes. Pour cesser d'être dupes, ils s'abstiennent. C'est donc cette masse d'abstentionnistes qu'il s'agit de conquérir, car c'est elle qui seule, par son appoint, pourrait changer le sens de la consultation nationale.

Mais par une sorte d'aveuglement incompréhensible, tandis qu'ils délaissent la classe moyenne, les congrégations, les œuvres catholiques et les conservateurs affectent de ne se

préoccuper que de la classe ouvrière. Il n'est pas jusqu'au Pape qui, dans sa dernière encyclique sur la DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE, ne s'égare sur ce point. Est-ce que les ouvriers sont les plus malheureux de nos concitoyens ? Nullement. Pourquoi dès lors se passionner si exclusivement de leur sort ? C'est que les ouvriers sont à craindre pour leur violence, c'est qu'ils se groupent et s'agitent; c'est que nous sommes en République et qu'il faut flatter le peuple. On pense se l'attacher et parvenir ainsi à renverser l'ordre de choses actuel. Quelle erreur !

Est-ce que le quatrième état se contentera désormais des avantages promis par la classe aisée? Est-ce que l'ouvrier ne recevra pas d'autres promesses et ne verra pas luire d'autres espérances du côté des socialistes? Les catholiques et les conservateurs perdront leur temps à vouloir réaliser cette utopie. Les théories socialistes, quoique fausses et décevantes, ont fait trop de chemin; propagées officiellement aujourd'hui, elles auront raison de toutes les théories opposées. Il est vrai que les congrégations et les œuvres catholiques se seront donné la satisfaction de faire la bienfaisance à prix réduit, la charité à *quarante sous.*

Leurs illusions, par contre, les ont menés progressivement jusqu'aux scandales de la loi sur les associations. Au moins voient-ils clair maintenant, et distinguent-ils que leur politique malencontreuse, aussi bien que leur égoïsme, les a précipités dans les pièges des francs-maçons, jetés dans les fers des Juifs et mis la France dans

les mains de l'étranger? Non, leur aberration continue.

Et n'est-ce pas un phénomène singulier que les socialistes, les radicaux, les opportunistes et les conservateurs, ralliés ou non à la République, soient, à part quelques rares exceptions, les défenseurs attitrés de ceux qui engendrent tout le mal? Ce qu'il y a de douloureux à constater, ce qui achève de déprimer la conscience publique, ce qui permet d'affirmer que le relèvement de la France ne s'obtiendra jamais par des élections, c'est qu'aujourd'hui encore, malgré les enseignements de l'heure présente, la vieille aristocratie française et des prêtres catholiques soutiennent et fréquentent les Juifs. Des écrivains, des conférenciers, des orateurs qui se proclament bien pensants, par une de ces contradictions qui stupéfient la raison, s'efforcent de défendre les congrégations et les œuvres catholiques, en même temps qu'ils veulent protéger la race d'Israël. Pour quels motifs? Relations de famille? Questions d'intérêt? Ainsi donc Dieu est sacrifié aux affaires, l'État est livré aux cosmopolites, l'Église est vendue pour les trente deniers de Judas!

Mais s'il y a des fautes commises contre le dogme, cela ne regarde pas le Gouvernement. C'est une question d'ordre intérieur dans laquelle il n'a pas à intervenir. Ni la liturgie, ni la théologie, ni la surveillance de l'emploi des fonds charitables des congrégations ne rentrent dans ses attributions. C'est à l'autorité ecclésiastique seule qu'incombe le soin et le devoir de sévir et de réformer. Et il est manifeste que la loi sur les

associations n'a pour objet que de saper la religion catholique elle-même. On attaque aujourd'hui le clergé régulier, pour abolir le Concordat et attaquer demain le clergé séculier.

Que peut-on cependant reprocher à celui-ci qui, pauvre même dans les grandes villes sauf dans quelques paroisses privilégiées, remplit dignement et silencieusement les fonctions de son sacerdoce? Autant que ses ressources le lui permettent, il répartit de son mieux les secours entre les fidèles frappés par l'infortune. Placé au milieu de ses paroissiens, il les connaît et les juge suivant leur mérite respectif et suivant leurs besoins. Il faut voir ce clergé de près pour en apprécier tout le mérite. Nul doute cependant qu'il ne soit menacé lui-même avant peu si les congrégations succombent. Quand la haine est déchaînée, et quand l'arbitraire peut s'abriter derrière la loi, quand la force n'est plus la sanction de la loi, mais quand la loi se met à la remorque de la force pour légaliser tous ses forfaits et lui décerner un certificat de moralité, tout est à craindre.

Ce serait donc un désastre pour notre malheureux pays si, grâce aux passions des sectaires, l'étranger, avant d'envahir notre territoire comme il s'y prépare, parvenait à faire naître au préalable une guerre religieuse en France. Les manifestations et les applaudissements qui ont accueilli Guillaume à Londres constituent un symptôme significatif.

Il suffit d'ouvrir les yeux pour le voir;
Il suffit d'ouvrir les oreilles pour l'entendre...

ROBERT BAILLY.

## *AFFICHEURS ET DÉSAFFICHEURS*

Nous avons depuis quelques jours une *Revue morale :* sans même en couper les feuillets, tout homme de sens comprendra que le premier devoir n'est pas de la lire, mais d'en rire. Il n'y a pas au monde un objet plus plaisant que ces entreprises soudaines de moralité nationale.

Le propre de ces moralistes et, au juste, leur ridicule c'est de ne rien entendre à ce que sont les mœurs. Les mœurs sont des effets. Elles naissent d'un immense plexus de causes aussi lointaines que profondes et puissantes que variées Des esprits réfléchis, préoccupés de la réforme intellectuelle et morale, songeront à *traiter* ces causes. Par exemple, ils rétabliront et réformeront l'éducation religieuse. Ils reconstitueront la famille brisée par les lois consulaires et impériales. Ils ranimeront de leur mieux la vie locale, pour arrêter le développement des grands centres, toujours malsains. Ils encourageront toute politique rurale. Ils travailleront à réduire la fièvre démocratique, à rendre à chaque classe le sentiment du quant à soi et, en quelque sorte, le patriotisme professionnel. En établissant une raison dans l'Etat, si cette raison n'est point trop changeante, peu à peu, par quelques actes d'autorité maintenus et continués, surtout par des exemples tombés de haut, l'on aura quelque chance de rendre au courant général des mœurs publiques les éléments de la vigueur qui leur fait défaut.

Les moralistes de profession ont, il est vrai, le soin d'écarter de toute leur force les hautes questions de ce genre. *Pas de politique, surtout* ! Ils ne savent pas que la question morale est une question sociale et que la question sociale se ramène elle-même à une question politique. Parce que la politique enveloppe tout et qu'un très grand nombre de bonnes gens s'obstine à vouloir l'ignorer, tous les actes les mieux intentionnés et les plus droits se trouvent empoisonnés, à leur source même, de cette erreur : le plus heureux qui puisse arriver est que l'autorité, la fortune et l'éloquence se dépensent en vain; mais il arrive pis, il arrive qu'elles se dépensent souvent contre leur objet, quand elles se trouvent à la disposition d'un rhéteur ou d'un charlatan.

Je suis allé, voici cinq ans, regarder les affiches pieuses qu'avait placardées dans Paris une congrégation de dévots moralistes. On les appelait les «Compagnons de la vie nouvelle». Ils annonçaient partout qu'ils voulaient restituer aux hommes de notre race le sentiment, la religion de la pure beauté. Ce programme m'avait bien disposé pour eux. C'était un programme excellent. Toutefois, lorsque j'aperçus, boulevard des Italiens, leurs affiches neuves, un trouble secret me saisit. Tout d'abord j'éprouvai qu'elles ne me rendaient pas meilleur. Elles excitaient même en moi le sentiment d'une obscure tristesse, c'est-à-dire la pire d'entre toutes les passions. Autant une douleur aiguë et pénétrante est un bon tonique de l'âme, autant la diffuse atmosphère d'une idée triste encotonne, endort,

diminue. Et ces affiches étaient tristes. Elles me donnèrent l'envie de dénigrer. Tout en admirant les sujets (c'était *l'Enfance de sainte Geneviève*)et tout en songeant à Puvis dont elles reproduisaient le rêve divin, je me demandais si les bons moralistes n'eussent pas mieux servi l'intérêt du grand art et la solide gloire de M. de Chavannes en organisant au même point du même boulevard des départs d'omnibus pour la place du Panthéon. Les bonnes copies ont du bon, les originaux valent mieux, et les originaux de *l'Enfance de sainte Geneviève* sont apposés dans le monument de Soufflot.

J'en étais là de mes tristesses quand, le lendemain, je pus lire en d'autres journaux qu'il ne s'agissait point du tout de développer le goût du public, mais son sens moral.

— A la bonne heure! dis-je, et je me mis à regarder la question de ce point de vue.

M. Desjardins s'était donc aperçu que les images sont des forces de persuasion et d'action : par un instinct d'imitation naturel à l'humaine espèce, ce que nous voyons devant nous, nous éprouvons le besoin de le répéter en nous-même. Cela passe dans nos idées et plus tard dans notre conduite. Ainsi, par exemple (nous vivions sous la présidence de M. Félix Faure), quand une grande affiche, flattée d'une vive couleur, expose à nos regards un bel homme, d'un âge mûr et pourtant vert encore, ferme et haut, campé d'aplomb sur ses guêtres blanches et ceint du grand cordon de la Légion d'honneur, si cet avantageux personnage tient à la main un petit verre d'une liqueur brillante et dorée,

s'il rit à l'élixir, si l'élixir lui rit, s'il y goûte du coin de l'œil, nous sentons aussitôt le désir d'imiter le buveur très illustre, à condition que nous ayons quelque penchant pour ces sortes d'alcool. Il s'y joint même l'idée confuse que la boisson nous profitera. *Buvons-en, nous serons tous forts*, dit la légende, et ce calembourg présidentiel n'avait pas besoin d'être écrit, se trouvant implicitement contenu dans le trait et dans la couleur.

Telle est la force des symboles sur les esprits humains. Mais il faut qu'ils soient bien choisis, d'ordre pratique, et à leur place. Il faut aussi qu'ils correspondent à la secrète inclination de ceux auxquels on le propose. Les anecdotes de la vie de sainte Geneviève devaient tenir un langage plutôt obscur et incertain à ce monde de coulissiers, de gens de théâtre, de cercle, qui allaient et venaient devant la palissade désormais historique à laquelle M. Desjardins placardait son cri de vertu. Les passants parisiens sont de grands profanes. Et c'est le plus sacré, le plus mystique des sujets. J'ose même penser que la méditation de la vie et des attitudes de la pastoure de Nanterre ne fut pas le mobile de la conversion de M. Paul Desjardins quand il quitta le siècle et la vie littéraire pour l'apostolat protestant. Je ne le vois pas en prière contre un tronc d'arbre, ni à genoux et les mains jointes au milieu d'un carré de petits moutons.

Sans doute il y a dans les panneaux de Puvis d'autres personnages que la patronne de Paris. J'en connais un très beau : c'est une jeune femme qui s'accroupit pour traire les vaches.

Cette femme, selon l'évangile de l'affichage, est-elle là pour nous prêcher d'aller et de faire de même ? Et faut-il mettre le derrière sur le sol et, pour être moral, presser avec méthode le pis d'une bonne laitière ? Je m'avouais que la besogne passait mes moyens. Si la moralité se paie ce prix, j'en désespère. Mais peut-être que l'admirable trayeuse de Puvis ne donne pas ce conseil. En ce cas, que fait-elle ? Que me voulait-on avec elle ? Et quel était son rôle dans cet affichage dévot ?

Ce rôle est nul, me répondait-on : les personnages de Puvis ne prêchent point. — Mais en ce cas il ne servaient aucunement l'action morale et l'on avait fait autour d'eux beaucoup de bruit pour rien.

On me répliquait, il est vrai, qu'il règne dans *l'Enfance de sainte Geneviève* une douce atmosphère de paix rustique et d'enchantement religieux qui peut donner le goût d'un genre d'existence plus uni et plus simple que celui que nous menons tous. A qui donnera-t-on ce goût ? Quelques âmes fines et déjà converties y seront sensibles ; mais, si la passion ou l'intérêt les presse, pour combien de temps ? Quelque concession qui soit faite aux moralistes, il reste qu'à ce formidable chaos de sottise, de corruption, d'indiscipline et d'anarchie qui compose la civilisation moderne, ils croient opposer un correctif véritable en faisant afficher quinze cents paysages idéalistes ! La disproportion de ce moyen avec cette fin me resta le sujet d'une éternelle et bien lamentable gaieté.

Après huit jours de réflexion, le grand me-

neur des « Compagnons de la vie nouvelle » finit lui-même par éprouver la saveur saugrenue de son affichage. Il déclara lui-même à un rédacteur du *Figaro* qu'on avait répandu des bruits inexacts et qu'il ne songeait point à guérir le mal moderne avec ses affiches. Non. Mais il tenait un remède supérieur. Ce n'était pas avec quinze cents images, c'était avec deux cents apôtres déterminés, hommes de nerf, hommes d'action, qu'il convertirait en altruisme l'égoïsme des foules, en charitables concessions leur lutte pour la vie, et qu'enfin il complanterait de bosquets arcadiens tout le champ de la dure bataille parisienne. « Déjà, déclarait-il, on nous écoute... »

Oui, nous vous écoutions !

Je ne trouvais à comparer, comme apôtres, à ces « Compagnons de la vie nouvelle » que les membres de la confrérie de M. Bérenger contre *la licence des rues* : également parfaits dans leurs intentions, également infatigables et inutiles.

Ces derniers, à la vérité n'affichaient point, ils désaffichaient ; mais ils désaffichaient en vain. Ce qu'ils arrachèrent d'un mur repoussa sur le champ et sous une autre forme, souvent plus indécente encore, au mur voisin. Pourtant, ils ne se lassent pas. Ils continuent leur vertueuse et désespérante fonction. Et c'est ce dont la *Revue morale*, leur organe, les glorifie en son premier numéro. Nous avons, disent-ils, intenté *tant* de procès, obtenu *tant* de condamnations, vaincu et fait disparaître *tant* de journaux, *tant* de pièces de théâtre. — Et les pauvres gens, se frottant les mains, s'imaginent avoir bien

amélioré nos mœurs publiques ! Ils en ont seulement effacé quelques signes, les plus voyants et les moins dangereux peut-être. Les puissances qu'ils ont réussi à voiler n'en opèrent que mieux dans l'ombre. Le père La Pudeur a beau terrifier, comme on l'en loue, directeurs de théâtres, marchandes de journaux : il ne s'en prend au mal, lorsque mal il y a, qu'après que tout le mal est fait, et ses victoires ne sont obtenues que sur des morts.

Ce qu'il fait, ce qu'on fait à la pauvre *Revue morale* et ce que font les « Compagnons de la vie nouvelle », afficheurs ou désafficheurs, se peut résumer assez bien dans un exemple.

Voici un ictérique. Sa peau jaune trahit le mal dont il est affligé. Mais les deux thérapeutes qui sont debout de part et d'autre du chevet prennent l'indice de ce mal, cette coloration du teint, pour le mal lui-même. C'est pourquoi le plus vieux (c'est M. Bérenger) ordonne à ses aides de râcler aussi vivement que possible la couche bilieuse qui injecte la peau ; un peu moins radical, non moins chimérique, son jeune confrère (c'est M. Desjardins) propose de prescrire une application de blanc de céruse.

Puisque tout est possible, il se peut que le malade ne meure pas ; mais je doute que ces traitements le guérissent.

CHARLES MAURRAS.

# *NOTES DE VOYAGE AU SÉNÉGAL*

---

## II

Bordeaux : le ciel au ras des toits, un brouillard où se perdent les arbres des Quinconces, une petite pluie fine qui fouette les vitres de la voiture, une boue noire sur les quais où s'empilent des ballots trempés, s'allongent des rangées de tonneaux ruisselants devant la Garonne qui roule une onde sale, limoneuse...

Et sous toute cette eau une impression étrange, comme si l'être entier se diluait, se dissolvait! Un oubli vient de tout ce qui n'est pas la préoccupation présente, le souci mesquin des colis, de la cabine non retenue, de l'installation à bord...

Notre cocher nous arrête au milieu d'un encombrement de camions, d'omnibus, de charrettes à bras, devant le transport qui doit nous conduire à Pauillac. Des portefaix circulent sous l'averse. Des voyageurs s'affairent. Les bateaux sombres soufflent une fumée lourde. Des hurlements de sirènes déchirent l'air.

Les passagers affluent. C'est le second départ d'octobre, un des paquebots qui, tous les ans, emmène la remonte d'officiers et de sous-offi-

ciers pour le Soudan. Les cantines s'entassent dans l'entrepont. Des haquets apportent une infinité de petites caisses de 25 kilogrammes, le poids réglementaire pour le porteur noir. Des employés de la compagnie activent les hommes. Des officiers d'infanterie de marine passent enveloppés dans leur capote sombre, des spahis recouverts de manteau : sous leur capuchon on entrevoit leur képi d'azur.

Une sonnerie de clairons domine le brouhaha. Un peloton de disciplinaires s'embarque, puis des « marsouins » : au-dessus de leur sac ils ont attaché leur casque recouvert de toile blanche. Des Pères du Saint-Esprit entourent Mgr Barthet, le préfet apostolique du Sénégal. Les commerçants habitués à la traversée s'installent dans l'étroit salon. Et des officiers, des officiers toujours arrivent, le sabre dans une gaine passée au milieu des couvertures de voyage roulées. Leur présence, en si grand nombre, donne une physionomie spéciale à cet embarquement, crée une atmosphère morale particulière. Ils l'ennoblissent des risques qu'ils vont courir. Autour d'eux c'est un peu l'émotion, l'enthousiasme d'une entrée en campagne — campagne lointaine et meurtrière — dans un pays de mystères qu'évoquent ce casque blanc, ce croissant brodé au képi des spahis.

On songe à ceux qui ne reviendront pas, on songe à tous ceux qu'on laisse derrière soi, et sous la pluie battante cette minute si ardemment désirée, si impatiemment attendue, où sont larguées les dernières amarres, se fait infiniment triste.....

Bordeaux s'est évanoui dans la brume. On distingue à peine les rives du fleuve. L'horizon triste nous enserre, l'humidité nous pénètre. La Gironde s'élargit, grossie du flot de la Dordogne. La pluie cesse un instant, mais le ciel reste morne, couvert d'un nuage uniforme. Vers quatre heures nous sommes devant Pauillac qu'on entrevoit confusément. Nous nous accrochons au flanc du *Portugal*.

Alors c'est la confusion du transbordement, les passerelles sonnant sous les pas des voyageurs, les poulies grinçant sous les chaînes tendues. On se hâte vers les cabines où les domestiques apportent les cantines, puis on revient s'accouder au bastingage, on regarde les machines enlever sur le pont du transport abandonné nos bagages, les petites caisses de 25 kilos, où le nom de l'officier, son grade, la destination, sont écrits en gros caractères. On rêve aux pays ensoleillés vers lesquels nous partons, et la terre de France, sous le brouillard, apparaît si désolée et si chère ! Mais l'âme fondue sous le déluge, on n'a plus la force de sentir !...

Le halètement des machines, tout le bateau vibrant, on part ! La nuit vient. Dans les salons, les uniformes dominent, tenues sombres des marins, uniformes éclatants des spahis, officiers de ligne portant la grenade des troupes hors cadres au collet de leur tunique. Quelques dames, quelques commerçants embarqués pour Lisbonne, des fonctionnaires sénégalais, le teint terreux, la physionomie fatiguée par un séjour antérieur, par l'inévitable maladie de foie, les missionnaires et leur évêque, des commis de grosses

maisons de Bordeaux voguant vers les comptoirs de Rufisque et de Dakar, des mulâtres de Saint-Louis, quelques Américains du Sud, vont et viennent, s'entrecroisent dans les couloirs, les escaliers, étrangers les uns aux autres, affairés, désemparés. Les maîtres d'hôtel s'efforcent d'organiser un premier service, tandis que les privilégiés, ceux qui dîneront à la table du commandant, ou seulement une heure plus tard, errent sur le pont ou s'enferment au fumoir et dans la cabine qu'on appelle pompeusement à bord du *Portugal* le salon de musique. Là on nous nomme M. Chaudié, alors gouverneur général de l'Afrique Occidentale, le colonel de Trentinian, alors lieutenant-gouverneur du Soudan.

Dans la nuit on aperçoit les feux de Royan, de Cordouan. Le bateau commence à rouler et à tanguer, on entre en mer. Assez vite la salle à manger, les salons se vident. Le meilleur remède contre le terrible mal, c'est le lit, l'étroite couchette où il faut savoir s'arcbouter des pieds, des genoux et des reins. Et toute pensée sombre dans le lourd sommeil où l'on succombe.....

Qu'il semble triste, ce golfe de Gascogne, par les journées grises d'octobre! Il fait froid. Le vent du Nord-Ouest nous amène des grains qui nous glaçent. Le ciel s'étend terne avec de gros nuages noirs à l'horizon. La mer est couleur d'ardoise frangée de blanc. Parfois un rayon de soleil perce la brume et vient colorer le flot. Alors la vague, près de nous, avant de se vaporiser en écume, prend une coloration d'un bleu pâle translucide. Cela ressemble beaucoup à ce bleu particulier des épais carreaux de verre sur

lesquels on marche et qui servent à éclairer un sous-sol. Le regard attiré plonge, inquiet de ces profondeurs secrètes. Mais un nuage passe et tout redevient noir sur l'océan. De rares passagers montent sur le pont, enveloppés dans des caoutchoucs, les salons restent mornes, la salle à manger presque déserte. Les heures semblent longues, longues, et même quand on n'est pas malade, la tête se brouille à ce roulis excessif et continuel.....

Le troisième jour après le départ de Bordeaux, c'est, au réveil, la surprenante douceur du calme, c'est, en arrivant sur le pont, l'enchantement de se sentir glisser sur une nappe, on dirait de plomb fondu quant à la couleur, le ciel restant sombre, mais infiniment plus fluide, plus satiné : un long foulard de soie perle dont les moires se déroulent en caresses. Nous sommes entrés dans la baie de Marin.

De chaque côté de notre bateau, les côtes sitôt sorties de la mer se dressent en collines. Nous en percevons deux lignes. Une première serpente, friches entrecoupées de roches. Une seconde plus élevée se perd dans les nuages. Et tout de suite se fait sentir le charme de la Galice : une nature fruste, un peu sauvage et nue se parant de la volupté des lignes courbes. Ses plages s'étirent, les chaînes de ses montagnes ondulent comme se cambrent les reins souples de ses femmes...

Nous nous enfonçons dans la baie. Devant des maisons cubiques à toitures plates, des champs cultivés font des taches vertes. Des bouquets d'arbres s'échelonnent sur un fond de monta-

gnes grisâtres, décor imprécis, encore baigné dans la brume. Quelques barques de pêche somnolent immobiles. Des marsouins sautent autour de nous, traçant un sillage parallèle à celui du navire. Une petite pluie fine tombe. Nous avançons dans le brouillard où tout se confond. Mais la brise se lève chassant les nuages. Un magique rayon de soleil apparaît. La baie se colore d'une teinte bleue nacrée. Et sur cet azur s'essaime toute une flottille de pêcheurs. Des voiles de différentes couleurs s'éploient, et deux goélettes blanches prennent, en leur svelte élégance, des airs légers et surannés auprès d'un gros steamer anglais en déchargement.

Marin s'étend au versant de la montagne : une enceinte de murailles où s'étagent des terrasses, des maisons multicolores au pied de bois d'un vert très foncé, une petite église, une masse veloutée de pins, et le chemin de fer qui va rejoindre Pontevedra en suivant la côte. En face de la ville un îlot granitique d'un vert roux ressemble à un dôme qui s'aplatirait dans un sens. Et quand nous nous retournons, nous découvrons derrière le bateau à l'ancre la vaste nappe de soie qu'écorche le vol des mouettes.

A bord également le soleil ramène la vie. Après ces heures pénibles par les gros temps du golfe de Gascogne, c'est une joie de s'immobiliser un instant à l'abri des côtes. Le pont s'anime de la gaîté des uniformes et des robes. On s'enveloppe frileusement dans la chaude caresse du soleil d'Espagne.

Trop vite le vent ramène de nouveaux nuages

et le paysage s'éteint. On reste cependant à regarder se détacher de la rive enténébrée une petite barque à vapeur d'aspect caduc. Elle traîne à sa suite deux chalands, chargés d'une foule lamentable et de ballots épars. Les émigrants! Des petites barques à voile ou à rames pleines d'émigrants encore se hâtent pour accoster les premières. Il grouille bientôt au dessous de nous une centaine d'hommes, de femmes et d'enfants en haillons, empilés les uns sur les autres, tassés avec leurs bagages : gros paquets entourés d'immenses foulards, pauvres vêtements jetés en vrac. Et sitôt le heurt de l'arrêt, ce sont des bousculades, une précipitation, des cris, des jurons,en langue sonore.C'est une confusion de taches éclatantes et sordides, mais si fortement colorées que l'atmosphère s'en éclaire.

Des douaniers, des gendarmes et des fonctionnaires espagnols montent à bord et l'embarquement commence. Ils défilent un à un, les malheureux, et le même air de misère s'inscrit sur leur physionomie! Mais à l'encontre de ce que nous sommes habitués à voir chez nous,ils conservent dans leur dénûment d'admirables attitudes. Leurs guenilles sont multicolores et brodées. Ils sont indigents et magnifiques. On éprouve une sorte d'humiliation à les regarder gagner l'entrepont et l'avant.

Les barques s'éloignent les unes après les autres, la chaloupe à vapeur ramène à la côte les gendarmes et les douaniers, notre bateau vire et reprend sa marche.

Nous laissons sur notre droite toute une série

d'îlots que les anciens appelaient les îles des Dieux. A notre gauche une double ligne de montagnes se déroule avec moins d'ondulance que dans le voisinage de Marin, mais s'enrichit maintenant de lumière et de soleil. Nous apercevons des petits villages qu'on nous énumère : Congos, Meina, Domoyo. Bientôt nous voguons de nouveau en pleine baie sur une eau d'azur calme, et voici à un détour, sur notre droite, une digue sombre, des jardins entourés d'un mur blanc, un monticule couronné d'un fort, un clocher roman, au-dessus d'une ville dont nous approchons lentement. Nous entrons dans un très beau port où miroitent autour de nous les voiles multicolores de barques nombreuses.

Vigo : de longues maisons blanches précédées d'arcades, le long d'un quai où nous percevons l'animation d'un marché, des maisons hautes à balcons et à vérandas proéminentes, une place entourée de constructions d'apparence moyenageuse, l'église dont nous découvrions au loin le clocher et, comme de longs bras noirs se tendant vers nous, les jetées. Puis des villas entre des bois, à l'assaut d'une colline s'affaissant pour se relever en un cône de verdure terminé par un fortin blanc et qui semble fermer le cirque. Mais l'estuaire fait un coude et la baie de Saint-Simon s'étend, invisible pour nous, jusqu'au bourg de Redondela.

Le golfe de Vigo est une rade vaste et sûre comme l'on en rencontre d'ailleurs beaucoup sur les côtes profondément découpées de la Galice. Mais Vigo a son histoire devenue légendaire : ces flots verts roulent, pêle-mêle avec leurs co-

quillages, l'or d'Amérique englouti jadis avec les galions du Roi, coulés par les flottes anglaise et hollandaise. Tout parle ici de ces Amériques, la terre qui fut promise aux Espagnes, son trésor qu'elle a peu à peu laissé échapper! Et n'est-ce pas cette atavique attirance qui entraîne cette foule d'émigrants? Ce n'est point l'extrême densité de la population qui pousse les Espagnols à l'exil. La misère? Mais trouveront-ils une sécurité plus assurée aux pays d'outre-mer? Quels rêves, quels espoirs poussent ces don Quichotte ou ces Sancho aux rivages des Conquistadors?

Nous sommes entourés encore une fois de barques et de chalands. C'est le même coup d'œil pitoyable qu'à Marin, avec plus d'éclat encore sous le soleil. Les mariniers se battent, s'injurient, les barques s'entrechoquent. On voit des hommes lever les bras, se montrer les poings, on entend crier les femmes. Puis une seconde après, à bord, ces mêmes hommes, ces mêmes femmes, se tiennent impassibles et le regard fixe.

Deux heures suffisent pour embarquer les émigrants, et entre les deux rives gris-bleu de la baie, le paquebot reprend sa marche. Nous retrouvons vite la pleine mer. La houle de l'océan nous berce sur ses larges lames. A l'horizon le soleil décline. Le ciel se pare de défaillances. Du pourpre, les nuances s'attendrissent en tons d'or glauque, en mauve très doux jusqu'au bleu pâle où scintille l'argent d'une étoile. Derrière la côte d'Espagne toute rosée, monte la lune « molle et ronde ». Les phares s'allument et leurs feux tournants ou

brillants par intermittence glissent sur la vague jusqu'à nous...

La soirée est clémente. Malgré la fraîcheur, nous pouvons, enveloppés dans nos couvertures, nous asseoir sur le pont. L'imagination enfin libérée se disperse en rêveries et flotte sur l'horizon sans bornes, vers cette Afrique tant souhaitée.

Encore une escale cependant, et de si tentante apparence que de moins enthousiastes du désert s'y attarderaient.

Dès le matin nous sommes en vue des côtes portugaises (1). Nous percevons facilement leur dentelure et avec la lorgnette nous entrevoyons des villages, des bois, et, sur les hauteurs, des moulins à vent. La mer calme se teinte d'azur. Mais bientôt nous distinguons « les ondes dorées, que, selon Cervantès, le Tage roule toujours à pleins bords ». Nous arrivons devant l'estuaire flanqué au nord de la tour San Juliao, et au sud de la tour de Brigio, bâtie sur un rocher formant une île en avant de la berge méridionale. Des batteries d'artillerie installées au pied des deux phares défendent le goulet où s'enserre le fleuve jusqu'à Lisbonne. Là, son cours s'élargit, dessinant sur les rives une courbure régulière qui se développe pour former un vaste golfe.

La rive gauche reste presque déserte, avec des landes rousses où s'élèvent quelques

(1) Une première version de la partie suivante de ces *Notes de Voyage* a été publiée par le *Moniteur Universel*.

usines, de rares chantiers, le lazaret vis-à-vis de la ville, puis Evora, Cacilhas, Casa de Piedade que nous cachent les orangers où se blotissent ces villages.

Sur la rive droite, au contraire, nous lisons la préface charmante, l'introduction harmonieuse à la ville dont le nom semble déjà une caresse. Collines serpentant en une allure toute ibérienne, où les champs cultivés, les bouquets de bois s'étendent en tapis bariolés, où les maisons éparses se blanchissent au poudroiement du soleil entre les branches des arbres. Échelonnements successifs de plateaux jusqu'aux admirables hauteurs de Cintra, terrasses parfumées et lumineuses au dessus des vallons égayés de sources vives. Mais des feux invisibles bouillonnement terribles sous cette végétation. Sous ces roches basaltiques dorment des volcans qui soudain se révèlent par d'étonnantes secousses telles qu'en subit Lisbonne en 1755. Toute la ville fut detruite et l'épouvantable tremblement se propagea sur plus de trois millions de kilomètres carrés! Saisissante image de la vie en cette péninsule contrastée où toujours des feux couvent sous l'apparence d'une indolente placidité.....

Nous laissons derrière nous Ociras, Caxios et voici la tour de Bélem aux fortifications gothiques, découpée comme une dentelle d'ogives, de créneaux et de machicoulis, — évocation de grâce légère au milieu des choses graves et lourdes de la guerre.

Devant nous, Lisbonne s'étire au versant de ses collines en son ondulante nonchalance, elle

apparaît vêtue d'une mantille ajourée de tourelles, de coupoles et de terrasses, et sa vue seule est une volupté.

Que não tem visto Lisbôa
Não tem visto cosa bôa.

Le vent est apaisé. Le soleil luit. Il fait doux. La ville, ses monuments, nous semblent baignés d'un flot de lumière vaporisée.

Le bateau longe la rive nord, nous passons devant le Palais Royal, l'Ajuda édifié sur le haut d'un coteau, le long de la promenade qui va de Lisbonne à Bélem et qu'on appelle l'Aherro de Bôa Vista, — devant l'ancien couvent des Hiéronymites, somptueux découpage d'arceaux et de clochetons dont nous ne pouvons voir toutes les merveilles malgré nos lunettes curieusement braquées, lieu sanctifié dans la mémoire des hommes parce qu'il fut le quai d'où s'embarqua Vasco de Gama...

Nous nous enfonçons derrière une haute futaie de mâts et nous jetons l'ancre au milieu de ce port sans rival qui fait naturellement au Portugal l'estuaire du Tage. En attendant la visite de la santé, nous contemplons la ville qui s'élève en amphithéâtre demi-circulaire devant nous, les maisons hautes et multicolores, les panaches de palmiers dans les jardins et les rues qui s'engouffrent entre les massifs de maçonnerie... Lisbonne fut aimée des poètes. Ils lui tressèrent des couronnes de métaphores. « C'est une belle coquette vêtue d'une robe blanche ornée de roses et penchée sur son miroir », dit l'un; « c'est un immense éventail, dit un

autre, largement déployé et décoré de bouquets de fleurs »...

Des canots nous assiègent au milieu du brouhaha et des bousculades accoutumées. Avant que nous puissions débarquer, que personne puisse monter à bord, on nous hèle pour nous proposer de nous conduire à terre ; on nous offre au bout de perches des paniers à fruits, des sièges en osier, de longues chaises de bord, des fauteuils à larges bras.

Des petites barques nous emportent. Nous mettons une grande demi-heure pour gagner à la rame la douane où nous devons débarquer. Nous sommes tout de suite sur la place du Commerce, entourée d'hôtels. Un arc de triomphe se dresse, monumental, devant nous. Nous montons une large rue, inégalement dallée de pierres rondes ou pointues où s'agrippe le pied des mules traînant de petits tramways bas. Des trottoirs de mosaïques longent les boutiques aux enseignes qui surplombent. Des maisons se revêtent somptueusement de vieilles faïences, d' « azuléjos » omnicolores. Derrière des portes ouvertes le vent soulève des rideaux de sparterie. Tout à fait par hasard, nous tombons au milieu d'un marché : de grandes halles fraîches où, sur des comptoirs, sont étalés les plus beaux fruits du monde, des grenades, des oranges, des pommes, des pêches veloutées et des grappes de raisin si monstrueuses qu'elles font songer aux raisins de Chanaan.

Des marchandes nous interpellent, vieilles presque toutes, le teint mat sous leurs foulards multicolores où se cache une chevelure abon-

dante. Elles ont des yeux très brillants. Leurs pieds paraissent d'autant plus petits qu'elles sont toutes fort grasses. Elles nous offrent leurs fruits, et aussi de lourdes gerbes de fleurs. On vend là d'élégants paniers et toute sorte d'articles de jolie vannerie, en échange de quoi l'on nous demande un nombre prodigieux de reis, qui ne fait en définitive qu'une toute petite somme.

Ensuite nous entrons dans une église bâtie dans le style rococo cher au dix-septième finissant, une église trop parée dont nous sortons pour nous promener rapidement et sans méthode par les rues montueuses, les petites places vaguement ombragées d'arbres maladifs, les squares très soignés. Nous croisons des landaus attelés de deux mules, des petits chariots longs et bas, quelques victorias bien tenues, mais tous ces équipages circulent sans animation.

On a construit dans Lisbonne des maisons modernes, opulentes, comme dans toutes les capitales d'Europe. Il existe d'élégants magasins où des richesses sont exposées ; cependant la ville conserve un air de deuil, presque de ruine. Certes, sa tristesse n'est pas l'ennui banal d'une de nos villes de province ! Lisbonne semble affaissée sous le poids de ses grandeurs mortes, d'un souvenir trop lourd à porter. Ce n'est plus cette ville du moyen âge, si splendide, qu'un chevalier désirant voir, à Jérusalem, la plus belle cité de l'Europe se refléter dans un miroir magique, Lisbonne apparut aussitôt.

Elle est bien incomplète, bien hâtive, l'impression que nous emportons ! Cette courte escale nous

a tout juste donné le temps de prendre quelques instantanés, de bâcler quelques liaisons d'idées ! Mais quoi ! Lisbonne ne nous a pas tenu toutes les promesses que, de loin, sa vue invitante nous faisait ! Cette ville qui dort entourée d'un voile de si mol azur dans une lumière si blonde ne s'est point éveillée pour nous accueillir.

Cependant, nous ne la quittâmes pas sans regrets ! C'est qu'à peine notre bateau regagné, nous étions repris par la divine grâce du soleil jouant sur les flots mobiles du Tage, par la séduction de ce paysage déroulant ses lignes souples dans une atmosphère diaphane ! Quand le paquebot eut repris sa marche et dépassé Belem, le soir tombant nous composa de ces campagnes un souvenir inoubliable...

LUCIEN CORPECHOT.

# *NOS MAITRES : ANATOLE FRANCE*

## *L'abbé Lantaigne et le professeur Bergeret.*

[Le quatrième volume de l'*Histoire contemporaine : M. Bergeret à Paris*, vient de paraître. C'est un livre bien dreyfusard, plus dreyfusard que dreyfusien. Il nous semble utile de rappeler à ce propos un aspect curieux et généralement méconnu de l'influence autrefois exercée par M. Anatole France sur les meilleurs esprits.]

... — Monsieur l'abbé, on dit partout que vous serez appelé à l'évêché de Tourcoing.

J'en accepte l'augure et j'ose l'espérer.

Mais ce choix est trop bon pour n'être pas douteux. On vous croit monarchiste et cela vous nuit. N'êtes-vous pas républicain, comme le Pape ?

M. Lantaigne. — Je suis républicain, comme le Pape. C'est-à-dire que je suis en paix et non en guerre avec le gouvernement de la République. Mais la paix n'est pas l'amour. Et je n'aime pas la République.

M. Bergeret. — Je devine vos raisons. Vous lui reprochez d'être hostile au clergé et libre-penseuse.

M. Lantaigne. — Assurément, je lui reproche d'être impie et ennemie des prêtres. Mais cette impiété, ces inimitiés ne sont pas essentielles. Elles sont le fait de républicains, non de la République. Elles diminuent ou grandissent à tous les changements de personnes. Elles sont moindres aujourd'hui qu'elles n'étaient hier. Elles croîtront peut-être demain. Peut-être viendra-

t-il un temps où elles n'existeront pas plus qu'elles n'existaient sous le principat du maréchal de Mac-Mahon, ou du moins dans les prémisses trompeuses de ce principat, et sous le ministère décevant du Seize-Mai. Elles sont des hommes et non des choses. Mais, fût-elle respectueuse de la religion et de ses ministres, je haïrais encore la République.

M. Bergeret. — Pourquoi ?

M. Lantaigne. — Parce qu'elle est la diversité. En cela elle est essentiellement mauvaise.....

... La diversité est détestable. Le caractère du mal est d'être divers. Ce caractère est manifeste dans le gouvernement de la République, qui, plus qu'aucun autre, s'éloigne de l'unité. Il lui manque avec l'unité l'indépendance, la permanence et la puissance. Il lui manque la connaissance et l'on peut dire de lui qu'il ne sait ce qu'il fait. Bien qu'il dure pour notre châtiment, il n'a pas la durée. Car l'idée de durée implique celle d'identité, et la République n'est jamais un jour ce qu'elle était la veille.

Sa laideur même et ses vices ne lui appartiennent pas. Et vous avez vu qu'elle n'en était point déshonorée. Des hontes, des scandales qui eussent ruiné le plus puissant empire l'ont recouverte sans dommage. Elle n'est pas destructible, elle est la destruction. Elle est la dispersion, elle est la discontinuité, elle est la diversité, elle est le mal.

M. Bergeret. — Parlez-vous de la République en général, ou seulement de la nôtre?

M. LANTAIGNE. — Evidemment, je ne considère ni la République romaine, ni la batave, ni l'helvétique, mais seulement la française.

Car ces gouvernements n'ont de commun que le nom, et vous ne croirez pas que je les juge sur le mot dont on les nomme, ni même sur ce qu'ils semblent opposés, les uns comme les autres, à la monarchie, opposition qui n'est pas condamnable en soi ; mais la République en France n'est qu'un manque de prince et un défaut d'autorité. Et ce peuple était trop vieux lors de l'amputation pour ne pas craindre qu'il n'en meure.

. . . . . .

En vingt ans, quel progrès dans la décomposition ! Un chef de l'Etat dont la puissance est l'unique vertu et qui devient criminel dès qu'on suppose qu'il agit ou seulement qu'il pense ; des ministres soumis à un Parlement inepte, qu'on croit vénal, et dont les membres, de jour en jour plus ignares, furent choisis, formés, désignés dans les assemblées impies des francs-maçons, pour faire un mal dont ils sont même incapables, et que surpassent les maux causés par leur inaction turbulente ; un fonctionnarisme sans cesse accru, immense, avide, malfaisant, en qui la République croit s'assurer une clientèle et qu'elle nourrit pour sa ruine ; une magistrature recrutée sans règle ni équité, et trop souvent sollicitée par le gouvernement pour n'être pas suspecte de complaisance ; une armée que pénètre sans cesse, avec la nation tout entière, l'esprit funeste d'indépendance et d'éga-

lité, pour rejeter ensuite dans les villes et les campagnes la nation tout entière, gâtée par la caserne, impropre aux arts et aux métiers et dégoûtée de tout travail ; un corps enseignant qui a mission d'enseigner l'athéisme et l'immoralité; une diplomatie à qui manquent le temps et l'autorité et qui laisse le soin de notre politique extérieure et la conclusion de nos alliances aux débitants de boissons, aux demoiselles de magasins et aux journalistes ; enfin tous les pouvoirs, le législatif et l'exécutif, le judiciaire, le militaire et le civil, mêlés, confondus, détruits l'un par l'autre ; un règne dérisoire qui, dans sa faiblesse destructive, a donné à la société les deux plus puissants instruments de mort que l'impiété ait jamais fabriqués : le divorce et le malthusianisme. Et tous les maux dont j'ai fait une rapide revue appartiennent à la République et sortent naturellement d'elle : la République est essentiellement mauvaise.

. . . . . .

... Les ormes du mail commençaient à verser leur ombre vers l'orient. Un souffle frais, venu d'un lointain orage, passa dans les feuilles. Tandis qu'une coccinelle cheminait sur la manche de sa redingote, M. Bergeret répondit sur le ton le plus affable à M. l'abbé Lantaigne :

— Monsieur l'abbé, vous venez de retracer, avec une éloquence qui ne subsiste plus que sur vos lèvres, les caractères du régime démocratique. Ce régime est, peu s'en faut, tel que vous le représentez. Et c'est encore celui que je préfère. Tous les liens y sont relâchés, ce qui

affaiblit l'Etat, mais soulage les personnes et procure une certaine facilité de vivre et une liberté qui détruisent malheureusement les tyrannies locales. La corruption sans doute y paraît plus grande que dans les monarchies. Cela tient au nombre et à la diversité des gens qui sont portés au pouvoir. Mais cette corruption serait moins visible si le secret en était mieux gardé. Le défaut de secret et le manque de suite rendent toute entreprise impossible à la République démocratique. Mais, comme les entreprises des monarchies ont le plus souvent ruiné les peuples, je ne suis pas trop fâché de vivre sous un gouvernement incapable de grands desseins. Ce qui me réjouit surtout dans notre République, c'est le sincère désir qu'elle a de ne point faire la guerre en Europe. Elle est volontiers militaire, mais point du tout belliqueuse. En considérant les chances d'une guerre, les autres gouvernements n'ont à redouter que la défaite. Le nôtre craint également, avec juste raison, la victoire et la défaite. Cette crainte salutaire nous assure la paix, qui est le plus grand des biens. Le pire défaut du régime actuel est de coûter fort cher. Il ne paie point de mine, il n'est point fastueux. Il n'est brillant ni en femmes ni en chevaux. Mais sous une humble apparence et des dehors négligés, il est dépensier. Il a trop de parents pauvres, trop d'amis à pourvoir. Il est gaspilleur. Le plus fâcheux est qu'il vit sur un pays fatigué, dont les forces baissent et qui ne s'enrichit plus. Et le régime a grand besoin d'argent. Il s'aperçoit qu'il est embarrassé. Et ses embarras sont plus grands qu'il ne

croit. Ils augmenteront encore. Le mal n'est pas nouveau. C'est celui dont mourut l'ancien régime. Monsieur l'abbé, je vais vous dire une grande vérité : tant que l'Etat se contente des ressources que lui fournissent les pauvres, tant qu'il a assez des subsides que lui assurent, avec une régularité mécanique, ceux qui travaillent de leurs mains, il vit heureux, tranquille, honoré. Les économistes et les financiers se plaisent à reconnaître sa probité. Mais dès que ce malheureux Etat, pressé par le besoin, fait mine de demander de l'argent à ceux qui en ont, et de tirer des riches quelque faible contribution, on lui fait sentir qu'il commet un odieux attentat, viole tous les droits, manque de respect à la chose sacrée, détruit le commerce et l'industrie et écrase les pauvres en touchant aux riches. On ne lui cache pas qu'il se déshonore. Et il tombe sous le mépris sincère des bons citoyens. Cependant la ruine vient lentement et sûrement. L'Etat touche à la rente. Il est perdu.

Nos ministres se moquent de nous en parlant de péril clérical ou de péril socialiste. Il n'y a qu'un péril, le péril financier. La République commence à s'en apercevoir. Je la plains, je la regretterai. J'ai été nourri sous l'Empire dans l'amour de la République. « Elle est la justice », me disait mon père, professeur de rhétorique au lycée de Saint-Omer. Il ne la connaissait pas. Elle n'est pas la justice. Mais elle est la facilité. Monsieur l'abbé, si vous aviez l'âme moins haute, moins grave et plus accessible aux riantes pensées, je vous conierais que la Répu-

blique actuelle, la République de 1896, me plaît et me touche par sa modestie. Elle consent à n'être point admirée. Elle n'exige que peu de respect et renonce même à l'estime. Il lui suffit de vivre. C'est là tout son désir : il est légitime. Les êtres les plus humbles tiennent à la vie. Comme le bûcheron du fabuliste, comme l'apothicaire de Mantoue, qui surprit si fort ce jeune fou de Roméo, elle craint la mort, et c'est sa seule crainte. Elle se défie des princes et des militaires. En danger de mort, elle serait très méchante. La peur la ferait sortir de son naturel et la rendrait féroce. Ce serait dommage. Mais tant qu'on n'attente pas à sa vie, et qu'on n'en veut qu'à son honneur, elle est débonnaire. Un gouvernement de ce caractère m'agrée et me rassure. Tant d'autres furent impitoyables par amour-propre! Tant d'autres assurèrent par des cruautés leurs droits, leur grandeur et leur prospérité ! Tant d'autres versèrent le sang pour leur prérogative et leur majesté! Elle n'a point d'amour-propre; elle n'a point de majesté. Heureux défaut qui nous la garde innocente! Pourvu qu'elle vive, elle est contente. Elle gouverne peu. Je serais tenté de l'en louer plus que de tout le reste. Et, puisqu'elle gouverne peu, je lui pardonne de gouverner mal. Je soupçonne les hommes d'avoir, de tout temps, beaucoup exagéré les nécessités du gouvernement et les bienfaits d'un pouvoir fort. Assurément les pouvoirs forts font les peuples grands et prospères. Mais les peuples ont tant souffert, au long des siècles, de leur grandeur et de leur prospérité, que je çonçois qu'ils y renoncent. La gloire leur

a coûté trop cher pour qu'on ne sache pas gré à nos maîtres actuels de ne nous en procurer que de la coloniale. Si l'on découvrait enfin l'inutilité de tout gouvernement, la République de M. Carnot aurait préparé cette inappréciable découverte. Et il faudrait lui en avoir quelque reconnaissance. Toute réflexion faite, je me sens très attaché à nos institutions.

Ainsi parla M. Bergeret, maître de conférences à la Faculté des Lettres.

**ANATOLE FRANCE** (1).

(1) Extrait de *l'Orme du Mail* (Calmann Lévy. — Paris, 1897).

## PARTIE PÉRIODIQUE

# *SUR LE NOM DE DÉMOCRATIE : NOTES A L'ENCYCLIQUE*

> « Vous serez content de l'encyclique du Pape : il est démophile et non démocrate. »
>
> (*Lettre d'un ami catholique.*)

Depuis que l'Encyclique sur la « Démocratie chrétienne » était annoncée, tout le monde s'attendait bien à ce qu'un Pape bon humaniste et fin lettré, qui reproduit sans peine les plus difficiles mètres d'Horace et qui écrit peut-être le meilleur latin de son siècle, évitât les tristes faiblesses auxquelles succombent, à propos de démocratie, tant de pauvres têtes en Europe. Mais le Saint-Père a surpassé nos espérances, et ceux qui s'intéressent au sort de la civilisation dans notre Occident lui en garderont une profonde et respectueuse gratitude. Pour avoir consenti à la République, le Saint-Père ne cède point tout aux barbares.

Il traite avec le dédain qui lui est permis (à Lui seul !) la question des mots. Après avoir exposé aux fidèles ce qu'il admet, ce qu'il ordonne et ce qu'il défend, Léon XIII écrit : « ... S'il faut nommer cela *action populaire chré-* « *tienne* ou *démocratie chrétienne*, cela importe peu, « pourvu que les enseignements émanés de Nous

« soient observés intégralement, avec une égale « complaisance. »

Mais quels sont ces enseignements?

Le mot de démocratie a deux sens, également courants et qui sont mêlés à plaisir.

1° Au premier sens, conforme à l'étymologie, *démocratie* veut dire le gouvernement du peuple, de la foule, du plus grand nombre. « *Gouvernement de tous par tous* », écrivait l'automne dernier un des chefs de la démocratie chrétienne en France.

Le Pape exclut ce premier sens.

« Qu'il soit tenu pour condamné (*nefas sit*) de « détourner à un sens politique le terme de dé- « mocratie chrétienne. Sans doute la démocratie, « d'après l'étymologie même du mot et l'usage « qu'en ont fait les philosophes, indique le ré- « gime populaire; mais, dans les circonstances « actuelles, il ne faut l'employer (*sic usurpanda est*) « qu'en lui ôtant tout sens politique et en ne lui « attachant aucune signification que cette bien- « faisante action chrétienne parmi le peuple... »

2° Quant au second sens, invoqué volontiers par d'excellents nationalistes, même par de bons royalistes, il est plus subtil : *démocratie*, alors, désigne l'état démocratique de la société, état de confusion et de mélange qui supprime toutes les classes ou qui substitue à leurs nombreux rapports mutuels un système uniforme de nivellement et d'égalité.

Le Pape exclut pareillement la démocratie ainsi entendue au sens « social ».

La démocratie chrétienne, dit-il, « doit main- « tenir la distinction des classes, qui, sans con- « tredit, est le propre d'un État bien constitué

« (DISPARES *tueatur ordines, sane proprios bene cons-*
« *titutae civitatis*) ».

« La démocratie chrétienne, ajoute-t-il, doit « accepter de donner à la communauté humai- « ne une forme et un caractère en harmonie « avec ceux qu'a établis le Dieu créateur (*eam* « *demum humano convictui velit formam atque indo-* « *lem esse qualem Deus auctor indidit*). » Nos amis naturalistes traduiront aisément en maxime de droit naturel cette belle doctrine de la beauté du monde et de l'ordre de l'univers, inspirée ici par le sentiment du droit divin. Nécessité de subordonner pour coordonner et pour ordonner, il n'y a point de faribole d'orateur qui puisse aller contre cette mathématique!

Mais, pour qu'on ne se trompe pas sur son intention précise, le Pape prend soin d'observer que, si l'on veut juger sainement de la démocratie chrétienne, il faut laisser de côté les opinions de certains hommes « sur la puissance et « la vertu d'une démocratie chrétienne, opinions « qui ne sont pas exemptes de quelque excès ou « de quelque erreur (*quæ immoderatione aliqua* « *vel errore non careant*). » Laissant ces exaltés à leur rêve, Léon XIII développe que « l'action sociale chrétienne », par laquelle il définit la démocratie et que notre ami Henri Vaugeois nomma la démophilie, ne pourra s'opérer selon la méthode démocratique, au sens historique et philosophique du terme; cette œuvre, dit le Pape, exige le concours de la hiérarchie. Je cite : « Il faut surtout appeler à son aide les bonnes « œuvres de ceux à qui leur situation » (*locus*, c'est-à-dire leur *position*, leur fonction publique

et économique, leur rang, qu'elle qu'en soit l'origine), « leur fortune et leur culture intellec-
« tuelle et morale donnent le plus d'autorité
« dans la cité. Si cela fait défaut, à peine pourra-
« t-on faire quelque chose de valable pour
« cette utilité publique à laquelle l'on tend. »

Le Pape n'avait pas négligé, au début de la lettre, de bien marquer que la démocratie chrétienne, tout en s'employant au service des classes inférieures, ne négligeait point, ne mettait point de côté, n'omettait ni ne traitait par prétérition (*praeterire*) les supérieures. « L'utilité de
« celles-ci, écrivait-il, n'est pas moindre *pour*
« *la conservation et l'amélioration de l'Etat.* » Telle est la sagesse papale. Telle est la haute politique de la religion catholique, avec laquelle on ne s'étonnera plus que des esprits tout pénétrés de Politique naturelle trouvent utile et nécessaire de conclure au plus tôt une alliance contre l'anarchie libertaire et la barbarie égalitaire qui nous menacent.

Avez-vous noté un détail ? C'est le critère politique du Pontife romain. Il juge des idées et des maximes politiques selon qu'elles tendent ou qu'elles ne tendent pas « à la conservation et
« au perfectionnement de l'Etat : *ad conservationem*
« *perfectionemque civitatis* ». C'est la pure devise de l'*Action française*. C'est notre critère tout pur. Un des nôtres, M. de Montesquiou, n'a-t-il pas proposé, l'an dernier, de substituer à la souveraineté de la volonté populaire la *souveraineté du salut public* ?

CHARLES MAURRAS.

## *BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE*

**La Cité du Sang**, par MAURICE TALMEYR (*Librairie académique Perrin et Cie.*)

On l'a dit bien souvent, et non sans raison, la France est le pays que les Français connaissent le moins. Les touristes sont peut-être nombreux qui ne se contentent pas d'une visite au Mont-Saint-Michel. Mais ce n'est pas de cette connaissance pittoresque qu'il s'agit. On rencontre dans un pays d'autres sujets d'observation que les monuments et les sites : ce sont les habitants eux-mêmes et leur façon de vivre, les organes infiniment variés de la vie nationale et leur fonctionnement. Une monographie selon la méthode de Le Play montre tout l'intérêt que présente une telle étude. Et n'est-ce pas Taine qui songeait à une grande enquête sur la France contemporaine, qui aurait fait suite à l'histoire de ses origines ?

De cette enquête, M. Maurice Talmeyr a écrit quelques parties variées, à dessein avec un parfait discernement. Ce qu'il y a chez nous de vivant et ce qu'on y voit de mort, ce qui s'étiole et ce qui s'épanouit, ce qui survit et ce qui naît, M. Talmeyr le présente en quelques tableaux qu'il qualifie, par simple amusement je pense, de *tableaux du siècle passé*, car tous sont de l'actualité la plus saisissante.

Voici d'abord une vaste fresque, abondante en beautés. *La Cité du Sang*, qui donne au volume son titre tragique, ce sont les abattoirs de la Villette. On n'en peut concevoir une peinture plus parfaite que celle qu'a exécutée M. Maurice Talmeyr. La violence, l'étrangeté de ces spectacles, les âcres odeurs

animales et le goût fade de la mort, la clameur effroyable des verrats, les cris des bouviers et les débats des marchands, tout ce tumulte sous lequel se cache le fonctionnement régulier d'un organisme compliqué, M. Talmeyr l'a rendu avec une haute maîtrise. En même temps qu'il explique les secrets du métier, qu'il donne idée de l'activité des affaires, il peint en traits vifs la physionomie du Marché: voici un boucher avec « une belle blouse d'un bleu neuf, une canne, une grosse bague et des bottes à l'écuyère » en colloque avec un vendeur de moutons « en blouse d'un bleu déteint, son fouet sur l'épaule, son feutre gras sur le nez »; au milieu de ces hommes « aux grosses mains couvertes de bagues » courent les *marqueurs*, « pantins luisants, poisseux » dont il trace les singulières silhouettes. Puis voici les animaux, effarés dans ce bruit, et que palpent les acheteurs. Et ce sont des scènes infiniment variées de marchandage parmi les meuglements, les coups de cloche et de sifflet. La bête vendue, on la mène à l'abatage : la belle et sobre page que M. Talmeyr a écrite sur la mort du bœuf! Et nous voici à l'échaudoir, au brûloir, dont il peint les opérations avec la célérité qu'on sent que les ouvriers y doivent mettre:

Mais ces spectacles ne sont pas les seuls que présente l'abattoir. M. Talmeyr s'est attaché à montrer qu'à la Villette on trouve une des rares corporations libres, puissantes et bien vivantes que n'ait pas tuée le régime moderne. Là, entre le patron et le garçon qui font même travail, portent le même costume et parfois se tutoient, il y a un lien réel qui a pour conséquence un respect spontané. On voit régner parmi ces hommes « toutes les qualités de force, de bon sens, de richesse, d'esprit professionnel, de hiérarchie familiale des anciennes corporations ».

En face de cet organisme, si vivant et en prospérité constante, M. Talmeyr montre des choses mortes

et des entreprises mort-nées. Le triste spectacle que celui d'*Un bourg de France*! L'image désolante de « ce coin de France tombé à l'état de limbe cantonal » illustre exactement la thèse décentralisatrice et contre-révolutionnaire. Quittant cette ville tuée par l'idéologie, M. Talmeyr nous conduit près d'une autre victime des *Nuées* : c'est la *Verrerie ouvrière*. Excellente entreprise d'une collectivité, elle fut viciée dès le principe et condamnée à la ruine par les fausses théories qui la régissent.

*Le Marchand de vins* est la « monographie » vivante et piquante d'une corporation médiocrement estimée et que M. Talmeyr s'efforce de réhabiliter. *L'Ecole du Trocadéro* est une excellente critique du faux exotisme qu'on voit régner aux Expositions universelles. Quant à *l'Age de l'affiche*, qui est l'étude sur laquelle se ferme le volume, il nous semble que M. Talmeyr s'y montre moraliste bien sévère. Les prophètes qui maudissaient tant Babylone étaient des envieux. Laissons aux Teutons le soin d'accuser notre perversion.

Dans cet excellent ouvrage d'observation, qui continue ses études précédentes comme *le Grisou* et *Sur le Banc*, M. Maurice Talmeyr ne conclut point. Mais par la seule exposition des faits il sait laisser entrevoir quelles réformes sont nécessaires. Souhaitons qu'il poursuive cette enquête sur la France contemporaine. Montrer ce qui reste de vivant et ce qu'il y a de mort dans notre pays, cela est aussi urgent, aussi utile que d'indiquer par quels moyens, grâce à quelles institutions, on pourra rendre à la France les organismes dont elle est privée.

**Blancador l'avantageux**, par MAURICE MAINDRON (*Éditions de la Revue Blanche*).

M. Maurice Maindron, qui connaît à merveille l'histoire dramatique et troublée, les mœurs à la fois

violentes et raffinées du temps des guerres de religion, y avait déjà trouvé le cadre et le sujet de son roman de *Saint-Cendre*. C'est là encore qu'il a placé les aventures de *Blancador l'avantageux*. Ce jeune Gascon est un assez vilain fils, qui, doué d'une peur naturelle des coups et très tôt orphelin de son honneur, songe dès son entrée dans le monde à vivre aux frais des dames par la vertu de ses moustaches et aux dépens des sots grâce aux ressources de son subtil génie. On admirera son habileté à louvoyer entre les partisans de la Ligue et ces Messieurs de la Religion. On s'étonnera de ses rares aventures avec des ruffians, des gens de loi et de païennes demoiselles. Mais surtout on retiendra la grande machination qu'il dressa pour le compte de M. Justus de Corpoy, noble homme et modérateur du consistoire de Montauban. M. Maindron y a trouvé l'occasion de peindre quelques parfaites figures de huguenots. Goûtez le portrait de M. Justus : « C'était un homme grand, sec, froid, dont la bouche pincée ne laissait échapper les mots qu'à regret et qui considérait avec assiduité la pointe de ses pieds où il trouvait sans doute le meilleur de son discours. Il parlait d'une voix grise et effacée, tout à la fois dure, cérémonieuse et lamentable. Les expressions tendaient douloureusement vers une simplicité biblique... » Auprès de lui M. Momsen et M. Mathieu Robin, pasteurs, donnent le modèle de l'austérité genevoise. Fameux trio d'hypocrites que M. Maindron a crayonné d'un ferme trait. Voici cette fois un romancier qui apporte sa contribution à l'*Enquête sur le Protestantisme* et nous apprend par sa fable qu'il faut détester les vices du huguenot autant que craindre sa vertu.

**L'Abdication**, par GABRIEL D'AZAMBUJA (*J. Briguet éditeur*).

M. Gabriel d'Azambuja, qui est un des plus distingués et des plus assidus collaborateurs de la *Science Sociale*, a traduit dans ce roman, sous la forme la plus agréable, quelques-unes des idées de conservation et de réforme qu'il défend en bon disciple de Le Play. *L'Abdication* est l'histoire d'un jeune homme qui abandonne la terre dont ses aïeux furent maîtres et les paysans dont ils étaient les protecteurs naturels pour venir à Paris vivre dans l'oisiveté et faire un brillant mais sot mariage. Les nécessaires effets de l'*absentéisme* ne tardent pas à se produire. Et le jeune comte de Blincourt éprouve autant de déboires politiques que de déceptions sentimentales. Tel est ce livre qui n'offre à aucun degré la lourdeur des romans à thèse, ni l'ennuyeux désir de démontrer, communs aux « sociologues » qui se risquent dans la littérature d'imagination. Avec sa très simple intrigue et son style sans prétention *l'Abdication* a tout le charme des anciens romans sur la vie de château et la vie de province. Pénétré de toutes les justes doctrines, M. d'Azambuja a de la tradition.

JACQUES BAINVILLE.

## ERRATUM

Dans la lettre de M. de Mahy, parue ici le 1er février, à la page 187, 3e ligne, au lieu de : *créateur*, c'est : *créature* qu'il faut lire.

*Le Directeur politique* : H. VAUGEOIS.

*Le Gérant* : A. JACQUIN.

Paris. — Imprimerie F. Levé, rue Cassette, 17.

DÉTACHER CE BULLETIN ET L'ENVOYER 28, RUE BONAPARTE, PARIS.

# ABONNEMENT

## A LA REVUE " L'ACTION FRANÇAISE "

PARAISSANT LES 1er ET 15 DE CHAQUE MOIS

**Bureaux : 28, rue Bonaparte**

**Prix : 10 francs les 24 numéros**

*Je soussigné*.....

*demeurant à*.....

*déclare souscrire un abonnement à 24 numéros du Bulletin de « l'Action française ».*

*J'envoie inclus la somme de 10 francs, montant de mon abonnement, en un mandat, ou : Je vous prie de faire recouvrer par la poste le prix de mon abonnement, avec 0 fr. 50 en plus pour les frais de recouvrement.*

*A*..... *le*..... *1901.*

SIGNATURE :

*Remplir le Bulletin d'abonnement ci-joint et l'adresser à l'Administration, 28, rue Bonaparte, en y joignant un mandat de 10 francs.*

---

## *L'Action Française*

EST EN VENTE A PARIS CHEZ

MM. **BOULINIER**, 19, *boulevard St-Michel.*
**BRASSEUR**, *galerie de l'Odéon.*
**CHAUMONT**, 27, *quai St-Michel.*
**FLAMMARION**, 36, *avenue de l'Opéra.*
**FLAMMARION & VAILLANT**, 10, *boulevard des Italiens.*
**FLAMMARION ET VAILLANT**, 3, *boulevard St-Martin.*
**FLOURY**, 1, *boulevard des Capucines.*
**LANCIEN**, 32, *avenue Duquesne.*
**LEFRANÇOIS**, 8, *rue de Rome.*
**LIBRAIRIE ANTISÉMITE**, 45, *rue Vivienne.*
**MAILLET**, 129 *bis, rue de la Pompe.*
**G. MARTIN**, 126, *faubourg Saint-Honoré.*
**SAUVAITRE**, 72, *boulevard Haussmann.*
**TARIDE**, 18, *boulevard St-Denis.*
**TIMOTEI**, 14, *rue de Castiglione.*
**LAROUSSE**, 58, *rue des Écoles,*

*et dans les principales gares de Paris et de la province.*

---


# LE COURRIER DE LA PRESSE

**BUREAU DE COUPURES DE JOURNAUX**

**21, Boulevard Montmartre, 21, Paris**

**Fondé en 1880**

**Directeur : A. GALLOIS**

# CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

## Voyages circulaires à coupons combinables

### sur le Réseau P. L. M.

*et sur les RÉSEAUX P. L. M. et Est.*

Il est délivré toute l'année, dans toutes les gares du réseau P. L. M., des carnets individuels ou de famille pour effectuer sur ce réseau ou sur les réseaux P. L. M. et Est, en 1re, 2e et 3e classe, des voyages circulaires à itinéraire tracé par les voyageurs eux-mêmes, avec parcours totaux d'au moins 300 kilomètres. Les prix de ces carnets comportent des réductions très importantes qui atteignent, pour les billets collectifs, 50 % du Tarif général.

La validité de ces carnets est de 30 jours jusqu'à 1.500 kilom. ; 45 jours de 1.501 à 3.000 kilom. ; 60 jours pour plus de 3.000 kilom. — Facilité de prolongation, *à deux reprises*, de 15, 23 ou 30 jours suivant le cas, moyennant le paiement d'un supplément égal au 10 % du prix total du carnet, pour chaque prolongation. — Arrêts facultatifs à toutes les gares situées sur l'itinéraire. — Pour se procurer un carnet individuel ou de famille, il suffit de tracer sur une carte, qui est délivrée gratuitement dans toutes les gares P. L. M., bureaux de ville et agences de la Compagnie, le voyage à effectuer, et d'envoyer cette carte 5 jours avant le départ à la gare où le voyage doit être commencé, en joignant à cet envoi une consignation de 10 fr. — Le délai de demande est réduit à deux jours (dimanches et fêtes non compris) pour certaines grandes gares

# CHEMINS DE FER DE L'OUEST

## PARIS A LONDRES

**Viâ Rouen, Dieppe et Newhaven par la gare St-Lazare.**

SERVICES RAPIDES DE JOUR ET DE NUIT

**Tous les jours (dimanches et fêtes compris) et toute l'année, trajet de jour en 9 heures (1re et 2e classe seulement).**

## GRANDE ÉCONOMIE

Billets simples valables pendant 7 jours :
1re classe : 43 fr. 25 ; 2e classe : 32 fr. ; 3e classe : 23 fr. 25.

Billets d'aller et retour valables pendant un mois :
1re classe : 72 fr. 75 ; 2e classe : 52 fr. 75 ; 3e classe : 41 fr. 50.

Des voitures à couloir et à compartiments (w. c. et toilette) sont mises en service dans les trains de marée de jour et de nuit entre Paris et Dieppe. Des cabines particulières sur les bateaux peuvent être réservées sur demande préalable.

La Compagnie de l'Ouest envoie franco, sur demande affranchie des petits guides-indicateurs du service de Paris à Londres.

---

*PUBLICATIONS DE L'ACTION FRANÇAISE*

**Action Française 1899**, le numéro... **1** fr.
**La collection**, reliée (12 numéros)..... **12** fr.
**Henri Vaugeois**, secrétaire-adjoint de la Patrie française : L'ACTION FRANÇAISE..... **0** fr. **25**
**Maurice Pujo** : APRÈS L'AFFAIRE... **0** fr. **10**
**Dauphin Meunier** : LE MAL ET LE REMÈDE..... **0** fr. **30**
**Copin-Albancelli** : LA DICTATURE MAÇONNIQUE..... **0** fr. **50**
**Octave Tauxier** : DE L'INAPTITUDE DES FRANÇAIS A CONCEVOIR LA QUESTION JUIVE. **0** fr. **50**
**X***** : UNE RÉFORME PARLEMENTAIRE, LA MÉTRARCHIE..... **0** fr. **50**
**X***** : LA RÉPUBLIQUE CHEZ UN PEUPLE SANS ÉDUCATION POLITIQUE, par un membre de la Patrie Française..... **0** fr. **20**
**Xavier de Magallon** : VILLEBOIS-MAREUIL ET LE MOUVEMENT NATIONAL, Conférence faite à Paris et précédée d'un discours de M. FRANÇOIS COPPÉE..... **0** fr. **40**


---

PARIS. — IMPRIMERIE F. LEVÉ, RUE CASSETTE, 17.

3e année. — T. IV. — N° 41. 1er Mars 1901.

# L'Action française

(*Revue bi-mensuelle*)

SOMMAIRE DU 1er MARS 1901

UNE RÉPONSE A M. DE MAHY... **D. Richard Cosse.**

QUELQUES TRAITS MORAUX ET CIVIQUES DE LA CENSURE RÉVOLUTIONNAIRE..... **Louis Dimier.**

REVUE DE FIN D'ANNÉE..... **Emile Pierret.**

L'APPEL AU SOLDAT : 1re *Soirée d'études : — Les difficultés. — Notre méthode* (fin)..... **Henri Vaugeois.**

NOS MAITRES : JOSEPH DE MAISTRE.

PARTIE PÉRIODIQUE

LES NUÉES : *Où Bergerat descend au-dessous de Riquet. — Ce n'est rien... — Une grande personne.* — CORRESPONDANCE : *Notes sur Quo Vadis ?* — BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE : *Les Tréteaux du succès*, par EDOUARD DRUMONT (**Jacques Bainville**).

PARIS

BUREAUX DE *L'ACTION FRANÇAISE*

28, RUE BONAPARTE

**Le numéro 0 fr. 50**

ABONNEMENTS : Paris et Départements, 10 fr. Etranger, 15 fr.

La reproduction des articles de l'*Action française* est autorisée avec l'indication de la source et du nom de l'auteur.

L'ACTION FRANÇAISE paraît le 1er et le 15 de chaque mois. On s'abonne à Paris, 28, rue Bonaparte.

M. Henri Vaugeois, Directeur, recevra les Mardi, Jeudi et Samedi, de 2 à 4 heures.

**PRINCIPAUX COLLABORATEURS**

Paul Bourget, de l'Académie française. — Gyp. — Jules Soury. — Maurice Barrès. — Charles Maurras. — Jules Caplain-Cortambert. — Maurice Talmeyr. — Maurice Spronck. — Hugues Rebell. — Jean de Mitty. — P. Copin-Albancelli. — Alfred Duquet. — Frédéric Plessis. — Lucien Corpechot. — Denis Guibert, député. — Frédéric Amouretti. — Robert Bailly. — Auguste Cavalier. — Georges Grosjean. — Xavier de Magallon. — Théodore Botrel. — Dauphin Meunier. — L. de Montesquiou-Fezensac. — Lucien Moreau. — Octave Tauxier. — Maurice Pujo. — L. Mouillard. — Jacques Bainville. — Alfred de Pouvourville. — Robert Launay. — De Thouars. — A. Serph, etc.

**FONDATEUR :**

Le Colonel de Villebois-Mareuil

**Mort au champ d'honneur**

---


**VIENT DE PARAITRE :**

# AU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

PAR

Henri VAUGEOIS

Prix : 20 centimes

# *L'Action française*

## *UNE RÉPONSE A M. DE MAHY*

L'un de mes amis m'envoie, à propos de la lettre de M. de Mahy parue ici le 1er février, la réponse suivante qui ouvre de façon intéressante la libre discussion que je voudrais voir s'établir, à l'*Action française*, entre gens de convictions énergiques et désintéressées.

H. V.

. . . . . .

M. de Mahy, ancien ministre, député, et l'un des premiers collaborateurs de l'*Action française*, avait des droits à s'y faire entendre...

Vous êtes bon, Monsieur, pour lui répondre. Voulez-vous cependant permettre quelques observations à l'un de vos collaborateurs de hasard ?

M. de Mahy s'en prend d'abord au sens que vous donnez au mot de « réaction (1) ».

M. de Mahy ne veut à aucun prix que le mot de « réaction » soit employé dans le sens de

(1) Il n'est pas jusqu'au cri final : *Adieu vat !* qui ne soit pris à contre-sens. *A Dieu vat !* et non pas *Adieu va !* (A la grâce de Dieu ! mais Dieu n'est plus du vocabulaire f.·. m.·.) est le souhait de bon voyage, l'acte de résignation qui salue le départ du navire. M. de Mahy voulait dire probablement : *Halte-là* !

*« recours aux moyens connus sous le nom de réactionnaires, ayant pour but de nous faire rebrousser chemin, et dont le principal défaut est d'avoir livré la France à l'invasion du cosmopolitisme. Les ligues de la* Patrie française, *de l'*Action, *sont louables ; mais le mot de réaction implique une idée fausse et dangereuse, si l'un des éléments dont ces partis se composent s'ingère d'exploiter ce grand ensemble au profit de l'un des anciens partis qui, pour le malheur de notre pays, l'ont dominé tour à tour* ».

Les « moyens réactionnaires » indignent M. de Mahy. Pourrait-il en indiquer d'autres à ceux qui, dans une circonstance quelconque, se sont aperçus qu'ils faisaient fausse route ? Un voyageur s'est trompé de chemin : il revient sur ses pas : — réaction. — Un malade a fait quelques excès : il s'abstient, et se met au régime : — réaction. — Un peintre est mécontent de l'esquisse commencée : il efface et reprend son travail : — réaction. — Si ma cheminée fume, je la démolis et la reconstruis sur un meilleur plan : — réaction. — Pénélope usait de « moyens réactionnaires » quand, pour garder la foi conjugale, elle trompait ses prétendants en défaisant la nuit le tissu ouvré durant le jour. Je ne connais pas de correction nécessaire apportée à une œuvre manquée, à quelque défaut ou erreur grave, qui ne débute par l'emploi d'un « moyen réactionnaire ».

Nous avons parcouru un très mauvais chemin depuis tantôt quinze ou dix-huit ans. Si nous nous obstinons à poursuivre la route, nous allons à l'abîme. On l'entrevoit déjà. — Mais rien ne prévaut contre la foi absolue au Bouddha révo-

lutionnaire : les Droits de l'Homme et les grands principes de 89 !

M. de Mahy pense que ces « moyens réactionnaires » ne pourraient qu'être employés *au profit de quelqu'un des anciens partis*. Ne parlons que des partis républicains (car on ne peut vraiment, comme le voulait un personnage d'Emile Augier pour un père, les mettre au singulier).

Combien y en a-t-il aujourd'hui, d'anciens partis républicains vaincus, désarmés actuellement par le jacobinisme et forcés d'orner son triomphe en marchant enchaînés derrière lui ! Ces partis-là ne doivent pas être sans rêver quelquefois de « moyens réactionnaires ».

Quelques Français, et non des moindres, songent aussi à ces « moyens réactionnaires », mais ce n'est pas du tout en vue d'en faire profiter l'ancien parti légitimiste, ou l'ancien parti orléaniste, ou l'ancien parti bonapartiste, mais de réorganiser la France sur de meilleures bases dont quelques-unes seraient empruntées à son histoire. Décentralisation, forte organisation provinciale, liberté d'association, restauration de la famille, battue en brèche par mille causes de destruction légales ou extra-légales, voilà le programme. Un chef serait non pas le *but*, mais le moyen, un « moyen réactionnaire », soit.

M. de Mahy remet au jour ce vieux spectre des « anciens partis » dont le second Empire a tant abusé contre la légalité sous prétexte de rentrer dans le droit.

Il accuse les jeunes hommes de l'*Action française* « de faire le jeu des césariens ». C'est l'état de choses actuel qui le fait, ce jeu du césarisme.

Les rédacteurs de l'*Action française* ont toujours combattu l'Empire, et M. de Mahy perd de vue l'inoubliable et définitif travail de M. Octave Tauxier (1), où l'auteur a montré avec tant de force et de justesse comment l'Empire n'est que la forme autoritaire du jacobinisme, dont la République est la forme anarchique. Je vois des royalistes à l'*Action française*, je n'y vois pas de césariens. L'*Appel au soldat*, de M. de Montesquiou, n'est pas un appel au césarisme (2).

« Que ceux qui repoussent cette aide se disent « bien qu'il n'y a pas de milieu : qu'il faut être « ou pour le despotisme de la Haute Banque et « de la Franc-Maçonnerie, ou pour l'anarchie, ou « pour l'intervention de l'armée. Il y a là une « situation que nous pouvons déplorer, mais « que nous n'avons point faite, dont nous avons « seulement hérité, et à laquelle nous sommes « bien obligés de nous soumettre. »

Et M. de Montesquiou ajoute en renvoi : « Les « forces humaines se retrouveraient dans la dé- « centralisation, la liberté de tester, la liberté « d'association. » Or, le césarisme, tout comme la République une et indivisible, est essentiellement centralisateur. Les moyens proposés par M. de Montesquiou sont peut-être « réactionnaires », en tout cas ils ne relèvent pas du césarisme.

Il serait trop facile, hélas ! de répondre à M. de Mahy, épouvanté des *pronunciamientos*, de la violence, *du coup d'État baigné de sang*, et de la

(1) Septembre 1900, *l'Empire*.
(2) *Nécessité de l'appel au soldat*, 15 décembre 1900.

pharisaïque consultation *du suffrage universel dûment adultéré*, en rappelant des faits très récents et d'autres actuels.

Ne parlons pas de la Commune. M. de Mahy croit-il que la révolution sociale dont nous sommes menacés aura lieu sans effusion de sang? Nous n'en sommes encore, il est vrai, qu'aux promenades des drapeaux insurrectionnels, au sac et à l'incendie des églises, aux jugements iniques prononcés par des tribunaux politiques, aux budgets fabuleux qu'on essaye de masquer par le vol et la spoliation, aux grèves sans cesse renaissantes qui se multiplient sur tous les points du territoire, à l'abaissement de notre force militaire, que le F.·. André ruine par tous les moyens; quant au suffrage universel, il faut convenir qu'il n'est pas du tout « adultéré » par la mainmise des Loges sur le scrutin d'arrondissement. On demande à M. de Mahy quel coup d'Etat pourrait nous donner pis?

Il est vrai que ce républicain de bonne volonté affirme hautement que tous ces maux, tous ces dangers ne doivent pas être imputés à la République *tout court*, mais à la République parlementaire, à qui l'on doit demander *compte* « *des abominations sous lesquelles* la *vraie* République *risque de succomber* ». — « *Vous la confondez*, dit-il, *avec les auteurs du mal dont elle souffre et c'est elle que vous tuez, sans que votre système puisse toucher aux parasites qui la dévorent, et sans prendre garde qu'aussitôt la République jetée par terre les parasites s'abattraient sur le régime nouveau où ils pulluleraient et multiplieraient à merveille.* »

M. de Mahy ne prend pas garde que la Répu-

blique est une maison ouverte, exposée par conséquent à toutes les entreprises des coupe-jarret ou des coupeurs de bourses, qu'on ne peut donc séparer les conséquences de la cause qui les a produites, et l'avènement des hommes au pouvoir de la forme de gouvernement qui leur en a rendu l'accès si facile. Le jacobinisme est l'essence, le principe même, en France, de la forme républicaine. Un principe arrive toujours à produire ses conséquences, bonnes ou mauvaises, comme un arbre ses fruits.

Sa prévoyance prétend voir de nouveaux parasites, une fois la République tombée, s'abattre plus drus que jamais sur le nouveau gouvernement, comme les essaims de mouches sur le renard de la fable. Mais dans la fable, c'était toujours le même renard; et les parasites redoutés de M. de Mahy n'auraient si beau jeu que si une nouvelle République succédait à l'actuelle. Ce serait vrai aussi du césarisme qui, étant une forme du jacobinisme, nourrit, par tradition, beaucoup de mouches importunes. Mais nous n'avons pas besoin de redire que le programme tracé par M. de Montesquiou, et sur lequel tout le monde à l'*Action française* est à peu près d'accord, ne comporte nullement le césarisme.

M. de Mahy relève, non sans quelque raison, les maux qu'on a pu reprocher aux divers gouvernements qui se sont succédé en France depuis un siècle; il oublie que ces maux ont eu leur source principale dans la centralisation excessive établie par la Révolution et complétée par l'Empire; que tous nos gouvernements ont subi

ce type d'organisation, et que la troisième République en a porté à leur comble les fâcheuses conséquences, en y ajoutant l'instabilité, l'irresponsabilité qui sont la caractéristique de la démocratie républicaine. Le cosmopolitisme dont gémit M. de Mahy, et qu'il fait remonter assez injustement au règne de Louis-Philippe, se développa sous le second Empire, grâce à la défaite des partis royalistes (1), et vit s'achever son triomphe par l'avènement de cette coalition *de la haute Banque internationale, juive ou méthodiste* que la troisième République a servie de toutes ses forces et de toutes ses faiblesses.

C'est ce que M. de Mahy veut bien appeler « être trop gouvernés ». Est-ce que, s'il voyait un charretier ignorant et brutal tirailler et maltraiter indignement ses chevaux, il s'écrierait : « Voilà des chevaux trop conduits » ?

L'histoire de ces chevaux-là, c'est la nôtre... M. de Mahy a-t-il oublié la page magistrale où Taine (*Gouvernement révolutionnaire*, p. 149 et suiv.) a démontré avec évidence que le plus dur tyran, et le plus égoïste, nuit moins à une nation et pèse moins sur elle qu'un collectivité irresponsable? Ce qui l'épouvante surtout, c'est de voir, après un coup d'État, son bien-aimé suffrage universel mis en demeure de *sanctionner moutonnièrement un rapt!* Quel rapt? Mais il est accompli dès maintenant, le rapt! Nos gouvernants ont fait main basse sur toutes nos libertés, à commencer par le droit de suffrage. Oh ! les Loges maçon-

(1) La fortune des grands financiers juifs a commencé sous l'Empire.

niques savent que les boîtes de scrutin sont en bonnes mains.

M. de Mahy après cette consultation sur les maux de la patrie, croit devoir en indiquer le remède. *Il faut*, dit-il, *fortifier les âmes, coordonner les volontés* pour *les déterminer à se ressaisir, à secouer* le joug *des cosmopolites* et *exercer enfin notre fonction de membres du peuple souverain. Là est tout l'espoir, toute la possibilité du salut. Là seulement.*

C'est la politique tant soit peu chimérique de Michelet. Le peuple a fait ceci, le peuple a fait cela, il a fait toutes les grandes journées de la Révolution. Rien n'est moins vrai. Le peuple tout seul ne fait rien que vociférer (1), il n'agit que dirigé par d'habiles meneurs qui le connaissent bien. Le « peuple », quoi qu'en ait dit Michelet, n'eût jamais fait le Dix Août, sans la tête et la main de Danton; l'une faisait appeler Mandat à l'Hôtel de Ville, un geste de l'autre donnait le signal de l'assassinat. Le « peuple » de M. de Mahy est toujours le même que le peuple de Michelet. Nous en avons des exemples récents.

Un chef! demander pour la France un chef, à la face des nations de l'Europe si bien gouvernées, si étroitement inféodées à leurs dynasties traditionnelles, c'est « *s'orienter vers le passé* »!

(1) On l'a bien vu lors de l'élection Boulanger, le soir du 27 janvier 1889. Ce n'était pas le tout que de crier : A l'Élysée! à l'Élysée! La foule ne fit que cela. Point de chef, personne ne marcha. Le brav' général ne se soucia point de jouer le tout pour le tout.

Le Grand-Orient, il est vrai, oriente bien mieux la France! Si tout va mal, c'est la faute aux régimes déchus. Il me semble que le régime actuel n'a laissé sa part à personne...

La Terreur et César empêchent M. de Mahy de dormir. Il devrait ouvrir les yeux sur le joli commencement de Terreur qui se pratique en ce moment et sur le césarisme anonyme et collectif qui sévit sous le nom de République.

Mais il est optimiste : *On manque*, dit-il, *de confiance dans le pays! il n'y a qu'à aller carrément là, à la bonne franquette!* Réactionnaires, que venez-vous faire dans cette idylle, avec *votre coupe empoisonnée*! — « Confiance! Confiance! » criait Girardin, le lendemain du 24 février. Le 31 mai et le 27 juin montrèrent bientôt combien la « confiance » en l'instinct populaire était justifiée.

Eh quoi! *vous méprisez le suffrage universel, cette manifestation légale et légitime de la souveraineté nationale?* — On ne le méprise pas, on le redoute! Il est si bien chambré par les Loges, et il nous donne sous leur direction un si louable Parlement! Voyez plutôt les dernières élections (Lot, Gard et Paris).

Le suffrage universel si cher à M. de Mahy nous a donné en 1848 une Assemblée qui n'a rien su organiser et n'a empêché ni les journées de Juin, ni l'élection de Louis Bonaparte : elle a, par tous les moyens, favorisé cette élection (1).

(1) Par exemple en excluant à une forte majorité les princes d'Orléans des droits électifs, alors qu'elle accueillait trois ou quatre Bonaparte.

1871 fut, mais à quel prix! la seule vraiment louable manifestation du suffrage universel laissé libre. Quant aux élections qui suivirent le Seize-Mai, elles furent l'œuvre de Thiers et de Gambetta.

. . . . . .

Mais où prend M. de Mahy que la guerre civile eût éclaté si les 363 n'eussent pas été renommés? C'est grandir à des proportions épiques ce groupe de factieux, de médiocres et d'impuissants qui ont préparé le régime actuel. Quant à M. le duc de Broglie, à qui l'on rendra quelque jour plus de justice, il n'eut que le tort de ne point réussir. Il sentit avec un véritable sens politique l'absolue nécessité d'une résistance au mal qu'il prévoyait pour un avenir peu éloigné; il tenta un commencement de coup d'État (la dissolution de la Chambre) sans avoir les éléments qui lui eussent permis de le pousser aux dernières conséquences : une Chambre haute pour l'appuyer, un prétendant résolu que le ministre pût offrir au pays. Le comte de Chambord s'était lui-même exclu, le comte de Paris était lié par ses engagements envers l'aîné de sa Maison. M. le duc de Broglie, très loyalement, ne voulut pas faire l'Empire, que soutenait M. de Fourtou, qu'eût accepté le maréchal. En politique, les talents et la bonne volonté ne suffisent pas : il faut être aidé par la fortune.

Hélas! M. de Mahy, peu soucieux de l'histoire, ne l'est guère non plus des réalités actuelles. *Assurer la liberté du vote* lui paraît « très facile ».

C'est affaire à lui de dire cela aux agents des comités socialistes et aux F.·. F.·. des Loges maçonniques! Mais M. de Mahy se douterait-il que cette liberté « très facile » pourrait bien avoir besoin de quelques garanties? car il parle avec mystère et majuscules d'une Réforme... Laquelle? Il aurait pu l'indiquer.

D'ailleurs, cela est clair. *La France n'a plus besoin d'un sauveur. Elle se sauvera elle-même.* C'est comme si l'on disait qu'un blessé n'a pas besoin de chirurgien, et qu'une personne qui se noie n'a pas besoin qu'on lui tende la perche. Surtout, qu'une « main sacrilège » n'intervienne pas! — A un simple coup de sifflet (qui le donnera?) tous les parasites cosmopolites disparaîtront dans le troisième dessous, comme les diables à l'Opéra.

Pour que s'opère cette heureuse révolution, une seule chose est nécessaire. Tout le secret consiste à créer une *majorité républicaine à l'image du pays; elle pourra entreprendre et appliquer les réformes et améliorations que voudra le peuple souverain.* — Mais le parti républicain n'est pas un parti, mais sept ou huit partis! il ne peut pas faire une *majorité*, il ne fera jamais qu'une *concentration*. Naguère, M. de Pressensé, en un article qui fut le dernier qu'il écrivit à la *Revue des Deux Mondes* (1), s'escrima et d'estoc et de taille contre la malencontreuse *concentration*. « Mais, « lui répondit quelqu'un, votre majorité répu- « blicaine ne sera jamais et ne pourra jamais

(1) *Revue des Deux Mondes*, 1897. Les Conservateurs et la République.

« être autre chose qu'une concentration ! » Avec cela point de réformes ni d'améliorations, le peuple souverain les demandât-il à cor et à cri. Une concentration, cela peut servir à faire vivre un ministère, mais aucun bien solide n'en peut sortir.

Mais le peuple souverain est là ? Et M. de Mahy rappelle que Monsieur Tout le Monde a plus d'esprit que Voltaire. Plus d'esprit, soit, et Voltaire lui-même en fût demeuré d'accord, mais s'il se fût agi de gérer les affaires de Voltaire, il est probable que Voltaire aurait pensé qu'il en était plus capable que Monsieur Tout le Monde.

. . . . . .

Veuillez agréer, Monsieur, mes très humbles salutations.

D. Richard Cosse.

## *QUELQUES TRAITS MORAUX ET CIVIQUES DE LA CENSURE RÉVOLUTIONNAIRE*

---

Un livre que tout le monde devrait savoir par cœur — c'est l'*Histoire de la Société sous la Révolution* des frères de Goncourt que je veux dire — fournit de savoureuses remarques sur la posture que tinrent nos grands ancêtres à l'égard des personnes gênantes et inciviques qu'on nomme les Muses et les Beaux-Arts. Je conjure ceux de mes lecteurs qui ne l'auraient point lu d'y recourir, et de s'arrêter à la fameuse séance du jury des prix de Rome pour 1794. Il y a là-dedans des traits d'une comédie si incroyable, quoique prévue, qu'on ne peut en donner l'idée sans citer les originaux. Aussi n'en dirai-je rien de plus.

Les citations que l'on va lire y doivent servir de supplément.

Je crois bien faire de les produire ici, quoiqu'elles ne soient point inédites. Mais, enterrées qu'elles sont dans des revues spéciales (1), elles risqueraient de ne jamais se faire lire des philosophes et sociologues faits pour les apprécier. Ce sont pourtant de beaux morceaux en leur genre, et qui peignent à souhait leur époque, autant

(1) Toutes ces citations sont empruntées à la *Revue de l'Art français*, année 1897, pp. 349-389. J. Guiffrey : *Les modèles des Gobelins devant le jury des Arts en septembre* 1794.

qu'ils répondent de façon péremptoire à ces Olibrius qui de temps en temps s'élèvent des pénombres de l'extrême gauche pour vanter l'intervention bienfaisante des sauvages d'abord dans les Arts. Si l'on en croit certaine inscription gravée au frontispice de la galerie d'Apollon au Louvre, la Convention devrait passer pour une sorte de mère des Arts et pour n'avoir été composée que de mécènes doublant autant de septembriseurs. Il y parut aux autodafés de tableaux et d'ouvrages de tout genre qui, sous le nom d'emblèmes féodaux, périrent dans cette époque imbécile. Ce fut le tragique de l'affaire; ce que je vais rapporter tient plus de la comédie.

Il est tiré d'un recensement fait en date du 30 messidor an II, soit 1794, des tapisseries que les Gobelins avaient en cours d'exécution et des modèles qu'ils conservaient. L'examen porte sur deux points : le mérite de l'art premièrement, et en second lieu, chose non moins importante, la conformité des sujets avec « les idées et les mœurs républicaines ». Voici :

« Le Comité de Salut public de la Convention « nationale, après avoir entendu la Commission « d'agriculture et des arts,

« Arrête :

« Article premier. — Il sera incessamment « formé un jury d'artistes pour examiner les « tableaux existants aux manufactures natio- « nales des Gobelins et de la Savonnerie et « déterminer ceux qui, à raison de leur perfec- « tion, méritent d'être exécutés par les ouvriers « de ces manufactures.

« Art. 2. — Seront exclus de l'exécution en

« tapisseries tous les tableaux présentant des « emblèmes ou des sujets incompatibles avec « les idées et les mœurs républicaines. »

Ces idées et mœurs républicaines, on va les voir à la besogne et dans leur œuvre de contrôle et d'inquisition impertinente. On devine que la susceptibilité la plus obtuse, l'insensibilité la plus farouche, le dogmatisme le plus grossier s'y donnent carrière. Ces gens étaient pareils à M. Gohier et aux municipaux de Reims qui ne s'offensent pas seulement qu'on honore Louis XV, mais que l'histoire rapporte qu'on l'ait honoré, et de ce chef arrachent la statue de ce roi du monument pour lequel elle fut faite. Affirmer seulement qu'il exista des rois, c'est blesser les principes de la Révolution, c'est outrager la République. Il importe donc de faire disparaître tout ce qui témoigne de cette existence, et l'histoire se trouve condamnée comme maîtresse d'incivisme et de superstition. Voilà pour les idées républicaines. Les *mœurs* achèvent la proscription du reste, car elles atteignent l'allégorie et le genre.

Voici quelques-uns des articles :

« *Héliodore chassé du temple*, copie de Raphaël, « par Noël Hallé. — Sujet consacrant les idées « de l'erreur et du fanatisme. La tapisserie sera « discontinuée.

« *La Toilette d'Esther*, par Detroy. — Rejetée « comme offrant un sujet contraire aux « principes républicains.

« *Jason domptant les taureaux*, par Detroy. — Le « sujet est rejeté comme contraire aux idées « républicaines. »

Je me suis demandé ce qu'il y avait de contraire aux idées républicaines à dompter des taureaux quand on s'appelle Jason. Heureusement l'explication suit : tout en sacrifiant le modèle, on terminera la tapisserie commencée, mais un peu au delà seulement de la figure de Jason, « et par ce moyen elle offrira un ensemble sans présenter les personnages de Médée et du roi son père qui blesseraient les yeux d'un républicain ».

Ces suppressions se trouvent réduites dans *la Robe empoisonnée*, de Detroy, rejetée également, Les principes cette fois s'accommodent de voir ôter seulement « les deux diadèmes qui sont sur la tête de Créuse et de son père ».

Egalement rejetés pour les mêmes raisons sont *Alexandre consolant la famille de Darius*, *Métellus sauvé par son fils* (comme rappelant des idées de despotisme), *le Corps d'Hector ramené par Priam*, *le Jeune Fils de Scipion rendu par Antiochus*, *Agrippine portant les cendres de Germanicus*, *Métellus sauvé*, etc. Ce qui touche à l'histoire moderne fournit des réflexions impayables :

« *Le Siège de Calais*, par Barthélemy. — Sujet « regardé comme contraire aux idées républi « caines : le pardon accordé aux bourgeois de « Calais ne leur étant octroyé que par un tyran, « pardon qui ne lui est arraché que par les « larmes et supplications d'une reine *et du fils* « *d'un despote*.

« *La Mort de Duguesclin*, par Brenet. — « Rejeté comme portant les emblèmes de la « royauté et de la chevalerie qui ne pourraient « être supprimés sans dénaturer le sujet.

« *La Mort de Bayard*, par Beaufort. — Sujet « inadmissible.

« *Les Chasses de Louis XV*. — Rejeté. »

En pendant, quelques décisions comme celles-ci :

« *Virginius prêt à poignarder sa fille*. — Sujet « républicain.

« *Manlius Torquatus condamnant son fils à la « mort*. — Sujet vraiment républicain. »

A noter, sous ce voile, les revanches protestantes :

« *Le Duc de Guise le Balafré chez le président « de Harlay*. — Rejeté sous le rapport des « idées républicaines.

« *Assassinat de Coligny*. — Sujet qui rap- « pelle toute l'horreur que doivent inspirer le « fanatisme, l'intolérance (ceci tout à fait bien « placé) et la mémoire de Charles IX et de « Catherine de Médicis. »

Devant l'histoire de Joseph le jury hésite, mis en défiance par la superstition, puis, ayant reconnu que la défense républicaine n'a pas sujet d'en trop rien craindre, il ajoute :

« L'histoire de Joseph paraissant susceptible « de fournir à la peinture des sujets heureux et « quelquefois moraux, le jury présume que les « artistes peuvent être autorisés à la traiter dans « ses détails. »

Comme on le voit, le jury prend de nombreuses précautions. Je ne sais si M. Ranc s'y fût laissé corrompre.

Le sujet d'*Eléazar*, moins heureux, est rejeté « sous le rapport des idées fanatiques » ; en retour, *le Bain de Psyché* porte la note « Sujet ad-

missible », et *le Printemps* d'Amédée Vanloo « Sujet convenable ». *La Veuve du Malabar* est supprimée « comme présentant des idées atroces », mais *Ulysse chez Circé* est conservé « en ce qu'il avertit les hommes de fuir les douceurs de la volupté ».

*Cléopâtre au tombeau de Marc Antoine* est rejeté « comme immoral » ; pour *Herminie chez les bergers*, ce sujet « n'a rien de répréhensible ».

Tout un défilé de ce genre de notes de moralité, plaisamment mêlées à celles que dictent les considérations politiques, complète à point le portrait des censeurs. Parfois le charabias se mêle au prêche, comme dans ceci, sur Méléagre, Méléagre jugé dans sa moralité par les émissaires de la Convention :

« *Méléagre entouré de sa famille, qui le supplie de* « *prendre les armes pour repousser les ennemis prêts* « *à se rendre maîtres de la ville de Calydon.* — Tableau « dont le sujet ne paraît pas compatible avec les « idées républicaines, relativement au senti- « ment qui dirige Méléagre, lequel est sur le « point de sacrifier sa patrie à l'esprit de ven- « geance dont il est animé, et qui, prêt à voir « son palais réduit en cendres, se rend moins à « l'amour de son pays qu'à son sentiment per- « sonnel. »

Sur quoi Méléagre est déclaré déchu de ses droits à inspirer les hautelissiers des Gobelins.

Si maintenant on veut apprendre quels sujets sont les plus dignes de servir à cette industrie, les mieux accordés aux principes et aux mœurs républicaines, le document porte mention d'un ouvrage commandé par la Convention qui, mieux

que toutce qu'elle conservait d'ancien, déclarera son esthétique. Le voici sans en retrancher un mot :

« Allégorie destinée à meubler le Palais de « Justice. Petite pièce. — Minerve couvre la « France de son bouclier et lui présente le génie « de la Justice tenant d'une main l'épée et de « l'autre le niveau. Il foule aux pieds la Tyran- « nie et les ordres abolis.

« Moyenne pièce. — La France, inspirée et « dirigée par le génie de la Démocratie, reçoit « des mains de Minerve le code des lois répu- « blicaines, basées sur les droits impres- « criptibles de l'homme, desquels la Nature « présente les tables. Le peuple français, repré- « senté par un jeune guerrier, applaudit aux « nouvelles lois et étouffe un loup qu'il a ter- « rassé : emblème de la cruauté des conjurés et « des tyrans. Un génie tient le faisceau de « l'union et le drapeau national. L'Histoire « écrit sur les annales de la République les « époques glorieuses de la Révolution. La Vigi- « lance foule aux pieds la figure de l'Envie.

« Grande pièce. — Minerve, assise aux pieds « de la statue de la Loi, remet à Hercule, em- « blème de la force du peuple, le décret qui « abolit les vices de l'ancien gouvernement, *re-* « *présenté par les Harpies. A l'aspect de la Loi, les* « *Vices prennent la fuite et les Vertus viennent les* « *remplacer*. La Renommée publie la régéné- « ration de la France en proclamant les droits « de l'homme et la Constitution démocrati- « que. »

N'oublions pas le dernier trait :

« PARTOUT LA FIGURE DE MINERVE INDIQUE LA « CONVENTION NATIONALE. »

Tout commentaire semblerait faible après un texte aussi remarquable. Au demeurant, chacun le lira comme il faut, et goûtera tout d'un coup dans cette rhétorique le mélange d'imbécillité plate et de furieuse sauvagerie qui se disperse par tout le reste de la pièce. Ce carnaval allégorique paraît être le suprême du genre. Pourtant les gens qui s'y connaissent trouveront qu'en moins de mots ce que voici le dépasse ; je l'ai réservé pour la fin, comme un comble de venimeuse niaiserie.

Venant aux tapisseries dont Coypel avait tiré ses agréables et innocents sujets du *Don Quichotte*, et premièrement à celui de *Don Quichotte servi par les Dames*, voici comment la Commission s'exprime :

« Le tableau, regardé comme ne représen-« tant rien d'immoral, et versant au contraire « le ridicule sur l'ancienne chevalerie et sur les « mœurs féodales, mérite d'être conservé. »

LOUIS DIMIER.

## *REVUE DE FIN D'ANNÉE* (1)

« Un grand parti démocratique peut se former sur cette devise : plus d'activité dans le gouvernement, plus de sécurité pour les institutions, plus de liberté, plus de fraternité et plus de justice. »

Voici, il me semble, une assez bonne formule de gouvernement. Elle n'est pas de moi, Mesdames et Messieurs, et je le regrette, car je la trouve excellente. Elle n'est pas non plus de l'un des nôtres, d'un nationaliste, mais je n'ai pas besoin de vous dire que le nationalisme se rallie tout entier à ces principes manifestement empreints d'un si beau libéralisme et d'un si grand amour pour nos institutions républicaines.

Nous nous trouvons donc, — je m'en excuse auprès de nos gouvernants qui repoussent, je ne sais pourquoi, notre collaboration, — nous nous trouvons donc en parfaite communion d'idée avec eux, puisque c'est sur la bouche même du plus illustre de leurs membres, de M. Waldeck-Rousseau, que nous avons recueilli comme un précieux miel les paroles que nous venons de vous rapporter.

« Plus de sécurité pour les institutions, plus de liberté, plus de fraternité et plus de justice. » Ceci n'est pas du Jules Lemaître, ceci est du pur Waldeck. Vous vous en souvenez, Mesdames et

(1) Conférence faite le 22 février 1901, à la salle Charras, sous la présidence de *M. François Coppée.*

Messieurs, c'est par ces mots que le Président du Conseil a terminé son discours retentissant et impatiemment attendu du 30 octobre dernier.

Un étranger, ne connaissant la langue française que par les grammaires, les dictionnaires et les livres, conclurait certainement de l'identité des principes de M. Waldeck-Rousseau avec les nôtres, à une grande sympathie entre le nationalisme et le cabinet actuel. Et il aurait raison, cet étranger, si, de notre temps, les mots avaient encore conservé leur sens littéral, et les hommes publics qui s'en servent leur sens moral.

Mais il n'en est pas ainsi. Depuis de longues années déjà notre pays et son gouvernement ne parlent plus la même langue; depuis de longues années la France est coupée en deux, en deux parties bien inégales : l'une toute petite, la France politique, la France de la Franc-Maçonnerie socialiste-internationale, — ils sont vingt-cinq mille, gouvernement compris, — la France du Panama et des scandales retentissants, et l'autre, la France, la France tout court, sans épithète, la France des Français honnêtes, laborieux, économes, silencieux, pas le moins du monde révolutionnaires ni belliqueux, — quoi qu'on en dise, — mais très pacifiques au contraire, peut-être trop silencieux et trop pacifiques, car, tandis que ceux-ci restent muets et consternés devant l'invasion montante du radicalisme et de l'anarchie, l'autre France, qui prend son mot d'ordre dans les loges sœurs de Londres, de Hambourg et de Berlin, mène grand bruit par les aboyeurs à sa solde, et l'on est

trop tenté de croire que la majorité se trouve du côté du tapage.

La France et son gouvernement ne parlent plus la même langue! Chose monstrueuse! Car ceci n'est pas une façon de dire, c'est une vérité qui n'est que trop certaine; et dans notre malheureux pays suborné par l'équipe malfaisante qui le mène, l'anarchie l'a inondé à ce point que les mots mêmes ont été détournés de leur sens séculaire et patronymique; ils ont été torturés, défigurés par une secte menteuse et sournoise, qui n'eût jamais osé se montrer sous ses traits despotiques odieux à la France de 89 et de 48, qui donc avait besoin de ces mots pour s'imposer au peuple français, et qui, pour mieux le tromper, le réduire et l'asservir, devait prendre leur drapeau pour la guenille de son déguisement.

M. Waldeck-Rousseau connaît bien la valeur et la force des mots de liberté, de fraternité et de justice, il sait bien que c'est pour la grâce divine de ces trois sœurs, groupées autour de la loi, que les Français ont donné le meilleur de leur sang et combattu leurs meilleurs combats; ces mots, il les emploie et il les fait sonner bien haut. Mais ils sonnent faux dans sa bouche comme de la fausse-monnaie. Que signifie donc, au sens de M. Waldeck-Rousseau, le mot de *liberté*, si ce n'est la liberté plus grande qu'il prend pour lui d'entraver de toutes les manières la liberté des citoyens? Que signifie dans sa bouche le mot de *fraternité*, si ce n'est un supplément d'injustice dans son gouvernement, une partialité plus grande pour ceux de sa secte, un

asservissement plus étroit des juges, une domination plus méprisante et plus méprisable, plus insolente et plus hautaine?

Ce que nous nous proposons donc de vous faire voir aujourd'hui, Messieurs, c'est ce qui reste de notre misérable gouvernement quand on le dépouille de ses vains attributs, ce qui reste de ces hommes quand on leur arrache leur livrée; ce sont les ruines et les poussières qui s'accumulent derrière la scène où se joue la comédie que nous payons; c'est, en un mot, le mensonge le plus effronté et le plus révoltant qui préside à tous les actes, qui dicte chaque parole des hommes au pouvoir, et fait du gouvernement de la France, à l'aurore du vingtième siècle, l'assemblée la plus honteuse, le régime le plus gangrené, qui jamais ait étalé ses tares à la face du plus beau, du plus sain et du plus noble pays.

Cette démonstration est facile à faire; il suffit de retenir les prémisses de notre discours: *Plus de sécurité pour les institutions, plus de liberté, plus de fraternité, plus de justice,* de nous en souvenir, et de rapprocher ces termes de tous les actes du gouvernement.

## II

Pour ne pas abuser de votre patience, Mesdames et Messieurs, et ne pas dépasser les bornes d'une courte conférence, nous ne rechercherons pas les actes du gouvernement au-delà de l'année qui vient de finir.

Ces actes, qui pourraient servir à notre démons-

tration, ils sont légion ; ils sont, pour ainsi dire, quotidiens. — Aussi nous bornerons-nous à prendre quelques échantillons... au tas.

Dans cette courte Revue, nous laisserons de côté tout de suite, si vous le voulez bien, les exemples que nous pourrions déjà appeler *classiques* parce qu'ils sont dans toutes les mémoires, qu'ils ont fait et font encore l'objet de discussions passionnées et savantes dans le public et dans les journaux. Vous me dispenserez donc de vous parler des infamies de la Haute-Cour; vous me dispenserez de vous parler des infamies que se propose d'ériger en articles de lois M. Waldeck-Rousseau avec la collaboration ou, pour mieux dire, avec la complicité de sa majorité servile. Sur la liberté d'enseignement compromise et violée, lisez le rapport même fait par M. Aynard, le député du Rhône, au nom de la Commission d'enseignement chargée d'examiner le projet de loi relatif au stage scolaire; lisez l'allocution et la conférence qu'ont faites M. le comte d'Haussonville et M. Brunetière, en mars dernier, à l'hôtel des Sociétés savantes. — Sur le projet de loi relatif au contrat d'association, lisez l'article tout récent de M. Edmond Rousse, du 26 novembre dernier, et encore la conférence de M. d'Haussonville du 10 janvier. Je ne vous parlerai pas de ces beaux discours et de ces beaux travaux. Les questions qu'ils touchent ont été traitées de main de maître ; il est donc inutile d'y revenir ; mais je vous les signale et je vous y renvoie.

Je ne vous parlerai pas non plus — et ce n'est pas l'envie qui m'en manque — des infamies,

pour ainsi dire, à jet continu, dont s'est rendu coupable le F. M.·. André, que l'on n'ose même plus appeler un ministre de la guerre. Je ne vous parlerai pas du décret inique et attentatoire à la sécurité même du pays par lequel ce soldat, de truelle, et non d'épée, a relevé de ses fonctions le général Delanne, chef d'état-major général de l'armée, et motivé la démission du général Jamont, président du Conseil supérieur de la guerre. Je ne vous parlerai pas de la nouvelle organisation, ou désorganisation, de Saint-Cyr, des bourses supprimées pour toute une catégorie d'élèves, enfin de la série de mesures insensées par lesquelles ce grand criminel a donné satisfaction à ceux qui l'avaient appelé à un poste d'honneur pour le déshonorer, et opérer le chambardement général préparé et ouvertement proclamé par notre Président de la République : c'est M. Joseph Reinach que je veux dire.

Sous l'appareil compliqué d'une loi, il est facile, en effet, à un gouvernement de cacher le fond de sa pensée et de couvrir sous des apparences honnêtes, ou au moins discutables, d'intérêt général, de raison d'Etat ou de défense républicaine, les actes les plus condamnables et les plus détestables ; dans ses décrets les plus entachés d'arbitraire et d'injustice, il est facile à un ministre de prétexter les intérêts supérieurs et lointains du service, du pays ou du peuple ; appuyées à propos par la presse officielle à gage, ces mesures générales et pompeuses peuvent encore donner le change et tromper ceux qui tiennent à l'être sur les intentions véritables de leurs auteurs.

Mais c'est lorsque nous perçons cette mince surface peinte en couleur gouvernementale, lorsque nous passons derrière le décor fait comme le manteau d'arlequin des théâtres, pour être vu de loin, c'est alors que nous découvrons les trucs, que nous voyons la machinerie, et que nous assistons à la manœuvre des ficelles.

Lorsque nous voyons, par exemple, les libres entreprises des anarchistes contre l'armée, d'une part, et le ministre de la guerre, de l'autre, rester impassible devant de pareilles provocations, alors nous pouvons dire à M. André : « Nous vous prenons sur le fait dans votre inactivité coupable et volontaire ; votre inactivité ici est une complicité, une complicité avec ceux qui veulent et qui réclament à grands cris la destruction des armées permanentes. Lors donc que vous déplacez de leurs hautes fonctions les généraux Delanne et Jamont, lors donc que vous réorganisez Saint-Cyr à coups de décrets, vous ne consolidez pas l'armée, comme vous le dites et comme vos journaux veulent nous le faire croire, vous ne la consolidez pas, mais vous l'ébranlez, vous l'énervez, vous la ruinez sciemment, systématiquement, pour le plaisir et le triomphe des loges maçonniques. »

Lorsque nous voyons le tort immense que font à notre industrie, à notre commerce, les grèves multipliées sous ce dernier ministère, lorsque nous considérons la misère et la famine qu'elles entraînent, comme inévitable conséquence, chez les ouvriers, alors nous pouvons dire à M. Millerand :

« Non, vous n'êtes pas un ministre du commerce parce que vous présidez des banquets en buvant du champagne, et parce que vous décorez des couturiers; non, vous n'êtes pas un ami du peuple, comme vous le proclamez, toujours le verre en main, au banquet de Saint-Mandé, puisque vous excitez les ouvriers à la lutte contre ces patrons chez qui vous festoyez, quitte à faire tirer sur le peuple par vos gendarmes quand il passe la mesure qu'il plaît à votre dilettantisme de lui accorder; non, vous n'êtes pas un ami du peuple, et vous le savez bien, mais vous avez besoin de la grève et de l'amertume, de la haine, entretenues au cœur de la population ouvrière, pour la plus grande commodité de votre vie bourgeoise, pour vous assurer la place où elles vous ont déjà poussé, et détourner le peuple de ceux qui viennent à lui les mains tendues.

Lorsque nous voyons enfin M. Waldeck-Rousseau présider froidement, cyniquement, au travail sourd de désagrégation et de corruption qui ébranle et compromet tous les jours un peu plus le crédit et la bonne renommée de la France, alors, Messieurs, il n'est véritablement plus permis, il n'est plus possible, même à un lecteur obstiné du *Figaro* ou du *Temps*, de prendre un instant au sérieux l'équivoque grossière par laquelle le Président du Conseil prétend nous imposer ses manèges et ses abus de pouvoir : LA DÉFENSE RÉPUBLICAINE. Il nous est trop facile de contrôler ses actes et d'en estimer la valeur, en les mettant en parallèle avec les mots alléchants et fallacieux de ses discours. Et alors nous pou-

vons lui dire : « Non, vous ne travaillez pas à la défense d'une République qui n'a plus de son régime que le nom et de ses institutions que la parodie, mais vous la faites sombrer dans l'anarchie, et la France avec elle ! »

III

Dans le petit almanach que j'ai formé au jour le jour pour mon instruction personnelle, et à l'occasion, comme ce soir, pour l'édification du public, almanach dont le gouvernement fait tous les frais, je trouve, à la date du 22 mars 1900, un fait caractéristique : c'est la démission de M. Boulanger comme premier président de la Cour des Comptes. Cette démission n'a pas été remarquée ; peu de personnes s'en souviennent assurément, car elle n'a pas été sensationnelle, M. Boulanger ayant conservé les habitudes de tenue, de dignité, de discrétion, traditionnelles autrefois dans le corps de la magistrature, et n'ayant point voulu de bruit autour de son nom. Mais ces qualités devenues si rares aujourd'hui n'en font que plus apprécier l'homme qui les avait gardées, et n'en donnent que plus de valeur et plus de poids à sa retraite volontaire. Elle prend bien ici tout son sens de dégoût profond, d'écœurement qu'un honnête homme éprouve devant certaines pratiques, de muette et définitive révolte contre une injure gratuite venant comme une punition d'avoir osé conserver intactes, au milieu de la corruption et de la servilité générales, sa liberté de conscience et son indépendance de magistrat.

Le gouvernement avait rejeté les décorations que M. le premier président avait proposées pour les membres de la Cour : voici l'injure. En effet, un pareil refus était sans exemple jusque-là. La dignité des magistrats proposés ne saurait être mise en doute. D'ailleurs, l'on sait de reste que la défense républicaine ne chicane guère sur l'honneur de ses légions, dont le casier judiciaire n'est pas toujours vierge.

Pourquoi cette injure à ce magistrat? A cela deux raisons : la première et la plus prochaine : ses votes au Sénat, vote contre la compétence de la Haute-Cour, vote contre la condamnation de Déroulède et de ses amis. Mais nous en trouvons une seconde plus lointaine.

Dans son discours prononcé le 28 avril 1899 devant la Cour des Comptes, M. Boulanger s'était élevé contre les abus financiers habituels au gouvernement. Il se plaignait de ce que, par le fait des pouvoirs législatifs, le contrôle de la Cour des Comptes était devenu illusoire. « La rapidité du règlement budgétaire, avait dit M. Boulanger, est l'unique moyen de prévenir le retour des abus qui sont périodiquement signalés dans nos déclarations générales et dans nos rapports publics. Or, la Chambre des députés vient seulement, il y a quelques semaines, de recevoir les rapports de ses commissions sur les exercices 1889 et 1890, pour lesquels la Cour a rendu ses déclarations il y a exactement huit années. Nous ne nous lasserons pas de reproduire nos doléances sur de pareils retards. Mettre huit ou neuf années entre la clôture d'un exercice et son règlement législatif, c'est trans-

former ce règlement en une vaine formalité; à pareille distance des faits accomplis, les responsabilités se sont évanouies. Entraînée par le courant des faits contemporains, l'opinion publique, de laquelle tout relève dans un régime de démocratie, ne porte plus qu'une attention distraite sur des événements financiers, des erreurs ou des abus qui sont vieux de dix ans. Le vote de la loi de règlements s'opère au milieu de l'indifférence générale. »

Ces retards, ces abus, où les ministres et leur administration trouvent leur compte, puisqu'ils leur permettent de gaspiller, sans contrôle effectif, les deniers de l'État et l'argent des contribuables écrasés d'impôts, ces abus dénoncés en pleine Chambre des Comptes, voilà la seconde faute de M. Boulanger. Cet homme était véritablement incommode et dangereux sous un régime de dilapidation et du bon plaisir. Il fallait s'en débarrasser.

Cette retraite silencieuse et digne d'un homme de bien, d'un magistrat intègre, occupant l'un des postes les plus élevés et les plus ambitionnés de la magistrature en France, ne paraît-elle pas, Messieurs, prendre un sens très précis ? Et plus que les discours sonores et les protestations verbales, ne prouve-t-elle pas qu'un gouvernement de défense républicaine vit malaisément en bons termes avec les hommes trop scrupuleux ?

Ne nous lassons donc pas de répéter avec M. Waldeck-Rousseau : *Plus de sécurité pour les institutions, plus de liberté, plus de fraternité et plus de justice.*

## IV

Dans la revue des petits faits significatifs que nous rencontrons au cours de cette année, je vous signalerai, Mesdames et Messieurs, la propagande anarchique très active qui se fait auprès des conscrits, des jeunes soldats, sous l'œil bienveillant de leur chef.

Déjà l'année dernière, au moment du départ de ces jeunes gens pour le régiment, nous avions relevé et retenu l'ordre du jour suivant, voté à la fin d'une réunion organisée par quelques députés et conseillers municipaux en l'honneur des conscrits socialistes-révolutionnaires :

« Les citoyennes et citoyens réunis le 15 novembre à la salle des Omnibus, rue de Belleville,

« Après avoir entendu les orateurs,

« Déclarent être disposés à combattre par tous les moyens en leur pouvoir l'odieux militarisme... ; réprouvent énergiquement cette école du vice et de l'abrutissement du peuple ; engagent les conscrits à se souvenir des principes communistes et égalitaires qui doivent renouveler le vieux monde...

« A bas le militarisme ! Plus d'armée ! les peuples sont frères. »

Cette année encore, cette petite fête de famille s'est tenue à la salle des Mille-Colonnes, le 4 novembre. Elle empruntait un éclat inaccoutumé à la présidence de M. Urbain Gohier. M. Gohier a prononcé un discours. Les propos qu'a pu tenir l'auteur de *l'Armée contre la Nation*, je vous les laisse à deviner. La réunion a pris fin par le vote d'un ordre du jour félicitant

M. Urbain Gohier de sa campagne antimilitariste, et aux cris de : « A bas la caserne ! A bas les descendants de l'armée de Condé ! Vive l'internationale ! Vive la révolution sociale ! »

Mais cette année, on peut marquer un progrès, grâce, sans doute, à la présence de M. André au ministère. Le mouvement s'est étendu à la province. Des réunions publiques antimilitaristes ont été organisées dans plusieurs départements. Par exemple, un journal de l'Aisne nous a appris qu'à Guise, le 30 septembre, une réunion spéciale a eu lieu pour faire « l'éducation » des conscrits. Ils sont arrivés cent cinquante en chantant la *Carmagnole*, et sont partis en entonnant l'*Internationale*.

Le parti internationaliste dépense beaucoup pour sa propagande. Il fait imprimer des brochures antimilitaires qui sont remises à tous les conscrits. Il recommande, à ceux qui sont affiliés, de répandre la bonne doctrine dans les chambrées, d'exciter à l'indiscipline, à la haine des officiers.

Ne semble-t-il pas que l'œil inquisiteur de M. André, qui sait si bien voir quels journaux sont placés par les officiers sur la table des mess, pourrait aussi bien s'ouvrir sur les brochures et les journaux qui sont pris entre les mains des soldats?

Mais comment le ferait-il, puisque la secte qui l'a placé à la tête de l'armée, et sans laquelle il serait resté dans les bas grades, puisque la F.-M.·. internationale et antimilitaire ne lui a confié son poste que pour « chambarder » l'armée, et puisque le gouvernement actuel tremble

devant l'*Aurore*, ainsi que nous le prouverons tout à l'heure, — l'*Aurore*, dont M. Urbain Gohier est le principal collaborateur et le plus vaillant champion?

A quoi bon, donc, perdre son temps à reprendre, article par article, les décrets d'organisation de M. André, et toutes les décisions extravagantes et odieuses par lesquelles il a pour ainsi dire quotidiennement signalé son passage au ministère, décisions et décrets pris censément pour le plus grand bien de l'armée? A quoi bon, puisque nous savons de reste, ce que pense M. Urbain Gohier, ce qu'est l'*Aurore*, ce que veut la Franc-Maçonnerie, et puisque nous savons que M. André est le porte-fanion de ces hommes, de cette presse et de cette bande?

Et quel plus instructif, mais plus douloureux rapprochement pouvons-nous faire, pour juger la conduite de ce traître, que de comparer les deux articles de journaux qui ont paru presque simultanément dans la presse étrangère, à la fin du mois de décembre ?

L'un est celui de la *Novoié-Vrémia*, le journal russe, qui a mis M. André si fort en colère. Voici quelques passages les plus saillants de cet article :

.....Le général André, nourri de la conception philosophique qui montre l'armée comme un fléau, est, à proprement parler, un *anti-militariste au ministère de la guerre.*

. . . . . .

..... Dès le début, le général André, en introduisant des *amis de Picquart* à l'état-major général, sans s'occuper de leur valeur professionnelle, a

montré comment il comprenait le choix des officiers supérieurs ; la démission du chef d'état-major général Delanne et celle du généralissime Jamont suivirent ces premières manifestations.

. . . . . .

*L'espionnage et la délation* sont mis à la mode.

La formation de deux partis qui divisent l'armée et qui suppriment sa cohésion est encouragée officiellement.

*Jusqu'à ces derniers temps l'armée française a été et fut considérée par les plus puissantes armées européennes comme une égale, comme un organisme tout à fait sérieux, formé selon toutes les règles de la science militaire, possédant avec un excellent armement un admirable esprit et une parfaite discipline. Durant l'affaire Dreyfus elle a montré sa force morale en restant tout à fait impartiale dans cette lutte ; la* GRANDE SILENCIEUSE *continuait à travailler avec tranquillité pour son œuvre et restait témoin impassible des agitations politiques.*

*A partir d'aujourd'hui, elle paraît changer de voie et de destination ; elle paraît devenir une armée politique, faible pour les ennemis extérieurs, à la fois tyrannique et vexatoire pour son propre pays.*

L'autre article est celui d'un journal anglais, le *Times*, bien connu pour ses sentiments gallophobes, et qui est à peu près pour les Français ce qu'est le *Temps* pour les nationalistes.

Le *Times* couvre de fleurs le général André, et, passant en revue les mêmes scandales, jugés comme nous venons de le voir par l'organe d'une nation amie et alliée, il félicite hautement notre ministre de la guerre de tout ce qu'il a fait dans toutes ces circonstances : « Mais la plus grande chose qu'il ait faite (dit le rédacteur du *Times*), pour assurer la haute disci-

pline, a été, sans doute, l'affirmation de l'autorité du gouvernement dans la révolte — vous entendez bien, dans la *révolte* — du général Jamont, généralissime de l'armée française, et du général Delanne, chef du grand état-major. Ces deux messieurs ont dû sentir, si haute que fût leur position, que l'armée n'était pas leur propriété, et leur mise à la raison a certainement fait beaucoup de bien. »

Nous savons de quelle manière s'est emporté M. André contre l'article de la *Novoié Vrémia*. Les éloges du *Times* ont dû ramener la sérénité dans son cœur.

V

Si nous voulons faire une petite incursion du côté de M. Millerand, le grand ministre socialiste, nous reviendrons encore plus vite édifiés de nos découvertes. Bien entendu, nous n'irons pas, suivant la méthode que nous avons adoptée, nous n'irons pas l'écouter à la fin des banquets où il fréquente. On a beau être ministre, et ministre socialiste-collectiviste, on n'en reste pas moins homme, et, à la fin d'un bon repas, qui ne coûte rien, au champagne, la vie paraît meilleure, l'âme socialiste s'épanouit, individuellement, et trouve tout naturel d'étendre à la collectivité l'intime satisfaction dont la pléthore gastrique l'envahit. Quand on a bien dîné, on croit volontiers que les autres n'ont plus faim. Alors, comme on dit, « on voit tout en rose », et le discours que l'on prononce, tout parfumé de truffes et sucré de friandises, se

ressent d'un optimisme évidemment exagéré qui peut se résumer à peu près par ces mots : « Tout va bien. »

Mais si nous prêtons l'oreille, nous entendrons un autre son qui vient à nous sur les brumes lointaines du Nord. Dans ces pays tristes et froids, malgré les assurances de M. Millerand, il reste quelques citoyens — rares sans doute, mais il en reste — qui se plaignent de la rareté des vivres. Et comme ces pauvres gens ne connaissent pas l'art des formes oratoires, et qu'ils n'ont pas si bien dîné que M. Millerand, ils s'impatientent un peu et ne mâchent pas au ministre collectiviste ce qu'ils pensent de lui. Voici l'ordre du jour voté au Congrès socialiste du Nord, qui s'est tenu cet été, au mois d'août, à Caudry, sous la présidence de M. Jules Guesde. Nous nous ferions scrupule d'y retrancher un seul mot : « Considérant que le ministère dit de défense républicaine a été marqué, depuis sa constitution jusqu'à ce jour, par les événements les plus contraires aux intérêts du prolétariat et de la République ; considérant que, sous aucun ministère, jamais les conflits entre patrons et ouvriers n'avaient été aussi nombreux ; que jamais les travailleurs n'avaient été aussi trompés, condamnés, sabrés, fusillés, massacrés ; que jamais la guerre à la classe ouvrière n'avait été aussi implacable que sous le ministère Waldeck-Rousseau-Millerand..., déclare que tous ses membres, sans exception, depuis l'ancien socialiste Millerand jusqu'à l'avocat des panamistes Waldeck-Rousseau, ont droit aux malédictions du prolétariat tout entier. »

On ne saurait mieux dire, ou, du moins, on ne saurait énoncer une vérité plus grosse, plus évidente. Les socialistes du Nord, qui sont plus loin du maître, de M. Millerand, qui ne peuvent ni le voir, ni l'entendre, et ne sauraient être étourdis par ses grandes phrases, éblouis par ses beaux gestes, trompés par son éloquence verbeuse et vide, les socialistes du Nord font comme nous: ils regardent aux actes de M. Millerand, ils ne le croient pas sur parole, et ils ont raison, car ils s'aperçoivent, comme nous, que l'on se moque d'eux ; que le socialisme de M. Millerand est un moyen de parvenir et que, dans son intérêt personnel et par un égoïsme monstrueux, il est au ministère du commerce comme M. André est au ministère de la guerre, et que, de même que nous avons à la Guerre un anti-militariste, de même nous avons au Commerce un ennemi du commerce, un ennemi de l'industrie, un ennemi du prolétariat, de l'ouvrier.

En effet, dans l'état actuel de la société, en France comme dans tous les pays étrangers, le régime collectiviste ne fonctionne pas encore ; c'est le régime capitaliste qui le remplace. Que M. Millerand le déplore ou non, là n'est pas la question. Il faut que M. Millerand en prenne son parti : il est un ministre à étiquette socialiste, c'est possible, mais en réalité il n'est que le ministre bourgeois et repu d'une société capitaliste. Or, comme il n'appartient pas à M. Millerand de changer ce régime, le premier de son devoir est de favoriser, par tous les moyens possibles, les bonnes relations entre patrons et

ouvriers, puisque c'est de cette entente cordiale que dépend l'essor de l'industrie dans un pays quel qu'il soit, que dépend, en conséquence, en même temps que la prospérité générale de la nation, celle des patrons et le salaire rémunérateur des ouvriers. Si donc, au contraire, et au rebours de la raison, M. Millerand exaspère les relations entre ouvriers et patrons, s'il favorise les conflits, s'il les envenime, s'il les multiplie, s'il les prolonge, les socialistes du Nord ont raison de le vouer aux malédictions du prolétariat tout entier; ajoutons, nous, *de tous les Français*, car, en agissant de la sorte, il trahit son devoir le plus impérieux, de la même manière que son collègue de la Guerre est traître à la patrie.

M. Millerand trahit son devoir en faisant briller comme un miroir à alouettes, devant les crédules et les naïfs, des promesses qu'il sait bien ne pouvoir jamais se réaliser. Car en attendant que le règne de M. Millerand n'arrive, — ce que je n'aurai pas la cruauté de souhaiter aux socialistes, — voici ce qui se passe :

Je ne parlerai pas des conséquences désastreuses et immédiates, bien connues de tous, qu'entraînent ces grèves perpétuelles; elles ont doublé de janvier à juin 1900, par rapport aux mêmes mois de l'année 1899, soit 480 au lieu de 266, et la série continue. Je ne parlerai pas de la misère dont elles sont la conséquence, des violences qu'elles entraînent, de la liberté du travail qu'elles entravent, forçant à chômer, par la tyrannie des syndicats, les ouvriers réfractaires. Tous ces désordres, pour lamentables qu'ils

soient, ne sont que momentanés. Mais un plus gros danger est là, qui guette nos ouvriers grévistes sous la tutelle bienveillante de M. Millerand. L'étranger, nos bons amis les Anglais, applaudissent à ces grèves, ils les voient se prolonger et s'étendre avec une évidente satisfaction. Ils font plus : ils les encouragent avec la même sollicitude que notre propre ministre du commerce, et ils ne craignent pas d'ouvrir les cordons de leur bourse pour leur envoyer des secours en argent. Lors des dernières grèves de Calais, les tullistes de Nottingham ont envoyé d'importants subsides aux tullistes français.

Ces procédés vraiment fraternels font pleurer d'attendrissement M. Millerand. M. Naquet, dans la *Petite République*, déclare admirable l'attitude du prolétariat universel, et il oppose sa conduite généreuse et sublime à l'égoïsme, à l'étroitesse des idées nationalistes : « Le socialisme efface les haines de peuple à peuple, s'écrie-t-il, solidarise tous les travailleurs », etc... (air connu).

Cependant les patrons, eux aussi, ont reçu des offres avantageuses des mêmes Anglais; ceux-ci ne leur proposaient rien moins que de venir s'installer dans les régions de la Grande-Bretagne où l'industrie des dentelles et des tulles est déjà prospère, afin de la rendre plus prospère encore. Ces patrons, je dois le dire, infestés du mauvais esprit auquel fait la guerre notre gouvernement tout entier, ont refusé de l'étranger ces secours, parce que c'était la ruine complète et définitive de leurs ouvriers et de l'une des branches de l'industrie

nationale. Mais lorsque les patrons, eux aussi, seront une fois imbus des bons principes de la défense républicaine, ils accepteront — et les ouvriers se débrouilleront comme ils le pourront. Il est probable que M. Millerand leur fera des rentes sur sa cassette particulière — à moins qu'il ne se contente d'un discours bien nourri sur l'abstinence.

Il ressort donc avec toute évidence de ce cas particulier un fait qui se renouvellera en toute circonstance analogue, c'est que les tullistes de Nottingham, en envoyant de l'argent à leurs frères de Calais, n'avaient pas du tout un but désintéressé, et pour mobile leur grand amour international, mais bien tout simplement leur bon égoïsme de braves Anglais roublards et pratiques.

Les tullistes de Nottingham ont envoyé des secours aux tullistes de Calais parce que la grève de Calais donnait un surcroît de travail aux fabriques de Nottingham et augmentait ainsi leurs profits. Tant mieux s'ils étaient arrivés à provoquer la ruine totale de l'industrie calaisienne.

Voilà la vérité toute nue. Elle est évidente, elle crève les yeux.

## VI

Enfin, Mesdames et Messieurs, si l'on en arrive au monstre lui-même, au Président du Conseil, à l'inventeur de la défense républicaine, défense pour laquelle suffit, jusqu'à ce jour, son fusil de chasse, et les armes pareilles de MM. Reinach et de Rothschild, si l'on en arrive

à cette âme damnée de la Franc-Maçonnerie israélite et internationale, nous ne savons quel sentiment nous domine, du dédain ou du dégoût, car de toute sa personne émane à chaque instant, comme un musc, la preuve de son hypocrisie, de sa duplicité, de sa félonie. L'on dirait que le mensonge, je dis le plus grossier et le plus impudent, est la fonction naturelle de cet homme, fidèle en cela, il faut bien le dire, à l'exemple donné par le chef nominal du gouvernement.

Rappelez-vous les termes du discours que M. Loubet a prononcé au fameux et ridicule banquet des maires.

Permettez-moi de vous citer quelques-unes de ses paroles qui réconforteront vos cœurs de bons citoyens. M. Loubet a parlé, aux applaudissements de 22.000 maires et de tous les Français, de « l'œuvre d'apaisement ». « Cet anniversaire, a-t-il dit encore, est la fête du patriotisme autant que la fête de la liberté. » Et pour finir : « Nous voulons la France libre, forte et glorieuse, unie au dedans sous le règne de la Loi et du Droit, respectée au dehors pour son génie, pour la puissance de ses armes, pour son amour sincère de la paix. »

Voilà, Messieurs, encore un véritable programme nationaliste. Décidément le gouvernement nous coupe tous nos effets. — Par malheur, cinq jours après cette déclaration, un mouvement préfectoral paraissait à l'*Officiel*, le 28 septembre, et un journal, pas du tout nationaliste, et dont le *Temps*, lui-même, n'oserait pas suspecter les convictions et les anciennes

attaches républicaines, le grave *Journal des Débats*, pouvait en dire ceci : « Dans l'ensemble le mouvement préfectoral est ce qu'il pouvait et ce qu'il devait être, étant donné le gouvernement qui le faisait. C'est une manifestation de parti et une œuvre de secte. Nous voilà déjà loin du discours de M. Loubet. M. le Président de la République parlait de concorde et d'apaisement; rien de mieux; mais nul ne dira que le décret qu'on lui a fait signer provienne de la même inspiration que son langage du 22 septembre. Il en est la contre-partie. »

De même le discours de M. Waldeck-Rousseau du 30 octobre, et l'on se demande lequel de ces deux compères se moque le mieux et le plus du monde, et le monde, c'est ici la France.

« *Plus de liberté, plus de fraternité et plus de justice* », disait le Président du Conseil, le 30 octobre, et le 8 novembre, c'est-à-dire une semaine après, il envoyait sa circulaire aux préfets : « Je n'ai pas à insister, disait-il, sur ce que le gouvernement est en droit d'attendre de tous les fonctionnaires. L'exemple de l'attachement aux institutions qu'ils ont le mandat de servir est le premier de leurs devoirs. La conformité de leur conduite avec les principes dont s'inspire le gouvernement en sera le meilleur témoignage. S'ils venaient à s'en écarter, vous devriez en informer le ministre compétent en même temps que moi-même... »

Et vous sentez ici la menace qui grince des dents, en même temps que s'insinue l'invite à l'inquisition et à la délation. — *Plus de liberté, plus de fraternité!* — Et sur quels principes de

gouvernement les infortunés fonctionnaires, prisonniers de M. Waldeck, guideront-ils leur conduite, puisque nous venons de nous efforcer, depuis une heure, de prouver que le gouvernement n'en a aucun à leur proposer, si ce n'est la ruse, la fourberie, le mensonge? Pour être vrai, M. Waldeck-Rousseau aurait dû dire ceci :

« Il n'y a pas de principes de gouvernement. Tous les fonctionnaires doivent suivre ces principes. »

Voilà, cependant, en dernier ressort, à quels actes de folie pure, d'incohérence et d'aberration mentale en sont arrivés ceux qui sont à la tête du pays, je ne dirai pas de son gouvernement, mais de ce quelque chose qui n'a plus de nom dans aucune langue.

Aussi bien, le courage fait défaut pour aller plus loin, pour descendre plus bas, dans l'examen que nous nous sommes proposé de faire devant vous. A quoi bon allonger encore la liste des impostures, soulever encore une fois la poussière de récents scandales déjà oubliés, comme celui de l'affaire Philipp ? A quoi bon montrer la justice de M. Waldeck-Rousseau interrompant son cours — ce qui ne s'était jamais vu — pour attendre le bon plaisir d'une loi d'amnistie préparée vous savez comment et pour qui, la justice se comportant, vous vous rappelez aussi de quelle manière, à la Cour d'assises du Gard, dans la récente affaire de Vaucroze. A quoi bon montrer en toute occasion, au cours de cette année, le gouvernement marchant la main dans la main avec les anar-

chistes, non pas seulement ceux des journaux, mais ceux qui déambulent dans les rues, les torches à la main, pour le crime et l'incendie? Il arrive un point dans la démence ou dans la scélératesse des hommes où l'on ne peut même plus discuter avec eux. Tout ce que l'on peut faire, c'est de constater leur indignité et leur malice, de la rendre aussi évidente qu'il est possible à tous les yeux, et d'assurer par là leur prochaine confusion et leur perte.

## VII

Leur perte est prochaine et certaine, et c'est par ce mot d'espérance que je veux finir; leur perte est certaine, il n'en faut pas douter, car leur faiblesse est extrême. Les hommes de ce soi-disant gouvernement de soi-disant défense républicaine ne se maintiennent au pouvoir que par une corruption constante de tous les éléments sains du pays, et par un miracle d'équilibre, véritable défi au sens commun. Ils n'ont, pour les soutenir dans leur œuvre criminelle, que ceux qu'ils ont gorgés de places, de bureaux de tabac, de sinécures de toute sorte, et à qui ils payent leur dette. Le nombre de ces gens est considérable, sans doute, si l'on pense à l'argent ainsi gaspillé, mais il est infime si on le compare aux trente-huit millions de Français. Le gouvernement n'a donc pas pour lui le parti nationaliste, qui grandit chaque jour en dehors de lui et contre lui. Chose plus incroyable, il n'a même pas pour lui le parti opposé, celui qu'il

n'a cessé de flatter depuis le commencement de la trop fameuse Affaire, et qui l'a amené à ce point d'ignominie où nous le voyons.

Vous savez, Mesdames et Messieurs, que l'*Aurore* est l'organe par excellence qui représente les opinions de ce parti ; c'est dans les colonnes de ce journal que, sous la plume de M. de Pressensé et de M. Urbain Gohier, la liberté, la justice et les droits de l'homme, accommodés à la sauce de la défense républicaine, sont chaque jour revendiqués et trahis. Or, permettez-moi de vous citer quelques passages d'un article sur le Président de la République, publié par M. Urbain Gohier dans l'*Aurore* du 7 juillet dernier. Je vous prie de m'excuser pour les mots trop malsonnants, mais quand on cite de l'Urbain Gohier, il faut se résoudre à écorcher un peu sa langue et les oreilles de ses auditeurs.

« Quand on a désigné l'avocat de Montélimar, dit M. Gohier, pour la présidence de la République, on lui a imposé des devoirs déterminés. On croyait trouver dans la médiocrité de sa carrière et de ses facultés une sorte de garantie démocratique...

« Accusé de cochonneries, traité publiquement de cochon et de panamiste, couvert d'injures à Castres, à Reims, à Saumur, bâtonné à Auteuil, arrosé d'urine à Montélimar, il s'est humilié honteusement devant ses insulteurs. Il est manifeste que les clérico-nationalistes de l'Elysée ont circonvenu le pauvre homme de Montélimar...

« Nommé pour faire notre besogne, il faut

que le président Loubet marche franchement avec nous ou qu'il saute. S'il est nécessaire, pour le convaincre, de publier des *Loubet-la-Honte*, nous nous en chargerons aussi bien que les autres, et plus justement : car la pire honte est de trahir son parti, pour vivre en paix avec de prétendus aristocrates et d'authentiques larbins. »

Tel est le degré d'estime où tiennent le chef de l'Etat ceux-là mêmes qui l'ont nommé *pour faire leur besogne.*

Telle est la force, tels sont les soutiens du gouvernement qui nous opprime.

Messieurs, nous avons assisté aux ovations qu'a soulevées sur son chemin le président Kruger. En l'accompagnant dans son voyage triomphal à Paris, il nous semblait que sa situation n'était pas plus poignante que la nôtre, et que nous, les nationalistes, lorsque nous multiplions les conférences dans tous les quartiers de Paris et dans tous les coins de la France, nous accomplissons un voyage et nous remplissons un devoir qui ne sont ni moins tragiques ni moins impérieux que les siens. Nous ne pouvons nous comparer, nous tous hommes de bonne volonté, groupés derrière nos chefs, à cet illustre vieillard et à cette grande infortune, mais, pensions-nous, lui du moins a une consolation, et son malheur n'est pas sans exemple. Il lutte, il lutte héroïquement, mais avec lui luttent ceux de sa race ; leurs épreuves, leurs misères, leurs espérances, leurs angoisses, sont les siennes ; ils mettent en commun leurs énergies, leurs croyances, leur

amour et leur haine ; et cet amour c'est l'amour de la patrie, et cette haine c'est la haine de l'étranger envahisseur et cruel. S'ils sont vaincus, ils essuieront la même défaite ; le même deuil étreindra leur cœur et emplira leur âme de tristesse.

Mais nous, nous Français, ceux auxquels nous livrons combat, ce sont d'autres Français. Les hommes qui saisissent la France à la gorge et la jettent sous leurs pieds, ce sont des Français. Nous parlons la même langue et nous ne nous comprenons pas. Nous sommes du même sang; les mêmes origines, les mêmes traditions, les mêmes alliances, la même histoire, les mêmes liens nous unissent sur le même sol, sur le même sol aimé pour nos ancêtres, travaillé et fructifié par eux, agrandi, défendu et libéré par eux, et c'est pour tout ce passé de gloires, d'affections et de labeur que nous luttons contre ceux qui devraient être notre plus ferme soutien et notre plus puissant défenseur. Français, nous luttons contre le gouvernement de la France, et notre ennemi, comme celui du Transvaal, n'est pas un lointain envahisseur, affamé de butin et de conquête, — car telle est la loi de la guerre; — notre ennemi, à nous, est à l'intérieur ; ce n'est pas le soldat enrégimenté contre lequel on se bat à coups de fusil, et qui donne encore ou reçoit une belle mort; notre ennemi, c'est le mal interne, dissimulé, sournois, clandestin, pathologique et honteux, qui ronge, qui épuise l'individu et étend sur ses organes comme une plaie cancéreuse. Notre ennemi, ce n'est pas l'Anglais, l'Allemand, ou tel autre peu-

ple, c'est le juif Waldeck, l'internationaliste Millerand et le franc-maçon André. Notre ennemi, c'est cette trinité du mal, et cette trinité c'est le gouvernement de la France.

C'est donc pour nous aider dans cette lutte patriotique qui est le premier et le plus sain des devoirs pour tous les bons Français, à cette heure solennelle et décisive où se joue l'avenir et l'existence même de notre pays, que nous nous adressons à vous, Mesdames et Messieurs, qui êtes venus pour nous entendre.

Ce que nous vous demandons, ce ne sont pas seulement vos approbations et vos applaudissements, comme les bruyantes acclamations — et les vaines sympathies — qui ont accompagné le président Kruger ; ce que nous vous demandons, comme le demandait Kruger, ce sont des secours utiles : c'est votre concours effectif et persévérant, c'est votre argent à tous ; c'est votre activité à vous, Messieurs, et votre enrôlement sous notre drapeau national, aux trois belles couleurs ; et à vous, Mesdames, c'est votre propagande, votre ingéniosité, votre parole si séduisante et si souple, l'éloquence de votre cœur qui vous est si naturelle et si facile quand vous le mettez au service de votre foi et de votre amour.

Nous vous le demandons pour la Patrie !

ÉMILE PIERRET.

## L'« APPEL AU SOLDAT »

### *PREMIÈRE SOIRÉE D'ÉTUDES*

*Les difficultés. — Notre méthode.*

(*Suite et fin.*)

Que la vie pleine et libre des provinces, des *pays*, soit une condition de la prospérité de la nation tout entière, c'est une vérité évidente. Toutefois, la thèse décentralisatrice rencontre en nos esprits des objections, des difficultés qui ne devront pas être éludées. Il est certain, par exemple (et nous le savons par expérience), que la centralisation a anémié notre pays. Mais nous y sommes tellement habitués, à cette anémie, que nous ne pouvons pas même désirer fortement que naisse tout d'un coup, dans les provinces, une vie nouvelle. Cela nous gêne beaucoup. Nous avons été séduits, tous, ou du moins en majorité, par l'idéal du Consulat, par cette constitution en quelque sorte géométrique imposée à la France, et qui fait que je ne sais pas s'il est permis de déplacer une pierre d'un trottoir dans ma petite bourgade natale du département de l'Orne sans en référer à Paris. (J'exagère peut-être un peu, mais d'autres exemples pourraient être donnés qui seraient vérifiés par la chronique.)

Nous sommes donc convaincus de la nécessité où est aujourd'hui la France de briser cette centralisation, et en même temps nous éprouvons qu'elle est peu portée à la briser. C'est que

la centralisation est extrêmement commode...

On a remarqué mille fois que décentraliser serait bien difficile dans un pays où il y a des chemins de fer rayonnant autour de Paris ; les distances étant supprimées, comment voulez-vous, nous dit-on, qu'on ne soit pas attiré des provinces vers la capitale ?

Et puis, la centralisation actuelle a pour elle certaines analogies historiques. On a dit, en faveur de ce système, ce qui a été dit par les collectivistes aux libéraux, en Economie politique : à savoir, que c'était un *effet* qui tenait aux conditions matérielles de la vie de l'univers en notre siècle, et qu'il n'y avait rien à y faire. De même que l'on affirme que le Collectivisme tient à ce que l'industrie est devenue, depuis les machines, l'affaire de grandes compagnies, et à ce que le capital (qui est un outil) et le travail, autrefois individuels, sont maintenant, en réalité, collectifs, de même on dit que la centralisation résulte de ce que les petits centres locaux n'existent plus : il n'y a plus qu'un seul *lieu* en France, ou plutôt la France, subtilisée, dématérialisée, est réduite à un lieu géométrique, à son centre, qui est Paris.

Il est certain que cette objection est très forte et que si nous avions la prétention de faire admettre une tentative de la décentralisation sans l'expliquer et sans la justifier par une série d'autres réformes, qui en sont solidaires, nous n'y réussirions pas. Il faut aller, si l'on veut comprendre cette thèse, jusqu'à mettre en question notre régime politique. Par exemple : la décentralisation, sous un gouvernement et un

régime électifs, est impossible, car il est bien certain que puisque le pouvoir émane d'un vote, pour que ce pouvoir ne soit pas à chaque instant déchiré entre les différentes provinces, il faut qu'il trouve le moyen de frapper de la même marque, comme par un cachet, tous les électeurs de France. Il est certain que si le pouvoir continue à être basé sur l'élection, c'est-à-dire sur le consentement des citoyens, il sera forcé de rendre les citoyens le plus semblables possible les uns aux autres et d'orienter la France vers un état en quelque sorte conventuel. Véritablement, la République, si par là vous entendez un régime fondé sur la démocratie électorale, est forcée d'augmenter la centralisation, et elle n'y manquera pas. Comment ceux de nos amis pour lesquels ce régime démocratique et électif : la *République*, est un objet de foi et d'espoir, comment entendent-ils la décentralisation?

Voilà un exemple d'une de ces difficultés intellectuelles qui ne tiennent pas à notre volonté, mais à nos habitudes et à nos mœurs, en quelque sorte, à nous qui sommes réunis ici, et qui font que si une conversation s'engage, dans un quart d'heure, entre deux d'entre vous, il faut prévoir qu'ils ne vont pas être d'accord, s'ils se disent leur pensée entière. Nous sommes donc réunis pour causer entre gens de bonne volonté, dont les sentiments les portent à s'unir, et dont les intelligences les porteraient au contraire à se désunir. Je trouve que c'est beaucoup plus intéressant : plus la difficulté sera grande, plus ce sera un miracle tout à fait charmant de l'intelligence humaine que d'arriver à ce que vingt per-

sonnes s'entendent sur un terrain choisi : celui de la pure *doctrine* politique ; nous y mettrons peut-être un an, mais nous y arriverons ! (*Applaudissements.*)

Il y a encore une difficulté que nous devons envisager ce soir : c'est que si nous mettons trop longtemps à élaborer cette doctrine politique, nous arriverons trop tard. Autant nous sommes forcés d'aller lentement si nous considérons les conditions de notre travail, autant nous sommes forcés d'aller vite si nous considérons son urgence. Il est certain que si le parti nationaliste, pendant cet hiver de 1901, n'acquiert pas, — avec ce que Barrès a appelé dans l'*Appel au Soldat* un cerveau, — je ne dirai pas seulement la conscience de lui-même, mais encore la justification intellectuelle de lui-même, il sera bientôt mort : il sera mort non pas l'été prochain, mais en 1902, après les élections, parce qu'il n'aura envoyé à la Chambre que des *candidats* pleins de bonne volonté sans doute, mais qui, élus par de grossières coalitions, je veux bien dire de sentiments — (et souvent ce seront des coalitions d'intérêts) — seront plus embarrassés de s'entendre que nous ne le sommes ici dans cette petite salle. (*Applaudissements.*)

Or notez bien que si nous ne nous entendons pas ici, il n'y a pas de mal : car aucun de nous n'a en mains le moyen de faire triompher par un coup de force une idée politique, et par conséquent nous restons des individus inoffensifs. Qu'un de ces individus sorte d'ici avec une conception politique que nous aurions considérée et constatée être absurde par les conversations que

nous aurions eues avec lui, peu importe : il n'y a pas de danger ; même si nous ne le convertissons pas, nous pouvons lâcher un de nos amis dans la rue...

Mais il en sera autrement de nos députés, en 1902. Ils seront forcés ou bien d'essayer de changer notre constitution politique et d'appliquer en conséquence l'une des idées au nom desquelles on a remué les sentiments nationaux, ou bien de ne rien faire. Or on ne se résigne pas à ne rien faire du tout.

Le pays non plus n'admettrait pas que ses élus ne fissent rien de neuf : ils auront à répondre à l'attente qu'ils auront créée d'eux-mêmes. On attendra d'eux qu'ils soient des *constituants*. Donc ils s'improviseront constituants, — et ce sera terrible !...

Nous n'y pouvons rien.

Mais si cependant il sortait de notre petit groupe de l'*Appel au Soldat* un accord sur quelques points, au moins sur la négation de quelques-unes des erreurs politiques dont nous mourons, ne pourrait-il pas se manifester, cet accord, sous forme soit d'articles de journaux, soit de conférences, soit même de livres, d'ici à 1902? Ne pourrait-il pas sortir d'ici, comme d'un laboratoire, des contre-poisons contre la fièvre des *constituants?* — (car ils vont avoir la fièvre, ils vont tous être des Sieyès). Préparons donc, nous autres, ces antidotes contre la maladie cérébrale d'écrire des constitutions sur le papier, qui va les prendre. Tâchons d'être prêts à rectifier, par quelques doses de sel réaliste, leurs imaginations un peu trop rapides.

Si aucun de nos amis, de ceux qui suivront les soirées de l'*Appel au Soldat*, n'a en main le pouvoir dans deux ou trois ans, cependant il est certain que beaucoup d'entre eux auront une influence sur le pouvoir. De cette influence, il faut qu'ils puissent user d'une manière féconde et intelligente. Voilà pourquoi nous voudrions qu'on vienne étudier ici le plus possible, alors même qu'on n'est pas un théoricien, mais véritablement un homme d'action, lancé dans la lutte électorale. Nous ouvrirons largement nos portes aux auditeurs; mais, en même temps, nous n'ouvrirons pas nos esprits à toutes les doctrines, du moins dans les leçons ou les *exposés* qui seront faits ici; ces exposés — vous vous en apercevrez — procéderont tous d'une série d'idées très déterminée, à laquelle nous avons réfléchi, mais qu'il nous paraît urgent de soumettre à vos discussions. Nous ne sommes pas des dilettantes. Il y a, nous le croyons, une vérité politique française contemporaine, c'est-à-dire qu'il y a pour la France des conditions de vie qui sont posées par l'histoire et la géographie de l'Europe : nous n'avons pas à les inventer, à les choisir, mais à les constater, à les rappeler fermement à votre mémoire. Un enseignement nationaliste est possible : ses grandes lignes apparaissent déjà à tous. Nous n'aurons qu'à les suivre pour que vous nous suiviez...

Vous voyez suffisamment, je crois, l'esprit dans lequel nous voudrions que ces études fussent faites. Mais je voudrais vous énumérer maintenant quelques-uns des sentiments, assez confus, parfois violents et rien qu'individuels,

que nous apportons tous, plus ou moins, ici, avec notre nationalisme, et que nos amis sentiront vivre devant eux dès qu'ils s'entretiendront les uns avec les autres. Il faut d'abord que nous comprenions et que nous éclaircissions, avec douceur, le sentiment, pour aller ensuite, heureusement, à la pensée et à la raison, c'est-à-dire jusqu'à voir les choses comme elles sont.

Parmi les sentiments qui ont l'habitude d'accompagner le nationalisme dans une tête d'aujourd'hui, il y en a d'abord un qui semble être le plus vif de tous: c'est le patriotisme. Celui-là, il ne faut pas trop s'en méfier, parce qu'il est très simple. Le patriotisme n'est pas pédant; il n'est pas facilement pris, par ceux qui le sentent, pour une théorie politique. Il ne faudra pas nous méfier beaucoup, quand nous envisagerons notre préparation à des études, de l'exaltation de ce sentiment: l'amour de la Patrie. L'état d'âme Déroulède, l'état d'âme Drapeau, si exalté qu'il soit, n'est jamais dangereux, par conséquent n'est jamais risible. Il nous met hors de nous, il nous fait chanter à la Revue du 14 Juillet, mais il n'est pas ridicule, car ce qui est risible, c'est ce qui contient une niaiserie ou une erreur. Or le patriotisme ne contient pas d'erreur possible, parce qu'il répond à un besoin. Nous revenons toujours à ce point : ce qui est sacré, ce qui est au fond de l'âme, ce que l'homme essaie d'éclaircir, ce sont ses besoins. Or le patriotisme répond au besoin de faire partie d'un ensemble qu'on respecte, d'un ensemble qui fasse un peu peur au dehors ! (*Applaudissements.*)

Il n'y aura donc jamais aucune espèce de méfiance témoignée, dans les leçons qui seront faites ici, contre le *chauvinisme*, puisque c'est de ce mot qu'il faut se servir pour désigner le patriotisme exalté. Nous ne prendrons pas le chauvinisme, comme on le fait dans les milieux dreyfusards, pour une niaiserie. L'amour de la patrie poussé jusqu'à des gestes passionnés n'est pas plus une niaiserie que la manifestation des autres passions. On ne peut pas rire d'un « crime passionnel », on le plaint; on ne peut donc pas rire non plus d'une folie patriotique, même si elle mène celui qui en est possédé à des conceptions politiques irréalisables....

Vous voyez donc que nous ne sommes pas les ennemis des sentiments qui se donnent bonnement et simplement pour des sentiments; ce que nous repoussons, ce sont les sentiments qui veulent se faire passer pour des idées.

Il y a un autre sentiment qui est très fréquent dans une tête nationaliste depuis deux ans : c'est celui du libéralisme, c'est l'amour de la liberté, des idées de 1789, c'est l'idéalisme républicain, et, comme on dit dans les réunions électorales, l'amour de la *bonne* République, de la République *honnête*, en un mot c'est l'attachement à la liberté considérée comme l'objet de l'Etat, comme le bien que doit procurer l'Etat à ses membres. C'est un sentiment très répandu dans le parti nationaliste, et cela se comprend, puisque le parti nationaliste est né chez nous à la suite d'un siècle entier de culture libérale. On est habitué à croire — (je signale une des formes de l'idole de la liberté,

qui est, exactement, la *liberté de la Tribune*) — on est habitué à croire que la liberté d'élaborer des lois laissée aux représentants de la nation est quelque chose de très supérieur, comme garantie d'une bonne politique, à l'arbitraire de la décision des hommes d'Etat. Nous avons été conduits et par la Restauration, et par la Monarchie de Louis-Philippe, et par le second Empire lui-même (à partir de l'Empire libéral de 1860), à considérer comme un peu inférieure moralement la conception autoritaire par rapport à la conception libérale; l'idéalisme, ou, en d'autres termes, la générosité de l'esprit, chez les Français, est orientée depuis cent ans vers cette idée de la liberté. Lacordaire criait en chaire : « Vive la liberté! » Le mot « libéral » a pris, dès lors, un sens qu'il n'avait pas dans la langue classique. Un homme libéral dans le langage classique de Molière, c'était un homme qui avait volontiers la main à la poche; et c'est le seul sens du mot. Aujourd'hui un « libéral », c'est un « parlementaire ». On désigne ainsi un partisan de cette contre-vérité, à savoir que toutes les opinions sont également considérables, et méritent d'être discutées. — Eh bien, non, elles ne sont pas toutes également considérables. L'idée que la liberté pour tout citoyen consiste à pouvoir délibérer sur les lois au moyen de représentants est une chimère; car il est évident — je n'ai pas besoin de l'expliquer ce soir, ce sera l'objet des leçons de nos amis — il est évident que nous ne sommes pas plus libres de nos mouvements, dans les actes de notre vie civile (quand il ne s'agirait que d'aller pren-

dre un permis de chasse), nous ne sommes pas plus affranchis sous ce fameux régime de « libre discussion » que nous ne l'étions sous la monarchie. La tyrannie de la douane et des bureaux de poste, la tyrannie de l'Administration, des ronds-de-cuir, est tout aussi pénible que pouvait l'être la tyrannie qui s'exerçait au nom d'un pouvoir personnel et arbitraire. Le règne de cette abstraction qu'on appelle la Loi est tout à fait insupportable.

Mais enfin la loi a tout de même pour elle et la liberté a tout de même pour elle qu'on y croit très sincèrement. On croit qu'en cherchant la liberté politique, c'est-à-dire celle qui se définit, d'après les manuels civiques, par *le droit* pour les citoyens de participer au gouvernement, ou le droit pour la nation *de se gouverner elle-même*, on obtiendra plus de liberté civile. On croit qu'en maintenant un gouvernement de discussion, on aura plus de bien-être financier ou économique ; on croit très sincèrement que la faculté que nous accordons à deux ou trois braves gens qui sont nos députés de donner leur avis, par exemple, sur une loi d'assistance publique, rendra l'application de cette loi dans les hôpitaux un peu plus féconde en douceur pour les malades qui sont dans leur lit ! Mais on se trompe. Il est très probable au contraire que si le directeur d'hôpital était investi d'un véritable pouvoir, si c'était, comme il conviendrait, un bon médecin, qui voulût et qui sût être maître chez lui, et qui n'eût pas à s'occuper des règlements ou des lois délibérés dans une assemblée nombreuse, et qui ne

sont qu'un moyen, qu'un expédient, qui répond à tout et qui ne répond à rien, ce directeur d'hôpital, laissé à lui-même, pourrait la plupart du temps rendre ses malades un peu moins malheureux. Il pourrait faire une œuvre. Il est certain que la manie de réglementation égalitaire nous égare, tout comme la superstition du libéralisme dont elle est une conséquence.

Vous voyez donc que je n'hésite pas à dire que nous serons anti-libéraux. Mais je voudrais qu'on ne fît pas un contre-sens, et qu'on ne conclût pas que nous sommes tous, ici, sous prétexte que nous faisons partie de *l'Appel au Soldat*, partisans de la tyrannie du sabre, pas plus d'ailleurs que de celle du goupillon. Nous aimerons que nos amis soient libéraux de sentiment, si libéralisme chez eux veut dire tout simplement cette vérité de sens commun : il faut tout de même un contrôle. Il est évident que si nous sommes autoritaires, si nous sentons la nécessité d'une initiative personnelle dans l'Etat, et à tous les degrés de la hiérarchie, nous ne sommes pas partisans du tout du caprice. Il ne faudrait pas confondre la direction, le choix d'un maître responsable, avec la fantaisie d'un tyran irresponsable. L'irresponsabilité et la tyrannie qu'elle rend possible, c'est précisément le vice de ce régime *libéral* que nous critiquons.

La preuve, nous l'avons aujourd'hui : un ministre de la guerre, qui est revêtu de la majesté de l'approbation parlementaire, qui a pour lui un blanc-seing de 600 hommes, les six cents députés qui ont délibéré entre eux la question de savoir s'ils l'accepteraient ou s'ils

ne l'accepteraient pas! Ils l'ont accepté, ce ministre de la guerre, André ; il est donc vraiment le produit de nos libertés, traduites, il est vrai, et représentées, mais dûment consultées... Eh bien, suivez les fantaisies du personnage! — Notez que vous ne pouvez absolument rien contre ses caprices, et que ces caprices sont de l'arbitraire! Vous entendez bien que s'il avait à rendre des comptes à un souverain, à un « César », ou simplement à un Conseil supérieur de la guerre, au lieu de n'avoir à en rendre qu'à un troupeau parlementaire, ce singulier général serait moins à l'aise!

Ces actes, faut-il même les qualifier d'actes d'arbitraire? — Peut-être, Messieurs, au sens bas que ce mot a pris: actes aveugles. Mais ce ne sont pas des actes d'arbitraire au sens vrai, au sens plein et latin du mot : *arbitrium*, qui veut dire choix entre deux choses, dont l'une est bonne et l'autre mauvaise. Le ministre de la guerre André ne choisit pas ; il est poussé exactement comme l'aiguille aimantée, il est aimanté vers la popularité, et ses décisions résultent automatiquement de la poussée des forces électorales à un moment donné. C'est du mécanisme, ce n'est pas de l'intelligence...

Messieurs, il y a encore parmi ces préjugés que je vous invite à analyser un autre sentiment que celui du libéralisme, et dont j'aurais voulu vous dire un mot. Je cherche à vous indiquer par des exemples quelques-unes de ces tendances confuses, qui s'appellent toutes de noms en « isme » : car les mots en « isme » désignent toujours une soi-disant doctrine qui n'est qu'une

velléité, une préférence, un goût. Quelques-uns de nos amis, qui ne sont pas encore ici, mais qui viendront, diront : Moi, je suis partisan du Socialisme.

Eh! bien, ce sentiment socialiste, quelle sera notre attitude à son égard? Sera-ce de la méfiance ou de la sympathie ? Le sentiment socialiste est très différent de la doctrine socialiste. Beaucoup de nos amis arriveront en disant : Je suis socialiste, qui ne savent pas un mot de ce qu'est la doctrine de Marx. A tout nationaliste qui dira : Je suis socialiste, que répondrons-nous ? Nous lui dirons tout d'abord que s'il est nationaliste, son socialisme ne doit pas être très ardent, et que nous croyons apercevoir que ce n'est pas en ce moment le sentiment qui le domine. Ceux, en effet, qui viendront nous entendre ne seront venus à nous que parce que, antidreyfusards, ils se trouveront être devenus depuis deux ans des socialistes hésitants et inquiets. Le socialiste, au sens strict du mot, si on veut aller jusqu'à la doctrine, jusqu'au collectivisme, ne viendra pas chez nous, ou très rarement. La réaction nationaliste s'est produite plutôt — c'est là un fait à ne pas oublier — chez des gens qui ont peur du socialisme. Si toutefois nous le trouvons parmi nous, je crois que nous devrons faire un certain crédit au *sentiment* du socialisme.

Il ne nous fait pas peur, parce qu'il recouvre dans beaucoup d'esprits la perception d'un fait ou d'un ensemble de faits positifs ; ils se disent socialistes parce qu'ils ont vaguement conscience qu'il nous faudrait trouver une forme

politique adaptée aux nouvelles conditions économiques de la vie moderne. Mais, d'autre part, quelques-uns viendront à nous, qui ne sont pas des socialistes aveugles et de pur sentiment ; il viendra à nous quelques socialistes clairvoyants, méthodiques, peut-être même des Guesdistes ; nous en serions heureux. J'ai causé avec des Guesdistes ; ils sont bien près de comprendre l'idée nationaliste, plus que d'autres... S'il en vient un, que lui dirons-nous ? Nous essayerons de lui faire comprendre qu'il faut se dépouiller complètement de ce qui reste de sentiment dans son socialisme, et nous lui dirons : La vérité économique sur laquelle vous vous appuyez, que vous apercevez encore confusément, à savoir que le travail est devenu collectif, nos doctrines nationalistes non seulement nous permettent de l'accepter, mais encore nous engagent à la considérer et à lui faire place.

Il se trouve que les maîtres de la doctrine positiviste dont nous essayons de nous inspirer, et qui appartiennent à la fois soit aux anciens partis, comme par exemple de Maistre on de Bonald, soit aux partis nouveaux, comme Taine ou Comte (à supposer que ces hommes aient jamais pu être des gens de parti), ces positivistes nous ont préparés à considérer le fait de la « collectivisation » (pardonnez ce barbarisme) du travail. Ils ont tous critiqué le libéralisme économique de la Révolution ; ils ont nourri leurs méditations sur la politique de nombreuses observations qui concordent avec nos observations actuelles. Le problème économique ne se posait pas encore de leur temps d'une façon aussi ai-

guë qu'il se pose aujourd'hui, mais il se trouve, par un heureux hasard (car il y a beaucoup de hasard en histoire), que la politique positive d'Auguste Comte ou la politique naturaliste de Bonald, qui dominent notre nationalisme, sont merveilleusement aptes à résoudre les difficultés économiques d'aujourd'hui. Il se trouve que la conception de l'Etat qu'elles tendent à nous donner nous conduit à admettre la formation dans l'Etat de groupements d'intérêts et notamment des intérêts du travail.

Comment une politique à la fois autoritaire et décentralisatrice (car ce sont les deux points essentiels que je vous ai indiqués tout à l'heure) sera seule capable de résoudre les difficultés économiques... c'est ce que je ne puis pas vous exposer aujourd'hui, car cela m'entraînerait à faire une leçon sur les rapports du monde du travail avec le Ministère du Travail, dans un Etat qui ne serait plus parlementaire. Il faudrait que je vous fasse, ce qu'un de nos amis fera certainement, la critique des mesures que M. Millerand prend actuellement et que je vous montre que ces mesures sont du socialisme faussé, altéré, et révoltantes pour de véritables socialistes, parce que précisément elles sont faites pour ne pas choquer le Parlement, et inspirées de la doctrine *libérale*, mais surtout commandées par les intérêts d'une certaine classe, qui n'est pas celle des travailleurs.

... Voilà donc des exemples par lesquels vous pouvez voir qu'un homme qui viendra chez nous avec un sentiment, nous pourrons peut-être l'amener à en sortir avec l'idée politique

qui était incluse au fond de ce sentiment. Les gens qui viendront chez nous avec quelques notions confuses, nous essayerons de faire qu'ils en sortent avec quelque chose de clair, et nous nous en rapportons à l'expérience pour achever les leçons que nous leur aurons données, pour achever de les éclairer. Nous sommes en effet un groupe dans lequel il ne sera pas dangereux au conférencier de faire réfléchir ses adhérents et ses élèves sur les opinions qu'il a proposées, un groupe où l'on pourra dire aux arrivants : « Monsieur, vous êtes collectiviste, royaliste, bonapartiste, n'importe quoi; vous venez ici porté par un mouvement d'instinct national, par un mouvement de patriotisme ; nous allons causer avec vous; nous n'avons dans l'esprit, nous, aucun préjugé, mais nous avons un parti-pris, celui de la patrie. Notre intelligence est ouverte à tout. Notre volonté seule est déterminée par un objet à créer : la France de demain. » C'est une position très forte, extrêmement favorable, que ce nationalisme. C'est un programme magnifique ; je ne sais pas si nous le réaliserons, mais je dis, pour ceux d'entre nous qui ont l'intention de parler ici, que c'est dans ce sens qu'il faudra faire un effort...

Nous aurons des littérateurs, des artistes, qui viendront et qui diront : Tout cela est bien abstrait, bien sévère. Est-ce que les gens qui ne s'occupent pas de politique ne peuvent pas venir ici dans l'espoir d'y trouver une certaine satisfaction intellectuelle? — Il est certain que, même au point de vue des lettres et des arts, en France, il y a une justification du nationalisme à donner,

il est certain que nous avons parmi nous des artistes, des écrivains, qui ont senti vivement comme nous le péril dreyfusien, et qui voudront nous donner une heure d'attention : ils le voudront, parce qu'ils sont inquiets. Il faut qu'ils aient ici à apprendre quelque chose. De temps en temps nous devrons donc traiter un sujet d'esthétique française.

Vous verrez alors que, de même que la doctrine de la décentralisation répond au nationalisme, de même il y aura pour les artistes nationalistes une espèce de revendication à faire du sentiment qui les a empêchés de donner dans l'art dreyfusard. Cela est vrai jusqu'en musique. Nous avons des amis qui sont musiciens ; or, ils ont éprouvé qu'il y a un dreyfusianisme musical. Il faut qu'ils se disent que dans le groupe de l'*Appel au Soldat*, quelquefois, même sur une question aussi éloignée de la politique que la musique, on pourra soutenir une thèse critique qui justifiera leur résistance.

. . . . . .

Je vous ai énuméré différents sentiments pour vous dire qu'ils devaient être transformés en idées, en vues de fait.

Eh bien, il y a cependant un sentiment qu'il nous faudra exalter, et, au besoin, créer en nous de toutes pièces : il serait un excellent moteur, car, si nous éliminons tout d'abord le sentimentalisme de nos études politiques, nous savons cependant que pour aboutir à l'action il faut être mené par un enthousiasme. Ce que nous devrons donc sinon créer, du moins retrouver et cultiver, c'est le goût de l'Ordre,

mais de l'ordre dans la diversité; le goût de la hiérarchie, l'amour des choses qui s'élèvent les unes au-dessus des autres par un mouvement à la fois fatal et inégal, l'amour enfin de l'ordre du monde, et non pas d'un ordre trop simple, mathématique, mais de celui-là qui est fait de choses réelles, diverses, mais analogues les unes aux autres, comme par exemple les herbes et les arbres; l'amour d'un ordre varié, qui continue à changer, à remuer, lors même qu'il a l'air arrêté, parce qu'il est né de la poussée perpétuelle des choses d'en bas; ordre matériel, enfin, ordre visible et concret, ordre que l'on n'a point rêvé, mais qui est : c'est là un nouveau sentiment que nous devons créer en France à cette heure. Je dis que ce sentiment serait nouveau : j'ai tort : il exista chez nous. Mais depuis longtemps la France est impressionnée par l'amour d'un ordre trop artificiel et rectiligne; elle est impressionnée, en politique, par l'amour d'un ordre obtenu à trop bon compte, la chimère d'un monde qu'on peut faire sur le papier. Voilà ce qui fatigue la France. Savez-vous pourquoi? C'est parce que cet ordre ne peut jamais être réalisé, et que l'amour de cet ordre, c'est l'horreur et l'ignorance de l'ordre réel.

Il y a des gens qui s'enthousiasment pour la raison, au sens abstrait (et qu'il croient cartésien) du mot; il y a des gens qui croient que la Révolution française n'a fait que proclamer que tous les hommes devaient obéir à la Raison...

Il n'y a pas une raison, il y a *des* raisons des choses. Et ces raisons sont encore des choses.

Il y a donc des satisfactions de notre esprit qui peuvent nous être données par la contemplation du monde tel qu'il est.

Est-ce qu'aux gens qui sont possédés d'une passion niaise et sombre, comme les francs-maçons, dont l'emblème est l'équerre — (et c'est très significatif) — est-ce qu'à ces gens qui veulent nous grouper tous sous une religion d'Etat, sous une morale d'Etat, nous ne pourrons pas opposer une religion, une morale, un art nés spontanément en France, et dire : Il n'y a pas *la Vérité*, mais, comme dit Barrès, *une vérité* française, et il se trouve qu'elle charme la France...

Il faut seulement ouvrir les yeux ; il suffit que nous nous attachions à la réalité qui nous entoure et la regardions d'un regard constant et tranquille. Il suffit de cela pour que nous soyons guéris du fanatisme « républicain » et maçonnique, celui-là qui véritablement nous empêche de nous entendre. Car remarquez que si nous avons l'amour d'un ordre varié et divers, nous deviendrons respectueux non pas de la liberté abstraite qu'on a mise dans nos lois, mais des libertés en tant qu'elles sont, chez autrui, des fleurs bien écloses de désirs et de tendances héréditaires, fatales ; nous ne deviendrons pas respectueux de la liberté en tant qu'elle est un droit (car un droit qu'on désire et qu'on n'a pas n'est pas un droit), mais de la liberté en tant qu'elle est devenue un fait chez notre voisin, en tant qu'il l'a voulue, réalisée, prise. Nous respecterons les libertés vivantes.

Voilà, je crois, l'esprit d'entente et d'hospitalité intellectuelle dans lequel nous devons

essayer de nous entretenir. Ce ne sont pas des abdications que nous demandons, ni du scepticisme, car nous savons très bien que lorsque nous nous rapprochons des conditions de la réalité, nous nous fortifions tous. Nous nous sentons tout aussi forts et tout aussi heureux lorsque nous renonçons à la tyrannie dogmatique, lorsque nous renonçons à plier notre voisin à des conceptions abstraites, et que nous essayons seulement de l'amener à voir le même arbre ou la même pierre que nous avons vue : nous n'avons pas abdiqué, mais, n'ayant fait nous-mêmes que constater nettement quelque chose, nous sommes à la fois très heureux et très modestes. Il faut donc que nous nous apprenions les uns aux autres cette espèce de passion pour les vérités que tout le monde peut voir, et sur lesquelles il suffit de faire mettre le doigt à nos voisins pour qu'ils les sentent comme nous et en jouissent.

Voilà, je crois, le mot sur lequel il faut nous arrêter : nous serons des gens qui désignent du doigt des réalités. (*Applaudissements.*)

HENRI VAUGEOIS.

# NOS MAITRES : JOSEPH DE MAISTRE

## *APHORISMES*
## *DE POLITIQUE POSITIVE*

---

Ce qu'il y a de sûr, c'est que la constitution civile des peuples n'est jamais le résultat d'une délibération.

*
* *

Observez toutes les constitutions de l'univers, anciennes et modernes : vous verrez que l'expérience des âges a pu dicter de temps à autre quelques institutions destinées à perfectionner les gouvernements d'après leurs bases primitives, ou à prévenir quelques abus capables de les altérer : institutions dont il est possible d'assigner la date et les auteurs ; mais vous remarquerez que les véritables racines du gouvernement ont toujours existé et qu'il est impossible d'en montrer l'origine, par la raison toute simple qu'elles sont aussi anciennes que les nations, et que, n'étant pas le résultat d'un accord, il ne peut rester de trace d'une convention qui n'exista jamais.

Toute institution importante et réellement constitutionnelle n'établit jamais rien de nouveau ; elle ne fait que déclarer et défendre des droits antérieurs : voilà pourquoi on ne connaît jamais la constitution d'un pays d'après ses lois constitutionnelles écrites, parce que ces lois ne sont faites à différentes époques que pour dé-

clarer des droits oubliés ou contestés, et qu'il y a toujours une foule de choses qui ne s'écrivent point.

*
* *

Comme les nations *naissent*, au pied de la lettre, les gouvernements naissent aussi avec elles. Quand on dit qu'un peuple s'est donné un gouvernement, c'est tout comme si l'on disait qu'il s'est donné un caractère ou une couleur.

*
* *

Nos contemporains le croiront s'ils veulent, mais la postérité n'en doutera pas : les plus insensés des hommes furent ceux qui s'arrangèrent autour d'une table et qui dirent : « Nous ôterons au peuple français son ancienne Constitution, et nous lui en donnerons une autre. »

*
* *

Ce qu'on appelle aujourd'hui *idée neuve*, *pensée hardie*, *grande pensée*, s'appellerait presque toujours, dans le dictionnaire des écrivains du XVII<sup>e</sup> siècle, *audace criminelle*, *délire* ou *attentat* : les faits montrent de quel côté se trouve la raison.

*
* *

(*Sur la constitution polonaise remaniée et « améliorée » en* 1791.) Rien n'était plus *raisonnable* : c'était l'impossibilité même. Plus une nation sera d'accord sur une nouvelle constitution, plus il y aura de volontés réunies pour sanctionner le changement, plus il y aura d'ouvriers unis

de sentiments pour élever le nouvel édifice, plus surtout il y aura de lois écrites calculées *a priori*, et plus il sera prouvé que ce que la multitude veut n'arrivera point (1).

*
* *

Assurément je n'aime pas plus qu'un autre les *assemblées nationales* ; mais les folies françaises ne doivent pas nous dégoûter de la vérité et de la sagesse qui se trouvent dans les sages milieux... Il est faux que tout peuple doive avoir son *assemblée nationale* dans le sens *français* ; il est faux que tout individu soit éligible au conseil national ; il est faux même qu'il puisse être électeur sans distinction de rang ni de fortune ; il est faux que ce conseil doive être co-législateur ; il est faux enfin qu'il doive être composé de la même manière dans les différents pays. Mais parce que ces propositions exagérées sont fausses, s'ensuit-il que personne n'ait le droit de parler pour le bien commun au nom de la communauté, et qu'il nous soit défendu d'avoir de la raison parce que les Français ont fait un grand acte de folie (2) ?

---

(1) Vérité que ne comprennent ni M. Cornély ni les rédacteurs du *Temps* quand ils disent : « Au lieu de détruire la Constitution de 1875, *si on essayait d'en faire l'application intégrale?* » Mais c'est justement ce vain effort qui nous épuise.

(2) Il n'est sans doute pas inutile ici de traduire : *Parce que le régime parlementaire est insensé et ruineux, s'ensuit-il qu'on ne doive pas admettre un régime de représentation ?*

*
* *

Le despotisme militaire et électif, c'est la peste en permanence.

JOSEPH DE MAISTRE.

(Ces « Aphorismes » sont extraits d'une *Etude sur la Souveraineté* esquissée seulement par Joseph de Maistre et qui n'a été publiée qu'en 1870 dans un recueil d'*Œuvres inédites*, par les soins du comte Charles de Maistre, petit-fils de l'auteur.)

## PARTIE PÉRIODIQUE

# LES NUÉES [1]

STREPSIADE. — O nuées! c'est de vous que viennent mes malheurs, de vous à qui je m'étais confié corps et âme...

L'INJUSTE. — ... Et tu sauras délayer de verbeux projets de loi. On te persuadera aussi de regarder comme beau tout ce qui est honteux et comme honteux tout ce qui est beau...

STREPSIADE. — Seraient-ce des demi-déesses?

SOCRATE. — Pas du tout; ce sont les nuées du ciel, de grandes déesses pour les paresseux; nous leur devons tout : pensées, paroles, finesse, charlatanisme, bavardage, mensonge, pénétration.

STREPSIADE. — Aussi, en les écoutant, mon esprit a déployé ses ailes. Il brûle de bavarder pour des riens.

ARISTOPHANE.

## OU BERGERET DESCEND AU-DESSOUS DE RIQUET

Dans *M. Bergeret à Paris*, qui vient de paraître, le professeur chéri de M. Anatole France

(1) Les *Nuées* forment un répertoire périodique des idées confuses, billevesées, sophismes paresseux et autres chimères cornues qui traversent l'air de ce temps et l'empoisonnent.

se divertit sournoisement de la simplicité et de l'innocence du chien Riquet, lequel se faisait du « *devoir* » une idée peu critique et qui « aboyait à grands coups pour épouvanter les *méchants* ». Etant « un animal moral » (comme le doyen Leterrier, dreyfusien de marque), Riquet nous est donné pour un animal ridicule. Cette conception, discutable peut-être, composerait du moins une conception cohérente si M. Bergeret lui-même ne se précipitait, quelques pages plus loin, en de si profonds abîmes de moralisme qu'il tombe, pour le ridicule, infiniment au dessous du pauvre Riquet.

M. Bergeret dit, en effet, ces propres paroles :

— *Considérez, mon cher Mazure, que si la cause d'un obscur capitaine est devenue une affaire nationale,* LA FAUTE *en est non point à nous, mais aux ministres qui firent du maintien d'une condamnation erronée et illégale un système de gouvernement. Si le garde des sceaux avait fait son* DEVOIR *en procédant à la revision dès* QU'IL LUI FUT DÉMONTRÉ QU'ELLE ÉTAIT NÉCESSAIRE, *les particuliers auraient gardé le silence. C'est dans la vacance lamentable de la justice que leurs voix se sont élevées.*

Le pauvre M. Bergeret (*quantum mutatus!*) pense évidemment ce qu'aboie Riquet. Le garde des sceaux est à mettre chez les *méchants*, car il n'a pas fait son *devoir*, c'est à lui qu'en revient la *faute*. Ailleurs, M. Bergeret divise la responsabilité de cette *faute* et il en attribue la plus grosse part au président du conseil d'alors, M. Jules Méline : en foi de quoi Bergeret-Riquet arrose abondamment, comme dans les *Plaideurs*, tantôt la redingote villageoise et tantôt les sou-

liers ferrés de cet ancien ministre de l'agriculture, tenu pour réfractaire à la grande loi de la métaphysique canine.

Est-il besoin de décomposer la Nuée? Pour que M. Bergeret eût raison, même dans le patois moral des Genevois et du sénateur Nicodème, il eût fallu que le professeur démontrât :

1° Que la revision était nécessaire (et l'issue du procès de Rennes nous démontre tout l'opposé) ;

2° Que cette nécessité apparaissait à M. Méline et à ses collègues (tout marque qu'ils étaient, avec la plus grande raison, convaincus du contraire).

Mais nous ne laisserons jamais se perdre une occasion de rétablir la vérité sur un point délicat. Deux gardes des sceaux, celui de 1897 et celui de 1898, ont été priés d'introduire une instance en revision du procès Dreyfus. Laissons un instant le premier. Le second, arrivant après l'arrestation et la mort du colonel Henry et poussé par toutes les forces du parti radical, de son parti, consentit à cette introduction : il soumit l'instance de Mme Dreyfus à la commission consultative de son ministère et cette commission de jurisconsultes rendit un verdict négatif : Non, il n'y avait pas lieu de reviser l'affaire Dreyfus! *Cette réponse est de septembre* 1898. Et le garde des sceaux, après un tel arrêt, s'il osa passer outre et soumettre l'instance de revision à la Cour suprême, n'osa en prendre la responsabilité à lui seul : fort illégalement, il pria ses collègues de diviser cette responsabilité, afin de l'annuler. — Telles étaient les difficultés, non politiques, mais judiciaires, non populaires, mais in-

trinsèques, qu'il y avait, *en* 1898, à « faire la revision »; on n'ignore pas que cette abominable manœuvre judiciaire, cette revision, n'aboutit à l'informe arrêt du 3 juin 1899 qu'à la faveur du faux Delcassé, aujourd'hui recouvert par une opportune amnistie. Et, rejugé à Rennes, Dreyfus lui-même n'a bénéficié d'une réduction de sa peine qu'à la faveur des faux témoignages de MM. Trarieux, Bertulus, Charavay et Scheurer-Kestner. Déplorer, dans ces conditions, que la revision n'ait pas été faite en 1897, en rejeter la *faute* sur tel ou tel, c'est pleurer que le cercle n'ait pas quatre côtés ou reprocher à l'eau de ne bouillir qu'à cent degrés. Quand le garde des sceaux du cabinet Méline refusa d'introduire l'instance de revision, il savait que cette revision était impossible et ne pouvait pas aboutir. Conformément à la loi qui l'institue premier grand juge des cas de revision, il repoussa celui-ci comme extravagant. L'opinion elle-même l'en applaudit. Cette opinion publique de 1897 n'était pas descendue encore au point d'affolement et d'imbécillité qui fit supporter, une année plus tard, l'idée de la revision du procès Dreyfus. Si les propos du professeur Bergeret ont quelque sens humain et s'il ne faut point les confondre avec l'aboiement de Riquet, ils reviennent à dire que, désormais, il suffira de subventionner des journaux, de séduire des niais et d'exalter des fous pour casser les arrêts de justice qui auront déplu à quelque parti bien organisé.

Déjà, et c'est M. Bergeret qui l'avait observé, nos conventions diplomatiques sont faites et défaites par les demoiselles de magasin : il faut

que les sentences des juges, même portées sur des secrets d'Etat, soient les justiciables d'un aréopage forain! Ainsi du moins le veulent « les justes lois » de M. Reinach. Ainsi en disposent les « lois tant augustes et sainctes de la cité et républicque » d'après l'auteur de *M. Bergeret à Paris*... Eh! bien, les lois françaises et les lois mêmes de l'esprit français n'ont pas encore admis un désordre aussi dégoûtant. Et ce désordre a fait sentir, ce que l'on commence à comprendre aujourd'hui, que le dreyfusianisme c'est l'anarchie.

### CE N'EST RIEN...

D'une circulaire de candidat, cet éloge de la troisième République :

— *J'ai vu avec bonheur l'extension de cette forme de gouvernement qui nous donne plus de trente années de paix* QUI N'ONT ÉTÉ TROUBLÉES QUE PAR NOS DIVISIONS INTESTINES.

Ces trente années de paix qui n'ont connu qu'un genre de troubles ressemblent singulièrement à ce malade qui n'avait reçu de sa vie ni obus, ni balles, ni coup d'épée : il n'avait que cinq cents petits grammes de strychnine dans l'estomac.

### UNE GRANDE PERSONNE...

Le *Temps* veut que la « démocratie » sache, fasse, dise quantité de choses dont chacune est fort compliquée.

— *N'est-il pas évident*, s'écrie-t-il, *que la démocratie elle-même sait mieux que... et mieux que... ce dont elle a besoin pour ses aspirations et pour*

*ses intérêts ?... Pourquoi la démocratie s'embarrasserait-elle... Pourquoi ferait-elle intervenir... etc.* ? —

Le *Temps* veut nous persuader que la démocratie est une grande et savante personne, gaillarde, débrouillarde et pourvue de quantité d'autres qualités : il serait plus sage de commencer par le commencement et de prouver d'abord que la démocratie est une personne. Où est sa conscience ? Où est sa volonté ? Quel est, à tout le moins, son système d'innervation et de sensation ? Tant qu'on n'aura pas fait cette preuve, la grande personne du *Temps* gardera son ancien renom de vaine Nuée.

LE CHŒUR.

## CORRESPONDANCE

### *NOTES SUR « QUO VADIS ? »*

Un de nos lecteurs adresse à notre collaborateur Charles Maurras les curieuses remarques suivantes à propos du livre (infiniment moins curieux) de M. Sienkiewicz.

A l'*Action française*, on a un peu souri du prodigieux succès de *Quo vadis?* De très bons catholiques, très enthousiastes du livre, m'en ont fait présent. J'en connaissais déjà un passage donné il y a quatre ans par le *Correspondant*. Eh bien, au point de vue littéraire, c'est une œuvre intéressante, un roman bien construit sur le modèle de nos bons romans français.

Mais ce que j'ai constaté dès les premières pages, c'est que l'auteur polonais n'avait fait autre chose que mettre en scène avec assez d'adresse l'admirable *Antéchrist* de Renan. Tout y est, les caractères, les scènes (1), avec cette différence que les personnages ou les objets que Renan a dessinés en quelques lignes d'un trait magistral ont été par Sienkiewicz mis en action et même avec quelque peu de prolixité. Pétrone, entre autres, parle beaucoup trop ! « Ce Mérimée sceptique au ton froid et exquis » ne devait point bavarder comme une pie.

La lecture de *Quo Vadis?* m'a montré clairement que les étrangers notables ne dédaignent

(1) Comparez, *Apôtres*, la vision de Marie de Magdala. — *Quo vadis?* p. 198.

point de se parer de nos plus belles plumes. Deux traductions anglaises, TROIS allemandes (et *six* russes) ! Un Français a plaisir à voir que c'est le génie de la France, parlant par la voix d'un de ses fils les plus illustres, que nos ennemis admiraient naïvement dans la glose un peu abondante de M. Sienkiewicz.

En France, dans la France la plus catholique, l'effet du livre a été prodigieux. Voilà comment la philosophie sait faire, par infiltration, son chemin dans les âmes ; de sorte que si les philosophes ont conservé beaucoup de catholicisme, les catholiques, à leur tour, boivent les eaux de la philosophie. Ce Renan, dont presque tous (oh ! pas tous) n'ont jamais voulu lire une ligne, les voilà qui le dévorent, un peu épaissi sans doute, mais très reconnaissable dans l'œuvre du poète polonais. — Comme vous dites, Monsieur, « on se rencontre aux portes des églises, dans les nefs et aux bas-côtés ». On se « traduit les uns les autres » et l'œuvre commune peut ainsi se fonder.

UN DE VOS LECTEURS

L'intéressante communication que l'on vient de lire devrait être suivie du nom de son auteur. Le temps de le consulter à cet égard nous a fait défaut. Qu'il trouve ici avec tous nos remerciements l'expression de nos vifs regrets.

(N. D. L. R.)

## *BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE*

**Figures de bronze ou statues de neige. — Les héros et les pitres**, par Edouard Drumont (2 *volumes in*-18, *Flammarion éditeur*).

M. Edouard Drumont vient de publier coup sur coup deux volumes de portraits où l'on voit figurer la plupart des personnages fameux du siècle. Vaste galerie où se dressent, en pied ou en buste, les images des vrais et des faux héros, c'est une véritable nécropole. Car entre ceux qu'on voit traîner leurs derniers jours, un Emile Ollivier n'est-il pas déjà une ombre, un Zola n'est-il pas mort pour la communauté française?

De cette grande et rapide revue qu'on passe ainsi, on emporte deux espèces d'impressions différentes : d'une part, celles que nous laisse le jugement de l'auteur sur les personnages qu'il examine ; d'autre part, l'idée que par sa façon de juger l'auteur nous donne de lui-même. Mais ces deux sortes d'impressions se lient et se pénètrent : car, d'une nature très « subjective », M. Edouard Drumont se donne, s'affirme lui-même à tout moment.

Philosophe polémiste, il a l'obligation professionnelle d'apprécier au jour le jour les hommes et les faits. Contraint de dresser vite ses figures, il y met chaque fois tout son système et toute sa passion. Et comme l'un est aussi fort que l'autre est riche, ils font par des traits redoublés apparaître des figures d'une vie, d'un naturel parfaits. En quelques points que diffère l'idée qu'on se forme à part soi de certains personnages, on se convainc qu'ils auraient pu être, ou, bien mieux, qu'ils ont pu être tels que les présente M. Drumont. L'invention à cette puissance est une véritable création.

On n'a qu'à parcourir la table des matières de ces deux volumes pour en sentir la plénitude et la richesse. Hugo, Balzac, Michelet, Veuillot, Renan, le comte de Chambord, le duc d'Aumale, Bismarck, Gambetta, Blanqui, apparaissent dans le premier ; et dans le second Morès, Mac-Mahon, Courbet, Jules Ferry, les de Lesseps, Cornélius Herz, etc... Tous ces portraits, M. Drumont les trace en « moraliste », comme on disait autrefois, plutôt qu'en « psychologue » : c'est-à-dire que, moins asservi aux cas particuliers, il a hâte d'en tirer la signification générale. Classique en ce point, il décrit des *caractères*. Ainsi son Félix Faure est l'homme heureux; Ernest Hello, le génie incompris ; M. Léon Bourgeois, « l'homme de tous les A privatifs, de l'Amoralité et de l'Asensibilité... » ; Renan, le défroqué impuissant à dissimuler la marque de son état primitif ; le comte de Chambord, l'irrésolu, etc.

L'art et la variété avec lesquels sont composés ces caractères en font une lecture infiniment attrayante. Tous les sujets y sont traités tour à tour. M. Drumont parle d'un écrivain : et il excelle à juger l'homme en même temps que l'œuvre ; c'est une excellente page d'histoire littéraire que celle où il montre en George Sand une fille à la fois de Montaigne et de Jean-Jacques Rousseau. Il retrace la carrière de quelques hommes d'État et à leur sujet il examine les diverses doctrines politiques du siècle. Et au milieu de ces exposés et de cette critique, ce sont des anecdotes et des traits de satire qui frappent et qu'on retient. On ne peut guère après lui imaginer Victor Hugo dans la vie intime sans se représenter le Songeur racontant chaque soir à sa table hospitalière, devant sa femme résignée, l'histoire du crime du Deux-Décembre. Quant à Jules Simon, la page où il est fustigé d'une main énergique vaut d'être citée. Cette scène désormais ne sera plus séparée pour nous du nom de ce libéral vertueux.

M. Drumont nous montre les Fédérés entassés, après la Commune, sur les pontons de Brest :

Alors ils voyaient arriver Simon, qui s'était appelé Switzer avant de s'appeler Suisse et que Vallès avait surnommé Pet-de-Brebis. Mellifiu et larmoyant, il venait contempler tous ces hommes enfermés comme des bêtes dans des cages et il leur disait :

— Eh bien ! mes petits amis, comment cela va-t-il? Un peu durement ? Pour moi, cela ne va pas mal : je suis ministre de l'instruction publique et je viens vous instruire. Vous avez fait une insurrection devant l'ennemi : c'est très bien quand c'est moi qui deviens ministre au 4 septembre; c'est très mal quand c'est Vaillant qui est nommé délégué à l'Instruction publique le 18 mars. Sentez-vous la nuance ? Vous n'avez pas reconnu l'autorité d'une Assemblée nommée par le suffrage universel ; très vilain, ceci, très vilain... Vous me répondrez que j'ai battu des mains quand vous avez envahi la Chambre le 4 septembre, mais je vous répète que l'action alors était louable, puisque c'est moi qui en ai profité.

Ainsi éclate l'âpre nature du polémiste. Nourrie de sentiments forts et sains, comment ne serait-elle pas violente? Des amours si vives engendrent des haines extrêmes. Son affection à la terre, à la race, au sang français, se tourne en horreur de ces Juifs qui veulent confisquer ou altérer nos biens les plus précieux. Mis en éveil, prudent et perspicace, il reconnaît comme avec un sens infaillible l'ennemi de sa communauté et de lui-même. C'est ainsi qu'à travers la conception de l'amour, privée de l'idée d'honneur, que se faisait Dumas le fils, M. Drumont découvre l'effet d'un métissage sémite. Il chérit si vivement la « terre des pères », qu'il reproche presque à Mgr Dupanloup d'avoir été trop humaniste, d'avoir trop goûté et fait goûter les lettres grecques et latines, et qu'il déclare que les enfants devraient apprendre de préférence les vieux écrivains français pour se mieux pénétrer de leur tradition nationale.

C'est cette tradition généreuse, chevaleresque, qu'il défend contre l'esprit mercantile du Juif. Sentiment, dira-t-on. Mais M. Charles Maurras a montré l'autre jour quelle solide et positive philosophie l'appuie. Et c'est en tout cas un sentiment fort, sain, fécond. Avec quelle horreur M. Drumont perçoit dans la société comtemporaine les relents du ghetto tout pareils à l'odeur de la mort! Ce n'est pas par une naïve explosion de vertu qu'il s'indigne contre les Panamistes : mais parce qu'il trouve chez eux cette corruption qui s'étend peu à peu au pays tout entier. Ainsi dit-il dans ses belles pages sur Burdeau, ce kantien qui se vendit, nonobstant les principes de la morale universelle : « La société apparaît telle qu'elle est, cadavre que « l'on farde comme on peut, pour en dissimuler la « hideur, corps en décomposition qui se tient debout « par une sorte de prodige et qui n'en exhale pas « moins une odeur nauséabonde : *jam fœtet.* » Mais l'on sait que, pour être homme de tradition, M. Drumont ne s'effraye d'aucune hardiesse. Il est de ceux sur qui l'on doit compter pour la réaction réformatrice qu'il fut des premiers à comprendre, qu'il a travaillé à montrer désirable et dont il est encore — ces deux volumes si riches d'idées en font foi — un des soutiens les plus fermes et les plus conscients.

JACQUES BAINVILLE.

---

*Le Directeur politique* : H. VAUGEOIS.

---

*Le Gérant* : A. JACQUIN.

---

Paris. — Imprimerie F. Levé, rue Cassette, 17.

# CHEMIN DE FER

DE

# PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

A l'occasion :

des Régates internationales de Cannes (22 Février au 17 Mars.)

des Régates Internationales de Nice (Mars et Avril),

des Vacances de Paques,

du Tir aux pigeons de Monaco,

la Compagnie délivrera jusqu'au 15 Avril 1901 inclus des billets aller et retour, 1re classe, valables pendant 20 jours, et dont le prix, au départ de Paris, sera de 177 fr. 40 pour Cannes, 182 fr. 60 pour Nice, 186 fr. 80 pour Menton.

On trouvera des billets et des prospectus détaillés aux gares de Paris-Lyon et Paris-Nord, ainsi que dans les bureaux de ville de la Compagnie et dans les agences spéciales.

DÉTACHER CE BULLETIN ET L'ENVOYER 28, RUE BONAPARTE, PARIS.

# ABONNEMENT

## A LA REVUE " L'ACTION FRANÇAISE "

PARAISSANT LES 1er ET 15 DE CHAQUE MOIS

**Bureaux : 28, rue Bonaparte**

**Prix : 10 francs les 24 numéros**

*Je soussigné*_____

*demeurant à*_____

*déclare souscrire un abonnement à 24 numéros du Bulletin de « l'Action française ».*

*J'envoie inclus la somme de 10 francs, montant de mon abonnement, en un mandat, ou : Je vous prie de faire recouvrer par la poste le prix de mon abonnement, avec 0 fr. 50 en plus pour les frais de recouvrement.*

*A*_____ *le*_____ *1901.*

SIGNATURE :

*Remplir le Bulletin d'abonnement ci-joint et l'adresser à l'Administration, 28, rue Bonaparte, en y joignant un mandat de 10 francs.*

---

## *L'Action Française*

EST EN VENTE A PARIS CHEZ

MM. **BOULINIER**, 19, *boulevard St-Michel.*
**BRASSEUR**, *galerie de l'Odéon.*
**CHAUMONT**, 27, *quai St-Michel.*
**FLAMMARION**, 36, *avenue de l'Opéra.*
**FLAMMARION & VAILLANT**, 10, *boulevard des Italiens.*
**FLAMMARION ET VAILLANT**, 3, *boulevard St-Martin.*
**FLOURY**, 1, *boulevard des Capucines.*
**LANCIEN**, 32, *avenue Duquesne.*
**LEFRANÇOIS**, 8, *rue de Rome.*
**LIBRAIRIE ANTISÉMITE**, 45, *rue Vivienne.*
**MAILLET**, 129 *bis, rue de la Pompe.*
**G. MARTIN**, 126, *faubourg Saint-Honoré.*
**SAUVAITRE**, 72, *boulevard Haussmann.*
**TARIDE**, 18, *boulevard St-Denis.*
**TIMOTEI**, 14, *rue de Castiglione.*
**LAROUSSE**, 58, *rue des Écoles,*

*et dans les principales gares de Paris et de la province.*

---


# LE COURRIER DE LA PRESSE

**BUREAU DE COUPURES DE JOURNAUX**

**21, Boulevard Montmartre, 21, Paris**

**Fondé en 1880**

**Directeur : A. GALLOIS**

# CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

## Voyages circulaires à coupons combinables

## sur le Réseau P. L. M.

*et sur les RÉSEAUX P. L. M. et Est.*

Il est délivré toute l'année, dans toutes les gares du réseau P. L. M., des carnets individuels ou de famille pour effectuer sur ce réseau ou sur les réseaux P. L. M. et Est, en 1re, 2e et 3e classe, des voyages circulaires à itinéraire tracé par les voyageurs eux-mêmes, avec parcours totaux d'au moins 300 kilomètres. Les prix de ces carnets comportent des réductions très importantes qui atteignent, pour les billets collectifs, 50 % du Tarif général.

La validité de ces carnets est de 30 jours jusqu'à 1.500 kilom. ; 45 jours de 1.501 à 3.000 kilom. ; 60 jours pour plus de 3.000 kilom. — Facilité de prolongation, *à deux reprises*, de 15, 23 ou 30 jours suivant le cas, moyennant le paiement d'un supplément égal au 10 % du prix total du carnet, pour chaque prolongation. — Arrêts facultatifs à toutes les gares situées sur l'itinéraire. — Pour se procurer un carnet individuel ou de famille, il suffit de tracer sur une carte, qui est délivrée gratuitement dans toutes les gares P. L. M., bureaux de ville et agences de la Compagnie, le voyage à effectuer, et d'envoyer cette carte 5 jours avant le départ à la gare où le voyage doit être commencé, en joignant à cet envoi une consignation de 10 fr. — Le délai de demande est réduit à deux jours (dimanches et fêtes non compris) pour certaines grandes gares

# CHEMINS DE FER DE L'OUEST

## PARIS A LONDRES

**Viâ Rouen, Dieppe et Newhaven par la gare St-Lazare.**

SERVICES RAPIDES DE JOUR ET DE NUIT

**Tous les jours (dimanches et fêtes compris) et toute l'année, trajet de jour en 9 heures (1re et 2e classe seulement).**

## GRANDE ÉCONOMIE

Billets simples valables pendant 7 jours :
1re classe : 43 fr. 25 ; 2e classe : 32 fr. ; 3e classe : 23 fr. 25.

Billets d'aller et retour valables pendant un mois :
1re classe : 72 fr. 75 ; 2e classe : 52 fr. 75 ; 3e classe : 41 fr. 50

Des voitures à couloir et à compartiments (w. c. et toilette) sont mises en service dans les trains de marée de jour et de nuit entre Paris et Dieppe Des cabines particulières sur les bateaux peuvent être réservées sur demande préalable.

La Compagnie de l'Ouest envoie franco, sur demande affranchie des petits guides-indicateurs du service de Paris à Londres.


---

*PUBLICATIONS DE L'ACTION FRANÇAISE*

**Action Française 1899**, le numéro... **1** fr.
**La collection**, reliée (12 numéros)..... **12** fr.
**Henri Vaugeois**, secrétaire-adjoint de la Patrie française : L'ACTION FRANÇAISE..... **0** fr. **25**
**Maurice Pujo** : APRÈS L'AFFAIRE... **0** fr. **10**
**Dauphin Meunier** : LE MAL ET LE REMÈDE..... **0** fr. **30**
**Copin-Albancelli** : LA DICTATURE MAÇONNIQUE..... **0** fr. **50**
**Octave Tauxier** : DE L'INAPTITUDE DES FRANÇAIS A CONCEVOIR LA QUESTION JUIVE. **0** fr. **50**
**X***** : UNE RÉFORME PARLEMENTAIRE, LA MÉTRARCHIE..... **0** fr. **50**
**X***** : LA RÉPUBLIQUE CHEZ UN PEUPLE SANS ÉDUCATION POLITIQUE, par un membre de la Patrie Française... **0** fr. **20**
**Xavier de Magallon** : VILLEBOIS-MAREUIL ET LE MOUVEMENT NATIONAL. Conférence faite à Paris et précédée d'un discours de M. FRANÇOIS COPPÉE..... **0** fr. **40**

---

PARIS. — IMPRIMERIE F. LEVÉ, RUE CASSETTE, 17.

3e année. — T. IV. — N° 42. 15 Mars 1901.

# L'Action française

(*Revue bi-mensuelle*)

SOMMAIRE DU 15 MARS 1901

NOTES POLITIQUES : *Avant le duel*. **Henri Vaugeois.**
TROIS GÉNÉRATIONS..... **Louis Numa-Baragnon.**
SUR LA HIÉRARCHIE..... **Pierre Lasserre.**
L'ANTISÉMITISME EN AUTRICHE. **Octave de Barral.**
LE VOYAGE D'ATHÈNES..... **Charles Maurras.**
LA MÉDITERRANÉE STRATÉGIQUE..... **Robert Bailly.**
NOS MAITRES : H. DE BALZAC (*Sur le Gouvernement moderne*).....

PARTIE PÉRIODIQUE

LES NUÉES : *Où M. Bergeret confesse par deux fois sa croyance aux miracles. — Le vrai Renan. — Le mot et l'Idée. — Rayon de Soleil* (*M. Seignobos*), **Le Chœur.** — BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE (**Jacques Bainville**).

PARIS
BUREAUX DE *L'ACTION FRANÇAISE*
28, RUE BONAPARTE

**Le numéro 0 fr. 50**
ABONNEMENTS : Paris et Départements, 10 fr. Etranger, 15 fr.

La reproduction des articles de l'*Action française* est autorisée avec l'indication de la source et du nom de l'auteur.

L'ACTION FRANÇAISE paraît le 1er et le 15 de chaque mois. On s'abonne à Paris, 28, rue Bonaparte.

M. Henri Vaugeois, Directeur, recevra les Mardi, Jeudi et Samedi, de 2 à 4 heures.

**PRINCIPAUX COLLABORATEURS**

Paul Bourget, de l'Académie française. — Gyp. — Jules Soury. — Maurice Barrès. — Charles Maurras. — Jules Caplain-Cortambert. — Maurice Talmeyr. — Maurice Spronck. — Hugues Rebell. — Jean de Mitty. — P. Copin-Albancelli. — Alfred Duquet. — Frédéric Plessis. — Lucien Corpechot. — Denis Guibert, député. — Frédéric Amouretti. — Robert Bailly. — Auguste Cavalier. — Georges Grosjean. — Xavier de Magallon. — Théodore Botrel. — Dauphin Meunier. — L. de Montesquiou-Fezensac. — Lucien Moreau. — Octave Tauxier. — Maurice Pujo. — L. Mouillard. — Jacques Bainville. — Alfred de Pouvourville. — Robert Launay. — De Thouars. — A. Serph, etc.

**FONDATEUR :**
Le Colonel de Villebois-Mareuil
**Mort au champ d'honneur**

---

**VIENT DE PARAITRE :**

# AU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

PAR

Henri VAUGEOIS

Prix : 20 centimes

# L'Action française

*Paris, le* 15 *mars* 1901.

## NOTES POLITIQUES

### AVANT LE DUEL.

Pourquoi donc se tairait-on, à l'*Action française*, sur ce qui occupe et attriste depuis quinze jours tant de Français?

Il m'est impossible, sans doute, à l'heure où j'écris, de juger en pleine connaissance de cause la conduite de M. Paul Déroulède. Le jugement que l'on peut toujours porter sur un acte humain suppose cet acte entièrement achevé et accompli, avec toutes ses conséquences; ce qui relève de nos appréciations, c'est-à-dire de nos sympathies ou de nos antipathies plus ou moins raisonnées, c'est le fait, entier, tragique ou comique, tel qu'il résulte non seulement des intentions de son auteur, mais encore des hasards du temps et du lieu parmi lesquels il est tombé. Je ne sais pas si, demain, nous devrons haïr M. Paul Déroulède, ou le regretter, puisque je ne sais pas si, par sa main, la Fortune — (la seule divinité à laquelle semblent désormais commises les destinées de la France!) — veut tuer ou le noble Français qu'il a insulté, ou lui-même.

Mais si, en faisant des vœux sincères pour que ces exilés puissent garder tous les deux leur sang et leurs forces à leur pays, j'attends respectueusement l'issue du combat, je trouve qu'il est temps pour nous, qui prétendons être des nationalistes raisonnables, de régler nos comptes avec les pauvres imaginations politiques sur lesquelles le « représentant du peuple pour le département de la Charente » se croit le droit de jouer, avec sa vie, celle de M. André Buffet.

On a rendu, ici comme ailleurs, pleine justice à la volonté énergique de M. Paul Déroulède, en tant qu'elle a paru capable de créer, dans la rue, un court désordre matériel qui eût permis aux chefs de l'armée de s'emparer du pouvoir.

A une certaine heure, opéré par nos généraux contre les amis de Dreyfus, un coup d'État militaire aurait assez facilement fait place à un ordre nouveau garantissant surtout, et avant tout, notre dignité nationale. Les officiers ne l'ont pas compris. Ils n'ont pas vu que, au 23 février, — derrière le grand enfant terrible qui courait au-devant de leurs chevaux, — l'horreur du Traître, du Juif malpropre, avait soulevé une foule, en tête de laquelle s'étaient groupés quelques hommes généreux et éclairés, assurés de la confiance du pays entier; les officiers n'ont pas réfléchi qu'ils avaient, comme

caution de l'acte d'indiscipline qui leur était demandé, tout ce grand « état-major » de la *Patrie française*, où les Coppée, les Lemaître, les Barrès apportaient, avec leur autorité, leur entière droiture d'intention : fort de cette droiture, aidé de l'expérience de quelques hommes politiques honnêtes, compétents, rompus aux affaires, qui s'appelaient Cavaignac et Rambaud, ce fameux Comité qu'on acclamait rue de Grenelle eût formé peut-être — bien que la plupart n'y songeassent point ce soir-là — une sorte de gouvernement provisoire auquel la nation eût pu, le lendemain, demander au moins de l'arracher à Reinach et de la rendre à elle-même.

Ce beau et singulier instant d'un espoir, d'un enthousiasme, d'un trouble qui pouvait être fécond, est passé.

La République, telle qu'elle s'est démontrée réalisable en France, c'est-à-dire le gouvernement de quelques hommes d'affaires audacieux et occupés d'intérêts extra-français, — la République juive est consolidée. Deux ou trois formules hypocritement idéalistes, empruntées à la rhétorique des pasteurs protestants « libéraux », et cinq ou six substantifs abstraits, retenus des discours insupportables de la Convention : « Justice », « Égalité », « Vérité », « Solidarité », il n'en faut pas plus pour maintenir dans l'imagina-

tion des braves gens, qui sont patients, à côté ou au-dessus de cette triste République réelle, l'*idée pure* de la République de l'avenir. Ainsi donc, le régime, que nous savons antinational depuis qu'il a suffi à un traître d'en faire tranquillement jouer les ressorts pour légitimer son œuvre, ce régime a la force d'un fait, d'abord, et il est en train par l'éducation qu'il donne gratuitement au peuple, de se créer dans les consciences une sorte de « droit ». Nous devenons — nous, Français de race — de simples révoltés.

Dans ces conditions, — il serait bon que M. Paul Déroulède s'en rendît compte, — la lutte qui s'impose à nous est sérieuse. Il va nous falloir, à cet ordre politique antifrançais qui est établi chez nous, opposer un sens de plus en plus précis, de plus en plus grave, de l'ordre national, historique, au nom duquel nous protestons. Or, à cet égard, la vague République plébiscitaire dont il nous propose le plan idéal ne pèse pas lourd. Vraiment, croit-on que « le peuple », comme on dit, se soucie de ce gouvernement qu'on rêve d'instituer « *par* et *pour* lui », au point d'en renverser un autre qui lui jure également, à tous les banquets de comices agricoles, n'exister que « *par* et *pour* » lui ? Le « peuple » sait parfaitement que tout pouvoir qui se prétendra issu de sa volonté collective, de son acclamation, usera d'un

artifice de langage nécessité par la sottise humaine (plus encombrante de nos jours que jadis, parce que la presse a multiplié les moyens d'expression de cette sottise intarissable). Le « peuple », si nous entendons par là les gens qui travaillent et peinent beaucoup, n'a jamais eu le moindre espoir ni le moindre désir suivi de faire prévaloir ses idées ni ses intérêts dans les conseils de l'Etat, parce qu'il ignore (et se rend compte qu'il ignore), — et totalement, — quels sont les rapports exacts et naturels de son bien-être privé avec la grandeur, la prospérité générale de la patrie : or, il tient à la patrie plus qu'à tout, plus qu'à lui-même. Le peuple n'est pas démagogue.

La bourgeoisie ne l'est pas, non plus. Elle est du côté du pouvoir établi, parce qu'elle tient à la tranquillité, étant composée de capitalistes, de gros commerçants et industriels (quand elle est riche), et de fonctionnaires (quand elle est pauvre).

A quoi donc veut-on que puissent rimer dans notre société actuelle, si solidement, si sûrement établie et hiérarchisée sur l'argent, les cris plus ou moins lamartiniens de ce tribun tricolore?

Le patriotisme « révolutionnaire » de 1848 est aussi suranné, aussi fade, aussi impuissant sur les sensibilités d'aujourd'hui — (à supposer qu'il soit possible encore de comp-

ter sur les sensibilités pour nous relever comme nation)— ce patriotisme est plus mort que ne l'est l'internationalisme humanitaire qui se dressait devant lui, à cette même date de 1848, dans la cour de l'Hôtel de Ville : et si le vain fétiche d'un drapeau agité par un bras de travailleur peut encore quelque chose pour soulever nos pavés de bois, il faut être aveugle pour ne point voir que ce chiffon éloquent ne serait teint demain que d'une seule couleur : rouge ou noir.

M. Paul Déroulède nous donne donc un spectacle stupéfiant et qui ne se prolongerait pas sans nous causer quelque gêne, à nous qui ne voulons point qu'on puisse sourire, au dehors, de ce que Barrès a nommé, avec une exactitude émouvante, « nos fièvres françaises ». Il faut, dans l'intérêt même de la cause qu'il a l'intention de défendre et qu'il compromet, que M. Déroulède se décide à ce minimum de modestie qui consiste à regarder autour de soi au lieu de se considérer soi-même ; il faut qu'il se range à ce minimum de désintéressement : s'abstenir, quand on n'a rien à faire dont on puisse justifier l'urgence, et surtout se taire, quand on n'a rien à dire dont on sente parfaitement la solidité.

*
* *

Cette abnégation, au surplus, deviendrait facile à M. Déroulède, s'il voulait bien réflé-

chir un instant aux conditions présentes de toute action réformatrice en France.

Le parti nationaliste, qu'il s'en rende compte ou non, exprime des intérêts parfaitement limités, et qui sont, en gros, les intérêts de la classe possédante et conservatrice. Il est, par définition, ami de l'ordre, et les passions qui le meuvent sont des plus molles et des plus courtes : ce sont des mouvements non d'attaque ou de conquête, mais de défense, que Dreyfus et les Juifs ont provoqués un instant par leurs trop brutales familiarités, mais qui cesseront, comme tous les actes réflexes, avec la provocation. Rien que de négatif donc dans la politique des chefs qui, comme M. Jules Lemaître, se borneront à traduire en des termes de plus en plus nuancés et exacts les divers considérants de la grande protestation anti-anarchiste que fit la *Ligue de la Patrie française*.

Or, c'est en cette *Ligue* surtout, c'est en des millions de citoyens paisibles qu'elle groupe encore facilement autour de ses initiateurs, et ce n'est pas en quelques centaines de jeunes démocrates, optimistes et ardents, de la Ligue des Patriotes, que consiste la grande « armée » électorale qui se prépare à « marcher aux urnes » en 1902. Quel espoir, dès lors, peut garder M. Déroulède de faire accueillir par ces gens de sens rassis, timide et, en même temps, « libéral », par

ces bourgeois modérés, la problématique aventure césarienne qu'il leur propose? Ils sont de deux sortes, par leurs origines, leurs familles, par leur éducation : ou bien des gens de droite, et ils ne tiennent pas à la République plébiscitaire, pas plus qu'à aucune autre, craignant de changer, comme on dit, leur cheval borgne en aveugle; ou bien ce sont des gens de gauche, et ils se méfient des plébiscites « républicains » et remâchent les souvenirs du Deux-Décembre..... Pour quiconque désire gagner au nationalisme le suffrage universel, d'ici à quinze mois, il est indispensable d'affadir l'idéal républicain, démocratique, socialiste, jusqu'à ces vagues aspirations vers le règne de la liberté, de l'égalité devant la loi, de la fraternité, qui n'effraient personne. Car un nationaliste n'est républicain, en ce moment, que par résignation et avec mille réserves. Triste nécessité des régimes « d'opinion », selon laquelle l'opinion ne s'exprime et ne règne qu'à condition de demeurer moyenne et médiocre ! Bizarre destinée du « gouvernement de la nation par la nation », qui veut que la nation ne se puisse gouverner elle-même qu'aux heures de calme plat, où, dans ses voiles, la barque symbolique ne sent passer aucun souffle !

On comprend fort bien que — telle apparaissant, de plus en plus nette, à mesure que

les années s'accumulent, la loi de notre démocratie, à savoir sa transformation automatique en une oligarchie financière internationale — une âme généreuse comme celle de M. Déroulède en soit exaspérée. Le positivisme de M. Waldeck-Rousseau lui semble fort éloigné — (beaucoup plus qu'il ne l'est en réalité) — de l'espèce d'idéalisme débraillé qu'introduisit Gambetta dans les années qui suivirent la guerre, et où l'on parlait à la fois du maître d'école et du soldat, comme des ouvriers nécessaires de la revanche. On ne parle plus que du maître d'école. Pourquoi donc l'ancien lieutenant de Boulanger ne s'efforce-t-il point de comprendre cette dissociation qui s'est faite, depuis le drame d'Ixelles, entre la République et la France, que son général voulut servir toutes deux? Pourquoi ne comprend-il pas que, déjà en 1889, les « gens de la Bible et du Code » avaient raison, ces gens irréprochables dont nous voyons passer la silhouette en redingote crasseuse dans l'*Appel au soldat*? La République sera protestante et suisse, elle sera « neutre », — et elle neutralisera la France, — ou elle ne sera pas, aurait dû dire Floquet, s'il eût été franc, ou s'il eût eu conscience de son propre vœu, lorsqu'il la défendit contre le Général. Depuis, elle s'est fixée. Il n'y a rien à faire — contre elle, ni par conséquent pour la France — à moins

que l'on n'entreprenne de relever dans les intelligences de demain, lentement, patiemment, avec un parfait dédain des résultats immédiats, le principe traditionnel de l'ordre heureux qu'elle a détruit et qu'elle s'efforce en vain de remplacer. On ne décidera point les généraux français à se jeter dans la révolte pour le rêve d'un citoyen : ce n'est pas pour un homme qu'on se fait tuer, contre les lois, mais pour une institution, mère de lois nouvelles et durables. L'échec du 23 février n'a pas eu d'autre cause : M. Déroulède aurait dû le comprendre.

HENRI VAUGEOIS.

# *TROIS GÉNÉRATIONS*

## I

### Monsieur Pucelle

La vie de Monsieur Pucelle fut unie au point de paraître plate. Je ne sais si tous y trouveront intérêt. Toutefois il la faut décrire. Un individu aussi bien conservé d'une espèce aussi rare ne se rencontrera plus dans vingt ans.

Louis-François-Aignan-Claude Pucelle naquit, l'an 1801, dans le château de la Roque, aux confins de l'Albigeois et du Rouergue. Sans prétendre en chevalerie, les Pucelle venaient de bon lieu. Un Charles-Claude, au sortir de pages, avait porté sous les Tournelles la bannière de Jeanne d'Arc. Il lui en était resté un surnom dont sa famille se para. Un Jean-Claude fut tué à Cérisoles, écuyer du capitaine Rance. Vers cette date, le vieux tronc bifurqua. Une branche resta entée parmi les châtaigniers paternels. Une autre fut transplantée dans Paris, au cœur de la Cité. Elle fleurit au Parlement. Elle se poussa jusqu'à la Grand'Chambre. Le célèbre abbé Pucelle, doyen des conseillers-clercs, fut son plus illustre représentant.

Pendant que les Pucelle de Paris s'enrichissaient dans la robe, les Pucelle du Midi suivaient la décroissante fortune de la fidèle noblesse d'arrière-ban. Pauvre et fière, la pro-

vince de Rouergue donna peu de courtisans. Elle garda jalousement des noms qui sont parmi les plus vieux de France. Encore aujourd'hui tel paysan des bords du Tarn et du Viaur se sait de meilleur sang qu'un duc de Luynes. Sans monter jusqu'à l'empyrée héraldique des Mostuéjouls, des Vézins, des Castelnau, des Toulouse-Lautrec, les Pucelle, nobles dès Charles VII, faisaient assez bonne figure. L'un d'eux mit le sceau à la réputation de la famille en épousant une Sévérac riche de trois mille écus. Vers le milieu du XVIIIme siècle, son fils aîné, Barthélemy-Claude, sieur de la Roque, hérita des biens considérables du dernier abbé Pucelle. Il servait alors sous Prague, avec son ami le chevalier de Vauvenargues et ses parents MM. d'Assas et de Bonald. Retiré après la campagne comme commandeur de Saint-Louis, il répara et agrandit le vieux manoir dont il portait le nom. Il y mourut avant que la Révolution eût humilié ses tourelles, mais échoué devant son donjon.

Les biographies modernes commencent à la naissance du héros et se terminent à sa mort. On ne saurait traiter ainsi les gens de race. On me pardonnera de n'avoir point coupé de ses racines celui dont je veux dire la vie.

Cette vie remplit de mœurs et de pensers antiques tout notre moderne dix-neuvième siècle. A une ère d'individualisme, d'instabilité et d'inquiétude, elle oppose un idéal réalisé de traditions, de fixité et de paix. Les seuls malheurs que dispense l'inévitable cours des âges l'assombrirent par moments. Aux intervalles réglés,

la mort comme la nuit tombait sur les vieillards; et bientôt rayonnait comme l'aube le sourire des nouveau-nés.

Né à la Roque, M. Pucelle y est mort sans presque jamais l'avoir perdue de vue. Ses études s'y étaient achevées sous la direction d'un bénédictin survivant à l'insigne abbaye de Conques. L'enfant apprit de ce moine le latin, la théologie, la paléographie, l'histoire nationale et locale dans la perfection. Il possédait encore quelques notions de sciences mathématiques et naturelles. Plus tard, il apprit l'italien pour lire Dante. C'était là tout son bagage intellectuel. Ce qu'il savait, il le savait à fond; or c'était la Sainte Bible, saint Augustin, saint Thomas, Bossuet, du Cange, Mabillon, dom Vaissette. Pour le goût, il l'avait simple, rude, franc, surtout chrétien. Il lisait Virgile, Horace, même Properce et Tibulle dans les éditions expurgées du père Jouvency, du père Tarteron et de leurs confrères. Deux versets de l'*Epître aux Romains* le renseignaient sur la corruption païenne mieux que les églogues, les élégies et les épigrammes; à toutes ces fadaises il préférait les *Géorgiques*. Il se les récitait au bord des claires eaux, sous les feuilles luisantes de ses châtaigniers centenaires. Je n'ai connu que lui pour dire avec un sentiment vrai :

*Pastor Arietæus.....*

Vers 1820, un grand événement se produisit dans la vie du jeune homme. Son père le conduisit au Monna. Déjà pair de France et l'un des Quarante, M. le vicomte de Bonald fit aux

MM. Pucelle le plus aimable accueil. Il leur laissa parcourir le trésor des lettres de M. de Maistre. Il leur montra quelques pages enflammées de l'abbé de Lamennais : « Mais, mon enfant, cet homme m'inquiète », laissa échapper le vieillard. M. de Bonald leur lut encore les belles pages des *Martyrs*. « Autant que je puis connaître les passions, » disait-il, « ce récit d'Eudore me paraît leur plus sublime expression. » Un jour, le courrier de Milhau apporta au Monna, avec *le Drapeau blanc*, un volume de vers. Le philosophe le parcourait d'un doigt négligent, lorsque soudain ses yeux se remplirent de larmes : il avait rencontré le *Crucifix*....

Au long du Tarn et de la Dourbie, de belles promenades consumaient les jours. Là Claude Pucelle entendit développer les principes constitutifs de tout ordre social. Il acquit ainsi la claire notion du Souverain, du Ministère public et du sujet. Qu'une nation pût exister, prendre conscience de ses intérêts permanents en dehors d'un chef, que ce chef pût être donné par une autre voie que l'hérédité, cela lui parut aisément absurde. Mais l'idée de hiérarchie lui parut dériver non moins nécessairement de l'idée d'organisation. Il conçut tout aussi peu l'Etat sans Noblesse que sans Roi. Il comprit que ses aïeux n'avaient si longtemps peiné que pour élever leur race à l'honneur (ouvert à tous) de servir le public sans récompense. Cette utilité gratuite lui parut le tout de la noblesse, sa raison d'être, en même temps que la condamnation des anciennes mœurs de cour, des ridicules usurpations mondaines et de l'ignoble

ploutocratie en formation. Dès lors, il jura de consacrer son effort à l'œuvre de la défense monarchique et de la restauration organique de la France pour la gloire du Souverain, l'honneur du Ministère et la prospérité du sujet.

Cette visite au Monna fixa la vie de M. Pucelle. Il ne quitta depuis son foyer que deux fois, afin de saluer Monsieur le duc d'Angoulême passant à Montpellier et Monsieur le comte de Chambord exilé à Frohsdorf. Parmi tant de réparations sociales urgentes, il lui parut qu'il pouvait s'appliquer à celles qui intéressent la famille et la province. Il eut de Mlle de Nant douze enfants en mémoire des douze apôtres. Sa dévotion avait bien voulu ne point viser au nombre des disciples. Il fit de ses fils des agriculteurs robustes et avisés. Avec le temps et beaucoup d'efforts, il parvint à transformer en terres arables des causses jusqu'alors incultes; mais jamais hêtres, châtaigniers, noyers ou chênes ne tombèrent sous ses coups. Il combattit comme une erreur fatale, presque comme une impiété, l'avaricieuse et funeste manie du déboisement. Ainsi aménagés, ses douze cents hectares de biens lui rendirent jusqu'à cinq pour cent. En 1868, ils rapportaient encore quatre. La rente descendit à un et demi vers 1896, époque de sa mort. C'était assez pour assurer aux hôtes de la Roque une large et généreuse existence.

Le beau moment, l'heure véritablement sociale de M. Pucelle fleurit en 1871. Alors, sous une assemblée où il voyait honorées toutes ses doctrines, sous un régime dont il pouvait espé-

rer le salut national, le solide vieillard ne refusa point sa part du service public. Juge de paix de son canton, il siéga comme l'image même de la Justice appuyée sur la doctrine. Dans la forte langue d'oc qu'il maintenait comme toute tradition, ses sentences se frappaient ainsi que dans le bronze. Durant les neuf ans de sa magistrature, il pacifia en effet. Au vif scandale des avoués, « le préliminaire de conciliation » ne fut pas un vain mot; le « rôle » des affaires civiles tomba au dernier rang de la statistique.

Révoqué en 1880, comme il se devait, M. Pucelle sentit que le temps était venu « de mettre un intervalle entre la vie et la mort ». Ses quinze dernières années se passèrent surtout à méditer ce grand passage. Le reste du jour il instruisait ses arrière-petits-enfants; à cette époque, il groupait autour de lui plus de soixante descendants. Il ne songeait point sans souci à l'avenir d'une si nombreuse lignée. « Mais, disait-il, si les conditions dans lesquelles j'ai continué la vie des miens ne sont plus réalisables, du moins n'est-il pas de données d'existence où ne se puisse maintenir une conscience droite et le sens de l'honneur désintéressé. » C'est dans ces sentiments qu'il mourut, un jour de Pâques fleuries, couché au lit même où il était né. Sans accident, comme un fleuve calme va de lui-même s'unir à la mer immense, l'âme de Monsieur Pucelle était rentrée au sein de Dieu...

## II

### Monsieur de la Roque.

Il est certain que plusieurs Messieurs Pucelle portèrent, sous l'Ancien Régime, le nom de sieur de la Roque. Ce vestige de féodalité disparut de l'acte de naissance de M. Pucelle le patriarche, lequel naquit en 1801. Plus tard, il parut inutile à ce sage d'allonger son nom. Il savait à merveille (et l'on savait alors en France) que la particule n'a point à la noblesse un rapport de nécessité. Mais l'état civil de ses enfants, dont les premiers vinrent au monde entre 1825 et 1830, fut régularisé. L'aîné devint donc M. de la Roque. Il ne put s'élever à mieux. Un jour que, par pure jeunesse, il s'était laissé aller à se donner du M. le Comte sur ses cartes, M. Pucelle le père envoya tout le paquet dans la cheminée. Il conduisit par l'oreille le vaniteux bachelier dans sa bibliothèque et lui fit lire ces judicieuses paroles du second d'Hozier :

« Quelque constant qu'il soit que tout noble n'est qu'écuyer jusqu'à ce qu'il ait plu au Roi de l'honorer d'une qualité suréminente, on paraît dédaigner aujourd'hui ce titre pour recourir à des qualifications aussi vaines qu'illégitimes. C'est être modéré que de se contenter du titre de chevalier, quoique l'on doive savoir que personne n'est chevalier par sa naissance. Il est nécessaire de réprimer des excès si opposés au bon ordre ; la gloire du Prince y est intéressée et l'honneur de la noblesse le demande. »

Tancrède-Claude Pucelle resta donc simplement Monsieur de la Roque, écuyer.

Quel que fût son parti pris d'enraciner tous les siens aussi fortement que soi-même, M. Pucelle jugea qu'il serait utile à son fils aîné d'étudier, pour un temps, hors de la Roque. Il n'était plus de précepteurs comme l'ancien moine de Conques. Le Concordat y avait mis bon ordre et le niveau intellectuel du clergé de France restait prudemment maintenu par tous les régimes au-dessous de l'étiage civil. Depuis 1830, toutefois, une renaissance catholique s'ébauchait. On était aux dernières années de l'ère orléaniste. De la chaire de Notre-Dame la voix de Lacordaire éveillait tous les généreux échos. M. Pucelle voulut procurer à son fils les émotions de cette grande parole et la vue de ce froc « qui était une liberté ».

M. de la Roque vécut quatre ans dans Paris. Sa première visite avait été pour l'illustre dominicain. Par lui, il découvrit des horizons nouveaux.

Il connut, il apprécia comme des primeurs, avec la vivacité d'un goût tout neuf, bien des principes sur leur déclin.

Le romantisme pâlissait : déjà l'habile Sainte-Beuve voyait poindre sur ses ruines une prose positive et une impassible poésie. Mais, à la Roque, on en était resté aux *Martyrs*, aux *Odes et Ballades*, aux *Méditations*. L'étudiant lut tout le reste en quelques mois. Il fut transporté. Il accommoda comme il put à ses traditions tout ce lyrisme débridé. Il crut mieux comprendre l'auguste cathédrale en lisant Hugo commenté par

Montalembert. Il expédia le livre à M. Pucelle, qui, dès les premières pages, le jeta au feu.

Le régime parlementaire ne paraissait pas moins décrépit à qui ne débarquait de l'Aveyron. Pourtant, que de voix sonores à écouter, que de regards dominateurs, que de beaux gestes ! M. de la Roque ne manqua pas une seule année la discussion de l'Adresse. Il entendit rugir Berryer et glapir M. Thiers. M. Guizot l'irritait, tout en le subjuguant. Il vénérait en Monsieur le chancelier soixante ans de politique. Surtout il se laissa gagner à l'entregent, à la souplesse, à la grâce de M. de Falloux. Cet esprit qui embrouillait tout avec tant de clarté, qui de notions si nettes composait de si équivoques programmes, fut pour lui le *duca e maëstro* que pour son père avait été le haut et grave philosophe du Monna.

Lorsque le temps fut venu de regagner son clocher, Claude de la Roque, ancien élève de l'Ecole des Chartes, emportait des amitiés illustres, un savoir varié, un esprit assoupli, le goût des mots, la superstition de l'éloquence, un mystique optimisme et tous les penchants dont se composait en 1850 un catholique libéral. Ni sa foi, ni ses mœurs n'avaient souffert. Le métal restait aussi noble, mais la trempe s'était amollie.

Dans le grand silence politique de l'Empire, l'honnête, joyeuse et féconde vie des champs recommença. Sans qu'il sortît du manoir, par le seul jeu d'une active correspondance, M. de la Roque restait des mieux renseignés. Falloux, Montalembert, Cochin, Foisset acceptaient son

hospitalité. L'impérieux libéral que fut l'évêque d'Orléans séjourna huit jours à la Roque. Il approuva fort un travail du châtelain sur la question romaine auquel il ouvrit les portes du *Correspondant*. Par situation de famille, comme par ses qualités propres d'intelligence, de savoir, d'intégrité, d'active et discrète bienveillance, M. de la Roque devint aisément une de ces autorités sociales naturelles, telles que Le Play, « ce Bonald rajeuni et progressif », en souhaitait à la France. Il était désigné (après tant de désastres et son devoir de mobile accompli) pour représenter ses concitoyens à Bordeaux et à Versailles.

Toute la vie de cet honnête homme aboutit à ces trois années. Avant 1871, il se forme. Il meurt (tout en se survivant) le 29 octobre 1873.

Avec quel sentiment de profonde et religieuse douleur il entreprend sa tâche ! J'ai sous les yeux une lettre datée de Bordeaux, du jour même que fut consentie l'amputation de la France. « Au moment où je vous écris, » dit-il à Mme de la Roque, « on scrutine à la tribune sur cette exécrable et nécessaire paix. Dans un instant, appelé à me prononcer par l'appel nominal, je voterai ce traité la mort dans l'âme ; mais du fond du cœur j'offrirai à Dieu tout ce que j'ai, tout ce que j'aime, jusqu'à nos enfants, pour que notre infortunée patrie reprenne un jour son rang dans le monde... »

On entend assez d'où un homme de ce caractère espérait le salut à venir. Il l'espérait de la grâce et d'un renouveau de vie chrétienne dans la société comme dans l'individu. Il l'espérait

du Roi, et sa tâche politique fut de préparer l'avènement de Henry V. Mais que de difficultés à vaincre, que de malentendus à dissiper! Un moment on a cru que le comte de Chambord allait, dès février 71, se montrer à Bordeaux et y proclamer son principe. M. de Falloux a vivement combattu ce projet; M. de la Ferté l'a fait rejeter. Puis le Roi est venu à Chambord; il y a, par son premier manifeste, arboré le drapeau blanc. Aussitôt un autre drapeau est brandi et « chéri » à la tribune par le duc d'Aumale. Chaque fraction d'une assemblée si évidemment monarchiste se surveille, se suspecte, se dénonce. Une presse intempérante verse de l'huile sur le feu. A travers tout, M. Thiers intrigue. C'est dans ces conditions que doit négocier et agir M. de la Roque, membre de l'Assemblée nationale et l'un des directeurs de la Droite modérée.

Qu'eût fait en cette occurrence M. Pucelle le père? A coup sûr, il eût figuré aux « chevau-légers » plutôt qu'aux « Réservoirs », entre Franclieu et Belcastel plutôt qu'entre Broglie et Decazes. Pourtant il ne condamne point son fils. Assuré de sa droiture, confiant en son habileté, il attend d'elles un accord entre l'Assemblée et le Roi. Hélas ! les malentendus persistent ! L'âme légitimiste et l'âme orléaniste s'affirment plus que jamais incommunicables. La contradiction éclate entre la Royauté et le Parlementarisme. Les parlementaires ont perdu le sens du réel ; la vie pour eux sort du sein des commissions ; la France se limite aux portes de la galerie des tombeaux. Plus juste, plus profond, plus ferme politique, le Roi lui-même est-il

sans erreurs ? Jadis le philosophe cher à M. Pucelle écrivait : « L'acharnement que des législateurs ont mis à conserver trois couleurs dans nos enseignes annonce un profond mépris pour une nation qu'on croit capable de se passionner pour de semblables puérilités. » Et c'est d'une puérilité identique qu'Henry V fait dépendre la fortune de la Monarchie !

M. de la Roque est à Lucerne ; il est à Anvers, à Goritz, à Frohsdorf. Il s'épuise en démarches, en visites, en lettres et en discours. Un jour tout est perdu ; tout est gagné le lendemain. Pendant trois ans, il se représente la France comme une pyramide oscillant sur sa pointe. De quel côté va tomber notre mère ? Enfin l'union semble faite dans l'assemblée. La commission des Neuf est élue : pendant deux mois elle gouverne. Le 5 août 1873, M. le comte de Paris salue M. le comte de Chambord à Frohsdorf. Le 14 octobre, M. Chesnelong est à Salzbourg. Le 22, les groupes de droite, dans la joie, apprennent que la monarchie est faite... Et le 27 éclate la lettre de « Celui qui fit le grand refus ».

Accablé du coup, M. de la Roque assista à la dernière réunion des Neuf. Il vit ses collègues se séparer dans les larmes. Il ne voulut pas les abandonner. Il était à son banc dans cette triste séance de novembre où fut voté le septennat. Un huissier vint le prévenir qu'un inconnu l'attendait au pied de la statue de Louis XIV. Il trouva Monsieur le comte de Chambord, la figure cachée d'un manteau : « Ah ! La Roque, tout est fini !... Comment ont-ils pu ?... »

Le lendemain de ce jour, après avoir entendu la messe aux Capucins du boulevard de la Reine, le Prince repartait pour l'exil et le député pour sa province. Ils n'en devaient plus revenir.

M. de la Roque vécut encore dix ans. Il se taisait. Le chagrin était en lui et, quoi qu'il fût sans faute, le remords. Il percevait confusément qu'il avait dégénéré de sa race et, par l'illusion libérale, nui, en une heure décisive, à cette France tant aimée !...

## III

### Gabriel de la Roque.

Dans la famille dont ces notes retracent l'évolution, parmi la pullulante lignée sortie de Monsieur Pucelle, Gabriel-Claude de la Roque, l'un des fils du député, m'apparaît comme le plus typique représentant du troisième degré. Mais, parce qu'il vit sous mes yeux, peut-être le vois-je moins distinctement; parce que la courbe de son existence n'est pas fermée, peut-être le dessin en paraîtra-t-il moins net. Je ne nierai pas qu'il soit autrement complexe que son honnête père et que son grand aïeul. Surtout il est moins « social ». Or c'est l'homme social qui nous intéresse. Par la façon dont ce caractère a pu s'affaiblir en un la Roque, on jugera des ravages d'un siècle abandonné au sens individuel.

Au fond d'un bar illustre entre les grands bars, à l'heure où les tziganes grincent avec le plus d'âpreté, où commence à défiler sa parade l'étin-

celant bataillon des grues, on voit, presque chaque nuit, s'attabler un haut et robuste garçon. Certes, il a fallu une forte race, bien des générations de vie rurale, active, continente et saine pour fabriquer l'estomac de ce soupeur, pour organiser les nerfs résistants de ce noctambule. La persistance du type mental n'est pas moins surprenante. Elle éclate lorsque, déviant de la grivoiserie imposée par le milieu, la conversation s'égare jusqu'aux grands sujets. Ce n'est point alors pour l'observateur un médiocre étonnement que d'entendre développer, entre deux cocktails, les théories de la *Législation primitive* et de la *Réforme sociale*.

Il y a mieux à faire qu'à se scandaliser d'un tel contraste : il faut analyser et comprendre l'antinomie des principes et des mœurs. Ce n'est pas qu'il convienne d'exagérer la valeur doctrinale du capitaine Gabriel de la Roque. On voit assez qu'il ne possède ni la solidité théologique du patriarche, ni la brillante instruction de l'orateur qui le formèrent. Mais ce qui, chez eux, était conviction est devenu instinct chez leur descendant. Lorsque M. Pucelle et M. de la Roque combattaient les sophismes philosophiques ou politiques aujourd'hui triomphants, ils luttaient avec les pures armes de la logique : leur raison seule s'indignait. En leur héritier, il semble que les sens eux-mêmes aient pris parti ; et l'on devine que les mots du langage démocratique blessent son oreille comme des coups.

L'hérédité mise à part, j'ai souvent essayé d'expliquer ce caractère par ses souvenirs de petit Versaillais. Les tragédies qui éveillèrent cette

âme, qui l'*informèrent*, à jamais, entre la dixième et la treizième année, datent de ce Versailles de 1871 dont nous avons dit la confuse et ardente vie. Tous les principes, tous les rêves, toutes les convoitises, tous les sentiments divers qu'évoquent les mots de Patrie et de société, bouillonnaient dans cette fournaise et cherchaient à y ordonner une France nouvelle. Mais plus que toute autre cause la Commune enracina pour toujours en Gabriel l'horreur de cette anarchie qu'il aime à poursuivre jusque sous ses plus roses déguisements. Des hauteurs de Meudon, il vit flamber la ville. Dans la nuit claire, des colonnes de fumée montaient et tout à coup crevées s'épanouissaient en langues de pourpre. D'une voix étranglée un officier essayait de situer ces brasiers : « Ceci c'est les Tuileries... cela le quai d'Orsay... la Légion d'honneur... » Les canons tonnaient encore, mais faiblement, dans le lointain. Les cœurs éclataient ! On ramena l'enfant les dents crochetées, l'œil fixe, et toute la nuit il délira...

Il a raconté souvent qu'au lendemain de cette soirée, jouant avec ses frères sur l'avenue de Paris, un hideux cortège de prisonniers et d'incendiaires défila devant eux : « Voilà-t'il pas que, sur je ne sais quel ordre, un de ces gredins se redresse et crache à la figure de l'officier !... Mon cher, je n'étais qu'un bon petit gosse qui n'aurait pas fait de mal à une mouche... mais j'ai vu l'homme abattu d'une balle presqu'à mes pieds... Et nous nous sommes alignés, les cinq moutards, pour faire un beau salut militaire au lieutenant !... »

De telles visions interprétées par un esprit médiocre mais sain fournirent à l'adolescent ses premières données personnelles de politique positive. L'éducation bâtit sur ces pierres angulaires. Jamais Français n'atteignit à l'âge d'homme plus apte à servir son pays ; mais ce fut en un temps où les vaincus de l'Internationale prenaient leur revanche.

A vingt ans d'intervalle, nous retrouvons le petit Versaillais capitaine de spahis. La considération du service public le plus noble, le plus urgent et déjà le plus calomnié par les traîtres a déterminé les Pucelle à souffrir ce déracinement. On doit avouer que ce fut au préjudice de la traditionnelle austérité. Ainsi émancipé, le jeune homme mit du respect humain à démentir par des faits les plaisanteries faciles que son nom patronymique inspirait au *mess*. Ses parents étant morts, qui seuls le pouvaient amener au mariage, le Rouergue vit ce scandale : un la Roque de trente ans célibataire ! Toutefois, il se battit bien. Il revenait, blessé et décoré, de Madagascar, lorsqu'il crut pouvoir solliciter un poste avantageux. On lui fit entendre qu'une affiliation à la loge des *Trinosophes et du Parfait Amour* avancerait singulièrement ses affaires. Il gratifia l'entremetteur d'un coup d'épée et se résignait, dès lors, à vivre dans la disgrâce d'Aïn-Sefra, lorsque l'éclat de « l'Affaire », l'emplissant d'un irrésistible dégoût, le contraignit de revendiquer sa liberté...

Ici s'arrête, dans le présent, la vie de Gabriel de la Roque. N'ayant point la tête philosophique, il occupe ses loisirs comme il le peut. Il marque

parmi nos sportsmen. Tout le monde sait que, par son poulain Bel-Abbès, il tenait à sa merci un prix illustre, lorsque l'effroi d'une présentation obligatoire pour le vainqueur le contraignit de déclarer forfait. Il fut des premiers à pratiquer l'enivrant automobile. Modérant d'une main la robuste et souple machine où frémit la force de vingt-quatre chevaux, on le voit, tous les matins, prendre avec autorité et précision le tournant de la rue Royale, et, devant lui, décroissent les triomphales avenues, les onduleux massifs, les côtes en un instant effacées. Enfin l'on affirme que, jaloux des lauriers de M. de la Vaulx et de M. de Castillon, un aérostat aux couleurs de la Roque va tenter le double record de la hauteur et de la distance. Ainsi trompe son chagrin et son ennui un homme né pour servir et commander, un être social rejeté comme tel par la force occulte dont le but en France est de tout dissocier...

LOUIS-NUMA BARAGNON.

# *SUR LA HIÉRARCHIE*

[Les réflexions que l'on va lire font partie d'un travail sur Nietzsche dont nous avons publié déjà, on s'en souvient, des fragments importants sous ce titre : *Nietzsche et l'anarchisme* (numéros des 15 novembre, 1er et 15 décembre 1899).

Notre ami et collaborateur Pierre Lasserre veut bien nous autoriser à imprimer ces notes, qu'il n'a pas eu le loisir de compléter, mais où il poursuit la justification de cette même thèse psychologique et morale qu'il indiquait déjà dans ses articles de 1899 : à savoir que dans une intelligence libre et entière, comme celle dont Nietzsche nous donne l'exemple, le sens de l'inégalité, de la diversité des choses, s'achève en une perception facile de leur hiérarchie et de l'ordre qu'elles réalisent, et non point en quelque rage anarchiste et niveleuse, comme il arrive chez nos « prophètes » révolutionnaires.]

## I

Les Grecs considéraient la cité comme une œuvre de raison et comme une œuvre d'art. Non pas que l'utopie les séduisît. Athènes n'eût jamais pris au sérieux ces vains plans d'organisation sociale, déduits de quelque idéal tout formé de logique et de justice absolues, qui en

imposent si facilement aux modernes. Dans ces phalanstères, dans ces imaginaires Salentes où notre naïveté est trop disposée à reconnaître, sinon l'effort d'une puissante raison constructive, tout au moins le rêve d'un cœur généreux, loyalement humain, ces naturalistes n'auraient pu voir que les aberrations pauvrement fructueuses d'intelligences disqualifiées, perverties par l'isolement ou par la révolte. Platon lui-même — cet Hellène pourtant équivoque, à moitié gâté par l'Asie — mêle à l'idéalité de ses constructions un fort ingrédient de réalisme.

On voit comment, dans sa République, la ronde et chimérique géométrie du communisme d'Etat est corrigée par le principe d'une hiérarchie sociale fondée sur l'inégalité des hommes. En même temps qu'harmonieuse et complaisante à l'ordonnance, la conception politique des Grecs était donc positive et conforme à la nature. Ils se représentaient la cité parfaite à l'image d'un corps humain vigoureux et beau. Ces deux sortes d'économies leur paraissaient avantageusement comparables. L'existence du corps de l'Etat dépendait à leurs yeux de la même condition essentielle que l'existence de l'organisme vivant : savoir une hiérarchie de fonctions internes, égales en nécessité, mais non pas en dignité. Platon dit que, dans la République, les magistrats et les philosophes sont la tête, les guerriers le cœur, les artisans et les laboureurs le ventre. Or, si l'activité du ventre et des viscères s'emploie toute à la conservation de la vie physique, il n'en est pas de même de l'activité de la

tête, organe noble, dont une bonne partie est prélevée par la pensée, l'art, la philosophie, fonctions de luxe et de loisir. Les parties viles de l'organisme travaillent donc à la fois et pour le bien-être du tout — d'où dépend le leur propre — et pour les plaisirs spéciaux des parties supérieures. A ce dévouement nécessaire les premières ne perdent rien, car, incapables de subsister et de se régler par elles seules, elles ont besoin de l'harmonie générale, laquelle serait évidemment compromise si l'organe dirigeant, sentant se tarir la source de sa nourriture, devenait inquiet et fiévreux. Pléthorique, le cerveau ne pense guère, mais, émacié, il pense mal, il a des visions. Ainsi sa bonne alimentation importe au corps tout entier. Les Grecs comprirent à merveille l'unité de la matière et de l'esprit en l'homme. En faisant de l'âme la « forme » du corps, Aristote marque la relation étroite de la pensée, de sa qualité, de ses modes avec l'individualité physique; l'âme n'est pas un principe absolu, toujours identique à soi-même, mais un certain degré de liberté, de sagesse, de clairvoyance, de générosité, de bonheur qui caractérise chaque homme et que le tact apprécie. Doctrine souverainement naturelle, à égale distance d'un matérialisme pesant et de la folie chrétienne de l'Esprit pur, de l'Esprit néant. Il n'y aurait qu'à appliquer d'aussi heureuses intuitions de la réalité humaine au problème de l'Etat pour concevoir, comme par enchantement, l'harmonie profonde qui existe entre les fins d'utilité générale dont le souci s'impose primordialement au politique, et les

fins de civilisation supérieure, de perfectionnement humain dont il a l'amour.

Nietzsche a plusieurs fois écrit qu'un peuple, une race — à les considérer matériellement comme suite de générations, foison d'anonymes, — ne sont que la matière gâchée par la nature en travail de trois ou quatre grands hommes. Peut-être cette vue trahit-elle chez ce classique et cet athée qu'est Nietzsche un reste de romantisme et de christianisme, un goût de sang, de victimes et la manie de la justification. Pourquoi les grandes âmes, les royales intelligences, les sociétés choisies où s'entretient la fête des délicates et belles mœurs, ne seraient-elles pas la parure d'une nation qui ne s'est pas sacrifiée, mais a trouvé son profit à les produire? C'est encore une idée d'Aristote que le plaisir résulte d'une activité conforme à la nature, ou plutôt qu'il s'y ajoute comme à la vigueur de l'adolescence sa fleur. On pourrait dire pareillement que dans la cité le beau s'ajoute de lui-même à l'utile. Quand la prospérité et l'ordre publics sont assurés par la collaboration suffisamment bénévole de tous, quand chaque citoyen, ayant, pour ainsi parler, le naturel de sa fonction, ne peut que trouver normal et juste un état de choses qui, en l'y bornant sagement, l'y contient et l'y protège, alors il est permis à quelques esprits de jouir, alors il y a place au sommet de la cité pour l'art et pour la philosophie. Que si, au contraire, par le fait d'une politique ou chimérique ou pas assez observatrice, un désaccord général arrive à régner entre les opinions, c'est-à-dire, au fond, entre

les caractères et les conditions, si l'inquiétude publique assure d'avance du crédit aux premiers plans venus de réforme sociale ou morale et rend l'heure propice aux prophètes, aux détenteurs de vérité absolue, dans ce cas l'état de désintéressement nécessaire pour la création de la beauté et pour un usage épicurien de la pensée ne se réalisera qu'à grand peine. Les hommes es plus ingénieux, les plus nettement marqués pour une vocation de luxe, resteront sans emploi. Idéalistes peut-être, mais idéalistes avisés, faut-il dire ironiques ? les Grecs trouvaient à un ordre politique fondé sur la hiérarchie naturelle des hommes ce double avantage de procurer le bien-être général et de permettre à une élite les plaisirs de la contemplation.

Cette doctrine est assurément aristocratique, mais non pas au sens féroce ou dédaigneux. Une politique aussi soucieuse de ne demander à chaque citoyen qu'une activité en harmonie avec son naturel et, par une évidente conséquence, de lui assurer la conservation d'un naturel en harmonie avec le genre d'activité dont il est capable, une telle politique mérite le nom d'humaine et de bienveillante. Elle semble autrement apte à procurer la plus grande somme possible de bonheur public qu'un système de gouvernement qui prétendrait appliquer à la conduite des hommes quelque conception idéale et conjecturale de l'humanité. Sans doute elle sanctionne des privilèges ; ou plutôt elle définit des compétences pareillement nécessaires, bien qu'inégalement précieuses. Mais où prend-on que des privilèges ne soient que des plaisirs et non des

charges? C'est une désignation fort onéreuse que celle qui nous distingue publiquement, légalement, comme des êtres mieux nés que d'autres, c'est-à-dire comme les maîtres de la générosité, de la magnanimité, de la bravoure, de la hauteur de cœur, de la maîtrise de soi-même, des belles façons. Mais la vérité est que dans cette République dont rêvaient les penseurs grecs et qui n'était utopique peut-être que pour ne pas tenir assez compte de l'utopie, de l'élément démagogique et visionnaire, tout était magistère et privilège. A chaque spécialité de fonctions correspondait psychologiquement le monopole de certaines vertus. Chaque classe sociale se distinguait par des traits non seulement matériels, mais moraux, humains. Il faut bien dire ce qui dans toute conception aristocratique et traditionnelle offense le plus les démocrates modernes : ce n'est pas précisément le principe de l'inégalité politique, mais plutôt la franchise à reconnaître le fondement de l'inégalité politique là où seulement il réside : dans les inégalités naturelles.

Ils voudraient que celles-ci fussent niées — effrontément — et que la cité, impuissante sans doute à faire passer tout le monde par les plus hautes charges, proclamât tout au moins une sorte d'égalité métaphysique, spirituelle, entre les hommes, la pareille valeur de toutes les consciences, de toutes les âmes. Obligés de renoncer pratiquement à la folie de leurs vœux puérils, ils admettraient à la rigueur que toutes les fonctions ne fussent pas l'objet des mêmes honneurs, mais à la condition que chacun fût

admis au même titre à se prononcer sur la religion et sur la morale. Or, de toutes les prérogatives possibles, il n'en est pas, justement, dont une répartition aveugle, une concession indiscrète, menaçât l'État et la civilisation de plus de dangers.

Plutôt prétendre tous les citoyens aptes de naissance à tailler dans le marbre un bel Apollon que de les faire indistinctement libres juges du juste et de l'injuste, du bien et du mal, du fondement des mœurs, des origines de l'autorité et de la mission de la patrie.

Souveraines questions réservées à moins de personnes encore que la sculpture et la musique, objet d'une plus précieuse espèce de compétence !

Un État où il n'y aurait que des premiers ministres serait moins exposé à la dissolution et à l'anarchie qu'un État dont tous les membres seraient augures ou pythonisses, interprètes des dieux. Car les dieux ont toujours ressemblé singulièrement aux âmes qui parlent sous leur inspiration. Et il n'est pas vrai que toutes les âmes soient égales. Il ne l'est pas davantage qu'une société organisée ait jamais pu se passer de dieux. Pas de pouvoir public qui n'ait tiré de quelque divinité son principal moyen de prestige et de gouvernement : divinités de marbre et d'or, divinités de pain azyme, divinités de bois... ou divinités de mots.

Mais l'existence d'une hiérarchie sociale ne se justifie pas seulement par l'intérêt politique et l'intérêt matériel de la nation considérée comme un tout. Elle est nécessaire à la santé et à

la beauté de l'espèce humaine. Elle profite à la dignité des individus de tout rang, je dis : du peuple non moins que de l'aristocratie. Le régime de la distinction et de la dignité des classes peut seul faire atteindre à la généralité des citoyens leur maximum de valeur morale et d'intelligence. Celui de l'égalité universelle les mène au dévergondage. En obligeant toujours le premier venu à manifester des opinions sur les intérêts les plus généraux de la civilisation et de l'Etat, il lui fait une loi de la sottise. Quoi de plus ruineux pour nous-mêmes que des devoirs ou des prétentions supérieurs à la sphère de compétence visiblement circonscrite par notre naturel? Cette immodestie nous rend nuisibles à l'ordre public, comme sont tous les mal assurés, tous les agités. Mais surtout elle nous défigure ; elle dépense en creuses paroles, en geste impuissants et mal ordonnés une activité qui, concentrée sur des objets adéquats, eût enfanté quelque chose. Troubler tous les hommes avec des soucis qui ne laissent de sang-froid que des têtes exceptionnellement averties! Le dogme fondamental de l'égalitarisme, c'est que si tous n'ont pas la science, tous ont l'inspiration. Verrons-nous jamais la réalisation de ce rêve humanitaire et protestant : les ouvriers de Paris penchant sur leur verre de vin des visages assombris par quelque rêve millénaire! Mais quand même le rôle d'hiérophantes, de révélateurs du droit et de la justice, des origines et des fins dernières, resterait en fait réservé à quelques docteurs professionnels, manieurs de mots, la farce ajoutée à l'histoire par le triomphe du

dogme égalitaire n'en serait pas moins scandaleuse, car la foule s'assemblerait autour des prophètes, en qui elle se reconnaîtrait; c'est d'elle qu'ils tireraient leur autorité. Or ce qui importe pour la qualité des produits de la « conscience » humaine, c'est de savoir s'ils seront jugés d'en haut ou d'en bas. Otez au peuple les clartés sûres et apaisantes que les traditions, l'antique religion du pays, lui fournissent sur l'ordre social et ses fondements, et persuadez-le que l'esprit de vérité souffle en lui comme le vent dans les forêts vierges, vous le vouez aux visions, au délire. Quels seront alors ses maîtres? Ceux qui lui offriront son image enorgueillie; des âmes sans mesure qui, sentant comme ces masses égarées, mais avec une impudeur, une fièvre extraordinaires, avec une horrible naïveté, moralement débraillées jusqu'à l'innocence et jusqu'au génie, lui parleront la voix de Dieu. Ainsi libéré, le peuple s'appelle plèbe.

Les Grecs avaient horreur d'une plèbe. Mais ils ne voulaient pas d'un peuple de fellahs. Ils pensaient à des forgerons sains et de forte humeur, parleurs, libres entre eux, respectables par leur maîtrise et leur marteau, remplis de proverbes et de malice, sûrs de leurs opinions morales et se sachant seuls juges de la conduite des filles et des femmes de leur état. Du moins ces traits peignent-ils assez l'idée d'un Français de bonne race qui a beaucoup de bienveillance à mettre d'accord avec sa raison politique. Il n'importe que dans cet aperçu de la belle cité grecque nous nous soyons soucié d'autre chose

que d'exactitude textuelle et ayons enrichi de quelques finesses psychologiques la construction aérée d'Aristote. Nous montrons ici que la hiérarchie des classes est une condition nécessaire de la sagesse du peuple, non pas seulement de celle qui tranquillise, pour un temps au moins, le pouvoir central, mais de celle-là plus encore dont le peuple lui-même jouit et peut tirer fierté. Il faut voir dans les dialogues de Platon avec quel sérieux ces jeunes gens délimitent le domaine du potier et du corroyeur et l'y déclarent maître. « Qui est bon estimateur d'un vase? demandent-ils. — Le potier habile. — Et de la chorégraphie? — Le maître à danser. — Qui est bon interprète des dieux? — Les prêtres et les augures? — A qui donc, ô mon fils, dirons-nous qu'il appartienne de juger des mœurs, de la religion et de l'ordre de la cité? — Aux meilleurs, ô Socrate (οἱ ἄριστοι), aux véridiques (οἱ ἀληθεοὶ), aux hommes bien nés qui ont l'âme belle (καλοκἀγαθοι). Ainsi leur parole concise sculpte en passant de belles et solides figures de maîtres artisans. Des foules d'hommes de peu de saillie individuelle se trouvent parés de dignité, leur impersonnalité même devient une sorte de grandeur.

PIERRE LASSERRE.

## *L'ANTISÉMITISME EN AUTRICHE*

---

Le puissant parti antisémite autrichien, qui marchait depuis dix ans de victoire en victoire, a vu s'arrêter brusquement, il y a deux mois, le cours jusque-là ininterrompu de ses succès : il a perdu quelques sièges aux dernières élections législatives.

Ce mince incident électoral, dû à des causes tout à fait étrangères à la question juive et au mouvement antisémite, a pourtant suffi pour que les Juifs de tous pays, — décrochant les harpes que le vent faisait mélancoliquement vibrer parmi le feuillage des saules auxquels, aux jours de détresse, ils les avaient suspendues *super flumina Babylonis*, — entonnassent des chants de triomphe à faire pâlir Marie sœur de Moïse et les vainqueurs de Béthulie. « Le Juif — a dit Drumont — est, après le crocodile, le plus musicien des animaux. » Vous connaissez le chant harmonieux des caïmans pour peu que vous ayez assisté à quelque séance de la Haute-Cour de Justice; si vous avez le courage de lire les articles où la *Neue Freie Presse* autrichienne et le *Temps* qu'on dit français (je ne sais trop pourquoi) célèbrent l'écrasement des antijuifs autrichiens, vous comprendrez facilement pourquoi Drumont n'a accordé à ses vieux ennemis que la seconde place dans l'art lyrique (exception faite, bien entendu, pour quelques maîtres chan-

teurs *di primo cartello*) : les mamelouks d'Hébrard sont encore inférieurs aux janissaires de Bérenger...

Les enfants d'Israël, experts dans l'art du *bluff* presque à l'égal des généraux anglais, espèrent qu'à force de se congratuler bruyamment d'un maigre et passager avantage, ils feront prendre leurs désirs pour des réalités et sèmeront le découragement parmi leurs adversaires. Il n'est donc pas inopportun de rappeler en quelques mots les patients efforts, les luttes acharnées grâce auxquels le parti antisémite autrichien est parvenu à conquérir Vienne et toute la Basse-Autriche : on verra que ce parti a, si j'ose dire, assez d'estomac pour supporter un échec sans fléchir.

*
* *

Toute l'Autriche-Hongrie était devenue, de 1848 à 1880, le paradis terrestre des enfants de Moïse. Exploitant fort habilement le courant d'idées *libérales* qui submergea, vers quarante-huit, la monarchie des Habsbourgs comme tout le reste de l'Europe ; affranchis politiquement et socialement par des utopistes aussi peu prévoyants que le furent nos bons aïeux en 1791 ; canalisant à leur profit le grand effort industriel qui suivit les innombrables inventions du début du XIXe siècle, et prélevant un tribut monstrueux sur toutes les richesses du pays par l'agiotage et les plus malhonnêtes spéculations ; habiles à pêcher dans l'eau trouble de toutes les révolutions, de tous les changements de politique même (et ils furent nombreux sous le règne de François-Joseph) ; cosmopolites ennemis-nés de

tous les nationalismes, auxiliaires merveilleux des Metternich, des Bach, des Schmerling, des Beust et des Auersperg dans la lutte insensée que ceux-ci avaient entreprise contre les franchises et l'existence même des petites nationalités de la monarchie, — et sachant, bien entendu, se faire payer fort cher ce concours ; prompts d'ailleurs à se mettre à la tête du parti libéral dès que l'absolutisme cessa d'être à la mode, après Villafranca, le dirigeant, l'exploitant et l'émasculant à leur seul profit; détournant contre le clergé catholique les colères peu clairvoyantes de la populace, ainsi que leurs concitoyens font en France depuis vingt-cinq ans; conquérant enfin, par des moyens sur lesquels je n'insisterai pas, le cœur et l'esprit de l'Empereur lui-même, — ils étaient devenus les maîtres absolus de la monarchie autrichienne. Ils peuplaient les administrations, le Parlement, les diètes; la presse entière était entre leurs mains. La Basse-Autriche était leur province d'élection : Vienne comptait (et compte encore) 120.000 Juifs parmi ses habitants ; son commerce presque entier leur appartenait.

***

Le Juif était alors au-dessus des lois. Non content de ruiner et d'asservir le *goy*, il pouvait lui prendre sa vie même quand tel était son bon plaisir; et quelques paysans hongrois, ayant osé s'indigner d'un effroyable *meurtre rituel* qui venait d'épouvanter leur village, déchaînèrent sur leurs pauvres dos les fureurs de l'Europe *éclairée*. On se rappelle cette fameuse

affaire de Tisza-Eszlar, sorte de repétition générale de l'affaire Dreyfus : un certain Salomon Schwartz était accusé d'avoir, aidé de quelques complices, égorgé *rituellement*, le jour de la Pentecôte, une jeune chrétienne du nom d'Esther Solymozi. Comme le petit juif Mortara, comme le gros juif Pacifico, comme l'affreux juif que chérit Cornély, le vulgaire assassin de Hongrie devint du jour au lendemain, voici quelque dix-huit ans, une manière de personnage européen. Les *libéraux* du monde entier élevaient vers Jéhovah leurs bras suppliants et branlaient leurs têtes indignées. Des comités se formèrent, et M. Trarieux, déjà protestant (1), et versant des larmes qui du moins, à cette lointaine époque, ne modifiaient pas trop le coloris de sa moustache gauloise, méditait déjà de fonder une Ligue pour la Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen. Le *Temps* s'emplit de jérémiades indigestes et le cadet des Leroy-Beaulieu encombra la *Revue des Deux Mondes* de sa prose éplorée. Les Hongrois, qui n'avaient parmi eux ni un Drumont, ni un Déroulède, reculèrent devant la meute intellectuelle, et les sympathiques assassins, condamnés par quelques magistrats et jurés qui avaient osé juger selon leur conscience, furent solennellement réhabilités... Un crime rituel ! Concevez-vous cela? A la fin du XIXe siècle !... Superstitions d'un autre âge, et patati, et patata...

(1) Protestant... contre l'attitude des juges et des braves gens d'Eszlar, bien entendu : que M. Trarieux, s'il lit ces lignes, se rassure et ne m'inflige pas le sort de notre amie Gyp !

Or le sieur Hülsner, sacristain de la synagogue de Polna, en Bohême, vient justement d'être convaincu d'un crime analogue, et les criailleries de quelques *Aurores* autrichiennes *n'ont pu sauver cette tête si chère*, qui doit être tombée à l'heure qu'il est, — au début du xx^e siècle ! C'est que l'Autriche a ses Drumont aujourd'hui.

*
* *

Le premier Drumont autrichien, le Drumont-prophète, fut un brave curé de Vienne nommé Sébastien Brünner, qui mena pendant dix-huit ans — de 1848 à 1866 — de rudes campagnes contre les Juifs et leurs alliés, prélats domestiqués aussi bien que politiciens anticléricaux, dans un petit journal qu'il avait fondé : la *Wiener-Kreuzzeitung*. Brünner était un lettré, écrivain de talent en même temps que mordant polémiste, mais il envisageait la question juive d'un point de vue trop exclusivement religieux : il en vit mal les côtés ethniques, politiques et surtout économiques; aussi fut-il un précurseur admiré d'une élite plutôt que le fondateur d'un grand parti.

C'est en 1882 que se constitua vraiment à Vienne le parti antisémite autrichien, sous le nom de *Reformverein*. Psenner, Buschenhagen, Schneider et Pattaï furent les promoteurs de ce grand mouvement qui rallia bientôt la masse des petits commerçants chrétiens. Ceux-ci avaient à souffrir, plus qu'aucune autre classe de la société, de ces vampires insatiables. Un pouvre *goy* installait-il un magasin? les Juifs avaient vite fait de le ruiner par leur concur-

rence déloyale, par le colportage et les grands bazars; empruntait-il pour conjurer la crise? il tombait entre les pattes crochues des Gobseck de Vienne, qui ne le lâchaient plus que nu comme un *Bambino* de Raphaël ou de Jean Bellin; quant au bas de laine où s'étaient amassés jadis les florins lentement épargnés, voilà longtemps que le pauvre homme, alléché par les réclames d'un journal juif (et tous les journaux étaient aux Juifs depuis que la *Kreuzzeitung* n'existait plus), en avait vidé le contenu dans les bureaux de quelque société par actions où les « pons cousins » viennois de Reinach, d'Arton et de Cornelius se l'étaient équitablement partagé...

Aussi les gros bataillons de la Reform-partei se recrutaient-ils dans le petit commerce : à Vienne comme à Paris, l'antisémitisme fut surtout une insurrection de la boutique contre le bazar et du travail contre la spéculation. Les paysans, ruinés par les accapareurs et les *bandes noires*, suivirent les boutiquiers dès qu'ils comprirent ce dont il s'agissait : quelque dix ans plus tard, comme de juste... Les ouvriers furent moins unanimes; l'aristocratie — quoique ni les Gyp, ni les Morès, ni les Bruc ne lui aient, certes, manqué (citons au moins le baron de Vogelsang et l'illustre prince de Lichtenstein) — ne se *désenjuive* que lentement.

Les fondateurs du Reformverein étaient actifs et courageux; et plusieurs, — surtout Schneider et Pattaï, qui furent les premiers antisémites élus membres du Reichsrath, — étaient des hommes d'une réelle valeur. Pourtant le parti manquait d'un chef, jusqu'au jour où le

docteur (1) Charles Lueger, chef du groupe *démocrate* (voilez-vous la face, ô Vaugeois!) du Conseil municipal de Vienne, adhéra définitivement aux doctrines antisémitiques, vers lesquelles il penchait depuis plusieurs années (1887).

On ferait un curieux parallèle (si ce petit jeu de société, si goûté au grand siècle, était encore à la mode) entre Edouard Drumont et Charles Lueger. Comme penseur et comme écrivain, Drumont a sur son émule de Vienne une incontestable supériorité; il eut, de plus, la gloire d'être un initiateur, au lieu que Lueger n'est (nous venons de le voir) qu'un affreux *rallié*. Mais le chef du parti antisémite autrichien l'emporte certainement sur l'auteur de *la France juive* comme organisateur et comme tribun; et puis il est fort bel homme, ce qui n'est certes pas un médiocre avantage pour le chef d'un parti démocratique. Grand, robuste, de belle prestance et d'une mise toujours élégante, doué d'une voix claironnante et d'un précieux aplomb, Lueger ne se sent pas plus dépaysé dans un salon qu'au Reichsrath (2) ou dans une salle de faubourg; il est aussi imperturbable, aussi maître et aussi sûr de lui quand il discute courtoisement avec Strobach ou Schneider que quand, grossièrement pris à partie par quelque *pangermaniste* mal embouché tel que Wolf ou Schœnerer, il quitte — afin de lui répondre congrûment —

(1) On sait qu'en Autriche les docteurs en médecine ne sont pas seuls à se parer de leur titre ; Lueger est docteur en droit.

(2) Lueger est député depuis 1883 ; élu d'abord comme *démocrate*, il a été constamment réélu comme antisémite

le style académique pour le style poissard, lui rend injure pour injure, menace pour menace, et l'accable d'outrages impassiblement.

Comment Lueger et ses amis conquirent de haute lutte l'Hôtel-de-Ville de Vienne, quels incidents dramatiques précédèrent et suivirent leur victoire, mes lecteurs se le rappellent sans doute aussi bien que moi. Aussi vais-je seulement résumer en quelques mots les péripéties de cette longue bataille : en 1888, il n'y a pas encore un seul antisémite parmi les 138 conseillers municipaux ; en 1889, les antisémites font entrer quelques-uns des leurs au Rathaus grâce à des élections partielles ; aux élections de 1891, ils conquièrent quarante-six sièges ; six nouveaux en 1893 ; ils sont 64 contre 74 en 1895, après le renouvellement des mandats de la 2e curie (1) ; les *libéraux*, impatients de prendre leur revanche, provoquent des incidents qui amènent la dissolution du Conseil municipal ; aux élections qui s'ensuivent, quatre-vingt-douze antisémites sont élus contre quarante-six libéraux (la curie des *petits censitaires*, la plus nombreuse, n'élit pas

(1) Les électeurs de Vienne étaient divisés en trois curies, pour les élections municipales : *a*) curie des gros censitaires ; *b*) curie de *l'intelligence* (professeurs, fonctionnaires, etc.) ; *c*) curie des petits censitaires. — Chacune des trois curies élit quarante-six conseillers.

Il y a deux ans, la majorité antisémite du Conseil municipal créa une quatrième curie, du *Suffrage Universel*, qui élit 20 conseillers. C'est ce que M. Alcide Ebray, de l'impartial *Journal des Débats*, appelle gentiment (si ma mémoire est bonne) « tripoter (*sic*) toutes les listes et bouleverser tout le système électoral pour s'assurer une majorité »... Bon Alcide, va !

un seul libéral); le nouveau Conseil élit Lueger bourgmestre de Vienne ; l'Empereur refuse sa ratification ; le Conseil réélit Lueger; l'Empereur dissout le Conseil. Nouvelles élections en mars 1896 : quatre-vingt-seize antisémites sont élus contre quarante-deux libéraux ! François-Joseph fait venir Lueger à la Hofburg et — comme un gamin buté qui voudrait bien céder, mais qui ne veut pas en avoir l'air — il supplie le triomphateur de renoncer à la dignité de bourgmestre *pour quelques mois seulement* et de faire élire un de ses amis. Lueger, bon prince (car le plus prince des deux n'était pas le Habsbourg), condescend et fait nommer son ami Strobach. Il est lui-même élu vice-bourgmestre ; et bourgmestre à la session suivante... Il l'est encore.

*
* *

Les antisémites n'ont pas seulement conquis Vienne, toute la Basse-Autriche leur appartient et ils sont nombreux dans les autres provinces. Le groupe antisémite proprement dit et le groupe *chrétien-social* du prince Aloys de Lichtenstein sont aujourd'hui étroitement unis; et quant aux dissidents que le chevalier de Schœnerer avait entraînés avec lui quand, enragé de teutonisme et trouvant que Lueger combattait trop mollement les Slaves, il se sépara avec éclat de son ancien chef pour fonder un nouveau groupe prussien avant tout, ces *pangermanistes* insurgé ont été écrasés aux dernières élections municipales,

Et pourtant, aux élections législatives de décembre et janvier derniers, les antisémites se sont vu enlever six sièges. Faut-il attribuer cet échec à un recul de l'idée antisémitique ? Non

certes, mais seulement au degré d'acuité qu'a atteint en Autriche, depuis quelques années, la querelle des nationalités. Les Tchèques ont depuis longtemps relégué l'antisémitisme au second plan, absorbés qu'ils sont par leur lutte contre le *germanisme* ; en Galicie, où les grands seigneurs de la *szlachta*, presque tous inféodés à la Juiverie, *font* les élections à leur gré, le parti démocrate-chrétien et antijuif du « Père » Stojalovski n'a pu s'emparer que de quelques sièges. Dans l'Autriche allemande, les élections des conseils municipaux et des diètes se font encore sur des *plates-formes* religieuses, économiques et sociales, et la lutte contre le Juif y joue un grand rôle ; mais quand il s'agit d'envoyer des députés au Reichsrath, on ne se préoccupe plus que de choisir de bons Allemands slavophobes ; et aux antisémites, — quelques gages qu'ils aient donnés à ce *furor teutonicus*, — on préfère maintenant les énergumènes pangermanistes. Doit-on les en blâmer? Je ne le pense pas · il faut aux maux dont souffre leur pays des remèdes violents et radicaux, et l'on peut dire d'eux ce qu'a dit de la France Henri Vaugeois : « Les modérés leur font du mal parce qu'ils donnent à l'anarchie dans laquelle se dissout l'Autriche quelque chose de modéré comme eux et de presque acceptable... » (1)

OCTAVE DE BARRAL.

(1) Je ne note ici que les progrès de l'antisémitisme dans l'Autriche cisleithane. Depuis quelques années les antisémites commencent aussi à s'organiser dans le royaume de Hongrie, grâce à l'initiative des comtes Zichy et Esterhazy ; et en Croatie, surtout depuis les honteuses volte-faces du Juif nationaliste (!) Falk.

# LE VOYAGE D'ATHÈNES

(Nous sommes heureux de pouvoir détacher, pour nos lecteurs, de nouveaux feuillets des PROMENADES de notre collaborateur et ami Charles Maurras. On sait qu'elles doivent paraître d'ici quelques semaines chez l'éditeur Juven, 122, rue Réaumur.)

## La ville moderne.

L'antiquité, notre mère et notre maîtresse, faisait dire à ses sages : « Il ne faut pas juger un homme qu'il ne soit mort; une ville, que tu n'en aies passé le rempart; un voyage, que le terme n'en soit touché... » Mon voyage est fini. Les murailles d'Athènes sont loin derrière moi. Quelqu'un est même mort en moi; c'est l'inquiet pèlerin que j'étais, voici quinze jours. Je puis parler de tout cela autrement que par impressions et donner à mes sentiments figure d'idée générale.

Mais je dois tout d'abord quelques mots d'excuse aux lecteurs. Mes lettres des Jeux Olympiques leur faisaient entrevoir, s'il m'en souvient, une promenade sur l'Acropole et quelques entretiens relatifs à l'antique Athènes. C'est un sujet si noble qu'on me pardonnera d'en avoir été effrayé. Je m'y sens tout anéanti. Là-dessus,

j'ai prié mes amis parisiens de ne point faire de questions. Non que j'en sois à désespérer tout à fait de remplir un jour mes promesses. Peut-être que l'éloignement, le regret, les mélancolies du souvenir contribueront à vaincre cette timidité, d'ailleurs juste, et qui n'est que de la pudeur. Voyageur ignorant, venu en hâte, sans étude, mon langage n'ajoutera rien à ce qui fut dit; j'aurai rendu mon témoignage à la beauté. Pourtant, qu'on me fasse crédit; je parlerai d'abord de la ville moderne.

*
* *

Il y a quatre-vingt-dix ans, lorsque Chateaubriand pénétra dans Athènes, c'était une malheureuse bourgade turque. Quelques centaines de maisons couvraient la pente septentrionale de l'Acropole. Un petit mur semblable à la clôture d'un jardin tenait lieu d'enceinte : ville et muraille étaient propriété particulière du chef des Eunuques noirs de Constantinople.

Vingt-six ans plus tard, arriva Lamartine. La condition d'Athènes ne s'était pas améliorée; elle était devenue, au contraire, plus misérable. La révolte de 1821 avait attiré des malheurs nouveaux; et c'était presque en vain pour elle que les alliés des Hellènes avaient vaincu à Navarin. La cause grecque, devenue la cause de l'Europe, triomphait; l'indépendance était proclamée depuis trois années, et néanmoins, le Turc tenant toujours la citadelle, l'auteur du *Voyage en Orient* dut obtenir d'un janissaire l'accès du Parthénon.

Près des ruines antiques, il put voir les ruines faites nouvellement, aussi bien dans la ville moderne qu'entre les murs de Thémistocle et de Cimon. A la pauvreté de jadis s'ajoutait l'œuvre des boulets, de la mine et du pic.

C'est toutefois deux ans après le passage de Lamartine, en 1834, que le nouveau roi de la Grèce et le parlement grec vinrent se fixer à Athènes; dès ce jour, une Athènes nouvelle sortit du désert. Les commencements furent lents. Cela tint, paraît-il, au gouvernement du roi Othon. Ses collaborateurs venus avec lui de l'Allemagne n'inspiraient qu'une confiance médiocre aux gens du pays. L'opinion commune à Athènes est que, avant le mouvement de 1862, rien d'utile ne s'accomplit. Il y a bien de la rudesse dans ce jugement. Toute période organique est difficile. Tout règne improvisé, malheureux. Les esprits justes tiennent compte des efforts et des talents du premier roi de Grèce. Il n'en put bénéficier. Une insurrection de palais jeta hors de la Grèce le monarque et son entourage hyperboréen.

Sous la nouvelle dynastie, le développement fut aussi brillant que rapide. Beaucoup d'Athéniens en font honneur à la sagesse du roi Georges. On l'avait pris au Danemarck, un roi grec étant impossible. Il fut habile à se faire pardonner sa naissance. La plupart des Athéniens, gens exclusifs, se contentent de le louer d'avoir laissé faire aux Hellènes; ils sont fort jaloux de la gloire d'avoir suffi aux élégances de leur capitale.

Quoi qu'il en soit de ces divergences de juge-

ment, les faits éclatent. Au Pirée, où Chateaubriand ne vit pas une seule barque, et qui ne consistait en 1802 qu'en un couvent flanqué d'une baraque de douaniers, s'éveille une cité populeuse, commerçante et industrieuse, la seconde ville de Grèce. Athènes reste la première : elle avait, en 1870, 48.000 habitants : neuf ans après, l'on y comptait 10.000 nouveaux Athéniens. Or, ce chiffre de 58.000 a plus que doublé en dix-sept ans. C'est à plus de 120.000 âmes que se monte la population de la métropole du monde grec. Reste à savoir s'il n'y eut point de l'imprudence à développer de la sorte, en un royaume si petit, d'aussi vastes centres urbains. Que la population y soit accourue des campagnes ou qu'elle ait été empruntée aux cités de la Grèce esclave et étrangère, on peut se demander si tant de progrès n'ont pas quelque chose de fictif et sans doute de dangereux. Trop de nouveaux-venus peuvent gâter un peuple, et trop de paysans changés en citadins peuvent l'anémier.

Mais du seuil de la ville, il faut sentir qu'elle fut faite avec amour. Ses habitants n'ont rien épargné pour qu'elle fût belle ; au moins l'ont-ils faite très riche. Ils avaient leurs ressources et les richesses de leurs compatriotes les banquiers grecs dispersés dans tout l'univers ; ils se rappelèrent que leurs ancêtres possédaient des carrières de plusieurs sortes de marbre : le Pentélique tout doré, le Paros d'un blanc délicat dont on est ébloui, l'Hymette gris et bleu, l'Eleusinien noirâtre ; ces veines perdues furent rouvertes de manière à revêtir de marbre tous

les édifices publics. Cette précieuse pierre n'est point absente des maisons particulières; lorsqu'elle ne les recouvre point des soubassements jusqu'au faîte, on l'y voit courir aux corniches, rehausser le tour des baies et des issues, les marches des perrons, marquer les saillies des étages, enfin jeter partout une idée de richesse et de propriété lumineuses.

Trop jeunes pour avoir des écoles d'architecture, les petits-fils de Mnésiclès ont demandé, pour la construction de la ville, le secours des artistes et des savants de l'Occident. Mais l'Occident n'avait non plus aucun architecte. Il a envoyé ses maçons ; et ces messieurs ont travaillé du mieux qu'ils ont pu, c'est-à-dire avec conscience et maladresse. L'Allemagne se distingua par le mauvais goût de ses fils. Les Français ont coutume d'en faire des plaintes amères. Il est cependant naturel, toute considération de politique othonienne laissée à part, que nos premiers Athéniens aient chargé des Germains du soin de tracer leurs boulevards : ces bons barbares ont si scrupuleusement étudié l'art antique! Ils en parlent avec un respect si sincère, un zèle si touchant! Ce n'est pas qu'ils l'aient bien compris. Mais leur travail, par sa quantité, devait frapper et même étonner un peuple nouveau. La génération affinée qui se lève à Athènes commence de railler quelques-unes de ces constructions allemandes, faites en forme de caserne; les absurdes pastiches du dorique et de l'ionien feront bientôt sourire, et l'on regardera l'Académie, l'Université, la nouvelle

Bibliothèque comme l'on s'accorde déjà à regarder le Palais du roi. Ces nuances de sentiment n'ont, d'ailleurs, aujourd'hui, qu'une importance secondaire. La grande affaire pour une capitale âgée de soixante-six ans n'est pas de bien sentir, mais de sentir beaucoup.

Pour vivre finement, elle a l'avenir devant elle ; il ne s'agit que de vivre énergiquement.

*
* *

Les rangées de maisons de marbre, celles qui composent les beaux quartiers d'Athènes, se coupent à l'américaine ; je veux dire à angles aussi droits que le peut permettre la nécessité de se garantir du vent, de la poussière et du soleil. Cela est d'un air très moderne. Je m'attendais à pis encore. Un Hellène de mes amis m'assurait au départ que je retrouverais là-bas les beaux alignements et les hautes maisons qui l'émerveillaient rue de Rennes. Cet innocent me calomniait sa patrie. Les maisons athéniennes montrent des proportions fort nobles, mais elles n'ont, en général, que peu d'étages, trois au plus. Et cela cause même un léger défaut : comme les étages sont élevés, beaucoup d'appartements, d'ailleurs spacieux, semblent étroits et courts, par la hauteur majestueuse des plafonds ; on y est comme au fonds d'un puits. Cela vaut mieux que de se heurter le front sous nos portes.

Et, du reste, ce système de construction ne se présente que sur quelques boulevards d'Athènes, comme ceux du Stâde et de la reine Amélie,

l'avenue de Patissia. Tout le désagrément en est atténué par la grâce familière, par la bonhomie simple et spirituelle dont nos Athéniens savent approprier à leurs commodités ces froides bâtisses. Sur le seuil, il arrive qu'on se croie à Boston ou à Chicago; poussez la porte et gravissez le petit escalier exterieur qui, de la cour, mène au perron, vous retrouverez l'Orient, parfois même, à quelque détail de réminiscence naïve, la belle antiquité. Sur la fin de l'après-midi, les balcons du plus triste aspect se repeuplent de jeunes femmes en fraîches robes d'intérieur. Elles reçoivent là, comme dans un salon, les visites de leurs amies. C'est un motif de décoration qui en vaut un autre.

Tous ces quartiers sont parsemés de vastes jardins. Celui qu'on voit au centre de la place de la Constitution, devant le Palais Royal, est formé de quelques parterres d'orangers, que dominent de grands cyprès. Il y fait délicieux. Non que la fraîcheur soit extrême, mais cet air tiède est tout saturé des fleurs capiteuses qui s'ouvraient dans le moment même où s'achevaient mon séjour. Un peu plus loin, le Jardin Royal, planté de plus rares essences, verse dans toutes les avenues qui l'entourent un souffle plus léger dispersant le même parfum. Le soir venu, on aime en suivre la grille basse. C'est le lieu de la promenade. La société athénienne y échange le salut et le sourire quotidiens. De là, on pousse volontiers jusqu'aux jardins et à l'esplanade du Zappion.

Le Zappion est une sorte de palais populaire, élevé aux portes d'Athènes ; on y fait des con-

certs, comme au Trocadéro ; comme au Trocadéro, l'on y ouvre des expositions. Le patriote Zappa en fit don à la Grèce. Ces belles pierres blanches ne coûtèrent pas un denier au budget de l'Etat ni de la Ville. Le citoyen a tout donné, tout assuré. N'est-ce pas une idée touchante ? Les idées de ce genre sont fort communes à Athènes. A chaque pas, l'on y rencontre quelque fondation privée, devenue le bien du public. Et le public reconnaissant donne, comme il est naturel, à ce bienfait le nom du bienfaiteur. C'est ainsi que le Panghion est nommé de Pangha et l'Arsakion d'Arsakis, de Varvakis le Varvakion, de Rhizaris le Rhizarion. En général, ces bienfaiteurs n'habitent point Athènes ; ils ne sont même pas des sujets hellènes. Banquiers de Smyrne et de Constantinople, négociants de Marseille, de Trieste et de New-York, ils n'ont point oublié leur race ; ils le prouvent facilement. M. Averof, dont j'ai déjà dit les munificences, est le type de ces Hellènes excellents. Il va, dit-on, verser de nouveaux millions pour achever de restaurer son stade panathénaïque.

L'Athènes moderne s'enrichit donc à peu de frais. Elle s'embellira plus tard... J'en ai, quant à moi, l'assurance. Bien loin de me désespérer, quelques monuments déplaisants que je viens d'y trouver me confirment mon espérance. Ainsi a commencé l'antique Athènes. L'Archéologie m'est témoin que les premiers édifices de cette cité de Minerve n'étaient point tous très dignes de la ville de Périclès. Que firent les Attiques ? Au fur et à mesure que le Temps et ses plus rui-

neux collaborateurs, la guerre et les autres fléaux, couchaient au sol ces bâtiments babyloniens, égyptiens, mycéniens, les citoyens d'Athènes se gardaient de les relever; ils les remplaçaient par des édifices d'un goût meilleur. Enfin ce bon goût s'épura; il devint le maître du monde; Athènes devint incapable de souffrir plus longtemps la vue de ce qui subsistait des antiques sauvageries. Elles furent rasées. Quant aux matérieux, on les utilisa dans les constructions. Je souhaite cette fortune et cet usage à quelques maisons athéniennes d'aujourd'hui. En attendant, elles deviennent sans cesse plus commodes, et, comme on dit, plus confortables. J'y ai vu circuler l'électricité et le gaz ; des tramways couraient devant elles ; des distributeurs et des peseurs automatiques y étaient encastrés. Je crois même avoir reconnu de ces toiles incandescentes dont les savants occidentaux épurent et redoublent l'éclat d'un mauvais lumignon. Tant de nouveautés du même ordre, en un lieu si antique, m'ont fait plaisir.

*
* *

Telle est une partie, la plus vaste et la plus brillante, de l'Athènes moderne: Beaux quartiers, comme on dit, surtout riches quartiers, maisons neuves, murs frais, constructions récentes et si activement poussées que tout y change de physionomie en quelques années ; enfin, parfaite image de quelque jeune ville d'Amérique qui serait ennoblie par le génie du souvenir. En effet, ces rues droites, ces places symétriques, attes-

tent, ne serait-ce que par les noms illustres qu'on leur donne, de quel cœur passionné et fidèle nos Athéniens glorifient leurs pères antiques. Rue de Platon, rues de Phocion, de Sophocle, rues de Solon, de Thémistocle, comme je vous aimais pour le sentiment énergique dont me témoignaient ces beaux noms ! Les défauts de leurs édifices m'en étaient effacés, ou ces inscriptions me semblaient les purifier.

Le pouvoir des inscriptions en langue grecque est assez connu. Cette vertu leur vient de ce qu'elles ont de clair et d'harmonieux. *Platia Omônias*, *Platia Syntàgmatos*, cela ne veut dire que « place de la Concorde », « place de la Constitution », mais combien le vocabulaire latin, qui est devenu le nôtre (si bien fait cependant et, dans les deux exemples que voilà, si fidèle ment calqué sur les types grecs !), semble dép coloré, et pâle, et sans douceur auprès de son modèle ! Les hellénistes sont heureux. Car ils fréquentent le langage le plus « signifiant », comme disait Montaigne, que le monde ait jamais parlé.

CHARLES MAURRAS.

## *LA MÉDITERRANÉE STRATÉGIQUE*

---

Le Sénat a voté, il y a quelques jours, un crédit global de 169.871.000 francs pour l'amélioration de nos ports militaires et de nos bases d'opérations maritimes. C'est un chiffre respectable, mais qui n'a rien d'exagéré; j'oserai même le taxer d'insuffisance en raison des exigences des luttes navales prochaines.

D'autre part, en accordant au gouvernement une latitude de huit années pour l'emploi de ces crédits, on peut compter qu'il ne se hâtera pas de développer l'activité des chantiers. Une sage lenteur présidera à l'exécution de tous les travaux; nos adversaires, s'il leur plaît d'en profiter, auront tout le loisir de nous attaquer avant que notre programme maritime soit réalisé.

Sur cette somme globale, 79.554.000 francs ont été affectés au développement de nos points d'appui dans la Méditerranée, et c'est de ceux-ci seulement que nous nous occuperons aujourd'hui. Etant donné l'importance que prendraient, en cas de conflit, les opérations navales dans le bassin occidental de la Méditerranée, il est en effet du plus haut intérêt d'examiner, avec soin, les avantages que le pays retirera des nouveaux sacrifices consentis.

Il est permis de discuter certaines des dispositions du projet et de critiquer plusieurs des

mesures qui ont été adoptées. Comme toujours, des influences n'ayant rien de commun avec l'intérêt général ont été assez puissantes pour l'emporter dans leurs calculs égoïstes. Les jalousies de voisinage aussi bien que les rivalités politiques ont, les unes empêché de transformer l'étang de Berre en une rade superbe accessible à tous les navires, les autres interdit de développer le port de Philippeville et fait donner la préférence à Bône. Marseille a redouté la concurrence possible de l'étang de Berre, et les amis de M. Thomson ont voulu que son fief reçût des avantages que l'on refuserait à celui de son adversaire. C'est ainsi que chez nous se règlent maintenant les affaires de l'Etat !

Par sa position, par son étendue, par la profondeur de ses eaux, par la bonne tenue de son fond, l'étang de Berre, depuis longtemps, aurait dû être transformé et devenir le port principal de la France méditerranéenne. Mais avec l'accroissement du nombre et de la grandeur des navires de commerce et de la marine de guerre, on aurait, plus qu'autrefois encore, des raisons impérieuses d'ouvrir l'accès de cet étang qui doublerait dès lors Marseille et Toulon. Dans un pays où le Gouvernement serait, avant tout, soucieux de développer la richesse et la puissance nationale, on eût saisi avec empressement, on eût provoqué même toutes les occasions de créer là un outil indispensable au commerce et à la marine militaire. L'occasion s'offrait tout naturellement dans la présentation du projet relatif à l'outillage des ports de guerre. Cependant le projet gouvernemental ne

contenait aucune prévision de crédit pour l'étang de Berre.

Quelques députés se sont émus de cette omission. Ils ont, par voie d'amendement, demandé à la Chambre d'accorder une somme de 10.000.000 de francs, à l'effet de doter la France d'un excellent refuge pour la flotte commerciale.

Cette somme, déjà trop modique pour permettre d'atteindre un résultat sensible, fut réduite à 6.000.000 pendant la discussion. Que pourra-t-on faire avec si peu d'argent? Rien ou presque rien. Le crédit de 6.000.000 permettra tout au plus d'abaisser à 7 mètres le seuil de la passe de Port-de-Bouc, de porter à 30 mètres la largeur du canal de Port-de-Bouc à Martigues, et d'établir un pont tournant sur le canal du Roi. Et quand on aura fait cette dépense, c'est à peine si les navires de la flotte commerciale pourront pénétrer dans l'étang de Berre lorsqu'ils auront été allégés de leurs chargements ! Il faudra donc que les navires passent aux quais de Marseille avant de se présenter à Port-de-Bouc; ce sera pour eux une perte de temps et une augmentation des risques de mer. En d'autres termes, on dépensera 6.000.000 sans profit, car, si ce n'est en cas de blocus, aucun navire commercial n'aura intérêt à délaisser Marseille; il en sera de même pour nos navires de combat, qui, à l'exception des croiseurs de 3e classe, des torpilleurs et des sous-marins, ne pourront pénétrer dans l'étang. Les avantages remarquables que présente ce dernier ne seront donc pas utilisés.

Mieux eût valu dépenser tout de suite 50 mil-

lions, car l'on eût obtenu de cette façon un approfondissement de la passe d'entrée. Avec un étiage de 11 mètres on eût permis à tous les navires de pénétrer dans l'étang. On faisait là une œuvre complète et utile par excellence. C'était pour le bien de tous les Français, mais il n'en sera rien de par la volonté de quelques-uns. L'étranger aura probablement mis aussi son veto !

De l'autre côté de la Méditerranée, sur le rivage algérien, nos politiciens ne témoignent pas davantage de leur souci pour l'intérêt national. Aucun crédit ni en faveur du port de Philippeville, ni en faveur de celui de Bougie, n'est accordé, tandis que Bône va bénéficier de 2.600.000 francs. Le Gouvernement dans son projet n'avait rien prévu pour ce dernier port, il n'en avait pas été question dans les discussions au Palais-Bourbon, et c'est la Commission du Sénat, M. Cuvinot en tête, qui s'est arrogé le droit d'arranger les choses suivant ses préférences en interprétant le vote de la Chambre à sa guise.

Aucune mesure plus funeste ne pouvait être prise, notre escadre étant forcée de mouiller à plus de 8 kilomètres du port de Bône, alors qu'elle peut au contraire jeter l'ancre en toute sécurité dans le port de Philippeville. A cette propriété primordiale il s'en ajoute une autre, c'est que ce point est à peu près à égale distance de Bizerte et d'Alger, soit environ 165 milles. La flotte française serait, de ce mouillage, en mesure de se porter rapidement sur l'un ou sur l'autre de ces derniers points suivant les péripéties

de la lutte. La construction d'une cale de radoub s'imposait donc de préférence à Philippeville où un navire de 12.000 tonnes peut pénétrer, plutôt qu'à Bône où un croiseur de 2e classe entre difficilement.

Pour des raisons identiques, le port de Bougie était désigné. Aussitôt après la panique de Fachoda, la commission chargée d'étudier la défense des côtes d'Algérie avait été unanime à indiquer les services que rendrait sous le rapport militaire la rade de Bougie. Tout cela a été peine perdue. La raison d'Etat ne pèse pas un fétu dans un régime constitutionnel où l'on n'obéit qu'aux inspirations nées des intérêts particuliers.

Si les événements nous en donnent le temps, on remédiera peut-être un jour à toutes ces erreurs.

Il ne faut pas désespérer quand on sait que depuis vingt ans, malgré les objurgations les plus pressantes, la position de Bizerte avait été insuffisamment organisée. Ce n'est qu'aujourd'hui que les travaux hydrauliques nécessaires vont être exécutés afin de tirer de cette base magnifique les avantages qu'elle présente. Un crédit de 38.384.000 francs lui est alloué pour améliorer et défendre son avant-port et élargir le canal qui relie le lac à la mer. L'arsenal de Sidi-Abdallah recevra des jetées, des appontements. Le service des défenses sous-marines sera amélioré et des approvisionnements seront constitués pour les constructions navales et pour assurer les subsistances. Mais que de temps perdu !

A l'autre extrémité de notre possession africaine, nous n'avions rien à opposer aux forces anglaises de Gibraltar. On se décide enfin à organiser un point d'appui à Mers-el-Kébir, rade immense, il est vrai, mais trop à l'ouvert de la mer et n'offrant aucun abri contre les coups tirés du large. En face de l'inexpugnable forteresse des Anglais à Gibraltar, la position de Mers-el-Kébir sera d'une nullité absolue. Jamais une escadre ne s'exposera à tenter son ravitaillement dans le port oranais, où elle risquerait de se faire surprendre et détruire par des forces navales anglaises fondant sur elle depuis la côte espagnole.

L'embouchure de la Tafna, couverte en avant par l'île de Raschgoun, eût constitué un abri invulnérable. Même au prix de dépenses considérables, il ne fallait pas hésiter. Il m'en coûte de dire tout haut ce que bien d'autres pensent tout bas, mais ma conscience m'y oblige : c'est que des Français déchirés entre eux par la politique de parti n'eussent tiré aucun avantage de Gibraltar, et que les Anglais prévoyants et tenaces eussent créé depuis longtemps une base navale puissante à Raschgoun.

Si nous passons maintenant dans la Corse, nous constaterons une fois de plus la négligence et le manque d'esprit de suite de nos derniers gouvernements. Ce qui pouvait s'expliquer, alors que la France possédait en Europe une situation matérielle prépondérante et une force morale considérable, ne s'explique plus dès que cette force morale a été ébranlée par la guerre de 1870, et qu'autour de nous achevaient de se

constituer deux nationalités ambitieuses dont la puissance militaire et maritime allaient toujours croissant : l'Italie et l'Allemagne. Tandis que l'Italie, déjà unie à la Triplice, se liait à l'Angleterre par un traité d'alliance maritime, fortifiait la Spezzia, et créait de toutes pièces à la Maddalena de formidables positions et des arsenaux maritimes parfaitement organisés et outillés, nous laissions la Corse sans défense.

Le projet actuel essaie d'y remédier et de réparer le mal. Sans doute mieux vaut tard que jamais et Ajaccio, Bonifacio, Bastia, Porto-Vecchio vont recevoir un embryon d'organisation défensive : on consacre 3.600.000 francs à Porto-Vecchio pour en faire un centre de défense mobile, pour y laisser en permanence une division de port et y construire un dock flottant; mais on ne veut pas établir sur ce point un abri destiné à de fortes unités de combat, telles qu'une ou deux divisions d'escadre. De sorte que si nos forces navales étaient entraînées dans la mer Tyrrhénienne, que le sort ne leur fût pas momentanément favorable et qu'elles fussent refoulées sur la côte orientale de la Corse, aucun abri ne s'offrirait à elles. Un désastre comme celui de la Hougue serait alors à redouter, parce que, poursuivies au Nord par la flotte italienne et au Sud par la flotte anglaise, elles n'auraient aucun moyen d'échapper à l'ennemi. M. Cuvinot est opportuniste et optimiste ; il a confiance dans l'avenir : on verra plus tard ! dit-il avec une sorte d'inconscience sénile, comme si demain lui appartenait !

Nos adversaires probables ne se bercent pas d'il-

lusions. En gens pratiques, sachant que le temps perdu ne se rattrape jamais, ils ont accompli un ensemble de travaux habilement compris et d'efforts judicieusement coordonnés, leur donnant sur nous une avance et une prépondérance indiscutables. Même en exécutant sans nouveau retard le programme que vient de tracer le projet de loi dont nous nous occupons et que le Parlement a voté tout récemment, nous serons vis-à-vis d'eux dans un état d'infériorité manifeste.

La France, par sa position géographique, occupe cependant une situation stratégique privilégiée dans le bassin ocidental de la Méditerranée. Dominant le rivage Nord par les côtes de Provence et de la Corse et le rivage Sud par les côtes d'Algérie et de Tunisie, elle était appelée à devenir seule maîtresse des opérations navales qui pourraient, un jour ou l'autre, s'y engager. Au contraire, que voyons-nous? La convention anglo-italienne procurer à nos ennemis éventuels les points-d'appui de Gibraltar, de Malte, de la Spezzia, de la Maddalena et de Tarente, alors que la France ne peut encore compter que sur Toulon !

Pour compenser une situation si défavorable aux intérêts nationaux que la France peut, d'un jour à l'autre, voir sa destinée compromise, il n'y a plus qu'à espérer qu'un chef digne d'elle et de nous, s'emparant bientôt des rênes du pouvoir, mette fin à l'anarchie qui nous conduit à la honte et nous entraîne à la ruine.

ROBERT BAILLY.

## NOS MAITRES : HONORÉ DE BALZAC (1)

*Du gouvernement moderne.*

Le peuple ne voit jamais ; il sent. Le gouvernement doit voir.

*
* *

Rencontrer un grand prince est un effet du hasard ; mais se fier à une assemblée d'honnêtes gens est une folie.

*
* *

Le ministérialisme constitutionnel ne sortira jamais de ce dilemme, cruel pour les résultats que certains esprits en attendent :

Ou la nation sera soumise pendant longtemps au despotisme d'un homme de talent, et retrouvera la royauté sous une autre forme, sans les avantages de l'hérédité ; ce seront des fortunes inouïes qu'elle payera périodiquement. Ou la nation changera souvent de ministres, et alors sa prospérité sera physiquement impossible,

---

(1) D'un travail inédit de H. de Balzac, sur *Le gouvernement moderne*, publié par la *Grande Revue* du 1er décembre 1900, nous jugeons utile d'extraire les fragments qui suivent. La haute et complète pensée politique du philosophe et du moraliste français incomparable que fut Balzac apparaît ici en toute clarté. (N. D. L. R.)

parce que rien n'est plus funeste, en administration, que la mutation des systèmes. Or, chaque ministre a le sien, et il est dans la nature que le plus médiocre ait la prétention d'en créer un, bon ou mauvais. Puis un ministre éphémère ne saurait se livrer tout à la fois et aux intrigues nécessaires à son maintien et aux affaires de l'État. Il arrive au pouvoir en voyageur, se tire de peine par un emprunt, grossit la dette, et s'en va souvent au moment où il sait quelque chose de la science gouvernementale.

*
* *

Dans un temps donné, la dette publique, ce bilan des sottises, s'accroît. La faillite arrive. Seulement, elle se fait au nom de tous, au lieu de l'être au nom d'un seul, et un jour viendra — ce système durant — où les rentiers seront des espèces de gentilshommes, contre lesquels un peuple souffrant fera quelque terrible exécution. La rente sera un privilège d'oisiveté, haïe comme la noblesse le fut en 1790.

Qui produira la crise? Le principe de l'élection constitutionnelle étendue à tout, principe anti-gouvernemental, et sur lequel on veut fonder aujourd'hui toute l'action du pouvoir.

Jadis, l'élection a été excellente dans l'Église où se retrouve, à une époque très reculée, l'image d'un gouvernement parfait, qui a envahi le monde, et a croulé par la faiblesse de sa base. Rome n'était pas une puissance territoriale, mais l'Église était une masse souverainement intelligente, mue par une même pensée, une masse de bonne foi avec elle-même, sachant

bien ce qu'elle voulait, pompant toutes les supériorités, et ne les craignant plus parce qu'elle se les assimilait, enseignement dont les pouvoirs modernes profitent peu.

Retrouverez-vous ces principes générateurs d'une bonne élection dans la masse ignorante que compose une loi d'élection indéfiniment étendue en haine des privilèges et par amour d'une égalité impossible? La matière électorale actuelle tend toujours, dans ses choix, à se mettre en hostilité ou en contradiction avec le pouvoir. La loi assemble les médiocrités du pays; elles ne peuvent que produire une parfaite image de leur substance élective, car rien ne les pondère...

*
* *

Maintenant, supposez à tous les arrondissements électoraux une haute vertu; dépouillez ceux-ci de leur amour pour la localité; faites que celui-là comprenne que son député doit être le député de la France; rendez-les tous sourds aux petites rivalités départementales; accordez-leur une admirable entente des beaux caractères ou des grands talents que le pays doit nécessairement recéler; admettons une Chambre composée de hautes capacités! Qu'en adviendrait-il? Le Sénat de Venise. Les ministres seront les provéditeurs de la République. Chaque membre tendra fatalemenl à se perpétuer sur son banc, lui et sa famille, sans jamais se lasser de sa portion congrue de tyrannie. Le Conseil des Dix, ou le Comité du Salut public, — un pouvoir dirigeant quelconque, — renaîtra sous quelque appellation légale.

*
* *

A quel fatal instinct les peuples obéissent-ils donc en voulant se gouverner par eux-mêmes ?... Est-ce possible ? Qu'au moyen-âge, une commune esclave s'assemblât pour conquérir la liberté des personnes et des biens, administrât elle-même, par l'élection de quelques magistrats, une étendue de quelques lieues carrées, ce phénomène d'action populaire se conçoit. Alors, l'intérêt général est comme un intérêt de famille. Chaque citoyen en possède une intuition parfaitement lucide. Que Marseille, que la Normandie, que le Forez, le Lyonnais et le Dauphiné se déclarent républiques et gèrent leurs affaires par un conseil électif, nous comprendrons, même aujourd'hui, la constitutionnalité sur un terrain étroit. Là le despotisme est impossible. Car là les citoyens sont toujours en présence, et — de même que dans une petite ville où tout est à jour — il y a une police infaillible et un bon sens général auxquels il faut obéir. Mais qu'une grande contrée de deux cents lieues carrées, où il y a quatre ou cinq capitales, et autant d'opinions que de départements, veuille marcher dans une voie de grandeur, veuille prospérer, et conquérir ses limites naturelles par l'action mobile et paresseuse de la discussion parlementaire, par l'élection d'hommes purement locaux, par un système essentiellement changeant de délégations, avec une intelligence à bail de trois, six ou neuf années, par une action presque consulaire, dont les actes sont examinés par la foule avant tout résultat...

*
* *

Pour nous résumer, le gouvernement constitutionnel est plus cher, pécuniairement, que tout autre gouvernement, précisément *parce que tout y est légal*. Relativement aux individus, il comporte autant d'injustices qu'un gouvernement monarchique, parce que le pouvoir s'y résout par un homme. Seulement, elles sont commises par les masses. En le considérant sous le rapport du pouvoir, le ministérialisme équivaut, dans ses actes et dans ses mœurs, à la cour la plus immorale. Barras y est la monnaie de Louis XV. La graine des Narcisses, des Tigellins et des courtisans repousse dans tous les terrains autour de tous les pouvoirs. Encore un an, sous le gouvernement populaire le plus énergique de tous, et Robespierre avait son grand-queux, son introducteur des ambassadeurs et ses gentilshommes de la chambre. Olivier Cromwell n'en eût certes pas manqué. S'il avait eu sa cour de lords, sa maison régnerait peut-être encore sur l'Angleterre.

*
* *

Admettez un principe vrai : il n'y a pas de Chambre hostile au pouvoir ; mais il y a des gens ennemis des ministres, car la politique ne se fait qu'avec des hommes, et tous les hommes ont des passions.

*
* *

Ici se présentent des questions soulevées par bien des écrivains pleins de tendresse pour les malheurs, et disposés à bouleverser un pays pour des utopies. Il y aura des hommes qui vien-

dront parler philanthropie, propagation des lumières, humanité, morale, progrès, civilisation, etc. Ces gens sont ou des scélérats, qui veulent faire égorger un Etat à leur profit, ou des apôtres de bonne foi. S'ils sont consciencieux, ils doivent aller panser de leur mains les plaies du pauvre, essayer de l'instruire, de lui apprendre l'économie, et le secourir. Ou ils se lasseront de leurs œuvres, ou ils y persévéreront. Dans aucun cas leur zèle ni leurs opinions ne sont dangereux. Mais, si l'orateur est un sycophante, il faut le détruire à tout prix, l'acheter, le séduire ou le persécuter. Il mérite également une préfecture ou la prison. C'est un homme de gouvernement ou un fou.

Quant à l'instruction primaire, à la propagation des lumières, il est parfaitement indifférent de la proscrire ou de l'encourager. Que vous mettiez ou non la science à la portée de la classe indigente au moyen du Frère de la doctrine chrétienne, ou du Frère de la doctrine libérale, elle ne sera jamais absorbée que par l'homme appelé par son instinct, par son génie, à sortir de sa sphère de malheur. Il y aura toujours des hommes destinés à un travail mécanique continuel, et ceux-là ne liront ni les journaux ni Voltaire.

Ce que non pas l'humanité, non pas la philanthropie, mais l'intérêt de l'État réclame, et ce qui est d'une civilisation bien entendue, c'est qu'il sorte de l'esprit des lois sociales la faculté, pour les hommes capables, en quelque classe où le ciel les fasse naître, de s'élever à leur destinée...

H. DE BALZAC.

## PARTIE PÉRIODIQUE

# LES NUÉES [1]

STREPSIADE. — O nuées! c'est de vous que viennent mes malheurs, de vous à qui je m'étais confié corps et âme...

L'INJUSTE. — ... Et tu sauras délayer de verbeux projets de loi. On te persuadera aussi de regarder comme beau tout ce qui est honteux et comme honteux tout ce qui est beau...

STREPSIADE. — Seraient-ce des demi-déesses?

SOCRATE. — Pas du tout; ce sont les nuées du ciel, de grandes déesses pour les paresseux; nous leur devons tout : pensées, paroles, finesse, charlatanisme, bavardage, mensonge, pénétration.

STREPSIADE. — Aussi, en les écoutant, mon esprit a déployé ses ailes. Il brûle de bavarder pour des riens.

ARISTOPHANE.

### OU M. BERGERET CONFESSE PAR DEUX FOIS SA CROYANCE AUX MIRACLES

On avait longtemps tenu M. Bergeret pour un parfait agnostique. On l'avait aimé pour son

(1) Les *Nuées* forment un répertoire périodique des idées confuses, billevesées, sophismes paresseux et autres chimères cornues qui traversent l'air de ce temps et l'empoisonnent.

pyrrhonisme sans défaut. Mais la maladie dreyfusienne a frappé ses méninges. Et M. Bergeret, dans le même temps qu'il se montrait anticlérical, confesse sa foi à des miracles nouveaux. Il espère, il attend des « changements merveilleux » (1). Et le moindre ne sera pas ce collectivisme où l'on ne connaîtra plus d'État ; car, dit-il :

— *Dans ma république l'Etat sera sans désirs, comme les dieux. Il aura tout et il n'aura rien. Nous ne le sentirons pas, puisqu'il sera conforme à nous, indistinct de nous.* IL SERA COMME S'IL N'ÉTAIT PAS.

Si ces phrases limpides, qu'on dirait proférées par la voix de l'harmonieux Ariel, présentent un sens clair, nous pensons que M. Anatole France définit par elles non le « collectivisme », en vérité, mais l'anarchie. Et croire comme il le fait que dans la cité nouvelle l'ordre s'entretiendra spontanément, que tout s'organisera sous le seul effet de la contrainte morale, — comme il doit arriver dans une république où l'État est *indistinct* des individus, — c'est confesser sa croyance au moins intelligible des miracles.

Ce n'est pas le seul que M. Bergeret attende de sa cité métaphysique. Il est assuré que, ne comptant plus de pauvres ni de riches, on n'y verra pas non plus des bons ni des méchants et qu'on ignorera les ivrognes parce qu'on ne connaîtra plus les marchands de vins.

— *Papa*, demande la jeune Pauline, *je suis inquiète de savoir ce que tu feras de Clopinel dans ta*

(1) *Monsieur Bergeret à Paris*, p. 250.

*république* ; *car tu ne penses pas qu'il vive des fruits de son travail?*

— *Ma fille*, répond M. Bergeret, JE CROIS QU'IL CONSENTIRA A DISPARAITRE. *Il est déjà très diminué. La paresse, le goût du repos, le disposent à l'anéantissement final. Il rentrera dans le néant avec facilité.*

Cette réplique à sa curieuse fillette, M. Bergeret l'accompagne d'un sourire que l'on devine exquis : tel est aussi le sourire des extatiques et des visionnaires. Personne ne sera exclu du royaume de pureté ! Mais les méchants, mais les pécheurs *consentiront à disparaître* et à *rentrer dans le néant* plutôt que de troubler la divine harmonie. O mystère ineffable !

## LE VRAI RENAN

Dans un de ses « Menus-Propos » du *Temps* M. Henry Michel écrivait l'autre jour :

— *Si j'avais à choisir entre une statue de Renan le représentant à l'âge où il a écrit* Caliban *et une autre le représentant à l'âge ou il a écrit* l'Avenir de la Science, *je crois que je préférerais celle-ci comme* PLUS VRAIE.

Sous le ton léger qu'il affecte et qui lui réussit bien mal, notre juif universitaire laisse éclater son fanatisme.

Renan, tout chaud de la fièvre des défroqués, le cerveau embrumé de métaphysique allemande, met ses restes de religiosité au service des mystiques idées de 1848 et écrit un gros livre qu'il publie quarante ans plus tard avec un sourire. Or la fumeuse idéologie de *l'Avenir de la*

*Science*, à peine supérieure à celle de Quinet, est devenue aujourd'hui le bien de M. Henry Michel ; on ne songe pas à l'empêcher de se prévaloir de cet illustre parrainage. Mais l'on ne peut souffrir que M. Michel prétende : « Le Renan qui pense comme moi est *plus vrai* que l'autre. » C'est proprement du fanatisme. Et nous invitons M. Michel à prendre à l'*Action Française* quelques leçons de libre-pensée. Car, lorsque nous citons la *Réforme intellectuelle et morale*, ou les *Questions contemporaines*, ou *Caliban*, nous ne disons pas que l'auteur de ces ouvrages est un Renan « plus vrai » que l'autre, mais seulement qu'il a écrit, en tel lieu, telles choses qui appuient ou confirment les idées que nous défendons. Renan nationaliste n'est pas pour nous le *vrai Renan* davantage que le *bon Renan*.

C'est Renan lui-même, et qui est en cette occasion nationaliste. Et, lorsqu'il ne l'est plus, il ne cesse pas d'être pour nous « Renan », tout ainsi que les idées nationalistes demeurent exactes à notre point de vue quand Renan ne les partage pas. Pour être si exigeante et souffrir si peu la discussion et le partage, il faut que la « Vérité » de M. Michel soit d'une nature bien fragile.

## LE MOT ET L'IDÉE

Dans son *Bloc* hebdomadaire, M. Clemenceau défend, même contre ses alliés, — avec ce goût de l'indépendance qui tient de l'hydrophobie, — la pure doctrine dreyfusienne. Voici la contribution qu'il fournit à l'*Histoire de la décomposi-*

*tion du dreyfusisme en France*, œuvre impatiemment attendue par nous et annoncée par un jeune intellectuel universitaire :

—*Contre les républicains, les monarchistes invoquent les principes de cette République qu'ils n'ont cessé de proclamer détestable, et les républicains, empêtrés dans l'autorité monarchique, répondent imbécillement par la raison d'État, qu'ils ont toujours honnie et qui leur paraît maintenant digne de tout respect sous ce nouveau vocable : « l'intérêt supérieur de la République », c'est-à-dire* DU MOT SANS L'IDÉE.....

Ce que vaut cette *idée*, on le sait. Et M. Waldeck-Rousseau a bien éprouvé, comme les autres, qu'elle rend impossible tout gouvernement sérieux et appliqué. Il suffirait que M. Clemenceau fût vingt-quatre heures au pouvoir pour qu'il renonçât lui aussi à l'*idée*. Et à travers sa *Nuée* il apparaît bien clairement que ce malheureux visionnaire n'a jamais été « un homme politique » malgré ses prétentions, mais tout au plus un habile manœuvrier parlementaire et un polémiste moins adroit que violent. Ce n'est pas chez M. Ranc qu'on trouvera de pareilles naïvetés !

Les « monarchistes », comme il dit, n'en devront pas être moins sensibles au juste reproche qu'il leur fait. C'est de leur part une tactique doublement absurde que de se réclamer de l'*idée*. Absurde d'abord en doctrine, car ils contreviennent ainsi à leur raison d'être et démentent leur tradition. Et le moment où éclatent à tous les yeux les désastres qu'engendrent les théories de 89 n'est pas celui où l'on trouve avantage à s'en déclarer représentant et dépositaire.

Absurde encore pratiquement, car, à force de se déclarer *libérale*, l'opposition convaincra la majorité qu'elle ne l'est pas, qu'elle ne doit pas l'être et qu'elle ne peut plus éprouver le moindre scrupule de « libéralisme » à confisquer les libertés et à gouverner tyranniquement.

La *Nuée* de M. Clemenceau laisse passer deux rayons de soleil : l'un nous éclaire sur lui-même et l'autre jette sur ses adversaires un jour opportun.

## RAYON DE SOLEIL

M. Charles Seignobos, universitaire protestant, écrit dans la *Revue critique*, au sujet d'un ouvrage anglais : *The history english democratic ideas in the seventeenth century*, par M. Gooch :

— *Ce sont les républicains de* 1648 *qui sont les créateurs de la doctrine libérale du XVIII*e *siècle, du régime représentatif et démocratique du XIX*e *siècle. Ce sont les Anglais qui ont ouvert les voies à la politique fondée sur des principes abstrails.*

*Il devient donc impossible d'expliquer la Révolution comme un accident* (1) *français, produit du tempérament français ou de la culture classique. La Révolution française... n'est que la continuation de la Révolution d'Amérique, qui, elle-même, n'a fait que réaliser le programme politique tracé entièrement par la Révolution d'Angleterre.*

(1) Il ne nous échappe pas que ce mot dissimule un piège. Mais nous pensons aussi que la Révolution n'a pas été un *accident* et qu'elle vient à son rang dans la longue série des séditions soulevées par l'esprit d'anarchie et l'imagination métaphysique contre l'ordre universel.

On n'a jamais dit ici autre chose. Et nous nous plaisons à constater l'accord de M. Seignobos avec M. Charles Maurras qui a coutume de nommer les idées de 89 *idées suisses*, c'est-à-dire étrangères et contraires à l'esprit français.

Nous profitons de cette occasion pour rappeler à M. Seignobos que, dans la préface d'un de ses ouvrages, il s'était déclaré pour l'*esprit occidental* contre l'*esprit oriental*. Dans son idée l'*esprit occidental* était celui de cette Révolution que nous devons appeler maintenant « anglaise » et non plus « française ». Et nous n'apprendrons pas à M. Seignobos, qui a dû en trouver d'ailleurs la preuve dans l'ouvrage de M. Gooch, que les démocrates anglais avaient gagné leur délire par la lecture assidue des prophètes juifs auxquels on ne saurait contester la qualité d'Orientaux. L'*esprit occidental* n'a rien de commun avec les visions qui, après avoir possédé les enfants du désert, se sont répandues dans le rebut des peuples civilisés. La « politique fondée sur des principes abstraits » est une chimère orientale : si M. Seignobos se sent vraiment un homme d'Occident, il y devra renoncer. C'est la nécessaire conséquence de son *rayon de soleil*, qui jette parmi ses idées un jour peut-être bien imprévu.

LE CHŒUR.

## *BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE*

---

**La Becquée**, par René Boylesve (*éditions de la Revue Blanche*).

« Les scènes et les figures communes à la famille provinciale française qui a élevé les hommes âgés aujourd'hui d'environ trente ans » : voilà ce que présente dans son livre M. René Boylesve, de qui le nom rappelle le voluptueux et joli souvenir d'aventures amoureuses aux villes de bains ou sur la rive des lacs. Mais il a senti se réveiller soudain sa sensibilité propre de Tourangeau. Chassant les aimables visions des îles Borromées, les images de la terre natale se sont dressées devant lui. D'un cœur ému, il a rapporté les souvenirs de son enfance ; il a tracé avec amour et avec art les figures qui avaient passé devant ses regards curieux. Rien de puéril pourtant dans ces mémoires d'un enfant, rédigés à l'âge d'homme : mais il reste des mystères et des obscurités d'autrefois, enfin percés à jour, assez de traces encore pour donner à ce tableau des mœurs provinciales le charme des demi-teintes. Il n'y a pas, à proprement parler, de « portraits » dans ce livre. Mais les personnages, apparaissant par touches légères et successives, se meuvent avec tant de naturel que, par l'effet d'un art délicat, leurs silhouettes se précisent à la fin sans effort. Tels sont le grand-père Fantin, et Philibert, et les vieilles tantes, et tout ce monde enfin qui, dans la vieille demeure de Courance, attend « la becquée » de la main d'une femme active et énergique. C'est une belle figure que celle de cette tante Félicie qui chérit d'un si vif amour la terre qui donne la richesse des moissons

et des vendanges. En pure Française qui connaît la grandeur de son rôle de ménagère et des intérêts commis à ses soins, elle sait combien sont sérieuses les choses de la vie, et combien elles sont belles aussi. Et c'est encore leur souvenir qui l'occupe à son lit de mort. Agacée par les dévotes importunes en prières autour d'elle :

Mon petit, crois-en ta vieille tante qui est tout près d'aller se faire juger par le bon Dieu : ce n'est pas vrai, tout n'est pas vain. Leur *vanitas vanitatum*, c'est un charabia de gens qui n'ont jamais été bons à rien... Rappelle-toi quand nous nous promenions ensemble : tu allais te pencher sur la terre pour distinguer le blé tout petit; quelque temps après, nous l'apercevions de la route; un beau jour il était aussi haut que toi; une autre fois, le vent le couchait comme si les troupeaux s'étaient vautrés dessus, et je me faisais des cheveux blancs! enfin on le voyait battre, au milieu de nuages de poussière, et on comptait le nombre des boisseaux de grain. Est-ce que c'était une plaisanterie? Est-ce que nous avions tort d'épier les brins d'herbe dans les champs, et de nous intéresser à eux, et de croire en eux comme en des amis? Est-ce qu'ils nous ont jamais trompés? Est-ce qu'ils se sont jamais lassés de devenir le pain que Fridolin met au four? Est-ce que ce pain — que mange Mme Leduc comme les autres — est une vanité?... Et nos moutons? Et nos bonnes bêtes de vaches? Et les jolis fromages bleus dont les paysans se nourrissent? Des vanités, sans doute? Imbéciles! Moi, mon enfant, je remercie le bon Dieu de m'avoir permis de voir toutes ces vanités-là renaître sous mes yeux tous les ans, bien régulièrement...

Saine leçon de réalisme que donna aussi avant de mourir un des plus grands réformateurs de ce siècle, fidèle catholique d'ailleurs. La forte et vivante poésie qui la soutient pénètre tout le livre de M. Boylesve. *La Becquée*, écrite en l'honneur de

la terre natale, appartient à la meilleure tradition de nos romanciers des mœurs. Ces scènes de la vie privée d'une famille provinciale dégagent un charme et portent un caractère de vérité auxquels nul Français ne saurait demeurer insensible.

**L'Esprit juif**, par MAURICE MURET (*Librairie académique Perrin et Cie*).

Impartial, sagace et averti, M. Maurice Muret a conduit une excellente enquête sur l'*esprit juif*. Incertain d'abord qu'un tel esprit existât, il s'est mis à sa recherche. Il a examiné la vie et analysé l'œuvre d'Israélites modernes, pris parmi les philosophes, les poètes, les hommes d'Etat. Et chez tous il a retrouvé des traits communs, des tendances, des aspirations identiques, jusqu'à des moyens d'expression presque semblables. En sorte qu'il ne peut plus rester de doute sur l'existence ni sur la nature d'une mentalité juive.

Voici Spinoza : et dans l'*Ethique* M. Muret découvre la pure doctrine de la Kabbale : malgré les différences qui séparent le panthéisme spinoziste du monothéisme hébreu, le polisseur de lunettes fait de sa divinité universelle ce qu'était déjà Jéhovah : « le support de la loi morale » ; et le *Traité théologico-politique* est animé de ces aspirations individualistes, égalitaires et démocratiques qui formaient l'idéal des vieux prophètes hébreux. Chez Henri Heine, ce *Nazaréen* qui se comptait bien à tort parmi les *Hellènes*, on retrouve cette même fidélité à la tradition judaïque qui venait de trouver son expression moderne dans la Révolution anti-française. Heine est au XIXe siècle le modèle de ces écrivains juifs qui ont répandu en Europe le cosmopolitisme littéraire, tandis que, mus par leur vieil idéal humanitaire, les agitateurs de leur race unissaient les prolétaires de tous les pays : la litté-

rature cosmopolite d'un Brandès ou d'un Max Nordau correspond au socialisme international d'un Karl Marx.

L'étude la plus curieuse et la plus forte du livre de M. Muret, la plus démonstrative aussi, c'est celle qu'il a consacrée à lord Beaconsfield. Sous le ministre conservateur il a montré le juif travaillant à réaliser le rêve millénaire continûment poursuivi par sa race. L'homme d'Etat *tory* fait une politique radicale, où l'on retrouve les idées des romans signés par Benjamin Disraëli. C'est lui qui donne, ou peu s'en faut, le suffrage universel à l'Angleterre par le bill de 1867. Et, ministre anglais, il ne cesse d'avoir les yeux tournés vers cet Orient où naquirent les chimères qui le possèdent : on sait que c'est lui qui, en dépit d'une vive opposition nationale, fit ceindre à la Reine la couronne d'*Impératrice des Indes*.

Par ses analyses exactes, M. Maurice Muret est amené à des conclusions qu'on a déjà exposées plus d'une fois dans cette revue même : à savoir que l'idéal démocratique et humanitaire, l'idéal des vieux républicains n'est pas différent de l'antique illusion hébraïque, que la *Déclaration des droits* est la fille du Talmud et de la hagadda, et que l'esprit juif est profondément anti-politique. Et tel est sans doute l'argument le plus fort qui justifie l'antisémitisme : un Etat qui se donne pour objet la prospérité nationale, et non le règne de la justice sur l'humanité, doit impitoyablement écarter des fonctions publiques ces hommes qui mettent au service des éternelles chimères de leur race un incomparable génie pratique et un ardent esprit de prosélytisme et de réalisation.

**La Cathédrale de France**, par Jean Baffier (*éditions de « la Veillée »*, 10, *rue Perceval*).

On peut ne pas être d'accord avec M. Jean Baffier

sur certains points d'esthétique et ne pas partager ses vues sur « l'architecture des Celtes ». C'est notre cas. Et cependant l'apologie de M. Baffier pour l'art gothique ne peut être lue sans intérêt et sans quelque émotion même. Un si violent amour de la tradition nationale est admirable et rare. C'est un nationaliste d'une espèce peu commune que cet « ouvrier sculpteur » à qui sa seule passion pour son art a rendu sensibles les périls de la patrie. Les juifs, les protestants et les francs-maçons, qu'il appelle les « écumeurs nomades », lui furent d'abord odieux pour leurs attentats à la cathédrale française: il les déteste aussi maintenant pour leurs attentats contre la France même. Sans m'attarder à discuter les théories de M. Baffier, — il aurait tôt fait de me traiter de sémite, — je préfère le louer pour la solidité de son sentiment français et signaler les justes regrets que fait entendre cet « ouvrier » au sujet des antiques corporations libres et des franchises locales abolies par la Révolution. Il est intéressant aussi de rapporter que Jean Baffier a été vivement attaqué par le journal de l'archevêque de Bourges. L'étrange protecteur du « Congrès des prêtres », qui a déjà montré combien un démocrate chrétien diffère peu d'un protestant, doit être encore rapproché de ces messieurs « de l'autre opinion », comme disait Balzac, par ses goûts iconoclastiques. « *Les prêtres*, selon ce pasteur, *n'ont jamais eu d'art à créer.* » Ce n'est pas le moindre service que M. Baffier aura rendu à la cause nationale que de rappeler certains catholiques au respect de leurs traditions.

JACQUES BAINVILLE.

*Le Directeur politique* : H. VAUGEOIS.

*Le Gérant* : A. JACQUIN.

Paris. — Imprimerie F. Levé, rue Cassette, 17.

*Remplir le Bulletin d'abonnement ci-joint et l'adresser à l'Administration, 28, rue Bonaparte, en y joignant un mandat de 10 francs.*

---

## *L'Action Française*

EST EN VENTE A PARIS CHEZ

MM. **BOULINIER**, 19, *boulevard St-Michel.*
**BRASSEUR**, *galerie de l'Odéon.*
**CHAUMONT**, 27, *quai St-Michel.*
**FLAMMARION**, 36, *avenue de l'Opéra.*
**FLAMMARION & VAILLANT**, 10, *boulevard des Italiens.*
**FLAMMARION ET VAILLANT**, 3, *boulevard St-Martin.*
**FLOURY**, 1, *boulevard des Capucines.*
**LANCIEN**, 32, *avenue Duquesne.*
**LEFRANÇOIS**, 8, *rue de Rome.*
**LIBRAIRIE ANTISÉMITE**, 45, *rue Vivienne.*
**MAILLET**, 129 *bis*, *rue de la Pompe.*
**G. MARTIN**, 126, *faubourg Saint-Honoré.*
**SAUVAITRE**, 72, *boulevard Haussmann.*
**TARIDE**, 18, *boulevard St-Denis.*
**TIMOTEI**, 14, *rue de Castiglione.*
**LAROUSSE**, 58, *rue des Écoles,*

*et dans les principales gares de Paris et de la province.*

---


# LE COURRIER DE LA PRESSE

**BUREAU DE COUPURES DE JOURNAUX**

**21, Boulevard Montmartre, 21, Paris**

**Fondé en 1880**

**Directeur : A. GALLOIS**

DÉTACHER CE BULLETIN ET L'ENVOYER 28, RUE BONAPARTE, PARIS.

# ABONNEMENT

## A LA REVUE " L'ACTION FRANÇAISE "

PARAISSANT LES 1er ET 15 DE CHAQUE MOIS

**Bureaux : 28, rue Bonaparte**

**Prix : 10 francs les 24 numéros**

*Je soussigné* _____

*demeurant à* _____

*déclare souscrire un abonnement à 24 numéros du Bulletin de « l'Action française ».*

*J'envoie inclus la somme de 10 francs, montant de mon abonnement, en un mandat, ou : Je vous prie de faire recouvrer par la poste le prix de mon abonnement, avec 0 fr. 50 en plus pour les frais de recouvrement.*

*A* _____ *le* _____ *1901.*

SIGNATURE :

# CHEMINS DE FER

## DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

### L'hiver à la Côte d'Azur.

*Billets d'aller et retour collectifs de 2e et 3e classes pour familles.*

Du 1er au 15 novembre 1900, il est délivré par les gares P.-L.-M. aux familles (serviteurs compris), composées d'au moins 3 personnes, des billets d'aller et retour collectifs pour les gares situées entre Cannes (inclus) et Menton (inclus). Le parcours simple doit être d'au moins 500 kilomètres. La famille comprend : père, mère, enfants, grand-père, grand'mère, beau-père, belle-mère, gendre, belle-fille, frère, sœur, beau-frère, belle-sœur, oncle, tante, neveu et nièce.

Le prix du billet collectif est calculé comme suit : prix de quatre billets simples pour les deux premières personnes, prix d'un billet simple pour la troisième personne, la moitié du prix d'un billet simple pour chacune des personnes en sus de la troisième. Les familles composées d'au moins 3 personnes bénéficient ainsi d'une réduction de 50 0/0 à partir de la 3e personne et d'une réduction de 75 0/0 pour chacune des personnes en plus de la troisième, sur les prix du Tarif général. Les billets valables jusqu'au 15 mai permettent aux voyageurs de s'arrêter à toutes les gares situées sur l'itinéraire et desservies par le train utilisé. — Faire la demande de billets 4 jours au moins à l'avance.

---

### Stations Hivernales : Nice, Cannes, Menton, etc.

*Billets d'aller et retour collectifs, valables 33 jours.*

Il est délivré du 15 octobre au 15 mai, dans toutes les gares du réseau P.-L.-M., sous condition d'effectuer un parcours simple minimum de 150 kilomètres, aux familles d'au moins 4 personnes payant place entière et voyageant ensemble, des billets d'aller et retour collectifs de 1re, 2e et 3e classes, pour les stations hivernales suivantes : Hyères et toutes les gares situées entre Saint-Raphaël-Valescure, Grasse, Nice et Menton inclusivement.

Le prix s'obtient en ajoutant au prix de 6 billets simples (pour les trois premières personnes) le prix d'un billet simple pour la quatrième personne ; la moitié de ce prix pour la cinquième et chacune des suivantes. Arrêts facultatifs.

Les demandes de ces billets doivent être faites 4 jours au moins à l'avance à la gare de départ.

## CHEMINS DE FER DE L'OUEST

# BILLETS DE FAMILLE A PRIX RÉDUITS

*délivrés toute l'année*

**des Gares du réseau de l'Ouest**

**aux stations hivernales de la Méditerranée.**

Toutes les gares de la Compagnie des Chemins de Fer de l'Ouest (Paris excepté) délivrent aux voyageurs se rendant en famille (4 personnes au moins) aux stations hivernales suivantes du réseau de la Compagnie P. L. M. : Agay, Antibes, Beaulieu, Cannes, Golfe-Jouan-Vallauris, Grasse, Hyères, Menton, Monte-Carlo, Nice, Saint-Raphaël-Valescure et Villefranche-sur-Mer, des billets d'aller et retour de 1re, 2me et 3me classes, valables 33 jours et pouvant être prolongés d'une ou de deux périodes de 30 jours moyennant un suplément de 10 0/0 par période.

Pour connaître le montant de la somme à payer pour ces voyages, il suffit d'ajouter, au prix de six billets simples ordinaires, le prix d'un de ces billets pour chaque membre de la famille en plus de trois.

Ainsi une famille composée de quatre personnes ne paiera, aller et retour compris, qu'un prix égal à sept billets simples. Cinq personnes ne paieront que l'équivalent de huit billets simples, etc., etc.

## CHEMINS DE FER
# DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

# VOYAGES A ITINÉRAIRES FACULTATIFS
## EN ALGÉRIE ET EN TUNISIE

Il est délivré pendant toute l'année, dans toutes les gares P.-L.-M., des carnets de 1re, 2e et 3e classes, pour effectuer des voyages pouvant comporter des parcours sur les lignes des réseaux : Paris-Lyon-Méditerranée, Est, Etat, Midi, Nord, Orléans, Ouest, P.-L.-M. Algérien, Est-Algérien, Franco-Algérien, Ouest-Algérien, Bône-Guelma, et sur les lignes maritimes desservies par la Compagnie Générale Transatlantique, par la Compagnie de Navigation Mixte (Cie Touache) ou par la Société Générale des Transports maritimes à vapeur. Ces voyages, dont les itinéraires sont établis à l'avance par les voyageurs eux-mêmes, doivent comporter, en même temps que des parcours français, soit des parcours maritimes, soit des parcours maritimes algériens ou tunisiens. Les parcours sur les réseaux français doivent être de 300 kilomètres au moins ou être comptés pour 300 kilomètres.

Les parcours maritimes doivent être effectués sur les paquebots d'une même Compagnie.

Les voyages doivent ramener les voyageurs à leur point de départ. Ils peuvent comprendre, non seulement un circuit fermé dont chaque portion n'est parcourue qu'une fois, mais encore des sections à parcourir dans les deux sens, sans qu'une section puisse y figurer plus de deux fois (une fois dans chaque sens ou deux fois dans le même sens).

Arrêts facultatifs dans toutes les gares du parcours. — Validité : 90 jours, avec faculté de prolongation de 3 fois 30 jours, moyennant le paiement d'un supplément de 10 % chaque fois.

Faire la demande de carnets 5 jours au moins à l'avance.

# CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

## Voyages circulaires à coupons combinables

### sur le Réseau P. L. M.

*et sur les RÉSEAUX P. L. M. et Est.*

Il est délivré toute l'année, dans toutes les gares du réseau P. L. M., des carnets individuels ou de famille pour effectuer sur ce réseau ou sur les réseaux P. L. M. et Est, en 1re, 2e et 3e classe, des voyages circulaires à itinéraire tracé par les voyageurs eux-mêmes, avec parcours totaux d'au moins 300 kilomètres. Les prix de ces carnets comportent des réductions très importantes qui atteignent, pour les billets collectifs, 50 % du Tarif général.

La validité de ces carnets est de 30 jours jusqu'à 1.500 kilom. ; 45 jours de 1.501 à 3.000 kilom. ; 60 jours pour plus de 3.000 kilom. — Facilité de prolongation, *à deux reprises*, de 15, 23 ou 30 jours suivant le cas, moyennant le paiement d'un supplément égal au 10 % du prix total du carnet, pour chaque prolongation. — Arrêts facultatifs à toutes les gares situées sur l'itinéraire. — Pour se procurer un carnet individuel ou de famille, il suffit de tracer sur une carte, qui est délivrée gratuitement dans toutes les gares P. L. M., bureaux de ville et agences de la Compagnie, le voyage à effectuer, et d'envoyer cette carte 5 jours avant le départ à la gare où le voyage doit être commencé, en joignant à cet envoi une consignation de 10 fr. — Le délai de demande est réduit à deux jours (dimanches et fêtes non compris) pour certaines grandes gares

# CHEMINS DE FER DE L'OUEST

## PARIS A LONDRES

**Viâ Rouen, Dieppe et Newhaven par la gare St-Lazare.**

SERVICES RAPIDES DE JOUR ET DE NUIT

**Tous les jours (dimanches et fêtes compris) et toute l'année, trajet de jour en 9 heures (1re et 2e classe seulement).**

## GRANDE ÉCONOMIE

Billets simples valables pendant 7 jours :
1re classe : 43 fr. 25 ; 2e classe : 32 fr. ; 3e classe : 23 fr. 25.

Billets d'aller et retour valables pendant un mois :
1re classe : 72 fr. 75 ; 2e classe : 52 fr. 75 ; 3e classe : 41 fr. 50.

Des voitures à couloir et à compartiments (w. c. et toilette) sont mises en service dans les trains de marée de jour et de nuit entre Paris et Dieppe. Des cabines particulières sur les bateaux peuvent être réservées sur demande préalable.

La Compagnie de l'Ouest envoie franco, sur demande affranchi e des petits guides-indicateurs du service de Paris à Londres.


---


*PUBLICATIONS DE L'ACTION FRANÇAISE*

**Action Française 1899**, le numéro... **1** fr.
**La collection**, reliée (12 numéros)..... **12** fr.
**Henri Vaugeois**, secrétaire-adjoint de la Patrie française : L'ACTION FRANÇAISE..... **0** fr. **25**
**Maurice Pujo** : APRÈS L'AFFAIRE... **0** fr. **10**
**Dauphin Meunier** : LE MAL ET LE REMÈDE..... **0** fr. **30**
**Copin-Albancelli** : LA DICTATURE MAÇONNIQUE..... **0** fr. **50**
**Octave Tauxier** : DE L'INAPTITUDE DES FRANÇAIS A CONCEVOIR LA QUESTION JUIVE. **0** fr. **50**
**X***** : UNE RÉFORME PARLEMENTAIRE, LA MÉTRARCHIE..... **0** fr. **50**
**X***** : LA RÉPUBLIQUE CHEZ UN PEUPLE SANS ÉDUCATION POLITIQUE, par un membre de la Patrie Française..... **0** fr. **20**
**Xavier de Magallon** : VILLEBOIS-MAREUIL ET LE MOUVEMENT NATIONAL, Conférence faite à Paris et précédée d'un discours de M. FRANÇOIS COPPÉE..... **0** fr. **40**


---


PARIS. — IMPRIMERIE F. LEVÉ, RUE CASSETTE, 17.

3e année. — T. IV. — N° 43. 1er Avril 1901.

# L'Action française

(*Revue bi-mensuelle*)

SOMMAIRE DU 1er AVRIL 1901

NOTES POLITIQUES : *L'Education catholique*..... **Henri Vaugeois.**

LA RÉDEMPTION D'ISRAEL..... } **Jules Soury.**
LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME ET LE RÉGICIDE..... } **Jules Soury.**

INTELLECTUELS ET INDIVIDUALISTES..... **Cte de Lantivy.**

LES SERVITEURS..... **Charles Maurras.**

DROIT DIVIN OU DROITS DE L'HOMME?..... **Léon de Montesquiou.**

LA MÉDITERRANÉE STRATÉGIQUE (*fin*)..... **Robert Bailly.**

NOTES DE VOYAGE AU SÉNÉGAL. **Lucien Corpechot.**

NOS MAÎTRES : PIERRE BAYLE.

PARTIE PÉRIODIQUE

EXPLICATION (**Jacques Bainville**). — BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

PARIS
BUREAUX DE *L'ACTION FRANÇAISE*
28, RUE BONAPARTE

**Le numéro 0 fr. 50**
ABONNEMENTS : Paris et Départements, 10 fr. Etranger, 15 fr.

La reproduction des articles de l'*Action française* est autorisée avec l'indication de la source et du nom de l'auteur

L'ACTION FRANÇAISE paraît le 1er et le 15 de chaque mois. On s'abonne à Paris, 28, rue Bonaparte.

M. Henri Vaugeois, Directeur, recevra les Mardi, Jeudi et Samedi, de 2 à 4 heures.

**PRINCIPAUX COLLABORATEURS**

Paul Bourget, de l'Académie française. — Gyp. — Jules Soury. — Maurice Barrès. — Charles Maurras. — Jules Caplain-Cortambert. — Maurice Talmeyr. — Maurice Spronck. — Hugues Rebell. — Jean de Mitty. — P. Copin-Albancelli — Alfred Duquet. — Frédéric Plessis. — Lucien Corpechot. — Denis Guibert, député. — Frédéric Amouretti. — Robert Bailly. — Auguste Cavalier. — Georges Grosjean. — Xavier de Magallon. — Théodore Botrel. — Dauphin Meunier. — L. de Montesquiou-Fezensac. — Lucien Moreau. — Octave Tauxier. — Maurice Pujo. — L. Mouillard. — Jacques Bainville. — Alfred de Pouvourville. — Robert Launay. — De Thouars. — A. Serph, etc.

**FONDATEUR**

Le Colonel de Villebois-Mareuil

**Mort au champ d'honneur**

---


**VIENT DE PARAITRE :**

# AU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

PAR

Henri VAUGEOIS

Prix : 20 centimes

# *L'Action française*

## NOTES POLITIQUES

*Paris, le 1er avril 1901.*

### *L'ÉDUCATION CATHOLIQUE*

La Chambre nous a offert ce qu'il lui plaît d'appeler « un grand débat parlementaire », sur l'article 14 de la loi *contre* les associations. On sait que cet article 14 n'est autre que le fameux article 7, conçu et défendu par Jules Ferry, et dans lequel se symbolisa toute la politique religieuse de la troisième République naissante : il s'agissait, disait-on, de « neutraliser » l'éducation populaire. En fait, « neutraliser » ou « laïciser » signifiait alors, pour les apôtres piétistes dont M. Buisson, directeur de l'enseignement primaire, était le mandataire favori, *protestantiser*.

Hier, la question s'est posée à nouveau, et tout à fait de même, entre les mêmes adversaires qu'il y a vingt ans. Il ne s'est agi encore, à parler exactement, que de savoir si

l'on interdira aux ordres religieux l'œuvre très délicate à laquelle beaucoup d'entre eux se consacrent, en France comme chez les autres nations européennes et civilisées : l'éducation des enfants.

Les ordres religieux sont composés de personnes qu'une vocation particulière a jetées, dès leur jeunesse, hors de ce qui nous semble, à nous profanes, être beau et bon à connaître, à comprendre, à suivre et à épuiser : je veux dire la vie en ce monde, sur cette terre difficile et accidentée, parmi des hommes épais et des femmes ingénieuses.

Beaucoup d'êtres bien nés, en tous temps et en tous pays, se sont irrésistiblement détournés de ce que l'Eglise appelle *le siècle*, et ont rejeté toutes leurs ardeurs vers le Ciel, c'est-à-dire vers un monde qu'elles rêvent soustrait aux vicissitudes. Et c'est à des personnes ainsi détachées de nos préoccupations humaines que l'on a souvent jusqu'ici confié le soin de préparer les jeunes volontés à la lutte ou aux jeux de l'existence. Le résultat semble avoir été généralement bon. L'éducation catholique, — qu'elle s'adresse à des enfants pauvres, obligés de travailler de bonne heure pour s'adapter à un métier manuel, ou à des enfants riches, encadrés d'avance dans des « mondes » ou dans des « situations » qui demandent plus de souplesse que d'énergie, — cette éducation

moralise et « élève », en somme, les natures qu'on lui soumet. Aux riches, plus exposés à rester mous et atones, l'Évangile, sévère pour leur richesse, souffle quelque ambition de valoir et quelque générosité : ils iront à Saint-Cyr, aux colonies, ils s'occuperont; — aux pauvres, dont l'élan n'a pas besoin d'être accru, l'Église enseigne une certaine douceur, elle tempère leur force et leur appétit; — à tous, le prêtre, au nom de ce mystique « détachement » de la terre qui est sa passion propre, parle de façon à imposer quelques-unes de ces doses d'idéalisme qui constituent sans doute la meilleure philosophie pratique, et le grain de stoïcisme dont les hommes ont besoin comme d'un sel.

Le christianisme catholique donne une discipline. C'est pourquoi il convient, pour l'éducation de leurs enfants, aux familles françaises contemporaines, qui sont, pour la plupart, des familles de mœurs chrétiennes de par leur constitution, fondées qu'elles sont sur l'idéal accepté d'une union indissoluble entre le père et la mère, et sur le respect de toutes les obligations, fonctions et hiérarchies conservatrices de cette petite société domestique. Mais je sais que M. Léon Bourgeois et les auteurs dont il s'est nourri — (cela va de Michelet à Tolstoï, en passant peut-être par le triste Paul Desjardins, catholique troublé et protestant arrêté à mi-

chemin par un invincible reste de tact moral), — je sais que ces messieurs ont rêvé une autre religion pour l'école républicaine. S'ils luttent contre l'éducation catholique, c'est qu'ils essaient sincèrement de la remplacer. Quand M. Bourgeois signale avec indignation les leçons d' « intolérance » données par les Frères de la Doctrine chrétienne, leur reprochant de le représenter à leurs élèves, lui et ses associés en Maçonnerie et en « libre-pensée » anti-catholique, comme des monstres de perversité, M. Bourgeois se sent victime d'une appréciation trop sommaire. Il songe à un certain idéal religieux, quoique « laïque », dont se réclament les éducateurs universitaires qu'il a fréquentés, et dont ils attendent tous — depuis le très délicat et généreux moraliste Séailles, jusqu'au dernier des valets d'inspection primaire, — une excellente action sur les jeunes âmes à eux confiées par la République.

Or, il ne s'agit pas de savoir si les intentions de M. Bourgeois sont pures, puisque ce que l'on a à apprécier en cette circonstance, ce n'est point le caractère privé de tel ou tel apôtre des Droits de l'Homme, mais la valeur sociale de l'éducation qu'on essaie, comparée à celle que donnent les religieux catholiques.

Il faut, avant de blâmer les rudes simpli-

fications historiques enseignées par les Frères aux fils du peuple, avant de s'étonner qu'ils flétrissent comme immorales, ou, comme ils disent, « sataniques », — ce qui signifie exactement : *perverses*, — les doctrines de l'école laïque, il faut voir s'ils pourraient faire autrement.

Car c'est une par trop forte niaiserie, et dont il serait temps qu'on cessât de nous rebattre les oreilles, que cette fameuse vertu de *Tolérance*, invoquée encore hier, à la tribune, par les deux camps. Ce mot hypocrite non seulement ne résout rien, mais encore permet de ne jamais rien résoudre des difficultés tout à fait redoutables que soulève, en ce pays gouverné par l'opinion, ou du moins administré au nom d'une opinion officielle, l'instruction publique centralisée en un ministère.

Demander à des prêtres, qui parlent à des enfants, de leur enseigner ce que les philosophes de l'espèce de M. Léon Bourgeois appellent la tolérance, c'est leur demander de développer chez ces enfants, — avides d'absolu comme tous les êtres d'instinct jeune et intact, — un sens des vérités relatives, une aptitude à la critique et à l'analyse, un esprit historique, en un mot, qui ne saurait orienter ni nourrir leur caractère. Quelle qu'elle soit, la morale et surtout la religion que l'on présente à une âme de douze ans doit se

dresser devant elle comme seule vraie, comme exclusive et destructive de toutes les autres. Ne l'oublions point, c'est au cœur qu'il faut frapper à cet âge, et il ne s'agit de rien moins que d'y enraciner des règles de vie, des lois sociales dont toute la complexe et lourde armature ne sera supportée qu'à deux conditions : qu'elle apparaisse nécessaire, inéluctable, et ensuite qu'elle puisse être aimée. Elle ne le sera volontiers que si la main qui l'impose a quelque chose de souverain, et par conséquent de divin.

Voilà pourquoi, — si l'on a compris une fois l'admirable économie de la discipline catholique, et comment toute son efficacité pédagogique tient à ce que la Morale (c'est-à-dire *ce qui doit être*) y est révélée comme *ce qui est* ; comment, en d'autres termes, l'Idéal n'est alors autre chose que Dieu vivant et incarné, se définissant lui-même par la bouche de ceux qu'il a institués une fois ses truchements, — voilà pourquoi, si l'on a compris tout cela, il est enfantin de prescrire à l'Eglise, enseignant dans l'école, une tolérance quelconque à l'égard du « siècle » et de ses fantaisies.

L'Eglise ne coupera point d'eau le vin qu'elle a coutume de verser à ses fidèles. Si donc nous avions quelque sérieux sujet d'en craindre les effets dans notre société présente, il faudrait nous décider à en interdire l'usage,

sans chercher de subterfuges. Et si c'était l'eau fade du philosophisme protestant et libéral que nous prétendissions offrir aux Français de demain pour réconfort, il serait utile d'en noter les effets, avant de nous y habituer.

Admettre comme désirable la disparition de la morale catholique dans l'éducation française, — (et c'est bien là le désir de M. Bourgeois et de ses amis), — c'est se tromper du tout au tout sur les conditions non seulement de notre force, mais encore de notre conscience, de notre pensée nationale : c'est ignorer les fibres réelles, profondes, par lesquelles nous communiquons avec le reste de l'Europe cultivée, et par lesquelles nous empruntons et nous rendons ensuite aux autres peuples de l'énergie spirituelle.

Un signe bien visible devrait cependant nous avertir : c'est à Paris qu'il faut regarder. Qui donc ne voit que ce foyer, où l'intelligence humaine brille de ses lumières les plus pénétrantes et les plus douces, les plus sensibles, on dirait presque les plus sensuelles, est une ville radieusement catholique ? Comme la vie même de l'un de ses habitants, généralement transplanté de quelque province, dont il vint soumettre le visage, accentué, à la patine des jours parisiens, la Ville s'est arrangée au fil des siècles et com-

posée de charmantes diversités, d'accidents pleins d'une grâce obéissante. Et n'est-ce point là aussi toute la merveille du catholicisme, que d'ordonner l'homme réel en le laissant vivre, et de ne le contraindre que pour l'exalter savamment jusqu'à un point de maturité enflammée, où les êtres ramassent toute leur volupté dans le regard qu'ils jettent aux choses étreintes, les sachant absorber, telles qu'elles sont, jusqu'en leur source?

Accroître l'énergie de l'individu, cultiver la plante humaine pour qu'elle fleurisse et fructifie, voilà ce que le protestantisme, avec ses prétentions à l'affranchissement, ne réussit jamais à faire chez nous. Trompés par le spectacle que nos voisins anglais ou allemands nous donnent, en ce siècle, d'une belle moisson d'hommes libres et maîtres victorieux de leur destinée privée, certains pédants français ont cru devoir attribuer au catholicisme, à la contrainte intellectuelle un peu minutieuse que ses dogmes imposent à ce que les jeunes gens prennent pour leur « raison », l'énervement constaté de notre race. On a cru que prêcher la « libre-pensée », c'est-à-dire la libre rêverie métaphysique et religieuse, pourrait équivaloir à vivifier les volontés. De même, dans la famille, on a cru que diminuer la sévère distance, la noble subordination mise par nos grands-pères

entre eux et leurs fils, au foyer, équivaudrait à donner aux nôtres l'initiative qui distingue les jeunes Anglo-Saxons. On a renoncé au respect, à l'obéissance; et l'on a constaté avec stupeur que le sans-gêne du gamin de quinze ans n'est point cette initiative que l'on rêvait, et que le débraillé n'est point l'audace. D'une façon tout à fait générale, enfin, nous en sommes à découvrir que l'absence de règle ne crée point la liberté, et que la chute du pouvoir aux mains du peuple n'a point rendu au peuple la disposition de ses destinées, de son avenir. Soyons donc un peu durs aux possédés de cette formidable folie morale et religieuse que nous appelons la Révolution française (et dont l'Angleterre, un moment menacée, avant nous, par la Bible, eut la force de se tirer).

On devrait comprendre, quand des niais échauffés de fanatisme franc-maçon, comme M. Léon Bourgeois, viennent défendre contre l'Eglise les droits de la raison humaine, ce qu'ils entendent par la raison : ce n'est, à tout prendre, rien, en eux, que la plus obscure et la plus lourde poussée de sensibilité métaphysique, exempte de discernement, et que l'aspiration la plus tristement dénuée d'objets tangibles. La Morale que l'on nous propose d'inculquer aux enfants ne diffère pas, en somme, — pour quiconque prétendrait l'accepter, et la développer dans l'esprit

même d'où elle procède, — de la morale de Jean-Jacques Rousseau : c'est l'anarchisme de l'*Emile*, à moins que l'on ne se résignât à la compléter par le piétisme maussade de Kant, et à présenter, à de jeunes sensibilités françaises, comme aliment et comme tonique, l'insupportable viande creuse de l'*impératif catégorique*, du Devoir divinisé. Mais on sait assez que cette formule fameuse, trop féconde en hypocrisies faciles, ne s'établira jamais dans notre peuple. On ne parle pas en France du Devoir, quand on sait s'acquitter *des* devoirs qu'implique la vie en société.

Telles étant nos dispositions nationales, historiques, n'est-il pas fort imprudent de détruire, dans l'école, cette heureuse combinaison d'expériences accumulées et de préceptes hautement autorisés, qui constitue l'éducation catholique ?

HENRI VAUGEOIS.

Nous autres gens de race aryenne, catholiques romains et Français de France, nous avons le devoir d'incliner à la pitié envers les races inférieures, envers les Juifs surtout, dont les mœurs et l'intelligence, si fatales qu'elles aient été aux nations chrétiennes et bouddhistes où ces nomades ont passé, n'en ont pas moins atteint, dès l'antiquité, une élévation très remarquable pour des Sémites. L'Arabe est même à cet égard resté fort inférieur à son vieux frère de Judée. Mais la structure morale et intellectuelle de cette espèce humaine diffère beaucoup d'avec la nôtre, et ce qui assure au Juif le droit légitime de vivre, d'agir et de penser en homme aussi longtemps qu'il demeure en son milieu, en Judée, devient une peste mortelle, un fléau cent fois pire que la mort, pour les Slaves, les Germains ou les Français au milieu desquels il s'établit et prolifère comme un mycélium.

Ah! que le saint roi Louis IX avait raison lorsqu'il laissait voir ainsi au sire de Joinville le fond de sa pensée et de son âme, de sa pensée de roi de France, de son âme de chrétien, sur la nature de l'esprit juif: « Aussi vous di-je, fist li roys, que nulz, se il n'est très bons clers, ne doit desputer à eulz (avec les Juifs); mais l'omme lay, quant il oy mesdire de la loy crestienne, ne doit pas def-

fendre la loy crestienne, ne mais de l'espée, de quoy il doit donner parmi le ventre dedens tant comme elle y peu entrer (1). » (*Mémoires du sire de Joinville*, 27.)

Les temps sont passés où ce genre d'argument, le seul qui convînt alors, puisse être employé pour réduire un Juif au silence. Ce remède fut-il même jamais le meilleur? J'en doute, car nous savons tous quels glapissements aigus — qu'on ne comparerait, si cette comparaison n'était ici deux fois odieuse, qu'à ceux des porcs qu'on égorge — ont accoutumé de pousser les Juifs, je ne dis pas qu'on frappe, mais qu'on menace uniquement, sans songer à férir de « l'espée » ni du poing. En France, qui voudrait battre un Juif? Tout homme de race aryenne, chrétien ou bouddhiste, loin de vouloir la mort ou la conversion du Juif, ne désire que lui acheter du blé ou des dattes lorsqu'il sera redevenu fermier, en sa vieille terre de Chanaan. Pourquoi faire un crime au Juif de n'être, suivant l'expression de Renan, qu' « une combinaison inférieure de la nature humaine »?

On croyait encore, il y a quelque trente ans, que de pures fictions d'ordre politique ou religieux, la naturalisation, la conversion,

(1) « Aussi vous dis-je, fit le roi, que nul, s'il n'est très bon clerc, ne doit disputer avec eux; mais un laïque, quand il entend médire de la loi chrétienne, ne doit pas défendre la loi chrétienne, *sinon avec l'épée, dont il doit donner dans le ventre, autant qu'elle y peut entrer.* »

avaient la vertu de transformer un Juif en chrétien ou en Français, en homme de notre race, de notre sang, de notre mentalité héréditaire. Selon l'Eglise, le baptême fait du Juif un chrétien; le Juif converti, quelle qu'ait été la raison de sa conversion, devient notre coreligionnaire; nous lui devons faire place, de bon cœur, dans nos églises et dans nos temples. Le Juif d'Allemagne, d'Angleterre ou d'Italie, naturalisé Français, jouit légalement des droits civils et politiques de sa nouvelle nationalité.

Mais qui n'aperçoit que des lettres de naturalité, ou l'eau d'un baptême, ne sauraient rien changer à la structure héréditaire d'un cerveau humain, aux caractères ethniques de la race, aux habitudes traditionnelles de sentir, de réagir et de penser, bref, à la religion et à la morale, non plus qu'à la patrie d'origine de ces Hébreux, dont les pères s'établirent dans la vallée du Jourdain? Israël défendant son sol, le sol conquis par ses pères, contre l'Assyrien, l'Egyptien, le Romain; Israël inviolablement fidèle aux traditions politiques et religieuses de ses rois et de son Temple; Israël, indomptable, farouche, refusant seul de courber la nuque devant les aigles romaines, préférant périr dans les ruines fumantes de Jérusalem — Israël est une nation héroïque. Ses destins ont été tragiques. Le vainqueur doit honneur au vaincu.

Aussi bien la lutte fut toujours inégale. Les armées romaines rasèrent une citadelle de Judée presque inconnue à César; tôt ou tard la paix romaine devait s'étendre sur les plaines, les lacs et les collines de Judée, de Galilée, de Samarie. Salomon Munk, le savant orientaliste, écrivait de Rome, le 26 novembre 1840, à sa bonne mère Malka, restée là-bas, sur les bords de l'Oder, dans la Silésie prussienne : « Une triste vue, le ghetto, ou quartier juif. Nos coreligionnaires vivent là, sous la plus lourde oppression. Ils sont exilés dans l'une des parties les plus misérables de la ville... Là, on leur a assigné un petit nombre de rues sales auxquelles on arrive par diverses portes, fermées la nuit. La plupart des Juifs se livrent au petit commerce... Près du quartier juif, on voit l'Arc de triomphe sous lequel Titus fit son entrée à Rome, en revenant après la destruction de Jérusalem : sur cet Arc figurent plusieurs des Vases du Temple, le Chandelier d'or et la Table des pains de proposition. D'ordinaire, les Juifs font un détour pour n'avoir point à passer sous cet Arc de triomphe. Pourtant, tout à l'entour, on voit la vieille Rome en ruines... morte, tandis que le Judaïsme subsiste encore et subsistera toujours... (1) »

Dispersé parmi les nations, Israël conti-

(1) *Salomon Munk*. Sa vie et ses œuvres, par Moïse Schwab, Paris, 1900.

nua la lutte, lutte séculaire du Sémite contre tout ce qui n'est pas sémitique, c'est-à-dire Arabe ou Juif, contre l'esprit, la langue, les mœurs, les cultes et la civilisation des peuples de race aryenne, Hellènes, Italiotes, Celtes, Germains, Slaves. Inassimilé, parce qu'il est à jamais inassimilable, le Sémite est resté et il restera ce qu'il est parmi nous autres Français, Allemands, Anglais ou Russes : l'Etranger, et cela, en dépit de toutes les naturalisations, de toutes les conversions. Ces fictions politiques et religieuses ne sauraient, je le répète, modifier un atome du cœur de granit d'Israël.

Seul, le nom, l'idéale vision de Jérusalem fait encore descendre la rosée dans les yeux calcinés du Juif. Or, ceux-là sont-ils donc à jamais perdus et dégénérés qui ont conservé le don des larmes? Nous ne le croyons pas. Israël se souvient ; il aime toujours. « O Jérusalem ! si je t'oublie, j'oublierai ma main droite ! » (Ps. CXXXVII, 5.) C'est dans cet amour de l'enfant pour la vieille mère défunte, dans la fidélité aux rites, aux coutumes, à la religion des ancêtres, dans la piété de ces déracinés pour la terre des morts, — pour la patrie, — qu'est, selon nous, le signe certain, l'annonce et le présage infaillible de la future rédemption d'Israël.

JULES SOURY.

## *LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME ET LE RÉGICIDE*

---

[*Notre illustre collaborateur et maître Jules Soury, de qui nous publions ci-dessus l'éloquente* « Rédemption d'Israël », *a donné au* Soleil *du* 1er *mars* 1901 *une importante déclaration relative à la valeur morale de la période et de la doctrine révolutionnaires.*

*Cette déclaration de principes est, avant toute chose, un acte.*

*L'*Action française *avait le devoir de l'enregistrer.*

*En voici le texte.*]

> Résolution adoptée par la Ligue, dans sa réunion du 23 février 1901 :
>
> « Considérant que le projet de loi sur l'extradition, qui a été déposé au Sénat par le garde des sceaux, ministre de la justice, exclut le régicide des crimes politiques...
>
> « Le Comité central de la Ligue... proteste contre l'innovation proposée par le garde des sceaux. »

Il y a, dans l'histoire de la France, des temps d'une hideur morale plus hideuse encore que ceux-ci, il y a une époque plus in-

fâme que la nôtre, que celle des massacres d'Arménie et de Chine par les Musulmans et par les Chrétiens : c'est la fin de ce dix-huitième siècle, où les Français redevinrent proprement des Pithéciens, des singes cyniques et malfaisants; c'est l'ère nouvelle de cette France moderne qui devait finir à Sedan ; c'est l'âge des meurtres et des assassinats juridiques, de la captivité et de la mort sur l'échafaud du roi Louis XVI, de la reine Marie-Antoinette et de Mme Elisabeth de France, du pillage des églises et des monastères, de la spoliation du clergé, du vol à main armée des personnes et des propriétés, crimes décrétés par les lois, sanctionnés par les Assemblées nationales d'un peuple de sauvages ivres, ivres de vin et de luxure; c'est la Révolution française.

De ces mornes abîmes de ténèbres et de corruption, où devait disparaître, avec sa tradition et ses gloires, ce que le monde avait appelé la civilisation française, sortit la « Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen ».

JULES SOURY,
Directeur d'Etudes
à l'Ecole pratique des Hautes Etudes
à la Sorbonne.

## *INTELLECTUELS*

## *ET INDIVIDUALISTES*

---

En dépit des tentatives d'accaparement dont il fut l'objet de la part des dreyfusiens, le mot « intellectuel » demeure à la fois un vocable bien français et l'expression d'une idée très haute. A notre sens, il désigne plus qu'un amateur délicat des plaisirs de l'esprit, l'homme à la recherche de la vérité dans toutes ses manifestations et sous tous ses aspects.

L'intellectuel digne de ce nom pourra donc être un fervent et un passionné (car il serait étrange qu'il ne s'enthousiasmât pas pour une cause dont il embrasse mieux la beauté); en fait, il tend chaque jour à le devenir davantage, à mesure qu'il se dépouille de l'éclectisme de parade où s'enferma trop longtemps son dédain.

C'est que l'heure est grave pour le monde et pour la patrie. La crise des idées a plus que jamais, dans les mœurs, une terrible répercussion, tout annonce une lutte acharnée où le désintéressement serait un crime et la mollesse une lâcheté.

Mieux qu'ailleurs on l'a compris à cette *Action française*, dont le sympathique directeur fit preuve avec tant d'éclat de franchise et d'énergie. On y a compris aussi que la résistance na-

tionale ne sera féconde qu'autant qu'elle s'appuiera sur une doctrine et l'on y a tenté, non sans succès, de dégager la doctrine de la contingence des faits.

La méthode inductive a donné déjà de remarquables résultats en permettant à des esprits robustes de remonter le courant des préjugés révolutionnaires. Par elle, un Maurras, en méritant l'épithète topique de « politique réaliste », a reconstruit, sur les besoins modernes et les traditions séculaires, l'édifice de la monarchie nationale.

Dans l'ordre politique, les intellectuels ont donc serré de près le problème de l'avenir et hâté sa résolution; de telle sorte qu'on leur oppose aujourd'hui moins des convictions que des préférences.

Il n'en est pas encore ainsi dans l'ordre moral et dans l'ordre social, dont l'importance ne saurait leur échapper, puisqu'ils ont engendré historiquement l'ordre politique et lui demeurent étroitement unis.

Ici, nos amis de l'*Action française* me permettront de formuler toute ma pensée, dût-elle leur sembler nouvelle, car il est indispensable pour s'entendre de poser sans réticences les termes de la discussion.

Par leur éducation, par la culture intensive et les qualités mêmes de leur esprit, les intellectuels semblaient destinés à rester des individualistes. Il a fallu le cri déchirant de la patrie pour arracher ces représentants d'une humanité supérieure à leurs sereines contemplations, faire vibrer le cœur du citoyen plus fort que la sensi-

bilité de l'artiste, que la curiosité du psychologue ou du savant. Brusquement leur est apparue la vanité de l'étude égoïste et la fausseté des dogmes de 1789 dont le libéralisme aboutissait à l'apothéose de la trahison.

Comme la nature impose à tout ce qu'elle engendre des lois aussi sages qu'harmonieuses, il s'ensuit que la société est régie par des lois supérieures et formelles que les constitutions n'ont pas le droit d'entraver, mais le devoir de maintenir.

Dans la détermination de ces lois, les réalistes dégageront les notions du Bien et du Mal et, s'élevant plus haut encore, seront obligés de définir les délicates limites de la Justice et de la Charité. Ils proclameront ainsi l'existence et les droits de la morale sociale, dont la négation fut la cause des crises de l'État moderne en même temps que de son impuissance.

C'est d'abord dans l'ordre économique, c'est ensuite dans l'ordre moral (car leur méthode les amènera forcément à passer de l'un à l'autre), que nous verrons à l'œuvre les intellectuels pour l'honneur de leur doctrine et, lorsque celle-ci se sera rencontrée avec la doctrine séculaire de l'Église, pour l'honneur aussi de nos convictions catholiques. De la nécessité d'une morale unique pour les peuples et les individus, ne doit-on pas conclure en effet à la nécessité d'une religion universelle, pour peu que l'on remarque le fait universel de l'existence d'une religion et celui de l'acceptation, au moins théorique, de la morale chrétienne par tous les peuples civilisés ?

Le dernier argument de l'individualisme philosophique contre la logique de l'expérience est celui-ci : La religion est une affaire de conscience. Nous vous l'accordons bien volontiers si vous entendez par là que votre conviction ne vaut qu'autant que votre bonne foi, mais nous protestons énergiquement si vous prétendez qu'au point de vue religieux tout peut demeurer personnel.

Sans doute, la conscience d'un homme ne tend pas moins à l'absolu que celle de l'humanité, mais l'une est sujette à l'erreur par ignorance ou par passion, l'autre demeure infaillible parce qu'identique en ses manifestations les plus profondes comme en ses aspirations les plus hautes. Nul n'a donc le droit de conclure contre elle des principes aux dogmes, de la Morale à la Religion.

Ainsi l'exige pour l'harmonie du monde la Vérité intégrale qui manifeste aux catholiques une lumière indéfinie et procure la paix du cœur avec toutes les joies de l'entendement.

Les intellectuels comprendront mieux que personne que ce résultat vaut bien la soumission de la Raison à la Foi, aux pieds de laquelle sa marche normale l'aura conduite.

COMTE DE LANTIVY.

# LES SERVITEURS

[Les *Serviteurs*, de notre collaborateur et ami Charles Maurras, recueillis, il y a sept ans, dans son petit volume de contes philosophiques, le *Chemin de Paradis* (Paris, Calmann Lévy, 1894), datent, ainsi qu'on le verra, d'une dizaine d'années. L'extrême diffusion de la philosophie de Nietzsche dans les pays de langue française donne aujourd'hui un intérêt particulier à ce « mythe » des *Serviteurs*, conçu en dehors de toute influence nietzschéenne.

Les contes du *Chemin de Paradis* étaient commentés dans une préface explicative et complétés par des notes en appendice. Nous découpons dans ces notes et dans la préface les éclaircissements nécessaires.]

## PRÉFACE

*A Frédéric Amouretti.*

. . . . . .

*Cet insensé désir d'élever toute vie humaine au paroxysme, c'est le fond de l'erreur moderne qui ôte la paix de tout cœur. Si vous doutez qu'elle ait de même dégradé les esprits, voyez le culte qu'elle a su faire rendre à la Liberté. Vous n'entendrez louer nulle part l'Unité des consciences, cette excellente condition de la prospérité publi-*

*que et de l'ordre privé, sauvegarde des faibles, défense des inquiets, forte discipline des forts, et qui méritait bien qu'on la payât de temps en temps du prix de quelques larmes accompagnées de cris, même d'un peu de sang versé. Tout le monde l'oublie ; c'est à la seule Liberté de conscience que vont aujourd'hui tous les vœux. Le droit sens l'admettrait encore, si l'on se contentait de respecter en celle-ci un effet naturel, consacré par l'Histoire, de la mollesse et de l'incurie de nos pères, trop lents à se garer de vains fauteurs de nouveautés. Mais est-ce jamais sur ce ton qu'on nous la recommande ? On vante à haute voix cette force exécrable de dissolution et de ruine ainsi qu'un bien tout positif, un gain précieux, une sorte de conquête suprême des âges : comme s'il était rien de louable et de beau en soi dans la division des idées et le désaccord des doctrines ! — Conception immonde aux yeux du poète et tout à fait absurde au point de vue du logicien.*

*Telle est pourtant la conception et l'amour des têtes modernes. Elles se plaisent aux agents de désordre et de confusion. Et ce plaisir est vil au-delà de toute parole. Il nous faut le laisser aux vils comme leur propre marque. Voilà plusieurs années que j'exprime ce sentiment* (1).

*Je ne crois pas que le cours des choses m'ait pu contredire. Rien ne sera trop cher*

(1) Voir la note des *Serviteurs*, page 562.

*pour revenir de l'anarchie où nous vivons aux accords et à la beauté. S'il apparaît, en calculant de justes équilibres, qu'il faille que quelques-uns souffrent ou servent, la pensée de souffrir ou faire souffrir ni celle de faire servir ou de servir ne sauront alarmer une bonté sincère ni choquer d'orgueil bien placé.*

> En segre corz e en servir
> Metz tost son percaz e sa renda.
>
> *A suivre cour et à servir*
> *Il mit tous ses soins et son bien* (1).

*Voilà comme nos vieux romans peignent le parfait chevalier et l'amant idéal : c'est que l'univers apparaît à l'amant, au héros aussi bien qu'au sage, sur un type d'immense réciprocité de services, pour si peu qu'ils y jettent un regard naturel et pur.*

*Vous avez lu l'*Histoire d'une servante. *Lamartine n'a rien écrit de plus touchant. Mais le pathétique du livre, c'est surtout, à mon sens, l'état du cœur du vieux poète divisé entre ses chers fantômes de liberté et les clartés de son génie. Le goût de sa pauvre servante pour ce qu'elle appelait naïvement « rendre service » lui semble tantôt une merveilleuse effusion des grâces du ciel, tantôt le pli avilissant de serviles hérédités. Pas une heure il n'a osé s'arrêter à cette pensée, qui lui est venue cependant, que la bonne femme suivait d'abord sa volupté et que, de l'humble coin de son foyer*

(1) Comparez la belle devise de Persigny : Je sers.

*de ceps de vigne, elle observait la loi qui fait obéir les étoiles.*

*C'est servir, en effet, qui est le premier dans les cœurs. Bien que la rencontre en soit rare, je ne conteste point l'appétit de l'indépendance, l'erreur belle et féconde dont quelques hommes sont aveuglés comme de leur sang. Mais la plupart ne l'éprouvent à aucun degré, si ce n'est comme suggestion et imitation machinale, ce qui est encore servir. Bien mieux, ces suggestions ont fait de récentes misères que nous avons eues sous les yeux : combien d'esclaves-nés de notre connaissance retrouveraient la paix au fond des ergastules d'où l'Histoire moderne les a follement exilés !*

*Mourant de lâche inquiétude et pourris d'une élégiaque vanité, encore faudrait-il que l'on hâtât pour eux ce bienfait du carcan, ou les verrons-nous parvenus en un état si avancé de décomposition que leur chair en lambeaux empoisonnerait les murènes.*

*Je présume qu'on évitera d'objecter à ceci le christianisme. La chaîne d'idées que j'expose est très suffisamment païenne et chrétienne pour mériter le titre de catholique* (1) *qui appartient à la religion dans laquelle nous sommes nés. Il n'est pas*

(1) Ceci est l'illusion de la vingt-cinquième année. Le catholicisme est un dogme. Il ne prête ni aux mélanges ni à la fantaisie. Dans les temps héroïques de la science grecque, ceux qui s'y distinguèrent prenaient d'abord le nom de sages. Un peu plus tard, la modestie leur imposa de s'en tenir au nom d'Amis de la sagesse. Les sentiments exposés ci-dessus ne sont qu'amis du catholicisme : ils en sont les amis très fermes. (*Note de* 1901.)

*impossible que j'aie heurté chemin faisant quelques passages de la* Bible, *mais je sais à peine lesquels. D'intelligentes destinées ont fait que les peuples policés du sud de l'Europe n'ont guère connu ces turbulentes écritures orientales que tronquées, refondues, transposées par l'Eglise dans la merveille du Missel et de tout le Bréviaire : ce fut un des honneurs philosophiques de l'Eglise, comme aussi d'avoir mis aux versets du* Magnificat *une musique qui en atténue le venin. Je me tiens a ce coutumier, n'ayant rien de plus cher, après les images d'Athènes, que les pompes rigoureuses du moyen-âge, la servitude de ses ordres religieux, ses chevaliers, ses belles confréries d'ouvriers et d'artistes si bien organisées contre les humeurs d'un chacun, pour le salut du monde et le règne de la beauté.*

*Ces deux biens sont en grand péril depuis trois ou quatre cents ans et voici qu'on invoque, au secours du désordre, le bizarre Jésus romantique et saint-simonien de mil huit cent quarante. Je connais peu ce personnage et je ne l'aime pas. Je ne connais d'autre Jésus que celui de notre tradition catholique, « le souverain Jupiter qui fut, sur terre, pour nous crucifié* (1) *». Je ne quitterai pas ce cortège savant des Pères, des Conciles, des Papes et de tous les grands hommes de l'élite moderne pour me fier aux évangiles de quatre juifs obscurs...*

(1) *... O sommo Giove*
*Che fosti 'n terra per noi crucifisso!*
DANTE, Pg. VI, 118, 119.

## « *LES SERVITEURS*

« Les chefs combattent pour la victoire; les soldats pour les chefs.
TACITE.

« C'est de manquer d'énergie et de ne savoir où s'intéresser que souffre le jeune homme moderne.
MAURICE BARRÈS.

« *A mon cher maître Anatole France*

### I

1. Criton descendait chez les morts. Il souriait de la lamentation des pleureuses que les brises d'Attique lui portaient par lambeaux : « Hélas ! pauvre Criton ! tu perds ta femme, tes enfants ! Tu perds la douce Athènes. Tes centaines d'esclaves ne te serviront plus de rien. Qui aura soin de toi ? » Devenu une ombre subtile, il souriait de ces propos et s'enfuyait légèrement; car n'est-il pas vrai que le sage emporte avec soi tout son bien ?

2. Plus pâle que la Lune, Mercure se levait sur les collines empyrées. Son vol guidait vers l'occident une foule d'ombres en larmes. En vain secouait-il les boutons laiteux du moly qui dis-

sout les enchantements ; toutes les âmes étaient pleines du sortilège de la vie. De quelque planète sauvage qu'on les eût délivrées, le regret les chargeait et les retardait. Mais un vent de curiosité secondait les pas de Criton. Il aurait égalé le fils de Jupiter si sa sandale, tout-à-coup, ne se fût détachée. Elle roula dans un fossé, sur le bord du chemin céleste. Il fallut que Criton courût en boitant la quérir et s'agenouillât sur la route pour rétablir les bandelettes autour de la cheville. Cela le mit en grand retard. Et comme il se hâtait, Mercure lui montra quelles taches de boue pendaient à son manteau. Il dut les secouer lui-même et ses pas furent moins légers.

3. Il songeait, en effet, qu'un enfant acheté à Thèbes l'accompagnait naguère, ayant soin des étoffes, des courroies, des sandales; ce gracieux serviteur était à présent mort pour lui. Cette idée l'attrista ; ce qui le fit sourire de nouveau :

— Les vivants m'appellent un mort. Aussi sont-ils morts à mes yeux.

Cette méditation lui apparut riche de sens. Il désira la commenter sur ses tablettes.

— Ça ! dit-il, qu'on recueille les phrases que je dicterai.

4. Mais Criton éclata de rire. Parmi les ombres taciturnes, il avait parlé seul comme on fait dans les rêveries. Il s'était vu en ce moment environné des secrétaires qui excellaient à conserver les finesses de sa pensée.

L'un, natif de Sicile, distinguait les rêves du maître aux replis de son front. L'autre ramenait sur sa langue les mots ailés et délicats, s'ils venaient à la fuir. Privé de ses auxiliaires, l'Athénien gémit.

— Par Diane ! il serait sage d'immoler aux mânes du maître ses esclaves les plus utiles. Quelle disgrâce insupportable de descendre seul aux enfers !

5. Mercure, se tournant :

— Mâne, dit-il, ne te plains point. Tu fus d'un siècle fortuné. Mais si un grammairien t'a instruit aux lettres, lis les promesses que contiennent les tables du Destin...

Les murailles du monde venaient d'être franchies. Sur leur façade flamboyante le doigt de Mercure montrait des lettres sacrées. Rien ne se fait dans l'univers qui n'y soit figuré d'avance. Criton lut en courant :

*Un christ hébreu viendra au monde, rachètera l'esclave et, déposant le fort du trône, placera les premiers plus bas que les derniers, pour que sa gloire soit chantée dans la vie éternelle.*

6. « Criton » pour les Grecs signifie un esprit juste et un sens droit. C'est pourquoi il fut affligé de cette prédiction : il entrevit l'âge de fer. Il aperçoit des temps où tout homme, maître de soi, réduit à sa seule vertu, glisserait sur la terre seul et muet parmi des ombres. Sa raison indignée l'abandonna quelques instants. Il alla aux imprécations comme un bar-

bare pris de vin. Mais presque aussitôt il rougit de ces mouvements.

7. — Hélas! soupira-t-il, cela n'aurait jamais été si j'avais eu auprès de moi mon petit bouffon d'Ethiopie. Par des quolibets et des coups je dispersais sur lui l'impatience de mon humeur. Il dansait et je le battais. Je le blessais parfois. Sa grimace apaisait mes fibres. Ainsi se purgeaient mes passions. Ce bel enfant me rendait digne des mythes de Platon et des poèmes de Ménandre. Hélas! sans ce ministre de ma tranquillité me voici devenu mon souffre-douleur. Chose horrible à songer! mes colères me sont fâcheuses. N'ayant que moi autour de moi, je me prodigue des soufflets comme un personnage de comédie...

8. On était arrivé à l'onde du Styx. Elle murmurait tristement. Criton jeta les yeux sur cette glace de ténèbres. Il s'y aperçut bien, mais eut peine à se reconnaître. Et quelle Athénienne eût reconnu dans ce reflet le céleste Criton, délice et honneur de la ville? En peu d'heures, l'inquiétude, la fièvre, le souci, avaient troublé ses traits; son teint devenu rouge sombre commençait à être étoilé des pustules légères qui témoignent d'âcres humeurs. Yeux contractés, sourcils crispés, les deux coins de la bouche baissés amèrement, il se trouvait horrible et n'osait plus un mouvement. Mais il se regardait, se lamentant de ne pouvoir être englouti, comme Narcisse, en ce miroir digne de lui.

9. Deux fois le vieux Caron lui avait réclamé l'obole. Comme il ne bougeait pas, le nocher lui donna de son aviron dans les reins. Il reçut de nouvelles plaies pour sa noble lenteur à sortir de la barque.

— Cela est triste, dit Criton, et cela est trop dur ! J'ai perdu ma beauté et la souplesse de mes membres. Il me reste un peu d'élégance : il me faut en souffrir aussi.

Heureusement, il se trouva que Minos avait l'âme bonne. Ce dieu le fit conduire sans retard aux Champs Elysées.

## II

10. Aussi loin que couraient ses yeux, il vit s'étendre une campagne tapissée des fleurs qu'il aimait. Le jour naissait du sein des brises. Il s'échappait aussi de la cime des plantes. Le visage des bienheureux était pétri d'une lumière et les cercles qu'ils dessinaient sur des collines de gazon avaient des lignes harmonieuses, ainsi que d'un beau corps distribué en cent personnes.

11. Et Criton vit ce qu'il aimait plus que toutes les fleurs : dans un ciel admirable, que l'éclat du soleil eût souillé comme un noir nuage, les neuf Muses, les trois Charites chantaient aux pieds de Jupiter. Leurs voix, leurs mouvements, répandaient la sérénité. Mais Criton était las. Son corps, ses vêtements, ne cessaient point de lui peser.

— J'aurai le temps, dit-il, d'écouter ces belles déesses. Prenons quelque repos.

Il souhaita de se baigner. Dans un bouquet de myrtes et de lauriers-roses en fleur, cinq ou six jeunes fleuves élevaient leurs cornes dorées et leurs couronnes d'épis mûrs. Ils jouaient sur l'onde tremblante, épanouie, qui respirait les puretés originelles. Il se glissa de leur côté et prit soin de se devêtir.

12. Mais il avait compté sans les agrafes et les nœuds qui abondaient par sa tunique et tout son vêtement. Ayant rompu plus d'une étoffe précieuse, il se découragea. Il se coucha sous un peuplier où voltigeaient des flammes pures, musicales comme le vent. Cette harmonie le balançait. Une demi-félicité lui vint. Mais, en songeant qu'il était seul, il se retenait de la prendre ; il n'osait y ouvrir son cœur dans la crainte de le blesser. Car il n'avait personne en qui pût se répandre l'excès de ses plaisirs. Il s'assoupit ainsi. Des années infinies ne le tirèrent point de ce rêve agité et des siècles coururent, tandis que l'asphodèle lui tissait des colliers et des bracelets. Sa chevelure s'impliquait de lierre et de volubilis.

13. Une voix l'éveilla :

— O Criton, mon seigneur !

Avant qu'il se fût retourné, le bon Androclès paraissait, menant une troupe joyeuse. Androclès, aux maisons d'Athènes, régissait le bien de Criton. Etant le meilleur des esclaves, il com-

mandait aux autres. Ceux-ci venaient de le rejoindre comme leur chère destinée.

Tous riaient et pleuraient. Tous chantaient, agitaient les bras et s'étreignaient les uns les autres.

— Amis, le maître est retrouvé.

14. Vers les étangs, les fleuves et les mers qui brillaient au bout de la prairie divine, partaient des messagers pour ramener les serviteurs qui erraient encore en cherchant la trace du maître enfui ! Et tous accouraient hors d'haleine. La beauté des ombres heureuses avait failli laisser leurs fronts, tant leur erreur infructueuse les avait affligés. Criton reconnut un berger corinthien qu'il avait mis en croix contre la justice.

— Tu ne m'en veux pas ? lui dit-il.

Mais l'esclave fondit en larmes.

— Seigneur, il te fallait que je souffrisse jusqu'à la mort. Et je ne m'y refusai point. Bien ou mal, je m'en acquittai. Mais toi, pourquoi nous laissais-tu ? Ma douleur commença quand je ne sus que faire ni de qui prendre les souhaits.

15. Tous disaient des choses semblables ou leur visage l'exprimait. Peu à peu la satisfaction rappelait sur leurs joues les beautés anciennes. Criton se fit délier des chaînes fleuries. Il se leva et, gravissant un mamelon, s'assit commodément à la cime. Androclès se tint près de lui avec les secrétaires. Plus bas, les musiciens munis de flûtes et de lyres et d'autres

instruments. Au rang inférieur, pareils au fondement d'une pyramide, les esclaves sans nombre qui ont soin des jardins, des vivres, des habits. Sans nuire à l'harmonie qui s'établissait de la sorte, ces derniers serviteurs montaient et descendaient suivant leurs divers ministères. Ils apportaient l'eau d'émeraude, la transmettaient, lavaient les membres du seigneur, où des éponges odorantes étaient ensuite promenées, offraient sur des plateaux les fruits d'Hespérie, les coupes d'huile vierge et les carafes de nectar. Sous des chapelets de violettes, les danseurs ondulaient, les bouffons tendaient leur échine et Criton, du bout de l'orteil, daignait y imprimer des gourmades distraites; une pleine félicité les couronnait alors. De tant de serviteurs, il n'en était pas un qui n'eût les yeux fixés sur la prunelle de Criton. Mais le front de Criton était dressé en ce moment dans le voisinage des astres, et son regard plongeait où la vue des esclaves ne pouvait pénétrer, vers la couronne des étoiles, des belles muses et des dieux.

16. — Selon les rangs, les conditions, les dignités dont tu nous pares, Criton, nous regardons vers toi et, se formant à ton modèle en qui le ciel est réfléchi, chacun de nous atteint le genre de beauté que Jupiter lui désigna, ô demi-dieu, près de la tienne.

Tel était le chant des musiques et, par sa belle architecture, du rythme gracieux des atti-

tudes mutuelles, toute la maison de Criton accompagnait ces voix.

III

17. La présence du maître fit même qu'Androclès discourut avec l'abondance d'un sage.

— Plus d'une fois, seigneur, il nous vint pendant notre vie des désirs d'affranchissement. Insensés, nous croyions que la liberté tenait à l'absence du maître! Ta douce autorité nous apparaissait un fardeau. Cependant tu nous employais, toi, l'aimé des Muses; tu le daignais! Tu guidais nos pensées suivant les formes de la tienne par où le monde s'épurait. Si nous vivions à ton profit, tu te vouais toi-même aux grands dieux qui portent des voiles. Nos pieds, nos mains et nos épaules te servaient d'escabeaux; mais quand les célestes faveurs descendaient t'inonder, une rosée mystérieuse inondait notre front et tous s'enivraient de ta joie.

18. « Hélas! toi disparu, ces fontaines se desséchèrent. Nous ne connûmes plus de religion ni d'art. Car lequel d'entre nous eût touché sans mourir ces divinités fortes, éternelles et belles, qui sont maîtresses d'harmonie et principes de vie? Nous sentîmes que notre cœur était tombé à notre charge. Sur la rive du Styx, Caron me frappa durement; car tu n'étais point là pour me faire comprendre qu'il était temps de s'embarquer. Devant Minos, plusieurs s'accu-

sèrent l'un l'autre pour se défendre : « Allez ! » dit le juge des mânes, « ayant servi Criton, vous » échapperez au Cocyte. Mais cessez de vous pro- » diguer un aussi commun déshonneur. » Ainsi, Criton, tu nous sauvas; ainsi, sans toi, nous fûmes couverts de ridicule et remplis de méchanceté.

19. « Criton, nous avons tant souffert que les Champs-Élysées ne nous surent point consoler. Nous mourions d'ennui, ô Criton! Nos doigts, tu le vois, sont habiles à cent travaux singuliers. Hélas! auquel nous appliquer? tu nous manquais pour nous le dire. Nous chantions à notre âme : Petite âme, que nous veux-tu?... L'éclat des cieux qui te nourrissent l'accablait et l'éblouissait. Elle se mirait en souci à la berge de fleuves. Et son ombre s'y allongeait exténuée, pâle, légère. Suivant d'innombrables désirs, elle se dissipait par flocons dans les airs. Nous nous dissipions avec elle. Quelquefois nous essayions de la recouvrer, mais c'était bien en vain ; chacun, errant de son côté, se dissolvait soi-même. Tous les efforts pour nous refaire ouvraient des blessures nouvelles dans notre cœur qui s'épandait et s'effaçait, à l'image des nues et des brouillards évanescents qui s'éloignent de notre terre.

20. — Mais, demanda Criton, que ne remettiez-vous un sceptre aux mains du plus habile?

— Criton, nous l'essayâmes, il faut en convenir. Ils m'acclamèrent comme chef, afin de se trou-

ver heureux. N'étais-je point, au ciel d'Athènes, le plus favorisé de toi? Je ne sais plus si je parvins à leur bégayer un souhait; je sais qu'ils se gardèrent bien de l'exécuter. Comment l'auraient-ils pu? Va, les âmes des hommes n'ont pas été tirées de la même origine. Les filles de l'argile ne s'élèveront pas au rang de celles que les dieux ont conçues dans le lit de pourpre.

21. « Mais, ô cher maître, le visage de la fortune sourit dans ta venue. Dis, ne nous quitte plus. Car nous avons besoin d'un père, d'une mère et d'un fidèle ami. Tout de toi nous sera léger : les injures, les coups. Car cela fait partie de notre condition, et les pires maux appliqués aux places convenables deviennent les présents du ciel. Il n'est point de bonheur pareil à celui de remplir le messsage que Jupiter inscrivit, en lettres divines, sur les épaules de chacun. »

22. Criton avec moins de paroles raconta ses malheurs. Son visage brillait d'un enchantement délicieux. Il baisa Androclès, qui transmit la caresse aux deux esclaves les plus proches. Ceux-ci se rendirent à d'autres. Elle passa de rang en rang. Et Criton se complut à regarder sur le versant de la prairie heureuse, tressé à l'infini, son doux baiser multiplié.

## IV

23. Ces transports n'avaient point cessé que Criton vit venir à lui un jeune homme d'une

beauté resplendissante. Une coupe de lys était ouverte dans sa main.

— Vous me connaissez bien, dit-il; je suis Mercure. Voici la coupe du Léthé. Ames choisies, nulle de vous ne nourrirait-elle en secret le vœu de revoir la patrie? Je vois bien que vous vous donnez au rire élyséen. Pourtant réfléchissez si vous n'avez aucun regret. Je puis vous rendre votre terre, la vie d'autrefois, le soleil.

24. A ce discours du Psychagogue, les serviteurs buvaient avec plus d'espérance le feu des regards de Criton; car ils ne savaient que répondre. Et Criton s'enflammait d'une beauté supérieure, car il se souvenait des douces murailles d'Athènes. Il baissa les paupières pour ne point s'enivrer d'espérances déraisonnables. Puis, il les releva vers le groupe des belles Muses qui, là-haut, poursuivaient le cantique du monde, à la table incorruptible de Jupiter.

— Hélas! dit-il, les fleurs d'Attique ont une odeur impérissable.... Pourtant, Mercure, réponds-moi : notre ville d'Athènes est-elle encore la plus belle qui blanchisse la mer Egée? Quels sont les orateurs pour se lever dans l'Assemblée? Quels sont les sages? Le théâtre offre-t-il des poètes égaux à nos anciens? S'il en est autrement, dis-le sans prendre de détour, car je ne voudrais pas revivre à la légère.

25. — Criton, tu parles sagement. Apprends qu'Athènes existe encore. Elle fleurit : c'est un lumineux champ de ruines.

— Quoi ! Mercure, elle, ruinée?

— Elle est dévastée sans retour.

L'Athénien devint pâle, mais il reprit :

— Cela n'est rien, Hermès, je la saurai bien rebâtir.

— Sache aussi qu'un monarque de sang barbare y tient sa cour.

— Gète ou Scythe, il sera chassé au delà du blanc Tanais !

26. — Mais, Criton, n'y recherche plus le chœur de tes poètes. Ils sont bien morts, leurs chants ne sont plus entendus que d'hommes disgracieux qui s'estiment habiles parce qu'ils portent sur les yeux des cercles de cristal. Veux-tu revenir à Athènes ? Les Béotiens y font leur camp. Depuis longtemps, Pallas émigra de notre cité...

Criton avait mûri un plan qui replongeât le peuple des Barbares jusqu'au fond des bois hercyniens.

— Oui, sans doute, Mercure, il faut que je revive. La ville infortunée a besoin de ses citoyens. Tous ceux-ci feront comme moi.

Il montrait les esclaves. Quelques-uns étendaient la main sur le lys où brillait le Léthé coloré de miel. Criton les arrêta :

27. — Pardonne-moi, doux Psychagogue, d'oser solliciter une parole de plus. En descendant vers l'onde noire, il y a de longs siècles, c'est toi qui me fis déchiffrer des inscriptions funestes. Ce Christ hébreu dont elles parlent, est-il venu?

— Il est venu, Criton.

— A-t-il chassé les forts du trône, ainsi qu'il se le promettait ?

— Il l'a fait, dit Mercure.

Mais les échos élyséens répétèrent en gémissant :

— Il l'a fait ! Il l'a fait !

— Il a mis les premiers au-dessous des derniers ? Il a rendu Cléon l'égal du fils de Sophronisque ?

— Mon Criton, ces rêveries s'accomplissent.

— Et cela réussit ?

— Tu le sauras, Criton.

28. Le sage Criton soupira. Il comprenait peu que l'absurde eût ainsi triomphé.

— Hélas ! Mercure, reprit-il, je sais aussi que les esclaves, au nom du même Christ, doivent un jour être affranchis. Est-il temps de s'y opposer ?

— Voilà près de quatre cent soixante-treize olympiades que l'Hébreu criait sur sa croix : *Cela est consommé!* Oui, depuis ce moment, les esclaves ont reçu le gouvernement de leur âme. Ils ne sentent plus d'autres jougs que ceux de vivre et de mourir. Ils disposent de tout leur cœur. La servitude est abolie, chères ombres !

Tous les serviteurs aussitôt accoururent en frémissant :

— O Hermès, où nous conduis-tu ?

Mercure crut bien leur répondre :

— A la liberté, mes amis.

29. Mais le vieil Androclès se prosterna devant Criton, dont il embrassa les genoux :

— Cher maître, garde-toi de commencer notre infortune. Songe aux malheurs que nous souffrîmes avant que d'être ici rejoints.

« On souffre sur la terre ce dont j'ai souffert loin de toi. Je distingue assez bien comment, sans précepte, sans chef, les anciens esclaves s'y doivent consumer d'un ennui sans merci. Il leur faudrait quelqu'un à servir et à saluer. Ils ont des conquérants, de temps à autre, qui les broient : pour l'ordinaire, de faux maîtres au cœur pétri comme le leur. Et ces oppressions ne leur profitent guère, car jamais ils ne les acceptent, jamais ils n'obéissent, sinon contre leur vœu.

« Même, il leur pèse de durer en leurs propres résolutions ; car ils redoutent d'être esclaves, et c'est l'être en quelque façon que d'obéir à soi, d'exécuter d'anciens projets, d'être fidèles à de vieux rêves. *Ils se sont affranchis jusque de la constance, et l'univers entier les subjugue chaque matin.*

30. « Cet état, que nous connaissons, ne permet rien qui soit durable. Parle, toi, Trismégiste, qui sais exactement les événements des trois mondes, étant grand voyageur. N'est-il pas vrai que désormais toute œuvre est vide et vaine? Aucun peuple nouveau a-t-il réussi seulement un édifice comme le Parthénon ? une Aphrodite cnidienne ? un autre Œdipe-roi ? un

corps de lois qui se compare à celui de Solon?

— Je ne le vois pas, dit Mercure.

— Hé! lequel d'entre eux l'aurait pu? Là-haut les anciens maîtres mènent une vie d'infortune. Tu étais leur pareil, Criton, quand tu errais au bord du Styx, songeant aux musiques du ciel et obligé de renouer toi-même tes chaussures. Ils s'enveloppent de pensée et quelque matelot les bat en leur réclamant une obole. Mercure, suis-je dans l'erreur?

— Tu dis merveilleusement vrai, Androclès, répondit le dieu.

— Mais ces peines d'aristocrates sont près d'être lavées de la face du monde. Les feux sacrés s'éteignent et l'art inutile se meurt. A la vérité, la nature agonise, elle aussi. Et cela n'est point de vieillesse. Mais son beau sein est encombré. Jadis, Criton, nos mariages étaient réglés par des souhaits qui dessinaient un monde élégant comme ton esprit. Jamais les serviteurs ne poussaient la fécondité au delà des vœux de l'Etat. Chaque pays portait le nombre d'habitants qu'il pouvait nourrir, vêtir et honorer. Cette modération a bien cessé d'être en usage!

31. « Car, devenues maîtresses d'elles-mêmes, les femmes ont souri à tous, ouvert à tous l'urne féconde que tu réservais aux meilleurs. Encore si le désir avait seul réglé leurs caprices! Le désir les eût faites assurément plus difficiles ; car un éphèbe désirable étonne Jupiter. Mais ceux qui délivraient les âmes les com-

pliquaient aussi. Ils déchaînaient dans l'univers un second désir tout contraire, qui, au lieu d'exalter vers les types de la Beauté, incline aux choses laides, mutilées et humiliées. Cette pitié dénaturée a dégradé l'Amour. Il s'est nommé la Charité; chacun s'est cru digne de lui. Les sots, les faibles, les infirmes ont reçu sa rosée. De nuit en nuit s'est étendue la semence de ce fléau. Elle conquiert la terre. Elle remplit les solitudes. En quelque contrée que ce soit, on ne peut marcher un seul jour sans rencontrer cet être au visage flétri, au geste médiocre, mû du simple désir de prolonger sa vie honteuse; il parle, ô Criton : c'est un homme. Mais voudrais-tu lui ressembler?

— Il faut avouer, dit Mercure, que la peinture est vraie. Et les choses sont bien comme l'esclave les devine.

— Je ne devine point, Mercure, mais je raisonne. Mais toi, Criton, je te supplie. Dis, ne remontons point vers les déclassés faméliques. Ne nous noyons point dans la foule. Ici, nous adhérons à toi comme les vallons aux montagnes. Le plus humble de nous n'est point étranger à l'éclat de ta chevelure dorée, de ta taille divine : il soutient l'une et tresse l'autre. Nous sommes membres d'un beau corps que tu excelles à conduire, étant sa tête et sa pensée. Il nous semble, à certaines heures, qu'un dieu nous exhale de toi.

32. Tous les serviteurs applaudirent. Criton, indécis, soupirait.

— Androclès a raison, dit Mercure.

Et tranchant le débat, il prit son vol avec la coupe où personne n'avait touché.

## [*NOTE DES « SERVITEURS » :*
## *FRÉDÉRIC NIETZSCHE*

Je croyais l'idée de ce mythe si purement conforme aux sentiments « socialistes » et « archistes » de notre race qu'on ne la pût nourrir ailleurs. Mais voici, me dit-on, qu'elle est professée en Allemagne par un étrange écrivain de race slave appelé Nietzsche (1).

C'est à peine si j'ai feuilleté ce qu'on nous a donné de Nietzsche. Et il me souvient cependant d'avoir noté dans son « Cas Wagner », publié en

(1) Écrites trois ans après les *Serviteurs*, en 1894, ces lignes procèdent d'une idée assez fausse de la philosophie de Nietzsche. Incohérent, tumultueux, confus, l'illustre romantique allemand, qui a d'ailleurs aidé tant de jeunes Français à sortir du germanisme et du romantisme, est loin de concevoir le monde, comme on l'a fait ici, sur le *type d'une immense réciprocité de services*. M. Pierre Lasserre en fait la juste observation dans son fragment « De la Hiérarchie » paru le 15 mars dernier dans l'*Action française*. Page 465 de cette analyse profonde, on voit que, pour ce Nietzsche, encore barbare et tout pétri de judéo-germanisme, « un peuple, une race... ne sont » que la matière gâchée par la nature en travail de trois » ou quatre grands hommes ». La conception classique exposée par M. Lasserre, plus vraie, est aussi plus humaine. Oui, les grands hommes, oui, les maîtres sont des chefs-d'œuvres auxquels l'humanité entière a concouru : mais ils ne seraient point des maîtres véritables si le fait seul de leur essence, de leur présence, ne rendait généreusement à la nature et au genre humain ce que celui-ci et celle-là dépensèrent pour les susciter ! (*Note de* 1901.)

1888, mais traduit chez nous seulement en 1893, de curieuses rencontres sur la philosophie de l'art avec les thèses esthétiques qu'il m'est arrivé de soutenir en 1891 au moment de la fondation de l'école romane, de concert avec mes amis MM. Jean Moréas, Raymond de la Tailhède, Ernest Raynaud et Maurice du Plessys.

J'avais écrit les *Serviteurs* à l'automne de 1891, et ils parurent dans la *Revue bleue* du 30 avril suivant. — Est-il possible, me dit-on, que vous ne connaissiez pas Nietzsche? — Mais c'était la première fois que j'entendais ce nom. Ce Nietzsche est un Sarmate ingénieux, éloquent et assez subtil. Quoique d'esprit bizarre, il n'a pu lire sans profit notre Platon. Cependant l'effroyable désordre de sa pensée finit par le conduire à un anarchisme orgueilleux. Sa naissance l'y destinait. Fidèle à cette barbarie, il est même devenu fou. J'ai tenté, au contraire, les triomphes de la raison.

S'il me fallait invoquer ici d'autres modèles que ceux que j'ai reçus de mes maîtres français ou grecs et latins, je me référerais à ces lignes si belles de l'auteur du *Colloque entre Monos et Una* : « En dépit de la voix haute et salutaire » des lois de gradation qui pénètrent si vive- » ment toutes choses sur la terre et dans le ciel, » des efforts insensés furent faits pour établir » une démocratie universelle....»

CHARLES MAURRAS.

## *DROIT DIVIN*

## *OU DROITS DE L'HOMME?*

---

Droit divin ou droits de l'homme? Et suivant ce que vous décidez, vous devez dire Monarchie ou République. C'est ainsi que la question est souvent posée, et elle ne peut être posée plus mal. C'est la réduire, en effet, à un problème de mathématiques. On part d'un axiome, — droit divin ou droits de l'homme, — on en tire les conséquences, on enchaîne les théorèmes, et on aboutit à ce qu'il fallait démontrer, la Monarchie ou la République, sans avoir cessé, comme le mathématicien, de travailler sur le papier, oubliant qu'ici la matière sur laquelle on écrit n'est pas du papier, mais de « la peau humaine qui est chatouilleuse », comme disait Catherine II.

Du reste, ce droit, divin ou humain, que l'on pose en axiome, c'est-à-dire en vérité évidente par elle-même, est bien plutôt un article de foi que l'on ne peut éclaircir par les seules lumières de la raison, et qui reste donc obscur à tous ceux qui ne sont point touchés de la grâce. Car l'on ne doit pas se méprendre aux mots : il faut un effort religieux aussi grand pour croire en les droits de l'homme que pour croire en le droit divin. Les esprits incapables de cet effort, et qui, en cette occasion, pensent comme Taine que « la vérité est dans les choses observables et que c'est de là uniquement qu'on peut la tirer », se refusent donc à

ce qu'on leur pose la question de Monarchie ou de République sous cette alternative : droit divin ou droits de l'homme?

Une vérité, en effet, qui n'est point tirée des choses observables risque de n'avoir aucun rapport avec la réalité ; d'où conflit entre l'ordre des choses et l'ordre imposé par cette vérité. Ce conflit éventuel, certains fondateurs de la religion des droits semblent, du reste, bien l'avoir entrevu : « Nous ferons un cimetière de la France, disait Carrier, plutôt que de ne pas la régénérer à notre manière! » Et Hydens, autre jacobin : « Périssent cent mille fois les 25 millions de Français plutôt qu'une seule fois la République une et indivisible. » Et c'est là le dévot que l'on prend en flagrant délit; c'est le *pereat mundus, fiat justitia!* de toute religion. Je sais que bon nombre des sectateurs des droits de l'homme ne souscriraient point à ces paroles. Cela prouve uniquement qu'ils n'ont point de logique. Du moment qu'on affirme une vérité première, on doit en affirmer toutes les conséquences; si l'on pose un axiome, il faut en tirer toutes les propositions.

Carrier affirmait une vérité : les droits de l'Homme. Mais cette vérité, l'ayant tirée d'une abstraction, l'Homme, et non de la réalité, un certain homme vivant, il devait prévoir que cette vérité pourrait ne pas concorder avec la réalité, et ainsi aboutir à nier cette réalité « à faire de la France un cimetière ». Affirmant les droits de l'homme, la logique voulait qu'il affirmât aussi les conséquences possibles, le cimetière. Hydens posait en dogme la République

une et indivisible. Mais n'ayant point tiré ce dogme de cette réalité : 25 millions de Français, il avait la logique d'entrevoir que la réalité pourrait ne pas se plier au dogme, et la logique de dire que, dans ce cas, au dogme il sacrifiait la réalité : « Périssent cent mille fois les 25 millions de Français !..... »

S'il y a là une certaine logique, il y a aussi pourtant une grande inconséquence. Il est inconséquent de prétendre au triomphe d'une idée qui nie la réalité, car l'idée ne peut justement triompher que si elle s'appuie sur la réalité. Il est inconséquent d'affirmer la République une et indivisible jusqu'à nier les 25 millions de Français, car je ne vois point comment la République peut avoir d'existence si elle ne repose sur les 25 millions de Français, et je ne sais point comment, si les 25 millions de Français périssent, la République peut leur survivre. Ce que je vois seulement, c'est la contradiction qu'il y a, que l'on soit déiste ou athée, que l'on pense l'univers créé par un Dieu ou par toute autre force, à prétendre qu'il y a en nous quelque force spirituelle, comme un droit, qui n'est pas en harmonie avec les autres forces de la nature; car c'est prétendre que ce droit est, et en même temps qu'il n'est point, la nature s'opposant à son existence. Ou bien il faut prétendre en plus que l'homme domine la nature de son esprit, qu'il peut recréer l'univers, le refaire à sa volonté, ce qui n'est point. Car s'il est vrai que l'homme est libre de tenter la lutte contre l'ordre des choses, il est vrai aussi que dans cette lutte il ne peut être victorieux.

On peut, avec, suivant la forte expression de Bonaparte, « l'alliance de la philosophie et du sabre », imposer à un peuple ce que l'on croit un droit ou une vérité. Mais si cette vérité n'est pas en harmonie avec ce peuple, on ne peut pas faire qu'elle ne soit pas un germe de mort pour lui. Carrier était libre de tenter de régénérer la France à sa manière ; mais si cette manière n'était pas française, il n'était pas libre de ne pas faire un cimetière de la France.

Le droit donc ne peut être qu'une chose harmonieuse. Et l'on voit ainsi ce qui distingue dans l'homme le droit de la force, la force pouvant se trouver parfois en conflit avec l'ordre des choses, le droit ne le pouvant point. Le droit est cette « philosophie » qui découle de la nature, et qui par conséquent est une source de vie. Le « sabre » est la force qui peut s'opposer à cette philosophie, tenter d'en instaurer une autre, mais seulement en semant la mort.

C'est donc à la nation qu'il faut demander la connaissance du droit. Ce n'est plus œuvre du mathématicien qu'il faut faire, mais bien plutôt œuvre de physicien ou de naturaliste. Comme le physicien, nous nous refuserons donc à établir aucune loi qui n'ait été tirée de l'observation de la nature. Nous ne poserons aucun droit à priori, et en particulier nous ne poserons le droit d'un gouvernement qu'après avoir fait ainsi que Taine nous l'indique lorsqu'il dit : « Si jamais nous découvrons la constitution qu'il nous faut, ce ne sera point par les procédés en vogue. En effet, il s'agit de la *découvrir*, si elle existe, et non de la mettre aux voix. A

cet égard nos préférences seraient vaines; d'avance, la nature et l'histoire ont choisi pour nous; c'est à nous de nous accommoder à elles, car il est sûr qu'elles ne s'accommoderont point à nous. La forme sociale et politique dans laquelle un peuple peut entrer et rester n'est pas livrée à son arbitraire, mais déterminée par son caractère et son passé... On doit donc renverser les méthodes ordinaires et se figurer la nation avant de rédiger la constitution. » Et ce gouvernement que « d'avance la nature et l'histoire ont choisi pour nous », nous dirons que c'est en lui qu'est le droit, car seul il est la force qui s'harmonise avec les autres forces qui nous conduisent. Nous ne dirons donc ni droit divin, ni droits de l'homme, mais *droit historique*, le mot historique étant pris ici dans son sens le plus large.

Cette conception du droit historique, c'est, il me semble, ce qui devrait relier tous les nationalistes. Le droit divin ou les droits de l'homme, en effet, impliquant une foi, une croyance religieuse, font que l'entente est difficile, car ils arrêtent toute discussion; on ne discute pas avec la foi. Tandis que le droit historique étant une loi expérimentale, si l'on ne s'accorde point sur cette loi, cela prouve tout simplement que l'expérimentation n'a pas été bien faite par tout le monde. La discussion n'est donc point close, et l'on peut toujours espérer, en reprenant ensemble cette expérimentation, arriver à s'accorder.

LÉON DE MONTESQUIOU.

## *LA MÉDITERRANÉE STRATÉGIQUE*

(*Suite.*)

Dans la partie Est de la Méditerranée, dont les eaux baignent les côtes de la Grèce, de l'Asie Mineure et de l'Egypte, et où les peuples antiques développèrent une si grande activité ; dans ce bassin oriental où jadis des rivalités puissantes se heurtèrent, il existe des points d'appui qui, tous, sans exception, serviront de base d'opérations contre la France.

Trieste appartient à l'Autriche, c'est-à-dire à la Triple Alliance, et du fond même de l'Adriatique où elle est située, cette ville maritime peut efficacement concourir aux opérations navales se déroulant plus au Sud. Chypre et Port-Saïd sont à l'Angleterre, et la Crète, au moment d'une guerre maritime, est menacée de tomber, dès l'ouverture des hostilités, aux mains de nos ennemis.

Donc, vers l'Orient, dans cette région où cependant les intérêts politiques et commerciaux de la France sont considérables et immédiats, nos escadres ne disposeraient d'aucun port de refuge, d'aucun point de ravitaillement.

La politique traditionnelle du quai d'Orsay a consisté, surtout depuis vingt-cinq ans, à fermer les yeux sur les empiètements de nos rivaux de ce côté, et à abandonner systématiquement tous les droits que la France y pouvait revendiquer. En toutes circonstances notre diplomatie a reculé les bornes de la platitude et de la servilité vis-à-vis de l'Angleterre. Fuyant devant la responsabilité qu'elle aurait pu encourir en tenant

tête aux audacieuses prétentions de la diplomatie étrangère, elle a préféré se taire, voire même approuver les spoliations faites au détriment de notre pays. L'incontestable supériorité que nous détenions dans le bassin oriental de la Méditerranée se réduisit dès lors progressivement. Là, comme dans le bassin occidental, les Anglais unis aux Italiens nous supplantaient, prenant avec une remarquable prescience des événements futurs de sérieuses garanties contre nous. Le canal de Suez et la route de l'Extrême-Orient nous seront fermés; notre action protectrice dans le Levant et sur les Lieux-Saints est affaiblie et déjà menacée; notre influence à Constantinople et dans les Dardanelles est compromise et passée au cinquième rang.

Sous le régime politique actuel de la France, grâce auquel la pensée directrice est inspirée par l'étranger, et dont l'idée dominante paraît être une perpétuelle trahison envers la patrie, notre marine a vu successivement s'échapper de ses mains les gages les plus sûrs de la victoire. J'ai fait remarquer, la dernière fois, toute l'avance prise par nos adversaires dans des régions qui, politiquement et stratégiquement, devaient nous appartenir sans conteste. J'ai dit combien les arsenaux maritimes italiens et anglais avaient pris une importance marquée sur Toulon, le seul arsenal que nous possédions dans la Méditerranée occidentale, dans ce que l'on appelait, il y a quelques années encore, le *Lac français*. On voit donc qu'en reliant entre eux les points d'appui que l'Angleterre et l'Italie possèdent dans les deux bassins, on obtient

un réseau de mailles serrées au travers desquelles nos escadres évolueront difficilement.

Or, non seulement la Spezzia et la Maddalena sont venues augmenter des points formidables dont disposaient déjà nos ennemis pour la défensive et l'offensive, mais la flotte italienne, qui n'existait pour ainsi dire pas en 1875, s'est développée prodigieusement et, qui plus est, avec l'aide de notre argent. Ce fut le point de départ, et ce n'est que quand notre marché lui devint hostile que l'Italie recourut à l'appui financier de l'Angleterre. Ainsi le crédit français fournit des armes contre la France, tandis que, en réalité, les livres sterling s'employaient utilement au profit des intérêts de la puissance anglaise.

Le danger que nous redoutons, nos politiciens mercenaires l'ont, sinon créé, du moins aidé à naître; c'est ce qu'il est nécessaire de rappeler aujourd'hui. Des faits si probants eussent dû nous préserver à jamais de retomber dans des erreurs identiques; cependant, il n'en sera rien : les mêmes fautes vont être commises, les mêmes lâchetés vont être accomplies, les mêmes trahisons vont être consommées. Le ministère Waldeck-Millerand-Lanessan s'apprête à les renouveler en les aggravant. Plus coupable encore que ses prédécesseurs, il pêche non par ignorance, mais avec la perception très nette de sacrifier les intérêts du pays qu'il gouverne aux intérêts de l'étranger.

Et c'est avec une profonde indignation que les patriotes clairvoyants voient l'escadre italienne prendre son mouillage dans la rade et pénétrer dans le port de Toulon. Qui donc se laissera duper

par cette apparence superficielle et théâtrale? Qui donc, sérieusement, croira à un rapprochement réel et durable entre la France et l'Italie, et aux sentiments loyaux de cette dernière puissance à l'égard de la première?

Au contraire, la duplicité des compatriotes de Crispi éclate ici dans toute sa hideur, en même temps qu'apparaît l'indignité de notre gouvernement qui ne sait rien refuser à nos pires ennemis. Sous prétexte de rendre la visite que l'escadre française fit au roi Humbert, la franc-maçonnerie a exigé que l'escadre italienne fût reçue à Toulon. Le Quirinal le voulait, nos ministres n'avaient plus, paraît-il, qu'à s'incliner. L'Italie, l'année dernière, avait obtenu de renouer avec nous des relations commerciales dont elle sentait l'urgente utilité, et que réclamait sa situation économique. On s'était empressé d'accéder à ses désirs. Mais aujourd'hui il s'agit, pour Victor-Emmanuel, d'amener la France à lui accorder davantage, dussent notre commerce, nos producteurs, notre épargne et la défense nationale en subir les plus grands dommages.

A l'heure actuelle, l'Italie, à bout de ressources, éprouve les plus grands embarras pour faire face à des dépenses engagées ou à engager. Son armée et sa marine, en un mot la préparation à la guerre qu'elle se propose de nous livrer bientôt, de concert avec ses alliés, lui créent de pressantes obligations financières. Ce n'est pas dans la Péninsule qu'elle trouvera les moyens de se les procurer, la situation économique de celle-ci ne permet à aucun titre de l'espérer ; il

lui faut donc s'adresser au dehors, mais à qui?

En Angleterrre on ne peut y songer; malgré sa richesse, la Grande-Bretagne est contrainte de se replier momentanément sur elle-même. La guerre du Transvaal, les pertes de toutes sortes qui en ont été la conséquence, l'augmentation des impôts et des taxes qui en dérivent, ne permettent pas à autrui de compter sur le marché de Londres pour y lancer des émissions. L'Angleterre entend d'abord panser ses plaies et boucher les trous occasionnés par sa campagne longue et coûteuse de l'Afrique du Sud; elle veut ensuite se réserver en vue d'une guerre européenne, peut-être imminente, tous les fonds qui resteraient disponibles et maintenir aussi intact que possible son crédit public.

Il est bien assez entamé déjà. Depuis l'ouverture des hostilités contre les Boers, le gouvernement anglais a dû emprunter plus de 1.350 millions de francs. Le cabinet de Saint-James sera obligé, dans quelques semaines, d'accroître encore cette somme considérable.

La lutte continue, et la dernière année budgétaire présente, pour la première fois, un déficit qui dépasse le milliard, alors que les frais de la guerre transvaalienne atteignent à l'heure actuelle, d'après le chancelier de l'Échiquier, près de 2 milliards et demi.

En Allemagne, quoique les progrès industriels soient grands, la situation économique et financière ne laisse pas de réclamer des ménagements. L'empereur Guillaume, tout exigeant qu'il se montre envers ses alliés sous le rapport de leurs préparatifs militaires, n'entend pas ou-

vrir le marché allemand aux emprunts de ces mêmes alliés, ni compromettre les finances de l'empire à leur profit. Que chacun d'eux songe à se pourvoir comme il pourra. D'ailleurs, le gouvernement de Berlin vient lui-même de recourir au crédit public, en empruntant 400 millions de francs par l'intermédiaire d'un groupe de banquiers allemands. La commission est de 1/2 pour cent, mais le taux de l'émission prouve la rareté et la cherté des capitaux en Allemagne; ce taux est de 87 marcks 1/4 pour cent. Pour admettre un écart aussi considérable entre le pair et le taux de l'émission, il faut que Guillaume II ait tenu à se procurer des ressources à n'importe quel prix. Cela nous permet de qualifier le dernier emprunt allemand du nom d'emprunt de guerre. Une opération du même genre coûterait infiniment plus cher à l'Italie, et l'on peut affirmer qu'elle serait irréalisable.

Dès lors, ce n'est qu'en France que cette puissance aurait des chances de placer ses fonds d'Etat dépréciés par avance. L'opération donnerait un double résultat : avec le concours des Rothschild elle est assurée de réussir, puis, en second lieu, elle appauvrirait, par anticipation, le pays contre lequel elle se prépare à lancer ses armées et ses escadres. Le système est ingénieux, et il augmente d'autant l'espoir du triomphe que l'Italie espère remporter bientôt sur nous.

Pour atteindre avec plus de certitude au but visé, Victor-Emmanuel offre à nos gogos une représentation théâtrale. C'est une réclame financière tapageuse destinée à créer ou à justifier un semblant de courant en faveur de l'Ita-

lie. On espère, dans les sphères officielles, que l'opinion publique française, ainsi entraînée, ne se montrera pas rebelle et ratifiera avec ses écus l'entente franco-italienne préparée depuis plus d'une année. La visite de l'escadre italienne à Toulon est la manifestation d'apparat de cette entente.

La visite en France de l'escadre italienne n'est pas un simple échange de politesse provoqué par la visite de notre escadre à Cagliari, elle a une portée plus haute dans l'esprit des hommes d'Etat italiens : c'est la négation du voyage que la flotte française fit à Cronstadt.

On a poussé les choses jusqu'au bout afin d'exciter davantage l'opinion, mais, fait inconcevable et qui semble un défi au bon sens et au patriotisme, c'est dans notre unique port militaire de la Méditerranée, dans le palladium de notre puissance maritime sur cette mer, que nous invitons la flotte italienne. Quels avantages retirerons-nous des agapes monstres qui se préparent ? Pourquoi créer une agitation dangereuse dans une frontière envahie par des Italiens, limitrophe de l'Italie et convoitée par celle-ci ?

Est-ce à le Spezzia, est-ce à la Maddalena que nos voisins ont reçu la visite de l'escadre française ? Ils se sont bien gardés d'introduire dans leurs arsenaux maritimes des navires de guerre français ; ils les protègent, avec un soin jaloux, contre les indiscrétions et les investigations de nos officiers de vaisseau. L'idée d'introduire l'ennemi dans une place de guerre ne pouvait venir qu'à l'esprit de nos criminels

ministres, incités du reste à commettre ce forfait par nos voisins eux-mêmes. A quoi serviront donc les milliards que depuis trente ans les contribuables payent pour mettre notre territoire à l'abri d'une invasion ennemie, puisque, en 1901, les hommes qui nous gouvernent au nom des loges maçonniques et de la bande juive amènent l'étranger dans nos places fortes et lui en confient les clefs ?

Et par une singulière ironie, pendant que M. Loubet choquera sa coupe de champagne contre celle du duc de Gênes, et que les autres personnages officiels fêteront les officiers de la marine italienne, les compatriotes de ceux-ci continueront de participer aux troubles de Marseille et provoqueront de nouveau des émeutes préludes de la guerre civile. Ils profiteront que, là aussi, un autre personnage officiel, le chef de la municipalité, l'internationaliste Flaissières, les encourage de sa parole et les couvre de son écharpe. Ce singulier magistrat, dont les principales fonctions consistent à maintenir l'ordre dans les rues de Marseille, passe en effet son temps à y fomenter la révolution, heureux de travailler pour les ennemis de la France et de montrer à nos invités transalpins que le gouvernement de la République n'est composé que de scélérats !

Ah ! la défense nationale est chez nous entre bonnes mains, et la Triplice éprouvera certainement une immense joie, de voir ainsi les hostilités s'ouvrir en France par des préliminaires sanglants, cause d'affaiblissement matériel et moral pour notre armée. Elle aura, de plus, la

satisfaction de savoir que les officiers italiens profiteront du mouillage de leurs bâtiments dans la rade de Toulon pour compléter les renseignements hydrographiques qui leur manquaient. Ces officiers auront tout le loisir de mettre à jour et de rectifier les documents nautiques qu'ils avaient pu antérieurement se procurer sur les abords et sur l'organisation des défenses de notre graud port militaire. En cas de guerre, les opérations seraient rendues plus faciles pour eux ; leur visite à Toulon est une manœuvre préparatoire. C'est même déjà plus : c'est une triple victoire, politique, financière et navale.

Enfin, comme pour mettre le sceau à la haute trahison dont il se rend coupable, le ministère Dreyfus offre au gouvernement de Victor-Emmanuel III de l'aider à pousser jusque sur notre territoire le chemin de fer de Coni et Tende. Il propose de le raccorder à la voie française de Sospello à Nice. La ligne italienne ne peut prospérer qu'en ouvrant un trafic commercial et un débouché du Piémont sur le littoral français, notre gouvernement s'empresse de lui aplanir les difficultés. Le devoir de nos hommes d'Etat était de repousser toute demande formulée dans ce sens et venant de l'autre côté des Alpes ; au contraire, ils courent au devant.

La Chambre italienne vient d'en témoigner sa satisfaction, et, dans la séance du 23 mars dernier, M. Roveredo a exhorté son gouvernement « à ne pas laisser échapper une occasion si favorable au point de vue économique, commercial et politique ». Son collègue M. Biancheri a, lui

aussi, très vivement insisté pour que la question soit résolue non seulement selon les raisons techniques, MAIS SURTOUT SELON LES RAISONS DE L'INTÉRÊT POLITIQUE NATUREL. Cette expression en dit long, elle montre l'importance que les Italiens attachent à tout ce qui se passe sur cette partie de la frontière française. Cela signifie que la ligne ferrée piémontaise augmentera dans une large mesure l'immigration italienne dans notre département des Alpes-Maritimes et dans celui du Var. Cela signifie que l'état-major ennemi compte disposer de cette nouvelle voie pour jeter rapidement des forces dans le sud de la France, le cas échéant, et menacer directement Toulon du côté de terre.

Il suffit de rapprocher de la venue de l'escadre italienne dans les eaux françaises la création de cette ligne de chemin de fer et la déclaration de M. Zanardelli pour comprendre la portée de la manifestation de Toulon, les conséquences qu'elle peut amener et les résultats que nos adversaires futurs espèrent en retirer.

Ce ne sont point là des coïncidences fortuites, mais des actes préconçus, dont la signification ne laisse place à aucun doute. Et puisque nos pouvoirs publics sont devenus les suppôts de l'intrigue étrangère, et complotent contre la sûreté de l'Etat et l'intégrité du territoire, c'est à nous, nationalistes, de découvrir toutes ces machinations du présent, de dévoiler tous les dangers qu'elles préparent dans l'avenir, et de multiplier nos efforts pour en conjurer la réalisation.

ROBERT BAILLY.

## *NOTES DE VOYAGE AU SÉNÉGAL*

### III

Ce n'est qu'après avoir quitté Lisbonne et doublé la pointe extrême de l'Europe que nous goûtâmes réellement la sensation du voyage. De Lisbonne à Dakar, cinq jours d'océan ! cinq jours d'une vie très particulière, d'un charme spécial, cinq jours durant lesquels on se laissera simplement bercer dans ce féerique décor où les combinaisons infinies de la lumière sur le ciel et sur la mer vous baignent d'une sorte de plaisir sensuel.

Alors commence une facile existence de cénobites, dont aucun vœu gênant ne vient restreindre la liberté et qui ne conserve de monacale que l'aimable vie en commun. Le navire a du couvent les cabines qui ressemblent assez bien à des cellules, le pont arpenté dans toute sa longueur comme un cloître, les exercices de la journée réglés à heures fixes et marqués par la sonnerie d'une cloche, l'isolement enfin du reste du monde. La règle est d'ailleurs très indulgente et quasi facultative. Elle n'exclut aucun des divertissements du siècle et n'en bannit que les préoccupations ou les agitations inutiles. La présence de quelques jeunes femmes impose une étiquette à cette société un peu

nombreuse, dont elles savent faire des façons de petites cours.

Mais ce sont certainement les officiers qui donnent à notre congrégation sa physionomie originale. Ces jeunes hommes sont admirables de simplicité, de facilité et de naturel héroïsme.

Je sais deux types très généraux de soldats coloniaux. Il y a d'abord le type ancien, classique en quelque sorte, du capitaine sorti du rang, qui a passé par tous les grades et par toutes les colonies, qui a fait le Soudan, Madagascar, le Tonkin, et entre temps séjourné dans nos vieilles possessions des Antilles et de l'Océanie. Il est sans grande culture. Il a le foie malade. C'est un frère glorieux du loup de mer, une résurrection du grognard, un reître qui a fait le tour du monde. C'est le commandant de compagnie idéal ! Il soigne ses hommes comme s'il était « leur père », selon la vieille expression. Il n'a pas de scrupule à vivre du pays conquis. En quelque Madagascar un jour, il examine une de ses escouades :

— Eh bien ! les enfants, ça va l'appétit ?...

— Oui, mon capitaine.

— L'ordinaire... elle est bonne ?

— Oui, mon capitaine.

— Vous savez, les enfants ! si vous rencontrez un veau, vous pouvez l'inviter à dîner ! Si cet animal se fait prier... jetez-lui une corde, ça l'aidera !...

Dans les popottes soudanaises, on prête à un colonial de ce genre une histoire touchante et caractéristique. Au début de leur carrière, deux officiers se sont liés de cette sorte d'amitié in-

dissoluble qui ne saurait naître que sous le ciel africain. Ils sont devenus des compagnons de guerre, de vrais frères d'armes ! Ensemble ils se sont battus sur les rives du Sénégal et du Cambodge. Ils ont été blessés le même jour à l'attaque d'un village toucouleur. Ensemble ils ont savouré l'absinthe dans les postes du Sahel ou du Laos, à Obok ou à Cayenne. Ensemble ils ont conquis leurs trois galons et leurs croix. Ensemble ils prenaient leur congé, venaient soigner leur foie à Vichy. Ensemble ils retournaient au pénible et cher labeur de la brousse !

Pendant un séjour en France l'un deux subitement mourut. Le survivant sentit se briser quelque chose en lui. Quelque chose de lui s'éteignait. Il se révolta ! C'était bien la peine d'avoir échappé à tant de fièvres, à tant de coups de fusil, pour venir mourir dans son lit comme un épicier ! Il s'attendrit sur lui-même. Que devenir sans ce bon compagnon ?

Le jour de l'enterrement, il suivit le convoi, muet, concentré, l'œil morne. A l'église, son esprit était ailleurs, là-bas, dans ce Cayor desséché où ils avaient fait leurs premières armes. Tandis que le soleil se couchait brusquement derrière les palétuviers d'un marigot, il chevauchait en compagnie du camarade perdu. Il entendait le cri répété de la chouette d'Afrique... La cérémonie se déroulait sans qu'il y prêtât d'attention. Il marcha machinalement derrière le corbillard. On arriva au cimetière. Il fixa sans le voir le cercueil qu'on descendait dans la fosse béante. Et comme il restait là immobile, le prêtre, d'un côté, s'avança qui lui tendit le goupillon pour

une dernière bénédiction, et de l'autre côté, un parent du mort, qui lui murmura à l'oreille : « Dites quelques mots sur la tombe de votre ami ! » Il regarda ces gens qui le sollicitaient. De tout là-bas, il revint à lui, à la minute déchirante, et comme on le pressait, il prit le goupillon tendu, machinalement le passa sous son bras gauche, haussa les épaules, ses yeux se mouillèrent, on l'entendit crier d'une voix tremblante : « Pauvre bougre ! va !.. zut ! » tandis que sa main droite, d'un geste fébrile, allait chercher le goupillon qu'il lançait dans la fosse...

Cette anecdote mélancolique, inventée de toutes pièces par quelque lieutenant stupéfié des allures d'un vieux commandant de cercle, je la trouve admirablement représentative de cette figure d'officier de la vieille armée coloniale. Elle me semble mieux la peindre qu'une longue série d'analyses. Ce type qui fut fréquent se fait rare. J'ai rencontré cependant quelques hommes de cette trempe, et je les ai beaucoup aimés. Ce sont les *Sergent Bourgogne* de la brousse.

Nos compagnons de voyage sont d'une école plus récente, d'un monde un peu différent. Parmi nos spahis j'ai reconnu des physionomies de mondains, habitués des champs de course et des chasses, des cercles à la mode ou de Maxim. Ils ont quitté les douceurs, les quiétudes et les mondanités accoutumées, la vie facile et dorée des houssards ou des chasseurs pour permuter dans un de ces durs escadrons, toujours en campagne, des spahis soudanais. Ils nous présentent d'excellents échantillons de la noble race

française, d'une bravoure sans pose stoïque. Leur psychologie est simple. Ce sont des passionnés d'action. L'armée, gâtée d'abstraction et de bureaucratie avec sa discipline embourgeoisée, n'est plus tout à fait le lieu où ces jeunes hommes trouvent à satisfaire leur fièvre d'agir. Ils ont tenté les distractions accoutumées par où tant de nos contemporains essayent de tromper leur appétit d'émotion. Hier, quand nous les croisions à Paris, ils sortaient du quartier pour monter en steeple à Auteuil ou à Colombes, taillaient à banque ouverte au Club et soupaient au bar. Ils semblaient l'édition quelconque de la foule des viveurs. Cependant un sang plus riche leur circulait aux veines, une flamme d'énergie leur brûlait au cœur, et sans se départir de leur élégance et de leur belle allure, avec les mêmes gestes aisés qu'ils feraient au cours d'un joyeux déplacement de chasse, les voici partis, loin des snobismes, vers les déserts où l'on peut encore vivre en dehors de la platitude usuelle et mourir en héros !

Nous sommes nés dans une fâcheuse époque d'attente. Nos pères ne nous ont laissé que leurs légendes où s'exaspère l'enthousiasme sans emploi d'âmes conquérantes. Le présent ne nous appartient pas. L'ardeur des cœurs vaillants, qui répugne à l'agitation stérile des parlottes parlementaires et méprise les luttes balzaciennes pour l'argent ou les places, reste en disponibilité. Notre gouvernement jacobin appauvrit la nation et manque à sa tâche en laissant se perdre une des meilleures parts de l'énergie contemporaine. Napoléon n'éleva si haut la

France que parce qu'il eut, selon son expression même, « l'art de tirer des hommes tout ce qu'ils peuvent donner ». Mais quoi! il n'est plus de Napoléon !

Aujourd'hui, le monde où l'on s'amuse se grossit d'une foule de jeunes gens dédaigneux des « affaires », et beaucoup d'entre eux, alors qu'ils semblent n'avoir d'autres soucis que de faire la fête, sont moins des débauchés frivoles que des natures ardentes à se dépenser et s'acharnant vers l'action.

Vraiment, quel matin, au sortir du Cercle, tout frissonnant de la fièvre épuisante du jeu, frileusement blotti dans un coin du coupé de remise qui l'entraîne à travers les boulevards sans vie, sous la clarté des becs de gaz jaunie par l'aube naissante, un viveur un peu né n'a-t-il point rêvé l'affranchissement de cette existence ridicule de Paris, de toutes ses misères d'argent ou d'amour, de toutes ses trahisons, de tous ses écœurements? Qui n'a voulu la fuite, la paix du désert, la vie libre et large de l'homme primitif? Qui n'a souhaité l'air vierge à respirer à pleins poumons, les grandes marches dans la brousse, et la chasse et la guerre?

« L'homme véritable veut deux choses, dit Nietzsche : braver un danger et jouer. » Ce sont des hommes véritables que nos compagnons spahis et marins! Ne vous y trompez pas, le plus haut personnage que tint l'âme française au cours des siècles fut toujours le guerrier. La vraie noblesse, c'est, littéralement, d'être sous les armes.

Tous les jeunes officiers coloniaux ne sont

pas des mondains mal satisfaits d'une existence trop facile, mais je les vois tous marqués de cette belle impatience de braver le danger qui caractérise « le mâle »,comme aurait dit Barbey d'Aurevilly. Il y a parmi eux tous ceux qui considèrent que la fonction du soldat demeure de se battre et qui n'ont pu supporter sans impatience le train bourgeois de la vie de garnison. Poussés par ce traditionnel sentiment militaire, « fait, comme écrivait le colonel de Villebois-Mareuil, d'abnégation, d'amour du devoir, de goûts aventureux, de pauvreté ou au moins d'indifférence au bien-être, d'absence de liens et d'empire sur son cœur », ils ont passé de la Ligne dans la Marine. Nos gouvernants prétendent faire de l'officier une sorte d'instituteur pour adultes, un commis galonné:combien de soldats n'ont pu s'accommoder de ces conditions! Ils ont bataillé pour remporter cette première victoire : obtenir la faveur de gagner les champs de bataille des tropiques!

Enfin il est évident que le sous-lieutenant qui en sortant de l'Ecole a choisi entre toutes les armes l'Infanterie de Marine n'avait point auparavant tenté un autre genre de vie et des expériences. Lui, ne fut gêné par aucune contradiction, ni lié par aucun de nos intérêts serviles. Il écouta, dès le principe, les hardis conseils d'une nature vigoureuse. L'esprit d'aventure propre à notre sang revécut en lui. Inquiet d'imprévu, il fut attiré par l'attrait même du péril, par les risques à courir. Le démon des lointaines entreprises l'ensorcela.

On tombe dans un préjugé trop répandu, et

qui ne se justifie pas, en croyant que nos soldats sont uniquement poussés en Afrique par l'appât des galons ou des décorations. Certes, le soldat attache un prix extrême à la médaille et à la croix. Elles représentent pour lui des peines endurées et de la valeur déployée. Elles en témoignent sur sa poitrine. Mais précisément c'est l'occasion de donner sa mesure qui séduit ici l'âme militaire, et non la récompense. La croix ne vaut que par les efforts qu'elle exige. On la dédaignerait obtenue par telles manœuvres louches de politiciens ou de commerçants.

Quant à l'avancement aux colonies, c'est une fable ! Certes on franchit vite les grades de l'officier subalterne, mais, comme l'affirmait très justement Villebois-Mareuil, « les carrières de garnison conduisent seules aux grands commandements, l'infanterie de marine n'y pourvoit pas » ! Le nombre des officiers généraux dans les troupes coloniales est infiniment restreint. L'ambition qui consisterait à mourir ou à être retraité chef de bataillon est médiocre, et ce serait une duperie par trop forte que de risquer sa vie tous les jours pour la seule conquête de ces quatre galons.

L'arriviste est infiniment rare sous les latitudes dangereuses du Soudan. De telles gens savent qu'ils feront plus aisément et plus doucement leur carrière dans le cabinet d'un ministre que sur les rives du Niger ou de la Volta !...

Ce sont les fièvres enivrantes des responsabilités, comme s'exprime le colonel Peroz, les émotions supérieures de la guerre que nos officiers vont chercher en Afrique. Et cela par une

pente intime de leur nature, parce qu'ils sont bien nés, qu'ils ont de l'héroïsme à gaspiller, parce qu'ils veulent être actifs et libres, qu'ils entendent se dépenser tout entiers et non s'user en circonstances viles !

Qui ne les aimerait ?

D'ailleurs, on respire à bord une atmosphère propice à l'éclosion délicate de ces amitiés ou de ces liaisons discrètes dont l'habitude n'émoussera pas les charmes et qui ne verseront jamais dans la satiété, si jolis souvenirs d'âme à recueillir ! L'agréable moment de la camaraderie ne reste-t-il pas généralement ces premières journées où l'on s'en tient aux politesses caressantes, où chaque partner pare son âme de précieuses qualités, s'excite aux avances, où les égoïsmes, les intérêts différents, les passions se gardent d'apparaître et de choquer? Durant notre courte traversée, les sympathies s'effleurent à peine et les rapports entre passagers prennent cette grâce touchante de devoir mourir si vite et si tôt...

Dès que nous avons eu dépassé la hauteur du cap Saint-Vincent, nous avons trouvé une mer d'un calme parfait. Le pied aussi s'est fait un peu marin. Le *Portugal*, qui est bon marcheur, est bon rouleur, mais on défie le roulis et on se laisse voluptueusement balancer par la vague indéfiniment éployée.

De très bonne heure on monte sur le pont, et l'on éprouve tout de suite une joyeuse sensation d'expansion, après la nuit passée dans le resserrement de l'étroite cabine, de venir au soleil levant respirer l'air de la mer. Les dunettes

nous offrent des balcons mouvants sur l'horizon le plus vaste. Des groupes se forment le long des bastigages. Par deux, par quatre, comme au couvent, on fait le tour du navire. Et quand les passagères se montrent sur le pont, les cercles se forment, fauteuils d'osier et pliants de toile rapprochés.

Si l'on flirte, si l'on rêve d'amour, on ne saurait trop dire. Sur ce bateau qui nous emporte vers des solitudes si désolées, une femme jeune, d'allure élégante, impose aux songeries de nos journées inoccupées un tour d'une douceur infinie. Au moment de tout perdre de la vie civilisée, elle nous en présente toutes les grâces! On se recueille autour d'elle. Mme de X... est notre reine. On dépose à ses pieds des hommages discrets de sujets. Son mari est de nos camarades. L'image de cette exquise voyageuse, à qui il ne nous vint jamais l'idée de faire la cour, demeure, après des années, inoubliable en chacun de nous...

Il y a plusieurs « *mondes* » sur le *Portugal*. Les officiers, Mgr Barthet et ses missionnaires, les fonctionnaires, les commerçants, autant de cercles différents. Enfin on a embarqué à Lisbonne une bande d'inénarrables rastaquouères à destination de quelque Brésil. Ils sont bruyants et lumineux. Les diamants abondent et les toilettes crient. Les obèses Portugaises, pomponnées comme les mules de leurs sierras, nous font mieux apprécier la discrète élégance de nos compatriotes. La distinction échappe à ces peuples du Midi. La nature a somptueusement coloré leur pays. Le costume national restait,

avec tous ses bariolages, parfaitement dans l'air. Mais les Espagnols et les Portugais ont voulu allier à leur goût pour les couleurs et le clinquant le snobisme de porter les modes septentrionales. L'harmonie est rompue. Ils se tatouent de bijoux. Ils ont une passion d'Africains pour les étoffes voyantes. C'est qu'ils aiment l'outré par dessous tout! Dans leur art, qui est un des plus éclatants du monde, le mouvement dégénère en agitation et la couleur s'exaspère en crudités. Leur vie intérieure est faite d'exaltation sensuelle ou mystique. Ils restent les compatriotes de don Juan et de don Quichotte. Race faite pour les splendeurs d'une existence de paladins, mais humiliée à heurter les vulgarités de la vie!

De ces superbes Espagnols ou Portugais que nous croisions dans nos promenades sur les dunettes j'attendais toujours la fameuse déclaration: « Je suis un chevalier de la Manche, appelé Don Quichotte, et ma profession est d'aller par le monde redressant les torts et réparant les injustices. » Et si je m'étais pris à sourire en songeant contre quels moulins à vent ou quels marteaux à foulon s'exercera la vaillance du chevalier, j'aurais au moins dû m'incliner devant la noblesse idéale de la répartie : « Venez ici, Monsieur le rieur, et répondez. Vous semble-t-il, par hasard, que si ces marteaux à foulon eussent été aussi bien une périlleuse aventure, je n'aurais pas montré assez de courage pour l'entreprendre et la mettre à fin ? » Race de passionnés, dédaigneux de mesure, n'ayant d'amour que pour ce qui est vivant, ardent et vigoureux!

Ces passagers exotiques admiraient fort nos officiers, et l'un d'eux me confia que le plus surprenant en ces spahis, c'était à ses yeux leur simplicité, la désinvolture avec laquelle ils acceptaient leur destin, car tout le monde sait que la moyenne de la mortalité dans certaines parties du Soudan est de huit hommes sur dix ! et pas un de ces soldats ne se posait en héros ! Ils sont gais, aimables, spirituels. Ils mangent comme des ogres jusqu'à quatre fois par jour. Et le soir venu, ils chantent ou ils valsent aussi tranquillement qu'en quelque hôtel des Champs-Élysées ou en quelque paisible château de province !...

Car on fait de la musique et l'on danse beaucoup à bord. Mme de X... a une voix qui nous enchante et valserait toute la nuit. Les matelots ont décoré le pont de pavillons, amarré le piano au pied d'un mât. On éprouve une volupté particulière à glisser sur cet instable parquet, tandis que l'hélice qui nous pousse en avant arrache des phosphorescences à l'acier bruni de l'Océan, à suivre les fringants conducteurs de cet original cotillon qui entraîne tant de jeunes énergies vers cette Afrique où sous un ciel toujours paré de teintes violentes se valsera l'ultime figure au son diabolique des tamtams de guerre !...

Un matin nous apercevons dans la brume la terre des Canaries et, nous approchant, nous distinguons d'abord un îlot montueux, conique, puis, en prolongement, un large dôme, et la ligne de terre s'étire, blanche sous le soleil, avec des vallonnements successifs jusqu'à mou-

rir au ras de la mer, pour se relever en une longue traînée grise qui demeure visible une grande partie de la journée.

Et plus nous avançons, plus la mer se fait belle et placide. De temps à autre, sur le bleu transparent du ciel une fumée monte, un bateau apparaît. On le voit se balancer sur la lame et l'on s'étonne en pensant que nous aussi nous nous trouvons bercés inconsciemment par un roulis régulier. Des oiseaux du large, des goélands au vol souple nous font cortège quelques heures, puis disparaissent.

Soudain c'est un retour vers les ciels septentrionaux, une mélopée sombre après les cantates du soleil, une suite de nuages noirâtres et l'entrée dans une masse de brouillard qui ressemble à des flots de tulle terni. Nous voguons en pleine brume. On ne distingue plus l'avant du navire et le gréement se perd dans un enveloppement dense. La marche se ralentit, la sirène mugit lugubrement. C'est un quart d'heure de navigation dans une atmosphère sépulcrale, une marche de fantômes dans une crypte humide, avec des halètements anxieux de machine tâtonnante pour progresser dans l'ombre compacte...

Puis, à nouveau, le soleil, le ciel d'un bleu lavé, avec des nuages blancs qui ressemblent à des goélettes inclinées sous le vent, toutes les voiles éployées, et, un souffle d'air emportant ces escadres en fuite, la sérénité des mers tropicales!

Le commandant a autorisé les tours de valse chaque soir à condition qu'on organise une

loterie pour l'œuvre des naufragés. On a donc amassé toute sorte de lots hétérogènes et bizarres, des éventails, des chaussettes de laine, des boîtes de bonbons et des sachets, on a dévalisé la parfumerie du maître d'hôtel ! On enlève vite tous les billets ; une belle somme s'amasse.

Et le dernier jour, tirage de cette tombola, au milieu déjà des préparatifs de débarquement, tandis que grincent de nouveau les poulies qui remontent nos bagages de la cale, dans le décor enchanté de cette région des alizés, un horizon très bleu zébré de temps à autre par le passage brusque d'un poisson volant, sous la lumière limpide du soleil torride...

Une chaleur encore inconnue pèse sur l'Océan durant cette dernière nuit que nous passons presque tout entière sur le pont, à peine vêtus et étouffant dans l'air lourd des tropiques.

En Europe, c'est sans doute une froide soirée d'automne, une de ces soirées où Paris s'enveloppe de brouillard glacé.

On ne danse pas à bord ce soir. On reste assis par petits groupes, presque silencieusement... Mme de X... a chanté pour la dernière fois et sa voix prend un charme nostalgique sous la haute voûte de ce ciel africain où nous n'entendrons plus guère résonner que les traînantes méloppées des femmes Ouoloves ou Bambaras...

La mer est absolument tranquille. Autour de nous rien ne bouge. Il règne un silence émouvant, à peine troublé par les bruits de la machine et des hélices que notre oreille accoutumée ne perçoit plus.

Nous découvrons tout un coin du ciel austral, une lumière d'étoiles confuse, une lueur bleue où étincelle la Croix du Sud. Et cependant les constellations familières ne nous ont pas abandonnés, l'étoile Polaire brille toujours à l'extrémité de la Petite-Ourse...

Nous avons passé au large de Saint-Louis du Sénégal sans apercevoir le feu qui brûle chaque nuit au-dessus du palais du Gouverneur. Demain, vers trois heures du matin, nous entrerons en rade de Dakar...

LUCIEN CORPECHOT.

# NOS MAITRES : PIERRE BAYLE

## AVIS AUX REFUGIEZ SUR LEUR PROCHAIN RETOUR EN FRANCE

### I

#### ESPRIT ANARCHIQUE DES PROTESTANTS

Permettez-moi de vous avertir d'une chose, vous, Monsieur, et tous vos confrères refugiez en divers pays étrangers : c'est de faire une espèce de quarantaine avant que de mettre le pied en France, afin de vous purifier du mauvais air que vous avez humé dans les lieux de votre exil, et qui vous a infectez de deux maladies très dangereuses, et tout à fait odieuses : l'une est l'esprit de satyre; l'autre un certain esprit Républicain qui ne va pas à moins qu'à introduire l'Anarchie dans le monde, le plus grand fléau de la Société civile...

... On trouve ici que vos Satyres ont un effet rétroactif ... en ce qu'elles rappellent la mémoire d'un reproche dont on ne se souvenait presque plus, et qu'on vous a fait néanmoins en cent rencontres : c'est que vos Réformateurs, entre autres nouveautez pernicieuses, apportèrent en ce Royaume la licence des libelles diffamatoires, qu'on n'y connoissoit presque pas. Aussi n'avait-il point été nécessaire que nos Rois publiassent des ordonnances contre ce désordre; mais depuis que vous eûtes paru, il en

falut faire plusieurs coup sur coup, et les armer de plus en plus de peines sévères, parce que les premières menaces se trouvaient trop faibles pour arrêter un tel torrent...

... Que deviendrait la Société civile, si l'on se réglait sur tant de dogmes séditieux que vous répandez dans une infinité de petits écrits, et qui comme autant de lignes tirées de différents points de la même circonférence aboutissent tous à ce centre et à ce point capital :

*C'est que les Souverains et les Sujets s'obligent réciproquement et par voie de contrat à l'observation de certaines choses ; de telle manière que si les Souverains viennent à manquer à ce qu'ils avaient promis, les Sujets se trouvent par là dégagés de leur serment de fidélité, et peuvent s'engager à de nouveaux maîtres, soit que tout le peuple désaprouve le manquement de parole de ces Souverains, soit que la plus nombreuse et la plus considérable partie y consente.*

... C'est sur ce fondement que vous avez appuyé toutes vos guerres civiles, et vos confédérations avec d'autres Princes, dont vous introduisiez les troupes jusques dans le cœur du Royaume et dans les places qui en sont les clefs. Mais comme depuis l'édit de Nîmes en 1629 vous aviez discontinué vos armemens, il sembloit que vous aviez réformé ce point de votre doctrine. Vous y voilà revenus avec plus d'acharnement que jamais, et peut-être n'y a-t-il point d'article dans le Symbole sur quoi vos Casuistes soient moins partagez que sur ce point-là.

Or, je vous demande, Monsieur, s'il se peut rien concevoir de plus affreux, et si ce n'est pas en faisant semblant de ne vouloir attaquer que

l'autorité Monarchique, sapper les fondemens de toutes sortes de Societez, sans en excepter même les Républiques les plus populaires.

... Les Rois sont-ils dépendants de Dieu seul? Il semble que vos sentiments là-dessus sont enveloppés de ce distinguo : *C'est selon : s'il s'agit de diffamer les Papes et les Jésuites, je l'affirme; s'il s'agit d'exclure du Trône quelque Prince désagréable aux Protestants, je le nie.*

## II

### RÉFUTATION DE LEUR DOGME FAVORI DE LA SOUVERAINETÉ DU PEUPLE

Si les peuples se réservaient le droit d'examen, et la liberté d'obéir ou de ne pas obéir, alors qu'ils trouveroient de la justice ou de l'injustice dans les ordres de ceux qui commanderoient, il ne seroit pas possible de conserver le repos public ni de rien exécuter pour le bien commun puisqu'il n'y a point de gouvernement ni de loi qui plaise de telle sorte à tous les Sujets que la véritable raison pour laquelle chacun y obéit est qu'après avoir bien examiné la chose, on la trouve juste.

Aussi ne voit-on point d'auteur, quelque zélé qu'il puisse être pour l'État démocratique, qui n'avouë qu'il faut qu'il y ait dans toutes les Sociétés civiles un pouvoir législatif, et interprétatif des lois, accompagné de la puissance coactive envers tous ceux qui refuseront d'obéir, soit qu'ils trouvent la loi bonne, soit qu'ils la trouvent mauvaise. Or, il est bien certain que cette puissance coactive serait un pur brigan-

dage, s'il était vrai que les peuples n'eussent fait que déposer la Souveraineté entre les mains d'un ou de plusieurs commissaires, agens, procureurs, plénipotentiaires ou comme il vous plaira de les appeler : car ce dépôt enfermeroit necessairement cette condition expresse ou tacite que chaque membre de la Société se reserveroit le droit d'inspection sur la conduite de ces commissaires et celui de ne se pas conformer à leurs ordres quand ils les trouveroient violens et pernicieux, à peu près comme nous voyons que les Souverains se reservent la faculté de ratifier ou de ne pas ratifier les Traités signés par leurs plénipotentiaires. Ainsi les commissaires ne pourroient punir les violations de leurs ordres sans excéder leurs pouvoirs et sans commettre autant de meurtres qu'il y aurait de gens qu'ils enverroient au supplice sous prétexte de rebellion.

... Si une fois on établit par principe que la Souveraineté émane du peuple, on conçoit chaque membre de la Société comme un Souverain absolu, pour le moment qui a précédé son incorporation dans la République. Ensuite, s'il n'est plus Souverain, ce n'est qu'à l'égard des droits auxquels il a renoncé; mais quant aux choses dont il n'a point cédé la Souveraineté, il est évident qu'il demeure Souverain : donc il le demeure quant au droit d'examiner ce qu'on lui commande, et d'y désobéir s'il le juge tyrannique et contraire au but qu'on s'est opposé en formant les Societez. Donc si on le punit pour cette désobéissance on punit un Souverain en tant que tel; ce qui est le comble de l'injustice.

## III

### LES CALVINISTES ENNEMIS DES PUISSANCES PLUS QUE LES AUTRES PROTESTANTS

Je ne puis ni ne dois vous cacher une réflexion que j'ai ouï faire à plusieurs personnes depuis peu, c'est que plus les Protestants sont éloignés de l'Église, plus ils sont contraires aux Souverains. Car, par exemple, il s'en faut bien que ceux de la confession d'Ausbourg et les Episcopans d'Angleterre soient idolâtres de la Souveraineté du Peuple comme le font les Calvinistes et les Presbytériens... (1).

## PENSÉES DIVERSES

L'auteur du *Testament Politique de M. de Louvois* a bien... conu le génie de la nation. Il pose en fait que le seul et le vray moien d'éviter en France les gueres civiles est la puissance absolue du Souverain, soutenue avec vigueur et armée de toutes les forces nécessaires à le faire craindre. ... Il dit en un autre endroit : « L'autorité limitée du Souverain et celle des Républiques ont plus de mauvais costez, sont

(1) On a été longtemps sans décider si Bayle était l'auteur de l'*Avis aux Réfugiés*. Il s'en était lui-même vivement défendu contre Jurieu dans plusieurs pamphlets : *la Cabale chimérique*, *la Chimère de la cabale de Rotterdam*, etc... Mais après le pasteur Jurieu, un autre coreligionnaire de Bayle, M. Sayous, a reconnu (*La littérature française à l'étranger*, t. II) que l'*Avis aux Réfugiés* était, au moins en partie, l'œuvre du philosophe protestant.

sujettes à plus de fâcheuses suites pour l'Etat et pour le peuple, que n'est le pouvoir arbitraire. Les factions, les séditions, les tumultes, les guerres civiles, font souvent plus de mal en un an que tout le dérèglement d'un Monarque absolu n'en pourrait causer dans toute sa vie. » Il se pourrait tromper par raport à certains païs : mais il n'y a point d'aparence qu'il se trompe à l'égard de sa Nation ; elle est d'un tel génie que le plus fâcheux état où elle se puisse trouver est de vivre sous un Gouvernement mou et faible. Alors chaque gentilhomme est le tyran de son village, chaque grand seigneur le tyran de son canton ; alors on ne voit que séditions et soulèvemens. Lisez l'histoire de France, remarquez principalement les minoritez, vous serez convaincu de ce que je viens de dire.

(Note *A* à l'article Louis XIII du *Dictionnaire*.)

Qu'on fasse ce qu'on voudra ; qu'on bâtisse des Systèmes meilleurs que la République de Platon, que l'Utopie de Morus, que la République du Soleil de Campanella, etc. : toutes ces belles idées se trouveroient courtes et défectueuses, dès qu'on les voudroit réduire en pratique. Les passions des hommes, qui naissent les unes des autres dans une variété prodigieuse, ruïneroient bien-tôt les espérances qu'on auroit conçues de ces beaux Systèmes. Voiez ce qui arrive quand les mathématiciens veulent appliquer à la matière leurs spéculations touchant les points et les lignes. Ils font tout ce qu'ils veulent de leurs lignes et de leurs superficies ; c'est une pure idée de notre esprit ; elle se laisse dépouiller autant qu'il nous plait de ses dimensions, et

c'est pour cela que nous démontrons les plus belles choses du monde sur la nature du cercle et sur la divisibilité infinie du continu. Mais tout cela se trouve court quand on l'aplique à la matière qui existe hors de notre esprit; matière dure et impénétrable. Voilà une image des passions humaines comparées aux spéculations d'un homme qui se forme les idées d'un Gouvernement parfait.

(Note *E* à l'article HOBBES du *Dictionnaire*.)

C'est l'étude du monde, et l'observation de ce qui s'y passe, et non pas une creuse méditation de cabinet, qui ont été les maîtres de Machiavel. Qu'on brûle ses livres, qu'on les réfute, qu'on les traduise, qu'on les commente, il n'en sera ni plus ni moins par rapport au gouvernement. Il faut par une malheureuse et funeste nécessité que la Politique s'élève au-dessus de la Morale; elle ne l'avoue point, mais elle fait pourtant comme Achille : *jura negat sibi nata*.

*Nouvelles de la République des Lettres*.
Janvier 1687.

Vous devez savoir que le Gouvernement républicain (1) a cela de propre que chaque ville ou chaque bourg est composé de deux ou plusieurs factions.

Lettre à M. de Naudis.
28 décembre 1694.

PIERRE BAYLE.

(1) En Hollande! (N. D. L. R.)

## PARTIE PÉRIODIQUE

---

### *EXPLICATION*

*La Petite République* (socialiste) du 10 mars 1901 a publié, dans sa liste de souscriptions pour les mineurs de Montceau, la ligne suivante :

Contre la liberté du travail, Jacques Bainville, rédacteur à l'*Action française*, 4 francs.

Je commence par rétablir le texte original qui portait :

Contre la « liberté du travail », etc...

Les guillemets omis ont en effet leur importance.

Quelques personnes nous ont témoigné l'étonnement que cette souscription leur avait causé. Etions-nous pour le syndicat des Rouges contre celui des Jaunes? Pour le collectivisme international contre le travail français? Pour la révolution contre l'ordre ? Avions-nous enfin prétendu méconnaître les lois économiques de l'offre et de la demande? A toutes ces hypothèses il est facile de répondre non.

La souscription a été portée au syndicat des Rouges, parce que le syndicat des Jaunes, par position bien plus que par doctrine économique, n'eût jamais accepté un versement « contre la liberté du travail ».

Et la modeste somme à laquelle se montait notre souscription était justement destinée à marquer pour nos amis défenseurs du travail national, de l'ordre économique et de l'autorité politique, le préjudice immense qu'eux-mêmes portent, ont porté et porteront sans cesse à la cause de l'autorité politique, de l'ordre économique, du travail national, toutes les fois qu'il leur arrive de parler de la « liberté du travail ».

*Ce n'est pas cinq francs, mais des milliers et des milliers de francs, qu'ils versent en faveur de l'anarchie politique et économique, chaque fois qu'ils empruntent le jargon du* Siècle *et du* Temps, *en invoquant ce misérable et contradictoire principe de la « liberté du travail »*.

Suivant une doctrine à laquelle l'histoire et l'analyse donnent un caractère de vérité évidente, mais à laquelle le progrès de la grande industrie ajoute, depuis soixante ans, un caractère de nécessité, nous sommes hostiles au libéralisme économique aussi bien qu'au libéralisme politique.

Nous ne sommes donc pas pour la liberté du travail.

Nous sommes pour l'organisation du travail.

JACQUES BAINVILLE.

## *BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE*

**Jean des Bandes Noires**, par Pierre Gauthiez (*Ollendorff éditeur*).

Taine eût aimé le parfait condottière dont M. Pierre Gauthiez vient d'écrire l'histoire. Descendant des Médicis par son père et des Sforza par sa mère, « ce Jean devient le dernier des grands condottieri, le dernier des grands tueurs d'hommes dans les combats à l'arme blanche; celui que le peuple et l'histoire ont nommé, d'après les harnais de ses milices, Jean des Bandes Noires ». Excellent capitaine, Guichardin disait de lui : « Le seigneur Jean voit à toute heure ses gens de pied face à face, va les armant, les ajustant, et faisant bonnes les compagnies. » Ces compagnies redoutables, il les employa tour à tour au service de Florence, du Pape et du roi de France. M. Pierre Gauthiez — dont on connaît de belles études sur l'Italie de la Renaissance et notamment un livre sur l'Arétin — a écrit une intéressante biographie de ce « soldart » qui mourut à vingt-huit ans, déjà si renommé que Machiavel le désignait comme le futur sauveur de l'Italie. Jean des Bandes Noires apparaît dans le livre de M. Gauthiez comme le représentant des hommes de ces temps où toutes les facultés étaient en jeu : héroïque aux combats, ardent aux plaisirs, ingénieux et rusé dans les négociations. Aussi les aventures guerrières alternent avec des lettres de grandes courtisanes et des aventures amoureuses. Après le récit d'un assaut vient une intrigue diplomatique. Et c'est enfin Marie Salviati, l'épouse délaissée par Jean, dont les plaintes se font entendre par intervalles. Tout cela compose un ensemble captivant

et parfait où revit la société que M. Pierre Gauthiez connaît et étudie avec amour. Nous le louons, pour notre part, de se donner au genre biographique qui évite à l'historien la tentation des « grandes vues » et offre à l'homme de goût, par ses proportions modérées et ses limites précises, la meilleure matière d'une œuvre d'art.

**Le Friquet**, par Gyp (*Flammarion éditeur*).

*Le Friquet* est à coup sûr l'un des plus aimables romans de Gyp. Dans son œuvre déjà si abondante, c'est à côté de *Bijou* et de *Joies d'amour* que doit prendre place l'histoire de la petite Friquette. Certains passages nous ont fait souvenir aussi de cette exquise *Bibliothèque rose* que lisent les enfants. Oui, Gyp dans ce volume rappelle la bonne et fine Mme de Ségur. Friquette, c'est Bob un peu, mais beaucoup aussi le « bon petit diable » qui n'aimerait pas les Juifs et qui s'élèverait jusqu'à l'héroïsme par l'amour.

Gyp a mêlé l'histoire de sa petite écuyère de cirque — une nouvelle Mignon, plus délurée, qui s'éprend de son libérateur — de traits d'observation et de boutades d'une verve inlassable sur les enfants d'Israël et sur le monde enjuivé. Mais il y faut mettre de la mauvaise foi pour trouver là un sentiment « haineux », comme ils disent. Gyp, ainsi que sa Mignon, déteste les Juifs organiquement, spontanément, par une nécessité physique en quelque sorte, sous l'effet des différences de corps, d'esprit et de tempérament que l'on observe entre les races. En sorte que son antisémitisme prend un caractère si naturel et si impérieux, si vivant et si nuancé, qu'un Juif d'esprit, un Henri Heine, en raffolerait.

Il faut louer encore dans le *Friquet* cette aisance de style, cette liberté de composition qui reposent

de tant de livres saccadés et grinçants d'efforts. Avec cela un certain nerf et un goût constant empêchent les développements flottants et l'inéquilibre communs chez les femmes dont la plume est si facile et rapide. Le *Friquet*, ravissant bijou, a, comme le dit Gyp des exercices de sa jeune héroïne, « l'incomparable grâce des choses facilement faites ».

**Memento.** — *L'Art de la Vie*, par R. DE MAULDE LA CLAVIÈRE (Librairie académique Perrin); réflexions d'un idéaliste sur les méthodes morales à suivre pour parvenir à ce qu'il appelle la vie supérieure. — *Promenades en Extrême-Orient*, par le COMMANDANT DE PIMODAN (Honoré Champion éditeur); notes de voyage variées et piquantes au Tonkin, au Japon, en Corée, en Chine et jusqu'en Sibérie. Pas de prétentions au « style » ni à « l'impressionisme ». C'est le carnet d'un véritable voyageur français qui sait le prix d'une anecdote vivement contée. *Le Gai Savoir* et *Ainsi parlait Zarathoustra*, par NIETZSCHE (au Mercure de France); suite des belles traductions de M. HENRI ALBERT. — *Fils d'Abraham*, par J.-P. HEUZEY (Libr. acad. Perrin); intéressant roman de mœurs, qui a pour sujet une crise intime dans une famille juive.

JACQUES BAINVILLE.

*Le Directeur politique* : H. VAUGEOIS.

*Le Gérant* : A. JACQUIN.

Paris. — Imprimerie F. Levé, rue Cassette, 17.

## CHEMINS DE FER DE L'OUEST

# BILLETS DE FAMILLE A PRIX RÉDUITS

*délivrés toute l'année*

**des Gares du réseau de l'Ouest**

## aux stations hivernales de la Méditerranée.

Toutes les gares de la Compagnie des Chemins de Fer de l'Ouest (Paris excepté) délivrent aux voyageurs se rendant en famille (4 personnes au moins) aux stations hivernales suivantes du réseau de la Compagnie P. L. M. : Agay, Antibes, Beaulieu, Cannes, Golfe-Jouan-Vallauris, Grasse, Hyères, Menton, Monte-Carlo, Nice, Saint-Raphaël-Valescure et Villefranche-sur-Mer, des billets d'aller et retour de 1re, 2me et 3me classes, valables 33 jours et pouvant être prolongés d'une ou de deux périodes de 30 jours moyennant un suplément de 10 0/0 par période.

Pour connaître le montant de la somme à payer pour ces voyages, il suffit d'ajouter, au prix de six billets simples ordinaires, le prix d'un de ces billets pour chaque membre de la famille en plus de trois.

Ainsi une famille composée de quatre personnes ne paiera, aller et retour compris, qu'un prix égal à sept billets simples. Cinq personnes ne paieront que l'équivalent de huit billets simples, etc., etc.

# CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

## Voyages circulaires à coupons combinables

### sur le Réseau P. L. M.

*et sur les RÉSEAUX P. L. M. et Est.*

Il est délivré toute l'année, dans toutes les gares du réseau P. L. M., des carnets individuels ou de famille pour effectuer sur ce réseau ou sur les réseaux P. L. M. et Est, en 1re, 2e et 3e classe, des voyages circulaires à itinéraire tracé par les voyageurs eux-mêmes, avec parcours totaux d'au moins 300 kilomètres. Les prix de ces carnets comportent des réductions très importantes qui atteignent, pour les billets collectifs, 50 % du Tarif général.

La validité de ces carnets est de 30 jours jusqu'à 1.500 kilom. ; 45 jours de 1.501 à 3.000 kilom. ; 60 jours pour plus de 3.000 kilom. — Facilité de prolongation, *à deux reprises*, de 15, 23 ou 30 jours suivant le cas, moyennant le paiement d'un supplément égal au 10 % du prix total du carnet, pour chaque prolongation. — Arrêts facultatifs à toutes les gares situées sur l'itinéraire. — Pour se procurer un carnet individuel ou de famille, il suffit de tracer sur une carte, qui est délivrée gratuitement dans toutes les gares P. L. M., bureaux de ville et agences de la Compagnie, le voyage à effectuer, et d'envoyer cette carte 5 jours avant le départ à la gare où le voyage doit être commencé, en joignant à cet envoi une consignation de 10 fr. — Le délai de demande est réduit à deux jours (dimanches et fêtes non compris) pour certaines grandes gares

**Pour paraître prochainement**

à la Librairie JUVEN

**122, RUE RÉAUMUR**

---

# PROMENADES PAÏENNES

PAR

**CHARLES MAURRAS**

---

**EN VENTE**

*Aux Bureaux de L'ACTION FRANÇAISE*

**28, Rue Bonaparte**

---

# AU CONSEIL SUPÉRIEUR

DE

## L'INSTRUCTION PUBLIQUE

PAR

**HENRI VAUGEOIS**

**PRIX : 0 fr. 20**

---

PARIS. — IMPRIMERIE F. LEVÉ, RUE CASSETTE, 17.

3e année. — T. IV. — N° 44. 15 Avril 1901.

# L'Action française

(*Revue bi-mensuelle*)

SOMMAIRE DU 15 AVRIL 1901

NOTES POLITIQUES: *La Conférence de M. Joachim Gasquet* ..... **Henri Vaugeois.**

SCIENCE ET RELIGION..... **Jules Soury.**

DE L'ANARCHISME DREYFUSIEN AU NATIONALISME INTÉGRAL.. **Joachim Gasquet.**

LE RÉALISME POLITIQUE DES ALLEMANDS ET SES INTERPRÈTES FRANÇAIS..... **Jacques Bainville.**

NOTES DE VOYAGE AU SÉNÉGAL (*suite*) ..... .... **Lucien Corpechot.**

LE FACTEUR MORAL DANS LA CONDUITE DES TROUPES..... **Robert Bailly.**

PARTIE PÉRIODIQUE

*Erratum.* — LES NUÉES : *La géométrie de M. Zola; La politique à la vapeur; Les Nuées de l'Aiglon* (**Le Chœur**). — BIBLIOGRAPHIE (**Charles Maurras**).

PARIS

BUREAUX DE *L'ACTION FRANÇAISE*

28, RUE BONAPARTE

**Le numéro 0 fr. 50**

ABONNEMENTS : Paris et Départements, 10 fr. Etranger, 15 fr.

La reproduction des articles de l'*Action française* est autorisée avec l'indication de la source et du nom de l'auteur

L'ACTION FRANÇAISE paraît le 1er et le 15 de chaque mois. On s'abonne à Paris, 28, rue Bonaparte.

M. Henri Vaugeois, Directeur, recevra les Mardi, Jeudi et Samedi, de 2 à 4 heures.

**PRINCIPAUX COLLABORATEURS**

Paul Bourget, de l'Académie française. — Gyp. — Jules Soury. — Maurice Barrès. — Charles Maurras. — Jules Caplain-Cortambert. — Maurice Talmeyr. — Maurice Spronck. — Hugues Rebell. — Jean de Mitty. — P. Copin-Albancelli. — Alfred Duquet. — Frédéric Plessis. — Lucien Corpechot. — Denis Guibert, député. — Frédéric Amouretti. — Robert Bailly. — Auguste Cavalier. — Georges Grosjean. — Xavier de Magallon. — Théodore Botrel. — Dauphin Meunier. — L. de Montesquiou-Fezensac. — Lucien Moreau. — Octave Tauxier. — Maurice Pujo. — L. Mouillard. — Jacques Bainville. — Alfred de Pouvourville. — Robert Launay. — De Trouars. — A. Serph, etc.

**FONDATEUR :**

Le Colonel de Villebois-Mareuil

**Mort au champ d'honneur**

---

**VIENT DE PARAITRE :**

# AU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

PAR

Henri VAUGEOIS

Prix : 20 centimes

# *L'Action française*

## NOTES POLITIQUES

15 *avril* 1901.

### *LA CONFÉRENCE DE M. JOACHIM GASQUET*

Un jeune et déjà heureux écrivain, M. Joachim Gasquet, nous avait raconté, simplement, au dîner de l'*Appel au Soldat*, le jeudi 21 mars, l'histoire de ses émotions, de ses passions politiques, pendant les dernières années : il nous avait dit ce qu'avait été pour lui cette crise psychologique et presque religieuse dont l'affaire Dreyfus, pour la plupart des Français véritables, fut l'occasion. — Ce récit, il le refit, à notre prière, aux étudiants réunis à la salle de la rue Serpente, dix jours après, par l'*Union nationaliste des Ecoles*.

Avant l'Affaire, M. Gasquet était socialiste, comme il convenait que le fût un jeune homme intelligent, désintéressé, nourri de la philosophie, de la littérature et, aussi, des journaux de la fin du XIXe siècle en France. Est-il nécessaire d'ajouter qu'il alla jusqu'à l'anarchie ? Cela s'entend, puisque, aux volontés neuves et ardentes, il n'est

pas possible de se satisfaire de timides compromis.

Mais, de cette impasse anarchiste où est entré et resté M. Trarieux, M. Joachim Gasquet n'a point tardé à toucher le fond, et à ressortir, par un vif mouvement instinctif. Jeune, alerte, avisé et équilibré, il aimait trop la vie au plein soleil, parmi les choses sensibles, et dans la société des hommes, pour s'exaspérer très longtemps dans la noire solitude des fanatiques.

Devenu (ou plutôt redevenu) un nationaliste, il n'a point changé de caractère, et n'a rien perdu de sa généreuse audace. Nationaliste, il devait aller au *nationalisme intégral* : il y est allé, sans traîner. Il lui a suffi pour cela de comprendre exactement ce malaise politique dont il avait souffert, comme citoyen, pendant le Dreyfusisme, dont la France souffre depuis un siècle, et dont les causes sont analysées de la magistrale façon que l'on sait dans l'*Enquête sur la Monarchie* (1), rédigée par notre ami Charles Maurras. L'*Enquête* a été une révélation pour M. Joachim Gasquet, comme pour tant d'autres qui, chaque jour, depuis six mois, la découvrent, rue Baillif, sur l'indication d'un ami, la lisent, la dévorent, et sont stupéfaits

(1) L'*Enquête sur la Monarchie* est publiée en deux brochures, aux bureaux de la *Gazette de France*, 1 bis, rue Baillif.

que leur libraire de Paris ne la leur ait pas signalée (car une véritable conspiration du silence a été organisée autour de ce superbe livre qui est un acte et un programme officiel du duc d'Orléans).

Ayant ainsi compris le mal dont meurt la France, M. Gasquet n'hésite point à réclamer les remèdes « énergiques, définitifs », qui semblent ne pouvoir être appliqués, sans inutiles violences, avec tact, et surtout avec suite (notamment en ce qui concerne la plaie juive), que par ce roi de France qui a prononcé le discours de San-Remo.

Et voilà comment il se fait que, le dimanche 31 mars, à la salle de la rue Serpente, on a pu entendre de jeunes hommes, qui n'étaient point royalistes d'éducation ni de caste, qui n'étaient point des gens titrés, ni des « cléricaux », ni des élèves du P. du Lac, — on a pu entendre des étudiants jeter le vieux cri tout simple et tout bref dans lequel les peuples normalement constitués résument toutes leurs « opinions » politiques, c'est-à-dire tous leurs vœux de bien-être privé et de gloire nationale : « Vive le Roi ! »

C'est là un fait. Il ne faut point le grossir. Je doute que les étudiants ou même en général les jeunes bourgeois cultivés soient nombreux, à cette heure, qui puissent s'assimiler la pensée toute neuve, toute *verte*, en quelque sorte, que vient d'introduire M. Joachim

Gasquet. Comme tous les initiateurs, le jeune directeur du « Pays de France » va faire scandale. Le jour est loin, peut-être, où un parti monarchiste existera chez nous, — j'entends un parti composé d'hommes sains de corps et d'esprit, élevés au plein air du siècle, avides de vivre et de vaincre, — capables, non de flatter le prétendant, en faisant des neuvaines pour que « Dieu » sauve la France, mais de servir le Roi en l'aidant à la sauver lui-même, c'est-à-dire à mettre la main dessus. M. Gasquet est le premier jeune homme qui sous nos yeux soit *devenu* monarchiste, — comme on devient socialiste en ce moment de notre histoire, — par une pleine intelligence de la société moderne. Qu'il soit aujourd'hui seul, peu importe : l'attrait de ce qui vit est tel, qu'il aura des disciples avant six mois; il lui suffira, pour faire école, de rester imperturbablement lui-même, et de s'affirmer. Car quiconque s'affirme, ayant en tête une vérité « *théorique* », est destiné à tirer après soi le troupeau de ceux qui, l'ayant conçue et admise, cette même vérité, attendent qu'elle devienne « pratique » et se nient eux-mêmes, avec elle, et leur propre intelligence, en attendant.

En publiant donc l'éloquente autobiographie que M. Joachim Gasquet a lue le 21 mars à la soirée de l'*Appel au Soldat*, je veux offrir aujourd'hui à tous nos lecteurs,

en même temps qu'un plaisir d'esprit, une occasion de comprendre la méthode de l'*Action française*, telle qu'elle est depuis son origine, et sa résolution, telle qu'elle se poursuit.

Notre méthode, c'est de rechercher autour de nous et de dégager, une à une, toutes les réalités et aussi toutes les puissances françaises : œuvres, hommes, institutions, mœurs, que la récente conquête juive et protestante tendrait à effacer ou à dégrader. Plusieurs de ces réalités, plusieurs de ces puissances ont certainement fléchi au cours du dernier siècle écoulé. Ce nous est une raison de plus pour signaler passionnément et pour encourager à agir ceux de nos concitoyens que nous trouvons capables, à la fois, et de comprendre leur tradition, et de s'en nourrir, et de la continuer : quand un sang jeune et vigoureux emplit une délicate figure de ce pays humilié, nous sommes bien aises de l'opposer aux brutes saxonnes qu'appellent chez nous les Yves Guyot.

L'occasion en est plus fréquente que ne le croient les moralistes anglophiles. L'individu, en somme, pousse encore assez bien sur notre sol. Mais il est mal élevé, mal cultivé, ce qui veut dire : mal utilisé, mal occupé, mal sacrifié ; il n'est, en effet, sacrifié, occupé, utilisé même à rien qui soit à la fois proche de lui, semblable à lui et

plus durable que lui, à rien qu'il puisse aimer et respecter, à rien à quoi il puisse s'appuyer, s'adosser, fièrement, en repos. Ni famille, ni corporation, ni « pays » même, ni maison : il est célibataire, prolétaire, fonctionnaire, locataire : d'un mot, Barrès a dit : *déraciné !*

Nous ne rêvons point d'anéantir demain toutes les circonstances, tous les faits qui ont, en cent ans, détruit la vie sociale dans notre pays et fait de l'individu le plus normal un anarchiste malgré lui. Nous ne rêvons point de créer, d'un coup, en les définissant, de nouvelles mœurs françaises. Mais s'il nous était démontré que ce sont nos actuelles institutions politiques, expression de notre anarchie morale et sociale, qui l'aggravent en la légalisant, et s'il devenait évident à nos yeux que, pour remettre de l'ordre peu à peu dans cette anarchie, des institutions fondées sur le principe qui lui est diamétralement opposé — le principe monarchique — pussent seules être utiles, — notre résolution est de ne point craindre de publier ici les résultats de notre étude.

Si le « nationalisme » ne peut s'imposer et vaincre qu'en devenant « intégral », — nous ne reculerons pas : à l'*Action française*, il sera intégral.

HENRI VAUGEOIS.

## *SCIENCE ET RELIGION*

Ecoutez l'intelligence, étudiez la structure mentale d'un religieux, d'un théologien ou d'un métaphysicien, vous constaterez que toutes les solutions des problèmes d'ordre psychologique auxquelles arrive la science des fonctions du système nerveux ne sont admises qu'à titre de faits, non de principes, et que chacun de ces problèmes projette en quelque sorte dans leurs cerveaux ce que l'homme primitif appelle des « ombres », le « double » des anciens Égyptiens.

Certes nous avons conscience de n'avoir point dépassé, en observant et expérimentant, le monde des phénomènes accessibles à la connaissance humaine de nos jours. Mais là où nous nous arrêtons pour classer les faits et en déterminer la suite et l'enchaînement nécessaire, le théologien et le métaphysicien partent d'un pied léger pour le pays des rêves et construisent Dieu et l'Ame avec de vaines ombres projetées par les seules réalités phénoménales de l'entendement. Le double se dédouble, et, d'abstractions en abstractions, de principes ontologiques en postulats de la raison, d'idéalités en vérités éternelles, on monte dans un empyrée de formes vaines, ombres et fantômes de mots

vidés du contenu qu'ils renfermaient chez Démocrite, chez Laplace, chez Darwin.

Il faut bien, quoi qu'on en ait, se rendre à l'évidence. La science résignée et fière devant l'inconnu, qui n'est sans doute que de l'inconnaissable, la science qui professe ne rien savoir de la nature des choses, des origines du monde et de la vie, possède cependant une connaissance systématique des phénomènes et paraît seule digne d'occuper une pensée virile, dédaigneuse des rêveries et des espérances de l'homme inculte et sans critique.

Quelquefois, aux jours de Pâques ou de Noël, le savant et le philosophe quittent leurs cellules pour se mêler à la foule de leurs frères qui prient et chantent dans les églises du Christ. C'est qu'une grande pitié, une profonde commisération incline l'homme de pensée sur l'homme de douleur, sur ce peuple de chrétiens, dressés par les mères de nos mères à faire le bien et à éviter le mal en vue du salut, dans l'espoir d'une vie meilleure, dans la foi en la justice ou en la miséricorde d'un Père céleste.

Avoir fait d'une brute aux instincts naturellement bas et sensuels, d'un barbare atroce et cruel, une créature morale et pieuse, voilà l'œuvre des religions. Mais ces grandes écoles de discipline du cœur et de la pensée, je veux dire des sentiments et de l'intelligence,

ne sont que l'expression des besoins les plus nobles et les plus élevés de la nature humaine transformée lentement, au cours des âges, par l'amour et le sacrifice des pères qui ont fondé la famille, la caste, la patrie. Les traditions religieuses et morales de l'humanité forment le plus beau poème, le plus saint cantique, dont les paroles, consacrées par des siècles d'agenouillement devant l'Éternel, puissent nous enchanter et nous ravir en esprit en ces pays de rêves, de croyances ancestrales, du *Pater noster* et de l'*Ave Maria* de nos aïeules et de nos mères.

Pourquoi l'homme de réflexion, le savant athée, au sens antique du mot, ne se mêlerait-il pas à la foule de ses frères, ne s'agenouillerait-il pas sur la pierre de ce pavé des cathédrales où sa mère l'a conduit enfant? Pourquoi ne chercherait-il pas, avec les pauvres gens, ces vieilles hymnes de l'Eglise, d'une si pénétrante tristesse, où les lamentations et les sanglots de ceux qui sont morts en nous léguant la vie semblent remonter à nos lèvres? Plus l'homme de science sera savant, plus il aura conscience de son ignorance et de son néant, plus il trouvera digne de lui et de ses pères de s'incliner très bas sur les dalles de la vieille église, prostré dans un spasme de pitié, d'humilité infinies.

JULES SOURY.

## SOIRÉES D'ÉTUDES DE L'APPEL AU SOLDAT

# *DE L'ANARCHISME DREYFUSIEN AU NATIONALISME INTÉGRAL*

(*Conférence faite le* 21 *mars* 1901, *sous la présidence de M. Maurice Barrès.*)

Messieurs, si le déracineur Bouteiller était là, j'éprouverais le besoin peut-être de m'excuser auprès de lui de la persistance de mon accent, mais auprès de la plupart d'entre vous je sens que ce sera plutôt la marque vivante et comme l'indication naturelle de la réalité de quelques-uns des sentiments que vous me permettrez de vous exposer ce soir. Car ce que j'ai à vous dire est plutôt fait de sentiments. S'il fallait vous apporter des raisons sèches, elles tiendraient en quelques mots.

J'ai été dreyfusien, je ne le suis plus. J'étais républicain et, disons le mot, un peu gros, anarchiste. L'enquête méditée de notre ami Maurras m'a fait royaliste. Anarchiste, j'étais naturellement dreyfusard. Monarchiste, je ne pouvais plus l'être. C'est, depuis un an, l'histoire de beaucoup de jeunes gens de mon âge. Et si ce que je puis vous dire ce soir présente quelque

intérêt et peut retenir un moment votre indulgente attention, c'est que mon cas doit être significatif pour vous de tout un mouvement d'esprit, d'âme et de cœur que j'ai vu se faire autour de moi, en province.

Des faits qui en eux-mêmes et séparés paraissent sans intérêt, groupés sur une même tête prendront apparence de vie et porteront tout leur sens. Et c'est pourquoi je vous disais en commençant que le sentiment tient ici la plus grande place. Toute cette histoire peut se résumer en deux mots : la raison artificielle a cédé la place en moi au mouvement de la race, du sang, qui a pu dès lors librement s'exprimer en retrouvant le sens fortifié et comme le cours des ancêtres.

Il faut d'abord vous donner les raisons pour lesquelles j'étais dreyfusard ; ce sera déjà vous expliquer pourquoi je ne le suis plus. Il y a en moi deux éducations. Jusqu'en seconde, j'ai été élevé par des religieux. J'ai fait mes humanités au lycée. Mon professeur de philosophie, qui s'est plusieurs fois et sans succès présenté à la députation, était un franc-maçon avéré, et même 33e *honneur*. Je me rappelle nettement l'un de ses cours où, à propos d'esthétique, il nous fit un éloge tout à fait lyrique de M. Zola et de son œuvre. Il essayait de nous parler de Kant, mais mal. Il brillait surtout à propos de la morale laïque. J'ai conscience que souvent le samedi il essayait sur nous l'effet des périodes oratoires qu'il devait débiter le dimanche. Nous étions pleins de désirs, d'ingénuité et de feu. Il y avait du soleil qui dansait sur les murs et sur les

bancs de la classe. La République m'apparut bien belle. Je cessai de sentir comme mon père, comme ma famille, comme mes aïeux. Je fus orgueilleux de ma raison. En son nom je décrétais ses droits vis-à-vis de moi-même, droits de l'homme et du citoyen.

Et je fus étudiant. Des protestants furent mes professeurs. C'est-à-dire le professeur d'histoire, de qui je voulais connaître l'histoire du développement de ma nation. Le professeur de littérature, de qui je voulais apprendre à bien sentir « mes auteurs ». Quant à mon professeur de philosophie, celui-là je puis vous le nommer, ce fut M. Georges Dumesnil, et je lui donne pleinement le nom de maître. Chaque jour je sens plus profonde en moi l'influence de ce philosophe bien français. Il a été pour beaucoup dans mon passage du socialisme au nationalisme. Hélas ! lorsque je suivais ses cours, j'étais, comme la plupart de ceux de ma génération, dans cet état d'anarchie sentimentale, intellectuelle, où étaient à vingt ans la plupart de mes camarades.

Nous sommes nés au moment où s'apaisaient dans le sang du pays les soulèvements dont l'avaient agité la guerre et la Commune ; ce sang frémissait encore ; éveillé de sa torpeur par tous ces désastres, il sentait naître en lui la pénible conscience des efforts nécessaires, il sentait bien qu'il ne pouvait désormais connaître que les austères jouissances de la raison et les laborieux triomphes de la volonté ; il ne restait à la France qu'une consolation, celle que donne le travail. Et nous, nous avons bu ce lait qui gon-

fle le sein des nourrices au lendemain des grandes défaites.

Il s'en est suivi un déséquilibre d'abord, dès que nous avons commencé de penser. Nous nous sommes jetés avec ardeur vers tout ce qui nous paraissait opposé aux années de l'Empire. Formés par des pères et des mères patriotes, hélas! nous avons cru d'abord à la beauté de l'internationalisme. Nous avons passé par toutes les phases de l'analyse destructive; ivres de raison, voulant tout reconstruire, nous avons d'abord tout abattu en nous. L'inconscient veillait pourtant, et j'en ai pour preuves vis-à-vis de moi-même certains poëmes que j'écrivis, comme malgré moi et comme sous la dictée d'un autre, à cette époque, et qui sont animés du seul amour de la race et de la patrie. L'idée de race, d'ailleurs, fut celle qui nous sauva et qui, persistant à travers les diverses étapes de nos doutes, finit par nous amener au fédéralisme.

Je n'ai pas besoin de vous indiquer de quel secours nous furent alors les livres de M. Barrès et pour nous, Provençaux, les poëmes et la vie de Mistral. Lentement nous nous fîmes une conception civique de l'art. Vous connaissez tous ces hymnes à la vie, d'une part, et de l'autre tous ces systèmes de politique hâtivement bâtis qui paraissaient alors dans toutes les jeunes revues. Nous étions dévorés du besoin d'agir. Cette idée de la Justice qui dominait tous nos élans, toutes nos conceptions, nous la voulions incarner dans quelque chose de palpable, de vivant, d'actuel.

En ce moment Carlyle, Emerson arrivèrent,

qui nous donnèrent le culte des héros, la passion de la force, de la lutte, de la victoire. Autant nos aînés, symbolistes, décadents, s'étaient désintéressés de la chose vitale, publique, immédiate, autant nous avions soif de nous dévouer, de voir vivre nos idées en quelque haut exemplaire d'humanité. Nous fréquentions les syndicats; avant la lettre, nous fondâmes, à Aix, à Marseille, des universités populaires. J'ai présentes au souvenir des soirées passées à lire de l'Ibsen, du Michelet, du Rousseau, et des fragments du *Recueil philosophique* de M. Fouillée, au fond de cafés ouvriers, surveillés par la police.

Une sorte de socialisme humanitaire, d'anarchisme à la Tolstoï selon les heures ou à la Nietzsche, que nous connaissions mal à travers des traductions fragmentaires, nous emplissait. Nous attendions le doux héros, la souriante et forte victime des temps nouveaux; celui enfin qui ferait, par son attitude intérieure, de volonté et de charité, l'effet que tâchaient de produire par ailleurs les bombes d'Henry ou de Vaillant. Ne souriez pas, Messieurs..., parce que ce sentiment était très sincère, et qu'il mérite toute pitié..., nous crûmes trouver tout cela en Dreyfus. Je vous dis que nous étions des esprits métaphysiques et que les mots agissaient sur nous plus que les faits. Nous n'y voyions pas. Que voulez-vous? c'était un état; et nous qui en avons tant souffert, nous bénissons l'affaire Dreyfus parce qu'elle nous a sortis de cet état, nous a donné le sens de la réalité, a chassé de nous ce romantisme social et politique

qui nous empoisonnait, qui nous anéantissait.

Je n'ai pas besoin maintenant de vous dire de quelle façon nous avons été dreyfusiens; sachant pourquoi nous le sommes devenus, vous devez sentir comment nous l'avons été. Nous l'avons été naïvement, nous l'avons été ardemment. Ici se place un fait très important pour moi : mon premier voyage à Paris. Si vous me le permettez, je vais vous lire une page que j'écrivis naguère en songeant à mon arrivée ici et qui vous fera mieux que tout sentir l'état de mon être à cette époque.

« Comme jadis Renan, dans sa pauvre chambre d'étudiant, fiévreusement penché sur les premières pages de *l'Avenir de la Science*, il y a peut-être au moment où j'écris ces lignes, dans une bastide perdue de Provence ou dans un coin désert de la forêt de Fontainebleau, un jeune homme inconnu qui, dans le silence lucide de cet hiver, est en train de mettre en ordre toutes les sensations qui ont bouleversé, et fortifié cependant, puisqu'il s'en est à la fin rendu maître, son organisme intellectuel, durant les tristes journées de l'affaire Dreyfus, car il s'était égaré, à cette époque, dans Paris soulevé.

« Venu plein d'enthousiasme de sa province, il a senti se préciser en lui, dans le premier soir qu'il a vu tomber sur Paris, cette énergique et douce idée de la France qu'il s'était faite en lisant Michelet, Lamartine et Balzac, — en feuilletant les albums de Braun, aux photographies amoureusement classées, où rayonnent sobrement les chefs-d'œuvre du Louvre, — en

allant, chaque dimanche, dans quelque salle de concert, mêler son émotion aux ondes sonores de *l'Arlésienne* ou des *Poëmes symphoniques*, — en suivant enfin, à la Faculté de sa vieille ville, les leçons pleines d'ardeurs contenues de deux ou trois rares professeurs à l'intelligence et au cœur ouverts (sur leur type il imaginait tous les autres). Chaque soir, au crépuscule d'été, sous les platanes d'un ancien cours, où mouraient parfois avec les rayons du jour les derniers éclats d'une musique militaire, en sortant de la bibliothèque, il admirait voluptueusement et de loin la fine silhouette distinguée de quelque Madame de Gromance, et cette naïve contemplation devant une jeune femme bien vêtue, et qu'il savait bien ne devoir jamais connaître, lui suffisait pour embaumer d'un parfum de luxe tendre ses soirées solitaires ; il emportait en quittant la promenade le sentiment que l'élégance des vieux siècles survivait encore dans les femmes de la race et il retrouvait plus parfaite, pleinement réelle, cette beauté française, dans les pages de quelques livres, — romans, drames, poëmes, — toujours les mêmes, relus dix fois, et dont il connaissait toutes les pensées comme les aspects retrouvés d'une maison amie où il était reçu avec une joie grave et toute provinciale.

« C'est de toutes ces sensations mêlées, auxquelles il faudrait encore ajouter l'influence confuse de quelques voyages, de la mer contemplée parfois, à de longs intervalles, de fréquentations, d'habitudes heureuses, que s'est formé dans ce jeune homme le concept un peu

simple, mais généreux, puissant et pur, de la patrie et de la France. Paris cependant, malgré tout, — (malgré le charme de cette existence laborieuse, la lecture de Taine (et de Mistral, s'il est Provençal), la vague appréhension d'un danger qui, de loin, prend des couleurs délicieuses), — Paris l'attire.

« Il est arrivé. Et tout d'abord, lorsque, sur un pont de la Seine, au soleil couchant, il a vu une atmosphère d'or baigner à la fois le Louvre et Notre-Dame, le Panthéon et les Invalides, qu'il a senti tout un fleuve humain couler en pleine joie de l'Arc de triomphe aux Tuileries et que mille rumeurs vivantes fondues dans le même murmure se sont autour de lui mêlées à toutes les splendeurs muettes de ce passé revivant à la fois dans sa mémoire et dans ces monuments, il a eu de la France une vision intuitive et complète, où chaque siècle naissait naturellement de l'autre, où chaque homme puissant devenait justement l'expression sociale, l'image historique de tout le peuple en travail. Et lui, dans cette parisienne minute de patriotique harmonie, dans son exaltation, il ne s'est point oublié lui-même et, prenant conscience des destinées de son pays, il s'est vu à sa place et à son rang dans le riche résultat de tant d'énergies en mouvement. Dans un battement de son cœur toute sa famille s'est souvenue d'anciens sacrifices oubliés. Toute sa race a soutenu le vif effort de sa raison. Et les meilleurs de cette race, il le sent à présent, un ou deux types peut-être de cette famille si sûrement organisée, étaient déjà venus dans ce même lieu en une heure de

danger ou de triomphe, et dans les innombrables aspects de ce soir parisien, à travers toute la cité moderne, un instinct infaillible l'a mis en état de reconnaître, dans un éclair de sa conscience, l'apport immédiat de ses ancêtres les plus lointains. Sans cesser d'être un individu façonné par sa province, il vient d'apprendre pourquoi il est Français. »

Mais cette ardente méditation de tout un être qui se donne à une grande idée devait avoir un rude lendemain. Les faits, hélas! se sont chargés de remettre les choses au point actuel. De la réalité présente ils eurent eu vite fait de chasser tous les souvenirs glorieux. Le lendemain, et les jours suivants, notre jeune homme a vu, aux abords du Palais de Justice, la foule hurler après Zola, l'émeute gronder dans les rues. Voilà de quoi lui donner prétexte à héroïsme. Les vendeurs de journaux autour de lui criaient mille mensonges contradictoires en bousculant les promeneurs. Tout un peuple fiévreux sortait de ce bon sens, violait cet ordre, que nous voulons être l'apanage de notre nation. C'est Balzac qui le dit : « La supériorité de la France, dit-il, vient de son bon sens, de la logique à laquelle sa belle langue y condamne l'esprit : elle est la raison du monde. »

Hélas! à quelles expressions on a plié cette langue, vous le savez. J'eus la mauvaise inspiration d'assister à quelques séances de la Chambre. Dans les couloirs du théâtre de l'*Œuvre*, j'entendis, aux entr'actes de pièces à clefs dreyfusiennes, les conversations de gens

consacrés et que de loin, du fond de ma province, je vénérais comme des maîtres. Il faut tout dire, des gens dont je ne veux plus me rappeler le nom m'atterrèrent par leur cynisme. Des doutes m'envahirent dès lors. Je me réfugiai à la campagne. Comme je m'exprimais librement, je sentais bien qu'on ne me regardait plus comme un pur. Je ne sais quel parfum de cléricalisme, oui, de nationalisme, se dégageait de moi. Je vous avoue que j'étais très troublé. Je courus à ma vieille terre, à ma vieille ville, comme l'enfant à sa mère. Je n'étais pas guéri, non ; mais je commençais à sentir mon mal.

Alors, parmi mes sages oliviers, là-bas, à travers mes méditations et mes souvenirs, derrière les séances du Parlement, les excitations de la presse, les déclamations de l'estrade, les hurlements de la rue, j'aperçus tout à coup le visage torturé de la troisième République, comme, si l'on peut comparer les petites choses aux grandes, Taine jadis vit, derrière les incendies de la Commune, la face monstrueuse de la bête jacobine. Je voulus mettre de l'ordre en moi. Toute une série de faits qui dormaient dans ma mémoire et que j'avais négligés jusque-là, je m'en préoccupais soudain, étonné de les retrouver si vivaces et si précis. Des noms suffiront à vous donner les indications générales de cet état. Le boulangisme, Panama, les banqueroutes politiques ou commerciales, les krachs moraux ou industriels, Fourmies, l'affaire des décorations, Madagascar, les attentats anarchistes, ce sont là les points saillants. Tous ces faits que, durant quelques années, j'avais appris

d'une curiosité distraite par des préoccupations dont j'ai essayé tout à l'heure de vous donner une idée, tous ces faits m'apparurent dans leur réalité historique.

Cet esprit de méthode dont il était tant parlé, dans les feuilles quotidiennes, et qui était le culte dreyfusien, je voulus l'appliquer alors. Et je compris sans peine que c'était tout cela qui avait préparé, amené, suscité la crise aiguë de cette affaire Dreyfus. J'eus soudain la forte indication que la patrie avait besoin d'énergiques remèdes. Dans une chambre claire, devant des arbres, en un pays calme, après ces journées de Paris, avec mes livres, mes notes, mes cahiers, je fis lentement mon examen de conscience, et c'est alors, par les lettres que j'écrivis et les réponses que je reçus de mes correspondants, que je sentis que je n'étais pas le seul à traverser la même crise. De nouveaux événements, tandis que je mettais mon être en ordre, venaient aggraver mes doutes, confirmer mes intuitions, appuyer mes raisonnements : Fachoda, le Congrès socialiste, le procès de la Haute-Cour. Et voilà que j'appris la condamnation de Déroulède. C'est ce jour-là, par le sursaut que je ressentis, que j'éprouvai que j'étais devenu tout à fait nationaliste.

Justement, un de mes amis qui faisait une évolution analogue à la mienne m'écrivait :

« C'est dans le fonds populaire, que l'on trouble chaque jour davantage, que s'est réfugié beaucoup de la force et du bon sens de la patrie. Je l'ai compris un jour d'hiver où nous étions bloqués par les neiges dans un des forts

de la Corniche. Un exemplaire des *Chants du Soldat* traînait sur un lit de la chambrée. Un sergent, je crois, l'avait oublié là. A cette époque, comme beaucoup de jeunes intellectuels, je méprisais les vers de M. Paul Déroulède, ne les ayant jamais entendus que braillés par des commères tricolores de café-concert. Pourtant je pris le livre. Ma surprise fut profonde. Dans cette casemate, au milieu de ce paysage de la Turbie, où Banville lui-même chanta jadis son amour du laurier, parmi ces braves gens qui fumaient, dormaient ou jouaient aux cartes autour de moi, et que j'avais lentement appris à connaître depuis trois ou quatre mois, les mots, même les plus simples, avaient pris un nouveau sens, plus vivant, plus humain, s'étaient gonflés pour moi d'une sève nouvelle, d'une substance plus française, plus noble et plus populaire à la fois. Je m'en aperçus en lisant. Tout ce qu'il y a de sang gaulois dans le cœur du petit livre de M. Paul Déroulède battait soudain entre mes mains et dans ma voix avec le rythme tout populaire de ses vers.

Il fait nuit; la diane a sonné, tout s'éveille;
Les hommes sont sortis des tentes qu'on abat;
La soupe est sur le feu, le vin dans la bouteille,
Et, chantant et riant à la flamme vermeille,
Ces diables de Français commencent leur sabbat.
C'est le joyeux lever d'un matin de combat.

Je récitais ces vers à haute voix. Mes camarades se groupèrent autour de mon lit. Et, ce jour-là, nous comprîmes toute la force de notre métier. Les vers, vierges de toute littérature,

étaient allés droit à l'âme des simples et, grâce à ces chants modestes, tous ces braves gens s'étaient sentis soudain liés à la vie de leurs compagnons, à l'avenir de leur régiment, aux destinées de leur pays. Je le vis à leurs regards, en écoutant les conversations qui suivirent et à la joyeuse fraternité qui ne cessa depuis d'emplir notre chambrée. »

Voilà ce que m'écrivait mon ami, et c'était cet homme, cette force de la patrie, que l'on essayait de briser, que l'on chassait, que l'on paralysait, que l'on exilait. Mon cœur me criait cela. Vous voyez que je ne sentais déjà plus comme un dreyfusien. Je reçus à ce moment ma convocation pour ma période de vingt-huit jours. Rien ne pouvait venir mieux à point. Vous voyez que mes sentiments se nationalisaient en quelque sorte. Voilà que ces vingt-huit jours allaient se charger de fortifier mon cœur, d'assainir mon sang, de chasser de moi les derniers vestiges du désordre qu'y avaient mis les agitations de ces dernières années.

Mon sac sur les épaules, la bretelle du fusil dans la main, allègrement j'allais au devant d'un meilleur devenir. D'accord avec les jeunes gens de France, je marchais, à l'appel des mêmes commandements, au devant de l'ennemi, et l'ennemi, n'est-ce pas, c'est le doute, la lâcheté, l'ennemi commun c'est la veulerie de l'époque. Ainsi, lentement, je prenais la résolution de servir désormais mon pays, comme il est dit dans la théorie, « sans hésitation ni murmure ». Il faut rester à sa place. On n'est utile que là. Je comprenais ici le mot d'ordre social, la force

de la discipline, la beauté de la hiérarchie. Je recevais une consigne que je ne trahirai jamais.

Ici je vous demande encore la permission de vous citer une page que j'écrivis alors et qui donne la réplique pour ainsi dire à celle que je vous ai lue tout à l'heure. C'était pendant les manœuvres...

« Un matin, détachés en petit poste, en avant de la compagnie, nous étions quatre dans la nuit finissante à voir se lever le jour sur une immense plaine au-delà des coteaux boisés, fouillant de l'œil les roches et les bosquets sombres. Je n'oublierai pas cette heure. Sous un grand pin tout bourdonnant d'abeilles et luisant de rosée, au sommet de la colline, j'étais couché, la poitrine dans une touffe de thyms. Des cavaliers galopèrent sur la route qui passait à nos pieds. Nous brûlâmes deux ou trois cartouches contre eux. Puis tout retomba dans un magnifique silence. Et lentement, dans les premiers rayons, le paysage s'éveilla. Ce fut splendide. Derrière nous plusieurs milliers d'hommes étaient en marche. Là-bas, très loin, à travers les champs labourés et les prairies humides, d'autres, en longues colonnes, s'avançaient à notre rencontre. Et je voulus me mêler aux confuses pensées qui les agitaient tous. Ils avaient quitté leurs maisons, leurs terres, leurs familles. Ils venaient les uns contre les autres, mais une même idée les guidait. Je sentis en quoi j'étais véritablement leur frère. J'eus conscience de la solidarité réelle qui nous unissait, nous tous que tant de montagnes, de rivières, d'horizons

séparaient d'habitude, mais qui étions, ce matin-là, rassemblés dans la même campagne. Les collines brillaient déjà. Les chiens aboyaient au passage des troupes. Un train siffla, lancé à toute vapeur. Les bois de pins se mirent à frémir doucement. Toutes les grandes masses du paysage se groupaient, s'achevaient en formes lucides. Et moi, perdu dans cet éveil du jour, je vis sous les arbres, les rochers, la poussière, s'unir des lois que je n'avais jamais contemplées jusque-là. Un même sentiment tenait ces matières comme une même pensée dirigeait la volonté de tous ces hommes. Et ces deux ordres de beauté liaient les êtres aux choses, se commandaient, se complétaient entre eux. Soudain une conception plus exacte du monde, de la patrie, de moi-même, jaillit en moi avec le soleil partout triomphant. Des coups de feu éclatèrent de tous côtés. La manœuvre commençait et moi, selon la forte expression d'Edmond Jaloux, « je vis la forme nouvelle de mon destin », je m'apparus comme une cellule de ce grand corps, je m'aperçus à ma place comme je ne l'avais jamais constaté, je me sentis Français enfin de toute mon âme et de toute ma chair. »

Oui, ma notion de l'armée se précisait ainsi. Je voyais bien que c'est là que se donnent les leçons vivantes de l'exemple ; elle est l'organe le moins atteint de notre État; dans la crise que traverse le pays, s'il reste encore à la France un cœur intègre où se substantifie constamment le sang malade qui arrive là épuisé, anémié, troublé, et qui en ressort vivifié, c'est que

parmi les déclamations forcenées, les basses besognes qui systématiquement veulent détruire la patrie, le régiment est avec la famille le dernier refuge qui reste à l'esprit véritablement social.

Ce fut l'impression confuse que j'eus dès le premier jour où, arrivant avec mes camarades dans la vieille cour de la caserne, je vis tous ces hommes pâlis par une nuit sans sommeil ou une noce hâtive, avec leurs visages fripés, leurs effets de civil lamentables, l'ennui, la gêne d'une besogne imposée. Ils n'étaient pas heureux, ils n'étaient pas beaux. Il faut le dire, ils me donnèrent l'image d'un troupeau parqué. Mais quel changement dès qu'ils eurent fait peau neuve et que sous le rouge et le bleu marine de leurs costumes militaires ils prirent une autre allure, une sorte d'assurance qui leur venait de leurs anciennes années de régiment ! D'un coup, la discipline, cette discipline que Xénophon déjà disait être la force principale des armées, les avait instinctivement ressaisis. Ils étaient prêts à agir, ils n'attendaient plus qu'un ordre.

Et moi, en quittant ma compagnie, j'emportais la certitude qui fait un des points essentiels du nationalisme, celle que l'armée est la nation en acte, la fraternité vivante, la force réelle qui nous défend et que nous devons défendre contre toutes les tentatives odieuses qui, par le désordre et la mainmise sur nos plus riches trésors moraux, veulent dissiper le plus clair du grand héritage national.

Dès lors, Messieurs, vous sentez que je n'étais plus, que je ne pouvais plus rester dreyfusard.

Un détail : je m'abonnai au *Soleil* pour y lire régulièrement les articles de Félicien Pascal, de Vaugeois et de Maurras. C'était la convalescence. Et comme une récompense suit toujours notre effort, un jour le facteur apporta à ma vieille bastide provençale les pages précieuses de l'*Enquête sur la Monarchie*. Ceci décida de tout, emporta tout. Le jour se fit tout à fait en moi. Avec quelle ivresse je dévorai ces pages, la plupart de vous doivent le sentir, n'est-ce pas, puisqu'ils les ont lues comme moi. La vérité en marche venait d'arriver dans ma maison. Devant ces fortes pensées, à cet ordre rigoureux, à ces démonstrations précises, l'erreur ne peut résister. Tout s'organisait, se liait, vivait.

Je ne crois pas que l'on puisse trouver un meilleur traitement contre la maladie dreyfusienne, le mal démocratique, la peste cosmopolite. Tous ceux, parmi les Français j'entends, à qui j'ai fait lire ces pages, ont rougi de leur ancien culte. Et c'est alors que j'ai bien vu que beaucoup de dreyfusiens qui croient l'être par conscience, par volonté, le sont devenus sans le savoir, pour ainsi dire, sans le vouloir, et comme malgré eux. Les journaux, les conversations de café, l'enivrement orgueilleux de se sentir différent des autres, furent les principaux facteurs de l'épidémie auprès de ceux qui ne se sont pas jetés dans l'Affaire poussés par les idées intellectuelles — employons le mot — que j'exposais au commencement de cette trop longue causerie.

La plupart des adeptes ont été amenés au nouveau culte par d'infimes circonstances qui, répétées, multipliées chaque jour, ont pris force de

doctrine, apparence de système; les mots sonores ont ensuite tout justifié, tout transfiguré. Oui, je crois que les premiers dreyfusards ont été *agis* par des mots dont ils ne savaient pas bien la signification ou qui, trop souvent, couvraient de leur pavillon une marchandise étrangère, frelatée et de contrebande. Ils ont tant et tant répété ces mots avec extase qu'ils en sont devenus les esclaves, et, le terrain étant ainsi préparé, les politiciens alors sont entrés en scène. Jusque-là ils avaient tenu les ficelles dans les coulisses, ils pouvaient désormais jouer leur rôle à visage découvert. Les bons convaincus formaient le chœur; ils allaient, prêchaient, évangélisaient, tiraient les marrons du feu.

C'est du moins ce qui se passait autour de moi, en province. Les professeurs surtout étaient terribles. Grâce à eux, par de redoublés sophismes, vous le savez, une question d'État devint vite une affaire de critique et de textes. Ivres de leur subite importance, vous les avez vus, ils s'emparaient du bordereau, examinaient les dépêches, négligaient tout ce qui ne restait pas sous le champ de leur loupe, c'est-à-dire la réalité, le pays, les lois véritables, ce qui importe. Et tous ces documents, c'est dans les journaux, ô textes ! qu'ils les prenaient. Le plus terrible, c'est que ces hommes pour la plupart étaient sincères.

Voilà une de nos plaies contemporaines : le mal de l'analyse, le pli professionnel, le manque de cette santé morale que donne la tradition, faisaient des leurs. L'analyse ! Eux dont le métier est d'apprendre comment un culte s'empare des

hommes, comment un mythe naît dans l'âme des races, ils auraient dû sentir qu'ils devenaient les croyants d'une religion nouvelle en formation sous leurs yeux. Ils en ont établi au contraire les dogmes à terminaisons, à formules scientifiques. Ils tinrent des conciles retentissants. Et dans un grave journal de Paris, quelqu'un a proposé de s'aborder chaque matin, au coin des rues, en se murmurant d'un air pénétré : « Dreyfus est innocent », exactement comme les premiers chrétiens s'acheminaient jadis aux catacombes en murmurant : « Christ est ressuscité. »

Ici la chose prend des proportions d'un grotesque énorme. Je n'en ris pas cependant. J'avoue humblement que cette genèse religieuse, j'en saisis la marche et la misérable puissance aujourd'hui ; mais, dès le début, je fus touché par cette sorte de folie contagieuse. La farouche divinité abstraite, la jacobine Justice, me cacha, une année durant, les traits vivants du doux pays de France. Ces beaux traits indestructibles de la patrie, c'est en lisant les pages de Maurras que je les revis un à un, que je les retrouvai derrière la brume, le brouillard métaphysique de mon ancienne anarchie. Au soleil de cette vérité monarchique revivait en moi aussi toute ma première éducation, faite d'ordre, de hiérarchie, d'éléments bien français. C'est alors que j'eus la conscience que la France allait se perdant, se reniant, depuis que les bandes maçonnes et cosmopolites s'étaient emparées d'elle et voulaient à la place du vieux cœur national mettre je ne sais quel coffre-fort aux serrures métaphysiques, aux ferrailles socialistes. Il faut un pou-

voir fort, traditionnel, qui retrouve le vieux cours des ancêtres.

On pourrait, je pense, par de fortes opérations de presse ou de police ou d'élection, étouffer les derniers scandales persistants de l'Affaire. On ne saurait par ces seuls moyens éviter la future Affaire qui éclaterait dans un an, deux ans ou dix. Je vous l'avoue, si une Monarchie n'était plus possible en France, il me semble que la porte alors resterait à jamais ouverte à tous les désordres, à la dispersion, à la guerre intestine, à la mort. Peut-être alors vaudrait-il mieux courir tous les risques de ce socialisme qui est le grand danger barbare et actuel, peut-être alors vaudrait-il mieux se lancer en pleine révolution. Tout, plutôt que ces temps sans ordre, sans beauté, cette stagnation honteuse, cet arrêt dans l'appareil vital, cette lâche dilapidation de l'héritage de nos pères. Laisser faire, c'est approuver. Il faut agir dans un sens ou dans l'autre. J'indiquais le pire, mais il y a mieux. Il y a la possibilité d'avoir un Roi national, une aristocratie provinciale, un peuple français, un pays reconstitué, où, dans la naturelle harmonie des communes libres, défendues par un fort pouvoir responsable, toutes chances de corruption seraient plus facilement écartées. C'est par une hygiène préventive qu'il faut écarter les pestes sociales. Et s'il est vrai, comme en convient tout bon esprit, qu'en pays monarchique, — en Allemagne, par exemple, — toute affaire Dreyfus soit radicalement impossible, nous qui voulons conserver la France en vie, en pleine vie, pourquoi, sous de vains prétextes

genevois, par une sorte de fausse pudeur humanitaire, aurions-nous honte d'obéir à des lois historiques qui nous paraissent si claires, si constantes et si fortes? C'est tout simplement à revivifier par l'apport de vos volontés les vieux principes qui ont fait notre France, à les nourrir d'un sang nouveau, que je vous convie. Ici, c'est un sentiment tout personnel que je vous offre; mais je vous prie de considérer que c'est un malade à peine guéri qui vous parle, qui a vu le mal de près, de très près, jusqu'au fond, et qui sent avec toute son âme la nécessité des remèdes, — des plus énergiques, des plus définitifs.

JOACHIM GASQUET.

# *LE RÉALISME POLITIQUE DES ALLEMANDS ET SES INTERPRÉTES FRANÇAIS.*

---

... Tu serais tenté de me dire, avec les écrivains français, que l'âge d'or allemand se termine en 1847 et qu'on descendit rapidement en plein âge de fer, pour atteindre en 1870 le bas de la pente. Pour moi qui débarque de France dans une Université, l'Allemagne intellectuelle, c'est le bloc de ses poètes, philosophes, historiens et hommes d'État depuis un siècle. Ce serait puéril d'admettre que le fil de son développement cessa vers 1870. Par des effets d'un ordre différent elle manifeste la même tradition.

MAURICE BARRÈS, *L'Appel au Soldat*, p. 34.

(Lettre de Rœmerspacher à Sturel.)

Quoique l'*esprit national allemand* n'ait pas plus connu l'existence de la spéculation métaphysique qu'il ne s'apercevra de sa disparition, nos voisins anglais et français n'en prétendent pas moins que nous sommes un « peuple philosophique ». Cette méprise naïve n'a pu naître que dans un salon étranger.

LUDWIG KNAPP, *Système de la Philosophie du Droit.* (1857.)

Le sage, le réfléchi Rœmerspacher, dans l'Université allemande où il était venu chercher une méthode pour ses études historiques, ob-

serva ses condisciples et nota avec surprise « l'alliance étroite de la discipline et de l'indépendance chez un même être... Dans l'ordre de la spéculation, ce sont des esprits aussi libres que possible; dans l'ordre des choses pratiques, ils sont caporalisés... Pour ces Allemands disciplinés et indépendants, extrêmement audacieux d'idées et attachés à la réalité, tout ce qui existe est vrai, tout est bien à sa place. Leur intelligence et leur goût obstiné des faits leur en donnent le respect. C'est bon aux Français, dans leurs fièvres, avec leur excitabilité, d'invoquer ce qui doit être. Un Allemand pense au contraire qu'il faut se laisser modifier et façonner par ce qui est. A notre idée bien française : que la volonté libre est l'essence de l'homme, que par ses décrets elle peut refaire la société, l'Allemagne oppose la loi de continuité et le déterminisme universel ».

Rœmerspacher, que sa solidité lorraine et les fortes leçons qu'il prit devant un arbre fameux inclinent à un semblable réalisme, admire le départ que font les Allemands entre l'agrément des rêveries métaphysiques et les inflexibles conditions de la vie. Son intelligence positive constate avec plaisir la coexistence chez les mêmes hommes du plus solide esprit politique et du moins digne dévergondage dans l'ordre de la spéculation.

Les Rœmerspacher sont rares. Et la plupart des Français qui visitent l'Allemagne ne se forment pas des jugements aussi nets. Ce trait — à nos yeux essentiel — du caractère allemand d'aujourd'hui, si bien défini dans l'*Appel au Sol-*

*dat*, a été différemment apprécié toutes les fois que nos lettrés le distinguèrent. Mais il advint le plus souvent qu'ils ne le comprirent pas.

La petite mosaïque que voici n'est pas seulement un recueil de Nuées. On y trouvera le signe des ravages exercés sur l'intelligence française par les illusions idéologiques propagées depuis cent cinquante ans.

## I

Si l'on excepte quelques auteurs insignifiants dont les noms sont enregistrés par les manuels littéraires, il faut regarder Mme de Staël comme le premier écrivain qui ait entrepris de faire connaître en France les Allemands, leur esprit et leurs mœurs. On accorde encore chez nous quelque crédit au livre *De l'Allemagne* et aux peintures idéalistes qu'y a tracées la digne fille du genevois Necker. Il faut commencer par reproduire ici le jugement que portait sur cet ouvrage une Allemande, Mme de Varnhagen, femme de lettres elle aussi, et contemporaine de l'amie de Benjamin-Constant et de M. de Rocca :

« Mme de Staël radote dans son livre *De l'Alle-*
« *magne*... Le lecteur de ce livre qui ne con-
« naît pas notre pays doit le prendre pour une
« caverne glacée et enfumée où flottent de va-
« gues et tristes fantômes que Dieu a condamnés
« à l'honnêteté et dont quelques-uns, ici et là,
« méditent immobiles sous la puissance d'un en-
« chantement. Et comme des nids de sorcières

« elle a peint aussi nos universités: tellement elle « est terne et molle, la femme sans musique et « sans intelligence!... La malheureuse ! *elle n'a « rien vu, rien entendu, et mal compris le reste* (1). »

Cette sévérité n'est pas uniquement due à la jalousie d'une rivale en bel esprit. On peut souscrire aux termes de cette condamnation. Mme de Staël, qui priait Fichte de lui exposer son système en un quart d'heure, a compris le plus souvent assez mal ce qu'il lui convenait de lire ou d'écouter. On sait que sur les onze mois que dura son séjour en Allemagne elle en passa cinq à Weimar : or la Saxe est le pays d'Allemagne qui a produit le plus de séditieux, depuis Luther jusqu'aux agitateurs socialistes de nos jours. Dans la Prusse hiérarchisée et dans la Bavière catholique, Mme de Staël se déplut également. Toute à son œuvre de documentation rapide et facile, — on peut dire de reportage, — elle se soucia peu de noter le réalisme politique des Allemands et se contenta de célébrer avec lyrisme, dans « la langue de l'Amour substituée aux aphorismes de la critique » (2), les systèmes ou les rêveries des philosophes. De son examen superficiel elle emporta l'assurance que l'Allemagne est « la nation métaphysique par excel-

(1) Rachel de Varnhagen n'a pas eu le bonheur de porter partout des vues aussi justes. Juive d'origine, convertie au luthérianisme, elle connut tous les genres d'exaltation mystique, et, dans un temps fertile en névrosées, ne fut pas des moins complaisantes aux divagations révolutionnaires et idéalistes.

(2) Le mot est de ce malheureux Quinet à qui nous devrons bien aussi l'appliquer tout à l'heure.

lence », comme elle dit dans son jargon au chapitre sur Kant. Et ailleurs :

« L'espèce d'impartialité, luxe de la justice, « qui caractérise les Allemands, les rend beau- « coup plus susceptibles de s'enflammer pour « les pensées abstraites que pour les intérêts « de la vie;... entre les succès et les revers il « n'y a pas assez de différences au milieu d'un « tel peuple pour animer vivement l'ambition (1).

« La poésie, la philosophie, l'idéal enfin, ont « souvent plus d'empire sur les Allemands que « la nature et les passions mêmes (2) », etc...

Mme de Staël est l'auteur responsable d'une de ces légendes dont M. Frédéric Amouretti disait récemment qu'elles sont plus nombreuses de notre temps qu'au Moyen Age, mais qu'elles sont moins jolies et plus dangereuses aussi. A la légende du « libéralisme anglais », dont il a montré l'inanité, on peut ajouter celle de « l'idéalisme allemand ». Il a fallu la guerre de 1870 pour y mettre fin. Jusque-là, le plus grand nombre des Français, sur la parole de l'hommasse Genevoise, tenaient leurs vainqueurs pour un peuple « métaphysique », dédaigneux des intérêts matériels, uniquement occupé des « choses de l'âme » et déterminé dans toutes les circonstances de la vie privée et politique par les principes transcendantaux de la philosophie.

A la suite de Mme de Staël, un grand nombre

(1) *De L'Allemagne*, 1re partie, ch. II.

(2) *Ibid.*, 2e partie, ch. XVII. Ces citations suffisent. Il serait trop aisé de les multiplier.

de lettrés avaient continué d'établir la légende. Il est important de remarquer que tous furent ou de ces libéraux qui combattirent la Restauration et préparèrent la Révolution de 1830, ou bien des Protestants suisses qui, en exaltant l'idéalisme germanique, se proposaient de faire sentir l'éminente valeur philosophique et morale de la religion prétendue réformée (1).

Il n'est pas sans intérêt de remarquer qu'ils eurent un précurseur lequel ne laissa pas d'influer sur Mme de Staël elle-même. Un émigré, Charles de Villers, devenu professeur de littérature fran-

(1) C'est un grand sujet d'étonnement pour beaucoup d'historiens et de philosophes que cette religion n'ait pas porté en Allemagne ses fruits ordinaires ; car, selon Joseph de Maistre, « les Protestants sont républicains en Monarchie et anarchistes en République ». Le questionnaire de l'*Enquête sur le Protestantisme* (*Action française*, 15 mai 1900) demandait, on s'en souvient, que ce problème fût éclairci. On en a donné par ailleurs des explications diverses. Il nous paraît intéressant de reproduire celle d'Auguste Comte, en priant qu'on ne s'attache pas à certains termes du vocabulaire positiviste :

« En Allemagne,... en Hollande, enfin en Angleterre... le triomphe politique du protestantisme avait neutralisé sa tendance à l'émancipation philosophique en rattachant au système de résistance rétrograde l'organisation dont la Réforme était susceptible. Tout affranchissement de la raison devenait alors plus antipathique au protestantisme officiel qu'au catholicisme lui-même. Cette répugnance instinctive s'est même fait sentir hors de la sphère légale dans les sectes dissidentes chez lesquelles la désorganisation théologique était le plus avancée et qui, fières de leur demi-émancipation, retenaient avec plus d'ardeur les croyances qu'elles avaient conservées. » (Au ch. x de la *Sociologie*, résumé de la seconde partie du *Cours de philosophie positive* par E. Rigolage.)

çaise à l'Université de Gœttingue et qui n'avait fui la Révolution que pour embrasser ses principes dans le protestantisme, avait écrit en 1801 une *Philosophie de Kant* par laquelle il espérait amener ses anciens compatriotes à « ce développement de la moralité et de la science » qu'il admirait chez ses frères nouveaux. En 1804 il nous expédia, dans une intention aussi bonne, un *Essai sur la réformation de Luther*, tout à la gloire du protestantisme, et où il professait « l'idéal d'une religion fondée uniquement sur la conscience morale ».

Dépouillé de ses élégances, qu'est-ce que Benjamin de Constant, sinon un autre Charles de Villers? Toute une troupe d'Helvètes germanomanes et libéraux les suivirent et continuèrent à propager la légende. C'est ce Bonstetten, Bernois francisé, familier de Coppet, qui dans *l'Homme du Midi et l'Homme du Nord* (1824) reprit le plaidoyer du livre de *la Littérature* en faveur de l'art septentrional et l'étendit jusqu'à une étrange métaphysique des mœurs. De quel mépris ne couvrait-il pas les Latins inaptes à la « vie intérieure » et à la « religion rationnelle »! Et ce sont enfin tous ces littérateurs vaudois dont il suffit de citer les noms : Bridel, Monnard, Vuillemin, Olivier, Vinet, Agassiz, Desor, qui ressassèrent la même erreur et firent métier de reprocher aux Français leur « abaissement moral » en le confrontant à l'idéalisme germanique. On ne peut oublier en terminant cette liste le lamentable et vertueux M. de Gérando, fondateur de la *Revue Germanique*, ni ce Philippe-Albert Stapfer, « ancien ministre de la

République helvétique », qui exploita avec conscience la même veine que ses confrères dans les *Archives littéraires de l'Europe* et dans le *Publiciste* de Suard. La race n'est d'ailleurs pas encore éteinte de ces clergymen qui tiennent la *Raison pure* à la main tandis que leur redingote se gonfle de petites bibles reliées de noir.

## II

Après les pédantes et les niais, à qui échappa toujours la distinction faite par Rœmerspacher, nous trouvons enfin des lettrés français qui observent et l'idéalisme philosophique et le réalisme politique des Allemands. Mais cette contradiction contraire à leurs illusions et peu propice à leurs calculs les étonne et les irrite. Ils s'emportent alors contre l'Allemagne elle-même et brisent leur idole, ou bien, plus avisés, s'efforcent de donner de cette anomalie les explications qui servent le mieux leur préférence pour les idées libérales et démocratiques.

Quinet est le type de ces interprètes français de l'esprit germanique. Son cas vaut bien qu'on le décrive avec détails.

Né d'une mère protestante, qui l'éleva sinon dans le culte, du moins dans l'esprit de la Réforme, Edgar Quinet, doué d'une imagination fuligineuse, fut tout naturellement porté vers les mystères des philosophies teutoniques. En France, il mène une première jeunesse

farouche et silencieuse, visiblement mal à l'aise parmi ses compatriotes de hasard. Il fuit l'amour des femmes qui parlent sa langue. Et les livres qu'il goûte sont à peine français : il les choisit parmi ceux de Rousseau ou de Mme de Staël. Mais du jour où il découvre l'Allemagne, il semble qu'il ait retrouvé sa patrie naturelle. « Je me sens tout autre qu'avant de l'avoir connue », écrit-il dans ses *Lettres à ma mère*. Il ajoute qu'il est enfin devenu « un homme ». Et à Heidelberg la jeune Minna Moré est la première femme qu'il ait encore osé regarder et aimer.

C'était le moment où il travaillait à son *Essai sur les œuvres de Herder* : dans les livres de ce mythologue il avait cru voir « l'aurore immaculée d'un beau jour qui se lève sur l'humanité ». Il avait dessein de montrer « comment les grandes vues de l'esprit français du XVIIIe siècle se sont combinées dans l'esprit des autres peuples et des Allemands en particulier ». En pleine crise d'idéalisme mystique, il n'accorda pas d'abord beaucoup d'attention aux hommes et aux choses qui l'entouraient. Il s'aperçut pourtant assez vite que son enthousiasme théorique n'était pas partagé par tous ses frères d'élection. Et l'on remarque à la fois sa surprise et la persistance de son illusion dans la prosopopée qui termine l'*Essai sur Herder* et qu'il écrivit à Heidelberg en mai 1827 :

« Adieu, terre hospitalière, terre paisible!
« Que puis-je te rendre pour tout ce que j'ai
« reçu de toi?... Au fond de tes silencieuses val-
« lées jaillit... la source pure du beau moral,
« où tôt ou tard viendront se désaltérer les

« peuples qui t'entourent. Ils sont morts ou « vieillissent, les hommes qui ont fait ta gloire, « tu t'appuies sur leurs tombeaux, déjà fatiguée « de l'agitation du génie. *Le délire de ton inspira-« tion est passé*; comme le rameau chargé de « fruits tu t'inclines vers le sol : et pourtant tu « es encore le pays de l'âme et de l'espérance. »

Ce « pays de l'âme », c'est la pure légende staëlienne. Mais Quinet trouvait « l'âme » endormie et il cherchait les raisons de ce sommeil. Ces Universités si hardies à spéculer dans l'ordre du supra-logique le choquaient par leur « somnolence » (1). Un jour il faillit arriver aux justes vues de Rœmerspacher en attribuant à une sorte de « fatalisme philosophique » la facilité — pour lui incompréhensible — avec laquelle les gens d'étude acceptaient « la servitude monarchique » et le « joug féodal ». Il lui en coûte trop, pourtant, de renoncer à son illusion première, et dans sa brochure *De l'Allemagne et de la Révolution* (1832) il essaye d'accorder l'Allemagne idéale et l'Allemagne réelle : cet

(1) Ebranlées par le grand mouvement national de 1813, les Universités allemandes en avaient gardé quelque fièvre et formaient des centres d'agitation. En 1819, le gouvernement prussien prit le parti de mettre ces intellectuels à la raison : ni le savant Oken, d'Iéna, ni Arndt, le poète patriote, ne furent épargnés. Depuis, les Universités sont revenues à cet esprit de réalisme politique que Quinet qualifiait de « somnolence ». Il n'y a que les intellectuels juifs pour se montrer séditieux. Encore sont-ils tenus à une grande réserve, sous peine d'exclusion, comme il advint récemment au Dr Aron, social-démocrate. Et si l'Allemagne a connu les *socialistes de la chaire*, elle n'a pas vu du moins les *anarchistes de l'estrade*.

« engouement subit pour la puissance matérielle » qui se manifeste si brutalement est né du désir universel de faire l'unité. Or cette unité — Quinet s'en croyait encore sûr — se constituera d'après les « principes philosophiques ». La réaction ne sera que transitoire : « Le principe monarchique, qui semble si fort en Allemagne, n'a souffert nulle part, au contraire, une atteinte plus profonde. » C'est, paraît-il, Luther qui a donné ce grand coup : « Traditions, pouvoir, monarchie, aristocratie, il a tout miné sous le sol, il a tout blessé au cœur. » Il ne reste plus qu'à « enterrer ses morts ». Lamentable prophète, qui put voir la résurrection de tous ces morts, et du vieil Empire germanique lui-même !

Peu à peu Quinet perdait ses illusions. Le 6 mars 1837 il écrivait à sa mère, ne pouvant se refuser plus longtemps à reconnaître l'évidence :

« Je fuis de plus en plus l'esprit tudesque. « Comme agrément, vous savez ce qu'il est ; « *comme utilité sociale, il mène droit à Metternich.* »

Avec l'entêtement le plus bizarre il ajoutait qu'il « ne reniait pas une de ses illusions passées ». Il aima mieux renoncer à l'Allemagne qu'à l'imagination qu'il s'était formée d'elle. Et il poussa la folie jusqu'à la blâmer, jusqu'à l'insulter parce qu'elle ne consentait pas à se conformer à ses fantaisies. Dans un article de la *Revue des Deux Mondes* du 15 décembre 1842 intitulé *la Teutomanie* il parle de « l'infatuation,... de la bile envieuse,... du cynisme » des Allemands. L'union douanière excite leur orgueil national ; « ils sont convaincus qu'il ne leur

reste plus qu'à saisir la couronne universelle ». Mais Quinet les menace le plus sérieusement du monde d'une alliance franco-russe pour les rappeler à leur mission historique, — qui est de propager dans le monde l'idéalisme révolutionnaire. En 1844 il écrivait encore dans l'*Ultramontanisme* :

« Si l'alliance de l'esprit anglais et de l'es-
« prit français a jeté de grandes lumières dans
« le XVIII^e siècle, oui, je l'avoue, j'ai cru long-
« temps que l'alliance de l'Allemagne et de la
« France pourrait également honorer le XIX^e...
« J'ai cru que cette ligue sainte était la plus
« forte muraille contre les prétentions du passé,
« de quelque part qu'elles vinssent ; cette opi-
« nion, bonne ou mauvaise, m'a fait plus d'un
« ennemi et pourtant il m'en coûte d'y renon-
« cer »

Il y renonça pourtant à la fin. Mais irrité de sa déception il s'écriait dans *Allemagne et Italie*, en renvoyant les Allemands à leur « charrue féodale » :

« Je désire avec ardeur voir un jour l'Italie
« marcher sur le cou de ces blêmes Tudes-
« ques. »

Se détournant d'une Allemagne rétive à ses lubies, Quinet se résigna à jouer en France seulement le rôle d'agitateur. En compagnie de Michelet et de Mickiewicz, il s'efforçait, selon la parole d'Auguste Comte qui les a formellement condamnés, de « vicier l'enthousiasme théorique de la jeunesse française ». Combien Cousin avait raison lorsque, prévoyant que ces deux jeunes professeurs ne tarderaient pas à faire des

*Trublions* (1), il leur proposait, comme discipline, de consacrer chacun dix ans, l'un à Saint-Bernard et l'autre aux *Commentaires* d'Olympiodore! Que de folies ces sages études eussent évitées aux deux historiens romantiques et sentimentaux!

## III

Sur la fin de la Restauration et dans les premières années de la Monarchie de Juillet, un professeur de l'École de Droit, Lerminier, avait gagné par ses déclamations libérales quelque faveur parmi les étudiants. Ayant longtemps étudié en Allemagne, il donna à la *Revue des Deux Mondes* de nombreux articles sur l'histoire, les mœurs et la philosophie germaniques, et en 1835 les réunit sous le titre *Au delà du Rhin*. La légende staëlienne en formait encore le fond, et Lerminier écrivait avec sérieux : « Déclamer contre la philosophie allemande, c'est déclamer contre un développement nécessaire de l'esprit humain. » Il faisait même cette risible prognostication :

« La liberté allemande sera fille légitime et « viable de la métaphysique, ou elle ne sera « pas; et comme une grande nation ne peut « durer aujourd'hui sans être libre, il faut

(1) Sarcasme appliqué hors de propos par M. Anatole France aux partisans de l'ordre politique : il ne faut pas hésiter à le retourner à l'adresse de ses amis de rencontre.

« induire qu'à la fin du siècle la philosophie « aura fondé la liberté. »

Les monarchies allemandes, leur forte organisation politique et l'attachement que leur témoignaient les métaphysiciens eux-mêmes, ne laissaient pas de troubler l'assurance de Lerminier. Mais, refusant de se rendre à l'évidence, il voulut accorder son illusion avec les faits. Ce juriste ne se douta point qu'il était ridicule et perdait à jamais tous droits au nom de rationaliste en concevant, par un tour de force de l'imagination mystique, « une Allemagne invisible, « animée d'une vie secrète et vigoureuse sous « ces spécieux simulacres ; elle marche et on ne « la voit pas ; elle passe à côté de ses maîtres, « les contemple et les juge ; elle rêve, elle « pense, elle médite ; son examen est inflexible, « sa spéculation... infinie ».

Ce ton d'homme enivré du gros vin de la métaphysique libérale est certes fort plaisant. Mais l'on s'afflige de retrouver les mêmes sottises exprimées dans une langue honnête. C'est ce qu'on voit pourtant chez Saint-René Taillandier, esprit vif et clair, mais abusé par les douteuses lueurs de 1789. Les études sur *l'Allemagne et la Révolution* qu'il publia en 1853 forment un historique précieux du mouvement des idées dans les pays d'outre-Rhin durant la première moitié du XIXe siècle. Mais tout en observant et en rapportant les faits avec exactitude, Saint-René Taillandier ne pouvait se tenir de les juger du point de vue idéaliste.

« Jusqu'à présent, écrivait-il, il ne semble « pas que ce besoin de la vie pratique, que ces

« préoccupations d'une politique étroite, si peu « conformes à l'esprit allemand (*voilà l'éternelle « légende*), puissent profiter beaucoup à sa « gloire. »

Que l'Allemagne ait acquis plus de « gloire » à proclamer l'Empire dans le château de Versailles qu'à donner à un autre bas-bleu le sujet d'un second livre de louanges mystiques, c'est ce qu'on laisse à décider. Certes les intérêts français s'arrangeraient mieux d'une « Allemagne idéale ». Pouvons-nous faire qu'elle soit telle? Et si elle ne l'est pas, pourquoi le dissimuler? Nous le demandons : n'est-ce pas en partie aux illusions et aux erreurs propagées par les lettrés protestants et universitaires qu'est due la cruelle surprise de 1870 où les Français apprirent à leurs dépens que la « nation métaphysique » s'entendait fort bien aux choses de ce monde ?

Il fallut Sedan et le traité de Francfort pour ouvrir les yeux à Renan lui-même. L'auteur des lettres à Strauss a dû regarder comme un contre-sens plus coupable que tous ceux dont le chargent les philologues cette phrase qui se lit encore dans la Préface des *Etudes d'histoire religieuse*, parues en 1857 :

« L'incapacité de l'Allemagne dans le champ « de l'action n'est-elle pas la conséquence des « dons incomparables dont la nature l'a douée « dans l'ordre des spéculations intellectuelles? »

Un an après, Dollfus et Nefftzer commençaient à publier leur *Revue Germanique*. Remarquablement avertis sur les choses et les hommes d'Allemagne, ils ne manquèrent point de signaler

que tout n'était pas conforme aux imaginations de Mme de Staël. Ils notèrent que les « abstractions étaient impopulaires », c'est-à-dire étrangères à l'esprit national, comme l'entendait Ludwig Knapp dans l'ouvrage que nous avons cité plus haut. Comme Introduction à leur revue, Dollfus et Nefftzer avaient tracé une sorte de parallèle entre l'esprit français et l'esprit allemand où ils montraient fort bien que chez ce dernier « la pensée affranchie n'a pas aspiré à se transformer en fait; elle a joui d'elle-même et s'est développée en paix sans entrer en lutte avec le monde extérieur ». Le fait d'observation pure que nous avons trouvé dans l'*Appel au Soldat* est excellemment exprimé ici. Mais dès qu'ils ont essayé de l'expliquer, Dollfus et Nefftzer sont tombés à leur tour dans de ridicules imaginations :

« On dirait que l'Allemagne a eu peur de com-
« promettre l'idée par l'alliage de la réalisation,
« car nulle idée ne passe dans les faits qu'elle
« ne transige avec eux et ne se courbe plus ou
« moins sous leur joug logique. »

Ainsi ce serait par raffinement d'idéalisme que les Allemands n'ont pas appliqué à la politique les principes de leur philosophie! Voilà qui dépasse, en vérité, tout ce que Mme de Staël et Quinet et Lerminier même avaient pu trouver de mieux dans la série de leurs arguments mystiques.

## IV

Il semble que la guerre de 1870 devait effacer des esprits français l'image de « l'Allemagne idéale ». Mais les libéraux la trouvaient trop utile à leurs desseins pour y renoncer. Comment auraient-ils pu dire que la victoire des Allemands était due à leur positivisme politique, à leurs fortes institutions nationales et traditionnelles mises hors l'atteinte des chimères métaphysiques ? Les libéraux font profession d'adorer, entre autres idoles, la Vérité. Ils n'hésitèrent pas à la sacrifier, en cette occasion, au libéralisme, leur gagne-pain et leur raison d'être.

La légende staëlienne survit donc. Le *Temps* l'entretient avec zèle. Et les socialistes sentimentaux se joignent pour cette œuvre aux républicains doctrinaires (1). Par une dernière adresse, ils distinguent même entre l'esprit prussien « réactionnaire », coupable de tout le mal, et l'esprit allemand, idéaliste, généreux, « philosophique ». Cette invention, qui a beaucoup servi

(1) Dans la *Revue Socialiste* de mars 1900, M. Ch. Rappoport reproche à M. Lafargue de revendiquer le « matérialiste Marx » et de rejeter au rang des bourgeois « l'idéaliste Kant », et il ne peut supporter l'idée de ce départ entre les « grues métaphysiques », comme disent les guesdistes, et les conceptions économiques. C'est évidemment à la métaphysique qu'il donne le pas : comme il convient à un bon socialiste sentimental. Pour ce qui est de l'intelligence de l'esprit allemand, M. Rappoport est en retard sur Lerminier lui-même et rétrograde jusqu'à Mme de Staël.

à M. de Pressensé, est d'ailleurs due à un spiritualiste d'une espèce qui se fait heureusement rare : Caro écrivait dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 décembre 1870 : Si la France doit se réconcilier un jour avec ses ennemis, c'est à la condition « que l'Allemagne revienne aux nobles « leçons d'Emmanuel Kant et désavoue à tout « jamais celles qu'elle a reçues de Bismarck, et « que l'unité.... se fasse par l'esprit allemand, « non par l'esprit prussien. L'esprit germani- « que, personne plus que nous n'en a senti et « reconnu l'honnête et naturelle grandeur.....

« A toutes les qualités des Allemands se joint « cette conscience réfléchie du droit qui se « montre dans leurs livres, qui vient confirmer « l'instinctive moralité du peuple et qu'un der- « nier progrès réalisera, j'espère, un jour dans « leur politique ».

Si le pur « esprit allemand » n'est pas en Prusse, nous pensons qu'on le chercherait en vain chez les catholiques de Westphalie, de Silésie, de Bavière et des pays rhénans ou dans les monarchies saxonnes, wurtembergeoises, badoises, etc... Dernier subterfuge des libéraux pour appuyer une profitable légende, il vaut moins encore que leurs arguments transcendantaux.

Rœmerspacher avait simplement constaté le fait de la coexistence chez les Allemands de l'imagination métaphysique la plus désordonnée et d'un rigoureux positivisme politique. N'adorant point d'idole à qui il eût coutume de tout rapporter, le jeune Lorrain nota cette observation dans ses carnets, approuvant sans doute à

part soi ce trait du caractère allemand, mais tout à fait insoucieux d'en tirer, par une interprétation habile, quelque avantage pour ses propres idées. Il ne tentait pas même d'analyser les causes du fait ainsi enregistré (1).

C'est peut-être pousser un peu loin le détachement historique. Et les lettrés que nous venons de passer en revue n'ont pas connu cette délicatesse. Ne pouvant supporter qu'un fait contredît leur passion, et ne parvenant pas à biffer le fait, ils ont essayé de le tourner à leur profit. De là cette profusion de sottises dont nous avons cité les plus grossières. Les Allemands eux-mêmes n'ont pu souffrir d'être peints comme si niais par leurs ridicules admirateurs. Et n'est-ce pas aux lettrés français que s'adressait le vieux Mommsen quand il disait avec force :

« Nous ne sommes pas des naïfs, et nous ne le voulons être à aucun prix ? »

JACQUES BAINVILLE.

---

(1) Et avec raison. Car dans un tel sujet on ne peut que se livrer à des hypothèses sur l'*esprit de race* trop semblables aux imaginations de M. Paul Adam. Nous-même, en parlant du « réalisme politique des Allemands », nous ne prétendons pas y voir un trait constant : il serait trop facile de montrer par des exemples historiques qu'il se démentit plus d'une fois. Il nous suffit qu'on l'observe de nos jours assez généralement et qu'il soit assez bien établi par des autorités diverses pour ne pas être aisément nié ou différemment interprété.

## *NOTES DE VOYAGE AU SÉNÉGAL*

---

### IV

Le paquebot vient de stopper, et en hâte, mi-vêtus, heureux d'échapper à la chaleur étouffante de la cabine, les passagers se précipitent sur le pont. Il fait nuit très noire. Au loin scintille un phare; plus proches, des feux verts, rouges, tremblent épars autour de nous. Sur mer, tout près, on entend des clapotis de rames, des voix étranges qui crient : « Matelot! matelot, jette un sou! » ou bien : « Donne un sou, toubab! » et l'on entrevoit des formes très vagues, glissant autour de la cale.

Brusquement, sans prélude, sans aube : le jour. Les feux du phare, du port et des bateaux meurent dans l'incendie du soleil levant. A nos pieds s'agite toute une flottille de pirogues allongées, creusées dans des troncs d'arbres et que montent des nègres absolument nus, de grands gars à face de singe, bien découplés, aux musculatures solides, aux gestes amples. Ils se tiennent debout et poussent leur embarcation avec de longues rames. Ils demandent des sous, on les leur jette à la mer. Ils plongent et rapportent la pièce dans leur bouche...

Dakar se dresse devant nous tout à fait semblable à quelque village en bois, jouet grossier de Nuremberg ou de Suisse, avec des fermes toutes blanches sous leur toit d'un rouge cru, avec des arbres dont les feuillages sont des copeaux frisés peints en vert.

Deux grandes jetées s'avancent en mer, embrassant un bassin où des goélettes, des côtres et autres petites barques se balancent sur leurs ancres. Sur terre, des magasins, des maisons dominées sur notre gauche par des hauteurs qui s'élèvent en falaises à pic et couronnées par de vastes bâtiments, l'hôpital, le camp des Madeleines. Sur la droite, le plateau s'incline vers la plage, et c'est sur cette pente que la ville semble bâtie. La côte se courbe en anse et s'avance vers Rufisque de manière à former une vaste baie. Au second plan deux collines s'arrondissent en dôme, se dressant comme une gorge puissante, d'où leur nom : les Mamelles.

Derrière nous, une autre ville se serre sur un rocher, dont le pic se termine par une citadelle : l'île de Gorée, roches rougeâtres surmontées de maisons blanches. Et toute voisine l'Héroïne, un fort flottant, avec les batteries des Madeleines et de Gorée, ferme la rade.

Une grande animation se produit dans le port, convergeant vers nous. Heurtant les pirogues des nègres qui ne se lassent pas de plonger pour attraper des sous, des péniches et des chalands apportent du charbon, de petits côtres, des baleinières de fonctionnaires et d'officiers viennent chercher les voyageurs. Une nuée de nègres envahit le pont. De grands diables noirs

courent à nos paquets qu'ils chargent sur la tête pour les descendre dans les barques...

Dakar pour qui revient du Soudan c'est presque une ville européenne retrouvée, avec des hôtels à trois étages, des maisons à toiture de tuiles, les docks et les magasins du port, les jetées de travail et d'apparence française; — mais pour nous arrivant de Paris, Dakar est déjà bien l'Afrique étrange et mystérieuse.

Une telle atmosphère nous était inconnue. La lumière semble tangible tant elle est intense, tant elle baigne les contours des choses et fait étinceler la moindre couleur. Le soleil brûlant tombe perpendiculairement sur la terre qu'il consume. Une senteur entêtante et capiteuse s'exhale, faite d'émanations multiples de fleurs empoisonnées, de brousses desséchées, de cette écœurante odeur que les nègres nous avaient apportée à bord et que le vent amène par bouffées du village noir, — une odeur de parfumerie rancie, de beurre corrompu, de poisson séché et de saumure, une extraordinaire synthèse de parfums caractéristiques qui décèle infailliblement la côte d'Afrique.

Dans cette atmosphère de sécheresse lumineuse un paysage dur et coloré. Au milieu de dunes de sable, d'un chaos de rochers, entre des maisons blanches et rouges, des îlots d'une verdure à la fois éclatante et lourde; les tamariniers aux feuillages fins d'où Dakar tire son nom, les rosniers découpant haut dans l'air l'éventail de leurs feuilles, les ficus dont les branches laissent pendre à terre une inextricable chevelure, les caïl-cédras touffus, les bao-

babs gigantesques dont le vent d'Est emporte les dernières feuilles, mais où pendent encore des fruits en forme de pain de sucre renversé, dominent les brousses, mimosas et acacias s'emmêlant en taillis au ras du sol, tandis qu'au dessus de ces frondaisons, dans le ciel très bleu, ondulent de longs vols d'aigles et de vautours charognards...

Les quais sont aujourd'hui extraordinairement animés à cause de notre arrivée. Dès que nos bagages sont déchargés, des noirs se précipitent sur nous. Il faut les éloigner à coups de pied et à coups de canne. C'est une mêlée d'où partent des cris sonores en langue ouolove ou bien dans un français bizarrement modulé. Les « alcati », sergents de ville indigènes, vêtus d'une vareuse de cheviotte aux boutons d'argent, d'un long pantalon noir, coiffés d'un casque entouré d'un ruban où s'inscrit en lettres d'or le mot « Police », nous prêtent main forte. Ils frappent dans le tas des noirs à tour de bras et l'ordre s'établit. De longues files de nègres portant une caisse sur la tête courent d'un trot allongé vers la gare ou les hôtels. Ils sont généralement vêtus d'un boubou bleu, large pièce de cotonnade au milieu de laquelle on perce un trou pour laisser passer la tête, et qu'on relève de différentes façons sur les épaules pour découvrir les bras. Quelques-uns de nos porteurs n'ont qu'un simple caleçon court; d'autres, européanisés, portent une chemise flottante au dessus d'un pantalon. Des personnages plus considérables, drapés majestueusement dans des boubous très blancs, nous contemplent pla-

cidement, fumant leur pipe au fourneau de terre rouge emmanché sur un tuyau de bois.

Toutes nos allées et venues, tout ce brouhaha, mettent en émoi une agile population de lézards qui s'enfuient prestes, laissant dessinées, sur le sable rouge, à leur suite, d'étranges arabesques.

Sur le trottoir de notre hôtel nous trouvons des femmes noires, assises devant des calebasses pleines d'oranges. Elles ont la tête entourée d'un mouchoir de couleur voyante, à la manière des marmottes des femmes picardes. Mais sous cette coiffure pendent une multitude de petites nattes dont les tresses sont tellement cirées et serrées qu'elles ressemblent à un chapelet de perles noires. Ces femmes ont les reins pris dans un pagne bigarré qui couvre les jambes en tombant. Certaines conservent la poitrine nue, d'autres ont des chemisettes, d'opulentes « digaines » s'enveloppent d'un boubou. Elles jacassent entre elles, toujours souriantes, mâchonnant une noix de kola ou fumant une pipe. Elles ont une façon particulière d'envoyer, en serrant les dents, un long jet de salive qui s'en va tomber très loin. Elles rient beaucoup, découvrant de belles dents. Elles possèdent des grâces comiques de jeunes chats ou de petits singes...

La ville européenne se trouve comprise entre le quai et une avenue parallèle aboutissant à une place ombragée de fucus et caïl-cédras, entourée par le Cercle catholique, l'église, le quartier des spahis, le palais du gouvernement, le palais du commissariat de la marine, les écoles des Frères.

De larges rues ravinées par les dernières tornades descendent de la place et de l'avenue vers le quai. Le quai est le centre de l'animation et du commerce. Là sont bâtis les magasins des Messageries maritimes, entre lesquels serpentent les rails d'un Decauville, — les baraquements de la douane et les divers services du port, — des entrepôts où l'on vend de tout, de l'horlogerie, des vêtements, des salaisons, du papier, du vin, des liqueurs, des conserves, de la parfumerie, — deux hôtels, — enfin un longue construction ne comprenant qu'un rez-de-chaussée où se suivent des boutiques de cotonnades, de lingerie, une pharmacie.

De cet endroit on découvre une des baies les plus merveilleuses du monde, et le sol, au niveau de la mer, devant les Messageries maritimes, va s'élevant assez sensiblement pour qu'à l'autre extrémité de l'estacade les bâtiments du chemin de fer puissent, sans couper la vue, se dresser en contre-bas, dissimulés dans le feuillage des fromagers et des mimosas.

Dans la ville, il y a bien encore quelques maisons tout à fait européennes, mais surtout des maisonnettes de bois et de pisé à toits de chaume cachées dans la verdure et protégées du soleil par des vérandas où courent des lianes et des plantes grimpantes. Il reste aussi beaucoup de terrains vagues où se poursuivent sur l'herbe rousse les lézards bleus et gris, et même des champs de mil où serpentent des sentiers étroits qui font des raccourcis.

« Midi !... La sauterelle crie. La femme nubienne chante de sa voix grêle la chanson som-

nolente et vague. Sur toute l'étendue des plaines désertes du Sénégal le soleil darde d'aplomb la lumière torride. Les grands horizons miroitent et tremblent ... »

Vision si juste, si exacte, que cette phrase du roman lu et relu avant le départ nous vient aux lèvres tandis que l'on s'achemine péniblement déjà vers l'hôtel.

En Afrique, les repas se composent invariablement d'œufs, de poulet, de mouton et de conserves. C'est le menu du déjeuner que l'on nous sert dans une salle éventée par une panca dont un noir tire les cordons.

Mais voici mugir la sirène du *Portugal*. Le bateau cette fois va repartir sans nous. C'en est fait de la vie de farniente dans la quiétude des mers calmes, fini de l'aimable existence en commun. Le paquebot c'était encore l'Europe, la civilisation, les mondanités accoutumées. Nous nous étions attachés à ce navire un peu comme à notre dernier village. Et à le voir s'éloigner aujourd'hui, nous nous sentons si loin de France ! Nous nous recherchons, nous nous serrons tous, les uns près des autres, devenus soudain amis, alliés contre tout ce qui nous entoure et que nous percevons si nettement hostile.

Réunis sur l'estacade, nous regardons le *Portugal* s'en aller. Il n'est bientôt plus qu'un point à l'horizon. Une détresse d'exil nous étreint sous l'accablement de ces midis africains...

De midi à trois heures toutes les portes se ferment, il ne reste plus personne dans les rues, la ville semble accablée sous un ciel de feu.

Pour nous, il nous faut faire quelques visites, nos adieux à Mgr Barthet, aux missionnaires amis, que nous laissons à Dakar, chef-lieu de la préfecture apostolique. Puis, dès que le soleil décline, nous courons au village noir. C'est un curieux mélange de civilisation et de sauvagerie. Dans les rues s'ébattent d'amusants négrillons. Tout nus, un collier d'ambre, de corail ou de petits gris-gris noirs autour du cou, ils courent dans le sable, chevauchant des cercles de fer qu'ils ont redressés; conservant simplement une des extrémités recourbée en crosse, cela figure la tête d'un cheval, ils la tiennent levée par deux ficelles qui sont leurs rênes et ils galopent en soulevant derrière eux un nuage de poussière. Des fillettes habillées de robes longues, on dirait taillées en des rideaux de cretonne très voyante, des fillettes aux mines drôles, une touffe de cheveux tressée comme une petite queue en trompette au-dessus du front, demandant « un sou, toubab », et quand nous le leur avons donné, elles font pour nous remercier une gracieuse révérence en fléchissant sur une jambe. Nous croisons des femmes tenant sur la tête une moitié de calebasse où s'empilent toutes sortes d'objets. Elles ont dans le dos, serré entre leur pagne et les reins, à cheval sur leurs hanches, un bébé noir, dont la tête balance à chaque pas de la mère. Ils dorment, ces marmots, ou bien au contraire brillent dans leur face d'encre deux grands yeux clairs, très ouverts, et leurs petites pattes simiesques s'agitent dans le vide.

Au pied d'un ficus nous voyons un noir s'im-

mobiliser ; il se baisse, ramasse en tas un peu de poussière qu'il éparpille ensuite, se relève, tombe à genoux, s'aplatit sur le ventre, la tête entre les mains, se redresse, tend les bras au ciel, puis reste immobile, la bouche marmottante. Le salam ! la prière du soir à Allah ! De La Mecque à l'Atlantique, à cette heure sainte de la fin du jour, des millions d'hommes se prosternent ainsi, invoquant d'après un rite uniforme le Dieu de Mahomet...

Un peu plus loin, sur une place, ils sont une dizaine de noirs, réunis en une longue file, le visage tourné vers le tombeau du Prophète. Le plus marabout d'entre eux donne le signal et tous accomplissent ensemble les gestes sacrés. Des moutons cornus et des chèvres bondissent et se poursuivent au milieu de ces hommes très graves. De grands laobés jaunes, aux oreilles pointues, au museau de chacal, demeurent paresseusement couchés derrière leurs maîtres...

Les rues sont bordées de palissades faites avec des douves de tonneaux, des morceaux de tôle, des planches de caisses défoncées, rarement de roseaux assemblés comme dans les villages de l'intérieur. Ces palissades forment dès enclos où s'élèvent des maisons. Il y a quelques véritables cases ouoloves ou bambaras en paille de mil, mais la plupart sont construites « manière toubab » : des murs de bois, ou de pisé, même de briques, et des toits de tuiles. Des poules picorent sur les portes, et d'énormes canards noirs à tête rougeâtre boitaillent dans les cours au milieu d'ustensiles dont on ne s'imagine pas

très bien l'usage. Des nattes de paille sont étalées sur la chaussée, devant les cases, et des noirs, assis ou mi-couchés là, jouent aux dames et causent en fumant...

Cette population se trouve formée d'éléments très divers. L'autochtone est de race ouolove; on l'appelle le Lébou. Il est marin et pêcheur. Mais nos soldats ont ramené ici des Bambaras et des Toucouleurs du Soudan, des Malinkes du Saloum et de la Gambie; des dioulas de tous les coins de l'Afrique occidentale se sont installés dans le village qui s'éleva vite autour du grand port français. Toutes ces races différentes se sont croisées et mélangées...

Au feu du soleil couchant, au dessus d'une mer bleu sombre, enserrant d'une couronne d'écume l'île de Gorée, dont les maisons paraissent très blanches parmi les rochers basaltiques, s'allume l'uniforme incendie du ciel. Rien que des tons durs et crus, violents encore à cette heure d'enveloppement où chez nous tout s'atténue, se fond en demi-teintes. Des rouges de flamme, une bande orangée et le bleu à l'infini. Cependant le soleil s'efface à l'horizon. Sans crépuscule la nuit tombe.

Dans l'air encore lourd s'élève la monotone complainte des cigales et des sauterelles d'Afrique. Une voix aiguë invoque Allah! Cela part d'un ton très haut, monte encore, puis retombe et se traîne dans un murmure presque indistinct pour reprendre et retomber toujours avec la même cadence, les mêmes modulations de mélopée.

C'est un aveugle, au coin d'une rue, qui demande la charité pour l'amour de Dieu!

Nous resterions des heures sur ce plateau de l'hôpital, à voir cette nuit s'assombrir, à écouter les bruits inaccoutumés. Mais on nous attend à l'hôtel. Et après le dîner on nous conduit chez Thérèse. Une célébrité de Dakar! Une méridionale, maigre, sans taille ni poitrine, une figure osseuse, de la moustache noire à la lèvre, les joues et le menton rasés, des gestes virils, une voix d'homme. Elle tient, sur la place, à côté de l'église, un café où les officiers, le soir, vont prendre des boissons glacées. Un virtuose tapote des valses sur un piano criard. Le bourdonnement des moustiques fait une basse sourde. On entend par instant hennir les chevaux arabes des spahis, dans les écuries toutes voisines, ou aboyer les laobés qui vaguent par les rues du village noir...

Il nous semble fantastique ce soir, ce village. Les détails choquants de demi-civilisation disparaissent dans la nuit. Les cases se profilent bizarrement dans l'ombre. Des formes tout à fait surprenantes nous frôlent. On croirait d'immenses chauves-souris aux ailes blanches glissant silencieusement à ras de terre — autant de noirs en boubous blancs qui vont veiller en causant sur les seuils amis.

Nous cherchons vainement un tam-tam. La nuit est trop sombre pour danser. Mais des gamins nous entourent qui veulent nous mener voir le prétendu roi de Dakar, un loqueteux qui s'exhibe aux voyageurs et leur demande l'aumône.....

L'heure triste de rentrer, de refermer sur sa solitude la porte de sa chambre d'hôtel. On veut dormir bien vite, en prévision du départ matinal le lendemain. Mais le sommeil ne vient pas. Enfermé sous la moustiquaire, on reste inquiet et troublée.

La fièvre du débarquement, la surexcitation cérébrale de la découverte de tant de nouveautés est tombée. Toute cette journée, nous avons appartenu à notre seule curiosité. L'extraordinaire festival de couleurs que ce pays donnait à nos yeux était, à lui seul, une distraction totale de nous-mêmes.

Nous nous retrouvons douloureusement dans le silence de cette veillée. En vain nous essayons de rappeler les sensations de l'après-midi, de démêler nettement l'impression ressentie. Ce que nous percevons le mieux en nous, c'est une incertitude de rêve planant sur la réalité de notre présence au milieu de ce monde noir, dans le pays des cocotiers et des singes... Cela nous semble tellement invraisemblable, ce départ de Paris, ce voyage si vite accompli, et cette arrivée en Afrique !

Dans l'insomnie, c'est une rêverie triste d'exilé, où défilent les angoisses et les joies vécues déjà, tout le passé, les figures aimées, et les chers souvenirs que la nuit voile de crêpes. Un retour vers les temps accomplis en même temps qu'une angoisse devant l'inconnu, au seuil de cette Afrique dont l'insécurité farouche nous émeut. Et à nous tous, que ces sables attiraient dès l'adolescence, comme si nous avions déjà goûté aux philtres qu'on y boit,

une anxiété monte à l'idée de vivre des mois et des mois au milieu de ces noirs dont l'âme ne ressemble pas plus à la nôtre que celle des animaux. Et voilà qu'il nous semble presque sacrilège de pénétrer dans ce continent que nous sentons n'être pas fait pour nous.....

Alors des nécessaires sortent les papiers, les plumes, et la nuit se passe à écrire des lettres pour la France. Pourquoi, malgré tout notre amour pour la vie de voyages, les lointaines entreprises, éprouvons-nous cet impérieux besoin de nous rattacher à notre pays, gardons-nous le souci de ne pas se laisser briser les liens d'affection, les chaînes d'amitié si précieuses? Pourquoi ne pas rompre brusquement avec tout?.....

Les enveloppes se succèdent sur la mauvaise table où j'écris, jusqu'à ce que vienne le sommeil aux heures plus fraîches du matin, et dans les petites chambres voisines mes amis aussi griffonnent des lettres, envoyant le meilleur de leurs pensées aux amis lointains... tandis que les cigales dans la brousse poursuivent leur interminable chanson.

LUCIEN CORPECHOT.

(*A suivre.*)

# *LE FACTEUR MORAL DANS LA CONDUITE DES TROUPES*

Il est admis que la force intégrale d'une armée est la somme de deux composantes : la force matérielle et la force morale. De prime abord, il peut donc paraître superflu, inutile, de démontrer, une fois de plus, les rapports de grandeur de ces deux forces entre elles et avec leur résultante. Cependant, à notre époque de transformisme irréfréné, de remaniements continuels et de bouleversements sans fin, où maintes fois le principal est subordonné à l'accessoire, le sujet vaut la peine qu'on y pense toujours et qu'on en reparle souvent.

L'organisation des forces militaires d'un peuple est le reflet des institutions sociales qui régissent ce peuple. L'armée subit les fluctuations de la politique intérieure par son mode de recrutement d'abord, c'est-à-dire dans sa base; par son système de dressage du soldat ensuite, c'est-à-dire par l'esprit qui anime et dirige l'éducation militaire de ce dernier. L'histoire est là pour nous prouver que la valeur militaire d'une nation n'est pas constante, mais que cette valeur prend, sous la pression momentanée de tels ou tels événements politiques, des valeurs en plus ou en moins.

Quoi qu'il en soit, personne ne doute, parce que les faits de chaque jour le démontrent, que la force matérielle ne soit l'objet de toute la sollicitude des pouvoirs publics. Sous le rapport du nombre des combattants, comme au point de vue de la qualité des armes et de l'abondance des approvisionnements, nul gouvernement n'entend lésiner. Toutes les propositions, toutes les demandes, tous les projets ayant pour but d'augmenter les uns et d'améliorer les autres, sont mis à exécution presque aussitôt qu'ils ont été conçus. L'ardeur et le génie des inventeurs, l'âpreté des fournisseurs, seraient les premiers à exciter le zèle et le dévouement des organisateurs responsables, dans le cas où ceux-ci manifesteraient le désir de s'arrêter pour mettre un frein aux dépenses, ou pour se mettre en garde contre tout entraînement irréfléchi. C'est une garantie que, de ce côté du moins, aucune désillusion n'est à redouter. On serait plutôt tenté de conseiller le calme exigé pour ne prendre que des décisions mûries et deux fois justifiées, que d'en provoquer de nouvelles, prises hâtivement sous le coup de la crainte de voir l'ennemi gagner de l'avance dans ses préparatifs. Mais en est-il de même de la force morale? Cette force cependant ne se crée pas du jour au lendemain. C'est, au contraire, une œuvre de longue haleine dont le principe réside au cœur même de la nation, mais que l'éducation militaire surexcite, développe, conduit et utilise au suprême degré. C'est elle qui supporte les contre-coups de l'état social et qui sollicite d'autant plus notre

attention et nos efforts que l'individualisme, la libre discussion, l'esprit de négoce, la richesse, le bien-être sous toutes ses formes envahissent les mœurs des citoyens, et qu'enfin on a vu éclore chez nous le parti de l'étranger et éclater l'affaire Dreyfus.

L'expérience fournie par les guerres de toutes les époques, soit que l'on remonte à la plus haute antiquité, soit que l'on borne son étude rétrospective aux campagnes les plus récentes, l'expérience prouve que la force morale a une valeur supérieure à celle de la force matérielle. C'est un phénomène indiscutable qui se conçoit aisément : peu importe, en effet, que les outils soient bons si l'ouvrier est mauvais.

L'éducation technique du soldat ne constitue que son éducation mécanique. Il peut manœuvrer correctement sur la place d'armes : cela lui suffit pour faire bonne figure à la parade, dans une revue. Il peut exécuter les tirs avec une certaine précision dans les stands de garnison, mais cela prouve-t-il que l'homme soit apte à entrer en campagne, c'est-à-dire à supporter les plus violentes intempéries, à fournir de longues marches et à résister aux plus dures privations sans se plaindre et sans se laisser abattre? Cela prouve-t-il qu'il essuiera le feu de l'ennemi avec assez de bravoure pour tirer lui-même avec calme, et pour tenir ferme, sans broncher, sous la grêle de projectiles qui s'abattra sur lui?

Ce sont là, cependant, les premières qualités du soldat, parce que l'impulsion physique n'est rien si le sentiment d'où naît l'impulsion morale

fait défaut. Le cœur humain a des faiblesses contre lesquelles l'éducation militaire doit prendre de sérieuses mesures, de sévères garanties; l'arme n'est pas, comme à tort quelques-uns le croient, la source des actions de guerre.

L'homme est le pivot de tout combat; c'est lui, et non la *machine* dont il se sert, qui détermine le succès et entraîne la victoire. Aussi, comparez les résultats que vous obtiendrez avec un soldat calme, doué de sang-froid, obéissant, bien dispos, sûr de lui-même et confiant dans ses chefs, avec ceux que produiraient des êtres troublés, inquiets, émus, fébriles, surexcités, n'assurant pas l'arme à l'épaule et tirant comme des écervelés au hasard du coup de doigt, avec des êtres affolés n'osant se porter en avant et se demandant même s'ils ne reculeront pas.

Les progrès de la science permettent de développer chaque jour la puissance balistique des armes à feu, mais pendant que s'accroissent la portée, la rapidité du chargement et du tir, l'homme ne se modifie pas; sa force physique et sa force morale restent toujours déterminées par les mêmes limites. Le niveau de celle-ci tendrait plutôt à s'abaisser qu'à s'élever, par suite de l'usure prématurée de la force physique et de l'intensité des pertes subies sur le champ de bataille durant l'acte de préparation. La valeur des armes et la valeur intrinsèque de l'homme peuvent être considérées, dès lors, comme fonction l'une de l'autre, de telle sorte que la seconde diminue quand la première augmente.

C'est contre ce résultat qu'il faut réagir. Dans le combat, la force morale l'emporte notoi-

rement sur la force physique, parce que, soit dans l'exécution des feux, soit dans la marche en avant, soit dans la période critique de l'assaut, la première réagit sur la seconde au point de la centupler suivant les vicissitudes et les dangers de la lutte.

La *furia francese*, qui a produit tant de hauts faits glorieux illustrant les fastes de notre histoire, et dont nous avons le droit d'être fiers, ne manifeste ses effets que dans le corps à corps. Tout le monde avoue que pas un peuple n'est capable de rivaliser avec nous dans l'acte de décision ; mais il faut attendre ce dénouement de l'action, il faut le préparer, et avec les armes actuelles la préparation deviendra de plus en plus longue. C'est cette période qui met davantage à contribution le sang-froid du soldat. C'est la période la plus pénible du combat pour les tempéraments vifs, enthousiastes, caractères particuliers de notre race.

Les Allemands l'avaient prévu dans la préparation de la guerre de 1870. Aussi avaient-ils, dans l'instruction de leurs troupes, pris des dispositions remarquables pour nous empêcher, autant que possible, de les aborder. Ils nous craignaient d'autant plus vivement que, à cette époque, l'armée française était, pour les quatre cinquièmes, composée des vieux soldats d'Afrique, de Crimée, d'Italie, du Mexique. Leur valeur morale, au début de la campagne, aurait pu l'emporter de beaucoup sur celle des masses allemandes et compenser notre infériorité numérique. L'état-major prussien chercha donc à exploiter d'avance, par des formations tactiques

appropriées, le calme, la patience, la lourdeur même du tempérament teuton, ce qui lui permettait d'espérer, en faisant traîner la période de préparation, d'avoir raison de notre énergie et de briser tous nos efforts.

Aujourd'hui, notre armée se recrutant dans toutes les classes de la nation, d'après le système déjà employé en Allemagne avant 1870, notre tempérament se trouvera, sans contrepoids, face à face avec les difficultés inhérentes aux différences caractéristiques des deux races. Et si nous n'y prenons garde, les armes de précision, dont toute la valeur repose sur le sang-froid du tireur, tourneront à notre désavantage. Moins intelligents que nos soldats, ceux de l'Allemagne sauront mieux résister à l'énervement de l'attente, tireront mieux aussi que l'infanterie française, et l'acte de préparation sera plus complet de leur part que de la nôtre.

Qu'on ne vienne pas dire que le nombre répond à tout, que la victoire est pour les gros bataillons et que la condition nécessaire et suffisante pour vaincre est de réunir plus de monde que son adversaire sur le même champ de bataille. Avec les masses que toutes les nations européennes mettraient en ligne dans le cas d'un conflit, on peut soutenir que, à peu de chose près, les forces opposées seraient équivalentes. La différence entre les valeurs des armes, fusils ou canons, de chacune de ces armées serait insignifiante, parce que, comme nous le disions plus haut, toutes les nations s'organisent *matériellement* dans des conditions presque identiques. L'émulation sous ce rap-

port est réciproque. Une invention n'est pas plus tôt utilisée par l'une, que les autres s'efforcent de la connaître et de s'en emparer pour en doter leur armée.

Lorsqu'ils organisent sur le papier les forces militaires de leur pays en prenant, pour base des formations tactiques qu'ils préconisent, la force matérielle seule, les théoriciens font fausse route. La différence vraie, réelle, celle qui entraînera la prépondérance d'une armée sur l'armée adverse, résidera exclusivement dans l'exubérance de force morale que l'une d'elles possédera sur l'autre. La preuve en est dans ce que le vainqueur subit souvent des pertes plus considérables que le vaincu.

Aujourd'hui, l'acte de préparation, le feu, commençant alors que les adversaires sont encore séparés par une très grande distance, les pertes se feront sentir plus tôt qu'autrefois. Or les pertes n'entraînent une troupe à la retraite, au renoncement à la lutte, qu'en raison de l'impression morale qu'elles causent à cette troupe. Si cette dernière voit tomber le dixième, le sixième, le cinquième, le quart, le tiers ou plus encore de son effectif, sans se laisser ébranler, elle imposera à son ennemi, l'arrêtant s'il se porte en avant, l'obligeant à abandonner la position s'il est resté sur la défensive. A moins que l'ennemi, de son côté, n'ait l'âme aussi bien trempée, il ne pourra continuer la lutte qu'en engageant prématurément ses réserves. Cette nécessité diminuera d'autant sa puissance de choc au moment de l'acte final, de l'*acte de décision*, le mettra en état d'infériorité et l'acculera à la défaite.

Avec l'organisation actuelle, avec le type de l'armée nationale confondant, sous le même uniforme, l'homme habitué aux plus rudes travaux avec le paisible bureaucrate, le lettré délicat et le snob qui perd son temps dans les plaisirs, le facteur moral est plus important que jamais. Lui seul est capable d'assurer la cohésion de tant d'éléments disparates; d'où il ressort qu'il est plus indispensable qu'autrefois, aux officiers, de posséder la connaissance de l'âme humaine, afin d'en tirer, lorsque les circonstances l'exigent, le maximum d'effet voulu.

Il y a dans cet appel à l'une des plus belles vertus que l'homme possède, le courage, une question de tact qui ne s'apprend pas à l'improviste, et dans nos écoles militaires les futurs officiers doivent être instruits avec minutie sur un point de doctrine si important.

Il faut du temps, un temps passablement long, pendant lequel les chefs auront pris l'habitude du commandement et de l'assurance dans l'exercice de leur autorité, tandis que les hommes apprendront à connaître leurs chefs et à les estimer. Dans une armée bien constituée, une confiance réciproque doit unir les chefs et les soldats, parce que cette confiance rend les difficultés du commandement moins lourdes aux uns, et les exigences de la discipline moins rigoureuses aux autres. C'est ainsi que naît la vertu militaire, laquelle engendre à son tour la force morale.

La durée du temps de service étant très courte maintenant et pouvant être réduite encore, les frottements que la discipline pour-

rait détruire par une influence prolongée persistent aujourd'hui ; l'éducation morale du soldat revêt dès lors une importance plus capitale que par le passé. Elle constitue le seul moyen d'affinité sur lequel on puisse compter dans des heures troublées, dans les moments les plus critiques du combat, à ces instants où la moindre défaillance, où le moindre doute, la moindre hésitation, ont des conséquences incalculables. N'est-ce pas pour l'effet moral qu'elles produisent sur l'ennemi que sont employées les surprises, les attaques de flanc ou de revers ?

A des époques particulières de la vie d'un peuple, au milieu d'une transformation sociale où l'enthousiasme est débordant et confine presque au délire, dans une de ces situations comme celle où se trouva la France après 1792, l'élan patriotique est tel que la vertu militaire semble surgir spontanément. Mais ces événements sont des exceptions, et l'émotion issue d'une pareille secousse ne prélude pas d'ordinaire aux sacrifices sans limites qu'une guerre entraîne fatalement avec elle.

Quand, au contraire, l'idée de l'égalité absolue n'est point contrebalancée par l'idée d'abnégation envers l'intérêt patriotique ; quand l'idéal disparaît pour faire place à l'égoïsme qui accapare toujours une partie du cœur de l'homme et surtout de l'homme ordinaire, c'est à dire de plus grand nombre de citoyens, de la masse en un mot, alors tout est perdu.

(*A suivre.*) ROBERT BAILLY.

## PARTIE PÉRIODIQUE

---

### *ERRATUM*

*à l'article de M. de Lantivy du 1er avril 1901.*

Une erreur de mise en pages a dénaturé très malheureusement (dans l'*Action française* du 1er avril) l'intéressant article de notre collaborateur M. de Lantivy : un passage a été omis, à la page 538, dont le texte doit être rétabli comme suit :

*Après ces mots :*

... L'apothéose de la trahison,

*il faut lire :*

Les éléments sains du monde intellectuel se sont alors séparés de ses éléments contaminés, ceux-ci contribuant à notre dissolution, moins peut-être par leur faute que par la juste conséquence d'un sophisme invétéré.

L'individualisme semble aujourd'hui condamnable à tous les bons esprits dans ses manifestations politiques, parce qu'ils estiment que la politique ne doit être que l'expression la plus haute, ou pour mieux dire la résultante nécessaire des intérêts de la nation. Mais, s'ils en rejettent l'application telle que la proclamait la « Déclaration des Droits », il ne savent pas encore, pour la plupart, en dénoncer les princi-

pes dans la philosophie à-prioristique de Rousseau.

Là est le nœud de la question, et là devront en venir les intellectuels réalistes que la logique étreint implacablement.

En étudiant les questions économiques, dont il ne leur est plus possible de se désintéresser, ils se trouveront en face du problème de l'origine des droits de la société. Il leur faudra donc, sous peine de rétrograder et de renier leur doctrine politique, conclure, à l'inverse du *Contrat social* et de l'école officielle, que l'état de société est un état naturel de la race humaine au même titre que l'état de famille, mais que l'homme vivant en dehors de la société eût été un monstre, s'il avait jamais pu cesser d'être un mythe. Comme la nature....., etc.

---

# LES NUÉES

STREPSIADE. — O nuées ! c'est de vous que viennent mes malheurs, de vous à qui je m'étais confié, corps et âme...

L'INJUSTE. — ... Et tu sauras délayer de verbeux projets de loi. On te persuadera aussi de regarder comme beau tout ce qui est honteux et comme honteux tout ce qui est beau...

STREPSIADE. — Serait-ce des demi-déesses ?

SOCRATE. — Pas du tout; ce sont les nuées du ciel, de grandes déesses pour les paresseux; nous leur devons tout: pensées, paroles, finesse, charlatanisme, bavardage, mensonges, pénétration.

STREPSIADE. — Aussi, en les écoutant, mon esprit a déployé ses ailes. Il brûle de bavarder pour des riens.

ARISTOPHANE.

## LA GÉOMÉTRIE DE M. ÉMILE ZOLA

*Pot-Bouille* et *la Terre*, ainsi que diverses études littéraires et artistiques, avaient montré combien M. Zola est dépourvu d'esprit de finesse. Ses misérables essais d'argumentation en faveur de Dreyfus ont prouvé qu'il est aussi peu doué d'esprit de géométrie. Mais c'est à la Géométrie elle-même que M. Zola se révèle

étranger. Il fait dire à l'un des personnages de cet interminable *Travail* qui s'allonge dans les colonnes de l'*Aurore* :

— *Nous mêlons nos vies depuis tant d'années dans des besognes parallèles.*

On croyait que le propre de toutes parallèles était de ne se mêler jamais ni en aucun point, fussent-elles prolongées indéfiniment. C'est *besognes convergentes* que voulait dire M. Zola : et l'expression, pour n'être guère élégante, n'eût pas du moins offensé la raison. Il est vrai que ces parallèles singulières échappent à l'expérience aussi bien qu'au raisonnement, puisque, selon l'évangile de M. Emile Zola, elles doivent aboutir à l'idéale et supernaturelle « Cité de Justice ».

## LA POLITIQUE ET LA VAPEUR

Les rédacteurs de l'*Action française*, et notamment ceux qui s'appliquent à résoudre les vaines Nuées, ne s'abusent pas sur le succès des œuvres humaines : la moindre veut un prodigieux gaspillage de temps et de forces, et tout ce qu'on peut faire d'utile pour assurer ou presser les événements est d'indiquer aux véritables hommes d'action des chemins raccourcis. Mais pour qu'ils se décident à passer par ces raccourcis, il est encore nécessaire de débarrasser leur esprit d'une foule de préjugés qui les rendent comme perclus.

Nous croirions avoir beaucoup fait pour la vieille cause française si, par exemple, nous

arrivions à persuader les théoriciens ou praticiens de la politique de l'utilité qu'il y aurait à s'exprimer désormais sans Métaphores et à dépouiller leur raisonnement du spécieux appareil des Analogies. Mais, là, tout est à faire! Chez nos meilleurs amis, il se rencontre encore de bons cerveaux gênés et faussés par les métaphores de l'organicisme. Newton disait qu'il ne fabriquait point des hypothèses : *Haud metaphoras fingimus* devrait nous servir de devise. C'est sur la réalité politique, sur le fait positif des sociétés humaines que doivent s'exercer l'analyse et l'observation.

Un de nos lecteurs a la bonté de nous signaler dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 mars tout un article de M. Charles Benoist, qui n'est qu'une longue Nuée engendrée par la passion de la métaphore. Il traite de l'Etat, du Nombre et du Travail. M. Charles Benoist, que notre ami a soin d'appeler pour la circonstance le roi des utopistes, proteste que ses métaphores sont des faits. Ce sont des faits accommodés à la sauce métaphorique.

Exemple :

— *L'introduction du Nombre dans la mécanique de l'Etat est comparable, il faut bien s'en convaincre, à l'introduction de la vapeur dans la mécanique du Travail. Si la vapeur n'est en somme que l'eau passée par l'ébullition de l'état statique à l'état dynamique, le Nombre c'est le Peuple passé aussi par la Révolution du premier de ces états au second. Le nombre n'est pas plus le peuple tout simplement que la vapeur n'est de l'eau tout simplement. Lui aussi a subi une*

*transformation d'abord du chef même de la transformation psychologique de l'ouvrier, puisque, la classe ouvrière étant très nombreuse dans une nation, lorsqu'elle change, il est impossible qu'une grande partie au moins du peuple ne soit pas changée...*

La sagesse de nos ancêtres enseignait que tout est pur aux purs. Combien il est plus vrai que, pour les impurs, tout est impur ! Et n'y a-t-il pas une haute mélancolie à penser que les grandes démolitions de Taine n'auront peut-être servi, en somme, qu'à répandre chez les historiens et les politiques le goût d'interminables métaphores continuées ! — Ce n'est pas seulement M. Charles Benoist qui en souffre (selon le texte de la bonne pochade connue :

Et quatre métaphores
Ont étranglé Benoist),

c'est encore une infinité d'intelligence souples, fortes, mais peu méthodiques, comme la sienne.

Faut-il, au surplus, démontrer que la présente métaphore de M. Charles Benoist ne vaut rien ? Allons-y, bien que cela soit un peu trop facile.

L'eau soumise au feu et portée ainsi à l'ébullition se disperse, s'évapore et s'évanouit quand elle n'est livrée qu'à ses propres pouvoirs. Les énergies qui sont éveillées en elle de la sorte ne contribuent qu'à la dissoudre et qu'à l'éparpiller. La vapeur — entendue comme force motrice, comme état plus actif et plus noble de l'élément — cette vapeur est, quoi qu'en dise M. Charles Benoist, tout autre chose « en somme » (!) que

l'eau passée par l'ébullition de l'état statique à l'état dynamique, ou ce dynamisme de l'eau n'eût pas été supérieur à son statisme, il lui eût même été inférieur, et de beaucoup (puisqu'il eût amené évaporation, destruction), si l'intelligence de l'homme, la science de l'homme ne s'en fussent mêlées. Mais l'homme est venu : cet être ordonnateur et organisateur, le roi des bêtes et des choses, a capté cette force en lui opposant d'autres forces, dont la résistance et le rythme bien calculés ont aussitôt déterminé un ordre précieux d'activité nouvelle. Ce n'est pas la vapeur toute seule, c'est la vapeur et l'appareil, la vapeur et le coefficient du capital humain qui passe de l'état d'inertie à celui d'utile mouvement. Étant donné la propriété que possède l'eau de se résoudre en vapeur, sa marche ascensionnelle, son progrès, son accession à la plus haute puissance, tout ce bien, tout ce positif ne sont dus qu'à la force intelligente et régulatrice qui est intervenue, au souverain arbitre de l'homme.

Nous avons rétabli la signification véritable de la vapeur et de son emploi. Essayerons-nous d'en tirer une conclusion analogique qui soit vraie? M. Charles Benoist ne s'en est pas soucié : si puérils que soient ces ouvrages, — allons-y encore !

Le nombre, la collection des éléments individuels, est de soi une chose non seulement stérile, mais destructrice. Pour que le nombre serve, il faut que ses éléments soient organisés, c'est-à-dire mis dans un ordre dont le nombre ne soit pas la raison. Bien ou mal, bien et mal

sans doute, la nation française était organisée quand se fit la Révolution. Bien ou mal, bien et mal sans doute (je parle ici de la *manière*!), la Révolution la désorganisa. Sa flamme, obscure ou blanche, a disjoint, éloigné, dissocié la composition primitive, rompu les appareils qui l'utilisaient. Il ne reste de cette composition primitive qu'un élément instable, vagabond et tourbillonnant. Si on le compare à de l'eau, nous n'avons point de la vapeur, mais l'inconsistante fumée. Si on le compare au rocher, c'est de la poussière ; quand le vent la soulève, on a le spectacle des violentes tempêtes de sable dans les grands déserts.

Que les institutions qui faisaient du peuple un peuple dussent changer, on peut l'accorder volontiers. Mais il fallait créer d'autres institutions. La transformation du peuple en une puissance (ou plutôt en une impuissance) purement numérique marque, en réalité, le parfait contraire d'un progrès.

## LES NUÉES DE L'AIGLON

Puisque M. Rostand doit entrer à l'Académie, montrons qu'il est des grands familiers de l'Histoire et quelles privautés lui permet cette Muse.

En train d'assembler de toutes parts les couleurs de la Nuée napoléonienne, M. Rostand a inventé ou plutôt il s'est procuré à bon compte, entre autres matières propres à cet usage, toute une psychologie romantique des Habsbourg, dont il se sert pour démontrer que

l'aigle des Habsbourg ne soutient pas la comparaison avec l'aigle dont l'Aiglon est issu, cette aigle-ci portant, assure-t-il, des « plumes d'or », et l'autre aigle, l'aigle d'Autriche, étant de noir vêtue, c'est-à-dire le plus tristement qui se puisse, s'il en faut croire notre Aiglon et son auteur.

Il faut donc que les influences venues à l'Aiglon par Marie-Louise soient les plus funèbres du monde, et M. Rostand s'est plié de tout cœur au système de cette belle inspiration. Il fait dire à Metternich, parlant à l'Aiglon :

> . . Tout un brouillard fatal vous accompagne...
> ... Mais à votre insu c'est toute une Allemagne
> *Et c'est toute une Espagne* en votre âme dormant...
> ..... *L'Escurial, les fantasmagories*
> *Les murs noirs.*
>
> L'AIGLON (*à soi-meme*)
>
> Oh ! ce serait un crime
> Que de faire monter, pays clair et sublime,
> Sur ton splendide pe (!) tit trône impérial (!!!)
> Un être de malheur, d'ombre et d'*Escurial.*
> Et si, lorsque plus tard je serai sur le trône,
> Le Passé, m'allongeant dans l'âme sa main jaune,
> Venait y déterrer de ses ongles hideux
> Je ne sais quel Rodolphe *et quel Philippe II !*

M. Rostand croit à l'inflexible rigueur des lois de l'hérédité. A merveille ! Mais il se trompe dans l'application. Je laisse l'amphigouri et le mauvais démarquage de ce que nous avons lu chez Hugo dans la *Rose de l'Infante* et ailleurs. Les Habsbourg d'Autriche ne tiennent rien de Philippe II, par la raison qu'ils ne descendent point de lui, comme il est évident que M. Rostand l'a cru. Voici leur arbre :

Philippe le Beau,
comte de Flandre et archiduc d'Autriche

| | |
|---|---|
| Charles Quint, comte de Flandre, archiduc d'Autriche, roi des Espagnes, empereur. | Ferdinand, archiduc d'Autriche, empereur. |
| Philippe II, roi d'Espagne. | *Dynastie des Habsbourg d'Autriche.* |

Quel rapport là-dedans de l'Espagne avec l'Aiglon, issu, comme il est certain, de la seconde branche, et comment porte-t-il dans un coin de son âme Philippe II, qui n'était que fils de son grand-oncle? Comment est-ce qu'il est un être d'Escurial (un être d'Escurial!), quand le palais ne fut bâti que sous Philippe II? Je ne sais. M. Rostand fait dire à Marie-Louise qu'elle descend de Charles Quint. Point du tout. Il croit aussi Charles Quint Espagnol. Pas davantage. Il était Flamand, Flamand comme Philippe le Beau son père, Flamand comme les ducs de Bourgogne dont il sortait. Cela n'est pas plus contesté que contestable.

Or voyez les coups de l'histoire, et qu'on allât remplacer dans les vers de M. Rostand l'Espagne, Philippe II, l'Escurial par la Bourgogne et par les Flandres! Flamand et Bourguignon, cela n'irait plus du tout.

Oh! Nuée, Nuée bienfaisante! ...

LE CHŒUR.

## *BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE*

---

**La Religion des contemporains,** par M. l'abbé Delfour (Paris, Société d'imprimerie et de librairie).

La troisième série de la *Religion des contemporains* est bien supérieure aux deux précédentes. M. l'abbé Delfour, qui examine dans une suite d'études et de portraits philosophiques les tendances religieuses de nos lettres et de nos arts, se distingue du plus grand nombre de ses émules ecclésiastiques par l'exactitude et par l'étendue de son information. Enfin! Voilà un prêtre qui se met, comme on dit, au courant! Sa bonne foi, son zèle sont aussi évidents que sa verve et que sa passion; et si, en bon prédicateur, il lui arrive d'abuser volontiers des associations d'idées toutes verbales, l'ancien séminariste se signale par la vigueur et la souplesse de l'argumentation. Logicien comme le diable, M. l'abbé Delfour montre parfois la sévérité d'un bon ange: mais il ne faut jamais en vouloir aux gens de vivre et de penser selon leur caractère. Je demande à notre ami Maurice Barrès la permission de transcrire une page de l'abbé. Elle est un peu pointue. Avec ses coups d'épingle, l'abbé Delfour n'en fait pas moins voir clairement que l'auteur italien de *la Vierge aux Rochers* est, comme tant d'autres, comme nous tous, redevable de mille biens au *Jardin de Bérénice* et à l'*Amateur d'Ames*.

L'idée fondamentale du livre est une idée absolument « barrésienne ». M. Gabriel d'Annunzio s'analyse, s'exacerbe et s'exalte dans la solitude; il se complaît dans l'étude de son Moi, il développe les énergies de son Moi,

et finalement il se décide à en découvrir toutes les beautés aux yeux des esthètes, voire des barbares. C'est pourquoi les *Vierges aux rochers* ne joueront qu'un rôle secondaire, mais elles auront le grand honneur de faire ressortir la supériorité psychique et intellectuelle de Claude Cantelmo, le héros du roman, c'est-à-dire, en réalité, de M. d'Annunzio lui-même. Nous connaissions, depuis longtemps, ce thème inventé et amplifié par M. Barrès. Seulement, de grandes différences existent entre le modèle et l'imitation. M. Maurice Barrès, un remarquable pince-sans-rire, s'amuse énormément de toutes les cérémonies dont se compose le culte du Moi, et il nous amuse; M. d'Annunzio a l'air de « croire que c'est arrivé »..., et il nous ennuie.

Outre l'idée générale du roman, l'écrivain italien a emprunté à M. Maurice Barrès nombre d'idées secondaires. De même que le Philippe de M. Barrès dialogue avec Simon, de même le Cantelmo de M. d'Annunzio converse avec son Daïmon, personnage un peu ancien, emprunté à cet autre pince-sans-rire de haute envergure qui s'appelait Socrate. Et de même enfin que Philippe adressait, à ceux qu'il appelait ses intercesseurs, des invocations grotesques et presque sacrilèges, de même Claude Cantelmo rédige des apostrophes et des prières saugrenues à la multiple beauté des choses. Mais craignant, et non sans raison, d'être accusé de plagiat, M. d'Annunzio, pauvre inventeur, s'est appliqué à démarquer un peu les idées qu'il emprunte. M. Barrès, dans ses prières, copiait ou plutôt parodiait saint Ignace de Loyola; M. d'Annunzio parodie saint François d'Assise : « Loués soient-ils maintenant et toujours, mes ancêtres, pour les belles blessures qu'ils ouvrirent, pour les beaux incendies qu'ils allumèrent, pour les belles coupes qu'ils vidèrent, pour les beaux vêtements dont ils se parèrent, pour les beaux palefrois qu'ils caressèrent », etc., etc. M. Maurice Barrès a, d'une certaine manière, découvert le Vinci, loué le Vinci, chanté le Vinci en strophes à peu près lyriques. M. d'Annunzio trouve moyen de renchérir sur cette admiration exubérante; il s'inspire de la philosophie du Vinci, de la poésie du Vinci, et même de la peinture du Vinci.

Aimez-vous Léonard? on en a mis partout.

M. Barrès s'était fait son jardin, qui est célèbre;

M. d'Annunzio a deux jardins, l'un pour les trois sœurs, l'autre pour Massimilla seule. On connaît le dédain que M. Barrès a professé à l'égard des électeurs, aussi longtemps qu'il n'a pas eu besoin de leurs suffrages. Le dédain de M. d'Annunzio pour la plèbe se répand en couplets interminables.

Existe-t-il une propriété littéraire? Imiter, est-ce plagier? Ce sont de très grandes questions.

M. l'abbé Delfour m'oblige à lui répondre sur un fait personnel. Il veut bien écrire, page 34: « Ce serait encore se tromper, comme l'ont fait « M. Taine et M. Charles Maurras, que d'expliquer « toutes les qualités de l'aristocratie par la seule « habitude d'avoir des serviteurs à sa disposition. » Je suis très honoré d'être mis dans la grande société de M. Taine. Mais les livres de Taine se défendent tout seuls. Il me suffira de plaider ma propre cause en faisant observer à M. l'abbé Delfour que je n'ai jamais expliqué *toutes* les qualités de l'aristocratie par une *seule* habitude. Ces explications unitaires ne sont guère dans mon humeur, et, sur le point particulier qu'il a relevé, je n'ai jamais voulu que montrer une des faces de la question. Cette modeste théorie des *Serviteurs* reproduite dernièrement ici même revient à dire simplement qu'il y a réciprocité de services entre maîtres et serviteurs et que, faute des uns ou des autres, l'ordre du monde est en péril.

CHARLES MAURRAS.

*Le Directeur politique* : H. VAUGEOIS.

*Le Gérant* : A. JACQUIN.

Paris. — Imprimerie F. Levé, rue Cassette, 17.

# CHEMINS DE FER DE L'OUEST

Dans le but de faciliter les relations entre le Havre, la Basse-Normandie et la Bretagne, il sera délivré, du 1er avril au 2 octobre, par toutes les gares du réseau de l'Ouest et aux guichets de la Compagnie Normande de navigation, des billets directs, comportant le parcours, par mer, du Havre à Trouville et, par voie ferrée, de la gare de Trouville au point de destination, et inversement.

Le prix de ces billets est ainsi calculé :

Trajet en chemin de fer. — Prix du tarif ordinaire ;

Trajet en bateau. — 1 fr. 60 pour les billets de 1re et 2e classes (chemin de fer) et 1re classe (bateau), et 0 fr. 85 pour les billets de 3e classe (chemin de fer) et 2e classe (bateau).

## ABONNEMENTS SUR TOUT LE RÉSEAU

La Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest fait délivrer, sur tout son réseau, des cartes d'abonnement nominatives et personnelles en 1re, 2e et 3e classes et valables pendant 1 mois, 3 mois, 6 mois, 9 mois et 1 an.

Ces cartes donnent le droit à l'abonné de s'arrêter à toutes les stations comprises dans le parcours indiqué sur sa carte et de prendre tous les trains comportant des voitures de la classe pour laquelle l'abonnement a été souscrit.

Les prix sont calculés d'après la distance kilométrique parcourue.

Il est facultatif de régler le prix de l'abonnement de 6 mois, de 9 mois ou d'un an, soit immédiatement, soit par paiements échelonnés.

Les abonnements d'un mois sont délivrés à une date quelconque, ceux de 3 mois, 6 mois, 9 mois et un an partent du 1er et du 15 de chaque mois.

## CHEMINS DE FER
# DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

# VOYAGES A ITINÉRAIRES FACULTATIFS
## EN ALGÉRIE ET EN TUNISIE

Il est délivré pendant toute l'année, dans toutes les gares P.-L.-M., des carnets de 1re, 2e et 3e classes, pour effectuer des voyages pouvant comporter des parcours sur les lignes des réseaux : Paris-Lyon-Méditerranée, Est, Etat, Midi, Nord, Orléans, Ouest, P.-L.-M. Algérien, Est-Algérien, Franco-Algérien, Ouest-Algérien, Bône-Guelma, et sur les lignes maritimes desservies par la Compagnie Générale Transatlantique, par la Compagnie de Navigation Mixte (Cie Touache) ou par la Société Générale des Transports maritimes à vapeur. Ces voyages, dont les itinéraires sont établis à l'avance par les voyageurs eux-mêmes, doivent comporter, en même temps que des parcours français, soit des parcours maritimes, soit des parcours maritimes algériens ou tunisiens. Les parcours sur les éseaux français doivent être de 300 kilomètres au moins ou être comptés pour 300 kilomètres.

Les parcours maritimes doivent être effectués sur les paquebots d'une même Compagnie.

Les voyages doivent ramener les voyageurs à leur point de départ. Ils peuvent comprendre, non seulement un circuit fermé dont chaque portion n'est parcourue qu'une fois, mais encore des sections à parcourir dans les deux sens, sans qu'une section puisse y figurer plus de deux fois (une fois dans chaque sens ou deux fois dans le même sens).

Arrêts facultatifs dans toutes les gares du parcours. — Validité : 90 jours, avec faculté de prolongation de 3 fois 30 jours, moyennant le paiement d'un supplément de 10 % chaque fois.

Faire la demande de carnets 5 jours au moins à l'avance.

DÉTACHER CE BULLETIN ET L'ENVOYER 28, RUE BONAPARTE, PARIS.

# ABONNEMENT

## A LA REVUE " L'ACTION FRANÇAISE "

PARAISSANT LES 1er ET 15 DE CHAQUE MOIS

**Bureaux : 28, rue Bonaparte**

**Prix : 10 francs les 24 numéros**

*Je soussigné*_____

*demeurant à*_____

*déclare souscrire un abonnement à 24 numéros du Bulletin de « l'Action française ».*

*J'envoie inclus la somme de 10 francs, montant de mon abonnement, en un mandat, ou : Je vous prie de faire recouvrer par la poste le prix de mon abonnement, avec 0 fr. 50 en plus pour les frais de recouvrement.*

*A*_____ *le*_____ *1901.*

SIGNATURE :

*Remplir le Bulletin d'abonnement ci-joint et l'adresser à l'Administration, 28, rue Bonaparte, en y joignant un mandat de 10 francs.*

---

## *L'Action Française*

EST EN VENTE A PARIS CHEZ

MM. **BOULINIER**, 19, *boulevard St-Michel.*
**BRASSEUR**, *galerie de l'Odéon.*
**CHAUMONT**, 27, *quai St-Michel.*
**FLAMMARION**, 36, *avenue de l'Opéra.*
**FLAMMARION & VAILLANT**, 10, *boulevard des Italiens.*
**FLAMMARION ET VAILLANT**, 3, *boulevard St-Martin.*
**FLOURY**, 1, *boulevard des Capucines.*
**LANCIEN**, 32, *avenue Duquesne.*
**LEFRANÇOIS**, 8, *rue de Rome.*
**LIBRAIRIE ANTISÉMITE**, 45, *rue Vivienne.*
**MAILLET**, 129 *bis*, *rue de la Pompe.*
**G. MARTIN**, 126, *faubourg Saint-Honoré.*
**SAUVAITRE**, 72, *boulevard Haussmann.*
**TARIDE**, 18, *boulevard St-Denis.*
**TIMOTEI**, 14, *rue de Castiglione.*
**LAROUSSE**, 58, *rue des Écoles,*

*et dans les principales gares de Paris et de la province.*

---


# LE COURRIER DE LA PRESSE

**BUREAU DE COUPURES DE JOURNAUX**

**21, Boulevard Montmartre, 21, Paris**

**Fondé en 1880**

**Directeur : A. GALLOIS**

# CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANEE

## Voyages circulaires à coupons combinables

## sur le Réseau P. L. M.

*et sur les RÉSEAUX P. L. M. et Est.*

Il est délivré toute l'année, dans toutes les gares du réseau P. L. M., des carnets individuels ou de famille pour effectuer sur ce réseau ou sur les réseaux P. L. M. et Est, en 1re, 2e et 3e classe, des voyages circulaires à itinéraire tracé par les voyageurs eux-mêmes, avec parcours totaux d'au moins 300 kilomètres. Les prix de ces carnets comportent des réductions très importantes qui atteignent, pour les billets collectifs, 50% du Tarif général.

La validité de ces carnets est de 30 jours jusqu'à 1.500 kilom. ; 45 jours de 1.501 à 3.000 kilom. ; 60 jours pour plus de 3.000 kilom. — Facilité de prolongation, *à deux reprises*, de 15, 23 ou 30 jours suivant le cas, moyennant le paiement d'un supplément égal au 10% du prix total du carnet, pour chaque prolongation. — Arrêts facultatifs à toutes les gares situées sur l'itinéraire. — Pour se procurer un carnet individuel ou de famille, il suffit de tracer sur une carte, qui est délivrée gratuitement dans toutes les gares P. L. M., bureaux de ville et agences de la Compagnie, le voyage à effectuer, et d'envoyer cette carte 5 jours avant le départ à la gare où le voyage doit être commencé, en joignant à cet envoi une consignation de 10 fr. — Le délai de demande est réduit à deux jours (dimanches et fêtes non compris) pour certaines grandes gares

**Pour paraître prochainement**

à la Librairie JUVEN

**122, RUE RÉAUMUR**

---

# PROMENADES PAÏENNES

PAR

**CHARLES MAURRAS**

---

**EN VENTE**

*Aux Bureaux de L'ACTION FRANÇAISE*

**28, Rue Bonaparte**

---

# AU CONSEIL SUPÉRIEUR

DE

# L'INSTRUCTION PUBLIQUE

PAR

**HENRI VAUGEOIS**

**PRIX : 0 fr. 20**

---

PARIS. — IMPRIMERIE F. LEVÉ, RUE CASSETTE, 17

3e année. — T. IV. — N° 45. 1er Mai 1901.

# L'Action française

(*Revue bi-mensuelle*)

SOMMAIRE DU 1er MAI 1901

NOTES POLITIQUES : *Le Tolstoïsme et la France*. ..... **Henri Vaugeois.**
L'ESPRIT UNIVERSITAIRE ET L'AME JUIVE..... **Jules Soury.**
LA NAISSANCE DE LA RAISON... **Charles Maurras.**
AVONS-NOUS UN GOUVERNEMENT? **Léon de Montesquiou.**
LE NATIONALISME DE CHARLES FOURIER..... **Louis-N. Baragnon.**
NOTES DE VOYAGE AU SÉNÉGAL (*suite*)..... **Lucien Corpechot.**
LE FACTEUR MORAL DANS LA CONDUITE DES TROUPES..... **Robert Bailly.**

PARTIE PÉRIODIQUE

PROMENADES AUX SALONS : *Première promenade* (**Joachim Gasquet**). — LES NUÉES : *La Gangue et le Métal; M. Henry Michel et la Liberté; M. Henry Michel et l'Egalité; M. Henry Michel et sa chère Patrie; Importante découverte de M. Alfred Fouillée* (**Le Chœur**). — BIBLIOGRAPHIE (**Lucien Moreau, Jacques Bainville**).

PARIS
BUREAUX DE *L'ACTION FRANÇAISE*
28, RUE BONAPARTE

**Le numéro 0 fr. 50**
ABONNEMENTS : Paris et Départements, 10 fr. Etranger, 15 fr.

La reproduction des articles de l'*Action française* est autorisée avec l'indication de la source et du nom de l'auteur.

L'ACTION FRANÇAISE paraît le 1er et le 15 de chaque mois. On s'abonne à Paris, 28, rue Bonaparte, Paris, 6e.

M. Henri Vaugeois, Directeur, recevra les Mardi, Jeudi et Samedi, de 2 à 4 heures.

**PRINCIPAUX COLLABORATEURS**

Paul Bourget, de l'Académie française. — Gyp. — Jules Soury. — Maurice Barrès. — Charles Maurras. — Jules Caplain-Cortambert. — Maurice Talmeyr. — Maurice Spronck. — Hugues Rebell. — Jean de Mitty. — P. Copin-Albancelli. — Alfred Duquet. — Frédéric Plessis. — Lucien Corpechot. — Denis Guibert, député. — Frédéric Amouretti. — Robert Bailly. — Joachim Gasquet. — Auguste Cavalier. — Georges Grosjean. — Xavier de Magallon. — Théodore Botrel. — Dauphin Meunier. — L. de Montesquiou-Fezensac. — Lucien Moreau. — Octave Tauxier. — Maurice Pujo. — L. Mouillard. — Jacques Bainville. — Alfred de Pouvourville. — Robert Launay. — De Thouars. — A. Serpil. — O. de Barral, etc.

**FONDATEUR :**

Le Colonel de Villebois-Mareuil

**Mort au champ d'honneur**

---

**VIENT DE PARAITRE :**

# AU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

PAR

Henri VAUGEOIS

Prix : 20 centimes

# *L'Action française*

## NOTES POLITIQUES

1er *mai* 1901.

### *LE « TOLSTOÏSME » ET LA FRANCE*

Il ne devrait pas m'être permis de parler de Tolstoï, à cette place, réservée à la politique. Tolstoï, qui vient d'écrire au tsar sur des affaires d'Etat, n'est, à aucun degré, un homme d'Etat. Quoi qu'en puissent penser les jeunes étudiantes russes qu'exalte le rêve anarchiste, quoi qu'en puisse espérer, à leur exemple, le bon vieil étudiant de 1848 qui signe « Pressensé » dans l'*Aurore*, l'œuvre du grand psychologue et du grand poète de *la Guerre et la Paix* et d'*Anna Karénine* ne présente pas une page où soit vraiment étudiée la question politique, ni même la question sociale, telle que la posent les faits et les hommes dans la Russie actuelle, dans l'empire de Nicolas II. En matière de politique et de sociologie, Tolstoï est demeuré dans

l'état d'ignorance et d'innocence absolue où vivent la plupart de nos « libéraux » français : c'est-à-dire que, de très bonne foi, il s'imagine que le gouvernement d'un grand pays est affaire de bonne volonté, de vertu, de « charité » envers les humbles, ou d' « amour », comme disent les mystiques. Il croit, avec la plupart des membres de notre Académie des sciences morales et politiques, que « la question sociale est une question morale ».

Il se trompe. Nous sommes plusieurs, en France, qui avons partagé son erreur, — jusqu'au jour où l'immense et intolérable mystification du martyre de Dreyfus nous a fait toucher du doigt cette vérité : que la paix et la dignité d'un peuple ne sauraient être assurées par ses sentiments seuls, alors même, et surtout, que ces sentiments sont généreux et nobles. L'œuvre du politique est de celles qui ne s'improvisent pas, et qui, à plus forte raison, ne se font pas toutes seules : il y faut, avec une matière plus ou moins riche, plus ou moins rare, beaucoup de prudence, de science, de force; il y faut des outils adaptés ou, mieux, des artisans adroits. Car toujours il s'agit de *faire de l'ordre*, et un ordre intelligible, acceptable non seulement par ceux à qui il profite immédiatement et qui en jouissent par eux-mêmes, mais acceptable aussi par ceux-là qui n'en pourront point être sensiblement

soulagés, ni même grandis à leurs propres yeux. Voilà ce dont Tolstoï ne semble pas se douter, et voilà pourquoi, aujourd'hui, nous sommes obligés de lui donner tort, nous qui serions, comme Français, si heureux de saluer dans le grand écrivain russe l'un des amis et des admirateurs les plus décidés et les plus courageux qu'ait rencontrés en Europe la littérature et la philosophie française de XIXe siècle.

C'est qu'elle fut bien mêlée, cette « philosophie » du XIXe siècle !...

Mais, heureusement, il va bientôt être possible, pour les Français, de l'embrasser, de la dominer, et finalement de la mieux comprendre et de la mieux mettre à sa place dans l'histoire de leur civilisation nationale. Il serait donc fort utile, pour leur propre gloire, qu'ils se chargeassent eux-mêmes de faire discerner aux étrangers ce qui subsiste et ce qui est tombé, ce qui est solide et ce qui s'est effrité, — ce qui peut être repris, traduit, développé, et ce qui ne mérite que l'oubli, dans cette masse énorme de pensées, presque toutes éloquentes et vives à leur naissance, que nos écrivains ont jetées devant eux, si facilement.

Ce travail de critique n'étant pas commencé, sur le XIXe siècle, et l'intelligence ou plutôt le *jugement* de la France n'ayant pas encore eu le temps de se formuler avec

netteté, avec éclat, en ce qui concerne les plus récentes de ses aventures et de ses fantaisies, les braves gens du dehors ne peuvent pas manquer de tout admirer. Il suffit que nos passions, généralement désintéressées, et par conséquent aimables, se drapent du joli vêtement que l'on connaît depuis longtemps : — notre merveilleuse langue, qui n'a point perdu grand chose, — pour que l'on soit obligé de les prendre en amitié.

Nos passions donc, nos illusions, bien mieux que nos « idées » ou nos expériences, ont passé la frontière. Quoi d'étonnant, dès lors, à ce que Tolstoï ait été touché, ravi de ce qui chez nous lui a semblé le plus semblable à sa propre passion de néo-chrétien : le démocratisme, l'aspiration vers l'égalité et la liberté, l'espoir en la « société future » toute fraternelle?

Il semble bien, en effet, que le « Tolstoïsme », qui nous revient en ce moment en France avec des livres comme *Résurrection* (que le *Radical* donne, après l'*Aurore*, en feuilleton à ses lecteurs), soit, en une certaine mesure, parti de la France, et que nous soyons donc responsables... Il ne faut pas oublier quelle sorte de prestige exercèrent sur Tolstoï, dès le début de sa carrière, les livres français. Taine, Renan, Littré et... Maupassant (!) sont des noms qui reviennent à chaque instant dans les conver-

sations de ceux de ses héros (qu'on songe au Lévine, d'*Anna*) qui lui servent à se représenter lui-même dans les naïves démarches de sa philosophie morale et religieuse. Le culte de la Science, à l'époque (voici 40 ans) où il régnait en France, le frappa.

Que, en ces dernières années, le culte de la Justice et de la Vérité l'impressionne; que la profonde disposition mystique qu'il tient de sa race, cette mollesse et cette tendresse diffuse, aient été comme autorisées, à ses yeux, par l'exemple qui lui semblait venir de l'Occident, du pays civilisé, de la France de Voltaire, c'est fort probable.

N'est-il pas triste que, au psychologue aigu, à l'analyste attachant, au moraliste infiniment délicat que nous offrirent les romans de Tolstoï, nous n'ayions pas su dire, ces jours-ci, un mot d'intelligence vraie où il se fût retrouvé lui-même, — nous qu'il écoutait de loin avec une si charmante docilité ?

HENRI VAUGEOIS.

## AVIS AUX ABONNNÉS

*Nous prions les anciens abonnés de la* Renaissance politique et littéraire, *dans le cas de changement d'adresse, de vouloir bien soit nous envoyer la dernière bande de la* Renaissance, *soitnous dire la date exacte d'expiration de leur abonnement.*

*Ils faciliteront ainsi nos recherches.*

— *Nous invitons également nos abonnés, anciens et nouveaux, dont l'abonnement est arrivé à expiration, à nous faire tenir, s'ils veulent éviter les frais de recouvrement par la poste, le montant de leur réabonnement en un mandat-poste.*

*Nous leur rappelons que le prix de l'*Action française *est de* 10 *francs par an.*

## *L'ESPRIT UNIVERSITAIRE ET L'AME JUIVE*

Victor Cousin écrivait, de Cannes, le 3 janvier 1865, à Salomon Munk, nommé, par décret impérial du 24 décembre 1864, à la chaire de langues hébraïque, chaldaïque et syriaque au Collège de France, dont Ernest Renan était et demeurait le seul titulaire :

« Je suis bien sensible à votre souvenir. Oui, *je m'honore* d'avoir pris l'initiative de votre nomination à la chaire de la langue et de la littérature hébraïques au Collège de France, car je ne connais personne qui convienne mieux que vous à cette chaire importante, non seulement par votre profond savoir, mais aussi par *votre excellent esprit qui vous fera éviter aisément des écueils qu'on ne rencontre que lorsqu'on les cherche.* Votre nomination fait honneur à M. le ministre, et j'ose dire aussi à l'Empereur, dont elle atteste le *judicieux libéralisme.*

« Si j'étais plus jeune, je me ferais votre disciple, car je suis bien curieux de mieux connaître votre *grande philosophie*, surtout votre philosophie hétérodoxe, à laquelle, d'après les courtes notices que vous en avez données, je suis convaincu que Spinoza doit beaucoup, *en bien et en mal.* J'espère que notre ami M. Franck jettera de précieuses lumières sur ce point qui intéresse si fort l'histoire de

la philosophie. Rappelez-moi, s'il vous plaît, à son souvenir, et croyez-moi bien, cher et savant confrère, votre tout dévoué et affectionné. »

Rien de plus instructif qu'un pareil document pour l'histoire naturelle de l'esprit universitaire. Ce qui caractérise cet esprit, c'est l'inintelligence absolue de la science et de la critique. Pour l'enseignement d'arcanes tels que la langue et la littérature hébraïques, un Munk vaut un Renan. Il vaut même mieux, puisque, grâce à son excellent esprit de juif bien pensant, Munk évitera les écueils que le seul respect humain aurait dû faire éviter à Renan.

Il y a des sujets qu'un homme entendu, et qui sait son monde, évite avec soin. La part des peuples sémitiques dans l'histoire de la civilisation! Quel jargon est-ce là? Parle-t-on de Juifs sous un régime dont Fould fut un des fondateurs? N'était-ce point faire injure au « judicieux libéralisme » de l'empereur? Pour se former une idée de Jésus, l'éloquent auteur du *Vicaire Savoyard* s'était-il plongé dans l'étude de la composition des Évangiles synoptiques et dans celle de l'exégèse biblique? Cette science allemande, avec ses éternels brouillards, ne rebute-t-elle point tout esprit clair et bien français? Le dédain d'un Victor Cousin pour Renan se devine plus qu'il ne se mesure. Au fond, Salomon Munk

n'était sans doute, lui aussi, ainsi qu'Adolphe Franck, qu'un pédant de synagogue, un orientaliste, un exégète juif. De telles gens sont nécessaires : ils fournissent des « notices » aux rédacteurs de l'histoire de la philosophie. Cousin s'avouait tout bas qu'il faut apparemment dans le monde de ces savants-là. Au moins Munk était-il à cent piques au-dessus de Renan : il se contentait d'être un érudit, un « excellent esprit » ; il ne prétendait pas être « un philosophe ».

Cette lettre de Victor Cousin est telle que, seuls, les pires coquins de ce temps, et de tous les temps, un Jules Ferry, auraient pu l'écrire. Ce document restera, pour le père de l'éclectisme et de la philosophie spiritualiste de l'Université, une marque d'infamie. Quel dreyfusard aurait fait le vieux Victor Cousin ! Quelles flagorneries à l'adresse du pouvoir, quel cynisme, quelle hideur morale ! Cousin ne consacre pas seulement une spoliation : il fait l'apologie du vol et serre le voleur sur son cœur ! Le monstrueux attentat contre la liberté de penser et d'enseigner ne lui est rien. Comme le juif Salomon Munk (1), il

(1) Le 24 février 1865, quelques jours après l'ouverture de son cours au Collège de France, Munk écrivait à sa sœur, dans une lettre publiée par M. Moïse Schwab (*S. Munk, Sa vie et ses œuvres*, p. 176-7) :

« Très chère sœur. — Ta lettre du 3 février, qui répond... à mes lignes du 1er, me laisse voir quelle vive part

Les ravisseurs ont donc couru dans tous les sens la belle patrie de notre art; ils en ont fauché et recueilli le plus beau. Dès le seuil, j'ai dû reconnaître dans la foule de ces captifs et de ces captives un compatriote enchaîné. Je veux parler du jeune athlète qui se tient à l'entrée du « *first greco-roman saloon* » et qui porte le numéro 600. C'est un jeune homme de marbre, nu, de corps ferme et robuste, qui passe pour une réplique (en ce cas excellente) de l'athlète de Polyclète: il a été découvert en Provence, près de Vaison, dans le département de Vaucluse. Quel dieu méchant ou quel concours de destinées ont conduit jusque-là, sous le ciel gris, dans l'air humide, cet éphèbe de notre sang?

Mais son malheur me touche à peine. Il y a ici des infortunes plus douloureuses et de plus illustres douleurs. Une Aphrodite de la collection Tornley rappelle par la disposition de son vêtement, le renflement suave des hanches et de la nuque, l'inclination de sa petite tête et la chevelure doucement ondulée la noble Milienne du Louvre. Un discobole lui fait face, assez proche parent de celui de Myron... Dans la salle qui suit, quelques antiquités plus curieuses que belles seraient propres à nous consoler, en nous offrant une occasion nouvelle de railler le penchant des Anglais pour le bizarre, si, au même lieu, d'autres pièces ne montraient le piquant et charmant alliage de l'étrange et d'un beau très pur. J'ai longtemps contemplé, moins en curieux qu'en amant, cette jeune Gréco-Romaine à la chevelure ingénieusement travaillée, aux

joues pleines et grasses, au cou voluptueux, à la gorge ronde et profonde, sous une tunique découverte, qui glisse. Son beau buste jaillit d'un calice de fleur dont les pétales se renversent, s'infléchissent et plient de fatigue d'amour.

Art sensuel et dégénéré, je m'en doute bien, et qui fait penser à nos pires inventions modernes, mais délicat, mais fin, et noble encore par ses souvenirs.

## II

Pour les salles suivantes, toute critique du goût anglais devient chimérique. Notre petite salle grecque du Louvre contient quelques morceaux exquis dont nos voisins ont cru devoir acquérir les moulages. Nous avons la Vénus, nous avons la Victoire. Mais ici, les morceaux de maître et les pièces de premier intérêt abondent. Dans la salle archaïque, en particulier, si ennemi que l'on puisse être de l'archaïsme, ou grec ou pseudo-grec, qui resterait indifférent aux vestiges retrouvés et recollés du monument des Harpyes ?

Il forme un bloc carré revêtu sous ses quatre faces de bas-reliefs. Les figures féminines qui y sont inscrites rappellent, avec moins de fini dans la main-d'œuvre, moins de splendeur dans la matière, les prêtresses de marbre du premier Parthénon, découvertes aux substructions de l'Acropole : fixe sourire éginétique, yeux longuement fendus en forme d'amande, bridés à

la mongole, cheveux tressés avec minutie et tombant en flots hiératiques sur le cou et sur les épaules, enfin colliers, bijoux, vains ornements de toute sorte... Mais l'action est originale ; elle représente des théories de suppliantes en marche vers les Divinités infernales. Rigidement assises sur des trônes, ces dernières jettent les yeux sur les offrandes qui leur sont apportées. Ce sont des fruits, des fleurs. J'ai distingué des roses, des pavots, des grenades. Ce sont encore des animaux domestiques, par exemple des coqs, l'oiseau cher à Hécate, ou même des casques de guerre et d'autres objets usuels.

Quelle put être l'intention des sculpteurs, je l'ignore; s'ils ont voulu montrer des démarches propitiatoires, il ne semble pas qu'elles aient eu un grand succès auprès des divinités de l'Erèbe : en deux bas-reliefs sur quatre, il y a des figures sinistres (des harpyes, disent les uns, et, disent les autres, plus véridiques, ce me semble, des sirènes), qui emportent vers une destinée assez sombre les mortelles palpitantes et désolées. Harpyes ou sirènes, ces monstres, véritables outres à figure de femmes et pourvues d'une paire d'ailes, se saisissent de leurs victimes en éclatant d'un rire qui découvre toutes leurs dents.

On reconnaît à vingt détails de cet étrange monument, d'un sens si profond et si vague, l'imagination de la Vie et de la Mort telle que devait la communiquer un jour à l'Europe et au reste du genre humain le mystique et métaphysique génie de Sem.

De la salle archaïque, on peut entrer direc-

tement dans le dépôt des figures et figurines que lord Elgin a fait descendre des murailles du Parthénon. Mieux vaut faire un détour pour traverser un vestibule où le nerveux et svelte Apollon de la collection Choiseul-Gouffier fait face à la plus belle Cérès qui soit au monde. Une Cérès est là, qu'on peut appeler Déméter, car elle est bien la mère grecque des semences et des moissons, la force natale des champs : mais j'éprouve un plaisir particulier à l'invoquer, selon ma coutume, en latin ; sa chaste gravité, son attitude simple, l'austère forme de la coiffure, ce pan de voile ramené au-dessus de sa belle tête, me rappellent les traits des saintes matrones latines et je lui dis tous bas les vers de *Melœnis* :

> Elles vivaient ainsi, les mères d'Etrurie,
> Celles du Latium et du pays sabin...

Un autre détour à travers les antiquités assyriennes permet de voir, soit la chambre dite des Néréides (Victoires assez belles, palpitant sur les piédestaux), soit la salle de Phigalée, qui montre encastrés dans son mur d'admirables bas-reliefs funéraires, avec les moulages des deux meilleures pièces de cet ordre qui soient gardées dans les divers musées athéniens.

## III

Mais, pendant cette promenade à travers les lieux secondaires du Musée britannique, les ailes du désir m'emportaient à l'essentiel.

La salle Elgin est une galerie fort longue, point

trop mal éclairée et du reste pourvue de globes électriques puissants ; mais le visiteur n'y peut pas reculer à sa fantaisie, selon les exigences des belles choses qu'il contemple. Ce peuple opulent n'a point fait à ses brigandages un palais qui fût digne d'eux. Ici, non seulement ils s'abîment et dépérissent par la faute de l'air ou perdent leur valeur par la qualité médiocre de la lumière, mais l'espace même leur manque. Le mal, il est vrai, est petit. Pour qui passe en ce lieu, tous les maux perdent de leur force, et il arrive ce que Gœthe considérait comme l'effet propre de la souveraine beauté :

« QUI LA CONTEMPLE NE PEUT ÊTRE EFFLEURÉ « D'AUCUN MAL ET SE SENT EN HARMONIE AVEC LUI-« MÊME ET AVEC L'UNIVERS. »

Personne n'ignore que lord Elgin, ambassadeur de l'Angleterre auprès de la Sublime Porte, obtint en 1801 un firman qui l'autorisait à faire d'Athènes sa proie. Pendant deux ans entiers, cet insulaire fut déchaîné. Le Parthénon, déjà meurtri par une bombe vénitienne lancée en 1687 par un capitaine allemand de l'escadre de Morosini, perdit le principal de l'antique décoration. Les marbres des frontons, la frise, les métopes furent descellés ou brutalement arrachés, puis embarqués à destination de Londres.

Lord Elgin osa davantage. Des six cariatides qui ornent l'exquise tribune d'Erechtée, il fit détacher la plus belle et la fit conduire à son bord. Rien ne saurait dire l'effet de cette pieuse colonne féminine. Son corps pur et vierge, raidi sous la corbeille qui porta l'architrave, est privé aujourd'hui de l'imposition nécessaire. Séparée

de la sphère de son monde architectonique, elle semble plaintive, alors qu'elle n'est que sereine, et la qualité même de l'art qu'elle fait admirer ajoute à l'émouvante qualité de son deuil et à la tragédie de son isolement. Faut-il que je prononce le mot d'inharmonie? Irréprochable, il ne lui manque qu'une beauté et qu'un honneur, mais, de tout son être, elle y tend : elle veut joindre les jeunes filles de l'Acropole et récupérer le fardeau qui convenait et plaisait à sa douce tête. Lord Byron, qui la devinait, invectiva durement son compatriote Elgin et tous les Anglais. On ne l'a jamais écouté. En ces derniers jours seulement, l'Angleterre a généreusement fourni à la Grèce un moulage qu'il me souvient d'avoir vu sans admiration.

Les rapines d'Elgin ont souvent quelque chose de cruellement inutile. Passe pour la jeune fille de la tribune. Mais que lui servit d'arracher une corniche? A quoi bon détacher des fragments d'architrave? Tous débris dont je ne nie pas la valeur propre, mais qui valaient surtout à leur place dans l'édifice. Il fallait enlever celui-ci pierre à pierre ou lui laisser les ornements qui ne peuvent s'en séparer.

Ne calomnions pas lord Elgin : peut-être nourrit-il le projet de transférer l'Acropole sur quelque butte londonienne. Des colonnes entières ont changé de lieu par ses soins.

## IV

Tout autour de la salle Elgin est posée sous un verre la frise des Panathénées.

Elle n'est pas complète. Si l'aimable fragment que nous avons au Louvre est tout à fait minime, les musées d'Athènes ont plus de bonheur que le nôtre. Il n'est pas vrai du tout que les morceaux qui y demeurent soient insignifiants. Par une faute heureuse, lord Elgin a laissé en Grèce plus d'un trésor : je citerai les trois figures de l'assemblée des dieux et les jeunes gens enveloppés de manteaux qui accompagnent les taureaux du sacrifice. Les conservateurs du Musée britannique ont remplacé les stèles qui leur manquaient par des contre-façons en stuc, intercalées dans la série des originaux. Cela est commode pour l'étude historique et topographique, en même temps qu'horrible à l'œil.

La suite de ces œuvres athéniennes exilées à Londres m'est apparue par un jour clair, où le soleil donnait des rayons assez vifs. Sous les verres jaloux qui dénaturaient ce brillant solide, fin et pur qui révèle le marbre attique, la théorie des dieux, des vieillards, des jeunes filles, des jeunes hommes caracolant sur de fiers chevaux, ne s'est donc pas trop dérobée. Quelquefois le fini du trait et le velouté de la forme, ce qui fait comme le printemps d'une œuvre de sculpture, ont été respectés... Où le contour s'efface un peu, où les lignes usées et écornées perdent leur nette certitude (comme dans la stèle du grand-prêtre pliant le voile de la déesse), tant de noblesse reste attachée, malgré tout, au mouvement de la silhouette devenue vague, qu'on ne sent pas son enthousiasme faiblir.

Le choix y est fort difficile. Un instant ma préférence crut se fixer sur les épisodes de la

pieuse cavalcade, variés jusqu'à l'infini et dont les motifs sont très simples. Là, un éphèbe montre un beau buste sans tête, d'un mouvement presque fiévreux que modère une grâce fine. Mais quelques pas plus loin, un cavalier d'à peu près le même âge, sur un beau cheval bondissant, que ses voisins serrent de près, se retourne contre eux, le bras levé, le poil au vent, les lèvres, les narines gonflées et frémissantes, dans une juvénile expression d'orgueil menaçant : qui ne voudrait graver au plus profond de sa mémoire un geste pareil ? Et qui ne voudrait vivre éternellement un tel geste?... Mais on erre, tout partagé, de l'une à l'autre de ces parfaites figures. On découvre bientôt la troisième qui les égale, et l'on ne sait à laquelle s'abandonner.

Heureux quand ces belles rivales n'appartiennent pas à des groupes trop éloignés ! Il me souvient d'une minute où j'aurais fait le vœu d'être écartelé aux quatre coins de la salle Elgin. Dans l'un, en effet, souriaient les deux cavaliers que j'ai dits ; mais, au coin opposé, les vieillards thallophores m'imposaient par leur majesté ; enfin, ici une prêtresse, et ailleurs un adolescent, plus loin un dieu assis m'appelaient de charmes divers.

Après bien des démarches, je leur pus échapper à tous et m'enfermer dans la considération des frontons. Deux ou trois métopes sublimes, encastrées dans le mur, m'appelaient ainsi vainement.

## V

Le milieu de la salle Elgin est occupé par deux séries parallèles de tables hautes et longues. Là, sont posés comme des corps mutilés à l'amphithéâtre les membres fracassés qui appartinrent aux deux façades du Parthénon.

Le fronton qui surmonte une des façades du temple, celle du couchant, reste, quoique ébranlé, presque tout entier à sa place; cet harmonieux triangle de marbre n'a pas perdu toute décoration; deux beaux torses d'homme et de femme, l'un agenouillé et l'autre accroupi, y font un groupe aussi simple que magnifique. Les Londoniens ont eu soin de représenter ce couple dans leur collection par un moulage assez expressif.

Un très beau corps d'homme ou de dieu, à demi allongé et qu'ils ont en original, est l'objet le plus considérable qui demeure de ce fronton : encore cet Ilissus, comme on l'appelle, n'a-t-il ni tête, ni jambes, ni bras. Le reste, s'il n'est point informe, était trop fragmentaire pour m'arrêter longtemps, bien qu'il éveille la pensée de Phidias ou de ses collaborateurs. Si je connais que ces morceaux appartiennent à la *Dispute de Minerve et de Neptune*, c'est à Pausanias, à M. Maxime Collignon, à M. Lucien Magne et à tout le cortège des historiens et des critiques que je dois ce précieux éclaircissement.

## VI

Pour le fronton oriental, on a certes beaucoup perdu : la scène principale et centrale, une *Nais-*

*sance de Minerve*, n'est connue que du témoignage de l'antiquité. Au XVII^e siècle, avant même la bombe de Morosini, un Jupiter, une Minerve et, au bas mot, dix mètres de statues divines et héroïques avaient disparu. L'on n'en possède plus que les figures d'angle, couchées et assises aux extrémités du fronton : mais presque toutes ces dernières, en un double groupe ascendant et descendant, s'alignent à la salle Elgin.

L'imagination aidant, elles remontent naturellement à leur place. Elles se tiennent au fronton de l'orient. Surmontant sa façade antérieure, elles publient l'usage et le caractère du Parthénon. Opposé à l'Hymette, au soleil levant, à la mer, c'était l'autel public au pied duquel venait chanter ses hymnes et porter ses prières la jeunesse athénienne formée en théorie à chaque printemps. De nécessité, il faut donc que Phidias ait ramassé dans cet espace l'idée maîtresse d'une dédicace à la Vierge. J'hésite à peine à reconnaître l'influence de son génie religieux et, au beau sens du mot, mystique dans quelques-unes des pensées qui me sont venues, pauvre homme moderne, devant les débris de son art.

## VII

Le fronton court du nord au sud. A son extrémité méridionale, sur ma gauche, deux têtes de chevaux, d'un faire ardent et pur, bien enivrés de leur force et de leur vitesse, s'élancent de la mer figurée par un trait de mar-

bre à peine ondulé : derrière eux, émerge le front de Phébus menant le céleste attelage. C'est le Jour qui paraît. Il importe de dire qu'au bout opposé du fronton, et sur ma droite extrême, la scène inverse se produit : la tête lasse d'un cheval tombe, précipitée. Elle pend sur les eaux, et, un peu en arrière, un torse féminin (dont on n'a au Musée qu'une reproduction) paraît s'incliner sur les rênes. Il est pris à mi-corps au léger feston de la mer. C'est sans doute Phœbé, lumière de la Nuit; le char exténué de l'ombre est chassé du Jour renaissant.

Revenons à la gauche. Étendu à demi sur une roche recouverte d'une peau de lion, un puissant personnage, magnifique corps presque entier, fait face à la mer et contemple le Jour étincelant qui sort de l'écume. On dirait que, pour le saluer, il se lève, entr'ouvre ses beaux membres encore liés de sommeil. Son geste est celui du plaisir et de l'étonnement. Est-ce un dieu? un héros? un homme? Je l'appellerai l'Homme, il nourrit son regard du plus beau des spectacles que la vie physique puisse fournir.

Auprès de lui, moins rapprochée de ces merveilles, plus voisine du centre du fronton, une jeune femme est assise. On lui donne habituellement le nom de Coré, Proserpine chez nos latins. Placé un peu en arrière des autres personnages, sur un trône couvert de tapis et semé de clous qui furent peut-être dorés ainsi que dans l'*Odyssée*, car nous savons Phidias grand lecteur d'Homère, cette femme s'épanouit comme une grande fleur d'été. En longs vêtements bien drapés, son corps sans tête goûte cette journée

nouvelle; immobile, elle s'abandonne autant que son voisin au plaisir de la renaissance. Mais elle n'est pas seule. Une compagne, non moins belle, et plus grande, sur l'épaule de qui elle s'appuie languissamment, va modifier son attitude et son caractère, peut-être lui changer sa vie.

Ce nouveau type féminin, que l'on nous donne pour Cérès ou Déméter, est agité des transports de l'enthousiasme. Le bras gauche est levé. Un genou se fléchit, une jambe se tend, et tous ses mouvements tirent leur raison manifeste, non plus du soleil qu'on admire sur la gauche, mais des scènes perdues pour nous qui se voyaient dans la partie médiane du fronton. Qui vient d'attirer son attention en ce sens? C'est une messagère, et que j'accepte bien volontiers pour Iris, tant son mouvement est ailé. Le haut du corps tourné vers la scène centrale, mais entraînée au groupe des deux femmes assises et vers l'homme qui s'éveille près du soleil, cette Iris, aussi admirable d'élan et de vitesse que l'attelage apollonien, semble apporter à tous une grande nouvelle. Le cri est indiqué par le geste et par le flottement de la robe; comme à peu près toutes les figures de cette sculpture philosophique, le corps, si vivant, d'Iris est sans tête.

Que peut donc annoncer cette messagère, cette « Ange », dans les bas-côtés du fronton? Et quelle est sa grande nouvelle? Il ne faut pas faire un violent effort de réflexion pour supposer qu'Iris fait connaître partout la nativité de Minerve. Elle raconte aux hommes et aux

femmes, aux héros et aux héroïnes, aux déesses et aux dieux, que la lumière du soleil va pâlir en comparaison de la clarté qui vient de naître. C'est la lumière de la sagesse et de la raison. C'est le pur esprit éternel : — Un second soleil nous est né, leur dit Iris, et elle se retourne vers le bel astre... Je trouve significatif que cet astre du monde antique soit perdu pour nous; il ne reste pas miette, je l'ai dit tout à l'heure, de la Minerve du fronton, et je crois que c'est fort bien fait. Qui aurait des yeux pour la voir ?

## VIII

Franchissons les dix mètres du fronton qui demeurent vides. Le premier personnage qui se présente est une Victoire, merveilleusement animée, remplissant sur la droite un rôle tout pareil à celui d'Iris sur la gauche.

Elle crie du côté où la lune se couche ce que l'Iris publie du côté du soleil levant. C'est la Victoire annonciatrice. Elle est fort belle et glorieuse. Mais les personnes qui l'écoutent la dépassent infiniment pour le caractère de la beauté. Ce sont les trois figures que l'on est convenu de nommer les Parques. Il ne peut me déplaire de voir dans ces grandes statues assises ou couchées une figure en trois personnes de la Mort. Il faut que la Mort elle-même entende que le monde s'est enfin conçu et connu sous la forme d'éternité, dans ses rapports invariables, dans ses lois qui ne branlent point. Jésus est descendu aux Limbes quand tout a été con-

sommé : la Victoire annonciatrice de Phidias aura illuminé quatre cents ans plus tôt les divinités de l'enfer.

Chacun des mouvements de ces Parques forme encore un chef-d'œuvre dans le sein même du chef-d'œuvre. La première, que ne retient aucun fardeau, quitte déjà le sol ; son corps est soulevé de force intérieure, tout l'être suspendu au discours de la messagère, ordonné, disposé et comme *modelé* par la nouvelle qu'elle entend. Sa sœur est plus lente en apparence. C'est qu'elle est retenue. Sur ses genoux, entre ses bras, languit le corps couché de la troisième Parque, à laquelle elle vient de redire l'événement. Fine et tendre dans ce geste de sœur aînée, je la prendrai pour l'Amitié supérieure, que les Grecs ont connue et décrite parfaitement.

Tandis que la première cède au feu violent qui l'emporte : — Ma sœur, dit la seconde à celle qui est étendue, il est temps, levons-nous », et la troisième de ces immortelles au beau sein mollement gonflé et travaillé par le soupir lui répond : — Si ce pouvait être ! » Espérance mêlée de doute, elle montre par toute sa personne vivante le combat de sa lassitude avec son ardeur.

C'est l'ardeur qui doit vaincre. On voit le sang revivre et les nerfs épars se rejoindre, un frisson réunir et composer les plis de la tunique fine et du large manteau de laine. La ceinture a glissé. La robe laisse à découvert une gorge naissante, l'épaule ronde, ferme, forte, si pleine de saveur et de délicatesse qu'on n'en peut rêver de plus belle. Au meilleur point de la pureté de

ces nobles formes s'ajoute ici la vie exquise. J'admettrai que les autres personnages de ce fronton soient des dieux ou soient des déesses. Ceci est une femme pleine de beauté et de vie, chargée de figurer le grand mot de notre destin, qui n'est peut-être que la Mort. Puisque Pallas est née, puisque, au moment où point le Jour, où se précipite la Nuit, l'univers se conçoit dans son pur et son essentiel, il faut bien que la Mort accède et participe à ce mouvement accompli. Elle était belle et éternelle. Mais, belle et éternelle, la voilà devenue l'élément nécessaire de la vie de l'esprit, qui ne peut rien penser sans l'arrêter, le définir et ainsi le faire mourir. L'infernale Phœbé, priée jadis du nom d'Hécate, se couche à jamais sur les ombres, ayant consommé son labeur.

L'éternité intellectuelle commence.

. . . . . .

. . . . . .

CHARLES MAURRAS.

(*Promenades païennes.*)

## *AVONS-NOUS UN GOUVERNEMENT?*

Il n'y a de gouvernement que là où il y a longue pensée. Comme dit Balzac, en effet, « la patience est ce qui chez l'homme ressemble le plus au procédé que la nature emploie dans ses créations ». Or ce qui dans la vie d'un homme est représenté par une minute est représenté par des années dans la vie d'une nation. C'est donc, quand il s'agit d'une nation, une longue patience qu'il faut pour créer. C'est donc, pour guider une nation dans le moindre de ses efforts créateurs, une longue pensée dirigeante qu'il faut, plus longue que la durée de pouvoir de n'importe quels gouvernants.

Or toute pensée implique une succession et une durée : succession de phénomènes, durée de l'esprit qui relie entre eux ces phénomènes. La longue pensée que doit être un gouvernement n'est donc possible que si, pendant que les phénomènes humains, ministres et hommes d'Etat, se succèdent, quelque chose, comme l'esprit dans l'homme, se continue pour mettre entre eux le lien nécessaire.

Cette condition de la pensée, durée dans la succession, se retrouve assez nettement et dans une dynastie, et également dans un corps héré-

ditaire comme est une aristocratie. Or nous n'avons actuellement au pouvoir ni aristocratie, ni dynastie, et c'est pour cela que cette question se présente tout naturellement : « Avons-nous un gouvernement? »

Et tout d'abord considérons ce que nous donne le suffrage universel. Dans une nation, certes, il semble bien, qu'alors que les générations disparaissent et se remplacent, quelque chose, tout en se transformant et en se modelant au cours des siècles, persiste; quelque chose qui fait par exemple que la France d'aujourd'hui, quoique bien différente de la France des siècles passés, se sent pourtant encore la même France; quelque chose qu'on peut qualifier d'âme du pays, de conscience nationale. Si cette conscience nationale on pouvait pour ainsi dire la capter et la matérialiser pour en faire le principe dirigeant du pays, manifestement on assurerait ainsi la condition de durée dans la succession — durée de cette conscience dans la succession des générations — que veut toute pensée. Ce qui veut dire que si le suffrage universel nous donnait l'expression de la conscience nationale, il nous donnerait par là même un gouvernement. Mais — et c'est là un fait que je tiens seulement à constater sans en rechercher ici le pourquoi, et qui me semble difficile à contester — de même que le physiologiste penché sur le corps humain interroge en vain chaque atome pour trouver l'âme, c'est en vain que penchés sur les urnes nous cherchons à recueillir l'âme de la nation. Les atomes humains interrogés nous donnent la somme des

raisons particulières, mais non la raison sociale; c'est-à-dire qu'ils expriment ce qu'il y a dans la nation d'essentiellement changeant et éphémère, mais non ce qu'il y a de permanent, ce qui seulement pourrait donner naissance à quelque pensée dirigeante.

Est-ce à dire, puisque nous vivons sous le régime du suffrage universel, que nécessairement il n'y ait pas en France de gouvernement ? Non point; car il se peut trouver, en dehors de ce que donne le suffrage universel, quelque corps non élu qui, par les caractères qu'il présente, ait figure de gouvernement. Et, en effet, il se trouve un tel corps: c'est la franc-maçonnerie. Groupant ses membres autour de principes spirituels et moraux, elle n'est point, comme ce qui sort du suffrage universel, l'expression de choses éphémères et changeantes, mais elle est l'expression d'une idée qui se prolonge à travers les générations; et par cela même elle est capable de cette patience dont parle Balzac, et qu'il faut pour créer; elle est capable de gouverner. Seulement il se trouve que ce qu'elle poursuit n'est point une création, mais une destruction, l'idée sur laquelle elle est constituée étant la négation de toutes les traditions de la France. De sorte que ce qui seul, sous le régime du suffrage universel, est actuellement en état de donner à la France un gouvernement, n'est en état de lui donner qu'un gouvernement antinational.

Pourtant, objectera-t-on, si véritablement la franc-maçonnerie est actuellement seule capable de gouverner, comment se fait-il alors que lorsqu'elle ne réussit pas à accaparer le pouvoir, et

que c'est par exemple Méline qui le détient.— et ici nous prenons Méline comme type de ce qu'on est convenu d'appeler la République honnête,— pourtant tout se maintient dans l'ordre, comme si la République honnête était un gouvernement? Il est vrai;mais c'est qu'il ne faut pas oublier que pour distribuer l'ordre au jour le jour il y a l'administration. Lorsque la France n'est plus gouvernée, mais qu'elle est seulement administrée, cela ne se manifeste donc point par une explosion d'anarchie : il s'ensuit seulement une lente, par là même peut-être insensible, mais continue décadence. L'administration est, en effet, une machine trop massive, d'un rouage trop compliqué, pour se prêter facilement aux multiples transformations que demande tout progrès. Chaque partie du mécanisme ne fonctionne parfaitement qu'à la condition qu'on ne lui demande chaque jour que le même travail,ou que si l'on y change quelque chose, ce ne soit qu'avec une lenteur et des précautions infinies ; lenteur et précautions qui font qu'un pays qui n'est actionné que par son administration reste quasi immobile au milieu des autres nations qui marchent, ce qui pour lui revient à déchoir.

Cependant, malgré la merveilleuse complication de la machine à distribuer l'ordre et à résoudre les questions qu'est l'administration, tout n'a pu être prévu au moment où elle a été construite, et malgré la multiplicité de ses rouages, son action n'embrasse qu'un champ délimité, car lorsqu'une affaire se présente qui n'avait pas été prévue, la machine se montre impuissante. Alors seulement c'est l'explosion

d'anarchie, et alors seulement le pays comprend, ce que l'ordre administratif lui cachait jusque-là, qu'il n'a pas de gouvernement. Si, en effet, inquiet de voir la question rester sans solution, il jette un regard anxieux vers ce qu'il croyait être un gouvernement, c'est-à-dire un arbitre auquel nulle question importante pour la nation ne peut être étrangère, il voit l'arbitre se récuser, ou s'efforcer de cacher son impuissance en niant qu'il y ait une question, en s'écriant par exemple : « Il n'y a pas d'affaire Dreyfus ! »

Ceci, si ce n'était si dramatique, me rappellerait un vieux conte du moyen-âge, intitulé *la Farce du cuvier*, où l'on voit un mari qui s'est engagé envers sa femme, au moment où il s'est uni à elle, à exécuter ponctuellement toutes ses volontés, pourvu qu'elles fussent à l'avance consignées dans un « rolet », c'est-à-dire une sorte de charte dans les limites de laquelle il sera esclave, au delà de laquelle il ne sera soumis à aucune obligation. La femme a donc dressé un rolet le plus circonstancié possible, où tout est prévu ou semble l'être, — et ceci est bien une image de notre administration, — et le mari s'y conforme strictement. Or un jour voici qu'elle tombe dans un cuvier, et aussitôt de supplier : « Tirez-moi de là ! » Et le mari de répondre : « Cela n'est pas dans mon rolet. » — « Secourez-moi, je vous en prie ! » Et le mari de relire tranquillement son rolet, et à chaque supplication de sa femme : « Cela n'est pas dans mon rolet. » — « Je me meurs ! » — « Cela n'est pas dans mon rolet. » — « Ne m'ai-

mez-vous plus? » — « Cela n'est pas dans mon rolet. »

Ces mots : « Cela n'est pas dans mon rolet » ne sont point autres que les mots : « Il n'y pas d'affaire Dreyfus. » Comme cette femme, la France se croyait bien en sécurité pour avoir longuement circonstancié le rolet de son administration. Mais voici qu'elle n'avait pas prévu qu'elle tomberait dans le cuvier. Et alors elle comprend ce qu'il y avait de danger à s'affranchir de tout pouvoir marital, puisque c'était en même temps s'affranchir de la protection que doit le mari en toutes circonstances, et non seulement en des circonstances déterminées; elle le comprend lorsqu'ayant appelé au secours, elle s'entend répondre : « Ce n'est pas dans mon rolet. — Il n'y a pas d'affaire Dreyfus. »

Ce cri, sous divers vocables, — ce sera par exemple demain : « Il n'y a pas de question sociale », — nous sommes donc destinés à l'entendre chaque fois qu'une affaire sortira des limites du rolet, et qu'il n'y aura pas pour la résoudre un pouvoir marital, je veux dire un gouvernement. Ce qui, dans l'état actuel des choses, se présente chaque fois que la franc-maçonnerie ne détient pas le pouvoir. Entendons bien que je ne veux pas avancer par là qui si les libéraux sont impuissants à résoudre les questions, c'est qu'ils y sont inaptes comme étant moins hommes de gouvernement que les jacobins. Non; ce que je veux seulement dire, c'est qu'ils sont impuissants parce qu'ils n'ont point entre les mains de gouvernement, tandis que les jacobins en ont un, la franc-maçon-

nerie. Ce qui permet à ces derniers d'affirmer : « Il y a une affaire Dreyfus. — Il y a une question sociale », car ils sont en état de résoudre et question et affaire. Seulement, quand question et affaire sont résolues par eux, il y a grande chance pour qu'elles le soient tout à l'encontre des intérêts français.

Un effort pour résoudre questions et affaires dans le sens des intérêts français, voilà ce qu'est le nationalisme. Or cet effort n'aboutira que si le nationalisme arrive à prendre figure de gouvernement. S'il reste seulement une coalition de forces sentimentales, il pourra peut-être, il est vrai, arracher le pays au gouvernement antinational qui précipite sa perte ; mais il ne l'arrachera pas à la lente décadence — avec intermède d'anarchie quand le pays tombe dans un cuvier quelconque — qu'est l'absence de gouvernement et le règne de l'administration.

Or pouvant prendre actuellement en France figure de gouvernement nous ne voyons que deux choses : une dynastie ou un corps capable de remplacer l'aristocratie absente en se perpétuant par une sorte d'hérédité spirituelle. Si donc le nationalisme veut gouverner, ou plus proprement si nous voulons un gouvernement national, il faut nécessairement ou que le nationalisme s'incarne dans une dynastie, ou qu'il s'organise autour d'une idée qui lui assure la durée, aussi fortement qu'est organisée la franc-maçonnerie. Ajoutons que, du reste, même organisé ainsi, le nationalisme aura plus de difficulté à s'emparer du pouvoir et à gouverner que n'en a eu la franc-maçonnerie, car il aura précisément à lutter con-

tre la franc-maçonnerie, alors que cette dernière n'a trouvé jusqu'à présent d'opposé à elle aucun corps organisé, sauf l'Eglise catholique, mais qui semble lui avoir offert peu de résistance.

Donc s'assurer une hérédité naturelle en se fondant dans une dynastie, ou alors se créer une hérédité artificielle comme le fait la franc-maçonnerie et comme le fait toute église, par une sélection minutieuse des adeptes d'une même idée, je ne vois pas d'autre alternative pour le nationalisme s'il veut atteindre son but, si du moins il poursuit un autre but que l'absence de tout gouvernement.

LÉON DE MONTESQUIOU.

# *LE NATIONALISME DE CHARLES FOURIER*

La raison d'être de l'*Action française*, énoncée dès son titre, est de rassembler, dans un but de salut national, toutes les forces nationales d'origine. Des collaborateurs nous sont venus des points les plus opposés de l'horizon intellectuel. Sur les plus hautes questions qui préoccupent la conscience individuelle, des abîmes séparent chez nous les meilleurs amis. Il semble cependant qu'en politique l'accord est fait ; il semble que toute doctrine véritablement organique nous appartienne par quelque endroit. En voici une, abondante en chimères, féconde en vérités, qui, groupant autour d'une grande mémoire un petit nombre de disciples actifs et désintéressés, mérite d'être mieux connue.

Les fouriéristes ont célébré, il y a quelques jours, l'anniversaire de leur Maître. Depuis soixante-quatre ans, ils n'y ont jamais manqué. La bannière phalanstérienne aux couleurs de l'arc-en-ciel sur fond d'argent est, chaque 7 avril, déployée devant la petite tombe du cimetière Montmartre et, le soir, en un banquet que n'organise toujours pas « le grand Gastrosophe », des discours pieux sont prononcés.

Rien de plus touchant que ces commémorations. Elles paraissent fréquentes dans ce Paris qui se vante de son athéisme et où vivent côte à côte toute les religions de l'humanité. Avec moins d'apparat et de décor litur-

gique que les comtistes, les fils de Fourier se sont donc groupés en une « Ecole sociétaire ». Ils s'y révèlent, avec plus de prudence, les dignes héritiers du philosophe le plus organisateur qui fut jamais.

Il est vrai que Fourier part des mêmes principes que les dangereux optimistes du dix-huitième siècle : « La raison de l'homme est infaillible... Le mal, c'est l'ignorance... La raison humaine doit pouvoir comprendre tout ce qu'elle sent le désir et le besoin de comprendre... L'attraction est la loi générale. Ecrite au cœur de tous, elle révèle perpétuellement et unitairement la volonté de Dieu. Elle pousse chaque être dans sa voie ; elle lui indique sa destinée. » Ainsi résume les axiomes fouriéristes Hippolyte Renaud, le meilleur vulgarisateur de l'École.

A quoi bon, pour la centième fois, s'attarder à ces faux dogmes? La bonté originelle de l'homme conserve-t-elle beaucoup de croyants, en dehors même de la foi chrétienne, dans le siècle de Darwin et de Le Play? Les anarchistes seuls la peuvent défendre encore; et l'on verra que Fourier fut, à la lettre, le contraire d'un anarchiste. Sans donc nous embarrasser de contradictions fréquentes en un autodidacte, fatales en un système aussi vaste, il faut venir à ce qui nous unit. Le seul en-tête du journal, la *Rénovation*, que dirige l'un des chefs de l'École, M. Alhaiza, nous fournit déjà un terrain d'entente. Il inscrit au-dessous du titre ces propositions où se résume, semble-t-il, toute la doctrine :

« La série distribue les harmonies. »

« Les attractions sont proportionnelles aux destinées. »

« L'attraction vient de Dieu. »

(*Charles Fourier.*)

« *Programme humanitaire* : Notre doctrine embrasse tous les rapports sociaux, industriels, civils, politiques, moraux et religieux. »

(*V. Considérant.*)

« *Bases sociétaires* : Capital, travail, talent. »

(*C. Fourier.*)

« *Perfection du corps social* : Harmonie par la Liberté, hiérarchie dans l'Égalité, responsabilité dans la Solidarité. »

(*Hipp. Destrem.*)

Certes, voilà un beau programme ! Je ne dis pas qu'il soit clair en toutes ses parties ; peut-être aussi semble-t-il un peu vague ; mais, du point de vue qui nous intéresse en la crise actuelle, n'est-il pas curieux de remarquer que la dernière proposition pourrait être également signée des penseurs dont se réclament les nationalistes réfléchis ? Parfois aussi éloignés d'entre eux, quant aux croyances métaphysiques, qu'ils le sont de Charles Fourier, mais réunis dans la même vérité sociale, tous, Maistre, Bonald, Taine, Renan, Auguste Comte, Le Play, Charles Maurras, estimeraient le profond génie organique qui, d'une œuvre d'ailleurs confuse, dégagea un sens aussi net. Ces beaux mots d'Harmonie, de Hiérarchie, de Solidarité, comme ils paraissent vides et prétentieux aux métèques du cosmopolitisme dirigeant ! Mais à quelle profondeur ils descendent dans les consciences françaises, par tant de profondes

racines reliées aux générations du passé! Si, entre ces trois noms admirables, il faut marquer celui qui, pour être prononcé, exigeait le plus grand courage, n'est-ce point le nom de la Hiérarchie? Fourier savait bien que là est la condition nécessaire de l'Organisation, c'est-à-dire de la Vie. Après un regard à cette Liberté dont, à vrai dire, nos Français ne se soucièrent jamais, il va droit à leur envieuse, à leur ignoble idole, il dit à l'Egalité : « Tu te plieras à la Hiérarchie ou tu ne seras pas. » C'est, sous une autre forme, la grande parole de Thomas d'Aquin : « Dieu n'a mis l'Egalité nulle part : il a placé l'Equité partout .»

Où n'éclate pas moins le sens politique, sagace et « averti » du réformateur, c'est dans l'analyse des *vingt-quatre caractères de dégénérescence de la civilisation en troisième phase*. Il continue à parler son idiome; mais nous l'entendons assez. Voici quelques-uns de ces caractères :

La *centralisation politique* qui, entr'autres mauvais effets, « attire tous les riches à l'agiotage et fait dédaigner l'agriculture »;

Les *progrès de la fiscalité*, « système d'extorsion, anticipation, art de dévorer l'avenir »;

La *chute des corps intermédiaires*, « États provinciaux, corporations qui opposaient des barrières à l'omnipotence bureaucratique aujourd'hui sans limites »;

La *spoliation des communes*, « vilainement compensée par les octrois qui fatiguent l'industrie, désaffectionnent le peuple des villes, provoquent à toutes les fraudes mercantiles, à tous les empoisonnements légaux »;

L'*instabilité des institutions* ;

L'*imminence de schismes religieux* ;

La *guerre intestine* (c'est l'antagonisme social de Le Play);

Le *jacobinisme communiqué* (c'est tout Ranc);

Les *mœurs du siècle de Tibère*, « espionnage, délations secrètes, hypocrisie, bassesse, vices inhérents à l'esprit de parti » (c'est la Haute-Cour prédite ; c'est André et ses mouchards envahissant l'état-major) ;

Enfin, pour couronner le tout, les *progrès de l'esprit mercantile*, « agiotage qui se rit des lois..., entre en partage d'autorité avec le gouvernement et répand partout la frénésie du jeu ». (Pouvait-on mieux définir à l'avance le régime de Panama?)

J'ai tenu à citer presque intégralement cette pénétrante analyse de maux dont quelques-uns ne faisaient que germer au temps de Charles Fourier. A chacun de ces maux opposez le remède spécifique et la France sera guérie. Jusqu'ici, dans ce chapitre du *Nouveau Monde industriel*, le philosophe ne peut qu'être suivi de tout patriote, sans acception de parti. Fourier ne nous dit même pas s'il est monarchiste (et de quelle monarchie) ou républicain (et de quelle république). Simplement, par la plus irréfutable des méthodes, qui est la méthode clinique, il décrit les maladies de l'Etat et, tout ensemble, il pose les conditions de la santé.

Son École s'est inspirée de cette belle méthode dans l'examen qu'elle a dû faire des sophismes sociaux venus de l'extrême-gauche hégélienne. Dans la *Rénovation économique*, M. Hippolyte

Destrem juge Karl Marx d'un mot : c'est « un tempérament ultra-simpliste défini par ces deux caractères : *hypertrophie du sens critique*, *atrophie du sens organique* ». Pour M. Alhaiza : « Tout Blanqui est dans sa devise : *Ni Dieu ni maître*, devise qui veut paraître libre et fière et qui n'est qu'antisociale et absurde. »

Parvenu à ces conclusions, nous avons sans doute épuisé tout ce qui en Fourier et ses disciples intéresse directement l'*Action française*. Il importe peu qu'une critique si exacte aboutisse à des reconstructions si utopiques. Du fouriérisme, comme de toute autre doctrine, nous prenons le réel et nous en augmentons le trésor du nationalisme intégral. Le lecteur curieux trouvera dans l'excellente *Vue synthétique*... d'Hippolyte Renaud le détail de l'humanité hiérarchisée selon la loi nouvelle. Il la verra s'ordonner en 13 groupes d'importance croissante. La *Phalange*, autrement appellée *Unarchie* ou *Baronie*, est à la base avec 16 à 1.700 habitants, l'*Omniarchie* est au sommet avec cinq milliards. Au neuvième degré (*Ennéarchie* ou *Califat*), la France actuelle serait située par le chiffre de sa population. Dans une société ainsi organisée, l'harmonie régnera en souveraine ; elle s'étendra au monde inorganique lui-même, par l'*équilibre atmosphérique*, elle triomphera dans l'*analogie universelle* : elle s'affirmera enfin dans et par le jeu des passions humaines. Cette théorie des passions est peut-être, entre toutes, celle dont Fourier se montra le mieux satisfait.

D'une passion pivotale, l'*Unitéisme*, dérivent trois *passions sous-foyères* : la *tendance au luxe*, qui

régit tous nos rapports avec le monde extérieur; la *tendance au groupe*, d'où naît le lien avec l'humanité; la *tendance aux séries*, qui engendre le lien sociétaire. C'est dans cette dernière division que, pour combiner les hommes en une féconde diversité, agissent trois *passions radicales :* la *cabaliste* ou *contrastante*, la *composite* ou *exaltante*, la *papillonne* ou *engrenante*. Il ne faut qu'entendre ce langage pour n'en point trop sourire. Depuis soixante ans on raille la *papillonne*. Mais, dit l'un des docteurs fouriéristes, bien que « cette passion, sous le nom d'inconstance, soit généralement regardée comme un vice, nous verrons qu'elle est destinée à jouer plusieurs rôles essentiels ». Elle les joue, n'en doutons point; et, de toute cette psychologie, je crois bien que maint lecteur ou lectrice ne retiendra que ses leçons. Qu'importe? conclut Fourier : « le mécanisme harmonien qui emploiera les vices comme les vertus prouvera que Dieu a bien agi en créant nos passions » ! Le tout est d'utiliser *secundum artem* trois moyens : « les *séances courtes et variées* qui ont la propriété de favoriser le plaisir, les *rivalités cabalistiques*, le *charme composé* ». Au reste, sachez qu' « il faut pour le moins trente mille antipathies dans une phalange de grande échelle et des discords en bien plus grand nombre »; après quoi, en tirer l'harmonie sera « facile comme jeu d'enfant » !

C'est sur ce mot qu'il convient de prendre congé de Fourier. Toute l'âme optimiste, tout le naïf orgueil de ce brave homme, par le prodigieux travail de sa vie entière, aboutit à sécréter

cette perle. Avec plus d'innocence que l'antique tentateur, il est venu nous dire : « Vous serez comme des dieux! » Nous n'avons point d'aussi mythologiques prétentions. La religion fouriériste ne saurait être la nôtre ; mais sa politique méritait d'être remémorée. Nous l'honorerons tout au moins jusqu'à l'*Ennéarchie* ou *Califat*. Elle est réaliste et traditionnelle, équitable et nationale ; — elle est française!

LOUIS-N. BARAGNON.

*P. S.* — La plupart de mes lecteurs ont sans doute oublié les quelques pages publiées dans l'*Action française* du 15 mars sous ce titre *Trois générations*. Mais parce qu'une naturelle curiosité pousse les hommes à rechercher en tout des « clefs » mystérieures, parce que certaines circonstances connues de quelques-uns ont fait croire que M. Pucelle et les siens avaient été exactement moulés sur la réalité, je déclare que j'ai voulu décrire, dans *Trois générations*, des vies typiques nourries d'histoire, puis combinées et recréées selon la méthode du roman de mœurs.

En particulier, il est faux que M. de la Roque soit identique à M. Numa Baragnon, membre comme lui de la commission des Neuf. Ceux qui ont connu mon père voient aisément en quoi les deux caractères et les deux vies coïncident. Mais il est vrai que la lettre écrite de Bordeaux « le jour même que fut consentie l'amputation de la France » le fut par le représentant du Gard. J'en suis trop fier pour ne le pas avouer. L.-N. B.

## *NOTES DE VOYAGE AU SÉNÉGAL*

---

### V

Six heures du matin et déjà le soleil darde implacable. La petite gare de Dakar paraît toute blanche dans un fouillis de verdure sombre. Sur la voie, dont le ballast se compose d'une multitude de coquillages accumulés, un train nous attend composé de wagons aux persiennes closes, communiquant les uns avec les autres par des plates-formes où l'on peut venir respirer l'air fouetté par la marche rapide de la locomotive.

Le long du quai, prêts à partir, le gouverneur général, le gouverneur du Soudan, que les fonctionnaires et les personnages de la ville entourent et complimentent une dernière fois, puis des soldats, des officiers, nos camarades de voyage, tous en blanc maintenant, méconnaissables sous l'indispensable casque de liège.

Dans des fourgons les employés noirs achèvent d'entasser les innombrables caisses de 25 kilogrammes, les cantines et les malles. Nos boys, des négrillons d'âge imprécis, bizarrement accoutrés, rangent dans le wagon que nous avons choisi nos menus bagages.

A six heures et demie, le train part. Nous

longeons la côte pour gagner Rufisque, un port de commerce et un marché d'arachides important, situé en face de Dakar, sur la baie que forme le cap Vert en s'avançant dans l'Océan.

Par delà les dunes de sable roux nous apercevons la mer se confondant avec l'azur du ciel, et l'horizon ressemble à une toile de fond très bleue sur laquelle se découpe la gigantesque silhouette de quelques baobabs. Bientôt nous longeons des bois de rosniers, une surprenante forêt où, très éloignés les uns des autres, des arbres se dressent assez semblables à d'immenses plumeaux de zinc qui seraient fichés en terre par l'extrémité de leur manche.

A Rufisque nous entrevoyons, derrière la gare, les toitures de tuiles des nombreuses factoreries. Sur le quai, des fonctionnaires galonnés et aussi toute une bande de femmes noires portant sur leur tête leur demi-calebasse, où s'entassent des noix de kola, des oranges ou des régimes de bananes.

Après Rufisque nous nous écartons de la côte pour remonter vers le Nord. Nous retrouvons les rosniers, entre lesquels nous courons vers Thiès, nous arrêtant seulement à Sebi-Kotane et à Pout.

Elles produisent une impression étrange, ces forêts du Sénégal, bien différente de ce recueillement qu'inspire la sombre voûture de nos hautes futaies. La succession monotone de ces arbres isolés, qui ne portent leurs grandes feuilles en éventail qu'à l'extrémité de leur haute tige, a sa beauté, beauté aride et sèche, faite surtout de l'impassibilité de cette flore millé-

naire se dressant droite entre ce sol desséché et ce ciel brûlant.

A quelque cent mètres de nous, dissimulés par la brousse, courent les troupes de singes au pelage roux, les gazelles aux pattes fines, et sur le fil télégraphique, le long du chemin de fer, se perchent de précieux oiseaux dont les plumes, sous le soleil, prennent des reflets d'émeraude, de rubis ou de saphir : les bengalis, les chasseurs d'Afrique, les gendarmes, les veuves, une espèce de merle dont les ailes et le dos sont noirs, le ventre rouge et la gorge d'un jaune d'or.

Entre Pout et Thiès, le bois change d'aspect : des fourrés, des brousses, où les mimosas s'emmêlent aux acacias, sous les faux gommiers étendant la carcasse blanche de leurs branches dénudées. Nous traversons un ravin que les gens du pays appellent le « Ravin des Voleurs », puis c'est Thiès.

Comme à Rufisque, des fonctionnaires s'empressent autour du gouverneur général. Le résident présente je ne sais quel chef du Cayor; un beau nègre drapé dans le manteau vert des rois ou des croyants qui ont fait le saint pèlerinage de la Mecque. Il porte, retenu par un cordon à son épaule, le sabre indigène à la poignée d'ébène rehaussée de cuivres, au fourreau de cuir minutieusement travaillé et terminé en fer de lance; ses grisgris pendent autour de son cou. Il a des bottes marocaines en cuir jaune, enrichies de dessins, étoiles et croissants, brodés en soie bleue. Il tient à la main, comme un sceptre,

un parapluie de coton. Quelques noirs en boubous blancs l'escortent.

Il y a là aussi un magnifique spahi indigène, taillé en hercule, un maréchal-des-logis, intrépide sacripant. Il a fait la guerre au Cayor, sur le fleuve, au Dahomey. Il est venu à Paris pendant l'Exposition de 89. Il y a eu de prodigieux succès et il garde de son voyage d'invraisemblables souvenirs.

Thiès tient son importance d'un pénitencier agricole dont les Pères du Saint-Esprit ont la direction. Ils ont bâti là une vaste ferme où l'on élève quelque bétail, des moutons, des bœufs à bosse, des volailles. Les Pères ont tenté de perfectionner un peu les procédés de l'agriculture sénégalaise. Ils possèdent une charrue avec laquelle on laboure la fine poussière qui constitue le sol du pays. Mais malgré leurs peines les Pères n'ont pu arracher à ce sol infertile d'autres produits que l'éternelle arachide ou le mil. Dans un jardin cultivé avec des soins incroyables, ils sont arrivés à faire pousser quelques légumes, quelques arbres fruitiers d'Europe et à améliorer les fruits d'Afrique. Louables efforts dépensés en pure perte devant l'obstination de cette terre inhospitalière à demeurer un désert, à conserver son caractère de dureté et de désolation.

Après Thiès, les bois vont s'éclaircissant jusqu'à Tivavouane, une station importante où nous nous arrêtons pour déjeuner. C'est une course au pas gymnastique du wagon vers le primitif buffet de bois et de torchis où nous enlevons nos places d'assaut, car nous sommes

aujourd'hui si nombreux que tout le monde ne trouvera pas à se caser. Le déjeuner s'achève vite. Nous jetons un coup d'œil sur les vastes hangars qui s'étendent derrière nous et où viennent s'entasser, durant la traite, les arachides de la contrée.

Sur une sorte de grève, le long de la voie ferrée, tout le village est réuni: les hommes en boubous blancs, les chefs en manteau vert. Des guerriers armés de vieux fusils tiennent par la bride des petits chevaux du Cayor, d'ardentes bêtes de la taille et de l'allure d'un poney. Les « digaines » ont mis leur beau pagne multicolore et sur leur tête leur foulard le plus éclatant. Des griots sont assis devant leurs tam-tams, des troncs de rosniers creusés et recouverts d'une peau de poisson. Ils en tirent un roulement monotone, un peu sourd, que rythment les claquements de mains des femmes. Elles chantent d'une voix grêle et traînante des paroles que nous ne comprenons pas. L'une d'elles se détache du groupe pour danser. Le griot se lève, et, précipitant la cadence, il l'excite de quelque chanson obscène. La femme trépigne, balance son corps, agite ses bras, crie et va tomber exténuée sur le sable. Nous demeurons désorientés devant la plastique bizarre de ces danses. Mais la couleur intense du tableau nous ravit.

Nous n'avons pas le temps d'ailleurs de nous lasser de sa monotonie: — un coup de sifflet et le train se met en marche. Alors, tous à la fois, les guerriers noirs poussent un grand cri et, sautant sur leurs petits chevaux qu'ils lancent au

galop, ils déchargent en l'air leurs fusils chargés jusqu'à la gueule. Les chevaux, dans la brousse, galopent à fond de train, balançant leur tête, les boubous volent au vent, les noirs s'excitent à l'odeur de la poudre, à leurs cris, à la vitesse de la course, et c'est quelques minutes autour du train qu'ils poursuivent une fantasia endiablée. Mais les cavaliers disparaissent vite, et nous fuyons maintenant dans les plaines nues, à travers des sables couverts d'une brousse brûlée, d'herbes roussies, de quelques faux gommiers sans feuilles, squelettes d'arbres semblant mourir de l'implacable sécheresse en tordant leurs bras décharnés sous l'étreinte dévorante du soleil.

La ligne serpente au milieu de ce désert sans beauté ni grâce, mais d'un sentiment violent et indéfini qui prend toute l'âme. Et c'est bien là le mérite propre que nous découvrirons chaque jour à ces dures contrées sénégalaises : n'offrir rien de médiocre à nos sensations.

Au bout d'une demi-heure environ, dans un sentier gris qui coupe la voie, nous apercevons un noir en boubou bleu poussant un âne devant lui, puis quelques champs de mil aux tiges très hautes. Trois ou quatre négrillons regardent passer le train et se précipitent en criant à sa suite. Des cases de roseaux aux toits en pyramides, quelques greniers à mil élevés sur des pilotis pour les mettre à l'abri des termites font songer à d'immenses ruches d'abeilles. C'est Pire-Goureye. Trois quarts d'heure plus tard nous nous arrêtions à N'gaye-Mekhé.

Pire-Goureye, Mekhé ! Ces noms-là sonnent

tristement aux oreilles de nos camarades les officiers de spahis ! Je me rappelais, moi, le funèbre toast qu'un soir de fête, à Saint-Louis, portaient les spahis de Loti :

« A ceux qui sont tombés à Mekhé et à Babdiarah ! »

Ils restaient graves en ce moment, nos joyeux amis du bord, au souvenir évoqué de leurs anciens tombés dans ces plaines, de ceux dont les os blanchissent sur le sable, au grand soleil du désert.

Mourir dans la brousse ! Désolante perspective et qu'on ne saurait envisager sans frémir.

« Jean était très brave pourtant, écrivait Loti ; il n'avait pas du tout peur de se battre. Mais il n'était pas maître de cela. Cette image venait le glacer comme un son de voix de chacal, elle avait fait courir un frisson dans sa chair... »

Et quand ce fut passé, ce petit frisson, quand nous eûmes laissé flotter notre souvenir admiratif et respectueux autour de ces héros de Pire-Goureye et de Mekhé, nos camarades, des braves qui couraient avec désinvolture vers d'aussi terribles destins, reprirent leur gaie conversation et rirent aux éclats d'une histoire que contait avec sa verve accoutumée leur capitaine.

Cependant je me disais tristement la fin du chapitre de Loti :

« ... Pauvres garçons, riez, chantez, soyez bien gais et bien fous, profitez de l'instant joyeux qui passe !... Mais les chants et le bruit sonnent faux sur cette terre du Sénégal, et il doit y avoir encore là-bas dans le désert des places marquées pour quelques-uns de vous !... »

Kelle! le même village noir perdu dans la brousse. Au dessus de nos wagons surchauffés darde le soleil d'après-midi. L'air commence à manquer à nos poitrines. Vainement nous allons nous asseoir sur les marche-pieds des wagons, nous faisant éventer à la vitesse du train. Du sable, de la poussière soulevée nous cingle la figure, mais pas un souffle d'air frais ne nous vient aux lèvres...

Nous nous laissons aller à l'accablement de cette atmosphère étouffante. Pliés sous cette domination impérieuse du soleil, nous comprenons la torpeur et la paresse du noir. A quoi bon lutter? C'est ici que toute notre agitation ressemble bien aux gestes d'un noyé qui frappe l'eau en désespéré pour se soutenir une minute. En ce pays-ci la vie trop lourde s'enfonce d'un mouvement monotone et imperceptible vers la tombe toujours béante.

Et c'est bien ce désir débilitant de repos, d'anéantissement, cette lassitude de nous disputer à la mort qu'il faut regarder comme la plus dangereuse et la plus terrible des fièvres...

Ici l'on ne saurait s'engourdir sans péril. L'Afrique pousse son intensité jusqu'à l'épuisement. L'âpreté de ces contrées reste faite pour les seules âmes héroïques capables de se heurter à tous les périls sans que s'émousse leur ardeur ou se détende leur volonté.

Le désert, c'est un champ de bataille où continuellement dépenser un trop plein d'activité.

A N'Dande on s'arrête quelques minutes. Il y a un buffet où l'on déjeune lorsqu'on vient de Saint-Louis. Quand nous repartons, nous sommes

salués d'une salve de coups de fusils et les cavaliers du pays débouchent en fantasia du village, nous accompagnant comme à Tivavouane au galop de leurs petits chevaux.

Et c'est, autour de nous, toujours la même brousse, qu'anime seul quelque vautour planant dans le ciel bleu. De temps à autre des champs, des « lougans », que signalent des envolées de mange-mil, les moineaux voraces du Sénégal. Des cases de roseaux et de paille, toutes à peu près identiques, les unes cubiques aux parois de la hauteur d'un homme, au toit pyramidal à la mode ouolofe, les autres rondes, aux parois très basses, au faîte conique et très élevé à la manière de certains Peuhls : ce sont les villages de Kebemer et de Goumbo. Nos yeux semblent se dessécher à n'entrevoir jamais que ces landes désolées.

Louga, N' Guick, M' Pal, syllabes rugueuses et frustes comme ces bourgades isolées qui se dressent derrière les petites gares blanches du chemin de fer.

Nao-Poundioun et nous ne sommes plus qu'à 17 kilomètres de Saint-Louis.

Nos boys nous ont fait une sorte de cabinet de toilette dans un compartiment où c'est une joie inappréciale que de se rafraîchir la figure à l'eau douce, se débarrasser de la lourde poussière dont nous a enduits le voyage. Que ne pouvons-nous faire le geste de secouer ainsi tout ce sable qui nous entoure !

Le soir qui vient ne nous amène guère de fraîcheur. La chaleur semble s'immobiliser dans l'air. Cependant le soleil décline, l'azur du ciel

pâlit, se lame d'argent à l'horizon. Des effluves marins nous arrivent, tout chargés de fièvres, que nous respirons cependant avec délices.

Entre les dunes jaunâtres, les premières lagunes nous apparaissent. Puis c'est Leybar, un tout petit village noir sur la rive d'un grand marigot entouré de la verdure sombre des palétuviers.

A côté de la voie, attendant notre passage pour nous suivre sur le grand pont de fer qui traverse le marais, une caravane de ces petits ânes gris d'Afrique, à la tête fine, aux yeux volontaires, s'est arrêtée au pied de maigres cocotiers.

Derrière ce groupe, au delà de la ligne des sables, sur notre gauche, le soleil se couche, incendiant l'horizon, promenant des reflets métalliques sur la surface lisse des eaux dormantes.

Et voici la plaine de Saint-Louis, la brousse encore, mais limitée par cette bande verte, presque noire, que tracent les palétuviers.

Des tourterelles s'envolent. Un baobab étend ses branches chargées de pains de singes. Une piste ovale avec des baraquements de bois : le champ de courses! Puis, parallèlement au chemin de fer, une allée bordée de tulipiers et de figues de Barbarie, le long de laquelle s'alignent des jardins, de grands bouquets de lauriers roses, d'acacias blancs surmontés par la gerbe immense des palmiers.

Sor : un village noir autour duquel les habitants de Saint-Louis se sont construit des villas et cultivent à grand peine des jardins.

Le jour tombe avec la rapidité propre aux pays tropicaux, et quand nous arrivons devant la gare de Saint-Louis, il fait presque nuit...

Nous avons mis 12 heures pour franchir 263 kilomètres. C'est bien long si l'on compare cette marche à la rapidité de nos trains européens. Mais ici on est étonné d'avoir été si vite. Il n'y a pas cinquante ans, c'était une telle expédition et si dangereuse que cette traversée du Cayor! Le chemin de fer garde encore quelque chose de monstrueux, de point à sa place au milieu de ces sables...

Nous avons l'impression d'avoir traversé le plus désolé des déserts. Et le Cayor cependant est un pays riche et productif si on le compare aux plaines de sable qui commencent au delà du fleuve, à ce « pays de la soif » qui s'étend pendant des milliers de lieues depuis Saint-Louis jusqu'au cap Noun...

LUCIEN CORPECHOT.

## *LE FACTEUR MORAL DANS LA CONDUITE DES TROUPES*

(*Suite.*)

---

On ne saurait nier que si l'instruction générale, poussée au-delà de certaines limites, développe chez quelques-uns les meilleures qualités de l'esprit humain, chez d'autres, en revanche, elle prédispose ce même esprit à la vanité, à l'orgueil, à l'admiration de sa personnalité. La contemplation de soi-même est une mauvaise disposition qui incite fatalement un homme, surtout lorsqu'il est jeune, à mal s'accommoder du joug de la discipline. Sans expérience de la vie, souvent ambitieux sans mérite, il est enclin à discuter et à critiquer les ordres qu'il reçoit, voire même les manœuvres et les exercices auxquels il prend part. Or, discuter un ordre c'est ne pas s'y soumettre, et l'indiscipline est proche. Il y a donc ici un écueil à éviter dès le début. Un point essentiel, qu'il convient de ne pas négliger, c'est que l'impression produite sur les recrues au moment de leur incorporation persiste, quelle que soit l'origine sociale de celles-là, jusqu'à la fin de

leurs obligations militaires : c'est un moment décisif.

La nécessité est donc de comprendre l'éducation morale du soldat au nombre des obligations primordiales de l'instruction militaire. C'est le moyen le plus efficace pour compenser l'effet des théories malsaines qui pénètrent aujourd'hui partout, dans l'école primaire, dans les lycées, dans le régiment. Tout le monde honnête le proclame, chacun le répète; malheureusement, dans la réalité, on s'en préoccupe trop peu. Le défaut existe chez nous, pourquoi le nier? Ce n'est pas en cachant des erreurs qu'on y porte remède. La dissimulation d'une faute ne la supprime pas, ne la corrige pas, elle l'aggrave. On compte sur le temps, comme si l'on avait toujours le soldat sous la main pour une longue période d'années; on se dit qu'après tout, en temps de guerre, bien des mauvais sujets s'amenderont!

Calcul mauvais; illusions funestes!

Les exploits des premières armées de la Révolution abusent ceux-là mêmes que leur intelligence de la guerre devrait mettre en garde contre de trompeuses analogies. Les circonstances préliminaires de la guerre future n'auront rien de commun avec les événements qui marquèrent l'ouverture des hostilités entre la France et les armées coalisées. Inférer de nos succès d'alors, et des conditions où ils se produisirent, de semblables succès pour l'avenir dans des conditions différentes, c'est montrer peu de jugement; c'est une preuve que la réussite justifie tout aux yeux des hommes superficiels pour

qui les rapports de causalité n'existent pas.

Nous avons dit, précédemment, combien le brusque sursaut de la nation française, en 1792, avait, en surexcitant les imaginations, décuplé l'ardeur patriotique. Mais sans un concours de circonstances heureuses, la vertu militaire, encore sans bases solides et toute de surface, ne nous aurait pas menés loin. Enfin il ne faut pas oublier que les traditions chevalesques léguées par la monarchie, puis l'exemple du courage et de l'abnégation donné en maintes circonstances par la noblesse, avaient servi de modèle aux officiers de fortune qui surgissaient spontanément et atteignaient rapidement les plus hauts grades.

Les premières armées de la Révolution, armées tumultuaires s'il en fut, n'ont empêché l'ennemi de parvenir au but que celui-ci s'était proposé qu'en raison de ce que cet ennemi lui-même, par son insouciance, par son inertie, par ses hésitations, par son ignorance des bons principes de la guerre, par le désaccord régnant entre les coalisés, avait grandement facilité la tâche des troupes françaises. Quand on va au fond des choses, en étudiant sans parti pris de chauvinisme ou de dénigrement cette période de notre histoire militaire, il est clair que si, dès le début des hostilités, nous avions rencontré des adversaires entreprenants, vigoureux, résolus, ayant conçu un plan quelconque, et possédant l'esprit de suite indispensable pour l'exécuter avec énergie, nous aurions été battus et refoulés !

Nos armées ont eu, à cette époque, la bonne fortune de pouvoir : la troupe s'aguerrir, et les chefs

se faire la main au commandement en maniant des troupes dont les effectifs allaient croissant. Il s'est produit alors une période de transition, d'apprentissage, d'entraînement, qui ne se renouvellerait plus aujourd'hui où, subitement, on se trouvera en contact avec l'ennemi et jeté au milieu de la fournaise. Dans la prochaine guerre, chacun des deux adversaires cherchera à infliger à l'autre un échec si marquant, dès la première rencontre, que l'adversaire en sortira presque terrassé. Puis le vainqueur se jettera à la poursuite du vaincu, sans délai, sans répit, le harcelant, le frappant coup sur coup, pour l'empêcher de se ressaisir et de se relever. Comment, dans ces conditions, pourrait-on croire qu'une armée, dont le moral ne sera pas préparé durant la paix, disposera du temps matériel pour acquérir un caractère trempé lui permettant de résister à l'ouragan déchaîné contre elle dès le début des opérations ?

On parle toujours de masses aujourd'hui. Des hommes sans aucune compétence, des avocats, des financiers, des agronomes, des littérateurs, des politiciens de toutes sortes font chorus, et s'extasient sur la puissance des gros bataillons. Ils les vantent tellement qu'ils ont créé un courant d'opinions dans ce sens : les masses semblent une panacée militaire. Mais qu'importent ces masses si elles restent inertes, si elles demeurent impuissantes ! Les masses dénuées de force morale coûtent cher et ne rapportent rien. Lourdes à manier, encombrantes sur les routes et dans les cantonnements, véritables gouffres pour les approvisionnements, elles remplissent

bientôt les hôpitaux de campagne et ceux de l'intérieur.

Ces troupes seraient-elles sous les ordres des généraux du plus grand mérite, qu'elles ne répondraient ni au calcul ni aux prévisions du commandement. Les combinaisons stratégiques les plus profondes, les dispositions tactiques les plus habiles, échoueraient misérablement si ces gros bataillons n'avaient pas le feu sacré soutenu par un moral de tous les instants, et mettant leur âme à l'abri des péripéties de la lutte. L'esprit national ne suffit pas pour compenser un tel défaut, s'il n'a pas une assise inébranlable dans la vertu militaire ; car plus le caractère d'un peuple est sujet à l'enthousiasme, plus aussi il est prompt au découragement; plus la victoire le surexcite et l'emballe, plus aussi la défaite le terrorise et l'abat.

Et qui porte la responsabilité des batailles malheureuses, des défaites qui font crouler la puissance d'une nation? Les masses dont on fait si grand cas? Les masses auxquelles on paraît vouloir tout sacrifier? Non, la masse est irresponsable. Tout le poids de la peine retombe sur les officiers et sur le commandant en chef.

Ne savons-nous pas, par contre, les belles opérations qu'Alexandre, Annibal, César et Bonaparte purent accomplir avec des armées numériquement inférieures, et de beaucoup, à celles de leurs adversaires? Alexandre détruisant les masses asiatiques; Annibal franchissant les Pyrénées et les Alpes avec un petit contingent, pénétrant en plein cœur de la

république romaine, où celle-ci disposait de nombreuses et redoutables légions, et remportant victoire sur victoire contre des forces doubles des siennes ; César se lançant à travers les Gaules, les parcourant audacieusement sans se soucier du nombre infime de ses troupes en regard des masses ennemies, alors que ces dernières auraient pu le broyer en se refermant sur lui ; César encore ayant raison, à Alésia, de l'armée gauloise d'un effectif dix fois plus élevé que celui de l'armée romaine ; Bonaparte, dans cette admirable campagne de 1796-1797, battant Beaulieu, enfermant Wurmser, écrasant Alvinzy, enfin détruisant l'armée de l'archiduc Charles, et culbutant ainsi les unes sur les autres toutes les masses épaisses que l'Autriche dirigeait successivement contre notre immortelle armée d'Italie, dont les forces n'égalaient pas le quart des armées autrichiennes. Ce sont là des exemples mémorables.

Ces troupes d'Alexandre, d'Annibal, de César et de Bonaparte étaient commandées par les plus habiles généraux qu'on ait jamais vus. Mais cependant, malgré son génie, chacun de ces illustres chefs d'armée a dû une large part de ses succès à la force morale dont ses troupes étaient douées ; il marchait et engageait une action sans crainte, sachant que cette force existait, et qu'elle lui permettrait de pousser le courage et la tension physique du soldat au-delà du vraisemblable, au-delà de l'impossible.

Les officiers ne sauraient donc apporter trop de soin à faire éclore et à développer la force morale des hommes placés sous leurs ordres. Le

devoir de l'officier est double, il est à la fois instructeur et éducateur; sous ce dernier rapport son rôle est éminemment élevé. Si l'officier sait inculquer aux hommes qu'il a sous son commandement les idées de devoir, de dévouement, de sacrifice, d'abnégation dont il est empreint lui-même, il peut être convaincu d'obtenir de sa troupe des effets sans bornes, résultat auquel il serait impossible d'atteindre sans cela. Une supériorité morale permet à une armée faible d'en vaincre une autre numériquement supérieure, et c'est le caractère particulier d'une organisation et d'une méthode d'instruction habile, nous venons de le voir, de mettre en jeu la puissance des forces morales.

Quand les guerres sont rares et séparées par de longs intervalles de paix, comme à l'époque actuelle; quand les hommes ne font, pour ainsi dire, que traverser le régiment, comme aujourd'hui encore, la chose ne va pas sans difficulté, et cependant elle devient plus indispensable que jamais.

Le service de trois ans, avec son système de dispenses multiples, et la propagande socialiste contre l'armée, sont deux faits dont la coïncidence porte une grave atteinte à la discipline, et qui sont de nature, par conséquent, à préjudicier à la force morale. Le service de deux ans, et surtout d'un an, que l'on tente d'implanter chez nous, prédisposera les recrues à un véritable mépris pour le service militaire, quels que soient les correctifs que l'on prétende apporter, au système. La force des choses nous donnerait en cas de mobilisation, une armée sans cohé-

sion, rebutée par avance de sa mission dont elle n'apercevrait que les dangers, et dont elle refuserait de reconnaître la nécessité ainsi que les profits pour l'intérêt général. L'égoïsme actuellement en honneur y trouverait un nouvel aliment. A cette milice devant engendrer une cohue, quelques députés voudraient adjoindre un noyau formé de soldats de métier.

Il y a là une idée dont il faut se garder d'exagérer la portée. Il ne peut être, en effet, question d'établir d'analogie avec les soldats qui constituèrent les armées du Premier Empire, de la Restauration et du Second Empire. Les vieux soldats de l'armée française d'alors avaient fait de longues et rudes campagnes, ils avaient pris part à de nombreuses batailles, ils avaient affronté le feu et les baïonnettes de l'ennemi : le nom répondait à la chose. Par vieux soldats, il faudrait entendre aujourd'hui des hommes ayant séjourné longtemps dans des garnisons, n'ayant participé à aucune guerre et n'offrant aucune garantie de solidité ni d'endurance : le qualificatif de vieux soldats est ici introduit faussement, car il est appliqué contrairement à la réalité. Ces vieux soldats de caserne ne posséderaient donc pas une valeur de beaucoup supérieure à celle du soldat de deux ans ni d'un an, mais c'est un expédient auquel il faudra se résoudre pour avoir un effectif présent non soumis aux aléas du départ et de l'arrivée des classes. C'est un système qui permettra de modifier la loi de 1889 sur le recrutement, loi détestable entre toutes parce qu'elle a créé des privilèges d'exonération trop nombreux, et qu'elle

agit d'une manière néfaste sur la société française tout entière, en organisant la course aux diplômes. Mais on pourra élever la valeur militaire de ces vieux soldats de caserne en s'ingéniant à leur procurer la force morale par une éducation spéciale. Cette dernière leur sera plus indispensable que la manœuvre.

(*A suivre.*)

ROBERT BAILLY.

## PARTIE PÉRIODIQUE

# *PREMIÈRE PROMENADE AUX SALONS*

### Société nationale des Beaux-Arts.

Ce que j'apporte ici aux lecteurs de l'*Action française* ne doit être considéré par eux que comme une impression d'ensemble, un peu trop hâtive peut-être, encore confuse. Mais la faute n'en est pas toute à moi, ni à la foule, à l'encombrement d'un jour de vernissage. Aucune idée nette, affirmative, ne se dégage de cette première promenade au Salon. Rien ne vient au secours de celui qui s'efforce d'en dégager, d'y lire quelques-uns des traits actuels de la mentalité, de la physionomie profonde de notre pays. La pensée française, le sentiment national, la sensibilité de la race sont absents, hélas! du plus grand nombre des toiles exposées dans les somptueux asiles de la Société nationale des Beaux-Arts. C'est un endroit cosmopolite, un lieu sans traditions, sans attaches avec l'œuvre des anciens maîtres. On ne croirait pas que nous ne sommes ici qu'à quelques minutes du Louvre. Rien n'y indique qu'on a eu souci d'y continuer le labeur des ancêtres en traduisant, après de patientes études, sous des formes bien

françaises, les sentiments de nos heures qui passent, le charme de rivières qui ne remonteront jamais à leurs sources, la fraîcheur d'arbres qui ne fleuriront plus avec les mêmes feuilles, la passion ou la grâce de visages que la mort déchirera demain.

De tout ce fleuve d'œuvres en général médiocres, sans hardiesse, sans traditions, sans profondeur, parfois, de loin en loin, émergent quelques belles vagues, à la courbe méditative ou aux couleurs irisées : sauf quelques heureuses exceptions, la plupart, dans ce cas, sont signées de noms étrangers. Ce sont là des faits qu'il ne faut pas passer sous silence. Puissent-ils nous faire réfléchir un peu, s'il est vrai que de tout nous devions nous efforcer de dégager un sens, une leçon qui serve au relèvement de la patrie. Dans les temps sans ordre où nous sommes, habituons-nous à regarder les choses sous l'angle d'un même devoir habituel; que tout concoure à fortifier, à éclairer le sentiment d'amour réaliste qui fait le fond du nationalisme. Partout l'intérêt national est en danger. Au Salon comme ailleurs.

Pour moi, je crois, en effet, que la centralisation excessive qui étouffe les tempéraments et introduit, même en art, une sorte de fonctionnarisme, de hiérarchisme administratif, l'esprit sans grâce, sans force, sans aristocratie, pour tout dire d'un mot, de notre grande bourgeoisie, la basse teinte démocratique qui appesantit aux yeux du rêveur le jeu des idées et essaie d'égaliser même les sentiments, je crois que ce souci de la chose passagère et qui puisse plaire au

plus grand nombre est une des causes agissantes de l'aveulissement, aisément constatable au Grand Palais, de notre école française. Ces œuvres n'ayant pas de support réel, n'étant pas nourries du suc français, de la sève du terroir, n'expriment aucune des lois organiques de notre développement sensible, ne colorent aucun des traits sentimentaux du pays, ne fixent pas un des états heureux ou mélancoliques de la race. L'essentiel manque, c'est-à-dire cette passion du réel qui, si la force de conception fait défaut, va du moins trouver la vie à travers une copie fidèle, à travers un travail opiniâtre qui circonscrit par le détail, atteint le vrai par la minutie et la précision. Mais qui songe à cela, aujourd'hui? Quelques rares artistes que la joie de l'œuvre accomplie récompense seule et qui fréquentent peu les lieux officiels.

Sous les arbres des Champs-Élysées où venait le printemps et qui, eux du moins, remplissent sans préoccupation dangereuse leur adorable fonction d'assainissement et de vie, sous les beaux marronniers en feuilles, je songeais à tout cela, en me dirigeant vers le Salon, et à tirer quelque moralité utile de tout cet amas de toiles et de statues que j'allais contempler. Les femmes, en toilette claire, passaient la porte du Grand Palais, à la recherche du rêve, et les jeunes hommes, graves, en quête d'un sentiment fort, d'une pensée neuve. J'étais comme eux. Dans nos heures troublées en toutes choses il nous faut tenter de puiser un réconfort. Et pour en mieux comprendre le rôle dans le développement de notre art, de notre esprit français, je me pro-

posais d'étudier ce Salon du point de vue, peu parisien, de l'apport précieux, surpris dans sa vie, de chaque province dans l'ensemble dont les larges traits devaient me donner une image plus sensible, plus réelle du grand visage maternel, du beau visage de la terre de France.

Recherche vaine! Préparation inutile! Si j'excepte quelques toiles, et parmi celles-ci, au premier rang, les fortes, les rêveuses, les magistrales marines de M. Charles Cottet, où apparaît, dans sa gaucherie sincère, sa puissance fruste (et ce n'est pas là son moindre charme), la méditation d'une âme noble en face des éléments, le mélange senti et bien rendu de la créature et de la confuse matière aimée tour à tour et crainte, — si j'excepte quelques toiles trop rares, tous ces êtres peints sont sans substance profonde, tous ces paysages sont sans vie, froids, artificiels; leurs arbres ne s'y enracinent pas à un coin réel de la terre. Pauvres champs, eaux sans fraîcheur, rochers qui tombent en poussière. Mais, surtout, arbres malheureux! Le peintre n'a pas vécu sous leur ombre, on ne sent pas qu'il les ait aimés dans son enfance, qu'il ait grandi avec eux, cueilli leurs fleurs, goûté leurs fruits. Déracinés! déracinés! vous aussi, pauvres arbres, pauvres artistes. Tous ces objets inanimés n'ont pas cette âme qui s'attache à notre âme et la force d'aimer. On les a abandonnés pour je ne sais quelles chimères, quels artifices, — ou plutôt nous le savons trop. Et c'est une sève sans joie qui se traîne à travers leurs branches comme un sang sans vertu sous la peau, le visage de tous ces

portraits, de tous ces êtres figés qui vous regardent, blafards, épais, mal dessinés, du milieu des cadres voisins.

Non, ce n'est pas ma terre, ce ne sont pas mes frères, des arbres, des hommes de France, qui essaient de vivre ici, de nous enchanter, de nous attendrir, de nous fortifier de leurs rêves, de leur foi, de leur méditation : c'est un peuple sans émotion d'êtres creux et artificiels, vus du fond d'un atelier, groupés en prévision d'une œuvre hâtive, facile, d'un succès immédiat. Et pourtant le port de Marseille continue de flamboyer au soleil avec ses puissantes équipes de débardeurs, ses riches navires colorés, la Loire, la Garonne d'abreuver des troupeaux et des villes, nos grands paysages de se développer en abondantes lignes, tant d'êtres de travailler, de vivre, de souffrir ; ce n'est pas cela qui tente nos peintres. Ils ne se préoccupent pas des formes en acte, palpables, baignées d'air et de vie. Passons, passons devant leurs toiles, comme ils passeront, eux, leurs œuvres et leur mesquine ambition. Ce n'est pas cette année, ce n'est pas à la Société nationale des Beaux-Arts que nous trouverons les conseils nécessaires à notre action, ce n'est pas ici que nous pourrons, en de sobres œuvres religieuses, naturelles et ferventes, contempler les traits adorés de la mère patrie revivant, plus conscients et plus purs, sous le ciel de la pensée et de l'art.

Contentons-nous de signaler quelques intéressantes personnalités, quelques puissantes individualités, ce qui nous consolera de nous être égarés dans cette foire aux couleurs, les

quelques œuvres qui, dans chaque salle, rappellent que l'on est en compagnie d'artistes véritables et non chez de vagues marchands.

La première salle est la plus riche. En face des Cazin, on y voit trois portraits de M. Antonio de la Gandara, dont l'un, celui de Mlle Morlet, est en tous points admirable. Peint avec sûreté, on y sent de la race, de la distinction et une belle passion contenue. Cette jeune femme délicieuse, à la robe blanche et rosâtre, dont la traîne incrustée de dentelles est d'un flou presque sensuel, dresse sa face ardente et volontaire sur un haut collier de perles, sous une ligne de noirs cheveux. Quelque chose de concentré dans ce riche visage retient toutes les puissances de la vie prêtes à s'échapper. Les mains sont délicates. Le corps mince, élégant, se meut avec aisance. Tout le portrait respire la grâce de vivre avec une sorte d'inconsciente, de cruelle perversité qui attendrit. Plus tard, on pourra, devant une telle toile, concevoir le sens voluptueux que nous avons eu de l'être ; il y rêve un peu de cet héroïsme moderne que Baudelaire demandait aux peintres de dégager sous les couleurs et les vêtements de la vie moderne. C'est l'une des trois ou quatre œuvres qui nous empêcheront d'oublier la date de ce Salon. J'aime moins le portrait de M. Paul Escudier, sans grand caractère, et celui de la duchesse de Mecklembourg, d'un dessin un peu flottant, de lignes trop molles. Mais à côté, du même peintre, il faut admirer, dans un paysage d'un ton confus, près d'une vieille femme, la jeune femme assise contre un tronc d'arbre, au milieu

d'un parc. Le paysage ne vit pas, c'est vrai, mais combien souple et riche est l'attitude de ce parfait corps féminin que nous devinons à la fois mince et plein sous a robe! C'est bien là un des aspects saisis de la femme moderne, traduit avec gloire et tendresse. Nous goûtons fortement, délicatement, devant une œuvre semblable, la volupté pensive des choses bien achevées, fixées dans le plus beau moment de leur triomphe fugitif. Je reviendrai souvent contempler ces deux œuvres, ce portrait et cette page de vivante modernité, comme les dessins que M. de la Gandara expose dans les salles du rez-de-chaussée, le portrait, sobre et nerveux, du comte Mathieu de Noailles, celui, ravissant, apprêté, léger, de Liane de Pougy, et deux études délicieuses, d'un goût, d'une coquetterie, d'un genre parfaits où rôde, entre des lignes un peu sèches, un souvenir charmant de la grâce de Watteau. Mais le tour du dessin ici est sceptique, presque gouailleur. On en sentira mieux le charme léger si on les compare à ceux de M. Georges Bottini, âpres, cruels, nourris, eux, de l'esprit de Manet et comparables, dans leur sombre sensualité, à certaines strophes de Baudelaire.

Et puisque je parle de ces dessins, je m'en voudrais de ne pas m'arrêter, en passant, devant un pastel d'une grâce étrange, celui où Mme Franck de Gemma a tenté d'enserrer en une courbe suave l'énigme d'une face souffrante de jeune fille respirant sans joie une pâle fleur rose. L'éclat des yeux, la lassitude du visage, l'ardeur assombrie de la bouche, tout parle ici

d'une âme que l'impossible enivre et que l'attente exténue. Malgré la douleur apparente, la face reste belle, parce que la distinction triomphe de tout.

Mais revenons à la première salle. A côté des toiles de M. de la Gandara, il faut signaler un portrait de Master W. P. Waten, signé par M. Julien Rohhoven, et dont la tête, bien vivante, révèle chez l'artiste qui l'a peinte une profonde méditation des toiles de Vélasquez.

Dans la même salle, M. Jacques Blanche expose un beau portrait, largement traité, excellemment équilibré, d'une noble vie, d'une fière attitude, celui de Mme Jeanne Raunay. La toile où MM. André Gide, Rouart, Chauvin, Ghéon, Athman-Im-Sala, sont assemblés sur une terrasse du Trocadéro, dans une réunion un peu théâtrale, n'a pas les qualités qui nous avait fait aimer du même peintre le portrait de la famille Thaulow, actuellement au Luxembourg. Ces hommes de lettres n'ont pas la même vie profonde qui respire dans la face appliquée du peintre, la douceur de sa femme, l'éclatante jeunesse de ses enfants. Dans les deux toiles, l'influence de l'école anglaise est visible, mais dans le tableau de la Société nationale des Beaux-Arts le tempérament propre de l'artiste est presque absent et ne surajoute pas sa qualité à l'apport médité des peintres d'outre-Manche. Je préfère de M. Jacques Blanche la ravissante fillette qui s'éveille, dans une pose souple, fraîche, le bras appuyé contre un coussin, — qui s'éveille à la douceur de l'air, au danger de la rêverie, au charme de la vie. La

femme est en mouvement déjà dans ce mince corps élégant, dans ces yeux à peine étonnés, sur cette bouche qui savoure l'air qui passe comme un fruit délicieux.

En face, de M. Zuloaga une promenade après la course de taureaux, aux couleurs assombries, C'est dans un paysage dur une société de belles jeunes femmes, sensuelles, ardentes, soyeusement vêtues, et dont les deux groupes bien balancés donnent une saine image frémissante de volupté que rehaussent l'âpreté des lignes des collines et la pesanteur de l'air et du ciel.

(*A suivre.*)

JOACHIM GASQUET.

# LES NUÉES[1]

STREPSIADE. — O nuées ! c'est de vous que viennent mes malheurs, de vous à qui je m'étais confié, corps et âme...

L'INJUSTE — ... Et tu sauras délayer de verbeux projets de loi. On te persuadera aussi de regarder comme beau tout ce qui est honteux et comme honteux tout ce qui est beau...

STREPSIADE. — Serait-ce des demi-déesses ?

SOCRATE. — Pas du tout ; ce sont les nuées du ciel, de grandes déesses pour les paresseux ; nous leur devons tout : pensées, paroles, finesse, charlatanisme, bavardage, mensonges, pénétration.

STREPSIADE. — Aussi, en les écoutant, mon esprit a déployé ses ailes. Il brûle de bavarder pour des riens.

ARISTOPHANE.

## LA GANGUE ET LE MÉTAL

Qui diable a rédigé le discours de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts au dîner des Académies étrangères (19 avril dernier) ? Est-ce ce petit sot de Leygues ? ce gros nigaud de Lintilhac ? Nous ne savons, mais les rogatons de gros style, comme disait Veuillot, abondent par tout le morceau. Les

(1) Les *Nuées* forment un répertoire périodique des idées confuses, billevesées, sophismes paresseux et autres chimères cornues qui traversent l'air de ce temps et l'empoisonnent.

« calmes et sereines régions de l'esprit » y font vis-à-vis à la vérité qui apparaît « dans sa pure et rayonnante beauté », les « besoins des sociétés modernes » aux « cloisons étanches » qui séparaient les unes des autres les sciences, les « anneaux d'une même chaîne » aux « problèmes que le progrès soulève chaque jour » et à l'« ampleur » desdits problèmes.

Mais voici le bouquet. On peut considérer que les paroles suivantes ont été composées sur le petit air du poète : *Chaque âge a ses plaisirs*, mais du bon porte-lyre à MM. Lintilhac et Leygues, c'est le sens de l'Histoire qui a principalement progressé :

— *Chaque siècle a eu son caractère et a vécu sur un fonds d'idées qui, simple à l'origine, s'est élargi de plus en plus.*

*Le moyen âge est militaire et religieux. On donne de beaux coups de lance ; on médite et on rêve dans les cloîtres, à l'ombre des cathédrales. Au quinzième et au seizième, l'esprit se dégage de sa gangue. C'est la Renaissance, l'éveil de l'imagination, l'aube radieuse de l'art. Le dix-septième siècle est le siècle des lettres. Elles s'élèvent à des sommets qui n'ont jamais été dépassés et illuminent le monde. Au dix-huitième siècle, c'est la critique et la philosophie qui l'emportent. On parle de droit, de liberté et de justice. Un monde nouveau se prépare.*

Le robuste idiot qui a fabriqué la chose (car on renonce à qualifier le personnage qui, ayant reçu ce morceau tout fait, l'a accepté au point d'en donner lecture et de le signer dans l'*Officiel*), ce robuste idiot parle d'esprit qui se dégage de

sa gangue. Hélas! gangue lui-même! Il ferait bien de s'en dégager le premier.

Cette opération faite, il se demanderait peut-être en quoi la « méditation », même faite « à l'ombre des cathédrales », diffère de la pensée, critique ou philosophique : la question faite et résolue, peut-être s'apercevrait-il que son moyen âge, plus encore que militaire, plus encore que religieux, a été critique et philosophique et que la théorie du moyen âge « âge de foi, de foi sans examen » est une détestable facétie d'historiens. Peut-être encore se demanderait-il si l'« imagination » et l'« art » ont été si endormis entre le XIIe et le XIVe siècles, qu'il ait fallu les réveiller à la Renaissance. Pas d'art, pas d'imagination avant cette « aube radieuse » ! Enfin, le robuste et équilatéral idiot qui a écrit pour M. Leygues que « le XVIIe siècle est le siècle des lettres » ne ferait pas mal de rechercher si un certain Descartes et un certain Pascal, un certain Fermat, un certain Tournefort, un certain La Brosse, un certain Mariotte, un certain Salomon de Caus, un certain Papin (nous ne citons que pour la France le siècle des Galilée, des Huyghens, des Leibniz, des Newton, des Rœmer, des Gregory, des Harvey, des Van Helmont), si, disons-nous, un certain nombre de savants n'ont pas constitué, tant par leur valeur propre que par leur influence sur les esprits, une certaine autorité scientifique au XVIIe siècle.

Le robuste idiot ferait d'ailleurs mieux de se taire. C'est grand pitié de voir l'Université de France administrée par de telles gens en un

pareil langage ! L'intérêt de la haute culture et de l'enseignement supérieur fera-t-il réfléchir les têtes pensantes? Verront-elles enfin que cette vermine électorale et démocratique ne s'embellit ni ne s'élève en accédant au pouvoir ? Sous les crachats et sous les plaques, sous les palmes et les cordons, un Leygues, un Lintilhac continuent d'exprimer la même bassesse d'esprit. Leur plaisir comme leur intérêt et, au demeurant, le seul œuvre qui soit en leur pouvoir consisteront à faire rétrograder ce pays-ci jusqu'à leur degré d'ineptie et d'ignorance. Ce sont des nègres. Tant qu'il y aura quelques blancs à Paris et dans les provinces, la situation de ces messieurs courra des dangers.

## M. HENRY MICHEL ET LA LIBERTÉ

Juif de naissance, protestant de religion et, *di professione*, professeur de philosophie, M. Henry Michel a dû être créé par un décret nominatif pour approvisionner de larges, épaisses et fuligineuses Nuées notre Chœur de l'*Action française*. Son dernier article du *Temps* (20 avril), consacré à la réception de M. Émile Faguet, n'est qu'un énorme banc de fantômes noirâtres : ils glissent d'un mouvement morne sur un ciel déjà gris et bas.

Voici d'abord de bien insolentes questions, car il n'en est pas une à laquelle il n'ait été répondu clairement :

— *Toute liberté, dit-il, est un privilège. Il n'est que trop vrai que la liberté a été longtemps un privilège, et même qu'elle l'est encore. Mais doit-elle le rester ?*

(Oui, si la liberté demeure fidèle à elle-même, si elle continue d'être EN SOI un pouvoir, un pouvoir non sur les choses, mais sur les hommes.) *Ne deviendra-t-elle jamais le partage de tous ?* (Non. Une liberté, c'est-à-dire un pouvoir sur les hommes, c'est-à-dire une autorité, n'a point de sens si elle est exercée par tous. Qui dit autorité, — et l'autorité est la forme parfaite de l'idée de liberté, — implique des sujets sur lesquels cette autorité s'exerce. La liberté naît du fait de l'inégalité des hommes. Elle la présuppose.) *Y a-t-il à cela une impossibilité ou physique ou morale ?* (Voir ci-dessus.) *D'autre part, la démocratie aspire-t-elle vraiment, dans sa passion de l'égalité, à tout niveler, les intelligences, les conditions? On a dit bien souvent qu'elle y aspire, et M. Faguet le répète. Mais il faudrait le prouver. J'entends : il faudrait prouver que telle est bien la vocation de la démocratie.* (Vocation : terme théologique qui convient à M. Henry Michel, mais ne nous convient pas. Disons : définition. La seule définition de la démocratie n'est-elle pas : gouvernement du plus grand nombre, c'est-à-dire du nombre en tant que nombre ? Et si les éléments du nombre ne sont pas égaux par définition, l'on serait bien reconnaissant à M. Michel de le dire. S'ils sont égaux, quelle égalité plus brutale? Et comment le gouvernement qui procède de ce principe ne serait-il pas niveleur ?)

### M. HENRY MICHEL ET L'ÉGALITÉ

M. Henry Michel rappelle plus loin une formule qui est chère à son cœur, et nous la trans-

crivons afin que l'on distingue clairement les raisons de sa grande amour :

— *M. Faguet, qui est si franchement de son temps, qui est l'un des esprits les plus ouverts de ce temps, et qui est aussi un cœur généreux, voit-il donc quelque inconvénient à ce que la démocratie s'efforce de mettre — suivant une formule qu'il m'est arrivé plus d'une fois déjà de placer sous les yeux de mes lecteurs, et que je leur demande la permission d'employer encore —* « un peu moins d'inégalité au point de départ des « destinées individuelles, et, vers le terme de ces « destinées, certaines aides sociales, *pour compenser les disgrâces* imméritées, *pour soulager les détresses dont l'individu, livré à lui seul, serait incapable de porter le poids ?*

Comme on connaît M. Henry Michel théologien protestant, nous n'insisterons pas sur les *disgrâces imméritées*, nous ne lui demanderons pas ce que vient faire en politique cette notion purement éthico-religieuse du mérite. Ce qui vaut la peine d'être retenu, c'est la conception exprimée par ce vœu d' « *un peu moins* « *d'inégalité au point de départ des destinées indivi-* « *duelles...* » La question politique doit évidemment se poser dans un bon esprit en tout autres termes que dans l'esprit de M. Henry Michel. Un bon esprit se demandera en posant la question politique si, pour le bien de la cité (et par conséquent de l'individu, mais tout d'abord de la cité, qui commande et conditionne les biens individuels), si, disons-nous, l'inégalité des points de départ n'est pas un précieux facteur de prospérité, de puissance, de richesse, de conservation, de progrès, et si, par conséquent,

tous les membres de la cité, même les plus infimes, n'ont pas un très pressant intérêt personnel à organiser ces inégalités que M. Henry Michel coupe, taille, nivelle avec la brutale folie du philosophe scythe dont parle La Fontaine... Oui, voilà la question véritable, mais ce n'est pas pour l'opposer à la question de M. Michel que nous avons cité cette dernière.

Nous avons cité cette ingénue définition de la démocratie : « *un peu moins d'inégalité au point de départ* », parce qu'elle traduit très bien la psychologie enfantine, scolaire et cuistrocratique des démocrates de l'espèce de M. Henry Michel. Ils rêvent que la vie soit une manière de composition et de concours, dans laquelle tous les élèves seront munis du même lexique, avec papier au même en-tête, encre de la même médiocre vertu. *Justice* et *injustice*, *égalité* et *inégalité*, *droit* et *passe-droit*, toutes ces belles imaginations sont sorties de ces têtes chauves de vieux élèves à qui la vie, le monde, la nature n'ont rien appris ni désappris.

## M. HENRY MICHEL ET SA CHÈRE PATRIE

M. Henry Michel, à propos de M. Emile Ollivier, qui recevait M. Faguet, a l'aplomb d'écrire ces lignes :

— *J'ai déjà dit l'essentiel, il y a quelques années, quand M. Emile Ollivier a lu, comme directeur de l'Académie, le rapport sur les prix de vertu. On me permettra de rappeler le sentiment que j'exprimais alors. C'était un étonnement douloureux. Il me sem-*

*blait — et je pense qu'il semblait aussi à beaucoup d'hommes de ma génération — qu'avec d'aussi écrasantes responsabilités sur les épaules, l'attitude la plus naturelle eût été l'effacement et le silence. RIEN ne s'est passé depuis qui ait pu modifier ce jugement et ce n'est pas la présence de M. Mommsen à la séance d'hier qui m'inciterait à en adoucir les termes.*

*Rien*, c'est dire beaucoup! Il nous semble qu'il s'est passé depuis ce « jugement » une assez longue suite d'incidents de tout ordre dont un juif protestant et universitaire aurait plus d'une raison de se souvenir, — l'affaire Dreyfus !

Mais, avant cette affaire, un juif protestant et universitaire était-il qualifié pour adresser à M. Emile Ollivier un reproche quelconque sur la guerre de 1870? Si l'abominable politique des nationalités doit à jamais peser sur la mémoire de l'Empereur, la désorganisation militaire est presque tout entière imputable au parti libéral. Et si M. Emile Ollivier, ayant joint à la qualité de ministre de l'Empereur celle de chef de l'ancien parti libéral, fléchit sous le double fardeau, ce n'était pas à un théoricien du libéralisme d'accorder ou de refuser l'amnistie à ce criminel.

Mais quelques mois après l'Affaire, et au moment même où il est question à Berlin et à Paris de la reprendre, M. Henry Michel ose écrire ce prodigieux alinéa:

— *C'est à nous, qui ne sommes ni des jeunes gens ni des vieillards, à nous, qui étions, au moment de la guerre, des enfants, mais des enfants dont l'esprit devait mûrir vite et dont le cœur a reçu l'irréparable blessure, c'est à nous, à nous seuls, qu'il appartient*

*de garder, d'entretenir la flamme des souvenirs vengeurs.*

Il n'y a pas grand chose à répondre à ce juif protestant universitaire, théoricien du libéralisme, ancien défenseur de Dreyfus. Il n'y a, pensons-nous, qu'à lui taper familièrement sur la panse, qu'il a puissante et rebondie, et à lui murmurer le mot qu'il sait déjà et qui est bien le mot de la situation :

*Impudentissimé mentiris.*

## LES ANNEXIONS DE PRESSENSÉ

Notre bon ami Pressensé écrivait dans l'*Aurore* du 5 avril :

— *Un Louis XIV, professant lui-même le catholicisme et croyant faire son salut en révoquant l'Edit de Nantes et en proscrivant, pour expier les péchés de son amoureuse jeunesse, l'élite industrielle, intellectuelle et morale de la France, peut soulever mon indignation : il ne commet du moins aucune inconséquence et il ne sort pas de la logique.*

L'élite industrielle, intellectuelle et morale de la France au XVII^e siècle a donc été méchamment expulsée de France par la révocation de l'Édit de Nantes. Il est doux de lire ces choses dans les feuilles de la Vérité et de la Justice. On a le plaisir d'y constater une fois de plus que ces messieurs de la Religion se font toujours, comme l'on dit vulgairement, bonne mesure. Il est difficile de savoir à deux siècles de distance qui formait l'élite industrielle ou l'élite morale du royaume de Louis XIV ; mais le premier

manuel venu peut nous renseigner sur l'élite intellectuelle.

Selon la coutume du sage qui, tous les jours, s'instruit, nous sommes enchantés d'apprendre que Bossuet, Racine, Fénelon, La Fontaine, La Bruyère, Charles Perrault, Mmes de La Fayette, de Sévigné, de Maintenon et de Grignan, que Mabillon et Tillemont, que Claude Perrault, que Louvois et Villars durent prendre l'un après l'autre le chemin de l'exil par l'ordre du Grand Roi.

## IMPORTANTE DÉCOUVERTE DE M. ALFRED FOUILLÉE

Un député, M. Couyba, agrégé de l'Université, ayant, par frénésie égalitaire, proposé que les élèves de l'enseignement moderne eussent les mêmes droits à devenir médecins ou avocats que ceux du classique, M. Alfred Fouillée protesta vivement et excellemment dans l'intérêt de la haute culture française. Une discussion, dont on trouve les échos dans le *Temps*, s'est engagée et a conduit fort loin les deux universitaires. Dans une récente réplique, en conclusion d'un développement sur l'égalité, d'ailleurs assez riche en Nuées, M. Fouillée demandait :

— *La démocratie consiste-t-elle à sacrifier aux individus les intérêts de tous, les intérêts de la nation?*

Et cette question, M. Fouillée la posait avec l'angoisse d'avoir trouvé une chose nouvelle, si singulièrement nouvelle qu'il n'était vraiment

pas possible de la croire vraie. Quoi! la démocratie serait cela? C'est une pensée à laquelle on ne se doit seulement pas arrêter. M. Fouillée ne s'y arrêta pas.

Mais puisque, après vingt-cinq ans de pratique de la « sociologie », M. Fouillée en arrive à se poser cette question téméraire, combien d'années de réflexion lui seront encore nécessaires pour qu'il se décide à admettre cette vérité? Elle lui paraîtra peut-être encore neuve et rare et il s'imaginera sans doute l'avoir découverte! Les idées vont si vite, dans l'Université, que M. Fouillée pourrait bien y être, tout de même, un précurseur.

LE CHŒUR.

## *BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE*

---

**La Saison à Baia**, par Hugues Rebell (Borel, éditeur).

Les Polonais nous ont envoyé naguère un long roman dont chacun connaît trop le titre et la vogue. On assure qu'il a plu surtout par un mélange des beautés évangéliques à quelques épices un peu grosses, mais supposées païennes, et par là sans doute édifiantes. Le petit conte de M. Rebell se déroule vers les mêmes temps, mais on le trouvera pur de ces agréments moraux. L'auteur paraîtra plus occupé de nos plaisirs que de notre salut. Indulgente facilité, imagination voluptueuse, liberté du goût, discrète retenue de l'expression, ce ne sont point, malgré les efforts, des vertus de Sarmates. On peut aimer nos conteurs français. On aimera les simples intrigues de deux fripons de parasites, la comique ou tragique infortune du riche et très gras Scévinus (avec quelle romaine sagesse il reçoit le thaumaturge ! on croit entendre le Festus des *Actes*), la grâce un peu acerbe de la petite Cadicia. (« Elle est hargneuse comme un chien corse, joueuse comme une chatte, voluptueuse comme une chèvre ; à toutes ces qualités animales, elle joint l'avidité d'un usurier, la rapacité d'un marchand d'esclaves, et malgré tout, c'est une candeur. » ) Qui ne passerait à M. Rebell la plaisante silhouette qu'il a donnée du bon Paul ? Quelques théologiens ratio-

nalistes, amis surtout des preuves morales, ne goûteront point, dans l'avant-propos, diverses allusions à « ce don admirable que possède l'humanité moderne de découvrir, dans les paroles et les actes à première vue insensés, les vertus secrètes dont elle a besoin ». — L. M.

**L'Esprit protestant**, *Politique et Religion* (1512-1900), par GASTON MERCIER (*Perrin et Cie édit.*).

M. Gaston Mercier, qui appartient à la religion réformée, s'est prononcé, dès le début de la crise Dreyfus, pour la cause nationale. Il y eut un mérite extrême et l'on ne peut trop l'en louer. Et comme son cas n'est pas isolé, il a excellemment fait de démontrer à ceux de ses coreligionnaires qui sont restés dans le parti français qu'ils avaient toute espèce de bonnes raisons pour agir de la sorte. Mais quand M. Gaston Mercier prétend, par le secours d'exemples historiques, prouver que les protestants libéraux, anarchistes et dreyfusiens ne sont pas dans l'esprit de la Réforme, nous ne nous donnerons pas l'ennui de répondre à ses exemples par des exemples aussi nombreux, et auxquels il ne se ferait certes pas faute d'en opposer d'autres, et bien convaincants à leur tour. Il nous suffira de dire à M. Mercier que tous ses faits, tous ses témoignages, et ceux qu'il y pourrait encore ajouter, ne prévaudront pas contre l'analyse des causes de l'anarchisme protestant qu'ont faite et Bossuet, et Joseph de Maistre, et Auguste Comte, sans oublier quelques-uns des collaborateurs de l'*Enquête* conduite ici même l'an dernier. Et c'est à quoi M. Mercier ne répond que par une distinction entre le protestantisme libéral et l'orthodoxie calviniste qui révèle chez lui un tempérament très catholique. Au risque

de le contrister, nous dirons donc à M. Mercier que s'il n'est pas du parti de Dreyfus, c'est qu'au fond il n'est pas un pur, un véritable protestant.

**Correspondance de Théodore Jouffroy**, *publiée avec une étude par* ADOLPHE LAIR (Perrin et Cie).

C'est surtout par une certaine nuit, dont il a complaisamment décrit les phases, que Jouffroy s'est rendu fameux. Il est donc assez curieux de lire les lettres qu'écrivait aux environs de cette crise ce jeune homme inquiet. Elles montrent bien — et le récit connu en donnait déjà la preuve — que la foi de Théodore Jouffroy succomba moins au doute réfléchi qu'à une exaltation romantique et libérale que M. Lair qualifie de « christianisme naturel ». Et l'on sait que M. Lair est un catholique excellent.

Au prochain numéro le compte rendu de *Claudine à Paris* par WILLY, des *Encyclopédistes* par L. DUCROS, etc...

JACQUES BAINVILLE.

---

## ERRATA

Plusieurs fautes typographiques se sont glissées dans l'article de notre éminent collaborateur, M. Jules Soury, intitulé : *Science et Religion :*

*Page* 613, *à la première ligne de l'article, au lieu de :* Ecoutez l'intelligence, etc., *il faut lire :* Scrutez l'intelligence, etc.

*Même page, après les mots :* réalités phénoménales de l'entendement, *il faut ajouter :* les images et les mots, substituts d'idées à tous les états de complexité ou de généralisation mentale.

*Page* 615, *la phrase commençant par ces mots :* Les traditions religieuses et morales, *doit être complétée et lue comme suit :*

Les traditions religieuses et morales de l'humanité forment le plus beau poème, le plus saint cantique, dont les paroles, consacrées par des siècles d'agenouillement devant l'Eternel, puissent nous enchanter et nous ravir en esprit en ces pays de rêves, de croyances ancestrales où, comme les feuilles de la forêt au crépuscule, bruissent les *Pater* et les *Ave Maria* de nos aïeules et de nos mères.

*Même page, ligne* 19 : *au lieu de :* ne chercherait-il pas, *lire :* ne chanterait-il pas.

*Enfin, même page* 615, *après ces mots :* Nos lèvres, *il faut ajouter :*

Pourquoi, quand le chœur des fidèles s'incline et adore, au moment où le prêtre élève l'hostie sainte, ne communierions-nous point avec l'Inconnu et l'Infini ?

---

*Le Directeur politique* : H. VAUGEOIS.

*Le Gérant* : A. JACQUIN.

Paris. — Imprimerie F. Levé, rue Cassette, 17.

DÉTACHER CE BULLETIN ET L'ENVOYER 28, RUE BONAPARTE, PARIS.

# ABONNEMENT

## A LA REVUE " L'ACTION FRANÇAISE "

PARAISSANT LES 1er ET 15 DE CHAQUE MOIS

**Bureaux : 28, rue Bonaparte**

**Prix : 10 francs les 24 numéros**

*Je soussigné* _____

*demeurant à* _____

*déclare souscrire un abonnement à 24 numéros du Bulletin de « l'Action française ».*

*J'envoie inclus la somme de 10 francs, montant de mon abonnement, en un mandat, ou : Je vous prie de faire recouvrer par la poste le prix de mon abonnement, avec 0 fr. 50 en plus pour les frais de recouvrement.*

*A* _____ *le* _____ *1901.*

SIGNATURE :

*Remplir le Bulletin d'abonnement ci-joint et l'adresser à l'Administration, 28, rue Bonaparte, en y joignant un mandat de 10 francs.*

---

## *L'Action Française*

EST EN VENTE A PARIS CHEZ

MM. **BOULINIER**, 19, *boulevard St-Michel.*
**BRASSEUR**, *galeries de l'Odéon.*
**CHAUMONT**, 27, *quai St-Michel.*
**FLAMMARION & VAILLANT**, 36 *bis, avenue de l'Opéra.*
**FLAMMARION & VAILLANT**, 10, *boulevard des Italiens.*
**FLAMMARION ET VAILLANT**, 3, *boulevard St-Martin.*
**FLOURY**, 1, *boulevard des Capucines.*
**LANCIEN**, 32, *avenue Duquesne.*
**LEFRANÇOIS**, 8, *rue de Rome.*
**TRUCHY**, 26, *boulevard des Italiens.*
**GORILLOT**, 12, *passage Choiseul.*
**VIVIER**, 39, *rue de Grenelle.*
**LIBRAIRIE ANTISÉMITE**, 45, *rue Vivienne.*
**MAILLET**, 129 *bis, rue de la Pompe.*
**G. MARTIN**, 126, *faubourg Saint-Honoré.*
**SAUVAITRE**, 72, *boulevard Haussmann.*
**TARIDE**, 18 *et* 20, *boulevard St-Denis.*
**TIMOTEI**, 14, *rue de Castiglione.*

*et dans les principales gares de Paris et de la province.*

---


# LE COURRIER DE LA PRESSE

**BUREAU DE COUPURES DE JOURNAUX**

**21, Boulevard Montmartre, 21, Paris**

**Fondé en 1880**

**Directeur : A. GALLOIS**

# CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

## Voyages circulaires à coupons combinables

## sur le Réseau P. L. M.

*et sur les RÉSEAUX P. L. M. et Est.*

Il est délivré toute l'année, dans toutes les gares du réseau P. L. M., des carnets individuels ou de famille pour effectuer sur ce réseau ou sur les réseaux P. L. M. et Est, en 1re, 2e et 3e classe, des voyages circulaires à itinéraire tracé par les voyageurs eux-mêmes, avec parcours totaux d'au moins 300 kilomètres. Les prix de ces carnets comportent des réductions très importantes qui atteignent, pour les billets collectifs, 50 % du Tarif général.

La validité de ces carnets est de 30 jours jusqu'à 1.500 kilom. ; 45 jours de 1.501 à 3.000 kilom. ; 60 jours pour plus de 3.000 kilom. — Facilité de prolongation, *à deux reprises*, de 15, 23 ou 30 jours suivant le cas, moyennant le paiement d'un supplément égal au 10 % du prix total du carnet, pour chaque prolongation. — Arrêts facultatifs à toutes les gares situées sur l'itinéraire. — Pour se procurer un carnet individuel ou de famille, il suffit de tracer sur une carte, qui est délivrée gratuitement dans toutes les gares P. L. M., bureaux de ville et agences de la Compagnie, le voyage à effectuer, et d'envoyer cette carte 5 jours avant le départ à la gare où le voyage doit être commencé, en joignant à cet envoi une consignation de 10 fr. — Le délai de demande est réduit à deux jours (dimanches et fêtes non compris) pour certaines grandes gares

**Pour paraître prochainement**

à la Librairie JUVEN

**122, RUE RÉAUMUR**

---

# PROMENADES PAÏENNES

PAR

**CHARLES MAURRAS**

---

**EN VENTE**

*Aux Bureaux de L'ACTION FRANÇAISE*

**28, Rue Bonaparte**

---

# AU CONSEIL SUPÉRIEUR

DE

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

PAR

**HENRI VAUGEOIS**

**PRIX : 0 fr. 20**

---

PARIS. — IMPRIMERIE F. LEVÉ, RUE CASSETTE, 17.

3e année. — T. IV. — N° 46. 15 Mai 1901.

# L'Action française

(*Revue bi-mensuelle*)

SOMMAIRE DU 15 MAI 1901

NOTES POLITIQUES : *L'égoïsme national*..... **Henri Vaugeois.**
M. DE PRESSENSÉ CONTRE LES MÉCRÉANTS..... **Lucien Moreau.**
LA NATION JUIVE AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE..... **Octave de Barral.**
LE FACTEUR MORAL DANS LA CONDUITE DES TROUPES..... **Robert Bailly.**
NOTES DE VOYAGE AU SÉNÉGAL (*suite*)..... **Lucien Corpechot.**
NOS MAITRES : *Lexique du langage politique*..... **F. Le Play.**

PARTIE PÉRIODIQUE

CORRESPONDANCE : *L'Athlète ou le Diadumène de Polyclète* (**Louis Dimier**). — BIBLIOGRAPHIE (**Henri Vaugeois, Jacques Bainville**).

PARIS
BUREAUX DE *L'ACTION FRANÇAISE*
28, RUE BONAPARTE

**Le numéro 0 fr. 50**
ABONNEMENTS : Paris et Départements, 10 fr. Etranger, 15 fr.

La reproduction des articles de l'*Action française* est autorisée avec l'indication de la source et du nom de l'auteur.

L'ACTION FRANÇAISE paraît le 1er et le 15 de chaque mois. On s'abonne à Paris, 28, rue Bonaparte, Paris, 6e.

M. Henri Vaugeois, Directeur, recevra les Mardi, Jeudi et Samedi, de 2 à 4 heures.

**PRINCIPAUX COLLABORATEURS**

Paul Bourget, de l'Académie française. — Gyp. — Jules Soury. — Maurice Barrès. — Charles Maurras. — Jules Caplain-Cortambert. — Maurice Talmeyr. — Maurice Spronck. — Hugues Rebell. — Jean de Mitty. — P. Copin-Albancelli. — Alfred Duquet. — Frédéric Plessis. — Lucien Corpechot. — Denis Guibert, député. — Frédéric Amouretti. — Robert Bailly. — Joachim Gasquet. — Auguste Cavalier. — Georges Grosjean. — Xavier de Magallon. — Théodore Botrel. — Dauphin Meunier. — L. de Montesquiou-Fezensac. — Lucien Moreau. — Octave Tauxier. — Maurice Pujo. — L. Mouillard. — Jacques Bainville. — Alfred de Pouvourville. — Robert Launay. — De Thouars. — A. Serph. — O. de Barral, etc.

**FONDATEUR :**

Le Colonel de Villebois-Mareuil

**Mort au champ d'honneur**

# *L'Action française*

## NOTES POLITIQUES

15 *mai* 1901.

### *L'ÉGOISME NATIONAL*

Je crois à l'utilité des dialogues entre adversaires politiques, lorsqu'il y a désintéressement, sincérité et liberté d'esprit égales des deux parts. Je viens d'apercevoir — cette quinzaine-ci — la possibilité de l'un de ces dialogues, entre deux philosophes de mes amis : l'un, que je ne puis aujourd'hui nommer, n'ayant pas eu le loisir de lui demander son consentement, est un maître très éminent et très aimé de notre Enseignement supérieur ; l'autre est Maurras. L'un est démocrate et fut un dreyfusien militant ; l'autre est ce royaliste qui fit dans la *Gazette de France*, au mois de septembre 1898, le panégyrique du « faussaire » Henry...

On voit la distance. Qu'elle ne soit pas infranchissable ; qu'à force de bonne foi et de précision dans l'analyse, qu'à force de vivante

dialectique, deux hommes ainsi séparés puissent se rejoindre un jour, dans l'affirmation de quelques vérités de politique nationale, — voilà ce que l'on doit tenir pour certain, si l'on a le moindre soupçon de ce que peuvent la raison et le langage français.

Si je n'étais point convaincu que, tôt au tard, le point de vue auquel je me suis trouvé placé, et duquel j'ai conçu ces études de l'*Action française*, apparaîtra comme rigoureusement central, et donc nécessaire, pour des intelligences de ce pays-ci ; si je n'étais pas dès à présent assuré d'avoir réagi à l'excitation dreyfusienne comme devaient réagir les gens qui sont nés à l'ouest de l'Europe civilisée, autour de Paris, et qui ont appris à lire dans Molière et dans Bossuet ; — si, en un mot, le Nationalisme n'était pas ce qu'il est à mes yeux : une philosophie, c'est-à-dire une maxime d'action, une sagesse pratique, et la plus haute qui soit pour notre peuple, — je ne le défendrais point.

Voilà pourquoi j'ai voulu provoquer les objections de ceux-là d'entre les dreyfusiens humanitaires que je sais être des philosophes, des idéologues, et qu'il nous faut très certainement avoir avec nous, si nous voulons que la jeunesse studieuse, qui les suit, ne se jette point tout entière, et d'un seul élan, dans le marécage malsain de l'Anarchisme,

sur les bords duquel s'est couché ce pauvre M. Anatole France.

Je ne sais si nos adversaires seront nombreux à accepter la discussion, très courtoise, que nous voulons leur offrir. Il me suffira, pour aujourd'hui, de noter la parfaite et généreuse franchise avec laquelle m'a répondu déjà l'un des plus sérieux et des plus décidés champions de ces « Droits de l'Homme » que nous combattons sans merci à l'*Action française*.

Voici l'occasion de ce premier et nécessaire débat, que j'ai cherché :

Tout dernièrement, dans les journaux de l'Eglise dreyfusienne (car il y a, je l'ai dit déjà, parce que je l'ai éprouvé, une Eglise, ou du moins une religion dreyfusienne), on a pu lire des fragments d'une conférence « posthume » de Renan. C'est ce discours électoral prononcé en 1869, à l'heure très courte où la libre intelligence du philosophe se laissait incliner vers cet objet peu digne de l'occuper : une candidature au Corps législatif. Mal prêt pour les petites débauches de mensonge qu'exige toujours un de ces tristes *flirts* avec l'épaisse coquette qu'on nomme la Volonté nationale, Renan, on s'en souvient, échoua comme il le méritait. Trente ans après l'aventure, son gendre, M. Psichari, a cru devoir relire à un public réuni par la Ligue des Droits de l'Homme les

aimables banalités que les électeurs de 1869 inspirèrent à l'illustre candidat, obligé de leur parler la langue des candidats. Langue invinciblement vague, comme l'on sait, puisqu'elle doit servir à exprimer non des faits, ni des idées, mais des espérances, des vœux et des promesses : non ce qui est, mais ce qui sera... peut-être !

Au moment, donc, où nous nous plaisions, nous autres nationalistes anti-démocrates, à souligner certaines clairvoyantes et tranquilles analyses de l'illusion révolutionnaire, esquissées dans la *Réforme intellectuelle*, dans le *Discours* pour la réception de M. Claretie à l'Académie française (bien avant que n'eût parlé le Taine des *Origines de la France contemporaine*), on a trouvé merveilleux de nous opposer le Renan « libéral » de 1869.—Notre ami Maurras s'est fâché ; dans un de ces « vendredis » du *Soleil* qui ont le privilège d'agacer et d'inquiéter MM. Ranc et de Pressensé, parce qu'ils passionnent et mettent debout toute une cohorte de jeunes *nationalistes-intégraux*, l'auteur de l'*Enquête sur la Monarchie* a répondu avec des textes. Il n'avait que l'embarras du choix ; il a choisi la plus pleine et la plus définitive, la plus « ronde » des consultations formulées par le bon Docteur, qui fut un si fin confident des névroses de notre France détraquée du XIXe siècle. La voici, extraite

de la préface des *Questions contemporaines* :

Toujours grande, sublime parfois, la Révolution est une expérience infiniment honorable pour le peuple qui osa la tenter ; mais c'est une expérience manquée.

En ne conservant qu'une seule inégalité, celle de la fortune ; en ne laissant debout qu'un géant, l'État, et 35 millions de nains ; en créant un centre puissant, Paris, au milieu d'un désert intellectuel, la province ; en transformant tous nos services sociaux en administrations ; en arrêtant le développement des colonies et fermant ainsi la seule issue par laquelle les États modernes peuvent échapper aux problèmes du socialisme, la Révolution a créé une nation dont l'avenir est peu assuré, une nation où la richesse seule a du prix, où la noblesse ne peut que déchoir. Un code de loi qui semble avoir été fait pour un citoyen idéal, naissant enfant trouvé et mourant célibataire ; un code qui rend tout viager, où les enfants sont un inconvénient pour le père, où toute œuvre collective et perpétuelle est interdite, où les unités morales, qui sont les vraies, sont dissoutes à chaque décès, où l'homme avisé est l'égoïste qui s'arrange pour avoir le moins de devoirs possible, où l'homme et la femme sont jetés dans l'arène de la vie aux mêmes conditions, où la propriété est conçue, non comme une chose morale, mais comme l'équivalent d'une jouissance toujours appréciable en argent, un tel code, dis-je, ne peut engendrer que faiblesse et petitesse... Avec leur mesquine conception de la famille et de la propriété, ceux

qui liquidèrent si tristement la banqueroute de la Révolution, dans les dernières années du XVIII^e siècle, préparèrent un monde de pygmées et de révoltés.

Pour qui sait lire, il m'a semblé que cette page devrait suffire. Je l'ai donc envoyée, encadrée des commentaires pressants de Maurras, à ce Maître universitaire dont l'enseignement peut beaucoup, en ce moment, sur les jeunes Français réfléchis.

Il me répond :

« ... La thèse de Renan, cette thèse nationa-
« liste qu'il a exprimée fortement et noble-
« ment, il ne la donne pas comme française,
« mais comme allemande, comme germani-
« que : cela ne lui enlève rien de sa force ;
« mais il ne faudrait pas toutefois proscrire
« ceux qui ne l'acceptent pas et qui auraient le
« tort de défendre la tradition française. Je
« ne pense pas que la grandeur de la France
« puisse être désormais de s'enfermer dans
« une sorte d'égoïsme national ; elle devient
« petite matériellement par la force des
« choses ; l'heure n'est pas peut-être de se
« rétrécir de parti pris et de s'amoindrir
« moralement. »

Voici à peu près ce que je voudrais répliquer :

Mon cher Maître,

Il serait long d'examiner si la thèse nationaliste développée par Renan dans la préface des *Questions contemporaines* demeura strictement germanique à ses yeux, et s'il en eût répudié toute application à notre pays. Vous nous accordez, au surplus, que cette thèse a de la force. Vous ne pouvez négliger, dans l'éloge que fait Renan des Universités allemandes, de leur sérieux, de leur vie profonde, lente et libre, la leçon de politique naturelle et décentralisatrice que Maurras aimerait à y chercher : vous ne pouvez résister à la décisive critique de notre Code civil — ce Code pour *célibataires et enfants trouvés* — dans lequel s'est traduite et comme cristallisée l'œuvre sociale de la Révolution française. Et vous ne songerez jamais à défendre comme une heureuse conquête « la transformation de tous nos services sociaux en administrations ».

D'où vient donc le dissentiment de vous à nous ? Ce n'est pas comme théoricien politique que, malgré vous-même, vous défendez, avec les « Droits de l'Homme », leurs conséquences : ce stérile individualisme, ce dur et sec libéralisme économique, ce triste mensonge égalitaire, qui, passant dans nos lois, nous ont fait une société médiocre,

pauvre, inquiète, et brûlante de haines ou de désespoirs privés, innombrables. C'est comme moraliste que vous nous désapprouvez de renoncer trop facilement à ce que vous appelez la tradition française, — à savoir : celle de 89. Dans notre nationalisme, ce qui vous choque, surtout, c'est le dessein, que vous nous attribuez, de nous « enfermer dans une sorte d'égoïsme national », de nous « rétrécir de parti pris », d'amoindrir « moralement », enfin, une France devenue déjà petite « matériellement ».

Cette difficulté morale que vous nous opposez vaut, à mon sens, d'être éclaircie complètement, une bonne fois; c'est elle en effet qui nous sépare encore, nous qui voulons réorganiser notre pays, des plus précieux de nos collaborateurs de demain : j'entends, les hommes d'étude, les « intellectuels ».

Quand on parle d'égoïsme national, pour définir une politique, il me semble que l'on cède à la même tentation qui, dans la vie privée, porte les faibles et les vaincus à parler de l'égoïsme de leurs voisins plus heureux. Dire qu'une nation est égoïste, c'est ne rien dire, sinon qu'elle vit d'une vie assez riche, assez énergique, et jaillie de sources historiques assez profondes, pour faire centre parmi les autres nations, et les obliger à graviter autour d'elle. Tel fut le sort de la France

sous Richelieu, sous Colbert et sous Louvois. Tel est celui de l'Allemagne depuis Bismarck et sous Guillaume II. Aurions-nous la bassesse de récriminer et de blâmer à côté de nous une fortune qui fut celle de nos pères, qui serait encore la nôtre si nous avions su respecter et comprendre nos véritables traditions ?...Je parle des traditions françaises, mon cher Maître, parce que, tout de même, vous abusez un peu en prononçant ce mot pour désigner l'ensemble des velléités assez confuses qui s'exprimèrent dans la Déclaration des Droits de l'Homme et qui n'ont guère cessé, en effet, d'obséder depuis cent ans nos meilleurs hommes d'Etat. Ce qui vous est précieux, en somme, — (et à cet égard je voudrais qu'il fût bien entendu que vos exigences sont les miennes, sont les nôtres à tous, sont celles de tout ce qu'il y a de bonnes gens dans tous les partis), — ce qui vous est précieux, dans cette « tradition » révolutionnaire, c'est tout simplement l'éternelle générosité du tempérament français. Or, cette générosité, je vous répondrai d'abord qu'elle n'est point dépendante d'un système politique, mais du caractère privé des hommes qui appliqueront ce système.

Mais si l'on demande que le système politique lui-même soit « généreux » ; si l'on demande que les hommes d'Etat, dans la combinaison toujours volontaire, ingénieuse

et difficile qu'ils poursuivent, de mille intérêts particuliers avec un seul intérêt général, de mille vœux momentanés et changeants avec un seul dessein durable, — si l'on demande que ces hommes d'Etat renoncent à l' « égoïsme national », — autant leur demander de renoncer à leur métier, à leur fonction, à leur devoir, à leur génie et à leur honneur.

Je ne sais pas si le Ministère des affaires étrangères, sous M. Delcassé, a entrepris d'appliquer à nos relations extérieures les « principes de 1789 », ces niaiseries que M. Léon Bourgeois se croit obligé de maintenir sur l'affiche quand c'est lui qui incarne la diplomatie républicaine. Je pense bien que si nous sommes, à l'heure qu'il est, dans une attitude toujours un peu trop complaisante et docile vis-à-vis de l'Europe, ce n'est point par « altruisme », — mais tout bonnement par prudence. En tout cas, il semble bien que l'impossibilité où nous sommes depuis trente ans d'affirmer notre « égoïsme national » doive enlever tout sérieux et tout poids aux résolutions humanitaires et libératrices que proclament en ce moment trois ou quatre bons Tolstoïsants, qui menacent le Tsar dans l'*Aurore*.

Quand donc cesserons-nous de confondre la Politique avec la Morale, et même avec la Psychologie? Quand donc cesserons-nous

d'imaginer que, pour relever et guérir notre pays, pour lui rendre, avec la prospérité qu'il a perdue, ce rayonnement sympathique dont il se parait jadis et auquel il est toujours disposé, il soit utile de le nourrir de paroles édifiantes ? De grâce, ne prêchons pas à la France d'être bonne, d'être humaine ; crions-lui donc de rester elle-même, imperturbablement, et, sans chercher midi à quatorze heures, de tâcher de vivre.

Je sais bien qu'il y a des ascètes qui veulent que l'on vive sans manger, et qu'il y a des protestants qui veulent que la France se spiritualise jusqu'à devenir une Suisse, sans corps, c'est-à-dire sans résistance et sans appétits, — une ombre lamentable de veuve : la République française trouvera toujours un morceau de pain à la table du bon roi Edouard VII d'Angleterre, à condition de se tenir discrètement !... — En vérité, mon cher Maître, n'avez-vous pas encore aperçu et vomi le rôle de dupes qu'ils nous assignent, ces étrangers qui sont venus depuis trois ans se gargariser avec nous de la tisane de Justice, de Vérité, de Solidarité et de Liberté, et qui peut-être nous riront au nez, demain, quand nous leur proposerons de leur expédier, en petits paquets, ces quatre bonnes fleurs desséchées ?

HENRI VAUGEOIS.

# AVIS AUX ABONNÉS

*Plusieurs abonnés de la* Renaissance *nous ont écrit pour nous demander dans quelles conditions cette publication avait fusionné avec l'*Action française. *Nous leur répondons.*

*L'*Action française *a repris tous les abonnements en cours de la* Renaissance *et les servira jusqu'à la date de leur expiration.*

*A cette date, nous ferons présenter aux personnes qui ne nous auront pas fait parvenir le montant de leur abonnement (dix francs par an) une quittance de recouvrement postal de dix francs cinquante.*

*Par exemple, un ancien abonné de la* Renaissance *dont l'abonnement venait à expiration le 15 juillet recevra l'*Action française *gratuitement jusqu'à cette date en échange de la* Renaissance, *mais il aura, dès le 16 juillet, à renouveler son abonnement (dix francs par an), s'il veut continuer à recevoir notre Revue.*

## *M. DE PRESSENSÉ*
## *CONTRE LES MÉCRÉANTS*

---

Un rédacteur du *Temps*, probablement défunt M. Sabatier, se plaignait parfois en 1899 du bouleversement des anciens partis. Ce désordre le déconcertait, et il déplorait que l'attitude des Français « ne relevât plus de la raison commune »; en effet, disait-il, « les révolutionnaires d'hier prennent des airs de conservateurs résolus; les conservateurs de tradition et de principes prennent des figures de révolutionnaires à outrance ». On a vu de la naïveté dans ce désarroi : un psychologue eût plutôt essayé d'expliquer tant de changements. Il y en eut en vérité d'affligeants : et nulle explication ne nous consolera jamais d'avoir à demi perdu l'un des plus clairs esprits du siècle. Mais d'autres évolutions, moins scandaleuses, étaient seulement instructives. M. de Pressensé demeure un cas excellent.

M. de Pressensé continue comme autrefois à écrire au *Temps* sur la politique étrangère des études anonymes, informées, ingénieuses, où ne s'étalent guère d'autres Nuées que les Nuées libérales. Mais il ne cesse point, depuis l'affaire Dreyfus, de signer à l'*Aurore* de tumultueuses compositions sur les mœurs, inspirées du plus inconsistant social-démocratisme, autrement nommé anarchisme quand on ne tient point à la précision : je dirai, pour fixer les idées,

la doctrine de M. Sébastien Faure. Il n'y a rien là d'étonnant pour les gens qui n'ont pas peur de leur pensée : et M. Ch. Maurras répète souvent qu'il ne voit point de différence essentielle entre la doctrine politique de Ravachol et celle de Jules Simon.

On rencontre des personnes qui jugent cette opinion paradoxale. L'existence d'un Pressensé a donc une utilité : elle nous fait saisir un chaînon intermédiaire, et, comme on dit, une transition. Mais c'est la transition qui fait tout.

Le même *Temps* avouait un jour, au plein de l'agitation dreyfusienne, qu'il désirait aussi vivement que personne l'avènement de la « justice sociale » : il ne reprochait aux gens violents que leur impatience, et que de méconnaître les possibilités naturelles. Des bourgeois estiment que notre société n'est point bonne ; mais des changements brusques sont pires, non pas seulement en ce qu'ils les dépouilleraient eux-mêmes, ou leurs enfants, d'une trop légitime aisance. Outre que nos descendants lointains s'arrangeront comme ils pourront, peut-être que les conditions de la prospérité sociale se seront modifiées d'ici là. L'égoïsme est humain, comme la mollesse de pensée, et les sophismes honorables dont l'amour-propre les recouvre. M. de Pressensé est un penseur assez mou, mais qui, sous les sophismes, a découvert et détesté l'égoïsme. Il a jugé convenable d'accélérer la venue de la « justice sociale ».

Il écrit donc à l'*Aurore*. C'est un endroit qui me plaît beaucoup. Il n'y manque point de gens de talent. Ces gens n'ont jamais réfléchi, et,

avec une énergie sympathique, ils défendent des sentiments dont l'ensemble leur paraît constituer « la raison ». Ce seraient nos meilleurs alliés si nous les amenions seulement à réfléchir sur leurs sentiments, à y découvrir ce qui peut être satisfait, à chercher les moyens. Je ne vois là que de grandes difficultés.

Il est tout à fait impossible que M. de Pressensé devienne jamais notre allié. C'est qu'il a réfléchi. Et sa réflexion lui a fait maudire la raison. Elle lui paraît démoniaque, et destructive des révélations de la conscience morale (on ne peut nier qu'elle le soit, quand on considère ce que M. de Pressensé appelle sa conscience.) Cette conscience lui procure l'idée d'une certaine fin mystique de l'humanité : périsse le monde si cette fin est absurde! l'immoralité seule en peut oser l'examen.

Les rédacteurs de l'*Aurore* exercent trop modérément l'esprit d'examen : M. de Pressensé le condamne. C'est une grande différence. Il y en a d'autres. L'esthétique de l'*Aurore*, sur laquelle je ferais des réserves, n'est point celle du *Temps* : les mêmes symbolistes paraissent ici inintelligibles et là intéressants, les mêmes réalistes ici grossiers et là sincères; mais ce sont points de vue littéraires, sans acception de politique. M. de Pressensé est du *Temps :* il continue à ne point comprendre ou à juger répugnant; seulement, dans ce qu'il n'entend point ou réprouve, il a parfois la joie de flairer quelque tendance morale, et c'est-à-dire dreyfusienne; cette joie lui devient bientôt, quand il écrit à l'*Aurore*, un équivalent de l'intelligence ou de l'adhésion

littéraire; mais il y a des symbolistes, et même des réalistes qui ne confessent point Dreyfus, et les spectateurs admirent des inégalités dans la critique de M. de Pressensé. La rhétorique enfin du *Temps* paraît pompière à l'*Aurore* : et M. de Pressensé eut vite découvert qu'il devait modifier son langage. Comment se donner de la désinvolture? Il se sentait nourri des bonnes lettres, il choisit pour ses sermons cet agrément que donne la finesse, il décida de les emplir de verve, d'esprit et de facilité. Il ne perdit point le ton prédicant, il devint familier et trivial, et peut-être s'aperçut-il qu'il ennuyait tout le monde.

Que fait donc, dans ce journal assurément peu raisonnable, mais français, vigoureux et libre, ce médiocre intellectuel, cet impudique exhibitionniste de moralité? Il fait de l'apostolat, il hâte l'accomplissement des « hommes de la Bible et du Code ». M. de Pressensé « *ne se fait point d'illusions sur la démocratie* » : il sait fort bien que c'est une conception absurde, une chimère cornue. Son devoir lui paraît cependant d'y croire, et il consent pour cela « les plus grands sacrifices ». Comme ce mysticisme ne conviendrait point à ses collaborateurs, M. de Pressensé se garde de le leur exposer; mais il s'efforce de flatter leur manie. A invoquer la raison, il sent bien qu'il se rend ridicule; à railler du point de vue rationaliste des raisonnements irréprochables, il risque de paraître insensé; à ne les railler qu'en évitant de les citer ou d'indiquer les références, il craint de passer pour un habile hypocrite. Sa vertu pour-

tant le soutient ; et voilà ces « grands sacrifices » que lui inspire la démocratie. Supportant mal que nous ignorions tout à fait son héroïsme, peut-il bien clairement le désigner sans le rendre inutile ? C'est ici le sublime de l'abnégation protestante : M. de Pressensé offrant à la Démocratie sa quotidienne humiliation.

Ce sont des hypothèses. Elles me paraissent honorables. On peut aussi supposer que ce Pressensé n'est qu'un sot. Mais il ne faut point choisir dans l'abstrait. Je reproduis avec quelques notes son article du 4 mai dernier. Je pense qu'il ne s'intitule « Les Pédants » que pour les raisons que j'ai dites. M. de Pressensé ne se croit point pédant lorsqu'il analyse soigneusement, non sans compétence, sinon sans préjugés, la situation politique des Etats voisins, qu'il a étudiée. Mais il juge sacrilège d'appliquer à la démocratie française, qui est ou serait de convenance morale et révélée, la même soigneuse analyse. Ne voyant point que l'analyse des « pédants » soit fausse, et ne pouvant donc le montrer ; écrivant en un lieu où la méthode d'autorité, quand elle se révèle toute nue, n'est point en faveur et s'appelle cléricalisme, quels sarcasmes pouvait-il bien fulminer contre des critiques impies ? Celui du titre ne sent pas trop l'obscurantisme ; mais on voit ce qu'il a de topique ; d'autres ensuite ne feront pas estimer davantage l'ingéniosité du vitupérateur.

Voici ce monument singulier :

Connaissez-vous quelque chose de plus insupportable, de plus ridicule, de plus grotesque même, que les airs de supériorité que se donnent un cer-

tain nombre de pédants enivrés des éloges du monde des salons et de l'aristocratie des *grands bars* (*a*)?

Ces gaillards-là, sur ma parole (*b*), sont à pouffer de rire. Ils sont sortis, au cours d'une crise récente, des coins et recoins obscurs où ils végétaient : les grandes secousses amènent comme cela à la lumière des oiseaux de nuit, des rats d'égout, des oies du Capitole, toute une population spectrale qui écarquille les yeux, se gonfle, fait la roue et se mire dans toutes les flaques (*c*).

Quelques grands hommes de brasserie, du clan de ces *jeunes* éternels qui donnent toujours beaucoup d'espérances et ne les tiennent jamais, esthètes de l'avant-dernier bateau, dilettantes de l'avortement, ratés de naissance, ont pris la balle au bond et l'occasion aux cheveux. Ils ont renié leurs belles théories sur l'art impassible, sur l'infériorité de l'action, sur la fainéantise idéaliste (*d*). Ils se

(*a*) Le dernier mot, selon la terminologie dreyfusienne, paraît indiquer que ces pédants sont des nationalistes. Mais il y a peut-être des salons dreyfusiens, des démocrates infatués, et qui vont au café.

(*b*) Je ne soulignerai point les affectations, les vulgarités, les fautes contre le goût ; nos lecteurs n'en seront déjà que trop rebutés.

(*c*) Ces métaphores ne se soucient point de la cohérence, ni du détail exact et caractéristique ; si elles n'étaient en somme dépréciatives, et si M. de Pressensé n'en était l'auteur, on verrait de bien étranges méprises.

(*d*) Voilà de la dureté chez un homme arrivé, et qui avoue avoir tenu toutes les espérances qu'il donnait. Il y a aussi de la familiarité dans la langue, et des élégances à bon compte. Mais à quels jeunes gens chevelus le signalement correspond-il? On en connaît de plusieurs écoles politiques. N'y a-t-il point de ces renégats chez M. de Pressensé? Mais on y sait aussi des idéalistes en exercice.

sont rués sur les talons des recruteurs des bandes nationalistes, ils ont pris du service, avec les meneurs de viande et les garçons d'échaudoir, sous Guérin, Dubuc et Philippe d'Orléans (*e*).

Tout barbouillés de mauvaise métaphysique, adeptes prétentieux et sots d'une doctrine qui se croit le dernier mot de la science et qui n'est que le premier mot d'un enfantin éclectisme, ils mettent à toute sauce des morceaux mal compris de Taine, du Taine aigri, inquiet, dévoyé des *Origines de la France contemporaine*, grand chercheur de tares, grand amateur d'anecdotes, très sujet à l'illusion du microscope et aux erreurs de l'inédit (*f*).

(*e*) Voilà de la précision. C'est de la précision dans le sophisme, si « ils » ne désigne point toutes les personnes, et les personnes seulement, dont il était question plus haut. — Et qu'est-ce, chez un démocrate, que ce mépris des meneurs de viande et des garçons d'échaudoir? Insolence de cuistre?

(*f*) Ne seraient- « ils » donc point nationalistes ? On ne sait plus de qui il s'agit. Les premières lignes désignent bien, un peu grossement, les derniers adhérents raisonneurs du spiritualisme ; mais ils n'ont point coutume de se nourrir de Taine. On apprend pourtant que ces pédants ont soin de mal comprendre la pensée de Taine, telle qu'on la trouve dans les *Origines*, c'est-à-dire dévoyée; c'est probablement que s'ils la comprenaient bien, leur système en serait troublé : heureuse incompréhension, qui les maintient sans doute dans la tradition du premier Taine, telle que la conçoit M. de Pressensé! M. de Pressensé ne se souvient plus de *l'Intelligence*, ni de ces pages des *Philosophes français* sur l'analyse au XVIII^e siècle ou sur le point de vue scientifique opposé au littéraire ou à l'oratoire; et il se rappelle seulement certaines conclusions nébuleuses ; de ce Taine à peu près spiritualiste, il conclut hardiment à un Taine démocrate, et il loue ses amis de ne « mettre à toutes sauces », du Taine positiviste, que des morceaux mal compris : on pense aussitôt à M. Gaston Deschamps. Mais pourquoi diable traiter ses amis de pédants, de ratés et de sots?

Pour renouveler un peu leurs effets, ils ont imaginé — oh! les puissants esprits! oh! les initiateurs féconds! — de greffer de la théologie sur du matérialisme, de la scolastique sur du naturalisme, de marier Darwin avec Joseph de Maistre, Bonald avec Auguste Comte. Ils vous démontrent doctement, par *a* plus *b*, que la royauté est une vérité d'ordre scientifique, que la République n'est pas seulement un monstre dévorant, l'abomination de la désolation, mais encore une bêtise, un solécisme, quelque chose qui choque infiniment la haute raison et l'intelligence raffinée de nos mandarins, et qu'enfin l'évolutionnisme darwinien a, sans le vouloir, sans même s'en douter, établi pour les grands esprits la légitimité et la nécessité du pouvoir personnel et héréditaire (*g*).

(*g*) Ce ne sont décidément point ses amis que M. de P. traite de pédants. La science prétendue qu'il nommait tout à l'heure n'était pas celle de Vacherot, ni l'éclectisme enfantin celui de Victor Cousin. Ces expressions méprisantes étaient pour caractériser les seuls esprits positifs de ce temps (qui se déclareront tels tant qu'on ne les aura point directement et pas à pas réfutés). Il suffit à beaucoup de journalistes de livrer telles quelles aux préjugés de leurs lecteurs des conclusions qui les scandalisent, sans en donner aussi les raisons. Ce n'est point la bonne foi ni l'esprit d'examen que M. de P. trouverait à louer chez eux : c'est leur fidélité aux convictions anciennes, fidélité volontairement aveugle, et principe de fanatisme. Selon leurs procédés, mais avec la pesanteur maniérée qui lui appartient, M. de P. bouffonne sur des objets de raisonnement, s'extasie sur des noms rapprochés qui n'éveillent chez ses lecteurs ou lui que des superstitions de Gaudissarts. La deuxième phrase citée est aussi admirable pour le psychologue que révoltante pour l'homme de goût. Elle implique une ignorance totale, ou bien un abêtissement parfait, l'incapacité de saisir une liaison logique et le sens même des mots que l'on prononce; pourtant, malgré le mode ironique et les expressions grossies, elle ne défi-

Tout cela, nos professeurs de monarchisme nous le répètent à satiété (*h*). De temps à autre, non sans une gestation pénible, ils accouchent d'une formule décisive : le faux patriotique, le nationalisme intégral (*i*), et alors il faut les entendre chanter — ou glousser — comme une poule qui a pondu!

Le spectacle n'a pas laissé de nous amuser quelque peu. Il y avait là une si naïve vanité! Elle s'étalait avec un cynisme si ingénu!

Il était si visible que ces petits grimauds de lettres étaient éblouis eux-mêmes de la révélation inattendue de leurs qualités d'hommes d'action.

---

gure point la doctrine qu'elle diffame; il lui suffit d'éveiller chez le bon lecteur, avec ses préjugés traditionnels, l'envie démocratique qui les fortifie, la haine de ces raffinés qui prétendent mieux raisonner : ainsi l'on endurcit contre tout raisonnement une double cuirasse. Ce n'est pas autrement que les gens de l'Impartialité ont aujourd'hui coutume d'exposer la doctrine de leurs adversaires. Je recommande un laborieux article de M. Berl sur notre Enquête protestante (*Grande Revue* du 1er octobre 1900) : on y retrouvera jusqu'au soin de ne point donner de références. Je me permettrai de rappeler aussi les citations que je fis l'an dernier de la *Coopération des Idées* : M. Deherme, à la fin, se borna, je crois, à répéter que je « continuais ». Il découvrit bientôt après qu'il y a des libre-penseurs obscurantistes. On pourrait citer bien d'autres textes, et de nombreux journaux : le résumé ci-dessus est court et révèle bien la méthode. Quand il s'agit moins de raisonner que de plaider, quelle tactique plus heureuse que le simple procès de tendances?

(*h*) Le répètent-ils, ou, comme il était dit plus haut, le démontrent-ils par $a + b$? L'opinion sur « tout cela », de n'importe qui, n'a aucune importance théorique : c'est $a + b$ qu'il importerait d'exposer et d'apprécier.

(*i*) Nous savons enfin qui « ils » sont, bien qu'on ne les nomme point : c'est un collaborateur de l'*Action française*, de la *Gazette de France* et du *Soleil*, c'est M. Ch. Maurras, de qui sont toutes deux, avec beaucoup d'autres, et parmi des démonstrations non réfutées, les excellentes

Après avoir célébré si longtemps dans la nuit, pour quelques initiés, quelques rivaux et quelques petits Mécènes, dont la générosité n'allait pas au delà du bock et de la cigarette, les mystères d'une littérature d'ombres chinoises, qu'il était doux d'être accueilli, que dis-je! sollicité dans les gazettes à gros tirage et les salons bien pensants, de prendre part à une vraie bataille, de dire son mot dans les affaires graves et d'être pris au sérieux par de braves gens effarés et par des politiciens subtils (*j*)!

J'aime trop la vérité pour ne pas me faire un plaisir de reconnaître que tel, parmi ces néophytes de la politique..... (*k*), possédait quelque culture — assez pour trancher avec l'ignorance sans fond et sans bornes de la plupart des membres du cénacle — et qu'il savait assez adroitement manier le sophisme (*l*) et professer le patriotisme intégral dans

formules dont M. de P. connaît bien l'effet sur les appétits irascibles de son public. J'ai seulement quelques raisons de croire que la gestation ne fut point si pénible.

(*j*) Aucun lecteur ne manquera d'apprécier ces grâces de queue-rouge. On aimera surtout la curieuse érudition de « petits grimauds de lettres ». Mais si les faits ont encore un semblant de valeur, il faut avertir M. de P. que son tableau ne paraît point juste, et que la nuit, les Mécènes, le bock, la cigarette, les ombres chinoises, les gros tirages, les salons, semblent jusqu'ici des attributs étrangers à la destinée ou bien aux goûts de notre ami. Seraient-« ils » donc plusieurs? Mais pourquoi ne pas mieux désigner les autres?

(*k*) Ils sont plusieurs; et voici qu'en faveur de la vérité (sinon par quelque rancune peu glorieuse) M. de P. va nommer l'un des autres; mais je dois ici retrancher une ligne: car cet homme généreux voudrait brouiller nos amis en n'accordant une valeur à l'un que pour la retirer à l'autre, et, si peu qu'il y ait d'apparences, pourquoi seconder son dessein ?

(*l*) Le sophisme ! Réfutez donc...

une langue un peu plus française que celle des... (*m*).

Par malheur, nos décadents présentés en liberté, nos dilettantes lâchés en pleine action, nos esthètes devenus les champions des bonnes doctrines, n'ont pas que des défauts intellectuels. Ce serait déjà, à la longue, quelque chose qui donnerait sur les nerfs que de voir ces rapetasseurs de vieux neuf, ces savetiers de réaction, se targuer de la hardiesse de leurs idées (*n*), le prendre de haut et traiter de Turc à More les hommes demeurés fidèles à l'esprit et à la tradition de la France (*o*).

Si l'on commence par esquisser un sourire en voyant un de ces nains se planter devant Anatole France, hocher la tête et, d'un air entendu et supérieur, qualifier tout net de *pauvre livre* mal venu le dernier et l'un des plus exquis de ses chefs-d'œuvre (*p*), et affecter de plaindre ce haut et char-

---

(*m*) Je coupe encore deux noms; ils ne correspondent nullement aux développements qui précèdent, et l'on n'a donc qu'à en substituer de cacographes dreyfusiens.

(*n*) « Ils » ne se targuent, et jusqu'à dénégation de faits ou réfutation formelle, que de la justesse de leurs vues et de la correction de leur logique. La hardiesse n'est un mérite que pour les esprits asservis. Et les esprits asservis sont ceux qui ne raisonnent point.

(*o*) M. de P. veut dire, évidemment, la tradition révolutionnaire. C'est en tout cas une tradition qu'il invoque. Notons une différence importante : M. de P., au nom d'une tradition, condamne l'exercice de la raison. Des nationalistes, au nom de la raison, établissent : 1° qu'un pays ne peut se passer de traditions; 2° qu'il y a des traditions nuisibles; 3° quelles sont ces traditions mauvaises; 4° qu'il vaut mieux que d'autres soient suivies; 5° quelles sont ces bonnes traditions : et c'est encore à la raison qu'ils demandent les moyens de les préserver. Ce sont deux manières, pour des théoriciens, de concevoir le traditionnalisme.

(*p*) Ce n'est l'avis d'aucun dreyfusien lettré.

mant esprit, tombé sous l'influence néfaste du dreyfusisme (*q*), on finit tout de même par s'irriter de ces inconvenances.

Je sais bien que ces messieurs, tout fiers de compter dans leurs rangs l'Académie presque entière, ont décrété que nul n'aurait de talent — pas plus que de patriotisme et de désintéressement — hors eux et leurs amis. C'est leur façon à eux d'agrandir le patrimoine de la France, et leur *nationalisme intégral* ne sera satisfait que le jour où il sera reconnu que M. Philippe d'Orléans a seul mandat pour nous gouverner..... (*r*).

---

(*q*) Tous les lettrés plaignent ce haut et charmant esprit, et se plaignent plus que lui ; c'est qu'ils l'aiment, comme ils l'aimaient, pour lui-même, et non pour leurs intérêts. Les uns appellent *dreyfusisme*, les autres *politique* la cause de sa disgrâce. Elle ne lui a pas tout ôté ; souvent le mortifié prophète laisse briller encore l'intelligence divine. Les regrets se redoublent, et la colère contre ceux qui l'appelaient impie ou anathème, et qui le flagellent de leurs dévotions.

(*r*) Que signifient ces récriminations ? « Ces messieurs » n'ont rien décrété du tout quant au talent et au patriotisme, et les faits seuls ont rendu des décrets. Pour le désintéressement, voilà une préoccupation bien basse. S'il suffit à M. de P. pour être content de soi de penser qu'il ne s'est point vendu, au contraire de certains dreyfusiens, qui voudrait au pauvre homme chicaner ce facile plaisir ? Enfin, le *nationalisme intégral* ayant pour programme l'établissement d'une monarchie « traditionnelle, héréditaire, antiparlementaire et décentralisée », si, pour des raisons qui ont été données, qui ont satisfait bien des gens, que personne jamais n'a réfutées, M. le duc d'Orléans paraît seul désigné pour établir une telle monarchie, on discerne mal où tend l'ironie de M. de P. — Je supprime encore six lignes où l'on diffame fort inutilement plusieurs de nos amis qui n'étaient point en cause : il y aurait trop de distinctions à faire, et ce n'est pas le lieu.

J'ignore si, dans le *doux pays* qu'on nous prépare, la vanité bavarde, le complaisant étalage du moi seront la marque de la supériorité vraie. En tout cas, il est des choses auxquelles il faut renoncer. Il serait trop difficile de faire comprendre à ces pédants tout pleins de suffisance que, pour refuser de s'agenouiller devant..... (*s*) le duc d'Orléans, il n'est pas nécessaire de croire à l'infaillibilité du peuple. Pour certains esprits, on ne peut servir une cause qu'à plat ventre; ils ne sauraient apprécier les motifs pour lesquels, tout en ne se faisant pas d'illusions sur la démocratie, sans attendre puérilement le bonheur universel du coup de baguette magique d'une révolution sociale, on croit pourtant devoir défendre, au prix même des plus grands sacrifices, la cause de la République et devoir travailler de toutes ses forces à l'avènement du socialisme.

Laissons cela. Il est des natures qui sont faites, non pour s'entendre, mais pour ne jamais s'accorder — pas même sur la définition de leurs divergences (*t*).

---

(*s*) Dernière suppression, de deux lignes. C'est maintenant M. le duc d'Orléans à qui l'on applique des injures gratuites, qui ne sauraient ici faire argument, et preuve encore bien moins. Elles montrent seulement que M. de P., quand il prend la peine de produire des épithètes, ne comprend rien à la valeur de l'institution monarchique; ce n'est point un génie surhumain qu'on suppose transmis par l'hérédité, c'est le sentiment naturel d'une identité entre l'intérêt national et l'intérêt de la famille régnante, sentiment que dirige chez l'héritier présomptif un apprentissage approprié. M. Ch. Maurras a fait cent fois cette démonstration, en ajoutant qu'il peut y avoir de mauvais rois, et ce que cela signifie. Mais « s'agenouiller » fait une métaphore efficace, sans doute.

(*t*) On serait obligé à M. de P. d'éclaircir plusieurs points de ce développement :

Ce que nous sommes en droit d'exiger, c'est que du moins nos adversaires ne se licencient pas à enrôler de force dans leurs rangs, par un sacrilège posthume, les libres esprits dont le souffle bienfaisant est sur nous. IL EST INDÉCENT DE METTRE RENAN EN OPPOSITION NON SEULEMENT AVEC CEUX QUI SE SONT MONTRÉS SES DIGNES HÉRITIERS EN MAINTENANT INTACT SON HÉRITAGE INTELLECTUEL ET MORAL, MAIS CONTRE LUI-MÊME (*u*).

1° A-t-il essayé de « faire comprendre », à qui que ce soit, à quoi il est ou n'est pas « nécessaire de croire » pour s'accorder avec la nature d'un démocrate? ou bien cette « suffisance » qu'il reproche aux pédants ne serait-elle que le besoin de comprendre et le refus de se rendre semblables aux simples d'esprit, l'orgueil en un mot suivant les théologiens professionnels?

2° Qu'est-ce que « servir une cause à plat ventre »? Je n'ai jamais conçu M. de P. dans cette attitude : une cause mystique et l'idéal même le plus absurde n'exigent de leurs dévots rien de semblable; il suffit bien que ces dévots soient des fanatiques et détestent tout examen.

3° M. de P. voit-il, en fait, des inconvénients à s'avouer ouvertement un mystique, un ennemi de la raison? Que dirait-on, chez les libre-penseurs, de « motifs » avoués purement sentimentaux, d'un « devoir » qui refuse de donner ses raisons? Et qu'est-ce que cette prédestination finale des bons et des méchants, sinon une ruse commode pour se dispenser de discuter?

(*u*) Voilà un passage qui n'aura pas laissé d'intriguer plusieurs lecteurs de l'*Aurore*, si la forme extérieure de mots déjà connus ne suffit à tous. Il contient pourtant la clef, comme la seule raison d'être, de tout l'article de M. de P. Quelle indécence y a-t-il à relever les contradictions d'un écrivain, à en marquer les causes probables, à établir, entre deux opinions qui se détruisent, laquelle convenait mieux à la personnalité de l'écrivain, laquelle nous choisissons nous-mêmes comme plus conforme à la raison? Invraisemblable fétichisme de M. de Pressensé! Son église connaît donc des Pères infaillibles? La peur du sacrilège et le respect du souffle bienfaisant, ce sont de pieux scrupules. Mais comment interpréter les œuvres

Nos mandarins s'oublient parfois. Ce n'en est pas la seule preuve. Enivrés d'être admis dans une société qui leur impose, incapables de sentir la nuance méprisante de l'accueil fait à des champions de louage et que l'aristocratie — sottement

hétérodoxes des Pères ? Ironies ? Antiphrases ? Emissions de voix privées de sens ? Que vient faire en tout cas notre Renan parmi les Pères de cette risible église ? Et, si l'on tient à détourner l'autorité d'un libre esprit, pourquoi Renan plutôt que tel ou tel autre de ceux que nous aimons à étudier? Quels sont donc enfin ces « dignes héritiers »?

Ces dignes héritiers sont ceux qui divulguèrent l'autre jour une vieille conférence électorale d'Ernest Renan. Cette conférence parut admirable aux ligueurs des Droits de l'Homme. Elle devint pour eux « la conférence de Renan », et ils s'empressèrent d'en multiplier les reproductions. C'est qu'elle était démocratique, et par là contraire aux textes excellents que nous a légués son auteur. M.Ch. Maurras n'eut point de peine à montrer, dans le *Soleil* du 3 mai, qu'il ne s'agissait pour Renan que de se faire élire, que Renan dans toute autre circonstance, que Renan lui-même, que Renan libre esprit ne condamnait pas moins les idées démocratiques et avant et après cette conférence, qu'il ne l'avait donc point voulu réunir à ses œuvres, et qu'on observe peu de piété filiale,ou un singulier fanatisme, chez les personnes qui la publièrent.

Cette démonstration, que je n'imagine point, où l'on peut se reporter, devait mettre de mauvaise humeur les bénéficiaires d'une audacieuse plaisanterie. M. de P. n'aima point cette démonstration. La réfutation qu'il en a tentée n'est point forte. Elle pouvait le paraître davantage aux lecteurs de l'*Aurore* : ils ignoraient de quoi il était question, les arguments de M. Maurras, le journal où avaient paru les arguments de M. Maurras, et que M. Maurras les eût fait paraître.

Il y a des libéraux qui n'aiment point les références précises. Ils ont bien tort, aux yeux des esprits indépendants, qui se plaisent à comparer les opinions des hommes, et qui tiennent à remonter aux sources. Ces libéraux ont charge d'âmes; ils connaissent les séductions de l'hérésie.

contente d'elle-même — reconnaît quelquefois des égaux chez ses adversaires, jamais chez ses scribes, ils se donnent des airs de gentilshommes et tranchent du grand seigneur. Ames de valets dans des corps de pauvres hères, ils ne se doutent pas, ils ne se douteront jamais du rôle ridicule des enfants du peuple traîtres au peuple et à la Révolution (v).

FRANCIS DE PRESSENSÉ.

On m'excusera d'avoir réimprimé la pauvre chose de M. de Pressensé. J'ai cru pouvoir en extraire des enseignements utiles. Il ne faut point perdre de vue les diminutions intellectuelles que les ennemis de la raison voudraient nous imposer : misère logique, bassesse du goût, niaiserie pontifiante. M. de Pressensé est dans son parti un homme considéré. Qu'on juge ses intentions bonnes ou mauvaises, ce qui n'importe, son article correspond, tel quel, aux mœurs intellectuelles des cerveaux les plus indigents. Le libre examen, l'esprit de méthode et de clarté, voilà nos meilleures armes contre les ennemis du nom français. Il faut avant tout reconnaître ces ennemis, conscients ou non, médiocres ou non, ne dédaigner qu'à bon escient, sacrifier des répugnances. Ou le nationalisme en ce pays ne sera rien, qu'un tumulte et des cris, ou ses théoriciens feront tout ce qui est en eux pour restaurer la raison nationale.

LUCIEN MOREAU.

(v) J'ignore si M. de Pressensé se doutera jamais de la gaîté qui émane de ce dernier paragraphe. Il voudrait faire le méchant niais. Il ne fait que le Janot fanatique. Et l'on s'en veut de ne point s'attendrir davantage. On s'attendrit bien un peu. Mais il y a de plus grands intérêts.

# *LA NATION JUIVE*
# *AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE*

(*Notes d'histoire contemporaine.*)

---

Jadis les Juifs, — nation *une et indivisible*, fermement attachée à sa religion et à ses traditions patriotiques, — étaient partout traités non en ennemis (comme on l'a très faussement prétendu), mais en étrangers. Ces nomades, qui demeuraient compatriotes en dépit des frontières, et se tenaient au contraire pour exilés parmi les peuples aryens, voire même sémitiques (1), dont ils imploraient l'hospitalité, étaient l'objet d'une juste et universelle défiance. Chrétiens, musulmans ou païens, les *goym* de tous pays comprenaient vite qu'ils ne pouvaient traiter comme des gens « de chez eux » ni même comme des étrangers ordinaires ces intrus orgueilleux qui, se considérant comme « la première aristocratie du monde » (selon l'expression de l'un d'entre eux), regardaient leurs hôtes comme une plèbe *taillable et corvéable à merci* et eussent rougi de honte à la seule pensée de s'asseoir comme fils de la maison aux

(1) Les Arabes, par exemple.

foyers des infidèles. Gardant jalousement — sans nul esprit de prosélytisme — leurs croyances, eur morale et leurs lois, formant partout un Etat dans l'Etat, affranchis de tous scrupules par des préjugés de race que consacrait le Talmud, — leur Evangile, leur Charte et leur Code civil à la fois, — d'ailleurs doués de dangereuses qualités qu'ils cultivaient et développaient sans relâche, ils seraient vite devenus le danger public qu'ils sont à présent, si l'on ne s'était décidé à prendre des mesures de défense nationale contre ces étrangers qui ne se reconnaissaient pas plus de devoirs envers un chrétien qu'un chrétien n'en pense avoir envers les animaux.

*
* *

Jean-Jacques Rousseau et ses fils intellectuels — Robespierre, l'abbé Grégoire et quelques songe-creux de même farine — vinrent changer tout cela vers la fin du XVIII^e siècle. Ces fats, ayant découvert un beau jour, par le seul effort de leur génie, la Vérité Absolue en politique comme en morale, estimèrent que l'expérience de dix-huit siècles et de cent peuples de toutes religions ne valait même pas d'être prise un instant en considération. Tous les hommes étant égaux, tous les hommes étant semblables (ils l'avaient ainsi décrété), n'était-il pas puéril de prétendre que le peuple juif avait son génie national, son tempérament héréditaire, qui, ren-

forcés par de millénaires traditions, le rendaient inassimilable et dangereux? En vain l'abbé Maury et quelques autres suppôts de l'ancien régime essayaient d'opposer à la toute-puissance de la très sainte et très pure Raison des arguments souillés du plus bas réalisme, qu'ils osaient demander à l'Histoire et aux faits observés chaque jour, — à l'expérience des ancêtres et à celle des contemporains. Les Constituants eurent vite fait de leur couper la parole (en attendant mieux) et de conférer aux Israélites, affranchis désormais de tous contrôles d'exception, les mêmes droits qu'à tous les citoyens français.

Les autres peuples suivirent ce noble exemple, moutons de Panurge qui, pris d'une belle émulation, sautaient à qui mieux mieux dans l'abîme par-dessus les bastingages traditionnels. Depuis un demi-siècle, la Russie, soucieuse avant tout de défendre les intérêts de ses enfants et de sauvegarder le patrimoine plus précieux encore de leurs traditions nationales, est le seul pays de l'Europe où les Juifs soient encore gênés dans leurs entreprises de pillage et de dénationalisation. « A bas le *tsarisme!* » crient dans les rues de Moscou, de Kiev et de Pétersbourg quelques Juifs nihilistes malheureusement flanqués de quelques étudiants russes. « A bas le tsarisme! » répètent docilement, au quartier Latin, quelques jeunes sots qui se croient le droit et les moyens de mesurer la longueur des nagaïkas cosaques et de compter les coups qu'elles ont distribués aux assassins de Gorekelov et de Pobiédonotzev : n'ont-ils pas jadis — aux temps

héroïques — calculé la portée du *cent-vingt court* et traduit en se jouant des dépêches chiffrées?

*
* *

La nouvelle du décret de la Constituante tinta aux oreilles des Juifs de l'Europe entière comme une sonnerie de boute-selle. La nation juive comprit que son jour était venu, elle devina confusément que les peuples qui se liguaient alors contre la France n'allaient guère tarder à adopter ces principes qu'ils combattaient, que le règne de la bienfaisante Égalité était proche, qu'en tout cas la série de guerres et de révolutions qui venait de s'ouvrir serait lente à se fermer, qu'il ferait bon pêcher dans cette eau trouble, et,

Comme un vol de gerfauts hors du charnier natal,

les nouveaux « conquérants de l'or » partirent en croisade.

« *Sonnez, rixdales! Sonnez, doublons!* » Tandis que la Mort moissonnait à grosses gerbes dans les armées de l'archiduc Charles, de Koutousov et de Napoléon, Israël faisait, lui aussi, de fructueuses récoltes; et, le soir de Waterloo, Blücher et Wellington n'étaient pas seuls à chanter victoire : un Rothschild venait de doubler sa fortune en jouant intrépidement à la baisse au *Stock-Exchange* de Londres. Aux plus hardis la plus belle part de butin! Ces Rothschild étaient partis en guerre des premiers : « ban-

quiers de la Sainte-Alliance », prêtant à gros intérêts des sommes considérables aux souverains besogneux, ils étaient allés jusqu'à garder en gage la couronne du landgrave de Hesse, un de leurs débiteurs ! *C'est ainsi que se fonde une bonne maison*... Etendu sur son lit de mort, le vieil Amschel Rothschild, « l'ancêtre, le grand homme », partagea l'Europe entre ses cinq fils : Naples, Paris, Londres, Vienne et Francfort furent les camps retranchés assignés à ces cinq patriotes éclairés ; tel on vit Alexandre mourant partager l'Europe entre ses généraux...

L'un après l'autre, les pays allemands, gagnés par la contagion *libérale*, affranchirent les Israélites. Quand l'Autriche, à son tour, — c'était en 1848, — rompit les derniers liens qui entravaient leur essor, l'allégresse régna parmi les douze tribus. Ce gâteau magnifique, longtemps grignoté du bout des dents par le bon million de Juifs qui peuplaient les États des Habsbourgs, était enfin happé tout entier ! Les bonnes gens eurent trente ans de paisibles ripailles avant que personne songeât sérieusement à troubler la fête ; mais ils furent imprudents et se préparèrent un terrible réveil.

Les Juifs de France, au contraire, sous l'habile et paternel gouvernement du baron James et du baron Alphonse, usaient sans en abuser des *lettres de marque* que la Constituante leur avait octroyées pour faire la course en pays chrétien. D'origine portugaise pour la plupart, moins gloutons et plus affinés que les Juifs allemands, ces hardis corsaires savaient évaluer parmi les coups de Bourse, les faillites et les accapare-

ments; et, tel Gama doublant le cap des Tempêtes, la plupart d'entre eux savaient côtoyer la Cour d'assises et la Correctionnelle sans venir s'y briser.

Tout changea après la guerre de 1870. La France, vaincue et décapitée, parut une proie qu'on pouvait désormais déchirer sans vergogne. L'Autriche, trop avidement rongée, commençait à s'appauvrir; l'Allemagne lançait parfois de mauvais regards sous le bandeau qui lui couvrait encore les yeux; même aveuglée, d'ailleurs, elle flairait le Juif à l'odorat : désarmée par ses législateurs, elle ressentait, à la seule approche d'Israël, une sorte d'horreur physique qui l'avertissait du danger et l'en gardait un peu. Et puis on était trop nombreux au banquet: toutes les bonnes places étaient prises, et des milliers d'aventuriers faméliques allaient faire une réalité de ce fantastique *prolétariat juif* sur lequel s'apitoient parfois nos députés socialistes. Aussi, dès 1871, les Juifs d'Allemagne et d'Autriche se ruaient-ils par milliers à l'hallali de la France agonisante. Les politiciens leur ouvrirent nos portes à deux battants, et la grande saturnale commença.

Les pauvres Juifs portugais furent presque submergés sous cette avalanche de Prussiens et de Viennois: ainsi, — dit Drumont, — la vieille race de nos rats d'égout, gent haïssable assurément, a été, dans le cours du dernier siècle, détruite et remplacée par des bandes de rats norvégiens mille fois plus sales et plus voraces encore que les premiers...

*
* *

Durant les vingt années qui suivirent la guerre franco-allemande, la nation juive parvint vraiment à l'apogée de sa puissance. Hors la Russie, l'Europe entière était en son pouvoir; l'antique rêve d'Israël était réalisé, la *première aristocratie du monde* foulait aux pieds les peuples esclaves et s'enrichissait de leurs travaux.

Les descendants du vénérable Amschel restaient à la tête du peuple de Jéhovah : pairs d'Angleterre, barons du Saint-Empire ou commandeurs de la Légion d'honneur, objets du respect, presque du culte universel, ils voyaient les souverains mêmes mendier leurs faveurs. Cette famille, demeurée aussi unie qu'aux premiers jours, riche maintenant de quelque dix milliards, puissante presque à l'égal des Bourbons, des Habsbourgs ou des Bonaparte en ce temps où toute puissance procède de l'Or, formait (et forme encore) une sorte de Conseil des Dix, — l'Etat Rothschild, dirait Maurras, — dont les décisions importaient au monde entier. Sous le sceptre de ces nouveaux Empereurs d'Occident, mille aventuriers de haut vol écumaient à leur fantaisie la France surtout, beaucoup aussi l'Autriche, l'Angleterre et l'Italie quelque peu. A Berlin, Bleichrœder s'était taillé un empire indépendant. Hirsch piratait à Constantinople, aidé d'aigrefins dont Edwards le père n'était pas le moins adroit. Les Sassoon avaient rançonné l'Inde, les Havemeyer accaparaient

les sucres des Etats-Unis, Barnato allait bientôt explorer le Sud-Africain.

Quant aux Juifs *français* (si j'ose m'exprimer ainsi), dirai-je leurs noms, déjà légendaires comme ceux des maréchaux de Napoléon? Rappellerai-je les batailles financières où ils se sont illustrés, les procès fameux où leur réputation s'est encore accrue, — leurs Austerlitz et leurs Waterloo? Panama, chemins de fer du Sud, mines d'or, métaux, Comptoir d'Escompte, Union Générale... Je n'en finirais pas.

*
* *

Si les Juifs ne s'étaient illustrés que dans la finance, leur omnipotence eût été de courte durée. Dénoncés par la presse, détestés des bourgeois qu'ils ruinaient, haïs des ouvriers qu'ils dépouillaient, une coalition formidable d'intérêts et de rancunes les eût bientôt tenus en échec. Mais les gens de Bourse, bataillon sacré de l'armée conquérante, étaient éclairés et flanqués par des corps auxiliaires très actifs. Dès les premières escarmouches financières, ils avaient apprécié l'influence déjà énorme de la presse, ils avaient pressenti sa toute-puissance à venir. L'avoir entre les mains était pour eux question de vie ou de mort; elle leur était en effet indispensable d'abord pour *lancer* les grandes affaires qu'ils montaient, pour *amorcer* le public; puis pour les défendre et les justifier quand une volte-face de l'inconstante Fortune les montrait soudain en fâcheuse posture; à la

presse aussi revenait le soin de créer lentement autour des noms de ces grands voleurs une légende de bonté, de magnanimité en même temps que d' « amour éclairé des arts » (selon la formule) : un Laurent de Médicis mâtiné de saint Vincent de Paul, voilà ce que chacun de ces pirates souhaitait qu'on le crût; et seuls les journalistes sauraient leur fabriquer cette auréole, en même temps qu'ils travailleraient à les lancer dans le monde *distingué*, comme ils disent. Pourtant le peuple pouvait finir par s'alarmer, la vérité pouvait se faire jour jusqu'à lui : il fallait distraire son attention, le désintéresser des affaires sérieuses; de cela aussi la presse se chargerait : elle l'amuserait en l'avilissant, par sa basse littérature et ses nouvelles scandaleuses; quand pourtant l'excès de misère le rappellerait trop brutalement à la réalité, elle l'égarerait sur de fausses pistes, détournant le flot de ses colères aveugles sur la religion et sur l'ordre social.

Les Juifs arrivèrent vite à leurs fins : en peu d'années, ils furent les maîtres de la presse européenne presque entière. Le programme qu'ils avaient arrêté fut exécuté de point en point par des plumitifs souvent inconscients. De temps à autre, — comme les généraux aiment à passer des revues pour se rendre compte de la belle tenue de leurs troupes, — Israël organisait quelque scandale à sensation où il faisait donner le ban et l'arrière-ban de ses mercenaires. Il s'agissait en général de défendre les Droits d'Homme et de Citoyen de quelque coreligionnaire : qu'un trafiquant juif-anglais se prétendît

lésé dans ses intérêts par certains procédés du gouvernement hellénique ; que Pie IX refusât de laisser élever dans la religion juive un jeune Israélite qu'une servante trop zélée avait baptisé en cachette ; que le Parquet d'un comitat hongrois osât traduire en cour d'assises un Juif sur qui pesaient les plus graves présomptions d'assassinat ; qu'un jeune condottiere israélite, ayant pris du service dans l'artillerie française, fût inquiété pour avoir fait de documents intéressant la défense nationale un trafic peut-être indélicat, — au coup de baguette de ce chef d'orchestre invisible dont parlait naguère le secialiste allemand Liebknecht, la presse des deux mondes entrait en danse, et bientôt, grisés, affolés, ses lecteurs se passionnaient de bonne foi pour quelque coquin dont l'affaire — fût-il même innocent — ne les regardait en aucune façon.

Si les Juifs appréciaient à sa juste valeur cette arme meurtrière dont ils s'étaient saisis, ils savaient bien, pourtant, qu'elle ne suffisait pas à leur assurer la victoire : l'influence de la presse est incontrôlable, et le lecteur d'un journal juif, un moment trompé par d'adroits sophismes, peut — la feuille à peine repliée — rentrer dans son bon sens. Israël sentit le besoin d'enchaîner plus solidement ses dupes et de ne les plus perdre de vue sitôt qu'elles se seraient données à lui : il trouva en la Franc-Maçonnerie ce lien solide qui devait, rivé à son poignet, maintenir derrière lui le troupeau de ses complices, tant conscients qu'imbéciles. Que la Maçonnerie soit d'origine juive, beaucoup de

gens l'affirment, d'autres le nient, aucun n'apporte à l'appui de son assertion des preuves vraiment convaincantes; mais que les Juifs en aient pris la direction exclusive depuis plus d'un demi-siècle, qu'ils en aient fait un des grands instruments de leur politique internationale, voilà ce qu'il serait bien difficile de nier. Une bonne moitié des hauts dignitaires sont circoncis, et si les autres ne briguent pas l'honneur d'être ainsi baptisés, c'est pure lâcheté sans doute, — un bon maçon tient à sa peau. Le grand-maître actuel s'appelle Nathan : *ce nom seul, je pense...* Son prédécesseur, qui avait nom Lemmi, n'était pas moins bon Israélite que lui, et le restaurateur et premier grand-maître du Rite Ecossais, vers le milieu du dernier siècle, fut l'avocat politicien Crémieux. *Ab illis disce omnes.*

La Maçonnerie fut toujours une association essentiellement bourgeoise; elle l'est encore, malgré les efforts du F.·. Chauvière et de quelques autres rouges. Or il fallait mater la populace. On la lançait à l'assaut des églises; mais elle pouvait, un beau jour, se lasser de ce jeu, chercher des victimes plus dignes de sa colère que les inoffensifs *ratichons*. Il fallait parer à ce danger; trois Juifs s'en chargèrent. Ils s'appelaient Lassalle, Karl Marx et Engels; ils inventèrent, vers 1860, le collectivisme internationaliste et la *guerre de classes*. Quelques coreligionnaires se chargèrent de propager leurs théories : le Juif Singer organisa le parti socialiste allemand, le Juif Adler rendit le même service aux Autrichiens; les Français, dupes incurables,

n'attendirent même pas l'arrivée d'une ambassade juive pour « organiser chez eux le prolétariat en parti de classe ».

Et les Juifs, éternels prédicateurs de guerres civiles chez les autres, venaient de rendre leur union plus étroite encore en fondant l' « Alliance israélite universelle »...

Les financiers israélites pouvaient travailler en paix. Les Arton et les Cornelius Herz leur achetaient des parlements, les Albert Wolf célébraient leurs vertus et leurs goûts artistiques, les Crémieux et les Nathan domestiquaient dans les Loges la bourgeoisie *libre-penseuse*, les Marx et les Lassalle prêchaient la guerre de classes aux ouvriers affamés, les Mayer et les Sigismond-Lacroix ameutaient la rue contre les curés : Israël, que nul ne surveillait plus, put enfin placer sur sa tête orgueilleuse la couronne d'empereur du monde, pendant que les Halévy et les Offenbach chantaient sur le boulevard : « *Evohé! Bacchus est roi...* »

*
* *

Cette période de domination incontestée, cet âge d'or, qui fut aussi, par excellence, l' « âge de l'Or », ne dura pas longtemps. Les Juifs voyaient enfin réalisées ces prophéties où ils avaient voulu voir des promesses de domination terrestre. Grisés par le triomphe, il leur plut d'humilier des vaincus qui si longtemps les avaient fait trembler; peut-être aussi, doutant encore de leur toute-puissance, conçurent-ils

le dessein d'en abuser quelque peu pour mieux se convaincre qu'elle était sans limites. Comment expliquer autrement qu'une nation si prudente jadis et si politique se soit puérilement amusée à des jeux aussi dangereux pour elle que le fut, par exemple, l'affaire Dreyfus? Ses principes de solidarité n'y suffiraient certes pas, non plus que le désir d'amoindrir une armée qui, hélas! s'était toujours si peu occupée d'eux. *Quos vult perdere Jupiter dementat...*

Deux coups de tonnerre annoncèrent la tempête sous laquelle ils se débattent maintenant : la fondation du *Reformverein* antisémite à Vienne, en 1882; l'apparition de *la France juive*, à Paris, en avril 1886.

L'antisémitisme faisait appel à tous ceux qui, soit dans leur conscience, soit dans leur honneur national ou privé, soit dans leur fortune, soit même dans leur bon goût ennemi du *puffisme* autant que du *muflisme*, avaient été blessés par Israël : c'est dire qu'il recrutait ses bataillons parmi toutes les chasses de la société, depuis l'ouvrier longtemps berné par les collectivistes jusqu'au gentilhomme longtemps retenu soit par l'attrait des chasses et des fêtes que lui offraient les barons de nouvelle date, soit au contraire par l'instinctive horreur de toucher de pareilles gens, fût-ce avec sa canne ou le bout de sa bottine... Toutefois, c'est parmi les conservateurs qu'il recruta ses premiers et ses plus nombreux adhérents : ceux qui avaient le culte des traditions nationales et ne pensaient pas que l'histoire de leur pays commençât en quarante-huit ou en

quatre-vingt-neuf ne pouvaient se laisser bien longtemps duper par ces mots sonores d'« égalité » de « droits de l'homme » et d'« immortels principes » dont les Juifs jouent à tout propos ; ils devaient s'indigner plus que d'autres de ces entreprises de *décatholicisation* et de *dénationalisation* qu'a savamment « montées » le peuple conquérant. Les protestants et les *libéraux* libres-penseurs, tous férus d'individualisme et rebelles à l'autorité de la tradition en religion comme en politique, sont au contraire, par principes et par vocation, les fidèles valets d'Israël.

Qu'il me soit permis de noter, à ce propos, un souvenir personnel : Me trouvant à Venise, en septembre 1899, — pendant le fameux procès, — il m'arrivait souvent, comme bien on pense, d'acheter et de parcourir quelques-unes des feuilles de choux qui poussent là, hélas ! aussi bien qu'en terre ferme ; je pus ainsi suivre une intéressante polémique qui mettait aux prises — à propos de l'Affaire, ai-je besoin de le dire ? — un certain *Adriatrico* et une *Gazzetta di Venezia* quelconque. Celui-là — radical et anticlérical — reprochait violemment à celle-ci — vaguement conservatrice — la scandaleuse indifférence qu'elle affichait à l'égard de la « Grande Innocence ». La pauvre *Gazzetta*, recevant ses informations de quelqu'une de ces Agences dont la cynique partialité se donnait libre cours en ce mois historique, se proclamait *dreyfusiste* autant qu'une autre ; elle refusait pourtant de rompre des lances en faveur du « capitaine » : ce procès français ne devait intéresser que la France, et la feuille conservatrice ne se croyait pas le droit d'intervenir

dans un débat où des Italiens n'avaient que faire. Et l'*Adriatico* de l'accabler d'injures au nom de la Justice, de la Vérité et de la Solidarité internationale.

Si j'ai noté ce petit fait, c'est que presque tous les journaux conservateurs des divers pays de l'Europe, quand ils ne se déclaraient pas contre Dreyfus, — et ils avaient raison de ne pas commettre cette indiscrétion, — gardaient du moins cette réserve de bon goût que j'admire chez la *Gazzetta* ; au lieu que tous les journaux de gauche, hors la *Fackel* de Liebknecht et quelques feuilles irlandaises, prirent parti pour le Juif avec la même insolence que ce ridicule *Adriatico*.

*
* *

La place me manque pour passer en revue ces partis antisémites qui, depuis une vingtaine d'années, se sont formés presque en tous pays. Je veux du moins saluer en passant le Dr Lueger et ses amis autrichiens, dont j'ai conté les hauts-faits ici même ; les deux Zichy et l'abbé Mollnar, qui dirigent l'antisémitisme hongrois ; en Allemagne, Ahlwardt et le pasteur Stöcker (saluons bien bas ce protestant antisémite !) ; Lahovary en Roumanie ; Edmond Picard en Belgique. En Russie les Juifs, grâce à Dieu, ne règnent pas, mais c'est un Juif, M. de Witte, qui administre les finances russes, et un autre Juif, M. de Cyon, sut naguère conquérir les plus hautes dignités. L'antisémitisme n'y est donc point superflu : Katkov et Aksakov, ces amis de

la France qui, durant toute leur vie, luttèrent contre Israël, ont donc deux fois bien mérité de la patrie. En Italie aussi le ministre des finances est un Juif, le sieur Wollemborg; mais les Italiens, plus mortellement empoisonnés que tout autre peuple par le *libéralisme* maçonnique, ne semblent point se méfier de ce personnage, et les ouvriers de Milan ne paraissent point se souvenir que leurs frères et leurs compagnons sont tombés, il y a trois ans, sous les balles des soldats de Bavia-Beccaris parce qu'il avait plu au jeune Juif américain Joseph Leiter de s'essayer à l'accaparement des blés (il s'y cassa d'ailleurs les reins). Les Anglo-Saxons, presque aussi dénués de scrupules que les Juifs et presque aussi bien armés qu'eux pour le *struggle for life*, ne semblent point non plus les redouter. Si des milliers d'Anglais se font tuer en Afrique, c'est pourtant pour enrichir des financiers d'Israël et cet industriel accapareur de Birmingham, Kynoch, qui, grâce au concours intéressé des Chamberlain (1), réalise d'immenses bénéfices en approvisionnant toute l'armée d'explosifs... L'heure est proche, peut-être, où la populace londonnienne remplacera ses « No Popery! » démodés par de plus opportuns « No Jewry! » et où retentira de nouveau dans les rues des cités italiennes le vieux cri du *risor-*

(1) Les deux seuls publicistes anglais qui (à ma connaissance) aient montré, durant ces dernières années, quelque aversion pour les Juifs — Stead et Labouchère — sont précisément les deux adversaires les plus acharnés de M. Chamberlain et de sa politique.

*gimento :* « Dehors les étrangers ! *Fuori gli stranieri !* »

Les Juifs ne se font point d'illusions. Ils avaient rêvé de devenir les rois d'une plèbe sans patrie et sans traditions ; ils comprennent aujourd'hui qu'ils se sont trompés, que le *goy* était attaché *à la terre et aux morts*, suivant le mot de Barrès, par des liens dont ils ne soupçonnaient point la force. Fatalistes, ils attendent sans trop de crainte que sonne l'heure inévitable où il leur faudra *rendre gorge* comme aux temps de Philippe-Auguste et de Colbert. Sans or, ils ne seront plus rien ; mais cet or, ils sauront le reconquérir. Confiants dans l'avenir de leur race, encouragés par cette prodigieuse épopée qu'a vécue leur nation au XIXe siècle, ils se remettront aussitôt au travail, au grand œuvre de la conquête du monde...

OCTAVE DE BARRAL.

## *LE FACTEUR MORAL DANS LA CONDUITE DES TROUPES*

(*Fin.*)

---

En temps de paix, l'officier n'a que deux moyens pour élever l'âme du soldat à la hauteur de sa mission : la discipline et l'exemple. Mais le mot *discipline* est une expression synthétique, résumant, condensant toute une série d'actes de conséquences plus ou moins importantes et interprétées de façons très variées. Les uns considèrent la discipline comme une lourde charge qu'il faut subir parce que légalement il est impossible de s'y soustraire : c'est l'interprétation du mot dans un sens étroit. Ceux-là espèrent que, les agents dreyfusards aidant, la discipline aura bientôt cessé d'être et que l'armée française disparaîtra du même coup. Les autres la regardent, au contraire, comme l'école du devoir, du sacrifice et de l'abnégation, école utile et formant le complément de l'éducation d'un homme : c'est l'acception du mot dans son sens large, réel et vrai. Ceux-ci souhaitent et veulent que l'armée française soit puissante et forte, prête à refouler l'ennemi qui tenterait d'envahir notre territoire.

Sans nul doute, cette diversité d'interpréta-

tion provient des manières différentes dont le devoir du citoyen est envisagé. Elle dérive encore de la façon dont les rigueurs de la discipline sont mises en œuvre pratiquement. Les prescriptions du service intérieur sont nettes, précises, admirablement formulées ; mais elles présentent un caractère de généralité absolu. De sorte que, par leur application strictement littérale, ces prescriptions risquent de frapper quelquefois sans ménagement.

Chaque recrue possède un esprit et des sentiments différents qui tiennent à son origine sociale, à son instruction, à son éducation, enfin à sa nature disciplinée ou à ses instincts rebelles. C'est en adaptant la discipline à ces nuances diverses de la personnalité que l'officier a le droit d'espérer un bon résultat dans l'éducation morale qu'il entreprendra.

Il est souvent plus profitable de s'adresser au cœur et à l'intelligence du soldat que d'user des moyens de coercition ; le bénéfice sera plus grand que par la méthode contraire. Il est juste de remarquer ici que le règlement de 1883 a réduit, pour les gradés du rang, la possibilité de punir dans les proportions que permettaient les règlements antérieurs. Les peines pour les hommes de troupe, sont, de ce fait, devenues beaucoup moins dures qu'autrefois, et celles infligées aux sous-officiers ont aussi perdu de leur ancienne sévérité. On a compris que l'intelligence de la troupe devenant de plus en plus ouverte, les sanctions pénales de la discipline devaient s'adresser davantage au sentiment moral. C'était une indication dont on n'a peut-

déduira qu'il ne suffit pas, au combat, d'un premier élan pour décider de la victoire; on lui exposera d'une manière sensible et convaincante que la ténacité est toujours récompensée. On lui prouvera, enfin, que les échecs ne sont souvent que momentanés si l'on a le courage de tenter, coûte que coûte, des retours offensifs. Mais ce courage, c'est la force morale qui le donne et non les exercices en terrain varié, ni l'enseignement des grandes manœuvres, où des simulacres, des conventions et des invraisemblances faussent le jugement. Le soldat, par son expérience personnelle, sait déjà que rien ne s'obtient sans peine; il comprendra facilement qu'à la guerre, la victoire n'aime à se prononcer qu'en faveur de ceux qui, par leur courage et par leurs sacrifices, s'en sont rendus dignes.

L'histoire militaire française est pleine de brillants faits de guerre; il est facile d'y puiser, pour des conférences multiples, des exemples qui, bien racontés, engendreront le fanatisme dans l'âme de l'auditeur. Les guerres étant rares à notre époque, il est bon que, par la pensée, l'homme s'accoutume l'esprit à ne jamais désespérer, même aux heures les plus sombres, les plus tragiques d'une campagne. Prévenu, aujourd'hui, des résistances qu'il rencontrera et des à-coups qu'il lui faudra supporter avec sang-froid le jour où il paraîtra sur le champ de bataille, les dangers l'étonneront moins parce qu'il les aura en partie prévus mentalement. Et pour une âme valeureuse, prévoir un danger c'est le vaincre d'avance. Le soldat habilement dressé se souviendra spontanément que les héros sur-

gissent dans les moments où tout semble irrémédiablement perdu. La force morale qu'on aura su lui inculquer dans les entretiens du temps de paix le rassurera au même instant, en lui rappelant ses devanciers, et lui suggérera son devoir.

Cet enseignement doit être donné par les officiers eux-mêmes. Ils ont des connaissances très approfondies de nos fastes historiques, et peuvent remplir aisément ce rôle d'éducateur moral. Ils en possèdent tous les éléments et l'on se demande pourquoi le général André vient de charger son ami le dreyfusard Georges Duruy de rédiger un nouveau programme d'histoire pour l'École Polytechnique et l'École de St-Cyr.

M. Georges Duruy, dans le travail qu'il a rédigé, invite les professeurs à rendre hommage aux vertus militaires de l'ancienne France; il indique les traditions d'honneur, de discipline, qui doivent être conservées.

Mais ce bon mouvement a la durée d'un éclair. Pour M. Georges Duruy, le modèle accompli d'une armée est fourni par les armées de la Révolution considérées dans leurs soldats et dans leurs chefs. Nous avons exposé plus haut quelles réticences il convenait d'apporter à cette opinion, trop répandue et loin d'être exacte. Tout en reconnaissant combien cette époque fut remarquable et enfanta des prodiges de courage et de science militaire, il est difficile de nier qu'il n'y ait eu quelques ombres au tableau.

Mais le programme ne s'arrête pas là, et, dans le but de complaire aux démocrates, il

est stipulé que le professeur enseignera à ses élèves que « l'esprit de caste » ne doit plus exister et doit être remplacé désormais par « l'esprit de solidarité » !

M. Georges Duruy estime « nécessaire une évolution nouvelle de l'idée que les militaires se faisaient naguère de la profession des armes ». Puis enfin la mentalité dreyfusienne apparaît tout entière, intégrale, dans ce simple énoncé : « L'armée ne peut plus être une citadelle fermée au sein de la nation elle-même, et dressée à sa propre défense. »

Ce n'est point une élucubration de ce genre, née du mariage du patois juif et du jargon des loges maçonniques, qui fera naître la force morale dans l'armée. Le but de son auteur est tout autre sans doute. Cet amalgame de sophismes révolutionnaires et d'expressions socialistes aurait bien plutôt pour tristes résultats la démoralisation et l'indiscipline.

Heureusement, les élèves de nos écoles militaires et les officiers ont le sentiment du devoir trop développé pour s'attacher aux formules de M. Duruy. Ils n'ignorent pas que l'éducation morale du soldat ne se fera jamais au moyen de déclamations internationalistes et parées du faux nom d'humanitaires. Ils trouveront, ailleurs que dans le programme de M. Georges Duruy, le bagage nécessaire pour dresser et moraliser les hommes qu'ils ont mission d'instruire et d'éduquer.

Les conférences qu'ils feront devront procéder d'un autre esprit, et s'inspirer de préceptes absolument inverses aux pensées et aux

conseils du professeur dreyfusard. Qu'ils se mettent donc avec confiance à l'œuvre, au contraire, avec la ferme volonté de réagir contre cette intrusion, dans notre armée, de la politique nauséabonde et corruptrice.

Ces entretiens faits aux soldats sur les belles actions de leurs aînés réclameront un travail supplémentaire de la part des officiers, mais est-ce trop espérer d'eux? Certes la besogne ne manque pas dans les régiments; mais qu'est-ce qu'un surcroît de fatigue pour des chefs dont le dévouement est toujours prêt? Ils savent bien, d'ailleurs, que le grain semé aujourd'hui rapportera à la France le jour de la lutte suprême, et la moisson promet d'être trop riche pour qu'ils hésitent, un seul instant, à y consacrer le plus pur de leur patriotique ardeur.

ROBERT BAILLY.

## *NOTES DE VOYAGE AU SÉNÉGAL*

### VI

Autrefois on arrivait directement par bateau à Saint-Louis. Le navire que les alizés favorables avaient poussé rapidement sur l'immense mer bleue des tropiques s'arrêtait en vue des dunes. Les brisants traçaient une triple ligne d'écume en avant de la plage, et sous le soleil de feu se déployait l'étrange paysage qu'a si merveilleusement décrit Loti aux premières pages de son *Spahi* : à l'horizon, « une vieille cité blanche, plantée de rares palmiers jaunes », et plus près, sur le rivage, « d'immenses fourmilières humaines, des milliers et des milliers de cases de chaume, des huttes lilliputiennes aux toits pointus où grouille une bizarre population nègre »...

L'estuaire du fleuve, obstrué par les bancs de sable, n'était pas toujours praticable. Il fallait souvent rester de longues journées immobile, à contempler les splendeurs mornes de cet océan couleur de lapis déferlant sur la grève. Cependant des noirs montés sur leur pirogue allongée

venaient à bord chercher le courrier et les passagers qui voulaient bien se confier à eux. On courait risque de chavirer plusieurs fois en traversant les brisants, mais on arrivait toujours à la côte. Et puis, par le fleuve, de petits côtres, des goélettes d'un faible tirant d'eau, venaient décharger le navire d'une partie de sa cargaison et, ainsi allégé, il pouvait franchir la barre du Sénégal et venir accoster aux quais de Saint-Louis.

L'arrivée dans la capitale de l'Afrique occidentale fut pour nous infiniment moins pittoresque. A la nuit tombante nous descendîmes de chemin de fer à la gare de Sor.

Une longue voiture qui ressemble assez bien à nos omnibus funéraires et que traînent une mule et un cheval accouplés nous met en dix minutes au centre de la ville.

On parcourt une longue allée bordée de cocotiers et de poteaux télégraphiques. Des maisons de commerce européennes alternent avec des cases indigènes.

Derrière un quinconce de palmiers, sur la droite, une avenue s'enfonce dans le village noir.

A gauche, la vue s'étend sur les lagunes couvertes de roseaux et de palétuviers.

On s'engage ensuite sur le pont de bateaux que le gouverneur Faidherbe a fait poser sur le grand bras du Sénégal (1). Les planches oscillent

(1) Ce pont de bateaux lui-même n'existe plus. Il a été remplacé par un immense pont de fer dont la dernière travée (tournante) n'était pas encore achevée lors de notre voyage.

légèrement sous le poids de l'omnibus, les chaînes grincent, les roues tournent avec un roulement de tonnerre, l'eau clapote autour des pontons.

De temps à autre, on s'arrête sur des plates-formes pour laisser passer des voitures ou des ânes qui viennent en sens contraire.

Les alcati se préviennent du passage d'un véhicule à coups de sifflet aigu.

Les lampes électriques qui s'allument se reflètent dans le miroir bruni du fleuve.

Dans la ville on ne distingue rien que la façade blafarde de longues maisons.

L'omnibus nous dépose devant les portes éclairées d'un café d'apparence toute française. C'est un des deux hôtels de Saint-Louis. La maison n'a rien d'exotique. Elle ressemble à n'importe quelle auberge de bas étage dans une bourgade du Midi. L'autre hôtel a plus mauvaise mine encore, étant de fondation plus ancienne.

Cette première soirée passée dans une salle malpropre de restaurant donne une mauvaise impression de Saint-Louis. On se trouve mêlé au monde le plus désagréable de la ville : les fonctionnaires, qui sont arrogants et médiocres, les commerçants d'ordre infime, dont l'éducation rappelle assez celle de nos légendaires commis voyageurs.

On se croirait dans une sous-préfecture dont on aurait enlevé les toits. Les rues enténébrées restent silencieuses et désertes. Seulement il y fait une chaleur inaccoutumée, et de temps en temps un souffle d'air apporte des villages indi-

gènes l'odeur des noirs si particulière et si pénétrante.

Une simple promenade le lendemain au jour chasse vite les sensations trop banales de la veille.

La vieille cité de Saint-Louis, dans son île encerclée par les deux bras du Sénégal, a la couleur, l'aridité et le dénûment du désert qu'elle domine. Sous le soleil qui la dévore, elle participe à l'âpreté tragique et fiévreuse de la nature saharienne. Merveilleusement elle s'harmonise avec la perspective de dunes poudreuses que lui fait le pays des sables étendu à l'infini derrière elle.

Avec ses rues sans ombre, qui s'étendent toutes droites entre des maisons à la mauresque, surmontées de terrasses et entourées de balcons couverts, avec ses places où se dressent des arbres maigres et élancés, elle est bien la capitale de ce monde mystérieux de nègres et de Maures, la cité du commerce bizarre de l'ivoire, du sel, de la gomme, de la poudre d'or, des arachides, des oiseaux multicolores et des esclaves...

L'Européen seul reste dépaysé dans cette ville qu'il a créée. Notre vie civilisée y détonne; mais ni nos ponts forgés, ni nos chemins de fer n'arrivent à troubler la majesté immuable de ces horizons. Nos ouvrages à la mode européenne y paraissent mesquins. Ils passeront, et la désolation épique de cette campagne demeurera éternelle autant que la terre elle-même.

Nous ne savons nous élever à la hauteur de ce pays qu'en y mourant. Les tombes effritées

de nos soldats possèdent seules un cachet dramatique en rapport avec les solitudes ambiantes...

Du pont de bateaux qui relie l'île de Saint-Louis à celle de Sor, l'œil embrasse la silhouette complète de la ville.

C'est d'abord à la pointe Sud un bouquet de hauts cocotiers surmontant des cases de paille, — puis de longs murs blancs, jaunes ou rouges, — des terrasses dont les arêtes géométriques se découpent nettement sur le ciel bleu, — de grandes constructions irrégulières, — l'hôtel du Conseil général, — l'étrange palais du gouvernement, surmonté d'un sémaphore et entouré d'arbres des tropiques,—puis encore des maisons à balcons, — une mosquée blanche aux ombres rosées, — de grands baraquements à l'aspect de casernes, — quelques tulipiers et des cocotiers, de ci, de là, dans les marécages qui terminent la pointe Nord...

Si l'on traverse le pont, entrant dans Saint-Louis, on se trouve devant des bâtiments qui ferment le parc du gouverneur. Le palais forme à peu près le centre de la ville et la divise en deux quartiers, Sud et Nord.

Le long de ses murs latéraux passent deux rues parallèles où s'amorcent perpendiculairement trois grandes artères au Sud et trois autres au Nord. Elles s'enfoncent vers les extrémités de l'île. De plus petites rues les coupent à angle droit, traçant ainsi des carrés réguliers.

Au mur sud du palais du gouverneur s'adosse le jardin public : quelques massifs poussiéreux, des cocotiers, des touffes de lauriers roses, de

maigres buissons où des fleurs d'hibiscus plaquent une large tache sanglante.

Le porche de l'église, aux chapiteaux jaunes, se dresse, flanqué de deux tours blanches, en face de ce jardin.

Devant le palais du gouvernement, une grande place entre deux casernes se trouve vaguement ombragée par une double rangée de conifères. Quand le vent souffle dans leurs aiguilles, ils font entendre un gémissement si plaintif que dans certaines contrées on les plante seulement au-dessus des tombes et on les appelle « les arbres des morts ».

Quelques palmiers languissent autour de la statue de Faidherbe, derrière un kiosque où la musique du régiment d'infanterie de marine vient donner un concert le jeudi et le dimanche.

A l'extrémité de la place, face au palais, s'étend la berge du petit fleuve, traversé à cet endroit par un pont de bois reliant l'île à la langue de Barbarie.

Entre les arbres du quai, on aperçoit sur la rivière des pirogues et des chalands recouverts d'une toiture de paille. Des mouettes et des goélands se perchent sur les mâts. De petits aigles gris planent très haut dans le ciel. A l'arrière-plan on distingue les cases de chaume de Guet-N'Dar et le marché de N'Dar-Toute, dominé par les cocotiers de l'avenue Dodds.

Une foule bigarrée du matin au soir emplit le pont d'une continuelle allée et venue. Des négresses portent sur leur tête, dans une calebasse, de gros poissons dont les écailles scintillent au soleil, ou bien du linge qu'elles vien-

nent de laver. Leurs nourrissons à cheval sur leurs hanches et attachés dans leur dos par leur pagne serré balancent leur petite tête crépue. Des noirs en boubous blancs flânent paresseusement.

Des enfants à califourchon sur les poutres extérieures pêchent à la ligne. De temps à autre passe avec un grondement prolongé la voiture d'un mulâtre ou bien une bande de petits ânes. L'eau qui coule au-dessous d'eux les effraie, alors ils s'arc-boutent sur leurs quatre pattes, refusant d'avancer malgré les « Ah! ah! » gutturaux de leur conducteur. Brusquement ils se couchent, renversant leur charge. Alors la circulation s'interrompt. On entend sonner de grands coups de bâton. Des Toucouleurs aident les âniers à relever leurs bêtes, et tout rentre dans l'ordre.

Autour du palais s'étend le quartier riche de la ville. Là s'élèvent des maisons de commerce connues et achalandées dans toute l'Afrique occidentale. A l'entrée de chaque rue se retrouvent les mêmes constructions de briques, enduites de plâtre blanc ou bien colorées d'ocre, de rouge ou de bleu, — de longs rectangles bas, deux étages couverts d'un toit plat en terrasse, à l'aspect fruste, aux lignes géométriques.

Au rez-de-chaussée, de larges portes donnent accès dans de vastes magasins où s'empilent, dans un ordre tout à fait imprévu, tous les produits d'Europe utilisés ici. Aux solives du plafond sont suspendus des brocs, des seaux de zinc, des casseroles, des balais, des brosses, entre lesquels pendent de grandes pièces de cotonnade, des saucissons de Lyon à l'enve-

loppe métallique, des saucissons d'Arles, de vieux fusils à pierre, des armes démodées, des selles arabes, des selles anglaises, des brides, des bottes ou des guêtres. Dans les vitrines s'entassent d'innombrables boîtes en fer-blanc et des bocaux contenant des conserves de tout ce qui se mange, puis des cravates, des gants, des casques blancs, des chapeaux mous, des boîtes de cigares et de cigarettes, des allumettes, des flacons de cirage et de vernis. Sur des comptoirs s'empilent des pagnes de toutes les couleurs, à côté de tablettes de chocolat; des jambons, des comestibles au milieu de paquets de cartouches. Des caisses de vins, de liqueurs, alternent avec des caisses de parfumerie ou d'articles de Paris.

Des trottoirs, on distingue nettement ce pêle-mêle bizarre, ces étalages hétéroclites, devant lesquels des noirs flegmatiques et loquaces demeurent des heures à disputer pour la moindre emplette.

Au premier étage, au contraire, tout, du dehors, semble mort; une longue rangée de fenêtres gardent leurs volets éternellement clos; souvent un balcon de bois, sous une marquise de planches, entoure la maison.

Si l'on pénètre sous le porche central, on se trouve devant une cour où des nègres somnolent. De gros singes rouges, ou de petits singes verts au museau noir, attachés aux murs par une chaîne fixée au collier qui leur prend les reins, grimacent aux passants.

Des escaliers monumentaux montent aux terrasses du premier étage. Là s'ouvrent de grandes

vérandas encombrées de toute une population de jeunes négresses, captives affranchies, amenées à Saint-Louis de tous les coins du Soudan. Elles font office de domestiques chez les mulâtres. Elles ont des mines drôles de ouistiti. Une petite mèche de cheveux se recourbe en spirale sur le haut de leur tête. Des colliers d'ambre ou de verroterie, des gris-gris, pendent sur leur gorge de bronze. Elles portent des chemisettes blanches et des pagnes bariolés. Elles sont très paresseuses, elles aiment à rester accroupies dans un coin, chantonnant une chanson aux paroles vagues, aux airs monotones et plaintifs. Quand elles se lèvent, elles ont une façon à elles de rouler leur torse, sur leurs hanches, en traînant un peu leurs pieds chaussés de babouches.

Des perruches vertes sautillent de l'une à l'autre de leurs petites amies noires, ou bien se pendent par leur bec crochu aux lames des persiennes.

Les appartements donnent sur les galeries : des pièces nues, aux ameublements très anciens, et sans grand confort. Les pancas y promènent leur balancement rythmique dans une éternelle pénombre...

A mesure que l'on s'enfonce vers les extrémités de Saint-Louis, ces grandes constructions aux façades régulières font place à de vieilles maisonnettes biscornues, aux murs de torchis lézardés sous l'implacable cuisson du soleil.

Elles enferment une agglomération de vieilles négresses, de gros moutons aux cornes recourbées, d'énormes canards de Barbarie, de poulets

étiques et des légions de termites et de lézards.

On marche sur le sable poussiéreux où les pieds enfoncent jusqu'aux chevilles.

Des nattes sont étendues çà et là. Des noirs jouent aux dames à l'ombre courte des murs, ou se racontent les uns aux autres d'interminables histoires.

Des petites filles demandent un sou — leur dimanche — en faisant la révérence aux blancs qui passent. Des négrillons au ventre ballonné, au nombril proéminent, le cou encerclé de gris-gris, galopent tout nus, soulevant un nuage de poussière autour d'eux.

Des pagnes sèchent au milieu de la rue. De longues bobines de coton, que pelotonnent des femmes, enroulent leur fil tendu autour des maisons.

Ensuite ce sont des cases étayées de matériaux bizarres, un mélange de civilisation et de sauvagerie qui évoque à la fois l'Afrique et la banlieue de nos grandes villes.

A la pointe Sud habitent quelques artisans, des pêcheurs, dont les pirogues sont tirées à sec sous les cocotiers. De là on contemple le fleuve dont les deux bras se réunissent en une vaste nappe couleur de saphir, foncée aux blancheurs qui l'entourent. On découvre sur la rive droite les dernières huttes de Guet-N'Dar et les dunes. D'étranges montagnes de sable les dominent, plantées d'une multitude de fiches inégales, qui ressemblent à des échalas dans une vigne morte. C'est le cimetière des noirs. Plus loin on distingue le camp abandonné de la

Pointe-aux-Chameaux, et tout à fait à l'horizon des voiles sur la barre...

Un second pont sur le petit fleuve met en communication le quartier nord de la ville et N'Dar-Toute.

Un peu au-dessus de ce pont commence un village habité par les tirailleurs indigènes et compris entre la rivière et une allée qui va de la mosquée au camp des conducteurs, laissant sur sa droite le quartier des spahis.

L'île se termine là par des marécages. Arrêté à l'extrémité de la chaussée, on a devant soi un marigot semé de quelques touffes de verdure. A gauche, on entrevoit la langue de Barbarie, le pays des sables et, au-delà de la caserne des tirailleurs, Gohoumbaye et la route du désert...

Au-dessus des marais de Sor, le jour se lève. Une lumière à peine perceptible vient de l'Orient. C'est l'heure sainte du Maghreb. Le marabout appelle à la prière. Aux mosquées sacrées, dans le sable des rues, partout sur la terre d'Afrique, le musulman se prosterne, parcourant lentement le cycle immuable des invocations prescrites.

De tous les quartiers de Saint-Louis monte le bruit sourd, rythmique et cadencé des lourds pilons broyant dans les mortiers de caïlcédrats les graines de mil. C'est la pénible besogne des femmes noires qui commence avec la journée.

Très vite le soleil monte. La ville resplendit déjà de lumière sous un ciel de turquoise. Les lourdes portes des magasins européens s'ouvrent toutes grandes. Les jacasseries précipitées, les rires aigus des « digaines », jaillissent en fusée.

Des cavaliers traversent les rues en caracolant. Des sonneries de clairon viennent des casernes et de la plage. Des négresses s'installent sur les trottoirs pour vendre aux passants du lait et des noix de kola. Dans les bureaux « aux persiennes closes », les commis profitent de la fraîcheur matinale pour expédier leur travail. Les tirailleurs, sur la place du Gouvernement, manœuvrent autour de la statue de Faidherbe. Les mulâtresses suivies de leurs bonnes aux peignoirs multicolores s'acheminent vers le marché de N'Dar-Toute.

A midi la ville est morte. Tout se tait, sauf le gémissement continu des flots sur les brisants de la côte. Les maisons sont closes. Le soleil au zénith semble avoir tout consumé dans l'île silencieuse. L'atmosphère saturée de rayons et de chaleur devient aveuglante et irrespirable. C'est l'instant où Saint-Louis ressemble tout à fait à une nécropole égyptienne.

Vers trois heures, un nouveau réveil, une reprise de vie. Les magasins rouvrent leurs portes. Les bureaux se remplissent. Les dames de la ville, en toilettes claires, se font des visites ou se promènent à Sor durant la belle saison, sur la plage durant l'hivernage. Les officiers et les commerçants riches montent à cheval. Ils vont galoper sur la route de Leybar ou de Matrana. Les noirs accroupis sur leur seuil palabrent jusqu'à l'heure du dernier salam.

On passe des soirées silencieuses et solitaires. Parfois les portes d'une maison mulâtre s'entr'ouvrent pour une sauterie. Les jeunes filles du pays adorent la danse. Elles valsent bien. De

leur hérédité africaine, elles tiennent une merveilleuse souplesse. En valsant, elles retrouvent toute l'ondulante nonchalance de la femme noire, qui faisait écrire à Baudelaire :

> Même quand elle marche, on croirait qu'elle danse,
> Comme ces longs serpents que les jongleurs sacrés
> Au bout de leurs bâtons agitent en cadence...

Elles ont conservé avec cela des grâces d'un autre siècle. Elles savent des pas, des inflexions de corps et de bras qui rappellent des pavanes et des menuets. Elles ont d'aimables coquetteries et s'habillent de mousselines légères.

Mais elles deviennent vite obèses. Et sous ce climat, négligeant de prendre soin d'elles-mêmes, elles perdent trop tôt leur charme délicat.

Pour les noirs, les nuits tièdes où brille la lune sont des nuits de fête et de plaisir. Il tombe du ciel une clarté d'un bleu laiteux qui enveloppe d'une lumière étrange les cases pointues et promène l'ombre gigantesque des cocotiers sur le sable blanc.

Le soleil a brillé d'un tel éclat pendant le jour qu'il semble avoir laissé des phosphorescences dans l'air. On lirait aisément l'écriture la plus fine. Les silhouettes des nègres se profilent distinctement.

Sur les places, dans les carrefours, des femmes chantent en frappant leurs mains en cadence. Puis les griots arrivent. Ils posent par terre, entre leurs jambes, des tamtams de toutes les tailles. Le cercle se forme autour d'eux. Le chant recommence, soutenu maintenant par le roule-

ment du tamtam — une mélopée lente, brusquement coupée d'une note aiguë.

La cadence se précipite. Une femme s'avance. Elle lève les bras, balance le torse dans un déhanchement lascif. Un griot se lève, frappe plus violemment sur son tamtam. La danseuse glisse vers lui, tord son corps, roule ses bras, se pâme en souriant; son pas s'accélère, tout son être gesticule, se contorsionne; elle s'affole, elle trépigne, elle crie et tombe épuisée... Un homme la remplace, puis un couple. Les chants deviennent plus indécents. Les noirs s'énervent. Les danseuses arrachent leur pagne. Leurs bracelets d'argent, leurs colliers et leurs gris-gris luisent sur leur peau nue...

Des hommes en boubous blancs, pris de frénésie, s'agitent dans la nuit transparente. Et c'est sur toute la place de sable un ballet fantastique, se déroulant au rythme des claquements de mains et des roulements de tamtams. On dirait une ronde de chauves-souris immenses ou plutôt de ces hirondelles de mer, au ventre noir, aux ailes blanches, que l'on voit s'entrecroiser au-dessus du fleuve...

C'est au printemps surtout, quand toute cette terre s'enfièvre de désirs, durant ces jours de fécondation brutale, quand le sang brûle les veines de ces hommes encore sauvages, qu'il faut voir danser ces bamboulas endiablées; au printemps, quand les jeunes garçons se mêlent aux jeunes filles pour entamer sur un rythme fou les notes enragées de cet « anamalis fobil » dont parle si bien Loti :

« Anamalis fobil!! hurlement de désir effréné,

de sève noire surchauffée au soleil, et d'hystérie torride... Alleluia d'amour nègre, hymne de séduction, chanté aussi par la nature, par l'air, par la terre et par les parfums... »

Et puis il est aussi des nuits étonnamment fraîches, de mornes nuits sans lune, où tout se tait dans la ville. Le noir grelottant, enveloppé dans sa couverture, dort de ce sommeil dont rien ne saurait le tirer. Dans les longues galeries des maisons mulâtres où sommeillent les domestiques nègres, on peut sans crainte de les éveiller enjamber leurs grands corps allongés sur le parquet...

On dit que ce sont les nuits où les chacals font ripaille. On entend par instants leurs glapissements lugubres. Ils grattent les tombes dans les cimetières de Sor...

LUCIEN CORPECHOT.

---

## *NOS MAITRES : LE PLAY*

### *Lexique du langage politique*

---

### A

ABUS DES MOTS. — *Forme de corruption qui propage l'erreur, même sous l'apparence d'une démonstration, par le seul énoncé d'un mot détourné de son sens traditionnel.*

### B

BUREAUCRATIE. — Organisation vicieuse de Gouvernement conférant la réalité du pouvoir à des agents qui n'offrent point aux Gouvernés les garanties de la responsabilité personnelle.

### C

CLASSE DIRIGEANTE. — Ensemble de personnes qui, par leurs doctrines ou leurs actes, donnent l'impulsion à une Société. Cette direction est surtout imprimée aux races de Sédentaires : chez les peuples modèles, par les Propriétaires ruraux ; chez les peuples corrompus, par les Lettrés.

CLASSE INFÉRIEURE. — Ensemble des personnes qui emploient exclusivement dans leur

propre intérêt ou dans celui de leurs familles le temps et les ressources dont elles disposent.

CLASSE SUPÉRIEURE. — Ensemble des personnes qui emploient surtout leur temps et leurs ressources dans l'intérêt de la Classe inférieure et du public.

COACTION GOUVERNEMENTALE. — Caractère distinctif des races réputées *contraintes* et souffrantes, chez lesquelles les Institutions confèrent surtout aux pouvoirs publics le devoir de garder l'ordre moral.

COACTION PATERNELLE. — Caractère distinctif des races réputées *libres* et prospères, chez lesquelles les Institutions et les Mœurs confèrent surtout aux pères de famille le devoir de garder l'ordre moral.

D

DÉCADENCE FATALE. — Erreur qui consiste à croire que chaque race d'hommes, après avoir acquis un maximum de Prospérité, est, par la force même des choses et nonobstant tout effort, condamnée à déchoir ou à périr.

E

EGALITÉ. — Mot dont le sens légitime est fixé par la Loi de Dieu et les Coutumes de la Paix sociale, mais dont on abuse pour masquer la loi d'Inégalité, établie par Dieu, démontrée par la plus simple observation des lois de la nature, développée par l'usage du libre arbitre, indispensable au bon ordre des Sociétés.

F

FATALISME (esprit de). — Commun en France dans les jugements portés sur le Progrès et la Décadence des Sociétés.

FÉODALITÉ. — Le régime qui assure le mieux le bien-être de la Classe inférieure. Il a pour caractères : la dépendance réciproque du Patron et de l'Ouvrier ; les devoirs d'assistance du Patron ; l'usufruit perpétuel du Foyer et de l'Atelier assuré à la famille de l'Ouvrier.

I

IMPRÉVOYANCE. — L'un des défauts caractéristiques de la Classe inférieure.

INÉGALITÉ. — L'un des caractères dominants des Sociétés humaines. Elle dérive toujours des diversités qui existent dans les lieux, les aptitudes individuelles, les sexes, les âges, les emplois du libre arbitre, les traditions de famille et les besoins sociaux.

L

LIBERTÉ. — Mot qui exprime l'emploi de certaines facultés légitimes, mais dont on abuse souvent pour louer des idées ou des actes condamnés par la Loi de Dieu et les Coutumes de la Paix sociale.

LIBERTÉ (régime de). — Nommé plus convenablement COACTION PATERNELLE (v. ce mot).

M

MOYEN-AGE. — Considéré comme l'époque qui

a le mieux garanti, par les rapports sociaux, l'existence des populations imprévoyantes, et, en général, de la Classe inférieure.

N

NATIONALITÉS (le faux principe des). — Erreur ou doctrine insidieuse de certains peuples conquérants qui s'appuient sur la similitude des langages pour violer les règles du droit des gens.

NOBLESSE NATURELLE — des grands Propriétaires ruraux, résidant sur leur domaine, pratiquant la Loi de Dieu et soumis à des devoirs exceptionnels.

P

PAUPÉRISME. — Condition spéciale à certains groupes d'Ouvriers de l'Occident et sans précédents dans l'histoire. Elle a pour caractères principaux le manque de sécurité, la désorganisation de la famille et le retour périodique du dénûment.

PROGRÈS (LE). — Expression absolue employée à tort pour affirmer l'existence d'une loi fatale en vertu de laquelle l'humanité se perfectionnerait sans cesse, quel que fût l'usage du libre arbitre.

R

RÉFORME. — Mouvement imprimé à une Société souffrante par quelques hommes voués au Bien, qui combattent, par deux moyens, la corruption émanant des Classes dirigeantes, savoir : en provoquant le retour à la Coutume nationale

des temps de Prospérité ; en recommandant l'imitation de la Coutume actuelle des Sociétés modèles.

RÉVOLUTION. — Nom donné en France depuis 1789 à onze changements brusques qui ont été opérés par la violence sous prétexte de Réforme, mais qui ont toujours augmenté la corruption et la souffrance.

S

SCIENCE. — Mot souvent détourné de son sens légitime pour affirmer une erreur, savoir : que les savants modernes remplacent utilement, par leurs découvertes, les vérités traditionnelles du genre humain.

F. LE PLAY.

(*Introduction à* LA RÉFORME SOCIALE EN FRANCE.)

## PARTIE PÉRIODIQUE

### *CORRESPONDANCE :*

L'ATHLÈTE OU LE DIADUMÈNE DE POLYCLÈTE

*Notre excellent collaborateur et ami M. Louis Dimier, que le succès de son roman moderne* La Souricière *n'éloigne pas des sources antiques, adresse à notre ami Maurras l'intéressante lettre suivante à propos de l'Athlète ou du Diadumène de Polyclète dont il avait traité dans ses récentes notes du Musée britannique* (Action *du 1er mai, page 702, ligne 5*) *:*

Valenciennes, 1er mai 1901.

Mon cher ami, je vois dans vos jolies impressions de passage au Musée britannique que vous ignorez l'histoire du Diadumène de Polyclète, découvert en Provence, ainsi que vous l'avez lu sur le socle, près de Vaison, département de Vaucluse. Quel dieu, méchant dites-vous, ou quel concours de destinées ont conduit jusque-là, sous le ciel gris, dans l'air humide, cet éphèbe de notre sang ? J'aurai plaisir à vous répondre, d'abord parce que vous paraissez souhaiter que quelqu'un le fasse, ensuite parce que l'histoire, à laquelle la politique fut mêlée, est curieuse et propre à se faire lire des lecteurs de l'*Action.*

Cette statue fut trouvée par un M. Jacques, qui avait acquis en 1862 l'emplacement du théâtre de Vaison et qui y pratiqua des fouilles. Un membre de la famille Raspail, Eugène Raspail, lié d'amitié

avec lui, fut aussitôt avisé de sa découverte, dont il lui vanta l'importance. Jacques, sur ces encouragements, attendit l'acheteur qui ne vint pas, et de guerre lasse céda enfin son antiquité à Eugène Raspail pour 700 francs. Celui-ci l'avait estimé 20.000, mais il ne pouvait la payer ce qu'elle valait et son ami souhaitait de s'en défaire. C'était en 1868. C'est alors que le même Raspail écrivit aux Musées impériaux dans la personne du surintendant des Beaux-Arts, qui était M. de Nieuwerkerque. La lettre qu'il rédigea ne spécifiait aucun prix. On répondit par retour du courrier :

« J'ai reçu et lu avec intérêt la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire au sujet d'une statue dont vous me proposez l'acquisition. Je regrette de vous dire que, vu l'état de mon budget, il m'est absolument impossible de donner suite à cette affaire.

« Recevez, monsieur », etc.

Eugène Raspail est resté convaincu que son nom dans la circonstance avait nui à sa proposition. Il ne se découragea pas pourtant et, ayant fait tirer une photographie de la pièce, il l'envoya au même M. de Nieuwerkerque avec instance d'entrer en affaires. Ce qu'on lui répondit cette fois paraîtra plus fort que la première. Une photographie d'une telle pièce, c'était de quoi mettre en mouvement le dernier des antiquaires dignes de ce nom. Celui qui l'offrait ne s'entendait point à en expliquer la valeur. Mais les gens au fait de ces matières y reconnaissaient aussitôt une réplique d'un prototype fameux connu par un petit bronze de la collection Jaime au cabinet des Médailles et supposé, d'après les témoignages des auteurs, un ouvrage de Polyclète. Voici la lettre des Musées impériaux expédiée six jours après :

« Je regrette vivement la peine que vous avez prise

de m'adresser une seconde proposition au sujet de la statue dont une épreuve photographique était jointe à votre lettre. J'ai eu l'honneur de vous faire connaître la cause de mon impossibilité à faire l'acquisition de l'objet dont il s'agit. Cette cause subsistant encore, je me vois obligé de réitérer mon refus.

« Recevez », etc.

Entre temps E. Raspail avait écrit au directeur du Musée britannique. On lui avait répondu qu'on profiterait d'un prochain voyage en Italie pour voir à Vaison la statue proposée. Au reçu de la seconde lettre de M. de Nieuwerkerque, il envoya la photographie à Londres. Aussitôt lui fut répondu un mot qui se terminait ainsi :

« Veuillez être assez aimable pour me faire savoir par le retour du courrier, si vous serez chez vous la semaine prochaine. Je puis partir immédiatement après avoir reçu votre lettre. »

C'était le 31 juillet 1869. Le Musée britannique paya 25.000 francs la plus belle réplique connue du Diadumène de Polyclète, et l'un des plus rares morceaux qu'on ait jamais trouvés en France. Le temps me manque pour tirer la morale. Il ne faudrait pas la restreindre à l'Empire, car elle s'applique à tous les temps. Je m'en remets à vous et à vos lecteurs.

Cordialement à vous.

L. Dimier.

## *BIBLIOGRAPHIE*

---

**Souvenir des yeux et du cœur,** par le comte DE LANTIVY DE TRÉDION (*à la librairie Emile Paul*, 100, *faubourg Saint-Honoré*).

Notre collaborateur et ami, le comte de Lantivy de Trédion, publie un volume de vers d'une inspiration haute et d'une forme singulièrement délicate. Pour donner à nos lecteurs quelque idée du plaisir que nous avons pris à la lecture de ces poésies, où s'exprime le « nationalisme » le plus naturel et le plus aimable, nous ne saurions mieux faire que de publier ici le sonnet bien classique sur *Antigone*.

H. V.

(Après une représentation de Mme Bartet
à la Comédie-Française.)

Le front pâle, les yeux où l'angoisse s'étale,
Et du corps alangui l'harmonieux contour
Que le voile dérobe et trahit tour à tour,
Tout en elle est empreint d'une grâce fatale.

Gardienne aux temps païens de la flamme d'amour,
Fille et sœur douloureuse, ô sublime vestale,
Comme un lys effeuillé pétale par pétale,
Ton deuil, en longs soupirs, lentement se fait jour!

Et telle est la douceur de ta plainte exhalée,
Quand de ta triste vie, à peine déroulée,
Va se rompre le fil sous la main d'Atropos,

Qu'on croit voir du passé l'âme mélancolique
S'incarner, à nouveau, dans une vierge antique
Que sculpta Phidias au marbre de Paros.

**Claudine à Paris**, par WILLY (*Ollendorff, éditeur*).

On a eu le plus vif plaisir à revoir la jeune Claudine. Abandonnant l'école de Montigny et ses fantaisies dont elle conserve un alangui souvenir, c'est de Paris qu'elle écrit son histoire dans une langue mêlée, imprévue et savoureuse. Exquise créature qui se permet toutes les libertés de parole et d'imagination, mais qui sauve tout par sa « tenue ». Si elle n'a pas de vice, elle n'a pas davantage de vertu, à la vérité. Dans une ignorance absolue de ce que peut être le péché, elle ne « fait pas mal », comme elle dit avec une naïveté piquante et nouvelle dans sa bouche, parce qu'elle n'a « même pas l'envie de mal faire ». Un docteur dira donc qu'elle n'y a point de mérite. Et ce pourrait porter un profane à la traiter de petit monstre — quand on se rappelle avec cela comme elle battait méchamment sa Lucie — si le débat généreux qui termine le livre ne montrait que la froide interlocutrice des colloques avec le joli Marcel est bien la meilleure petite fille qu'on puisse imaginer.

Et malgré tout, malgré que ce roman finisse honnêtement par un mariage et qu'on n'y commette point tout ce qu'on trouve à l'ordinaire dans les fables de certains moralistes patentés, il ne manquera pas de gens pour crier au scandale. *Claudine à Paris* nous donnera donc l'occasion de rappeler que l'on doit distinguer la simple licence et la pornographie, Crébillon et le marquis de Sade, Willy et M. Octave Mirbeau. Il est une manière lourde, sérieuse, tendue, de traiter certains sujets, de les mêler à des questions d'un autre ordre et d'intéresser la sensualité à l'effet d'obscurcir la raison :

ainsi fait un Zola pour l' « *idéal moral* », un Tolstoï pour l' « *idéal social* »; ainsi M. Joseph Reinach peignait les tortures physiques de Dreyfus afin d'émouvoir les nerfs en même temps qu'il exaltait l'imagination métaphysique par des appels à la Justice abstraite : mettant de la sorte les esprits hors d'état de se former un jugement raisonné (1). Et n'était-ce pas ainsi déjà que procédaient Rousseau et Diderot? Il ne serait sans doute pas exagéré de dire que les poèmes d'un Hugo, qui ébranlent la sensibilité en faveur de chimères religieuses ou politiques, sont aussi de la pornographie en quelque manière. Il est tels livres de Michelet — et je parle des livres d'histoire pure — qui exercent plus de ravages chez un adolescent que les romans dont le gardent soigneusement ses maîtres. A l'amusement que donne à la curiosité sensuelle un conteur licencieux, on ne peut comparer le désordre que portent dans les esprits les écrivains romantiques et sentimentaux. Et les pages les plus chastes de *Travail* éveillent dans de jeunes cœurs des passions plus funestes que toutes les effronteries de la *Claudine* de Willy.

**Les Encyclopédistes**, par Louis Ducros (*Honoré Champion, éditeur*).

M. Louis Ducros en est resté tout naïvement aux leçons du bon curé Meslier. Nous n'en sourirons même pas, car, à tout prendre, ce voltairianisme épaissi n'est pas si ridicule que l'exaltation anarchique et sentimentale des tolstoïsants, tout écumants à cette heure des mesures de sécurité prises

(1) Ces lignes étaient écrites au moment où Dreyfus lui-même publiait ses souvenirs. C'est tout droit au pilon qu'il faudrait porter ce livre obscène.

par le tsar contre leur grand homme. Et à ces énergumènes, on préférerait encore davantage les encyclopédistes s'il n'était trop clair que c'est eux qui ont engendré nos malheureux contemporains. Il y aurait cependant profit à rechercher par quelles qualités d'esprit les rédacteurs de l'*Encyclopédie* se distinguaient de leurs pitoyables successeurs. Et c'est à quoi peut aider l'ouvrage consciencieux de M. Louis Ducros, où l'on trouve quantité de renseignements non seulement sur d'Alembert et Diderot, mais aussi sur leurs collaborateurs moins illustres. L'examen de la méthode, du plan et des idées fondamentales de l'*Encyclopédie* ainsi que l'exposé de son histoire extérieure sont fort bien traités. Et l'on n'y trouve à reprendre que l'impartialité à laquelle s'est efforcé M. Ducros et qui l'oblige, sans agrément pour le lecteur, à racheter par des réserves les concessions qu'il n'était pas tenu d'accorder.

C'est donc surtout par sa valeur documentaire que se recommande cet ouvrage. Il nous laisse le regret que le sujet n'ait pas été traité par un véritable rationaliste. M. Ducros s'imagine que c'est une « victoire de la raison » que d'avoir remplacé *Dieu* par la *Nature* et séparé la religion de la morale pour faire de la morale une nouvelle religion! Il était donc hors d'état d'établir dans quelle relation les métaphysiciens révolutionnaires sont avec les théologiens et surtout de discerner l'œuvre critique des encyclopédistes de la régression religieuse où ils se sont laissé entraîner. Et c'est pourquoi il a attribué à des causes si étranges tout ce qui, chez les philosophes *français* du XVIIIe siècle, peut choquer les déistes de l'école de Rousseau : par exemple l'hostilité au libéralisme que témoignait Diderot. Comme nous aurions préféré que M. Ducros substituât à son impartialité morale un peu plus d'impartialité intellectuelle!

JACQUES BAINVILLE.

**Memento.** — *Paroles de Foi et de Patriotisme*, par le R. P. GAFFRE (*Lecoffre, édit.*); suite de sermons très éloquents : l'orateur sacré n'a pas craint d'y compromettre M. Déroulède par des citations répétées. — *Le Triomphe de l'Harmonie*, par LÉON VANNOZ (*Perrin et Cie, édit.*); petit manuel de l'exaltation individualiste. L'auteur divinise la Vie et veut préparer une « génération héroïque ». Voilà qui n'est pas bien nouveau. — *Un Ménage moderne*, excellent roman de mœurs de notre distingué collaborateur EMILE PIERRET (*Lemerre, éditeur*). — *La Girouette maçonnique* par TOURMENTIN, à la *Librairie antisémite*.

J. B.

*Le Directeur politique :* H. VAUGEOIS.

*Le Gérant :* A. JACQUIN.

Paris.— Imprimerie F. Levé, rue Cassette, 17.

# CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

## Voyages circulaires à coupons combinables

## sur le Réseau P. L. M.

*et sur les RÉSEAUX P. L. M. et Est.*

Il est délivré toute l'année, dans toutes les gares du réseau P. L. M., des carnets individuels ou de famille pour effectuer sur ce réseau ou sur les réseaux P. L. M. et Est, en 1re, 2e et 3e classe, des voyages circulaires à itinéraire tracé par les voyageurs eux-mêmes, avec parcours totaux d'au moins 300 kilomètres. Les prix de ces carnets comportent des réductions très importantes qui atteignent, pour les billets collectifs, 50 % du Tarif général.

La validité de ces carnets est de 30 jours jusqu'à 1.500 kilom. ; 45 jours de 1.501 à 3.000 kilom. ; 60 jours pour plus de 3.000 kilom. — Facilité de prolongation, *à deux reprises*, de 15, 23 ou 30 jours suivant le cas, moyennant le paiement d'un supplément égal au 10 % du prix total du carnet, pour chaque prolongation. — Arrêts facultatifs à toutes les gares situées sur l'itinéraire. — Pour se procurer un carnet individuel ou de famille, il suffit de tracer sur une carte, qui est délivrée gratuitement dans toutes les gares P. L. M., bureaux de ville et agences de la Compagnie, le voyage à effectuer, et d'envoyer cette carte 5 jours avant le départ à la gare où le voyage doit être commencé, en joignant à cet envoi une consignation de 10 fr. — Le délai de demande est réduit à deux jours (dimanches et fêtes non compris) pour certaines grandes gares

# CHEMINS DE FER DE L'OUEST

Dans le but de faciliter les relations entre le Havre, la Basse-Normandie et la Bretagne, il sera délivré, du 1er avril au 2 octobre, par toutes les gares du réseau de l'Ouest et aux guichets de la Compagnie Normande de navigation, des billets directs, comportant le parcours, par mer, du Havre à Trouville et, par voie ferrée, de la gare de Trouville au point de destination, et inversement.

Le prix de ces billets est ainsi calculé :

Trajet en chemin de fer. — Prix du tarif ordinaire ;

Trajet en bateau. — 1 fr. 60 pour les billets de 1re et 2e classes (chemin de fer) et 1re classe (bateau), et 0 fr. 85 pour les billets de 3e classe (chemin de fer) et 2e classe (bateau).

## ABONNEMENTS SUR TOUT LE RÉSEAU

La Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest fait délivrer, sur tout son réseau, des cartes d'abonnement nominatives et personnelles en 1re, 2e et 3e classes et valables pendant 1 mois, 3 mois, 6 mois, 9 mois et 1 an.

Ces cartes donnent le droit à l'abonné de s'arrêter à toutes les stations comprises dans le parcours indiqué sur sa carte et de prendre tous les trains comportant des voitures de la classe pour laquelle l'abonnement a été souscrit.

Les prix sont calculés d'après la distance kilométrique parcourue.

Il est facultatif de régler le prix de l'abonnement de 6 mois, de 9 mois ou d'un an, soit immédiatement, soit par paiements échelonnés.

Les abonnements d'un mois sont délivrés à une date quelconque, ceux de 3 mois, 6 mois, 9 mois et un an partent du 1er et du 15 de chaque mois.

## CHEMINS DE FER
# DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

# VOYAGES A ITINÉRAIRES FACULTATIFS
## EN ALGÉRIE ET EN TUNISIE

Il est délivré pendant toute l'année, dans toutes les gares P.-L.-M., des carnets de 1re, 2e et 3e classes, pour effectuer des voyages pouvant comporter des parcours sur les lignes des réseaux : Paris-Lyon-Méditerranée, Est, Etat, Midi, Nord, Orléans, Ouest, P.-L.-M. Algérien, Est-Algérien, Franco-Algérien, Ouest-Algérien, Bône-Guelma, et sur les lignes maritimes desservies par la Compagnie Générale Transatlantique, par la Compagnie de Navigation Mixte (Cie Touache) ou par la Société Générale des Transports maritimes à vapeur. Ces voyages, dont les itinéraires sont établis à l'avance par les voyageurs eux-mêmes, doivent comporter, en même temps que des parcours français, soit des parcours maritimes, soit des parcours maritimes algériens ou tunisiens. Les parcours sur les réseaux français doivent être de 300 kilomètres au moins ou être comptés pour 300 kilomètres.

Les parcours maritimes doivent être effectués sur les paquebots d'une même Compagnie.

Les voyages doivent ramener les voyageurs à leur point de départ. Ils peuvent comprendre, non seulement un circuit fermé dont chaque portion n'est parcourue qu'une fois, mais encore des sections à parcourir dans les deux sens, sans qu'une section puisse y figurer plus de deux fois (une fois dans chaque sens ou deux fois dans le même sens).

Arrêts facultatifs dans toutes les gares du parcours. — Validité : 90 jours, avec faculté de prolongation de 3 fois 30 jours, moyennant le paiement d'un supplément de 10 % chaque fois.

Faire la demande de carnets 5 jours au moins à l'avance.

DÉTACHER CE BULLETIN ET L'ENVOYER 28, RUE BONAPARTE, PARIS.

# ABONNEMENT

# A LA REVUE " L'ACTION FRANÇAISE "

PARAISSANT LES 1er ET 15 DE CHAQUE MOIS

**Bureaux : 28, rue Bonaparte**

**Prix : 10 francs les 24 numéros**

*Je soussigné* _____

*demeurant à* _____

*déclare souscrire un abonnement à 24 numéros du Bulletin de « l'Action française ».*

*J'envoie inclus la somme de 10 francs, montant de mon abonnement, en un mandat, ou : Je vous prie de faire recouvrer par la poste le prix de mon abonnement, avec 0 fr. 50 en plus pour les frais de recouvrement.*

*A* _____ *le* _____ *1901.*

SIGNATURE :

*Remplir le Bulletin d'abonnement ci-joint et l'adresser à l'Administration, 28, rue Bonaparte, en y joignant un mandat de 10 francs.*

---

## *L'Action Française*

EST EN VENTE A PARIS CHEZ

MM. **BOULINIER**, 19, *boulevard St-Michel.*
**BRASSEUR**, *galeries de l'Odéon.*
**CHAUMONT**, 27, *quai St-Michel.*
**FLAMMARION & VAILLANT**, 36 *bis, avenue de l'Opéra.*
**FLAMMARION & VAILLANT**, 10, *boulevard des Italiens.*
**FLAMMARION ET VAILLANT**, 3, *boulevard St-Martin.*
**FLOURY**, 1, *boulevard des Capucines.*
**LANCIEN**, 32, *avenue Duquesne.*
**LEFRANÇOIS**, 8, *rue de Rome.*
**TRUCHY**. 26, *boulevard des Italiens.*
**GORILLOT**, 12, *passage Choiseul.*
**VIVIER**, 39, *rue de Grenelle.*
**LIBRAIRIE ANTISÉMITE**, 45, *rue Vivienne.*
**MAILLET**, 129 *bis, rue de la Pompe.*
**G. MARTIN**, 126, *faubourg Saint-Honoré.*
**SAUVAITRE**, 72, *boulevard Haussmann.*
**TARIDE**, 18 *et* 20, *boulevard St-Denis.*
**TIMOTEI**, 14, *rue de Castiglione.*

*et dans les principales gares de Paris et de la province.*

---


# LE COURRIER DE LA PRESSE

**BUREAU DE COUPURES DE JOURNAUX**

**21, Boulevard Montmartre, 21, Paris**

**Fondé en 1880**

**Directeur : A. GALLOIS**

3e année. — T. IV. — N° 47. 1er Juin 1901.

# L'Action française

(*Revue bi-mensuelle*)

SOMMAIRE DU 1er JUIN 1901

NOTES POLITIQUES..... **Henri Vaugeois.**
LUTHER ET LES JUIFS..... **Jules Soury.**
DROITS DE L'HOMME. — DEVOIRS DE FRANÇAIS..... **Cte de Bruc.**
LES MUSÉES D'ATHÈNES..... **Charles Maurras.**
TRANSFIGURATION (*Poésie*)..... **Joachim Gasquet.**
L'ART..... **Henri Coulier.**
NOTES DE VOYAGE AU SÉNÉGAL (*suite*)..... **Lucien Corpechot.**

PARTIE PÉRIODIQUE

LA VIE NATIONALE : *Armée* (Lettre de M. le général Béziat). PROMENADES AU SALON : *Deuxième promenade* (**Joachim Gasquet**). — ELÉMENTS DE PHYSIOLOGIE A L'USAGE DE NOS SOCIAL-DÉMOCRATES (**Hipp. Gallien**). — BIBLIOGRAPHIE : *La Souricière*, par Louis DIMIER (**Jacques Bainville**).

PARIS
BUREAUX DE *L'ACTION FRANÇAISE*
28, RUE BONAPARTE

**Le numéro 0 fr. 50**
ABONNEMENTS : Paris et Départements, 10 fr. Etranger, 15 fr.

La reproduction des articles de l'*Action française* est autorisée avec l'indication de la source et du nom de l'auteur.

L'ACTION FRANÇAISE paraît le 1er et le 15 de chaque mois. On s'abonne à Paris, 28, rue Bonaparte, Paris, 6e.

M. Henri Vaugeois, Directeur, recevra les Mardi, Jeudi et Samedi, de 2 à 4 heures.

**PRINCIPAUX COLLABORATEURS**

Paul Bourget, de l'Académie française. — Gyp. — Jules Soury. — Maurice Barrès. — Charles Maurras. — Jules Caplain-Cortambert. — Maurice Talmeyr. — Maurice Spronck. — Hugues Rebell. — Jean de Mitty. — P. Copin-Albancelli. — Alfred Duquet. — Frédéric Plessis. — Lucien Corpechot. — Denis Guibert, député. — Frédéric Amouretti. — Robert Bailly. — Joachim Gasquet. — Auguste Cavalier. — Henri Coulier. — Xavier de Magallon. — Théodore Botrel. — Dauphin Meunier. — L. de Montesquiou-Fezensac. — Lucien Moreau. — Octave Tauxier. — Maurice Pujo. — L. Mouillard. — Jacques Bainville. — Alfred de Pouvourville. — Robert Launay. — De Thouars. — A. Serph. — O. de Barral, etc.

**FONDATEUR :**

Le Colonel de Villebois-Mareuil

**Mort au champ d'honneur**

# *L'Action française*

## NOTES POLITIQUES

1er *juin* 1901.

### *LE SOUVENIR DES DÉFAITES.*

Le « général » André vient enfin de s'illustrer, non plus comme frère-maçon, ami des « civils » seuls, et grand ennemi des « galonnés », — mais, bel et bien, comme militaire, comme général. Ce n'est pas, précisément, qu'il ait remporté une victoire; la République ne lui en a pas encore fourni l'occasion, qu'il attend; mais il a, tout au moins, affirmé hautement son estime pour les « bourreaux empanachés » qui gagnent des victoires, et qui ne permettent pas à leur patrie de tendre la joue gauche aux soufflets, comme le prêche le trop chrétien Tolstoï.

Gloire aux vainqueurs! et malheur aux vaincus! s'est écrié le général, pris d'un héroïque enthousiasme... Mais, dans la circonstance, il était question du « *Gloria victis!* », le groupe devenu populaire par lequel Mercié commémora pour nous la su-

prême lutte des Français de 1871 contre nos voisins allemands, obstinés à se tailler une patrie à même la nôtre. On a trouvé généralement mal choisie l'occasion qu'a prise le général-ministre de nous informer qu'il avait de la lecture, de la philosophie même, et de la très moderne, et qu'il connaissait le culte des héros prêché par Carlyle au milieu du XIXe siècle et les panégyriques de la force écrits par Nietzsche à la fin du même siècle. Dans une note du *Drapeau*, pleine de hautaine simplicité et de ce patriotisme précis, viril, bref, qui est sa vertu de Lorrain, Barrès opposait hier au lyrisme déplacé de ce ministre de la guerre le ton digne qu'avait su trouver son subordonné, le général Bonnal, pour répondre à Berlin à l'accueil de Guillaume II. « Nos deux armées (dit le général Bonnal au journaliste allemand qui l'interrogeait, après qu'on lui eut fait admirer les troupes prussiennes) nos deux armées sont dignes de se mesurer. » Il n'y a rien d'autre à dire; toute autre parole dans la bouche d'un Français, depuis 1871, serait platitude ou sottise.

Mais la choquante erreur du général André ne doit pas être imputée seulement à lui seul; elle a d'autres causes que son personnel défaut de tact (j'entends de ce tact supérieur qui est une condition de la dignité des êtres). Cette erreur d'un individu mé-

diocre est surtout grave en ce qu'elle reflète, en l'aggravant, une disposition toute nouvelle, un sentiment assez inquiétant de la nation elle-même, autant du moins que l'on peut définir et mesurer les sentiments d'une nation tout entière. Je veux dire : la France d'aujourd'hui, la France républicanisée, *électoralisée* (tous les barbarismes sont permis pour exprimer la barbarie de notre régime férocement individualiste, où l'idéal politique est le beau désordre de la lutte pour la vie au sein des forêts primitives rêvées par Rousseau !) — la France actuelle, donc, commence à oublier, ou du moins elle se demande maintenant s'il n'y aurait pas de bonnes raisons philosophiques d'oublier son deuil. C'est une veuve ennuyée... Eh bien ! il faut absolument que les vrais Français se fassent une opinion sur ce sujet : à savoir celui de nos destinées, de ce qu'il nous convient désormais, à nous France, comme nation entre les nations, de vouloir, de préparer, de désirer, et donc de regarder et d'admirer : la vie ou la mort, la lutte ou la résignation, la guerre ou la paix. Mais tant que nous témoignerons — par toutes nos lois, réformes, expériences politico-militaires — de cet unique souci que les démocrates cultivent chez leurs électeurs, et que le dialogue de Courteline a un jour analysé : la peur des coups; tant que les opinions de l'*Aurore* sur

l'inutilité d'une armée professionnelle, (c'est-à-dire d'un solide outil de défense et d'attaque), seront insinuées aux instituteurs par d'hypocrites et « modérés » docteurs en humanitarisme, — tant que ces folies auront cours, il est pour le moins inconséquent à un ministre de célébrer la Force et la Victoire, comme si ces déesses avaient chez nous des autels. Le monument de Sedan est à Berlin, il me semble...

Combien il serait plus à propos, combien il serait plus digne d'un peuple encore vivant, et capable de victoires nouvelles, — au lieu de lui rabaisser et déshonorer le souvenir de ses défaites, — d'en extraire toutes les leçons de vertu vraie, c'est-à-dire d'effort obstiné, qu'elles ont contenues, ces défaites toutes brillantes, où les larmes ne furent séchées si vite qu'au feu de l'honneur sauvé. Il y a une erreur dans la psychologie et même dans la morale et la pédagogie courantes d'aujourd'hui, erreur qu'il faudrait dénoncer souvent, en éclaircissant la confusion sur laquelle elle repose : on est porté à fuir toute tristesse, comme déprimante, et l'on se détourne des choses pénibles, en vertu du même principe presque (d'un principe en quelque sorte hygiénique), au nom duquel on jette à flots la lumière et le bien-être dans les écoles et les hôpitaux. C'est là une tendance que je crois

saine et bonne : l'âme humaine, pas plus que le corps, ne doit croupir dans ses recoins noirs, sur son grabat, comme cette malheureuse enfermée de Poitiers ! Toutefois, il s'agit de discerner s'il n'y a point une certaine sorte de souffrances ou de regrets qui soient fortifiants, astringents et vivifiants. Le souvenir d'un échec, d'une défaite, par exemple, — lorsque l'être qui en a pâti peut en reconnaître les causes comme non fatales, comme dépendantes de lui, de sa conduite, de son industrie insuffisante, mais non de sa débilité foncière et naturelle, — ce souvenir, puisqu'il apporte avec lui l'idée d'une action possible et qu'il est encore temps de réaliser, ce souvenir est un bon coup de fouet. Les défaites de la France en 1871 furent de cette dernière espèce. Elles marquèrent négligence, imprévoyance, désordre dans le gouvernement, mais ne démontrèrent nulle faiblesse dans la nation. Les individus valurent beaucoup, à cette époque, et furent mal utilisés.

Prenons donc dans le souvenir, souvent rappelé, de nos défaites, les leçons de force, c'est-à-dire de raison politique, qu'elles nous suggèrent pour l'avenir.

HENRI VAUGEOIS.

*P. S.* — On sait que l'*Action française* arrive, en juin 1901, à la fin de sa deu-

xième année d'existence. Je l'inaugurai en effet dans une conférence faite le 20 juin 1899. Il a paru bon à nos amis que cette date fût marquée pour nous par une réunion qui aura lieu le *mercredi 12 juin courant, à 4 heures de l'après-midi*, à la *Salle des Agriculteurs de France*, 8, *rue d'Athènes*, sous la présidence de notre éminent collaborateur MAURICE BARRÈS.

Je me propose, dans cette conférence, de rappeler à ceux qui déjà nous ont lus, d'apprendre à ceux qui ne nous connaissent pas encore quelle a été exactement la tâche que j'ai aperçue réalisable par l'*Action française*, à côté de la *Patrie française*, dont elle est née. Cette tâche consiste essentiellement à poser, en termes qui soient le plus précis et le plus rigoureux possible, le problème de la reconstitution de la France comme nation à la fois forte, heureuse et respectée au dehors. Nous n'essayons rien moins que de faire l'éducation politique, non pas du pays entier, mais des hommes qui sont appelés à s'occuepr de ses destinées, à le diriger, soit par leurs opinions, soit par leurs actes.

Nous avons une méthode; il en faut une, car c'est une science que la Politique, telle que nous l'entendons. C'est surtout une science d'observation. Ce que nous demandons à nos amis, c'est d'appliquer cette

méthode, d'observer les réalités françaises, et de dire sans passion, au fur et à mesure, les résultats, les conclusions auxquelles ils en seront arrivés. — C'est ce qu'ils ont fait jusqu'à ce jour. Leurs conclusions n'ont pas toutes été les mêmes; nous respectons leurs libres vues, à tous. C'est pour témoigner de ce respect, et de cette résolution où je suis de maintenir à la Revue son caractère de laboratoire où la sérénité scientifique est seule de mise, que j'ai demandé à notre ami Barrès, qui n'accepte pas, on le sait, la solution monarchiste vers laquelle tendent plusieurs d'entre nous, de présider ma conférence du 12 juin. Que l'*Action* continue de l'intéresser, de lui paraître utile, c'est un signe sûr qu'elle est toujours ce que j'ai désiré avant tout qu'elle fût : un rendez-vous d'intelligences françaises décidées à rester entières.

H. V.

*On peut demander des cartes d'invitation dès à présent, aux bureaux de l'*Action, 28, *rue Bonaparte.*

# AVIS

*Nous prions nos abonnés à l'étranger de vouloir bien nous faire tenir le montant de leur réabonnement, s'ils ne veulent subir aucune interruption dans l'envoi de la Revue.*

*Le recouvrement postal à l'étranger offre, en effet, quand il est prévu par les règlements, de trop grandes difficultés pour que nous puissions songer à l'utiliser.*

*— Nous prions aussi tous nos abonnés de nous faire connaître en temps utile leurs changements d'adresse.*

## *LUTHER ET LES JUIFS*

Luther ne tarit pas sur les interprétations ridicules des rabbins. Toute la partie de l'exégèse juive appelée *midraschique* est pour Luther une source inépuisable de bruyante gaieté, de quolibets et d'invectives. Inutile d'ajouter qu'il ne connaît les « nugæ Judæorum » que par les livres latins de Raymond Martini, de Nicolas de Lire et de Paul de Burgos. « Chacun voit que ce sont là des absurdités, dit-il à ce propos (1). Toutefois, de temps en temps, il faut toucher à ce sujet, afin d'avertir ceux qui étudient la langue hébraïque de se mettre en garde contre les paroles et les écrits des Juifs. C'est d'eux que nous tenons la langue hébraïque. Reconnaissons vivement ce bienfait. Mais préservons-nous bien du fumier des rabbins! De la Bible ils ont fait une sorte de cloaque où ils ont vidé leurs turpitudes et leurs imaginations les plus baroques. J'en avertis, parce qu'aujourd'hui beaucoup des nôtres, même des théologiens, accordent trop aux rabbins dans l'explication de l'Ecriture. Les rabbins, je les tolère dans la grammaire, mais

(1). *Enarrat. in Genes.*, p. 332.

ils n'ont ni le sentiment, ni l'intelligence véritable des livres saints, selon qu'il est écrit dans Isaïe : « La sagesse de ces sages périra et l'intel-« ligence de ces hommes entendus disparaîtra. » (29, 14, cf. 28, 11.) La Bible est pour les Juifs un livre fermé et scellé. C'est dans une langue étrangère qu'elle parle à ce peuple. Luther ne peut comprendre comment de pareils interprètes, qui n'entendent rien aux choses saintes, ont pourtant entraîné après eux des hommes tels que Nicolas de Lire et les plus doctes hébraïsants du XVIe siècle (1). Il ne voudrait pas qu'on vît dans ses paroles une condamnation des études grammaticales. Il soutient seulement qu'à la connaissance des mots il faut unir l'intelligence des choses, c'est-à-dire, en dernière analyse, qu'il faut prendre garde de voir dans la Bible autre chose que ce qu'y voit le docteur Martin Luther. « Notre époque a produit nombre d'hommes très instruits et très diserts qui, parce qu'ils parlent de choses qu'ils n'ont point comprises, tombent dans l'ineptie et le ridicule. Erasme, cet homme d'une érudition et d'une éloquence merveilleuses, balbutie et dit des sottises toutes les fois qu'il traite de la justification et des choses de la foi. J'en dis autant de Sadolet. »

*Cave Judæos, christiane!* « Chrétien, prends

(1) Mathesius raconte que Luther comparait à Salomon les « nouveaux » interprètes de la Bible qui avaient suivi les rabbins. Le roi avait espéré que les navires qu'il avait envoyés dans l'Inde reviendraient chargés de marchandises riches et précieuses; ils ne lui rapportèrent que des singes et des paons.

garde aux Juifs ! » Voilà ce que Luther répète à chaque instant dans ses commentaires. Partageant un préjugé dont on trouve la trace dès les premiers temps du christianisme, il affirmait sans hésiter que les Juifs, aveuglés par la haine qu'ils ont vouée au Christ, ont corrompu et corrompent tous les jours le texte de l'Ecriture. Aussi bien Nicolas de Lire, Paul de Burgos, les plus grands docteurs l'ont écrit. Il estimait qu'en trois fables d'Esope, en deux pages de Caton, et dans quelques comédies de Térence, il y a plus de sagesse et de vraie moralité qu'en tous les livres du Talmud, qu'en tous les grimoires des rabbins, voire que dans le cœur de tous les Juifs ! Les horribles blasphèmes contre le Christ ou sa mère que l'on prêtait aux exégètes de la synagogue le jetaient en de terribles colères. Ainsi, il lit un jour, dans Sébastien Münster, qu'un certain rabbin, osant jouer sur le nom de Marie, l'avait appelé *Charia*, « sterquilinium » ! — « Vraiment, comme le dit saint Jean (Ev., 8, 44), ils ont eu pour père le Diable, ces imposteurs, ces homicides qui, par leurs gloses mensongères, n'ont cessé de falsifier la sainte Ecriture ! Tout leur espoir, toute leur aspiration, l'attente frémissante de leurs cœurs anxieux, c'est de pouvoir un jour nous traiter, nous autres païens, comme ils ont traité les païens en Perse au temps d'Esther. Oh ! comme ils l'aiment ce livre d'*Esther*, qui répond si bien à leur soif de sang, à leur besoin de vengeance, à leurs instincts meurtriers ! Point de peuple sous le soleil qui soit aussi avide de vengeance. Ils se croient le peuple de Dieu pour tuer et massacrer

les nations. Ce qu'ils attendent surtout dans leur Messie, c'est l'égorgeur des peuples. »

Luther a proposé sept moyens pour se débarrasser des Juifs; les voici : 1° incendier leurs synagogues; 2° démolir leurs maisons; 3° leur enlever leurs livres et leurs Talmuds; 4° leur défendre d'enseigner sous peine de mort; 5° leur refuser passage dans toutes les parties de l'Empire, où ils ne sont ni seigneurs de la terre ni indigènes; 6° leur interdire l'usure, et commencer par leur prendre tout l'or et tout l'argent qu'ils possèdent pour le déposer entre les mains des magistrats, car, comme exilés, sans patrimoine ni ressource d'aucune sorte, ils n'avaient rien à l'origine : cet or a donc été volé aux chrétiens; qu'il leur fasse retour; 7° forcer les Juifs et les Juives qui sont jeunes et robustes à gagner leur pain à la sueur de leur front. Que si l'on redoute la morsure de ces vipères, il faut les chasser de l'Allemagne, comme on les a chassées d'Espagne, de France, de Bohême, etc. « En somme, disait Luther (1), nous ne devons pas souffrir les Juifs parmi nous; on ne doit ni boire ni manger avec eux. — Cependant, objecta quelqu'un, il est écrit que les Juifs seront convertis avant le jour du jugement. — Où cela est-il écrit? demanda le docteur Martin Luther. Je ne connais aucun texte précis à cet égard. Le passage de l'Epître aux Romains qu'on allègue ne prouve rien. — Alors la femme de Luther cita ces paroles de saint Jean : « Il y aura un seul « troupeau et un seul berger. » (10, 16.) — Oui,

(1) *Tischreden*. Walch, XXII, 2315-16.

chère Kaethe, répondit le docteur, mais cela a déjà été accompli lorsque les païens sont venus à l'Evangile. »

Il était si convaincu qu'un Juif ne peut comprendre l'Evangile, et qu'au fond ceux qui demandent le baptême se moquent des chrétiens, qu'il lui arriva de dire : « Si un Juif venait me demander le baptême, je le conduirais aussitôt après la cérémonie sur le pont de l'Elbe, et je le jetterais à l'eau une pierre au cou. » Luther avait aussi contre les Juifs des griefs personnels. Il raconte qu'un jour vinrent à lui trois Juifs instruits, trois rabbins, dans l'espoir de trouver en lui un « nouveau Juif » parce qu'on commençait alors à enseigner l'hébreu à Wittemberg. « Tout ne tarderait pas à aller mieux, disaient ces rabbins, puisque nous autres chrétiens nous commencions à apprendre leur langue et à lire leurs livres. » Luther disputa avec eux. A leur habitude, ils ouvrirent les commentaires de leurs docteurs. Quand Luther les voulait contraindre à examiner le texte même de l'Ecriture, ils s'efforçaient de lui échapper, disant qu'ils suivaient leurs rabbins ainsi que nous le Pape et les Pères de l'Église. « Pris de pitié, continue le théologien saxon, je leur donnai des lettres, afin qu'on les laissât aller en toute liberté pour l'amour du Christ. Mais plus tard j'ai appris comment ces vipères avaient appelé le Christ : *Tholu*, c'est-à-dire un larron pendu. Aussi ai-je résolu de n'avoir plus de rapport avec aucun Juif. La colère de Dieu est venue sur eux, comme dit saint Paul (I, *Thessal.*, 2, 16). Plus nous voulons les sauver, plus ils s'endurcissent; laissons-les. »

Ce sont là des exagérations pittoresques, des traits d'*humour*, comme on en remarque souvent dans les « conversations » de Luther. En réalité, cet homme excellent n'a jamais accablé de sa haine que des ennemis imaginaires. Il avoue quelque part que, lorsqu'il voulait écrire contre le Pape ou quelque autre de ses grands ennemis, il avait besoin de se mettre dans un certain état d'esprit. C'était un artiste. Quant à cette aversion pour les Juifs, quant à ce vieux fonds de haine extravasée au cœur de tout chrétien, c'était là un fait de race, quelque chose d'héréditaire, d'inconscient et d'inné comme l'instinct.

JULES SOURY.

## *DROITS DE L'HOMME. — DEVOIRS DE FRANÇAIS*

---

Dans quelques jours, sur les murs des trente-six mille communes de France, tout citoyen sachant lire pourra se repaître de l'énumération détaillée des Droits de l'homme.

S'il est rentier, indépendant et un peu... *jobard*, le citoyen lecteur s'enorgueillira probablement de cette phraséologie déclamatoire, composée de dix-sept articles datés du 26 août 1789 et de trente autres datés du 29 mai 1793.

S'il est petit employé, chargé de famille et dépendant de quelque administration gouvernementale, peut-être son enthousiasme sera-t-il moins grand que son étonnement quand il commencera la lecture de l'article 10 de la Déclaration de 1789 : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses... », et lorsqu'il en arrivera à l'article 4 de la Déclaration de 1793 : « Tous les citoyens sont admissibles à toutes les places, emplois et fonctions publiques. Les peuples libres ne connaissent d'autres motifs de préférence dans leur choix que les vertus et les talents. »

S'il est simple promeneur inoffensif, venant de subir un vigoureux *passage à tabac*, ce lui sera assurément un baume souverain que la

dégustation de l'article 9 de la Déclaration de 1789, où il est dit : « Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi. »

Enfin, chacun y trouvera certainement quelque article susceptible de lui faire entrevoir, selon son tempérament et sa situation, des horizons de bonheur ou de... désillusion.

Au total, quarante-sept articles. Quarante-six énumèrent des droits ; un seul, l'avant-dernier, contient le mot devoir. Et ce devoir, c'est une lutte fratricide, c'est la guerre civile! « Dans tout gouvernement libre, les hommes doivent avoir un moyen légal de résister à l'oppression ; et lorsque ce moyen est impuissant, l'insurrection est le plus saint des devoirs. »

Cette obligation de s'entre-tuer dans la rue, entre Français, nous ne l'admettons pas, nous catholiques ; mais on ne doit pas en conclure que la lutte légale nous soit interdite par notre conscience. Au contraire, cette lutte, même acharnée, est devenue pour nos consciences catholiques « le plus saint des devoirs », maintenant qu'on veut remplacer, dans l'âme de nos enfants, l'idée consolante de Dieu par les préceptes décevants d'une science athée. Cette fois, comme toujours, notre devoir de catholiques s'accorde exactement avec nos devoirs de Français, puisque les mêmes sectaires juifs et maçons en veulent également à l'âme et au corps de la France.

Notre devoir de Français catholiques est donc de lutter par tous les moyens légaux et honnêtes contre la pieuvre judéo-maçonnique, sans nous laisser troubler par des phrases spécieuses comme celle-ci : « Il n'est pas un conservateur, pas un catholique, dont l'âme généreuse puisse approuver des mesures de spoliation et de proscription... »

A cette phrase sortie d'un encrier juif, et écrite sous l'impression de la crainte du flot montant et justement vengeur de l'Antisémitisme, on pourrait se contenter de répondre par cette définition due à une plume vraiment française, celle de Drumont, le courageux et patriote auteur de *la France juive* : « L'Antisémitisme n'est point un syndicat d'hommes politiques cherchant à s'emparer du pouvoir pour les jouissances qu'il procure. C'est le groupement naturel et logique de toutes les forces nationales unies contre l'ennemi commun : le Juif, le parasite, l'agioteur et le traître. »

Mais par ces temps de veulerie mondaine, où nous voyons des hommes qui, le matin, ont été crânement sur le pré, craindre, le soir, de refuser l'invitation ou la main d'un *cercleux* qu'ils méprisent, il faut plus que des raisonnements, il faut des faits pour obliger les gens à comprendre leurs devoirs. Donc, plus de ces phrases à la Voltaire et à la Rousseau, aussi ronflantes que décevantes; assez de cette fausse philosophie humanitaire, productrice de sentimentaux capables seulement de larmoyer sur le sort d'un traître ou de créer des cimetières pour chiens.

L'Antisémitisme, c'est la lutte pour le droit de

penser autant que pour celui de vivre. Quoi qu'en dise le très adroit porte-parole de la haute Juiverie et de la noblesse décadente : « L'Antisémitisme est l'expression d'un antagonisme de race et d'une révolte de croyances » et les Juifs politiciens n'ont pas été les seuls créateurs du mouvement antisémite.

« A tort ou à raison, dit ce même défenseur, les catholiques ont inscrit au passif de certains Juifs politiciens l'article 7, la ruine de l'Union Générale, le Panama, la lutte contre le Boulangisme, l'affaire Dreyfus, l'avènement des collectivistes au pouvoir, enfin la loi contre les associations religieuses. Est-il surprenant qu'ils aient cru de bonne foi que l'Ancien Testament engageait la lutte contre l'Evangile et que, défendant leur foi, ils se laissent entraîner à combattre ceux qu'ils considèrent comme les ennemis actifs de leurs croyances? Les quelques Juifs qui s'unissent aux ennemis de la Patrie ne sont qu'une minorité dans la communauté. Le plus grand nombre s'abstient sans avoir peut-être le courage de protester ouvertement. »

Eh bien, nous ne craignons pas de l'affirmer, ce n'est pas à tort que les catholiques ont vu dans cet acharnement juif contre eux, qui étaient la grande majorité des Français, une guerre de race dont la religion était la cause fondamentale. La politique n'a jamais été qu'un paravent derrière lequel les Juifs dissimulèrent les agissements que leur inspirait leur haine atavique religieuse contre tout peuple catholique.

Quelques lignes de l'*Alliance Universelle Israé-*

*lite*, qui est comme le trait d'union officiel des Juifs, nous donneront de suite une idée du patriotisme supposable chez ces gens qui s'intitulent parfois *doublement Français :* « L'alliance que nous fondons n'est ni anglaise, ni française, ni allemande, mais universelle ; nous n'avons pas de compatriotes, nous ne connaissons que des coréligionnaires. Israélites, profitez de toutes les circonstances ; notre puissance est grande, apprenez à l'employer ; le jour n'est pas loin où les richesses de la terre appartiendront aux Juifs. » Chaque phrase, chaque mot de cet extrait a une valeur que l'on saisit de suite, quand on se rappelle que les Juifs, n'ayant pas reconnu en Jésus-Christ le Messie annoncé par les Prophètes, attendent encore la venue des temps messianiques dont la conclusion doit être pour eux la conquête du monde.

Beaucoup plus matériels qu'idéalistes, les Juifs n'avaient pu croire à l'authenticité du Messie Jésus-Christ qui disait en parlant de son royaume « qu'il n'était pas de ce monde ». La fondation et l'extension de cette Eglise catholique, c'est-à-dire universelle, dont la puissance morale allait chaque jour grandissant, achevèrent de les exaspérer ; d'autant plus que les apôtres de cette religion chrétienne et éminemment paternelle ne cherchaient nullement à abattre les frontières politiques des peuples qu'ils traversaient, mais au contraire redisaient sans cesse à tous leurs disciples : « Rendez à Dieu ce qui est à Dieu, à César ce qui est à César. »

C'est alors que, troublés dans leurs croyances

prophétiques et inquiets pour leurs espérances terrestres, les Juifs les plus versés dans la loi hébraïque, les rabbins, se mirent, pour les besoins de leur cause, à donner une interprétation toute particulière du Pentateuque et de tous les livres saints. C'est ainsi que le Talmud fut composé dans les cinq premiers siècles de l'ère chrétienne par une succession de rabbins éminents. Ce Talmud comprend deux livres : le premier, la Mischna, qui ne contient guère que la répétition des livres de Moïse, et le second, la Ghémara, qui est un amas de commentaires rabbiniques.

De même qu'il se hâte de crier à la guerre de religion dès qu'on veut mettre un frein à ses rapines, le Juif ne cesse de crier à la calomnie dès qu'on lui met le nez dans les élucubrations malpropres du Talmud. Et ses protestations intéressées, pour qui n'a pas le temps de les approfondir, ont certaines apparences de vérité, car c'est à s'y perdre dans ce Talmud qui est tantôt de Jérusalem, tantôt de Babylone, et dans ces éditions qui, depuis le XVIe siècle, ont toujours été savamment tronquées. Des pages entières sont laissées en blanc, ou les textes primitifs sont remplacés par quelques signes conventionnels qui permettent aux seuls rabbins instruits de continuer oralement leur explication.

Quant à l'importance du Talmud dans le «curriculum vitæ» du peuple juif, elle est indéniable, malgré la dénégation de quelques écrivains comme l'avocat juif Bédarride, qui, dans son livre *les Juifs en France*, a la prétention de nous

convaincre en disant : « Ceux qui ont voulu faire considérer le Talmud comme la *seconde loi* des Juifs ont pu imaginer ce fait qui ne repose sur rien de sérieux. »

Sur rien de sérieux, dit cet historien? Alors, comment expliquer ces phrases des *Archives israélites* : « Les observances du Talmud sont surannées ; elles empêchent le Judaïsme de se rendre *acceptable*. » — « Le Talmud a été *tout*, il faut le réduire à rien. » — « Enivrés par les effluves de la liberté, ceux que l'on appelait les réformateurs voulaient se débarrasser d'un seul coup de toutes les entraves ; et le Talmud, qui *depuis son apparition* avait joui d'une autorité *incontestée*, fut dédaigné et repoussé. »

En remontant le cours des siècles, on trouve par centaines les appréciations des rabbins les plus réputés sur la valeur du Talmud : « Les paroles des écrivains du Talmud sont plus douces que celles de la loi. » — « Celui qui lit la Bible, sans la Mischna et sans la Ghemara, est semblable à quelqu'un qui n'a pas de Dieu. » — « Les discours des rabbins sont les paroles du Dieu vivant. »

Sous le premier Empire, le Talmud devait avoir aussi une certaine réputation, pour que dans la *Collection des actes de l'Assemblée des Israélites de France et du royaume d'Italie* (convoquée à Paris en 1806) on trouve ces paroles adressées aux Juifs par Molé, commissaire impérial : « Sa Majesté, en échange de l'auguste protection qu'elle vous accorde, exige une garantie religieuse de l'entière observation des principe énoncés dans vos réponses. Il faut que ces ré-

ponses puissent être placées *à côté du Talmud* et acquièrent ainsi aux yeux de *tous les Juifs, de tous les pays et de tous les siècles, la plus grande autorité possible.* »

De nos jours, le Talmud est encore l'objet essentiel des études dans les séminaires israélites, et dans certaines villes de France et de l'étranger il existe des sociétés talmudistes qui n'auraient pas de raison d'être si le Talmud n'avait jamais été qu'un vieil accessoire. Il est vrai qu'un certain nombre de Juifs (surtout parmi les millionnaires) et la plupart des Juives peuvent, avec franchise, affirmer qu'ils ignorent le Talmud (comme du reste beaucoup de catholiques ignorent le catéchisme), mais nous en trouverons peut-être l'explication dans ces trois lignes des *Archives israélites*, dues à la plume du rabbin Lazard : « Quelques Israélites, fiers d'avoir, au sortir du Ghetto, pénétré dans les salons dorés, ne craignirent pas de rendre le *Talmud* responsable de leurs souffrances. »

En un mot, le Juif *arrivé*, et n'ayant plus besoin des conseils talmudiques pour *assurer le pain de ses vieux jours*, ne serait pas fâché de se débarrasser de ce complice compromettant...

Bien compromettant en effet ce Talmud (qu'on ne retrouve plus complet dans les bibliothèques publiques), dans lequel on peut apprendre que « Dieu créa 600.000 âmes de Juifs avec sa propre substance. Les âmes des autres hommes furent le produit du Démon; c'est pour cela qu'elles ressemblent aux âmes des bêtes ».

De cette genèse talmudique on passe sans étonnement à l'énumération de quelques-uns

des droits que le Juif se croit sur la vie et les biens des autres peuples, toujours d'après le Talmud : « Si le bœuf d'un Juif heurte le bœuf d'un étranger, le Juif sera libre ; mais si le bœuf d'un étranger fait du mal au bœuf d'un Juif, l'étranger sera obligé de restituer au Juif tout le dommage, car, dit l'Écriture : Dieu a mesuré la terre et il a livré les goims aux Juifs. » — « Vous n'opprimerez pas le journalier parmi vos frères, les autres sont exceptés. » — « La propriété d'un non-Juif équivaut à une chose abandonnée, le vrai possesseur est celui qui la prend le premier. » — « Celui qui rend au goï ce que celui-ci a perdu ne trouvera pas grâce auprès de Dieu. » — « Si l'on retire un goï de la fosse dans laquelle il est tombé, on entretient un homme dans l'idolâtrie. » — « Il est permis de tuer celui qui nie l'existence de Dieu. »

Et avec de semblables préceptes, avec une pareille morale inculquée à des milliers de cerveaux, pendant des centaines d'années, nous nous étonnerions qu'il y ait tant d'usuriers, tant de voleurs, tant de traîtres en Israël?

Dans le chaos d'une mentalité aussi perverse, on se demande où les Juifs auraient pu faire germer l'idée de patrie, du moins comme nous la comprenons. Un Juif, Karl Marx, l'auteur du *Capital*, le père de l'*Internationale*, nous dit lui-même que « les Juifs n'ont pas de patrie et que l'argent remplace la nationalité ». Ce doit être vrai, puisque l'or n'a pas de frontière, et que les *Archives israélites* nous ont dit depuis longtemps : « *Notre politique* sera essentiellement universelle, *cosmopolite* comme le sont nos lecteurs. »

« La moralité fut toujours entendue par la race juive d'une manière fort différente de la nôtre. Le sémite ne connaît guère son devoir qu'envers lui-même. Poursuivre sa vengeance, revendiquer ce qu'il croit être son droit est à ses yeux une sorte d'obligation. Au contraire, lui demander de tenir sa parole, de rendre la justice d'une manière désintéressée, c'est lui demander une chose impossible. » C'est Renan qui a écrit cela, sans doute après avoir lu ce passage du Talmud (traité Baba-Koummah) : « Il a été enseigné ceci : lorsqu'un Israélite et un non-Juif ont un procès, tu donneras gain de cause à ton frère et tu diras au non-Juif : « Ainsi porte notre « Code. » Si les lois des nations du monde se trouvent favorables à l'Israélite, tu lui donneras gain de cause encore, et tu diras au non-Juif : « Ainsi porte votre propre Code. » Mais si nul de ces cas n'existe, il faut le harasser de chicane, jusqu'à ce que le gain de cause reste à l'Israélite. »

Allons, braves gens qui ne savez que gémir, en famille, à midi, et sabler le champagne, à minuit, en joyeuse compagnie, courez vite, avec vos fils et vos filles à marier, chez le baron juif le plus proche et autant que possible le plus riche.

Ensemble vous crierez à la guerre de religion...

Comte DE BRUC.

## *LES MUSÉES D'ATHÈNES* (1)

### VIII

. . . . . .

Le visiteur du musée de Patissia voit d'abord le dépôt des antiquités mycéniennes. Là revit l'âme mecklenbourgeoise de l'explorateur Schliemann; âme naïve et forte, qui, sur la terre et sous la terre, pour sa maison et pour sa tombe, employa le style et l'appareil de Mycènes. Mon sentiment, s'il faut le dire, fut d'abord que j'entrais dans une annexe du musée du Trocadéro. A chaque page de mes notes, je trouve dénoncé et presque flétri avec une extrême abondance ce que je nommai doucement les sauvageries mycéniennes. Cette fureur avait pour cause le contraste qui éclatait entre ces curiosités et les beautés de premier ordre au milieu desquelles je ne cessais de me promener.

J'oubliais quelle émotion presque religieuse inspire un passé très lointain : plusieurs de ces ouvrages dont la grossièreté ne me donnait que du dégoût nous sont prouvés antérieurs aux convulsions d'un îlot volcanique dont la date est connue ; ils remontent ainsi authentiquement à deux mille ans avant notre ère... Et j'oubliais

(1) Extrait du *Voyage d'Athènes*, un des chapitres d'*Anthinea* (à paraître chez Juven, éditeur).

que ces découvertes sont très nouvelles. La science est ancienne. Elle est un peu blasée sur ses triomphes d'autrefois. Pour moi, qui ne l'étais sur rien, ma curiosité toute fraîche bondissait à tous les objets. Aucun moulage, aucune gravure ne m'avaient permis de prévoir la subite impression que me communiquaient, vivant devant moi dans leur marbre, une *Victoire renouant sa sandale*, les *Taureaux* de la frise ou la tribune d'Erechtée. L'inépuisable trésor de mon ignorance me procurait les moyens de les admirer avec les sentiments de la surprise extrême. Le *Masque d'Agamemnon*, comme Schliemann appelle son feuillet de métal battu, ne me paraissait ni plus neuf ni plus récemment mis au jour que des chefs-d'œuvre connus et classés depuis longtemps. C'est de l'heure de mon débarquement au Pirée et de ma première visite que ceci ou cela datait également. Quel motif aurais-je eu de préférer le laid, le moins beau, et de perdre mon temps chez les inférieurs ?

Autre chose m'indisposait encore, c'est l'usage que font du nom d'Homère les historiens de l'art de Mycènes. Leurs comparaisons soutenues entre l'art homérique et l'art mycénien sont insupportables. Sans doute l'*Iliade* et l'*Odyssée* fournissent plus d'une réminiscence éclatante de la civilisation que les achéens fugitifs apportèrent, lors de l'invasion dorienne, dans la Grèce des îles et la Grèce d'Asie. Quoique postérieur, et de beaucoup, à ces translations historiques, le temps d'Homère conservait dans son art et dans son industrie un reste de l'art de Mycènes, et sans doute aussi le poète

savait-il par la tradition ce qu'avaient été autrefois Mycènes la dorée, Argos et les autres capitales des rois grecs ligués contre Troie. Les poèmes d'Homère nous peuvent renseigner sur l'âge mycénien et, comme dans le livre de M. Helbig (1), les antiquités de Mycènes peuvent nous éclaircir un passage d'Homère. Ajoutons, s'il le faut, que le premier noyau des *sujets* homériques se place vers le temps de la grande prospérité mycénienne. Toutes ces vues, plus ou moins certaines, portent sur les matériaux dont s'est servi Homère. Elles ne nous fournissent pas la moindre clarté sur l'art et sur la poésie d'Homère.

L'art d'Homère veut qu'on l'étudie en lui-même. Il importe peu que les sujets de ses descriptions ressemblent aux objets déterrés ici ou là-bas. Il ne s'agit point de savoir comment s'adaptait le timon au char ni les courroies au brodequin, mais bien de quelle sorte, dans les récits d'Homère, se constitue le plan homérique, comment s'y fait jour un beau sentiment et quelle est donc en soi la beauté classique d'Homère. C'est seulement à regarder ces derniers points qu'on s'aperçoit qu'il faut vénérer, dans ces vieux poèmes, le premier titre du genre humain à l'humanité.

Les personnes entichées de l'esprit évolutionniste et d'une espèce de mystagogie que l'on n'a pas encore nommée sont prises d'une véritable angoisse de l'âme, à cette idée d'Homère rétabli et justifié. Elles cherchent comment une

(1) *L'Epopée homérique*. Paris, Didot.

époque aussi arriérée dans l'art industriel a bien pu nous donner un modèle d'art poétique, car il leur semble que le monde va toujours à pas réguliers comme un gros de soldats prussiens. Les industries, les arts plastiques, la poésie et l'éloquence, à les entendre, doivent s'avancer simultanément et sur le même parallèle, faute de quoi l'on nie tout avancement partiel. La plus légère application aux réalités de l'histoire fera sentir la grande vanité du système. Il n'y a que ces progressistes et les sots pour croire au développement synchronique de l'art. Comparez le pinceau brillant, mais contraint encore, de Giotto aux libres paroles de Dante, dont il est le contemporain : vous sentirez peut-être comment Homère a pu paraître parmi des ouvriers ignorants, des céramistes grossiers et des statuaires trop simplificateurs.

Ce doux Homère incorporé de force à la barbarie mycénienne n'était pas le dernier de mes griefs contre les salles de Schliemann. Le soir même de mon arrivée en Attique, le grand théâtre d'Athènes avait annoncé une représentation d'*Antigone*, jouée par des étudiants et des institutrices, sous la conduite du savant professeur Mitriotis. C'est là qu'eut lieu le premier heurt contre Mycènes. Dès le rideau, la sensation en fut violente : cette scène où l'original de Sophocle allait retentir montrait au fond de son décor, devant le portique royal, toute une colonnade d'un ordre détesté. Au lieu de ce style dorique, noble, fort, dont la base, conformément à la nature et à la raison, fournit un support spacieux, on mettait sous mes yeux des accouple-

ments de colonnes plus étroites au stylobate qu'à l'échine et faites à la mode d'Egypte ou d'Assyrie, qui fut imitée à Mycènes : l'inverse parfait du dorique, puisque la pointe en semble enfoncée du côté du sol. Que l'histoire du théâtre ou que le milieu légendaire de la fable thébaine justifiât cette ordonnance, je me gardai, comme d'une insulte à Sophocle, d'en faire le moindre examen ; mais je me retirai en maudissant l'archéologie, et Schliemann, et Mycènes, et l'invention des bases plus étroites que les sommets, et le manque de goût familier aux cuistres ; mais au surplus persuadé que la représentation n'aurait jamais lieu ou que la pièce n'irait point jusqu'à son terme, aucun vers du poète de la logique naturelle ne pouvant se résoudre à sonner sous des colonnades insérées sens dessus dessous !

## IX

L'époque mycénienne comprend trois siècles à tout le moins. Mais, en y rapportant les objets découverts dans les cendres de Théra, il faut admettre un laps de près de huit siècles durant lesquels les arts plastiques purent croître et décroître, fleurir, mûrir et décliner à plus d'une reprise. Non seulement les achéens originels durent procéder, comme toutes les races, par tâtonnements, par retours, s'instruisant à l'expérience et parfois oubliant ce qu'ils en apprenaient ; mais de plus, n'étant pas formés en corps de nation et, malgré la voie de la mer, communiquant entre eux sans beaucoup d'ai-

la Grèce, c'est ce qui lui donne son rang sur le monde antique et moderne, ce par quoi elle se distingue du reste du monde, ce qui fait qu'elle est elle et non la barbarie. Or cette période de grécité proprement dite et d'hellénisme pur dure deux ou trois cents ans environ pour la statuaire. On en reconnaît le début au VIe siècle, lorsque, en Attique et dans les îles, l'art se transforme, s'assouplit et se délivre des rigides modèles venus d'Orient : appuyés sur une tradition toujours embellie et accrue, fiers de leur force, les artistes cherchent alors dans la nature des modèles à surpasser. La période, si elle fut exquise, fut courte ; mais tout homme est forcé d'y élever les yeux quand il se soucie de son ordre intellectuel.

Epuisée de guerres intérieures, la Grèce éteint sa flamme quand l'Asie, butin d'Alexandre, communique à ses conquérants, non le type d'un nouvel art, mais un état d'inquiétude, de fièvre et de mollesse qu'entretinrent les religions de l'Orient. Adonis et Mithra décomposèrent les premiers le monde ancien avant que le juif ne survînt. Qu'on ne croie pas que les artistes grecs aient hellénisé ces notions ennemies, car jamais ils n'y réussirent. Mais ils furent certainement barbarisés par elles.

Cette lumière de l'imagination et de la pensée, qui ne dessèche ni la passion ni la verve, mais commande à l'une et à l'autre en leur imprimant une immortelle vivacité, ce caractère de raison et de puissance qui est le propre de la Grèce disparaissent ou s'atténuent dans les œuvres grecques, et ces œuvres ne sont donc

grecques qu'à demi, et nous pouvons les négliger comme on fait de copies comparées à l'original.

## XI

Autant que ces copies tardives, les premières ébauches s'effacent devant les chefs-d'œuvre. Pour ma part, le fait de vivre à Athènes me rendait presque aussi injuste pour les sculpteurs d'Egine que je l'avais été pour les potiers et les forgerons mycéniens.

On a trouvé en 1886 dans les substructions de l'Acropole quatorze statues d'un beau marbre, brillant et colorié. Elles furent placées debout dans une salle du musée de l'Acropole. J'avais coutume de franchir presque en courant la salle des quatorze prêtresses de Minerve. Leurs yeux bridés, comme dans les visages mongoliques, leurs narines, leur front bizarre, enfin cet étrange sourire nommé éginétique sans doute parce que les statuaires d'Egine furent les premiers à l'effacer de leurs œuvres, ce sourire uniforme et indéfini, sur des joues reluisantes comme l'ivoire, me causaient une espèce de chagrin qui me faisait fuir. N'écrivis-je dix fois le brouillon d'une lettre à l'éphore général des antiquités athéniennes, sur le tort que faisaient selon moi à tant de chefs-d'œuvre des idoles d'une Athènes encore impolie ?

Les quatorze prêtresses me courrouçaient par l'appareil de leur toilette. Il m'était impossible d'y reprendre ni la fine élégance, ni cette habileté souveraine dont l'ouvrier en avait désigné

le plus léger pli. Tout palpite, tout vit, tout tourne avec une lente mollesse sur la poitrine et les flancs de chacune d'elles. De même, dans les chevelures, la perfection minutieuse du travail semble le disputer à la complication et à la subtile richesse des coiffures copiées par le statuaire.

— Mais quoi! m'écriais-je, toujours courant, l'Athènes des Pisistratides, cette Athènes qui vit une première édition critique d'Homère, fut donc une ville sans goût? Les dames y allaient chargées d'ornements ridicules? Elles n'entendaient rien au précepte de Fénelon, qui veut de chastes draperies, appliquées sur des formes pures, comme il semble qu'on en ait fait à l'époque de Phidias? Combien tout ce luxe est fâcheux!

J'égalais ce faux luxe à celui d'un débris mycénien sur lequel on peut distinguer que les déplorables épouses des morts que Schliemann déterra portaient, quinze grands siècles avant Notre-Seigneur, trois rangs de volants à leur jupe!

Puis, considérant l'œil bridé des quatorze prêtresses du premier Parthénon :

— Hélas! disais-je, qui m'ôtera de là ces Chinoises!

Et de même, à raison plus forte, considérais-je sans faveur, tant au musée de l'Acropole qu'au musée national, ces pierres liturgiques à peine dégrossies qu'on est convenu d'appeler des *xoana*. Le véritable *xoanon*, sorte d'idole primitive, fut taillé dans le bois, comme l'étymologie en témoigne. Nos *xoana* de pierre ne ressemblent point mal à la silhouette de quelque lourde con-

trebasse. Elles étaient informes. Peu à peu, si l'on veut accepter les idées qui sont encore reçues à cet égard, après mille hésitations historiques, une tête se dégagea du *xoanon*; les bras, les jambes se marquèrent, sans trop se séparer ni s'éloigner du tronc. Un équarrissage grossier acheva l'apparence humaine. M. Homolle a trouvé à Naxos l'une de ces ébauches. Plus tard, et peut-être sur des modèles égyptiens, ces figures rigides esquissèrent un mouvement. Dès lors, elles parurent, malgré l'enfance extrême ou l'absence de l'art, de mystérieux animaux dont le populaire faisait grand cas. Quand le crétois Dédale eut rapporté d'Egypte ces premières formes en marche, le Grec, encore naïf, déjà malicieux, inventa de les attacher le soir, dans la crainte qu'elles ne prissent la fuite pendant la nuit. Ainsi du moins parlent les théoriciens de l'histoire des arts en Grèce. S'ils ne se trompent pas, il faut que l'invasion dorienne ait plongé les gens du pays dans l'état de pure stupeur.

Ce jeune peuple grec n'avait cependant point perdu, dans cette nuit profonde, ses qualités d'observation. Il ajouta au mouvement des figures égyptiennes la science du modelé. Il fit bomber et se creuser comme la paroi d'un beau vase, comme la quille d'un vaisseau, la fleur de la poitrine humaine touchée, caressée d'un ciseau complaisant et sûr. Lorsqu'il eut remplacé la pierre par le marbre, ce qu'il réussit de meilleur et le plus vite fut peut-être cette poitrine. Je me souviens d'une figure d'homme, un Apollon peut-être ou une dédicace à Apollon, qui

est au musée de la rue de Patissia : l'objet est presque horrible pour tout le reste, épaules trop carrées, bras anguleux, visage à l'état d'ébauche fumeuse ; mais, de la naissance du cou, une série de plans légers, exécutés avec une attention, un art et un goût charmants, avec une précision voisine de la science, fait couler le regard jusqu'à la naissance des seins. L'ouvrage n'est pas beau. Mais c'est un précurseur et un divin messager de la beauté, elle est prochaine.

## XII

Ainsi les salles archaïques du musée de Patissia me développaient clairement, trop clairement peut-être pour que l'histoire véritable y eût son compte, les transitions du type amorphe jusqu'au type déterminé et pur : mais, je vous prie, dans le musée de l'Acropole, quelle transition imaginer seulement *entre la salle six et la salle sept?*

On rencontre dans la première ces quatorze dames mongoles chargées d'ornements inutiles, toutes couvertes de cadenettes et de bijoux, qu'il me plairait de prendre pour les poupées persanes ou médiques chargées des rôles d'Atossa et de ses compagnes dans les *Perses* d'Eschyle. Or, la salle suivante s'illumine d'une des merveilles de l'atticisme...

Quel est le rapport nécessaire de ceci à cela? On me dit bien qu'à l'élégance des primitives poupées s'est ajoutée le grave accent des œuvres que façonnaient, à la même époque, Argos et Sicyone : mais, outre que la combinaison n'est

pas sûre, que les intermédiaires invoqués prêtent au doute, le fait même d'une combinaison pareille est à lui seul bien merveilleux. Oui, le miracle est là; l'explication offerte, si on l'admet, n'explique rien. Je suis presque tenté de voir ici ce que l'on nomme, chez mes amis les philosophes, un commencement absolu. Dans ce bel ouvrage de marbre, tête d'éphèbe pensif et même un peu sombre, l'homme ouvrit un cycle nouveau. Je serais tenté d'écrire qu'il a créé.

Comment vous décrire ceci? En copiant mon catalogue? « 689. — Tête archaïque de jeune « homme découverte en 1887, à l'est du musée, « à la place où est bâti le petit musée. Elle se « classe parmi les meilleures têtes archaïques « d'hommes conservées jusqu'à nous, et res- « semble par la disposition de la chevelure à la « statue du Musée national, n° 45, connue sous « le nom d'Apollon sur l'omphalos. » Ainsi s'exprime M. Cawadias. M. Maxime Collignon analyse davantage. Il relève au grain de ce marbre les traces d'une couleur restée fraîche, jaune d'ocre dans les cheveux, rouge aux lèvres, jaune encore au globe des yeux, brun au bord des paupières. Mais tout cela est secondaire. Le même auteur décrit avec soin la coiffure, qui est étrange pour une tête virile. Il nous apprend qu'elle se nommait *crobylos*. Voilà qui nous fait bien savants. Je préfère à ces renseignements, d'ailleurs profitables, la suite des discours de M. Collignon :

« Quant au type du visage, quel progrès n'ac- « cuse-t-il pas sur celui des têtes précédentes!

« Plus de sourire conventionnel, plus de saillie « exagérée des yeux. Les traits réguliers et « purs, le nez droit, la bouche sévère avec la « lèvre inférieure un peu saillante, composent « un visage juvénile dont le charme grave nous « repose de l'éternel sourire des figures ar- « chaïques. »

Cela est très bien dit. Cela me donne envie de revoir ce visage gracieux et fort. Mais il est incroyable à quel point la mémoire, fidèle gardienne des sentiments et des pensées, est quelquefois rebelle à nous rendre précisément le trait d'un visage, même adoré; j'ai heureusement devant moi la reproduction du chef-d'œuvre, exécutée chez Didot; j'ai mieux peut-être, puisque j'ai la photographie de l'ouvrage, donnée par un athénien. On m'en pardonnera l'humble aveu, rien ne vaut une bonne photographie pour nous rendre la juste impression des originaux de marbre. Présentée au rayon du jour, la feuille diaphane en devient toute lumineuse et l'on voit y filtrer, sous le trait ferme des figures, cette clarté blanche et brillante qui anime le doux paros.

Même effet ce soir où j'écris à la lumière de ma lampe. Le jeune homme songeur, qui dut naître bien des années avant que parût Phidias, ce contemporain de la fin du VI^e siècle ou des premières années du V^e ressuscite au pâle rayon. Il se réveille devant moi. Nous entendons quelles pensées doivent rouler dans cette forme. Elles seront énergiques et éloquentes. Cet éphèbe n'est point un amant occupé de nourrir son chagrin, ni un politique mûrissant son pro-

jet, ni même un sophiste, un rhéteur ou un philosophe mathématique. On songe à l'*Erasme* d'Holbein, avec la pureté, la noblesse, la sainteté, qu'on ne trouve pas dans l'*Erasme*. En même temps que s'infléchit son beau front sous la courbe et comme sous le poids sacré du plus magnifique des crânes, l'oreille, presque aussi écartée que celle d'un faune, se tend; le nez respire; l'œil pointe; l'air du visage et la flexion de la tête entière semblent sonder, mesurer, calculer et évaluer comme un juste et précis instrument; enfin les lèvres (qui sont le plus expressif), ces lèvres étant extrêmement rapprochées, la supérieure en retrait, et l'inférieure tout au contraire avancée, les lèvres goûtent et savourent. N'en doutons plus, nous assistons à un effort de sensibilité et d'intelligence critiques. Un politique ou un athlète qui préparent quelque mouvement effectif, un sage argumentant, un amoureux supputant les risques de son malheur montreraient moins de calme, un recueillement moins parfait. L'objet du sentiment montré ici passe nos communs intérêts. Ou je me trompe fort, ou le sérieux éphèbe se sent supérieur. Il juge la terre et le ciel.

De là vient peut-être la curiosité qu'il me donne. Mais il retient par d'autres caractères moins incertains. Ce chef-d'œuvre de l'archaïsme athénien a de merveilleux analogues dans l'histoire de l'art. Outre certaines têtes florentines du temps de Giotto, celles-là mêmes dont notre imagination remplit sans le vouloir les cantiques de Dante, il rappelle plus d'une tête du Moyen-âge français. Quand je l'examinai pour la pre-

mière fois, j'ai soudain tressailli de la joie inquiète qui devait me venir, le soir du même jour, lorsque les vénérables murailles franques de Daphni, filles des ducs d'Athènes, se montrèrent tout à coup au-dessus des arbres. Je crus voir ma patrie au fond d'une terre étrangère.

Nulle communication historique n'existe cependant entre telles têtes gothiques et l'éphèbe de l'Acropole. Un grand souci de la nature, un exercice séculaire aux délicatesses de l'art, par là une forte maîtrise, enfin la commune gravité de l'esprit, devaient suffire à engendrer l'analogie si parfaite de ces deux arts. Et plus on s'en rend compte, mieux on en est touché. L'explication accroît l'émotion. Mais il entre dans cette émotion un regret. On se demande quelle iniquité de la fortune a permis à cet archaïsme attique de mûrir et d'atteindre son degré supérieur par la naissance et l'influence du plus sublime des esprits humains, au lieu que ce maître désiré, nécessaire, ce Phidias indispensable, fut refusé cruellement à notre archaïsme français.

## XIII

Et voilà le plus grave des chagrins de l'Histoire; elle institue une comparaison jalouse, elle glisse mille regrets. Cependant Phidias n'a pas été perdu pour nous, puisque sa tradition a fini par nous revenir. On ne gardait de lui qu'un nom ou des traces incertaines et inconscientes, quand la lumière de la Renaissance brilla d'abord en Italie. Seule, une âme ignorante, amie de la brutalité, se plaindra de la Renaissance. Mais

les fouilles modernes, opérées dans la Grèce propre, ont mieux marqué la vraie force de Phidias. Elle était défigurée par l'académisme, à force d'en être polie; une fausse interprétation du génie classique avait représenté comme durci et rectifié par la mort ce qui est au contraire une fleur de vie essentielle, ne tirant son auguste expression immobile que de la perfection, de l'abondance et de la vigueur de son mouvement. Phidias et les siens, si j'en juge par ce que j'ai vu et senti, ont mis à nu les traits purs et fixes de l'homme avec l'aspect le moins chancelant de sa vie.

Tant de découvertes abondent, depuis cent ans, dans toutes les parties du monde qui fut aux Hellènes, qu'il est devenu difficile d'admettre sans explication ce qu'enseigna l'ancienne philosophie de l'art sur l'essence du génie grec et sur la figure du beau; mais, à la réflexion, on trouve tout aussi absurde de borner, comme le voudraient quelques modernes, l'examen des chefs-d'œuvre de l'époque ou de l'école de Phidias à un inventaire historique. Indépendamment de leur immense influence, il faut bien leur reconnaître un autre mérite qu'aux chefs-d'œuvre des autres milieux et des autres temps. Le soin même que l'on a pris (Taine dans sa *Philosophie de l'art*, M. Boutmy dans sa *Philosophie de l'architecture en Grèce*) de courber ces ouvrages aux règles de la loi commune n'a servi qu'à faire sentir qu'ils ne s'y courbent point, et pour quelle raison.

J'ai relu comme tout le monde l'ouvrage de M. Boutmy, publié avec une intéressante pré-

face, sous un titre nouveau, *le Parthénon et le génie grec*. C'est un beau livre, si lucide qu'il est impossible de le lire une fois sans en distinguer le vice fondamental. M. Boutmy s'efforce avec ingéniosité de rattacher l'œuvre des architectes et des sculpteurs du Parthénon au genre d'imagination, au tour d'esprit, au goût d'hommes d'un certain groupe, vivant à un certain moment dans un certain endroit. Je dirai qu'il y réussit. Ce qu'il affirme est vrai. Evidemment, par sa structure comme par son ornement, dans son architecture comme dans sa décoration, le Parthénon est chose essentiellement athénienne. M. Boutmy, sur cet article, aura gain de cause. Il a raison. Où il se trompe, c'est où il tend à nier (lisons bien ses dernières pages) que cet édifice athénien soit aussi l'expression parfaite d'une pensée humaine supérieure aux variations de l'histoire et de la nature. Il se trompe, et il a lui-même assemblé des matériaux qui sont propres à faire éclater son erreur; il s'est lui-même réfuté au chapitre admirable où, définissant l'athénien, il établit que, justement, le signe distinctif de l'homme d'Athènes était de posséder, à un degré de force unique, ce par quoi les hommes sont hommes, la raison.

« Ce peuple d'hommes d'élite », comme Lamartine nomma les Athéniens, eut ceci de particulier : il prit plaisir à imaginer des relations stables, permanentes et essentielles. L'esprit philosophique, la promptitude à concevoir l'universel pénétrait tous ses arts, principalement la sculpture, la poésie, l'architecture et l'éloquence. Quand il cédait à son penchant, il était mis en

communion soudaine avec le genre humain. A la bonne époque classique, le caractère dominant de tout l'art grec, c'est seulement l'intellectualité ou l'humanité. Les merveilles qui ont mûri sur l'Acropole sont par là devenues propriété, modèle et aliment communs; le classique, l'attique est plus universel et humain, à proportion qu'il est plus sévèrement athénien, athénien d'une époque et d'un goût mieux purgés de toute influence étrangère. Au bel instant où elle n'a été qu'elle-même, l'Attique fut le genre humain.

## XIV

Ces réflexions suffisent à justifier le principe des humanistes de la Renaissance, dont elles excusent jusqu'aux abus et aux erreurs. Elles fournissent le moyen de refaire une hiérarchie dans les arts selon le degré d'humanité des ouvrages que l'on compare. Ce degré, reste à le sentir. Reste à avoir bon goût. Il n'est pas impossible, si l'on en a quelque semence, de le perfectionner. Il suffit de se mettre en présence des belles choses en les laissant venir à soi.

Aucune action n'est plus réelle. On se sent modelé par la beauté vivante, comme repris et retouché par le regard d'une amie délicate et fière. Hors de cette nature exquise, de cette sainte tradition, tout apparaît chétif ou secrètement vicié. Je tourne à la hâte les pages des notes que j'ai prises dans les petites salles fraîches de ce Musée de l'Acropole où l'on a placé les débris de la frise du Parthénon. Ce

sont des pages qui me regardent au fond de l'âme.

Vers les plus beaux de ces fragments, les trois *Divinités assises* et les *Jeunes gens aux taureaux*, combien de vœux et de prières! mais, en retour, tombant jusqu'à moi de si haut, quelles confirmations, quels conseils de volonté, de force et de vie! La *Victoire* sans tête, sans ailes, et qui vole plutôt qu'elle ne court tout en renouant sa sandale, cette jeune déesse emporte sur les ondes de son vêtement déployé les plus grandes leçons du style, c'est-à-dire de sagesse et d'enthousiasme; le cœur ne sait que préférer de la vitesse impétueuse ou de la grâce naturelle, magnifiquement accordées.

## XV

A l'Acropole, il n'y a guère que des ouvrages archaïques ou semi-archaïques, et des chefs-d'œuvre purs. Rue de Patissia, le musée central, extrêmement varié, permet au visiteur des comparaisons instructives. Après le laid des Mycéniens et des primitifs, on voit le laid des auteurs de la décadence.

Je ne les voyais presque pas; tous mes après-midi coulaient de préférence devant cette œuvre d'une pieuse volupté, le bas-relief de *Cérès*, de *Proserpine* et de *Triptolème* trouvé à Eleusis, ou devant les fragments rapportés d'Epidaure, deux torses d'*Esculape assis*, d'un si noble aspect que mon ignorance prit d'abord ce fils d'Apollon pour l'auguste enfant de Saturne. Je

fréquentais aussi la *Néréide équestre* et cette *Amazone* tronquée de la tête et de tous les membres qui sur son cheval mutilé, par le superbe de l'allure et par la finesse des formes, enivre à jamais le regard.

Je traînais avec une complaisance presque éternelle dans la petite abside où de pauvres têtes, brisées, hachées et martelées, laissent sous un angle entrevoir la majesté d'un dieu ou le rire d'une déesse. Le svelte *Hermès d'Andros*, le bas-relief de Mantinée, qui supportait un ouvrage de Praxitèle et qui lui-même reste, ne serait-ce que pour la draperie des *Trois Muses*, une délicieuse merveille, le joli groupe (exécuté d'après Céphisodote) de *Plutus riant à sa mère, la douce Paix*, mille choses parfaites me tenaient ainsi prisonnier.

Je traversais les salles de l'art hellénistique, alexandrin ou gréco-romain pour courir aux stèles funèbres qui prolongeaient mes rêveries du Céramique, à la collection infinie des lampes, des vases, des lécythes, à ces Tanagrines charmantes qui serviraient à faire entendre, si on l'oubliait, ce qu'il peut tenir de grandeur en un petit poème. De toute façon, les galeries de sculptures postérieures à l'atticisme ne me servaient que de vestibule.

Cependant, un jour, une envie me pressa de saisir en détail comment se corrompirent, chez un peuple si bien doué, le génie et l'intelligence des arts, et ma pensée osa fixer ce qu'elle avait fui jusque-là. Je vis paraître presque sans transition, après les nobles caractères qui m'étaient devenus si chers, les hideuses têtes syriennes

du type de Lucius Vérus, puis les chefs lourds, massifs, du rustre latin... Une sorte d'athlète, d'un travail curieux et violent, tendait sa musculature prétentieuse; des éphèbes aux bras arrondis, des Aphrodites tremblotantes et flexibles comme des joncs ; des vérités trop ressemblantes ou des faussetés trop menteuses; un air de dissolution et de contrainte tout à la fois, Epicure et Zénon confrontés, heurtés, quelquefois entrechoqués en un même marbre; de-ci de-là, quelques efforts heureux, qui me remettaient en mémoire que le premier déclin de la statuaire hellénique fut sublime après tout, puisque notre Vénus du Louvre y a brillé, dit-on, et toujours je ne sais quel air inachevé ou d'achèvement trop sensible, l'absence ou l'incertitude des traditions, en même temps que l'oubli de la liberté! Mais les qualités les plus rares, jetées à profusion et comme au pillage !

« *Il y a dans l'art un point de perfection comme de bonté et de maturité dans la nature...* »

Le beau fruit grec en décadence me confessait encore le mystère de son destin. Il me faisait comprendre la signification du *point* mystérieux. Dans chaque genre, il y a ce point à toucher, maximum de vigueur et de densité, d'où se domine et s'enveloppe tout le reste. Ce qui semble au-dessus, ce qui semble au-delà n'est étendu ni accru que de vide pur. L'énorme et le géant ne seront aimés que du peuple; leur boursouflure se dégonfle et, en se dégonflant, publie que les grandeurs sont toutes contenues dans la perfection. Celle-ci sera l'élément auquel se rapporter, sur lequel il faut régler tout.

Seul, un buste au milieu de cette galerie lugubre manqua de me faire sourire Il représentait un pauvre homme d'empereur, le vieil Hadrien, épanoui dans son atticisme d'école. Je le jugeai fort à sa place, et le saluai en rêvant. Hélas! tout compte fait, le monde romain s'acquitta mal auprès de la Grèce. A quoi pensèrent donc ces administrateurs modèles s'ils ne surent sauver leur éducatrice des pièges que lui offraient son intelligence et son ouverture d'esprit? Ce furent de mauvais tuteurs. Non seulement ils ne surent point la guérir de la lèpre sémite, mais, tout le mal qu'Alexandrie n'avait pu faire au monde grec, Rome, on peut le dire, le fit. Il est vrai que Rome, à son tour, périt du même mal, en entraînant son lot d'hellénisme et d'humanité.

. . . . . .

CHARLES MAURRAS.

# *TRANSFIGURATION*

[*Notre jeune et brillant collaborateur, notre ami Joachim Gasquet, publie ces jours-ci chez l'éditeur Juven un beau livre de vers passionnément religieux, presque mystiques.* L'Arbre et les Vents (*c'est le titre de l'ouvrage*) *témoigne d'une crise intellectuelle et morale fort émouvante et dont nos lecteurs connaissent d'ailleurs quelques traits: Joachim Gasquet les leur a exposés fortement en prose. Les vers sont amples, colorés et retentissants. L'amour antique de la terre, de la race, de la nation et de la tradition sert de thème constant, mais le poète, en vrai poète, incarne ce quadruple amour en un beau visage de femme.*

*Ces strophes nationaitstes et traditionnalistes de Joachim Gasquet seront lues et* entendues *de tous nos amis.*]

De notre âme, Seigneur, le soir, l'angoisse est grande.
La mer s'endort là-bas, la terre vous demande
Le sommeil pacifique, et mon âme à son tour
Se tourne vers le ciel pour y trouver l'amour.
Répondez-moi, Seigneur.

La campagne est tranquille.
Le crépuscule ardent qui brûle sur la ville
Ici pleure d'extase au fond des bois épais.
A peine si le vent trouble la tiède paix
Des vallons assombris et des molles prairies,
Le soir traine un parfum de bruyères fleuries
Et tous les rossignols chantent dans la forêt.
Le cœur mystérieux de la lune paraît
Se fondre de douceur au fond du ciel nocturne.
Seul, l'homme a le front bas et reste taciturne,
Souffrant du mal rêveur de l'immortalité.
En vain le rossignol sous la lune a chanté,
Et les pins dans les flots trempent leurs sombres branches,
Il songe, en contemplant les vagues lueurs blanches,

A ce ciel éloigné qu'il n'atteindra jamais,
Et son cœur inquiet erre sur les sommets.

O mon âme, ouvre-toi. Ce ciel profond t'écrase,
Tu peux t'en emparer par le chant et l'extase.
Le monde a l'infini, ton cœur a la vertu.
Chante, lève le front, pourquoi gémirais-tu ?
Dans un de ces rayons peut-être qui t'effleure,
Un de tes frères morts te tend les bras et pleure ;
Dans l'astre que tu vois un esprit est vivant,
C'est le sanglot du ciel qui fait chanter le vent,
Mais les larmes d'en haut sont des larmes de joie.
Les contemplations que le Seigneur t'envoie
Devraient nourrir ton cœur de justice et d'amour.
Mais tu ne prends pas garde à l'éternel retour
Des choses de la terre aux âmes de la terre.
Tout ce qui sous le ciel a souci du mystère,
Le bois silencieux, le fleuve, le rocher,
Ce qui vit solitaire et ce qui vit caché,
Dans l'énigme profonde, au fond de l'air céleste,
Un jour se sent porté dans la lumière et reste
Inondé de rayons en présence de Dieu.
Et c'est de là que vient la beauté du ciel bleu
Quand vers le firmament tu lèves ta figure.
Le monde devant Dieu brûle et se transfigure.
Les rochers ténébreux et les vieux antres froids
Frémissent, enflammés, en présence des lois.
Chaque chose se sent adorable à sa place.
Et constamment, du fond éthéré de l'espace,
Tombe, poussant ta porte, éblouissant ton toit,
Cherchant l'esprit secret qui rêve au fond de toi,
Un univers serein que ton âme repousse.
O mon âme, ouvre-toi : dans le chêne qui pousse
Un frère patient près de toi tend ses bras,
La source, le rocher, sont là, qui parlent bas,
La poussière avec toi qui marche sur la route
Cherche un cœur qui l'accueille, et ta maison écoute
Tous les mots que tu dis, tous les pas que tu fais.
La nuit, sur ton sommeil, se penchent tes bienfaits,
Et les actes mauvais, dont tu perds la mémoire,
Rôdent autour de toi dans l'ombre triste et noire.

JOACHIM GASQUET.

## *L'ART*

---

J'envie mes camarades de l'*Action française*. Ils peuvent, heureux mortels, écrire sur la Patrie, la Foi, l'Armée, l'Instruction publique, la Justice, le Commerce, des articles remplis de passion et d'intérêt. Qui se donne la tâche de parler d'Art en l'an de grâce 1901 risque fort d'assommer ses lecteurs, car le malheureux parle sur Rien. Il est semblable au désuet exilé qui, enfin revenu dans sa patrie, constate que tous ceux-là sont morts qu'il avait connus autrefois, et il ne lui reste qu'à chanter le thrène funéraire de ses antiques souvenirs et à formuler d'anémiques espérances.

La grande Révolution est tombée sur la France comme un mal sacré sur un homme plein de vie. Lorsque, revenu de son long évanouissement, il se relève tout étonné de la grande angoisse qu'il a soufferte, ses premiers regards constatent sur lui-même les ravages du fléau. Plus de dents, de sourcils ni de cheveux. Toute la parure de l'animal a disparu. Pourtant il vit encore; cette beauté en effet n'était pas indispensable. La mort ennemie n'a pris encore que les ouvrages avancés et, tant que tiennent le cerveau et le cœur, l'acropole et la citadelle, il y a du bon.

Ainsi qu'un être organisé, un peuple ne meurt

pas tout entier; ainsi qu'un animal, il a ses maladies; ainsi que l'homme, ses hontes. On vit encore sans dents et sans cheveux, on vit sourd, aveugle et gâteux, on vit déshonoré. Notre gracieuse République vit sans Art.

Haussant les épaules, le lecteur va me jeter à la face les noms illustres de David, Géricault, Delacroix et Puvis. Merci bien, lui répondrai-je, n'en jetez plus, car chacune de ces gloires est un argument nouveau dont vous étayez ma thèse.

Il est bien évident, en effet, que les immortels principes n'ont pas arrêté tout net la vie latente de la nation. Lancée depuis des siècles, la machine a continué d'avancer par la vitesse acquise, sans nul effort de la part du cycliste. Soyez convaincu toutefois que tout le système va bientôt s'arrêter et verser dans la poussière si l'homme n'appuie pas de nouveau sur les pédales.

Eugène Delacroix, notre plus grand génie, la peinture faite chair, est avant toute chose un homme de tradition, un classique. L'étiquette de révolutionnaire qui l'horripilait si fort et que lui colla dans le dos le snobisme contemporain est fausse à plaisir. Relisez son journal, cette admirable bible d'art, vous y verrez le constant souci de l'exécution et du métier, presque disparus déjà de son temps. Avec quelle angoisse il sonde, il ausculte les œuvres des grands décorateurs de la Renaissance : Véronèse, le Corrège, Rubens! Lui si peureux pour sa santé, si malade imaginaire, comme on sent qu'il donnerait, comme on dit vulgairement, dix ans de sa vie pour savoir au juste comment celui-ci pré-

parait ses carnations, celui-là peignait une draperie jaune ou pourpre, de quel parti-pris cet autre établissait ses fonds! Voyez encore combien les somptuosités du plafond d'Apollon et de l'Héliodore sont étrangères à la bourgeoise France de 48, mais filles au contraire des siècles d'or.

Les critiques que fait Delacroix de ses contemporains, qui semblent parfois si amères et jalouses, ne sont également dictées que par un esprit d'une géniale lucidité, défenseur enragé de ce beau métier de la peinture que de soi-disant peintres foulent chaque jour davantage. Est-il assez heureux, en revanche, de pouvoir contempler un beau morceau de Decamps : « Enfin, s'écrie-t-il, voilà donc un peintre! » Qu'ajouter? Delacroix est comme un dernier représentant de la vieille corporation de Saint-Luc, un *maître peintre*. Il n'est pas de son temps.

Ses contemporains, du reste, étaient bien de cet avis. Allons faire un petit tour au Louvre. Parcourons ensemble les galeries Egyptienne, Campana, de la Renaissance. Que de plafonds! Il y en a de Heim, de Hesse, de Court, de Blondel, de Vernet et de quantité d'autres braves gens. Il semble, à les regarder, que sous Louis-Philippe tous les chefs de bureau de nos glorieux ministères se soient crus obligés de faire chacun le sien pour la fête du patron. Il y en a tout juste *un* de Delacroix. Il serait préférable, n'est-il pas vrai, que la proportion fût renversée.

Sortons vite pour nous rendre à Saint-Sulpice. Même disposition. Sauf la chapelle décorée par Delacroix, on pourrait décemment passer toutes

les autres au lait de chaux. Les immenses murailles du transept ont un instant failli être revêtues de décorations de notre maître. Il avait projeté d'y figurer : la création de l'homme, sa chute, le déluge, la tour de Babel, etc. C'est à en pleurer. Imaginez-vous cette composition « la tour de Babel » réalisée par un tel peintre? Tout bien réfléchi, tout bien balancé, pour être bien sûrs de ne pas se tromper, les Roujon d'alors retirèrent la commande à Eugène Delacroix ; ils la donnèrent à qui?..... à Signol ! !! Vous voyez bien que l'on ne fait plus d'Art en France.

Dans notre régime exclusivement capitaliste, l'Art, ainsi que la justice et que bien d'autres choses encore, n'est plus qu'une des formes de la Prostitution. Au temps où florissaient les corporations, c'est-à-dire l'ordre et la liberté, la vraie, l'artiste, dans le sens à la fois puéril et misérable qu'il a pris aujourd'hui, n'existait pas. Il n'y avait que des artisans (artifices). L'artiste phénomène, le monstre, l'étoile, était inconnu. L'architecte, le sculpteur, le peintre, le verrier n'étaient pas dans leur cité des êtres plus extraordinaires, plus spéciaux que le boulanger, le corroyeur, l'armurier, et leur art passait avec les autres besoins de la vie. L'artisan était un homme libre et non comme aujourd'hui un amuseur, un histrion, un pauvre être de luxe, esclave des pires modes, des plus répugnantes exigences, qu'on humilie même par les applaudissements qu'on lui prodigue, qu'on met en médailles comme on met en cartes les pauvres hétaïres du ruisseau, ses sœurs.

Enfin la critique d'art était inconnue.

Cette dernière invention a été le bouquet. Comme les vers après une charogne, lorsqu'une idée est morte, les rhéteurs s'y mettent. L'Art déjà bien malade et agonisant a dû subir le terrible assaut des scoliastes, des commentateurs, des explicateurs ; comme à un vieillard parvenu au dernier degré de la sénilité, on lui a infligé une orientation, une direction, j'allais dire un conseil judiciaire.

C'est, entre parenthèse, une chose assez bouffonne qu'un homme auquel manque totalement l'éducation plastique de l'œil et de la main s'aventure à parler d'art. Le même connaisseur (?) n'oserait jamais, cela est sûr, parler chaussure devant un cordonnier. Alors même qu'il se fait chausser par ce dernier, à peine ose-t-il se plaindre en termes atténués et réticents de ce que sa botte le serre au cou-de-pied ou lui meurtrit le talon. Il ne pousse pas l'audace jusqu'à indiquer au compagnon de saint Crépin les moyens d'exécuter les corrections nécessaires. Il recule devant le sourire compatissant et ironique qui accueillerait sa critique. Il se dit avec raison : « Ce cordonnier connaît son métier ; il suffit que je lui indique où je souffre, à lui de s'en arranger. » Le même homme qui tient un raisonnement si sage, qui a redouté la mésestime de son bottier, ne craint pas, sorti de la boutique, de se couvrir du ridicule le plus parfait en parlant d'une architecture, d'une statue, d'une toile, d'une décoration quelconque, largement, généreusement, interminablement. Composition, dessin, couleur, exécution, anciens, modernes, grec, japonais, architecture, litho-

graphie, torchons et serviettes, il va, mêlant, confondant tout, comme une toupie d'Allemagne lâchée dans des quilles, comme un chien fou dans une collection de saxes : « Ne lui dites rien, il en casserait encore plus. Il va peut-être s'arrêter de soi-même. »

Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement. Le corollaire de cette proposition est en vérité que celui-là bafouille qui parle de ce qu'il ignore. Interrogez-les du premier au dernier, tous les artistes vous affirmeront que, hormis Delacroix et Fromentin qui étaient des professionnels et dont les livres sont d'un si puissant intérêt, toute la critique d'art de Diderot à M. Gustave Geffroy est d'une nullité parfaite et d'un ennui d'élection. A propos de formes et de couleurs, de choses peintes et modelées, précises, claires et franches entre toutes les productions de l'intelligence, ces seigneurs se lancent dans toutes sortes de fugues et de variations qui sont de la littérature pure, c'est-à-dire un *autre art*, aussi différent de toute plastique que le sont l'algèbre ou la chimie.

Toutes ces révasseries ont pourtant, à la longue, fait corps de doctrine. Massés comme un bêlant troupeau, nombre de malheureux artistes, intellectuels eux aussi, ont bâillé vers ces paroles dégelées qui semblaient tomber du ciel ; dans d'innocentes cervelles comme en un terrain vierge ont germé, ivraie du maudit, d'extravagantes esthétiques. Combien qui étaient nés pour être d'excellents ouvriers, d'exquis virtuoses, ont méprisé leurs belles qualités natives pour s'embarquer, autres Sanchos, vers l'île de Barataria !

Ils n'ont pas eu cette peine, car c'est l'île de Barataria elle-même qui est venue les trouver. Bien loin vers le pôle, dans la glaciale Ibsénie, au delà du sauvage cap Bjornson couvert d'un lichen galeux, habite sous la neige un peuple protestant, vertueux à l'abus, sermonneur et ichthyophage. Fiers d'un passé artistique presque nul, pratiquants d'une religion amorphe, sorte de dur monothéisme sans pompes et sans images, doctrine boiteuse et incomplète, puisque des trois éléments de la triade divine : le beau, le bien, le vrai, elle méconnaît la première entité, et refuse tout hommage à la Beauté éternelle, ces Barbares, las d'envoyer au lion malade leurs coups de sabot, se prirent de pitié pour cette pauvre France vaincue et rêvèrent de compléter l'œuvre du soldat par celle du pion. Du jour au lendemain notre lumineux héritage d'art fut pollué de leurs plus goujates ironies. Cette fougue lucide (excusez le rapprochement bizarre de deux termes qui semblent se contredire), je veux dire cette logique de conception réalisée par les moyens les plus passionnés ou les plus gracieux, cette vieille âme chevaleresque, cette brave gaieté gauloise qui sont les caractéristiques de notre art national, tout ce précieux élixir fut vidé au ruisseau. D'infâmes pédants, incapables de dessiner convenablement une page de nez, nous furent proposés comme d'inclytes réformateurs. Leurs compositions hystériques, leurs tintinnabulantes harmonies nous furent données en exemple. Tout le long de cette désolante Exposition universelle de l'an dernier, ces fils d'Antiphysie ont répandu leur

vomissement. L'indigèste, la pesante bière a affirmé sa supériorité indiscutable sur le subtil vin de France, le vin, « fils du soleil ». Ce sont là les signes : le chambardement est accompli, l'Affaire est un Bloc, un bloc complet et définitif.

L'Art dreyfusard est né.

Jamais plus répugnantes, plus hideuses, plus répulsives végétations ne se sont épanouies sous le soleil. Jusque-là toujours l'Art avait été pour l'homme lieu d'asile, c'est-à-dire un refuge contre ses misères et ses hontes, un enclos sacré, la tour d'ivoire.

L'Assyrien grave sur ses murailles ses conquêtes et les figures des génies et des dieux, l'Egyptien y raconte la gloire de ses Pharaons et la longue histoire des devenirs de l'âme, le Grec étale la sérénité d'une vie heureuse, l'Islam revêt sa mosquée de fatales et mystérieuses polygonies et nos pères ont élevé de féeriques cathédrales qui sont autant de temples de l'éternelle espérance. D'un bout à l'autre de l'humanité, l'Art semble un hymne complet à la gloire du Dieu vivant, où la gratitude et la prière se répondent de siècle en siècle comme la strophe et l'antistrophe d'une sombre et douloureuse tragédie.

Mais ces lignes molles, rampantes et comme visqueuses, ces colorations prétentieuses et disharmoniques, ces conceptions toujours vaguement obscènes, cette arabesque semblable à un paraphe franc-maçon, ce style pieuvre et en coup de fouet, n'est-ce pas là l'image fidèle, le prototype et le schéma, le décalque du crime le

plus hideux entre les crimes : LA TRAHISON ?

Ainsi l'empoisonnement de la Patrie a été complet. Toutes les fonctions de l'organisme ont été atteintes l'une après l'autre selon leur degré d'importance. Tous nos efforts doivent tendre à réinstaurer dans une saine diathèse la Foi, l'Armée, la Justice, etc. Ne perdons pas de vue le fameux Art nouveau. Il est un des accidents tertiaires du Dreyfusisme.

L'Art, je le répète, n'est pas un objet de plaisir et de luxe. L'Art est au contraire une chose sacrée comme l'autel, comme le drapeau. Mieux encore et plus fidèlement que la littérature, il reflète la mentalité de son peuple. Un tesson grec nous en dit souvent plus long que la page la plus éloquente d'un Thucydide. Ces lignes et ces couleurs qui semblent le résultat d'une heureuse et folle fantaisie sont, pour qui sait voir, implacablement démonstratives, telles les figures que le géomètre trace sur le tableau noir. Que voyez-vous le long des murs du Salon ? Des études de nu, des portraits, des animaux, des paysages. Sans doute ; mais tant d'œuvres additionnées ont un sens et sa traduction est peut-être aussi redoutable pour nous que le fut pour Balthazar celle de la triple inscription sur la muraille.

HENRY COULIER,
*Peintre-verrier.*

---

## *NOTES DE VOYAGE AU SÉNÉGAL*

(*Suite.*)

---

Au nord-ouest de Saint-Louis, sur la rive droite du fleuve, s'étend un horizon de sables vallonnés par les tempêtes. Si loin que la vue puisse se porter, l'œil ne distingue au-dessus de ces grandes plaines que quelques cocotiers ou des buissons de cactus épineux.

C'est le désert, le « pays de la soif ».

Ces dunes, que pas un ruisseau ne vient rafraîchir depuis la frontière marocaine, opposent au Sénégal, à la hauteur du lac de Teniahié, leur obstacle infranchissable.

Les eaux s'infléchissent alors vers le Sud et coulent parallèlement à la mer, découpant une langue de sable qui va se rétrécissant, jusqu'à ce que, à quelques milles en aval de Saint-Louis, le fleuve arrive enfin à se tracer un chemin incertain et souvent obstrué.

C'est sur cette lande, dont les contreforts se soulèvent encore sous l'Océan pour former un triple rang de récifs où les vagues se brisent en écume, que s'élèvent, parallèlement à l'île de Saint-Louis, les deux grands villages noirs de N'Dar-Toute et de Guet-N'Dar.

Les Maures qui apportent de l'intérieur, à l'époque de la traite, les gommes, l'ivoire et les rares produits du Sahara gagnent Saint-Louis

en traversant cette langue de Barbarie qui est comme le prolongement extrême de leur pays...

Du quartier des spahis à la pointe Nord, le matin de très bonne heure, ou le soir, quand la nuit va tomber, on peut voir se dérouler leurs caravanes entre Gokhoumbaye et le camp des tirailleurs...

Des bœufs bossus avancent lentement, chargés de ballots. Des chameaux blonds et bruns se suivent à larges enjambées. Ils sont attachés à la suite les uns des autres par la queue et par la tête. Ils portent de grosses charges sur leur dos, et plusieurs sont montés par des hommes enveloppés dans des étoffes foncées. Quelques-uns de ces chameliers ont le bas du visage couvert à la manière des Touaregs et le front entouré d'un turban sombre, mais la plupart sont vêtus d'une sorte de boubou bleu. Leur figure à peine bronzée reste découverte sous leurs longs cheveux bouclés. Leur profil rappelle d'une façon frappante le type biblique. Les femmes qui les accompagnent se drapent des mêmes étoffes sombres. Sous leurs voiles elles prennent des attitudes mystérieuses d'Isis. On ne distingue d'elles que des yeux allongés par le khol — des yeux aux regards profonds et troublants sous leurs longs cils noircis...

Ce sont des Maures de condition inférieure, de la tribu des Braknas ou Trarzas, des esclaves le plus souvent.

Quand les caravanes sont nombreuses, il leur arrive de camper sur la berge du fleuve. Les chameaux s'agenouillent, leurs conducteurs les déchargent et les entravent. Les bêtes fatiguées

se couchent. On s'entoure avec les ballots, on déploie les tentes de cuir. Elles sont irrégulièrement soutenues par des perches et des fourches. Elles forment des taches noires sur le sol qui miroite au soleil, et la mer qu'on aperçoit derrière les sables trace à l'horizon une ligne d'azur sombre.

Mais généralement la caravane contourne le camp des tirailleurs en longeant le fleuve pour pénétrer jusqu'au grand marché de N'Dar-Toute. Elle passe au pied des grilles qui ferment le camp.

Des tirailleurs en veste sombre, au pantalon blanc, à la chéchia rouge campée sur le derrière de la tête, y sont accoudés. Ils causent entre les barreaux avec des femmes. Des chevaux d'officiers, dans les écuries ouvertes, hennissent au passage des chameaux. Sur la rivière, des goélands s'envolent entre les baleinières des soldats et les pirogues des noirs...

Puis on arrive à l'extrêmité de l'avenue Dodds. Elle s'enfonce dans N'Dar-Toute.

Sur la droite, les cases se pressent les unes contre les autres, dans de grands rectangles régulièrement formés par les rues poussiéreuses.

A gauche, sur de la paille étalée, des bestiaux sont entravés. Couchés sur le flanc, ils regardent de leurs yeux vagues passer la troupe des bœufs porteurs et mugissent tristement. De petits ânes gambadent sur la chaussée. Deux rangs parallèles de cocotiers la bordent, et tandis qu'à droite se prolonge l'alignement des huttes indigènes, à gauche sont bâties quelques maisons de commerce.

Un café aux murs rouges a tout à fait l'aspect d'une habitation égyptienne. Un singe devant la porte bondit alternativement d'une table sur une chaise. Sa chaîne derrière lui fait un cliquetis de ferraille.

Des magasins à fourrage, — l'entrée d'un pont à gauche, — une place à droite, — et d'un côté comme de l'autre de l'avenue des constructions à deux étages, d'allure tout à fait européenne, avec des toits en tuiles et des balcons ouvragés.

Les gens du pays, durant l'hivernage, y viennent respirer l'air plus frais, la bise saine de l'Océan.

Le chemin s'encombre d'allées et venues toujours plus nombreuses. Une rumeur de voix humaines s'élève, dominée d'instant en instant par le cri des chameaux, ce cri étrange qui paraît monter de leur poitrine à travers leur long cou tendu, et dont ils semblent ensuite se gargariser la bouche.

Sur les bas-côtés de l'allée, de vieux nègres étalent par terre des marchandises bizarres, de la ferraille, des fusils à pierre, des paquets d'aiguilles de porc-épic, des cannes d'ébène, que les noirs polissent et qu'ils incrustent d'argent ou de plomb, de petits sacs de cuir et des boîtes de paille tressée pour renfermer les gris-gris. Sur des tables, à l'ombre des palmiers, on vend de grossières sucreries, des bonbons colorés dont les indigènes sont gourmands.

A gauche il n'y a plus de maisons, mais de grands tas de bois qu'amoncellent des bûcherons, des bottes de paille d'arachides, des four-

rages qu'essayent d'atteindre des bestiaux difficilement contenus par leurs gardiens. C'est le commencement de l'immense marché qui s'étend sur des centaines de mètres entre le fleuve et l'avenue jusqu'au grand pont de Saint-Louis.

Après les bois, les fourrages et les bestiaux, se trouve le quartier des pêcheurs. Des poissons à la chair savoureuse, que l'on appelle des capitaines, s'allongent rigides sur le sable. Dans des calebasses des petites carpes étincellent comme des lamelles d'argent, entre des mulets énormes, des morues fraîchement pêchées, des thons que l'on coupe en morceaux et qui saignent comme des chairs de boucherie.

Puis se dresse une halle où des nègres presque nus débitent des viandes sur des étals sanguinolents. Ce bâtiment dépassé, rien ne coupe plus la vue, qui embrasse l'esplanade quadrangulaire où a lieu le marché proprement dit.

Toutes les races de l'Afrique s'y coudoient dans un pêle-mêle multicolore. Sous les rayons droits du soleil chatoient les boubous blancs; à côté, des torses de femmes huilés et bronzés émergent sous des pagnes rouges, jaunes ou verts. Les faces noires grimacent et sourient fines ou lippues sous les foulards de couleurs éclatantes. Des Maures immobiles et voilés ressemblent à des statues hiératiques.

Un alignement de petites cabanes de briques cachent le fleuve. On voit au-dessus de leurs toits les mâts des chalands, les terrasses des maisons dans Saint-Louis, les arbres de la place et le sémaphore du gouvernement où flottent des pavillons.

Les passants s'interpellent en langues différentes, aux syllabes aiguës comme des aboiements de chacal. Des bébés noirs, à califourchon sur la croupe de leur mère, poussent des cris perçants. Des aveugles, de leur voix monotone, chantent les louanges d'Allah. Et les marchandises malodorantes étalées là rendent encore plus écœurante la senteur de cette foule en mouvement sous ce ciel de feu.

Des massifs de maçonnerie forment d'un bout à l'autre de la place des terrasses élevées de quelques centimètres au-dessus des allées, des briques enterrées dessinent des carrés où se tiennent accroupies les marchandes d'une infinité de choses...

Des Peuhls au teint cuivré, aux membres grêles, au visage fin sous de longs cheveux plats, semés de grains d'ambre ou de corail, assises sur leurs talons, les bras collés au corps, paraissent descendues de quelque bas-relief d'Egypte. Elles vendent du lait de vache ou de chamelle, et du beurre qu'elles roulent en boulettes, entre leurs doigts.

Les Ouolofes ont l'épiderme luisant et verni, le buste large, les lèvres noires épaissies par des piqûres d'épines. Leurs cheveux courts sont tressés en une infinité de petites nattes très cirées, qui pendent sur la nuque et forment devant les oreilles, chargées de boucles, deux spirales, comme on en voit aux figures assyriennes. Elles se couvrent la tête d'un foulard, disposé un peu à la façon des marmottes des paysannes picardes. Elles apportent des poissons séchés au soleil et des graines de mil.

Des Toucouleurs tiennent dans leurs mains les pattes de poules criardes. Les descendants des guerriers d'El-Hadj' Omar sont sur le marché de Saint-Louis les porte-faix, les hommes à tout faire...

De sveltes Bambaras étalent devant elles les produits du haut fleuve — des paquets d'aigrettes blanches, des plumes d'autruches, des gargoulettes de Podor, des pagnes de Bakel...

Des Sarrakholés portent de hautes coiffures en diadème enveloppées d'un voile de gaze et rehaussées de pièces d'or, de colliers d'ambre et de perles de corail. Elles vendent du beurre de kharité récolté dans le pays de Galam.

Des petites filles noires sont entourées de grandes calebasses pleines de citrons du pays, de goyaves, de noix de kola ou encore de pains de singes qui ont un goût acidulé et que l'on récolte sur les baobabs.

De très vieilles négresses, à la peau ridée, de leurs longues mains osseuses, divisent en petits tas réguliers des arachides grillées qu'on leur achète en passant.

A l'extrémité du marché, un menuisier expose des bois de lit, très primitifs, des « taras » qui sont des canapés en lattes et des coffres de toutes les grandeurs, bariolés de couleurs criardes.

Il y a là, aussi, des marchands de nattes de toutes sortes, depuis les paillons grossiers jusqu'aux fines nattes multicolores de la Casamance et du Niger.

Près du fleuve, un Maure a construit avec quatre piquets recouverts d'une toile une tente

sous laquelle il vend de l'antimoine dont les noirs se servent pour teinter leurs paupières, des morceaux de racine, des bois parfumés, des résines odoriférantes, dont la fumée doit préserver et guérir de toutes les maladies.

A l'angle opposé de la place, dans le sable chaud, des noirs sont allongés paresseusement. Ils dorment à l'ombre grêle des palmiers. D'autres restent gravement assis à palabrer, et des femmes qui descendent à la rivière leur linge sur la tête s'arrêtent à causer.

Les caravanes du désert font halte en face de ce marché, sur l'autre côté de l'avenue, devant les maisons des traitants. Les chameaux se couchent dans le sable, leurs grands cous serpentent dans la poussière, leurs pattes se replient sous leurs corps.

N'Dar-Toute est séparé de Guet-N' Dar par une allée de cocotiers perpendiculaire à l'avenue Dodds et qui conduit du pont de Saint-Louis à la plage. Des négrillons y jouent à la toupie ou chevauchent des cerceaux redressés qui simulent des chevaux. Des clairons de tirailleurs devant la mer s'exercent aux sonneries réglementaires.

Les cases des noirs, le village indigène de N'Dar-Toute, s'étendent sur le sable entre les maisons européennes de l'avenue Dodds et la mer. Il est indifféremment habité par des Ouolofs, des Bambaras, des Sarrakholés, des gens venus de tous les pays du Soudan.

Guet-N'Dar, au contraire, est proprement la ville ouolove. Aucune maison européenne ne vient rompre l'uniformité des cases de paille et

de roseaux dont les toitures en forme de pyramides s'infléchissent en courbures sous les tornades de l'hivernage.

Une large allée coupe le village en deux, dans toute sa longueur. Elle s'ouvre devant l'avenue Dodds, mais l'on ne trouve plus de macadam ni de chaussée solide, on marche dans le sable.

De chaque côté se dressent, devant les cases, des palissades de roseaux où s'étalent des engins de pêche. Sur les toits, des poissons sèchent au soleil.

Des noirs assis par terre font du filet. Autour d'une fontaine, des petites filles mi-nues, aux yeux vifs, aux bras souples, à la gorge naissante, se bousculent pour emplir d'eau une bouteille ou une calebasse. Leurs pieds très plats, au gros orteil écarté des autres doigts, pataugent voluptueusement dans la boue.

Leur récipient rempli, bouteille ou calebasse, elles le placent sur le haut de leur tête, et les bras pendants, avec ce tour de reins qui appartient à elles seules, elles se mettent en marche sur le sable. Souvent la calebasse fuit et un filet d'eau leur tombe goutte à goutte sur les reins, ou glisse sur leur dos noir, en suivant cette ligne qui se creuse le long de la colonne vertébrale.

Dans les cases, tout le jour, on entend ces grands coups frappés régulièrement qui font comme une basse assourdie à tous les bruits du pays nègre. A travers une porte entr'ouverte on aperçoit une femme soulevant de ses deux bras cerclés d'argent un lourd pilon qu'elle laisse retomber dans un mortier de bois dur. Ce sont

les grains de mil que l'on pile pour la farine du couss-couss.

Au centre du village une place descend à la mer. C'est là que se livrent les luttes entre athlètes noirs, au commencement de chaque saison, à la fin de la récolte des arachides, et les grands tamtams les nuits où brille la lune.

Des pirogues sont tirées à sec. Creusées dans des troncs d'arbres, elles s'évasent par le milieu et se terminent d'un côté comme de l'autre en éperon effilé. Quelques-unes ont la coque peinte en blanc, avec des croissants rouges entre deux larges points jaunes à leur extrémité. Elles sont bordées d'une rangée de losanges alternativement verts, jaunes ou bleus. Mais la plupart d'entre elles sont décolorées à l'usage, et çà et là quelques couches de peinture apparaissent sur un fond fruste.

Au bout du village, les dunes blondes s'étirent en ondulations parallèles dominées par les grands mornes de sable des cimetières noirs. Des aiglons, des oiseaux de proie planent au-dessus des tombes fraîches et se perchent sur les bâtons qui les surmontent. La nuit, des troupes de chacals les visitent, et de Saint-Louis on entend leurs glapissements plus lugubres que des cris de chiens hurlant à la mort.

Du haut de ces tumuli on découvre l'ensemble des deux villages, les toits pointus sous les palmes métalliques des cocotiers. La buée qui monte de l'Océan sous l'aspiration du soleil les enveloppe d'une poussière lumineuse.

Les ombres portées sont bleues et les rues tracent de larges fossés blancs où chaque pas-

sant pose une tache colorée. La plage se déroule à perte de vue entre la ligne cendrée des huttes et le flot bleu frangé d'écume.

Les pirogues s'alignent devant les cases. Des bandes de mouettes se posent sur le rivage. Elles prennent leur vol vers la mer. Leurs plumes écorchent la vague, leur bec plonge dans l'eau. Elles s'élèvent d'un coup d'aile. Elles se croisent et s'entrecroisent en poussant un croassement. Au-dessus des brisants le flot se soulève en immenses volutes argentées qui retombent avec un fracas de tonnerre et la lame vient déferler sur la grève. Les tourlourous, des crabes jaunâtres perchés sur de hautes pattes, prennent la fuite avec un bruissement qui ressemble au frôlement des feuilles mortes que balaie le vent.

Des laobés maigres aboient autour du squelette d'un mouton.

Un cavalier lance son cheval au galop sur le sable mouillé, son boubou blanc vole en claquant autour de lui comme de grandes ailes d'oiseau effarouché...

LUCIEN CORPECHOT.

## PARTIE PÉRIODIQUE

### ARMÉE

Au sujet de l'article que notre collaborateur Robert Bailly a publié sur le *Facteur moral dans la conduite des troupes*, nous avons reçu de M. le général Béziat, dont tout le monde connaît et apprécie l'érudition et la haute science militaire, la lettre qu'on lira ci-dessous. Cette lettre renferme des aperçus très intéressants sur l'éducation morale du soldat, et formule les critiques les plus justifiées contre la réduction du temps de présence sous les drapeaux. Aussi, en raison de son importance, insérons-nous *in extenso* la communication de M. le général Béziat.

25 mai 1901.

« Cher Monsieur,

« Je vous suis très reconnaissant de m'envoyer l'*Action française*, ce qui me procure l'occasion très enviée de lire la défense de toutes les bonnes causes auxquelles j'ai été habitué à applaudir. Je tiens à vous féliciter tout particulièrement de vos articles sur le *Facteur moral dans la conduite des troupes*. Je partage toutes vos idées, je les crois très justes et capables de produire d'excellents résultats, si elles sont lues par les intéressés. C'est le côté faible de nos protestations. Nous nous donnons beaucoup de mal pour agir sur l'esprit de nos chers compatriotes, qui se montrent d'une indifférence désespérante. Mais il ne faut pas se décourager et abandonner la lutte. La répétition est la plus puissante des fi-

gures de rhétorique pour arriver à convaincre.

« La thèse que vous soutenez avec talent est une des plus intéressantes au point de vue de la bonne constitution de notre esprit militaire. Malheureusement la tendance funeste que l'on a, chez nous, à réduire le service militaire rend on ne peut plus difficile le succès de votre entreprise. J'ai toujours beaucoup aimé ces questions psychologiques et je me suis occupé autrefois de tout ce qui pourrait agir sur notre état d'âme. J'ai fait tout d'abord une différence bien marquée entre l'instruction et l'éducation, ne trouvant l'homme complet, bien équilibré, que si l'éducation reste à la hauteur de l'instruction; n'admettant pas que les conducteurs d'hommes, les directeurs, puissent être capables de remplir leur mission sans une éducation élevée, qui donne le tact, le doigté nécessaire pour dominer les esprits. L'instruction est une qualité toute personnelle, elle ne peut être que le résultat d'un effort de travail individuel. L'éducation, au contraire, est une sorte de pénétration du monde extérieur, que nous subissons sans même souvent nous en douter.

Pour moi il existe trois grandes périodes d'éducation, correspondant à autant de morales dans la vie de l'homme : l'éducation de famille, dont nous conservons toujours plus ou moins l'empreinte, l'éducation ambiante du milieu où nous vivons et enfin l'éducation professionnelle. De là autant de morales, ce qui peut paraître étrange au premier abord, mais qui est rigoureusement exact. Je vous fais grâce d'une discussion sur les deux premières éducations et je

passe tout de suite à la troisième, ce qui doit nous permettre de revenir sur le terrain du thème que vous soutenez : prenez deux frères ayant subi l'influence des deux éducations premières, mettez l'un deux dans les finances et le second dans l'armée. Voyez-les dix ans plus tard, vous les trouverez absolument dissemblables au point de vue de l'éducation et de la morale. Et c'est là le plus beau côté de la carrière militaire d'avoir fait une âme à son image, une âme où l'on trouve toutes les belles qualités respectables de la nature humaine : l'honneur poussé jusqu'aux dernières limites de la délicatesse, le désintéressement matériel, l'idée de sacrifice, la confraternité, la discipline, etc...

Mais pour transformer cette âme, pour l'élever à la hauteur morale désirable, il faut un temps appréciable, plus ou moins long suivant les sujets ; il faut que l'esprit militaire puisse s'exercer avec utilité sur chacune de ces natures diverses pour leur donner le cachet indélébile de la morale professionnelle, en la dégageant des scories du matérialisme individuel. Aussi doit-on repousser systématiquement toute conception de réduction du service militaire, qui peut permettre encore de donner une instruction suffisante, mais qui n'est plus capable d'imprégner les hommes de la morale et de l'éducation professionnelles. Vous pouvez en un an, deux ans, faire un exécutant automatique, vous serez impuissant à produire un soldat, sur lequel vous puissiez compter. Je parle, bien entendu, du temps de paix. En temps de guerre on

peut écourter la durée du service pour former le soldat, à la condition indispensable d'avoir de très bons cadres, en caporaux, sous-officiers et *soldats*. Lorsque nous recevions en Crimée de jeunes soldats de 2 à 3 ans de service, au bout d'un mois on ne pouvait plus distinguer entre les anciens et les derniers venus, façonnés instantanément à leur nouveau service par la solidarité du danger et la conscience de se sentir surveillés dans l'exécution de leur grande tâche d'abnégation pour apporter un peu de gloire au drapeau national.

Je vous demande pardon de tout ce verbiage. Mais le sujet est si étendu, que c'est à peine si nous l'avons ébauché. Nous pourrons le reprendre un autre jour.

Recevez, cher Monsieur, l'assurance de mes sentiments de cordiale sympathie.

Général Béziat.

---

## *PROMENADES AU SALON*

### *Deuxième promenade.*

Deux jeunes peintres retiennent plus particulièrement l'attention dans la quatrième salle de la Société nationale des Beaux-Arts, où il faut aussi remarquer, de M. Eugène Stibbe, un vivant portrait de jeune femme, fine, souriante et dont la grâce est tout embaumée par le bouquet de violettes qui fleurit le corsage.

Nous nous plaignions au cours de notre première promenade de la sécheresse de sensations, de la pénurie d'idées, du manque de tradition qui font de l'ensemble de ces salles un lieu froid, sans pensée et sans gloire. Ici, cependant, dans cette quatrième salle, deux peintres se révèlent, MM. Charles Guérin et Pierre Laprade. Ceux-là du moins sont dans le sens français et, à travers un tempérament vigoureux, rejoignent la tradition des maîtres. Leur envoi est modeste (quatre toiles en tout), mais significatif. Tous deux d'ailleurs ont également exposé au Salon des Indépendants, et si leurs toiles vous intéressent au Grand Palais, je vous conseille d'aller aux serres de la ville de Paris compléter par la vision d'une série plus nombreuse et bien équilibrée la sensation de grâce, de force, de fraîcheur qu'apportent à notre art contemporain ces deux talents naissants.

Pourtant, je ne veux pas faire de rapprochements entre eux, il les faudrait plutôt opposer l'un à l'autre. Autant M. Charles Guérin est archaïque et conte ses sensations dans les belles formes pleines d'antiques méditations, — on le pourrait rattacher à l'ancienne école française de Fontainebleau, — autant M. Pierre Laprade est spontané, naturel, et ne veut pour traduire sa lente pensée que le secours des choses et des êtres frémissants. Ce sont là deux tendances bien différentes, mais ayant d'égales et profondes racines dans la riche sensibilité de la race. Ingres et Courbet les ont représentées chacune durant ce siècle, et Poussin a pu, esprit complet, les exprimer jadis toutes deux à la fois.

La *Vénus* de M. Charles Guérin, de chair lourde, d'aspect triomphant, nue et puissante, dresse dans sa main droite un miroir où se reflète sa jeune tête heureuse, coiffée d'un feutre à plumes. Le décor est à la fois simple et magnifique : un bassin, une noble architecture, des étoffes, forment le fond de la belle composition où sourit le divin corps tranquille. Les couleurs sont un peu épaisses, atténuent l'impression que devrait donner le tableau, repoussent même quelque peu. Lorsque M. Charles Guérin aura acquis le sens des belles teintes, des tons chauds, nous compterons un maître de plus.

M. Pierre Laprade rappelle par *Les Beaux Jours* certaines toiles délicieuses que peignit à ses débuts le vieux maître Cézanne. Dans un large paysage, une ravissante jeune femme, en robe rose, en chapeau blanc, rêve, assise, ayant son

amant étendu dans l'herbe à ses pieds. L'air est humide de tendresse, la lumière pleine d'amour. Les souffles lents qui viennent du fond de la plaine charrient avec paresse tous ces beaux instants fugitifs et parfumés qui mêlent aux rêves des amoureux la rêverie tranquille des choses de la campagne. Le dessin de l'homme est un peu confus, mais avec quel charme de plante heureuse s'élance le corps de la jeune femme! Il est naïf, tendre, charmant comme la plus candide des pensées du peintre. Car, on le sent bien, c'est lui-même, la grâce d'un fort tempérament qui s'éveille, que traduit M. Pierre Laprade au moyen de lignes strictes, de couleurs choisies, de paysages patiemment observés, de formes amoureuses patiemment copiées. Voici cette *Etude de parc*. C'est un petit chef-d'œuvre. Une âme y respire. L'eau du bassin, les fleurs que l'air caresse, l'horizon de mouvants feuillages, tout y est ardent, tout y est pur. La richesse des sensations est contenue, modelée, pour ainsi dire, organisée par une pensée jeune et déjà méditative. On voit bien que l'on se trouve en face d'une œuvre qui révèle un esprit en communion naturelle avec les arbres, l'eau, la terre qu'il peint. Il y a là un de ces échanges secrets entre un coin de terre qui a l'air de vouloir s'exprimer de lui-même, tant tout s'y efforce par un choix exquis vers l'harmonie, la réalité, et un cerveau d'artiste qui ne songe plus à lui, conte toute sa pensée, « son acquis », dans les formes vivantes qui respirent sous ses yeux.

Au *Salon des Indépendants* cette sensibilité, bien ordonnée sans rien perdre de son frémissement,

anime la belle série d'études qu'expose M. Laprade. Les trois études de femme, en rose, en blanc, en rouge et noir, pleines de finesse et de douce contemplation, le jardin d'automne et le jardin d'été, et, par dessus tout, ces deux amoureux qui s'enlacent, s'abandonnent en face de la grande ville grise, font songer à un Verlaine sans vice ni maladie, aux feuillets illustrés et voluptueusement sains de quelque *Bonne chanson*. Quand on a vu cette pensive jeune femme étendue dans sa chaise-longue, et qui rêve et qui lit en tenant une fleur à la main, — une main nonchalante et brillante qui vit, qui a une âme à elle, une âme que boit la rouge fleur, — on sent bien que M. Laprade sera le peintre des grâces modernes, il continue la tradition de Watteau, de Renoir, avec un tempérament propre, un apport de pensée souriante et tranquille d'amoureux méditatif. Il faut retenir son nom, c'est celui d'un « peintre français ».

J'aurais voulu parler ici de Besnard. Décidément, j'y renonce. Ce peintre demande une longue étude. Je l'écrirai peut-être un jour pour les lecteurs de l'*Action française*. Dès maintenant, tout en disant ma grande admiration pour cette *Féerie intime* où vit toute la gloire de la femme fardée, et pour cette série de cartons où la Foi, l'Espérance, la Charité s'expriment en larges strophes de lumière, je veux les engager à entrer, s'ils ne l'ont déjà fait, dans le vestibule de l'Ecole de pharmacie, la première fois qu'ils passeront au Petit-Luxembourg. Une grande émotion d'art les y attend. Presque chaque semaine je reviens contempler ces fres-

ques de Besnard; c'est l'ode à la Science, la plus large, la plus pleine, la plus pathétique et la plus attendrie que l'on ait jamais peinte... Mais nous en recauserons ensemble.

Carrière aussi demanderait une longue étude.

Au Salon du Grand Palais, très enveloppée, très sombre, avec une sensation émouvante d'intimité et de mystère, en cinq belles toiles, sa pensée vient à nous, haute, profonde, sûre. Il n'y a rien à dire, si l'on n'a que quelques lignes à remplir, des quatre études qui sont là. Le peintre y a été égal à lui-même, il a su dégager l'idée vivante incarnée en chacune des formes traduites. Une tête de jeune femme au sourire ironique et tendre, lointaine petite-fille de Léonard, plus près de nous par sa douceur et son rêve que nous comprenons mieux, m'a charmé entre toutes. Mais il faudrait simplement se taire et contempler : voici la grande toile, magnifique expression de cette humaine vie morale dont le maître nous fixe depuis si longtemps, en un élan si pur, en une forme si sincère et si définitive, les longues et fortes étapes. Cette année, c'est le *Baiser du soir*. Tandis qu'elle allaite le dernier-né, la mère, splendide, distribue à la troupe des enfants adorables le baiser qui va sacrer leur nuit. Le crépuscule ennoblit, enveloppe, solennise la scène. Un dernier rayon flotte sur les épaules, sur les seins nus de la nourrice, et met des blancheurs légères au visage de l'enfançon. Un immense bien-être, une beauté, une paix de vivre se dégage du beau groupe vivant. La plénitude d'ai-

mer transfigure, on le sent, l'âme simple et pourtant héroïque de cette mère embrassant ses enfants. Devant une telle toile, on ne songe plus seulement à la grâce des lignes, à la noblesse des couleurs; quelque chose de plus grand que l'habitude entre dans l'être qui contemple, on sent vivre une des heures de l'humanité.

JOACHIM GASQUET.

---

## *ÉLÉMENTS DE PHYSIOLOGIE A L'USAGE DE NOS SOCIAL-DÉMOCRATES.*

---

M. Brousse écrit dans la *Petite République socialiste* du 26 mai cette phrase digne de figurer en tête de nos Nuées. Mais il importe de la commenter avec soin :

« *Au Congrès de Lyon, tout socialiste éclairé et* « *maître de ses « réflexes » aura comme objectif* « *deux préoccupations. Devant elles, toute préoccu-* « *pation autre s'estompera et ne prendra plus à ses* « *yeux qu'une importance de second ordre. ..* »

Ce pathos est une ânerie. Remarquez que le mot *réflexes* est entre guillemets dans le texte. L'ânerie scientifique se souligne d'elle-même. Un peu de physiologie très élémentaire ne messiéra point pour l'édification de quelques socialistes attardés. Le propre d'un réflexe, d'une action réflexe, est précisément d'être soustrait à la volonté d'un sujet, tout socialiste éclairé qu'il soit. L'action réflexe est involontaire et le plus souvent inconsciente, mais elle peut être consciente : la rougeur, la pâleur du visage sont des phénomènes réflexes involontaires mais conscients ; on *sent* qu'on rougit, qu'on pâlit, mais on n'est pas *maître* d'empêcher ou de provoquer ces phénomènes, ils ne sont pas du domaine de la volonté.

Heureusement pour nous, la plupart des actions réflexes sont inconscientes. Nous n'avons pas conscience à chaque pas que nous faisons, de l'effort nécessaire pour actionner chaque groupe de muscles qui va se mettre en mouvement pour produire la marche aussi longtemps qu'elle durera.

Je dis : *heureusement* parce que le cerveau, d'où partent les impulsions volontaires, s'épuiserait à donner d'une manière ininterrompue tous les petits ordres nécessaires à la vie de relation. C'est comme le chef d'une grande administration, d'une grande usine, d'un grand Etat, qui, ne pouvant s'occuper de mille détails, cependant indispensables, se repose sur des subalternes alertes, dévoués, rompus à la besogne, mais sans initiative ni intelligence, des soins qui ne réclament pas l'intervention constante et obligée d'une plus haute autorité.

Ces subalternes — moelle épinière ou système du grand sympathique — ont à leur disposition l'action réflexe, instrument d'économie destiné à accomplir les petites besognes et à permettre au patron de s'occuper d'autre chose. Dès que cette action instinctive cesse d'être routinière, involontaire, — si le patron doit intervenir, — elle cesse d'être réflexe, puisque le jugement à rendre est porté au cabinet du patron — au cerveau.

Si vous le voulez, ô démocrates, la multitude des actions réflexes, innombrables et toujours en mouvement, même pendant le sommeil — heureusement puisque, même dormant, nous digérons ! — la multitude des actions réflexes,

dis-je, représente la tourbe misérable et esclave des prolétaires et des travailleurs, durs ouvriers de la mine ou de la glèbe, jamais au bout de l'ouvrage, artisans de la fortune d'autrui, peinant sans trêve pour le bien de l'aristocrate exploiteur et de l'abominable capitaliste : le cerveau ! Et lui, le cerveau, c'est le fainéant qui profite, le maître qui commande, c'est l'ennemi... — Moi, je veux bien.

Je souhaite simplement à M. Brousse que la fédération des républiques moléculaires qui composent son individu, sous l'autorité du roi-cerveau, ne connaisse jamais le bon régime d'anarchie auquel sa secte brûle d'entraîner le pays.

Je lui souhaite de ne pas devenir ataxique.

HIPP. GALIEN.

## *BIBLIOGRAPHIE*

---

**La Souricière**, par Louis Dimier (Perrin et Cie, éditeurs).

*La Souricière* est l'histoire d'un jeune homme médiocre comme le Frédéric Moreau de *l'Education sentimentale*, et sensuel comme l'Amaury de *Volupté*. Mais M. Louis Dimier ne s'est pas proposé de peindre un caractère, ainsi qu'avaient fait et Sainte-Beuve et Flaubert. Si c'est bien Alexandre Hannequin qui forme le principal personnage du livre, il n'en constitue pas proprement le sujet. Certes M. Dimier a réuni sur son héros les traits essentiels du jeune homme moderne et il lui a bien donné les caractères de généralité qu'on devait attendre d'un écrivain qui a le sens du classique. Cela rentre sans doute dans son propos, mais ce n'est pas son propos même. M. Dimier a moins entrepris d'écrire le roman du jeune Hannequin qu'un livre sur l'éducation catholique.

Alexandre est, de l'aveu commun, un bon enfant, mais d'une nature molle, facile à la paresse et au plaisir. Un père absorbé par sa profession, une mère que les plus minutieuses pratiques de la piété enlèvent aux soins du ménage, n'ont rien tenté pour affermir ce caractère. Le lycée et ses professeurs se désintéressent de semblables entreprises. Rien ne retiendra donc Alexandre de tomber où l'incline toute sa nature : dans la débauche et la dissipation. La « Souricière », le piège que le Mauvais nous tend à chaque pas, se refermera donc sur lui.

Or elle ne se referme pas qu'une fois : et c'est qu'Alexandre est parvenu à en sortir avant de connaître le définitif moyen de n'y plus choir. Resté attaché aux pratiques de la religion, c'est dans les procédés d'abord tout mécaniques qu'elle lui

offre qu'il trouve un secours. M. Louis Dimier a écrit des pages pénétrantes sur la confession, sur son usage et sur ses résultats. Auguste Comte louait cette institution catholique qui « purifie par l'aveu et rectifie par le repentir ». Tels sont les effets que nous lui voyons produire chez Alexandre Hannequin. Non sans peine et sans longs efforts, à la vérité. Faiblesses, lassitude, rechutes, viennent à tout instant détruire l'œuvre du sacrement. Tantôt le pénitent prend en dégoût les exercices fastidieux auxquels l'oblige son confesseur. Tantôt la certitude de l'absolution l'encourage à succomber. Vaines embûches du tentateur : la seule habitude de revenir au confessionnal suffit pour empêcher Alexandre de s'abandonner sans retour. Bien plus, elle le met dans la possibilité continue de s'amender et de parvenir à cet état de vertu qui assure le bonheur en ce monde et le salut dans l'autre. Et rien n'est plus merveilleux que la voie du rachat définitif d'Alexandre. Ayant séduit une jeune fille d'une condition inférieure à la sienne, il est prêt à l'abandonner quand un prêtre lui montre qu'il ne ramènera en lui-même l'ordre et la paix qu'en épousant sa victime et en rachetant sa faute.

Quelqu'un, après avoir lu *la Souricière*, nous disait qu'il était vivement tenté de défendre la thèse opposée : « Sans doute, expliquait-il, c'est la religion qui a finalement sauvé Alexandre; mais prenez garde que la religion même a causé quelques-uns des désordres où est tombé ce pauvre garçon. Elle l'a mené à attribuer une importance exagérée à des choses qui n'en ont qu'une fort médiocre. Un homme ordinaire met la sensualité à sa place : quand on la complique de l'idée de péché, elle grandit infiniment, elle engendre de doubles plaisirs, et les remords qui ne manquent pas de les suivre sont encore la cause de troubles redoutables. Alexandre parvient à la pureté, il est vrai :

mais il l'a achetée bien cher. Voyez Carpiquet et ses autres amis : on peut dire d'eux ce que l'on voudra, et qu'ils ne sont pas bien estimables. Du moins n'ont-ils pas dépensé leur jeunesse à aimer de tous les côtés, puis à se repentir d'avoir aimé : ce qui leur a donné le temps de passer leurs examens et les a empêchés d'épouser des servantes. Ils ont le cœur sec, sans doute. Mais le bon cœur d'Alexandre amène de tout autres malheurs : et c'est bien par sa faute qu'est morte cette jeune fille qu'il avait la folie de vouloir épouser quand il était encore au collège. »

Cet utilitaire, ne croyant pas, pour beaucoup de raisons, qu'on doive se préoccuper du salut éternel, ne concevait pas que M. Louis Dimier, comme tout bon chrétien, fît passer cette considération d'intérêt supérieur avant toute autre. Il ne laissa pourtant pas de reconnaître les singulières vertus de l'éducation catholique. Et surtout il fut d'accord avec tout le monde pour dire le plaisir qu'il avait eu à lire *la Souricière*, pour louer la justesse psychologique des analyses, et pour rappeler, avec un souvenir amusé, ces figures de prêtres, de professeurs, de collégiens, de dévotes et d'athées de province qui donnent à cette histoire intime, à ce drame de conscience, tant de variété et de mouvement.

**Napoléon prisonnier**, *Mémoires d'un médecin de l'Empereur à Sainte-Hélène*, par PAUL FRÉMEAUX (Flammarion, éditeur).

Le mélodrame dont la France a fait les frais au début du XIXe siècle a engendré un durable fanatisme. La captivité et la mort de leur héros sur son rocher n'ont pas cessé d'exciter la piété curieuse des napoléoniens. Après tant de récits déjà, et au moment où lord Rosebery nous expédie à grand fracas le fruit de ses veilles, M. Paul Frémeaux publie la relation d'un médecin de l'empereur, le Dr Stokœ. Sur le traitement imposé au prisonnier, sur sa

maladie et les causes de sa mort, on trouvera dans les mémoires jusqu'ici inédits de ce chirurgien anglais, et que M. Frémeaux traduit avec choix, des détails nouveaux et d'un vif intérêt documentaire.

**Introduction à l'histoire ancienne**, par Victor Fournié (Fontemoing, éditeur).

Pour si fort que nous déplaisent les tendances monistes de ce livre, nous ne pouvons dissimuler qu'on s'y laisse prendre à l'agrément des hypothèses préhistoriques. Quel beau roman scientifique que celui-ci qui nous rapporte ici une description du déluge d'après des textes mexicains et là nous raconte le changement d'axe de ce globe terraqué survenu vers l'an 12000 avant notre ère! Et n'est-il pas merveilleux d'apprendre que les noms de Pallas, du Palais (capitale de Belle-Isle-en-Mer), de la Pologne, de Palinure, pilote d'Enée, de la *polenta*, de Pollux et de M. de la Palisse sont tous dérivés de la même racine : la *palombe*, qui était le « totem » d'une grande tribu ibérique? Mais M. Fournié n'a pas estimé que son livre ne dût servir qu'à notre divertissement. Il y a dépensé autant de science et de critique que l'on en peut exiger. Peut-être, après tout, ses vues sont-elles justes; et l'on s'y abandonnerait volontiers si feu Gabriel de Mortillet n'avait laissé un souvenir trop vif encore. Quoi qu'en ait dit Auguste Comte, le scepticisme historique n'est pas toujours si condamnable.

Jacques Bainville.

Erratum. — Il faut lire dans notre n° du 15 mai, page 853, 5e avant-dernière ligne : *collection Janzé* et non *collection Jaime*.

*Le Directeur politique :* H. Vaugeois.

*Le Gérant :* A. Jacquin.

Paris.— Imprimerie F. Levé, rue Cassette, 17.

DÉTACHER CE BULLETIN ET L'ENVOYER 28, RUE BONAPARTE, PARIS.

# ABONNEMENT

## A LA REVUE " L'ACTION FRANÇAISE "

PARAISSANT LES 1er ET 15 DE CHAQUE MOIS

**Bureaux : 28, rue Bonaparte**

**Prix : 10 francs les 24 numéros**

*Je soussigné* .....

*demeurant à* .....

*déclare souscrire un abonnement à 24 numéros du Bulletin de « l'Action française ».*

*J'envoie inclus la somme de 10 francs, montant de mon abonnement, en un mandat, ou : Je vous prie de faire recouvrer par la poste le prix de mon abonnement, avec 0 fr. 50 en plus pour les frais de recouvrement.*

*A* ..... *le* ..... *1901.*

SIGNATURE :

# *L'Action Française*

EST EN VENTE A PARIS CHEZ

MM. **BOULINIER**, 19, *boulevard St-Michel.*
**BRASSEUR**, *galeries de l'Odéon.*
**CHAUMONT**, 27, *quai St-Michel.*
**FLAMMARION & VAILLANT**, 36 *bis, avenue de l'Opéra.*
**FLAMMARION & VAILLANT**, 10, *boulevard des Italiens.*
**FLAMMARION ET VAILLANT**, 3, *boulevard St-Martin.*
**FLOURY**, 1, *boulevard des Capucines.*
**LANCIEN**, 32, *avenue Duquesne.*
**LEFRANÇOIS**, 8, *rue de Rome.*
**TRUCHY**, 26, *boulevard des Italiens.*
**GORILLOT**, 12, *passage Choiseul.*
**VIVIER**, 39, *rue de Grenelle.*
**LIBRAIRIE ANTISÉMITE**, 45, *rue Vivienne.*
**MAILLET**, 129 *bis, rue de la Pompe.*
**G. MARTIN**, 126, *faubourg Saint-Honoré.*
**SAUVAITRE**, 72, *boulevard Haussmann.*
**TARIDE**, 18 *et* 20, *boulevard St-Denis.*
**TIMOTEI**, 14, *rue de Castiglione.*

*et dans les principales gares de Paris et de la province.*

---

## CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

## EXCURSION AUX GORGES DU TARN
### PAR LE BOURBONNNAIS

Les Compagnies P. L. M., Orléans et Midi organisent, avec le concours de l'Agence des Voyages Economiques, une excursion aux Gorges du Tarn suivie d'une visite à la vieille cité de Carcassonne.

Prix (tous frais compris) : 1re cl. 275 fr., 2e cl. 245 fr.

Départ de Paris le dimanche 9 Juin 1901,

S'adresser, pour renseignements et billets, à l'Agence des Voyages Economiques, 17, rue du faubourg Montmartre et 10, rue Auber, à Paris.

## CHEMIN DE FER DU NORD

# SAISON DES BAINS DE MER

### De la Veille des Rameaux au 31 Octobre

## BILLETS D'ALLER & RETOUR

*Valables du Vendredi au Mardi ou de l'Avant-veille au Surlendemain des Fêtes légales.*

| PRIX (1) au départ de PARIS pour : | 1re CL. | 2e CL. | 3e CL. |
|---|---|---|---|
| **Eu** (Le Bourg-d'Ault, Onival) | 25.40 | 20.10 | 13.70 |
| **Le Tréport-Mers** | 25.75 | 20.35 | 13.90 |
| **Woincourt** (Le Bourg-d'Ault, Onival) | 26.45 | 20.85 | 14.35 |
| **Noyelles** | 26.45 | 20.85 | 14.35 |
| **St-Valery-sur-Somme** | 27.15 | 21.35 | 14.75 |
| **Cayeux** | 29.30 | 23.05 | 15.95 |
| **Le Crotoy** | 27.90 | 21.95 | 15.15 |
| **Quend** (Fort-Mahon et Saint-Quentin) | 28.30 | 22.15 | 15.45 |
| **Conchil-le-Temple** (Fort-Mahon) | 28.80 | 22.50 | 15.75 |
| **Berck** | 31. » | 24.15 | 17. » |
| **Etaples** | 30.90 | 23.95 | 17. » |
| **Paris-Plage** | 32.10 | 24.95 | 18. » |
| **Dannes-Camiers** (Ste-Cécile et St-Gabriel) | 31.70 | 24.40 | 17.50 |
| **Boulogne** (Le Portel) | 34. » | 25.70 | 18.90 |
| **Wimille-Wimereux** (Ambleteuse-Andresselles) | 34.55 | 26.10 | 19.30 |
| **Marquise-Rinxent** (Wissant) | 33.50 | 26.75 | 20. » |
| **Calais** (Ville) | 37.90 | 29. » | 21.85 |
| **Gravelines** (Petit Fort-Philippe) | 38.85 | 29 95 | 22.60 |
| **Loon-Plage** | 38.75 | 29.90 | 22.50 |
| **Dunkerque** (Malo-les-Bains et Rosendaël) | 38.85 | 29.95 | 22.60 |
| **Leffrinckoucke** (Malo-Terminus) | 39.40 | 30.55 | 23.05 |
| **Zuydcoote** (Nord-Plage) | 39.80 | 30.95 | 23.25 |
| **Ghyvelde** (Bray-Dunes) | 39.95 | 31.15 | 23.40 |

Des carnets comportant cinq billets d'aller et retour sont délivrés dans toutes les gares et stations du réseau à destination des stations balnéaires ci-dessus.

Le voyageur qui prendra un carnet pourra utiliser les coupons dont il se compose à une date quelconque dans le délai de 33 jours, non compris le jour de distribution.

(1) Les prix de ces billets ne comprennent pas les 0 fr. 10 de droit de timbre pour les sommes supérieures à 10 fr.

*A paru dans L'ACTION FRANÇAISE*

*du 1er février 1901*

# LA MORT DE VENISE

## (Une Soirée dans le silence et le vent de la mort)

PAR

## MAURICE BARRÈS

*Nous prévenons nos amis que le numéro de* L'ACTION FRANÇAISE *contenant les admirables pages de Barrès sur LA MORT DE VENISE est presque épuisé. Les exemplaires qui nous restent sont en vente à* L'ACTION FRANÇAISE *au prix de*

**1 franc.**

PARIS. — IMPRIMERIE F. LEVÉ, RUE CASSETTE, 17.

3e année. — T. IV. — N° 48. 15 Juin 1901.

# L'Action française

(*Revue bi-mensuelle*)

SOMMAIRE DU 15 JUIN 1901

NOTES POLITIQUES..... H. V.

**L'ANNIVERSAIRE DE L'ACTION FRANÇAISE**
**Conférence de M. Henri VAUGEOIS**
**Discours de M. Maurice BARRÈS**

L'ANTISÉMITISME MALGRÉ L'EGLISE..... Robert Launay.
LE THÉATRE EN FRANCE : *La Course du Flambeau*..... Lionel de Rieux.
NOTES SUR LE THÉOMORPHISME Jacques Bainville.
NOTES DE VOYAGE AU SÉNÉGAL (*suite*)..... Lucien Corpechot.

PARIS
BUREAUX DE *L'ACTION FRANÇAISE*
28, RUE BONAPARTE

**Le numéro 0 fr. 80**
ABONNEMENTS : Paris et Départements, 10 fr. Etranger, 15 fr.

La reproduction des articles de l'*Action française* est autorisée avec l'indication de la source et du nom de l'auteur.

*Voulant donner un compte-rendu complet de notre réunion de la rue d'Athènes (Anniversaire de l'*Action française*), nous avons dû retarder la publication de notre numéro du 15 juin; nous prions nos lecteurs d'excuser ce retard.*

L'ACTION FRANÇAISE paraît le 1er et le 15 de chaque mois. On s'abonne à Paris, 28, rue Bonaparte, Paris, 6e.

M. Henri Vaugeois, Directeur, recevra les Mardi, Jeudi et Samedi, de 2 à 4 heures.

**PRINCIPAUX COLLABORATEURS**

Paul Bourget, de l'Académie française. — Gyp. — Jules Soury. — Maurice Barrès. — Charles Maurras. — Jules Caplain-Cortambert. — Maurice Talmeyr. — Maurice Spronck. — Hugues Rebell. — Jean de Mitty. — P. Copin-Albancelli. — Alfred Duquet. — Frédéric Plessis. — Lucien Corpechot. — Denis Guibert, député. — Frédéric Amouretti. — Robert Bailly. — Joachim Gasquet. — Auguste Cavalier. — Henri Coulier. — Xavier de Magallon. — Théodore Botrel. — Dauphin Meunier. — L. de Montesquiou-Fezensac. — Lucien Moreau. — Octave Tauxier. — Maurice Pujo. — L. Mouillard. — Jacques Bainville. — Alfred de Pouvourville. — Robert Launay. — De Thouars. — O. de Barral, etc.

**FONDATEUR :**

Le Colonel de Villebois-Mareuil

**Mort au champ d'honneur**

# *L'Action française*

## NOTES POLITIQUES

15 *Juin* 1901.

On lira ci-après le compte rendu de la belle séance du 12 juin, à la salle de la rue d'Athènes. L'*Action française* a fêté comme il convenait son deuxième anniversaire. La tâche très rude commencée en juin 1899, dans les émotions du patriotisme français humilié et révolté, elle la poursuit.

J'ai été particulièrement heureux que notre éminent collaborateur Barrès ait bien voulu présider notre fête. Il l'a fait avec toute sa ferme, généreuse et délicate amitié.

Lui et moi nous avons nettement dit à nos auditeurs comment, préoccupés au même degré d'un seul problème, celui du relèvement de la France comme nation, nous n'étions point d'accord sur la façon de le résoudre. Barrès est et demeure républicain, c'est-à-dire qu'il persiste à vouloir fonder le futur ordre français sur la volonté nationale, éclairée et consultée par le plébiscite ; je considère, pour ma part, que cet

ordre français ne pourra être réalisé et maintenu que par l'institution monarchique. Tous deux, cependant, nous nous rencontrons dans la condamnation absolue du régime parlementaire. Voilà pour la politique pure.

Mais l'*Action française* est surtout une œuvre d'éducation de l'esprit public; elle cherche à rendre plus claires certaines éternelles vérités morales, sociales, religieuses même, dont le culte constitue notre civilisation et le charme propre de notre pays en Europe. Et c'est par là surtout que le grand psychologue traditionniste, le poète de la *Terre* et des *Morts* se sent chez lui à l'*Action française*. Nous ne lui demandons nulle concession, il ne nous en demande aucune, car ce seraient là des expédients bons pour le maquignonnage qui fleurit dans les couloirs du Palais-Bourbon. Barrès, en venant chez nous, témoigne qu'il est une intelligence libre et pure, aimant aller là où on le comprend et où on l'écoute avec plaisir et respect. Il n'y a point d'autres mystères dans la réunion de l'autre jour, rue d'Athènes. Le comprendra qui pourra.

H. V.

## L'ANNIVERSAIRE DE « L'ACTION FRANÇAISE »

---

Le mercredi 12 juin a eu lieu, à la salle des Agriculteurs de France, rue d'Athènes, la conférence que nous avions annoncée et dans laquelle notre directeur, Henri Vaugeois, a rappelé, pour nos amis anciens et nouveaux, les principes essentiels de l'œuvre poursuivie, depuis juin 1899, par l'*Action française*. La séance, présidée par notre éminent ami et collaborateur Maurice Barrès, s'est ouverte à 4 heures 15. On acclame vivement l'auteur de l'*Appel au Soldat*, lorsqu'il vient prendre place au bureau, entouré de MM. Longnon, membre de l'Institut, Jules Soury, directeur à l'École des Hautes-Études à la Sorbonne, Maurice Talmeyr, le comte Léon de Montesquiou. Nous reconnaissons encore autour d'eux MM. Émile Faguet, de l'Académie française, Marcel Thévenin, professeur à l'École des Hautes-Études, le comte de Bruc, le vicomte de Léautaud, le vicomte de Lantivy, René-Marc Ferry, rédacteur en chef de la *Revue hebdomadaire*, de l'Estourbeillon, député, Georges Grosjean, Copin-Albancelli, directeur du journal anti-maçonnique *A bas les Tyrans*, Robert Bailly, Octave de Barral, Joa-

chim Gasquet, Jean de Mitty, Henry Lasserre, avocat à la Cour d'appel de Pau, Albert Jacquin, Lionel des Rieux, Henry Albert, Lucien Cortambert.

Dans l'assistance des plus brillantes :

Duc des Cars, duc et duchesse de Luynes, comte Jean de Sabran-Pontevès, comte A. de Lur-Saluces, comte de Mayol de Lupé, marquis de Rosambo, comtesse R. Chandon de Briailles, baronne Séguier, Mme Maurice Barrès, marquise d'Aligre, Mme et Mlle de Miribel, baronne du Quesnoy, comtesse de la Tour-du-Pin-Chambly, comtesse de Grancey, comte et comtesse de Barral, comtesse de Courcy, M. Pierre Izarn, comte Costa de Beauregard, comte d'Harcourt, M. Pierre Bertin, M. André de Fouquières, comte de Jarnac, comte de Saint-Seine, M. de Kermaingant, comtesse de Bruc, marquise de Virieu, M. Etcheverry, comte et comtesse de Kersaint, vicomte de Bonneval, baron de Carayon-Latour, M. Carron de la Carrière, marquis de Panisse-Passis, général Voisin, comtesse de Mouchy, baronne et Mlle Piérard, colonel de Léautaud, général de Granchamp, etc.

*M. Maurice Barrès*, après avoir rappelé en quelques mots les circonstances dans lesquelles l'*Action française* a été fondée, les troubles de l'Affaire Dreyfus, et salué en notre directeur le professeur patriote frappé pour ses idées, lui donne la parole :

## *CONFÉRENCE*
## *DE M. HENRI VAUGEOIS*

---

Mesdames, Messieurs,

J'ai à vous faire connaître une tentative que quelques-uns d'entre vous ont pu comprendre déjà, que d'autres ou ne connaissent pas ou connaissent mal; et mon objet serait de préciser, je ne dirai pas les résultats que nous avons atteints en deux ans d'efforts, mais les intentions dans lesquelles nous étions en débutant, intentions qui sont encore les nôtres, intentions qui, je crois, se sont affirmées comme très largement françaises, avant tout.

Il était inévitable que, — dans une œuvre de recherche, de réflexion et d'études sur cette Politique « nationaliste » qui s'impose désormais à notre Nation si menacée, — ce qui, tout d'abord, se présentait à nous tous comme tendance et comme instinct, se dût peu à peu, sur certains points, préciser en des solutions théoriques : solutions naturellement différentes les unes des autres, (puisque nous étions différents d'origine, d'éducation, de préparation, mes collaborateurs et moi), mais dont la diversité n'est pas sans un certain lien. C'est à ce lien, qui existe entre les rédacteurs de l'*Action fran-*

*çaise*, c'est à cette vivante aspiration commune vers le salut de la France, que je voudrais essayer de donner un corps de plus en plus évident. Je voudrais que l'on aperçût aujourd'hui comment nous avons pu nous réunir ou nous retrouver, dans une activité concertée, dans une série de travaux qui exigeaient de chacun la sincérité et l'énergie de tous les jours.

Je vous avouerai d'abord que ce mot d'*Action française* m'a semblé, au fur et à mesure que nos efforts se sont prolongés, quelque peu ambitieux. Parler d'action lorsqu'en définitive on se trouve être plutôt des hommes de théorie, de spéculation, il y a là, semble-t-il, quelque chose de paradoxal.

Si ce paradoxe, Messieurs, ne nous a point découragés, c'est qu'il n'était point de notre fait, mais du fait même de cette anarchie politique et sociale dans laquelle se dissolvait notre pays, et à laquelle nous cherchions des remèdes. Il est ridicule et il est dangereux pour un pays que des philosophes, des gens de lettres, des hommes d'imagination, habitués à jouer avec des idées et avec des rêves, se trouvent amenés, gagnés par l'émotion publique — (comme c'est arrivé à mes amis, les jeunes universitaires qui ont fondé la « Patrie française » avec moi, comme c'est arrivé même à notre aîné Jules Lemaître) — à s'occuper des affaires de l'État. Des lettrés

ou des artistes sont des individus, et rien que des individus, ignorants des intérêts collectifs de la société où ils vivent ; ils devraient avoir non à maintenir ou à créer l'ordre social, mais à le subir. Ils en ont besoin, ne serait-ce que pour le peindre... et même pour le fronder. Nous n'étions donc pas qualifiés. Nous l'avons senti. Aussi, pour ceux d'entre nous qui ont réfléchi, le « nationalisme » consiste surtout à désirer, à chercher une solution politique qui nous déchargerait de ce souci : la Politique. Nos préférences, puisque, comme tout le monde, depuis un siècle nous sommes mis en demeure de les dire et de les défendre, elles vont à un type de l'État qui fasse que la Patrie tienne debout toute seule, et qu'il ne soit plus besoin de la relever, de la « sauver » tous les matins.

*
* *

Cependant, il fallait bien agir puisque d'autres agissaient contre la sécurité et l'honneur national. Nous avons agi dans la mesure où nous le pouvions et suivant notre tempérament d'idéologues ; nous avons cru qu'il ne serait pas inutile de ressusciter dans les esprits, d'abord, les *principes* d'une action que l'on pourrait appeler *française*, de celle

que devraient exercer de bons citoyens, s'ils se souciaient de ramener ce pays qui est le leur à sa place parmi les autres. Et ces recherches de principes sont peut-être, après tout, une bonne préparation aux actes, Messieurs, s'il est vrai qu'en France éclairer l'esprit ce soit l'échauffer, — s'il est vrai que, suivant le mot d'un artiste, le propre de notre race soit « une fougue lucide ».

Quels furent donc ces principes que nous nous attardâmes à établir? — Nous ne les inventâmes point; nous ne crûmes point devoir les déduire à priori de quelque abstraction; ils s'imposèrent à nous, ils nous crevèrent les yeux dans des expériences, dans des faits à la fois édifiants et humiliants, dans des journées lamentables pour des Français.

Notre objet, notre désir, c'était, voici deux ans, et c'est encore aujourd'hui, en somme, de retrouver, je ne dis pas pour la foule, mais pour quelques esprits qui la dominent ou la charment et que l'on écoute en France, les conditions permanentes de l'*ordre français*. Eh bien ! si nous avons recherché quelles étaient les conditions de l'ordre français, c'est que nous avons été les spectateurs effrayés, atterrés d'un *désordre français* inouï, qui a été déchaîné par l'étranger, à l'occasion de l'affaire Dreyfus. Cela s'est ap-

pelé, en juin 1899, Auteuil, Armenonville; et en septembre, Rennes.

Comme il était naturel, spectateurs d'un désordre, nous avons commencé par réagir contre ce désordre, en une espèce de négation violente, emportée, un peu confuse et dont on ne savait véritablement pas trop ce qui en sortirait. Epoque atroce, certainement, que celle où, dans cet été de 1899, la plus haute magistrature du pays était incarnée par un homme que sa seule sortie sur un champ de courses exposait à la pire des humiliations!... Nous avons vu ce pays décapité — moins que décapité, ridiculisé dans son *chef*! — (permettez-moi ce triste jeu de mots...) Eh bien! ce ridicule, cette humiliation non sanglante de la tête légale du pays, voilà ce que nous avons cru qui ne pourrait se reproduire deux fois, sans que ce pays en arrivât à d'autres humiliations qui, peut-être, elles, seraient ensanglantées ; car, en définitive, un peuple ne se laisse pas descendre, baisser en dignité, sans descendre et baisser aussi en force. Voilà l'expérience qui, je peux dire malgré nous et d'instinct, nous a jetés dans la lutte ! (*Applaudissements.*)

Nous avons donc réagi.

Ce mot réaction est très dangereux. J'ai eu le malheur, ou le bonheur — je n'en sais rien — de l'employer pour en faire le titre de

mon premier article de l'*Action française* : « Réaction d'abord ! », disais-je. Ce pauvre mot m'a fait classer parmi ces esprits retardataires pour lesquels toute la vie en ce monde consiste à reculer devant l'avenir, parce qu'il est imprévu et neuf, et à se réfugier peureusement dans la contemplation ou le regret du passé.

Très loin de ma pensée, et très loin surtout de mon éducation et de mon caractère, était cette attitude timidement et peureusement « réactionnaire ». Par réaction, j'entendais quelque chose d'extrêmement précis : j'entendais le mouvement, le geste physique du coureur ou de l'homme qui veut sauter un fossé, et qui, ayant pris un élan trop court et insuffisant, se rejette en arrière, et reprend de plus loin cet élan, pour franchir l'abîme. Il m'a semblé que la France, il y a cent ans, avait pris un élan magnifique : elle a essayé de se mettre à la tête des autres nations pour leur imposer un certain idéal, à la fois confus et noble, qui était le sien à la fin du XVIII^e siècle. Eh bien! elle a mal pris son élan, c'est à recommencer!

Je dis, Messieurs, que c'est à recommencer, et je le dis, sentant parfaitement ce qu'il y a d'ambigu dans cette expression, parce que, cette ambiguïté, je vais la faire cesser. Je dis que la Révolution française est à recommencer, en ce sens très précis, que l'œuvre

qu'elle a manquée devra être recommencée *par une méthode révolutionnaire, mais sur des principes diamétralement opposés* à ceux qui ont guidé les chefs de la Révolution française de 1789. (*Bravos.*)

Le tempérament et l'instinct de la France ont été très justes en 1789 ; mais ce tempérament et cet instinct, qui la portaient à essayer de réaliser en Europe quelque chose qui n'avait pas encore été réalisé — car c'est le privilège de la France de réaliser toujours des choses qu'on n'attendait pas — cet instinct de la France, ou ce tempérament, a été faussé, vicié par des principes erronés, par une méconnaissance monstrueuse des réalités. C'était un bel enfant généreux et qui avait de mauvais pédagogues : il s'est cassé le nez en voulant faire plus que ses forces, et sauter un fossé qu'il n'avait pas regardé.

Eh bien ! il s'agit de savoir si notre pays est aujourd'hui en état de faire pour l'ordre, pour l'harmonie et la paix sociale le même effort énergique, violent, — (il a été forcené quelquefois) — qu'il a fait en 1789 pour un vague idéal d'anarchie, d'individualisme et (permettez-moi ces mots affreux), d'humanitarisme irréalisable. En 1789, tous les Français étaient grisés de Rousseau ; il s'agit de savoir si, à la fin du XIXe siècle, les Français pourront se nourrir de pensées plus solides,

plus scientifiques, plus conformes à la nature des choses et au relief de leur pays que ne l'étaient les imaginations de ce Genevois. Je ne crois pas qu'il soit impossible de le passionner, ce pays, pour des idées justes; mais je crois qu'il s'est passionné pour des idées fausses; et voilà comment et pourquoi j'espère que l'*Action française* pourra agir sur les Français d'aujourd'hui. Car, ces idées justes, que des hommes incarneront si elles deviennent pour eux des passions, ces idées utiles qu'elle prétend répandre, l'*Action française* les a retrouvées peu à peu, et pieusement recueillies, chez les grands maîtres de la politique et de la sociologie modernes; chez les de Maistre, les Bonald, les Auguste Comte, les Le Play, les Taine, les Paul Bourget!... (*Applaudissements.*)

*
* *

Je vous ai dit, Messieurs, que nous avions surtout *réagi*. Quelles ont donc été nos principales réactions contre l'erreur politique dont notre pays nous semblait avoir été victime, à l'occasion de l'affaire Dreyfus?

La première de ces réactions, celle que nous avons exprimée par un mot répété à satiété, d'une façon peut-être un peu puérile, dans nos premiers numéros, la voici:

Nous avons dit : « Nous ne sommes pas des idéalistes; nous sommes des réalistes; nous ne croyons qu'aux faits; nous ne nous enthousiasmons pas pour la Justice en soi, pour la Liberté en soi, pour la Vérité en soi. »

C'est que nous avions analysé, tout d'abord, d'une manière générale, ce qu'il avait pu y avoir de sentiments mal éclairés mais cependant généreux dans cette crise morale et religieuse qu'était le Dreyfusisme, et qui consistait non seulement à s'apitoyer, sincèrement, sur ce que l'on imaginait être une erreur judiciaire, mais encore à vouloir tout bouleverser dans l'ordre social pour réparer le malheur d'un individu frappé par cet ordre social. Il y avait là une espèce de sentiment anarchiste, mais qui n'était pas sans racines profondes : je veux dire les traditions « libérales » de certaines familles. J'ai connu des « *dreyfusiens* », sinon des dreyfusards, dont les sentiments étaient tout ce qu'il y a de plus honorable : c'étaient des têtes peu solides, quelquefois de très bons cœurs. Eh bien! où en serions-nous si, dans notre pays, nous étions exposés à chaque instant à ce que de bons sentiments se produisant dans des têtes peu solides, mal instruites ou mal constituées, se traduisissent par ce que M. Joseph Reinach a appelé le « chambardement »?

Dans un pays de mœurs douces comme le nôtre, ces émotions publiques, si vives, si facilement contagieuses, sont à craindre, lorsque ce pays n'est gouverné que par l'opinion de la majorité, par le suffrage universel. Un pays gouverné ainsi n'est vraiment pas « constitué ». Nous avons donc cherché les principes sur lesquels on pourrait le reconstituer de façon que ces émotions, ces *fièvres françaises* — comme l'a dit si souvent notre ami Barrès, d'un mot éloquent — ne nous tuent pas; car elles ont failli nous tuer! (*Applaudissements.*) Je dis qu'elles ont failli nous tuer : mais elles étaient si pernicieuses, ces fièvres, que les hommes de lettres, les hommes de livres et de papiers, les hommes assis devant un encrier que nous étions, nous, pour la plupart, fondateurs de la *Ligue de la Patrie Française*, eh bien! ces hommes habitués surtout au maniement des idées, ils ont été extrêmement embarrassés lorsqu'il leur a fallu expliquer pourquoi ils n'étaient pas dreyfusiens! Nous ne pouvions pas partager le sentiment de ces gens qui étaient dreyfusiens; mais lorsqu'il fallait expliquer pourquoi, nous leur disions des injures et nous nous séparions brouillés. Ç'a été l'histoire de beaucoup de groupes d'amis pendant cette affaire néfaste; ç'a été celle même de plusieurs familles.

Eh bien! pour expliquer la façon dont

nous réagissions contre leur sentiment, pour le leur expliquer, à ces dreyfusiens, ce phénomène qu'ils ne comprenaient pas, pour leur faire comprendre que nous n'étions pas des monstres, partisans de faire brûler les Juifs dans des tuniques de soufre, pour leur faire comprendre qu'on pouvait être antisémite sans arriver à la férocité, et simplement parce que l'on constate la différence qu'il y a entre le tempérament juif et le tempérament français, pour leur faire comprendre cette vérité d'expérience que nous venions de trouver, il a fallu beaucoup de temps, beaucoup de discussions, et aussi beaucoup de bonne grâce de la part de nos amis, car nous avons entendu, subi des bavardages écœurants et ineptes.

Mais, me dira-t-on peut-être, au nom de quoi, en somme, vous opposiez-vous à ces sentiments dreyfusiens? Au nom de l'ordre? Vous parliez de l'ordre français? Vous trouviez que cet ordre était compromis? Pourtant, puisque vous êtes des réalistes, puisque vous admettez qu'en définitive ce qu'il y a de beau pour un pays c'est de tenir debout, c'est de faire un solide faisceau, est-ce que depuis deux ans vous n'auriez pas pu vous rendre compte que le mal d'anarchie que vous craigniez a été arrêté, réprimé? ne voyez-vous pas que vous, nationalistes, vous êtes des révoltés, et des vaincus, et que depuis deux

ans, contre vous, il règne véritablement un Etat, une force publique, un gouvernement, enfin, à Paris? Nous avons un président du conseil, M. Waldeck-Rousseau, qui, certainement, est un homme fort, si on entend par là un homme à poigne; il a fait l'ordre en France : pourquoi ne vous a-t-il pas ralliés?

Eh bien! si nous ne nous sommes pas ralliés c'est qu'en effet cet ordre règne, mais qu'il n'est pas français! (*Vifs applaudissements.*) Certainement nous concevons que la paix sociale, que la soumission des individus à ce qui a été l'intérêt de l'Etat que l'acceptation des arrêts de justice, ce sont là des conditions de la dignité et du bonheur des nations, et par la même des individus qui en font partie; mais il est arrivé à notre pays ce malheur épouvantable que le seul intérêt qui ait trouvé un homme d'Etat pour le revendiquer, ce n'a pas été l'intérêt de l'Etat, mais celui d'un individu étranger, d'un juif; et la honte, le scandale, c'est que ce n'est point à faire accepter les arrêts de justice, mais à les détruire, et à les annuler, que servit le talent politique de cet homme d'Etat, si mauvais patriote. C'est une caricature abominable de ce qu'ont été jadis l'ordre et l'équilibre français, que cet ordre fondé sur l'argent, dont nous sommes les spectateurs effrayés depuis deux ans. Je dis que c'est une caricature, car il semble que ces hom-

mes aient repris dans notre histoire tous les procédés par lesquels parfois on a calmé nos révolutions, par lesquels on nous a remis dans le droit chemin ; il semble qu'ils aient voulu calquer leur action anti-nationale sur celle des hommes qui, autrefois, savaient triompher des Frondes. Nous voilà, nous, anti-dreyfusards et Français, à l'état de Frondeurs, et les hommes que nous avons devant nous prennent vraiment des airs de Mazarin ! (*Applaudissements.*)

Eh bien ! c'est à cet ordre anti-français que l'on aurait voulu que nous nous rallions, nous, hommes d'ordre ! Nous n'avons pas pu. Nous nous sommes mis dans une attitude de révoltés, et nous y persistons ! Nous sentons que cette attitude, dans un pays bien constitué, serait ridicule et odieuse ; il faut cependant que nous la gardions. C'est donc que notre pays est dans une situation inadmissible et sans pareille dans l'histoire ; c'est un pays qui tient debout, mais qui tient debout seulement par ses ennemis !

Vous le savez bien, Messieurs, nous avons aujourd'hui une diplomatie anti-française, nous avons M. Delcassé ; nous avons une armée que l'on est en train doucement, lentement, adroitement de désintéresser de nos espoirs, de détacher de nos souvenirs militaires et de rendre hostile et dédaigneuse à l'égard des instincts les plus profonds de

notre race. Que cela dure dix ans et vous aurez des généraux André à la douzaine, c'est-à-dire des ronds-de-cuir pédants, anticléricaux, cousins du pharmacien de Flaubert et rêvant, en face de Guillaume II, à la paix perpétuelle. Je dis que cela arrivera immanquablement, car tous les procédés ou plutôt tous les outils à l'aide desquels on a fait de l'ordre en France — et le principal de ces outils c'est celui de la centralisation administrative inventée par le premier Consul — ces outils sont entre les mains de nos ennemis! Car enfin, ce régime étonnant de rigueur qu'on appelle l'Administration française du Consulat, il n'a pas bougé. Ils ont des préfets, des sous-préfets; puis, au-dessous encore de ces domestiques, ils ont des larbins galonnés de palmes académiques, dans chaque bourgade des instituteurs et des marchands de vin officiels, toute une armée de mouchards : ils feront donc ce qu'ils voudront!

Nous n'avons pas voulu, même en constatant la force très probablement durable de ce qui s'édifie sur notre sol, nous rallier; nous n'avons pas voulu entrer dans la maison qu'on est en train de bâtir, parce que véritablement dans cette maison, il y aura tant d'autres gens d'un autre pays, d'une autre race, d'une autre religion, d'une autre famille que nous ne pourrions pas y vivre dix jours! (*Applaudissements.*)

*
* *

Il faudrait essayer de nous préciser à nous-mêmes pourquoi cette construction de l'ordre dreyfusien, c'est-à-dire juif et maçonnique, qui subsiste depuis trois ans, nous révolte. Est-ce uniquement parce que les individus qui l'ont bâtie à leur profit et qui l'habitent n'ont pas pensé comme nous sur l'affaire Dreyfus, ou même nous sont antipathiques, soit par leur religion, soit par leur race ? Pas uniquement; et nous pouvons nous élever à une idée plus sereine. Je dis que ce n'est pas parce que le Pouvoir est à tels ou tels individus qualifiés juifs, protestants, anglais ou allemands, que nous nous révoltons ; ce n'est pas parce qu'ils sont tels ou tels, mais c'est parce que *ce ne sont que des individus*. La République parlementaire actuelle est entre les mains d'une bande de cosmopolites ou de « déracinés », comme dit Barrès : supposons que demain une autre bande, une autre troupe arrive au pouvoir, qui ne soit pas composée d'hommes aussi évidemment ennemis de leur pays que l'ont été les dreyfusards, eh bien ! je dis qu'encore à ce moment-là nous aurions la même sensation : de n'avoir pas un gouvernement français. Car une poignée d'hommes

arrivés en se poussant les uns les autres, une poignée d' « arrivistes » satisfaits, une poignée d'individus, ce n'est pas une institution. Or, ce que nous voulons, c'est une institution, et qui soit nécessairement française, c'est-à-dire qui pèse sur ses propres gérants de tout le poids des intérêts permanents du pays, de sorte que ces intérêts durables l'emportent sur les petits intérêts passagers de ces gérants, quels qu'ils soient. Nous voulons un ordre de choses dans lequel le patriotisme ne soit pas conseillé, prêché comme un sentiment ou un *devoir* moral aux détenteurs du pouvoir, mais leur soit imposé comme la condition même de leur force. Ce Pouvoir serait national, me disait un jour un de mes amis, dans lequel un ministre des finances un peu adroit et dont l'adresse même aurait frisé le contraire de l'honnêteté, un ministre des finances comme M. Rouvier, ne serait pas nuisible, mais serait utilisé au profit de la Patrie. Nous voulons une institution, en somme, comme celle qui a utilisé cet Italien de Mazarin que je vous rappelais tout à l'heure! (*Vifs applaudissements.*)

Nous séparons donc très nettement nos antipathies psychologiques et morales, notre horreur instinctive à l'égard des dreyfusards, de la condamnation que nous portons sur le système qui leur a permis de

s'établir. Nous considérons l'affaire Dreyfus et la bande de politiciens qu'elle a fait arriver au pouvoir comme un phénomène, non pas normal sans doute, mais comme un phénomène appelé à se reproduire très souvent et à des intervalles de plus en plus rapprochés, tant que notre pays ne sera pas constitué.

Qu'est-ce donc qu'être constitué? voilà la question. Qu'est-ce que ce sera pour la France que d'être constituée? Nous ne disons pas pour l'Allemagne ou l'Angleterre : quelle sera la façon particulière dont la France pourra retrouver ce bienfait de tous les peuples : l'ordre?

Nous n'avons pas prétendu résoudre cette difficulté d'un seul coup. Avant d'élaborer une constitution, il nous a paru qu'il serait utile d'énumérer les sentiments qui nous avaient dressés contre ce désordre dreyfusien rendu possible par la constitution actuelle, et d'essayer d'extraire de chacun de ces sentiments ce qu'il pouvait contenir de vérité politique. Nous avons dû ainsi développer plusieurs de ces vérités politiques partielles, depuis deux ans, sans prétendre apporter « la Vérité » tout entière, absolue, avec un plan idéal et complet de la constitution d'une France de demain.

Quel avait été notre premier sentiment, notre premier instinct? Nous avions été anti-dreyfusiens; nous nous étions opposés par là

aux sentiments qui s'exprimaient autour de nous à l'égard du condamné de l'île du Diable. Eh bien! quelle vérité politique contenait cette sorte de « réaction »? Nous l'avons traduite par un mot. Nous avons dit, dans l'*Action française* : Nous ne croyons pas à la Justice et à la Vérité, parce que ce sont des *Nuées* — (le mot est de cet admirable docteur en politique, mon ami Charles Maurras), — des *Nuées* comme celles qu'Aristophane, cet impitoyable anti-démocrate, combattait à coups d'ironie, à l'époque où elles étaient en train de corrompre l'intelligence des Athéniens. Les *Nuées*, ce sont ces sentiments vagues, incarnés dans un grand mot, et que l'on prend pour des idées rationnelles, générales, et dont on devient dupe, parce qu'on ne tarde pas à les appliquer à tout sans discernement ; s'emballer — permettez-moi le mot vulgaire — pour la Justice en soi, c'est le propre d'hommes qui ne se rendent pas compte de ce qu'est la justice dans tel ou tel cas particulier, de la façon dont elle peut être réalisée par les hommes. C'est n'avoir plus le sentiment de ce que doit être un acte de justice. Eh bien! dans le cas de Dreyfus, en particulier, nous avons eu ce sentiment que l'acte de justice, considéré par quelqu'un qui comprend la politique et la sociologie, c'est nécessairement un acte d'*arbitraire intelligent*. La justice est dans l'esprit du juge, et non

ailleurs: elle n'est pas dans les formalités prescrites par le Code. Ce respect des « formes légales » dont se prévalaient les dreyfusards, les Pressensé, les Reinach et les Clemenceau, ce n'est, dans la plupart des cas, que la garantie du juge prévaricateur, ce n'est presque jamais celle du justiciable. Car la justice est un acte vivant, la légalité une lettre morte, qui ne la remplace pas et qui souvent la tue. Les juges militaires, juges non-professionnels, qui sont des sortes de jurés, apprécient en conscience : nous nous fions plus volontiers aux officiers des conseils de guerre qu'aux fonctionnaires de M. Monis (*Applaudissements*), parce que nous croyons qu'il faut laisser place à un véritable libre arbitre, à un imprévisible coup d'intelligence et d'intuition chez l'homme qui en juge un autre : ce à quoi, en définitive, il faut s'en tenir, c'est la conscience du magistrat. Elle est la seule garantie, et la plus sûre, de la validité des condamnations.

Mais, cette erreur morale d'en appeler du juge aux formes du jugement, c'était bientôt devenu pour nous, à l'analyser, une erreur politique : l'erreur qui consiste à vouloir se dispenser de l'arbitraire, et tout prévoir. Dispenser le juge de trancher d'après son intuition dans un cas particulier, pour le réduire à n'être qu'une machine à appliquer le code, c'est la même erreur qui, en politique,

nous amène à vouloir qu'on ne nous gouverne que par des lois tout écrites ; c'est la manie légalitaire, c'est la manie parlementaire qui nous entraînerait, si on était logique, jusqu'à contester à notre ministre des affaires étrangères le droit d'oser un de ces actes de très fine intuition, un de ces mouvements du tact, qui font le diplomate, et qu'il n'a pas le loisir ni la possibilité de faire homologuer toujours, d'avance, par la représentation nationale.

Oui ! nous voulons que dans notre pays les gens qui gouvernent puissent agir sous leur responsabilité et non pas abriter leur veulerie ou leur lâcheté, ou leur incapacité, derrière une responsabilité imaginaire, celle des lois, des justes lois, comme disait M. Joseph Reinach ! (*Applaudissements.*)

Donc, notre anti-dreyfusisme, en tant qu'il était une réaction instinctive contre la stupidité qu'il y a à s'en tenir toujours aux formes légales, contenait une vérité politique : la nécessité de l'initiative vivante, la nécessité du pouvoir personnel, à tous les degrés de la hiérarchie, dans un état normalement constitué. (*Bravos.*)

Mais aussitôt que nous avons eu énoncé cette idée : qu'il fallait de l'arbitraire, qu'il fallait un pouvoir, et *des pouvoirs personnels*, à tous les degrés de la hiérarchie dans l'Etat, immédiatement on nous a traités de dicta-

teurs, de césariens, on nous a soupçonnés de vouloir supprimer ces garanties de la liberté individuelle qui font l'orgueil d'un peuple voisin, les Anglais; on a essayé de caricaturer grossièrement notre sentiment de l'autorité en en faisant tout simplement l'apologie de la tyrannie. Nous ne nous en sommes pas inquiétés et nous avons continué à défendre notre idée : nous avons répété avec entrain et insistance, pour la désolation et le scandale de M. Ranc, nos apologies de l'arbitraire et du pouvoir personnel.

*
* *

Encore plus qu'anti-dreyfusiens, et plus profondément, nous avons été, par une seconde réaction, anti-sémites : non seulement contre Dreyfus, mais contre les Juifs, avons-nous dit.

Qu'est-ce que contenait de vérité politique cette réaction anti-sémite? Qu'y avait-il de rationnel dans l'admiration que nous accordions aux travaux de ce grand remueur d'idées et de faits qu'est Drumont ? (*Bravos.*)

La vérité politique de notre anti-sémitisme, c'était ceci : nous reconnaissions que les hommes ne sont pas tous pareils, que l'homme en soi, l'homme abstrait n'existe

pas, qu'il y a des races différentes ; qu'il ne faut jamais légiférer pour cet homme en soi, qui n'est qu'une expression algébrique. Or, cette vérité politique, qui est contenue dans l'anti-sémitisme, c'est celle même qu'exprimait Joseph de Maistre au commencement de notre siècle lorsqu'il écrivait : « J'ai vu des Anglais, j'ai vu des Italiens, j'ai vu des Espagnols, je n'ai jamais rencontré l'Homme ! »

Nous avons donc défendu, bien qu'elle fût l'opinion d'un « réactionnaire » — et avéré, celui-là ! — l'idée de Joseph de Maistre sur les différences des races d'hommes et sur la nécessité de légiférer pour des hommes d'une certaine race, d'un certain sol, d'une certaine terre. (*Applaudissements.*)

Je vous donnerai un troisième exemple de ces réactions sentimentales et instinctives que nous essayions de transformer en des idées et en des vérités politiques : c'a été notre anti-protestantisme.

Car, il faut bien le dire, bien que beaucoup d'entre nous eussent d'excellents et très nobles amis protestants, nous partageâmes en fondant l'*Action française* cette impression qui a été celle de beaucoup d'anti-dreyfusiens et de nationalistes, à savoir que l'esprit protestant — sinon les protestants comme individus — avait été pour quelque chose dans cette erreur psycholo-

gique, puis dans cette fièvre morale qui s'était emparée de notre pays à propos de Dreyfus.

Quelle était donc la traduction politique, rationnelle, de cette antipathie contre les protestants, qui s'est fait jour en nous en cette circonstance? Elle a peut-être tenu à un nom..., un nom qu'on ne pouvait pas prononcer, comme on ne peut pas le prononcer encore, sans provoquer un mouvement de répulsion, à cause de ce qu'il se trouvait sans cesse côte à côte avec celui d'un Juif, et d'un Juif immonde : oui, d'un côté, Reinach, et de l'autre, un grand nom protestant : Pressensé !... Notre antipathie contre les « Pressensé », je ne dis pas même contre les individus, mais contre la culture qui a fait ces Pressensé, quelle en était la traduction en politique ? Eh bien, c'était la condamnation de l'anarchisme.

Le libéralisme d'esprit, même le plus sincère, lorsqu'il est poussé à l'excès, et qu'il ne rencontre pas de frein, soit dans le bon sens de celui qui a reçu cette culture, soit dans la constitution du pays dans lequel il vit, aboutit au culte de l'anarchie. L'anti-protestantisme, pour nous, c'est surtout la crainte des folies qu'entraîne la divinisation de nos sentiments intérieurs — de notre « âme », comme disent les protestants, — la divinisation de l'*Esprit*, qui est

toujours *Vérité*, pour eux, — la divinisation du mystère intérieur ; car c'est là véritablement l'essence du protestantisme. Cette tendance à chercher Dieu en soi, cette disposition qui a produit parfois d'autres résultats, puisqu'elle a produit les délicates méditations d'un Vinet ou d'un Amiel, cette tendance à chercher donc en nous-même le « divin » et, par un retour assez naïf, à considérer comme « divin » tout ce qui sort de nous, cette religiosité, qui est essentiellement protestante, nous apparaissait tout à coup comme incompressible, chez les pauvres dreyfusiens. Ils écumaient d'idéalisme exaspéré, ces mystiques : ils étaient à lier et à doucher... — Mais l'individu, son cœur, son âme, ce n'est pas tout! On a des devoirs, non pas envers son « âme », mais envers les voisins, envers des gens qui sont en face de vous, en chair et en os, et qui peut-être n'ont pas autant « d'âme » que vous ! (*Bravos.*) On a des devoirs envers la société où l'on vit.

La véritable leçon de tolérance, c'est nous qui prétendions la donner en disant : « Vous ne devez pas, au nom de je ne sais quelle frénésie intérieure qui vous fait vous apitoyer sur le condamné de l'île du Diable, considérer comme négligeable et non avenue l'insensibilité apparente de ce brave homme qui fait son commerce, qui conduit ses chevaux, qui fait votre pain, à côté de vous, et qui se

moque pas mal de Dreyfus! Il a une âme tout comme vous peut-être : seulement, il ne s'inquiète pas de toutes ces choses, car il sait, après tout, qu'on ne fait pas une grande œuvre — et une nation c'est une œuvre, — sans broyer des pierres! (*Applaudissements.*)

Mais, animés contre les dreyfusiens de ce sentiment anti-individualiste, de ce sentiment social, comment pouvions-nous ne pas voir, ne pas retrouver en nous, dans notre éducation, ses racines? Comment n'aurions-nous pas reconnu que ce qui persuade l'homme de se laisser sacrifier pour une cause dont il ne sent pas ou dont il n'aperçoit pas immédiatement la beauté, la justice, pour l'ordre de l'Etat par exemple, ou pour le repos de la famille, en un mot pour la paix, — comment n'aurions-nous pas reconnu que ce sentiment, c'est celui de la discipline, c'est celui que cette vieille religion catholique, qui est en même temps une morale et une politique, a seule mis en nous, dès l'enfance, dans nos âmes de Français? (*Bravos.*)

Nous étions donc anti-protestants, parce qu'une politique « libérale », c'est-à-dire protestante, nous amènerait à une dissolution du faisceau des énergies françaises. Elle nous amènerait à devenir je ne sais quelle société évangélique, à la Tolstoï, où, tout le monde faisant vœu d'être pacifique, la nation s'im-

poserait ou plutôt se laisserait imposer la trop facile vertu des neutres. On voudrait faire de la France une espèce de Suisse! Mais, par malheur, comme nous sommes un beau pays, heureux, et que tout le monde envie, le jour où nous serions comme la Suisse, avec des hommes doux, un pays où l'Etat n'est rien et où, seuls, les individus comptent, le jour où nous serions ce pays, que rêve M. de Pressensé, il est bien certain que de l'autre côté de la frontière, les gens auraient vite fait de trouver un prétexte à entrer sans gêne et à s'installer; et voilà pourquoi nous ne voulons pas que la politique française soit protestante, libérale, humanitaire, évangélique, méthodiste. (*Applaudissements.*)

*
* *

Que voulons-nous donc? Je vous ai dit en débutant : nous voulons un ordre qui soit français; nous voulons que la figure de la France se reforme dans ses lignes précises, arrêtées; nous voulons qu'on ne puisse pas méconnaître, lorsqu'on arrive d'Angleterre en France, qu'on a vraiment changé, non seulement de climat, mais de milieu humain : qu'on est entré dans une société, que cette société a des exigences, qui, par là même que les individus qui en profitent s'y sou-

mettent, doivent se faire respecter, s'imposer à l'étranger. En d'autres termes, nous voulons que la constitution de la France, calquée sur son tempérament, ne soit pas calquée sur les constitutions qui, très naturellement, se sont formées chez les autres peuples. Nous ne voulons pas plus d'une France qui serait une espèce de Suisse, que d'une France qui serait une Allemagne caporalisée (à supposer que l'Allemagne soit caporalisée)... Nous croyons que la France ne sera rien de tout cela, que l'ordre chez elle ne pourra pas être imité des nations voisines, que cet ordre restera original comme elle.

Quel moyen de le réaliser? Nous avons été obligés d'en examiner plusieurs, de ces moyens, parmi ceux qui étaient dans les imaginations. Nous avons considéré les diverses solutions politiques en hommes d'étude que nous sommes et que nous restons, et nous avons obtenu, parmi nous, des échanges d'idées qui n'ont pas été sans éclaircir beaucoup de préjugés et sans produire, sur beaucoup de points, des coïncidences, des convergences, des accords qui plus tard pourront être utilisés.

Nous avons envisagé d'abord un premier moyen, celui qui se présentait à notre esprit parce que nous l'avions sous les yeux, c'était la dictature. Au courant de l'été de 1899,

après les abominables scènes d'Armenonville, et surtout après ce procès de Rennes qui, s'il avait maintenu très haut, aussi haut que jamais, la réputation de sagesse et d'honneur de nos officiers, n'avait cependant pas abouti à nous débarrasser du traître; après ce procès de Rennes, détruit par une grâce aussi lâche et aussi hypocrite que possible... (*Vifs applaudissements*), après ce procès de Rennes, après cette grâce qui le biffait, nous avons tout de suite songé, avec la violence qui est celle des périodes de révolution, que le premier qui viendrait et qui mettrait la main sur l'Elysée nous rendrait le seul service qui fût pressant. (*Bravos.*)

A ce moment-là, nous avions parmi nous un homme admirable, qui nous avait rendu compte, dans des articles d'une éloquence entraînante et d'une lucidité merveilleuse, du procès de Rennes : c'était le colonel de Villebois-Mareuil ! (*Vifs applaudissements.*) Le jour de son départ, en le conduisant à la gare de Lyon, je lui dis : « Eh bien, quand vous reviendrez, mon colonel, serez-vous l'homme ? » Il me dit : « Ou je ne reviendrai pas, ou je vous assure que je serai celui-là ! » (*Applaudissements.*)

L'homme qui « aurait fait le coup », nous le cherchions et nous venions d'en voir partir un; nous nous disions : peut-être s'en re-

trouvera-t-il un autre ? Il ne s'est pas trouvé encore.

Et en attendant, nous avons réfléchi. Nous avons de plus en plus compris la difficulté, pour un grand pays comme le nôtre, de se sortir de peine par une simple aventure. Et je ne dois pas dissimuler qu'en ce qui me concerne, personnellement, j'ai envisagé et j'envisage chaque jour avec plus de confiance, de satisfaction d'esprit, l'hypothèse d'un ordre français qui serait tout simplement l'ancien, l'ordre monarchique. (*Vifs applaudissements.*) Je l'étudie depuis deux ans dans les travaux incomparables de solidité et d'éclat de mon ami Maurras, un homme qui m'a fait comprendre ce que c'est que l'union si rare, en une seule énergie, de l'intelligence et de l'action. (*Bravos.*)

La construction est admirable : l'ordre en France maintenu par une monarchie française, c'est-à-dire une famille dont l'intérêt, par sa position même au centre du pays, à travers des années et à travers des siècles, ne fait qu'un avec l'intérêt national. (*Applaudissements.*)

Mais le problème politique qui se pose à nous aujourd'hui est un peu plus difficile que celui qui consisterait à se rendre compte des conditions théoriques de l'existence d'une nation. Il faut savoir comment on pourrait relever, réaliser dans la France d'aujourd'hui

cet ordre magnifique qui a fait la grandeur de la France d'hier. Eh bien, les obstacles sont énormes, et ces obstacles, ils sont d'abord en nous-mêmes, dans notre esprit, dans notre culture, dans notre éducation, dans la sensibilité qui maintenant caractérise les hommes de ce pays-ci.

Nous avons subi une culture anarchiste : voilà ce qui nous rend cette conception monarchiste plus difficilement intelligible. Je dis nous, car ceux mêmes qui comprennent la nécessité de la monarchie ne sentent pas du premier coup sa possibilité en quelque sorte morale et psychologique. Eh bien, ceux-là qui comprennent auraient surtout besoin, pour accueillir nos démonstrations, de savoir que tout ce qu'il y a eu d'acquis en ce siècle, tout ce qui a été ajouté à la sensibilité et à l'intelligence françaises, serait non seulement conservé, mais exalté, développé et fortifié par une Restauration.

Voilà pourquoi nous nous sommes bornés, à l'*Action française*, à examiner et à étudier quelles étaient ces difficultés et ces obstacles psychologiques que rencontrait dans le public et en nous-mêmes l'idée de monarchie ; et quels étaient les moyens de les vaincre. Nous avons essayé de faire pénétrer la Raison politique, qui est monarchiste, dans l'imagination morale de nos contemporains, qui est démocrate et socialiste. Y sommes-

nous parvenus? Je n'en sais rien. Avons-nous fait des monarchistes nouveaux, des monarchistes qui viendraient à la monarchie non pas comme à quelque expédient de « conservateurs » craintifs, mais comme à un renouvellement de notre pays? Je n'en sais rien. Tout ce que je sais, c'est que nous avons travaillé dans ce sens, en tant que cet ordre monarchique nous apparaissait comme celui qui, seul, se pourrait concilier avec le besoin d'activité qui est celui des peuples vivants : activités diverses, énergies libres dans l'industrie, dans les lettres, dans la religion, dans l'éducation. C'est à ce besoin que répondrait la décentralisation, qui est un des desiderata du nationalisme, celui que notre ami Barrès a exposé et rendu populaire voici plus de dix ans. La décentralisation, c'est-à-dire la mise en liberté et en valeur des énergies nationales, ne saurait être favorisée que par un pouvoir fort, et assez fort pour n'être pas tyran.

Eh bien, c'est en tant que la construction monarchique nous paraît apte à réaliser cet idéal, qu'elle nous séduit, et que plusieurs de nos amis s'efforcent de la faire comprendre à nos lecteurs.

Où en sommes-nous de cette étude? Nous en sommes au point où véritablement tout homme qui voudra nous lire devra, dès le

premier jour, se rendre compte que nous sommes des esprits libres et que, ou dictature, ou empire, ou monarchie traditionnelle, chez nous, toutes les fois que ces idées sont abordées, elles le sont dans un esprit tellement nouveau par rapport à la politique courante qu'en vérité les étiquettes disent fort mal ce qu'il y a dans les flacons ! (*Applaudissements.*)

Nous ne pouvons rester nous-mêmes, — et nous sommes et prétendons rester des hommes de science, épris d'observation et d'expérimentation, — nous ne pouvons être sincères qu'en disant au jour le jour les vérités telles que nous les voyons : nous les dirons donc. Que cela s'appelle décentralisation, que cela s'appelle catholicisme, que cela s'appelle monarchie, nous ne nous inquiéterons pas de savoir si on traduit, en parlant de nous, dans le jargon politicien, catholicisme par *cléricalisme*, ou si l'on traduit anti-protestantisme par *intolérance*, ou si on traduit monarchie par *retour au droit divin*. Nous dirons les choses, nous exposerons les idées sans nous inquiéter de ce que signifient les mots, dans la bagarre présente des journaux et du Parlement. Nous resterons une école, et c'est en tant que nous sommes une école que je crois que l'*Action française* a une raison d'être à côté de cette admirable *Ligue de la Patrie française* qui fait, elle,

une besogne immédiate et si importante. (*Applaudissements.*)

J'ai fini de vous dire, non pas ce que nous pouvons, car nous ne savons pas quelles sont nos forces, nous ne savons pas si nous mordrons sur les esprits, nous ne savons pas jusqu'à quel point cette sincérité absolue et ce souci, intransigeant, de ne pas faire de la politique au sens étroit du mot, de ne faire que de la science, seront compris par les hommes qui, en tant qu'ils sont une élite, influent sur les idées du pays; mais ce que je tiens à dire, c'est que l'image qui restera devant nos yeux et qui nous inspire continuellement, qui nous rallie toujours, c'est l'image de la terre de France. Cette image, si on sait la garder sous son regard et en tirer les leçons subtiles qu'elle contient, elle donne ce goût de la diversité, ce sens de la variété dans l'ordre et dans l'harmonie, qui nous rend raisonnables. Quelle fine sagesse reflètent tous nos paysages, ces paysages qu'on dirait véritablement dessinés par un artiste sobre et heureux, et non par les hasards de la Nature! Si nous regardons cette terre de France, nous y devinons que ce qui fait la beauté d'une nation comme la nôtre, — en tant qu'elle est un Etat, une création politique, humaine, — c'est qu'il y ait, d'abord, un sol solide et profond; puis, des institutions enracinées dans le Temps accumulé, comme

les arbres dans ce sol, et plus durables que les individus; qu'il y en ait ensuite, de ces individus, de ces hommes libres, imprévus, nombreux, se promenant légers, ayant des aventures, vivant et mourant, passant enfin, tandis que les institutions ne passent point. Et puis, nous sentons qu'il faut qu'il y ait, au-dessus, ce qui en définitive rend tolérables et le sol dur et les actes enfantins et pitoyables des hommes : je dis, le ciel, très clair, très léger, l'air qu'on respire. Eh bien! c'est cet amour de l'air qu'on respire en France qui me paraît avoir été la source de l'*Action française*, — la seule, en définitive, à laquelle nous allions tous puiser! (*Vifs applaudissements.*)

*M. Maurice Barrès* prend ensuite la parole et prononce le discours que l'on va lire :

## *DISCOURS*

## *DE M. MAURICE BARRÈS* (1)

---

Mesdames, Messieurs,

Je suis votre interprète pour remercier Henri Vaugeois de sa belle et philosophique conférence, je dirais volontiers de sa leçon. Vaugeois nous a très bien marqué la méthode qu'à son jugement devaient suivre les natio-

---

(1) J'ai demandé à notre ami Barrès de me permettre de reproduire ici, d'après la sténographie, les éloquentes réflexions qu'il avait présentées à nos auditeurs de la rue d'Athènes. Il me répond par la lettre suivante :

Mon cher Vaugeois, je crois que le plus réel témoignage d'attachement que j'aurai donné à votre œuvre, ce sera bien d'avoir consenti à laisser publier cette sténographie. Oui, c'est un sacrifice d'amour-propre littéraire que je vous fais. Que vos lecteurs pardonnent les négligences en considération de la thèse qui vaut qu'on y insiste à chaque occasion. J'ai voulu montrer que le régionalisme, loin de nuire au patriotisme, le justifie, le soutient. Le sentiment local, qui fait les décentralisateurs et les fédéralistes, est le soutien profond du sentiment français. C'est à Déroulède qui *jadis* se méfia des laudateurs de «la petite patrie» que je voudrais offrir cet argument s'il était plus digne de ce grand orateur.

Amicalement,

MAURICE BARRÈS.

nalistes ; il nous a indiqué aussi quelles étaient les destinées de ce pays qu'appelaient ses vœux réfléchis... L'avenir, comme l'a dit le poète, n'appartient à personne; nous pouvons tous y placer nos rêves politiques ; oui, pour parler nettement, l'avenir est une chambre de débarras où nous pouvons entasser nos rêves politiques quand nous ne sommes pas absolument sûrs qu'ils pourraient s'accorder dans l'instant où nous sommes réunis.

Il est certainement fâcheux pour des nationalistes, qui voudraient être d'accord dans le présent, dans le passé et dans l'avenir, de constater que cette triple solidarité leur manque. Etre d'accord dans le passé, le présent et l'avenir, voilà qui ferait de nous de très bons matériaux pour la construction de la maison française. Eh bien, si nous ne sommes pas toujours sûrs, dans ce pays divisé jusqu'à l'anarchie, d'avoir une conception commune des meilleures destinées de notre nation, nous sommes bien certains d'être réunis dans le présent par le plus complet dégoût... (*Vifs applaudissements*), c'est à savoir que nous sommes nettement et résolument en révolte et en dégoût total contre le régime parlementaire ! (*Vifs applaudissements.*)

Et si ce dégoût nous est commun, si le parlementarisme répugne à notre nature

comme une importation étrangère, c'est que nous avons tous la même formation. Nous autres nationalistes, divisés souvent sur l'avenir, nous arrivons à l'unité d'esprit quand nous envisageons le passé de la France. Nous nous recommandons de la France éternelle; nous sommes des Français qui avons été formés à travers les siècles. Tout ce que nous sommes naît des conditions historiques et géographiques de notre pays. Nous avons été... médités à travers les siècles par nos parents, et il faut pour que nous nous développions, pour que nous trouvions le bonheur, que les choses ne soient pas essentiellement différentes de ce qu'elles étaient quand nos ancêtres nous « méditaient ». Nous voulons d'une politique qui tienne compte des traditions nationales et qui protège tout ce qu'elles ont encore de vivant avec toutes les modifications que le temps apporte chez des êtres vivants, chez des êtres en perpétuelle transformation ; il faut que la France demeure liée de génération en génération, il faut qu'elle demeure la même dans son essence, pour que nous, individus, nous trouvions le bonheur (car que ferai-je en Chine ou en Angleterre, moi Lorrain?) et aussi pour que la Nation trouve le bonheur. Et je ne puis guère plus me passer du bonheur de la nation que de mon bonheur propre, car je souffrirais dans mon individu et dans mes

intérêts d'être le citoyen d'une France humiliée. (*Applaudissements.*)

Voilà ce qu'Henri Vaugeois nous a dit d'une façon philosophique, et pour *sentir* ce qu'il nous a *démontré*, nous pourrions prendre des « leçons de choses ». Ah ! si nous pouvions circuler tous ensemble, en automobiles par exemple, à travers les paysages français! si nous prenions connaissance de la figure de notre pays ! si nous voyions comment il s'est formé, comment il fut le même à travers les siècles! Il était tel déjà que le soleil le caresse aujourd'hui, alors que nous n'étions pas nés, et que pourtant les parents français, dont nous sommes issus, nous méditaient, nous venons de le dire, et commandaient notre destinée. Oui, à voir ces paysages, à les reconnaître pareils, à travers les siècles, nous voudrions les maintenir et empêcher qu'ils devinssent soit des paysages allemands — ce qui ne serait pas long avec ce malheureux André — soit des paysages juifs, ce qui çà et là est déjà acquis avec nos traîtres de gouvernement. (*Vifs applaudissements.*)

Un ami que j'ai dans cette salle et que je ne nommerai pas visitait ces jours-ci la Malmaison et les nobles souvenirs du Consulat; un groupe de personnes se présentèrent qui désiraient, elles aussi, faire le tour de ces magnifiques souvenirs. Le cicé-

rone qui les conduisait parut inférieur à mon ami; il se substitua à ce mercenaire, et pendant deux heures, il mena ces visiteurs, il leur commenta les appartements, les jardins; il leur disait : « C'est ici que le Premier Consul venait se placer le soir pour écouter le son des cloches de Rueil... » Et ces visiteurs, qui n'étaient entrés que pour voir des meubles, des bibelots, commencèrent d'avoir des larmes dans les yeux, et ils partirent tout disposés à crier : Vive l'empereur!

Eh bien, Messieurs, si nous parcourions avec un bon cicerone nationaliste la France, il serait impossible qu'au sortir de chacune de nos régions nous ne criions pas, tous ensemble et d'une même voix française : A bas les dreyfusards! A bas les Juifs! Vive la Nation! (*Vifs applaudissements.*)

Pour ma part, je voudrais être votre cicerone en Lorraine. Je serais le plus heureux des hommes, si je pouvais conduire des groupes nationalistes sur le point central historique de la Lorraine qui est le plateau de Sion-Vaudémont.

Dans ce pays lorrain où les miens ont duré, la vallée de la Moselle que j'habite me paraît encore trop populeuse, trop recouverte de passants, pour que j'entende bien ses secrets et ses leçons. J'aime à gravir les faibles pentes qui la dominent, à parcourir indéfiniment, loin des centres d'habitation,

le vieux plateau lorrain et, par exemple, le Xaintois, antique pays historique, son centre, où se dresse cette montage de Sion-Vaudémont.

Plus que tout au monde, j'ai aimé le musée du Trocadéro, les marais d'Aigues-Mortes et de Ravenne, les paysages de Tolède et de Sparte ; mais à tous ces magnifiques cimetières je préfère maintenant mon modeste cimetière lorrain, la plaine de Sion-Vaudémont qu'un Lorrain seul sait faire parler.

Plaines agricoles négligées de la grande civilisation, mais où l'on voit la terre franche et les cultures que depuis des siècles lui demandent ses habitants. J'écoute le château demi-abandonné, entouré des restes d'une déférence jalouse et que le jeune prince de Beauvau que vous connaissez viendra sans doute ranimer ; j'écoute la vieille masure de ces villages si pauvres où le paysan a hérité les parcelles de son père, serf du domaine féodal, et de son ancêtre, esclave rural d'un maître gallo-romain. Je vois la brasserie de Tantonville ; c'est là que Pasteur est venu conduire ses fameuses études sur les ferments et je comprends ce que le XIXe siècle a ajouté aux civilisations du passé dans cette plaine agricole et féodale.

On voit dans ce paysage qui n'a guère bougé comment les hommes qui sont utiles,

qui apportent du bien-être dans l'industrie sont honorés; on voit, d'autre part, que cette population agricole fournit toujours à la France d'excellents soldats; elle a indéfiniment exercé ses soldats à faire la bataille du côté de l'Est; les gens du plateau de Vaudémont faisaient déjà la bataille pour le compte de l'Empire Romain, pendant un certain temps ils ont été occupés à faire la bataille contre les Français, mais, comme ils ont été les plus faibles, ils se sont décidés à se réunir à la grande famille française, et maintenant ils font partie de cette armée qui tourne ses regards du côté de l'Allemagne.

Les souvenirs se pressent dans mon esprit; je vous les dis sans art. Excusez un patriote. La motte de terre elle-même qui paraît sans âme est pleine du passé, et son témoignage ébranle les cordes de l'imagination! Ah! sur cette immense plaine du Xaintois — où surgissent, avec une étrangeté qui me rappelle les sublimes paysages du Puy-en-Velay, dix crêtes isolées, couronnées de bois, et la superbe falaise de Sion, — le silence et la solitude parlent éloquemment d'histoire, de politique et de mille choses subtiles qui sont proprement les « choses de Lorraine » et les racines profondes, les racines lorraines de mon nationalisme français.

Le sommet isolé de Sion-Vaudémont, tantôt voilé par la brume, tantôt embrassant un

immense espace, fut le cercle religieux et politique du pays. C'est encore un pèlerinage fameux. C'est de là que Gérard, premier comte de Vaudémont, emmenait nos ancêtres lorrains à la première croisade; c'est de là que sortait à ces dates lointaines notre maison ducale de Lorraine qui règne aujourd'hui en Autriche.

On comprend, quand on contemple cette immense plaine agricole de Sion-Vaudémont, que ni les chemins de fer ni l'industrie n'ont modifiée, combien l'année 1901, dans laquelle nous sommes, est étroitement liée à la suite des siècles qui l'ont précédée, et combien on est peu de chose! On comprend qu'il faut prendre l'héritage national et ne pas essayer, par des bizarreries personnelles, individuelles, de modifier les conditions dans lesquelles il peut subsister!

Pensant à toutes ces choses, je vous dirai une anecdote assez particulière qui est arrivée à quelqu'un que je connais beaucoup et qui était allé sur le plateau de Sion-Vaudémont avec la préoccupation d'évoquer tous les souvenirs que je vous indique brièvement. Ce voyageur vit assises sur l'herbe, sous les arbres, au pied de la Tour dite de Brunehaut, deux femmes. L'une était fort belle et d'une allure assez particulière. Elle demanda à mon ami quelques détails sur le chemin qui pouvait lui permettre de re-

joindre Praye où passe le chemin de fer. Il lui dit : — Ce chemin est très accidenté. — Oh! j'ai l'habitude de toutes les ascensions. — Mon ami avait posé un livre sur l'herbe. Elle en vit le titre. — Vous lisez l'histoire de Lorraine? cela vous intéresse? — Oui, madame, mais vous-même vous paraissez étrangère. Avez-vous vu le cimetière? — Oh! je le connais, dit-elle avec une inflexion singulière de gravité. — Et la tour? — Je la connais. — Vous n'êtes pourtant pas du pays? — Je suis venue plusieurs fois. — Elle intriguait mon ami. Ils causèrent ainsi assez longuement des ruines, puis de l'histoire de Lorraine. — La connaît-on dans le pays? demanda-t-elle. Il répondit négativement. — Nos ducs, ajoutait-il, ne se sont pas bien conduits avec nous. Ils nous ont abandonnés, nous, leurs loyaux et séculaires collaborateurs. Abandonnés, vendus, pour la Toscane, pour l'Autriche! — Il ne faut pas juger, dit-elle avec le même accent grave et noble.

Quelques instants après, au train, mon ami retrouvait ces deux dames, mais, par discrétion, il ne montait pas dans leur compartiment. En gare de Nancy, il vit le préfet de Meurthe-et-Moselle s'approcher du wagon et saluer les deux étrangères. Il s'informa auprès du préfet qui lui dit : « C'est l'Impératrice d'Autriche, qui nous a été signalée comme voyageant incognito et je ve-

nais me mettre à ses ordres au nom du gouvernement. »

N'est-il pas curieux et émouvant de voir cette malheureuse souveraine, qui fut un des esprits les plus poétiques et les plus rares de ce temps, venir sur cette côte absolument oubliée chercher les souvenirs de la formation de sa famille, et se livrer à des impressions dont l'abondance, le profond seraient plus aisément traduits par un musicien qu'analysés exactement par un orateur.

Il est bien certain que le sentiment de la constitution d'une race, le sentiment de la masse des efforts qui lui ont permis de se continuer à travers les siècles, sont d'un ordre tout à fait rare, appartiennent au domaine de l'inconscient. C'est ce domaine profond, c'est le subconscient qui fait que nous ne sommes pas simplement de petits êtres, vivant chacun une période d'une quarantaine d'années, mais que nous sommes soutenus profondément par tout ce qui a vécu dans notre race, dans nos prédécesseurs. Ce quelque chose, il faut le maintenir chacun selon nos forces. Car il n'est pas besoin d'être le descendant de la grande famille ducale lorraine pour se connaître solidaire de toute une race. Le moindre des petits cultivateurs de la plaine de Sion-Vaudémont a contribué, lui aussi, à créer quelque chose

de magnifique. Et lui, le serf, il n'a pas déserté sa patrie, il continue à travailler la terre qui a nourri à travers les siècles ses ancêtres. Il est demeuré indispensable. (*Applaudissements.*)

Et ce sentiment de connaissance et d'amour de son passé, ce sentiment de la continuité nationale, ce sentiment que nous ne pouvons vivre pleinement que si nous sommes d'accord avec tous ceux qui ont créé la grande maison française dans laquelle nous sommes installés, cette volonté de la maintenir et de la léguer avec tout ce qu'elle possède, et en y ajoutant, si c'est possible, à nos descendants, c'est exactement le nationalisme!

Eh bien, ne serait-on pas d'accord sur la traduction politique qu'il faut donner à ce sentiment, ce serait une chose énorme que de le ranimer chez nous et que de faire que nous nous disions : Je n'ai pas à mépriser les étrangers, mais je n'ai pas non plus à les envier. Je suis une espèce. Je suis une espèce créée par des forces qui m'ont précédé. Je maintiens mon espèce, elle est ma dignité ; je suis aussi sa dignité, je la léguerai à ceux qui viendront après moi. Je suis de l'Histoire de France, même quand on me voit un faible individu, et j'entends, moi, individu, ne pas déshonorer l'Histoire de France, j'entends que dans la mesure de mes forces ma génération y ajoutera un beau chapitre.

Ce sont de tels sentiments qu'il faut propager. On les aime à l'*Action française*. Ces manières de penser et de sentir sont servies par mes amis, par des hommes de la valeur de Charles Maurras et d'Henri Vaugeois. Je me permets en terminant de recommander leur Revue à toute votre sympathie active. (*Vifs applaudissements.*)

## *L'ANTISÉMITISME MALGRÉ L'ÉGLISE*

Tous les grands hommes ont été intolérants et il faut l'être.

(*Correspondance* de Grimm, 1er juin 1772.)

Si, comme tout permet de l'espérer, l'énergie antisémite parvient un jour à prévaloir, il s'agira de déjudaïser radicalement notre âme nationale. Dans cette entreprise la rabbinaille ne nous gênera guère; elle aura décampé, flairant l'approche de gaillards vigoureux trop exempts de sentimentalisme libéral, trop désireux de régler sérieusement les vieux comptes pour se payer de jérémiades et de protestations patriotiques. L'Église — et ceci, nous l'avouons, a bien l'air d'un paradoxe — l'Église sera peut-être une opposante plus difficile. En tout cas, ce n'est pas selon son esprit que s'effectuera l'épuration. Son histoire et l'expérience de ses mœurs nous prouvent assez qu'elle ne compromettra jamais en y participant ce réveil de notre instinct de conservation et notre retour vers l'indépendance.

*
* *

LES PRÉCÉDENTS

Sa mauvaise volonté ne serait pas nouvelle. Les pontifes catholiques ne s'employèrent-ils pas constamment à protéger Israël contre la colère des peuples ? Pour le sauvegarder, il ne fallait pas moins que la souveraine autorité des papes. Encore n'était-elle pas toujours suffisante.

Sur l'échine de l'Hébreu se réalise à travers l'espace et le temps l'accord parfait des nations. Pauvre première aristocratie vouée par on ne sait quelle malechance à l'horreur insultante de l'univers et qui par ruse arrive quelquefois à la tyrannie, mais y demeure juste assez pour exaspérer les multitudes et se faire précipiter ensuite en une ignominie plus lamentable !

Quelque bélître a pu prononcer que l'aversion pour le Juif était l'indice de la décadence. Quand un démagogue de poids produit une telle calembredaine, il est à peu près impossible qu'elle ne devienne pas tout de suite un de ces lieux communs dont s'alimente l'éloquence des entraîneurs de faubourgs. Il serait piquant de tenter en détail la vérification. On passerait d'abord en revue les divers États antiques où la postérité d'Abraham ne se trouva pas à son aise, et l'on constaterait que tous ceux qui l'asservirent et l'accablèrent étaient alors précisément dans leur force et dans la période des conquêtes. On

s'apercevrait que seule la société gréco-romaine laissa les tribus affluer et s'établir chez elle et peu à peu la dominer moralement, si bien que leurs lois et leurs pratiques devinrent familières à toutes les maisons de l'Empire. Et pourtant cette suite de Césars qui compta le circoncis Héliogabale correspondait plutôt, il nous paraît, à la maturité très avancée de la puissante Rome. Les vieux chats malades ne se défendent guère contre l'invasion des parasites; les jeunes au contraire savent se secouer et se rendre moins accessibles. Si l'antisémitisme ressuscite chez nous, c'est le signe certain de notre renaissance : ce fut une passion de belle santé au Moyen-Age, quand l'Europe actuelle n'était qu'en formation.

Phobie de fanatiques! déclare notre ganache. Comme si le public des Farces, des Soties, celui même des Miracles n'avait pas été débonnaire, libre même à l'endroit des croyances! Et pourtant, il n'y a pas à dire, c'était pour ces braves gens une distraction de haute liesse que de voir abîmer les *Lombards*. Il y avait peut-être d'autres raisons que la piété, par exemple la haine soulevée par cette race de proie et sa besogne ténébreuse qui ruinait les individus, faisait dépérir les villes les plus industrieuses et les plus prospères. Les Juifs avaient passé dans l'héritage romain. Depuis dix siècles ils ne cessaient de s'accroître et de pulluler, ne se contentant pas du gain, mais s'adonnant à la propagande, à ce point que déjà sous Théodose il avait été nécessaire de les contraindre à la modération.

Encore si ces hôtes répugnants avaient sim-

plement pratiqué l'usure, on pouvait leur échapper. Mais ils osaient pire. Chaque fois que les foules barbares pénétraient dans le pays, ils se réjouissaient de l'aubaine probable, s'abouchaient avec les hordes, vendaient les secrets et les portes des places. Théodoric coquetait avec eux et leur accordait des avantages en échange de certaines complaisances. Leur félonie ouvrait aux Arabes les cités du Languedoc. Pour les punir, Charlemagne, qui ne tergiversait guère, fit pendre les chefs de la trahison. La perfidie ne s'en renouvela pas moins; et peu après, les Normands, moyennant quelques milliers de sols, s'introduisaient dans Bordeaux.

Le bon sens de ce temps valait peut-être celui d'aujourd'hui. Les gens se disaient : « Quelle ineptie après tout que de souffrir parmi nous ces êtres fourbes qui non seulement empoisonnent nos bourgs et même profitent de nos embarras pour nous imposer des contrats périlleux, mais vont jusqu'à s'entendre avec les sauvages et les pirates et les amènent en nos foyers! Ce penchant pour les transactions louches n'est pas un cas particulier, c'est le propre du type israélite. Dans la création de cet animal intermédiaire entre la guenon et l'homme, il faut voir assurément une plaisanterie du bon Dieu. Au premier aspect cela nous ressemble, mais notre prochain? fi donc! Désormais nous condamnerons dans chacune de nos villes une rue dont on fermera les deux issues le soir, et, puisque, pour l'argent qu'ils en tirent, nos princes ne veulent pas chasser cette Juiverie, c'est là

que nous la parquerons pour nous soulager de sa promiscuité. »

Et ce furent les premiers Thiergarten, les ghettos. Réduits en leur immonde retraite, les rapaces y surent attirer d'innombrables victimes : leur férocité fut plus sombre, mais non moins désastreuse. Alors on ne se contenta plus de les rejeter, on les abattit, on les détruisit, quand on les surprit à la tâche coutumière. Il y a un mot d'un de leurs descendants, Heine, dont on doit goûter la justesse : « Les peuples, dit-il, ont un pressentiment instinctif de ce qu'il leur faut pour accomplir leur mission. » Reconnaissons que toute la chrétienté du xe au xve siècle, Allemagne, Angleterre, Espagne, France, Italie même, montra la perspicacité la plus sûre.

C'est en Italie que l'ennemi commun fut le plus à l'abri, l'influence des papes y étant alors presque la seule efficace. La préoccupation constante de Rome fut d'héberger ces nomades proscrits de tous les pays et de leur attribuer un asile. Alexandre III pousse la bonhomie jusqu'à les installer dans la ville même, les aidant à s'enrichir aux dépens de ses sujets. Alexandre VI force les Juifs italiens à secourir leurs frères exilés de Portugal. Clément V excommunie les Pastoureaux qui, malgré ses menaces, opèrent l'extermination avec trop d'entrain. Clément VI — et ceci nous intéresse plus particulièrement — Clément VI, quand la capitale chrétienne fut Avignon, appela les Juifs dans la contrée ; ils ne demandèrent pas mieux que de dévaster la Provence et se fixèrent à Nîmes, à

Béziers, surtout à Carpentras dont ils ont depuis lors fait leur Jérusalem française.

Certains pontifes jugeaient cette politesse insuffisante : ils en venaient à toutes sortes de cajoleries. Grégoire le Grand, ayant abandonné quelque chapelle au culte de Jéhovah, prit soin qu'on en retirât la croix et la statue de la Vierge dont s'offensaient les susceptibilités des circoncis. D'autres comme Sixte-Quint, Innocent XI les évangélisaient ; on fondait pour eux des collèges et des cours d'instruction religieuse dans les églises. Grégoire XIII, qui avait consacré plusieurs temples à cette œuvre, dut interdire ensuite d'y prêcher, parce que les catéchumènes, par dérision sans doute, y consommaient les plus extraordinaires obscénités.

D'ailleurs, comédies pures que ces conversions. Tout était, en effet, gentillesses, flatteries à l'égard du nouveau croyant. On lui donnait pour parrain soit un cardinal, soit un prince dont il recevait le plus riche présent ; on le vêtait ensuite de soie blanche et pendant quinze jours il était gorgé de victuailles, promené triomphalement en carrosse, au milieu d'acclamations officielles. Beaucoup estimaient que, l'ondoiement ne pouvant pas faire de mal, ils auraient tout bénéfice à se reconnaître conquis par l'Eglise : le cadeau du moins et l'étoffe leur resteraient ; ils y gagneraient aussi jusque dans la noblesse et le clergé (1) les places et les honneurs les plus enviés.

(1) On rapporte qu'à la fête de pénitence, chaque année, une foule de moines, Franciscains, Jésuites ou Domi-

Des mœurs semblables s'étaient établies en Espagne. Mais la revanche nationale qu'accomplit l'Inquisition fut définitive. Quand un catholique ose se lever chez nous pour affirmer sa pensée, les hommes d'esprit dont abonde, on le sait, le clan des Guyot, des Bourgeois et des Gérault-Richard, le harcèlent aussitôt de ce *tarte à la crème* formidable : « Et l'Inquisition ? parlez-nous de l'Inquisition ! » Toujours notre homme en est abasourdi. Nous autres qui détestons tous les cléricalismes, mais qui sommes partisans d'une autorité absolue conforme aux traditions de notre patrie, nous ne serions pas embarrassés de si peu.

Laissons de côté ce qui concerne l'Italie. Rome, nous l'avons vu, câlinait les Hébreux, et le Sénat de Venise les réservait à la juridiction séculière (1). Quand on fait allusion à l'Inquisition antijuive, on vise d'ordinaire le tribunal espagnol. Mais on commet une faute épaisse si l'on impute l'âpreté de ses décisions au rigorisme pontifical. Au vrai, les prescriptions et les exécutions furent condamnées — vainement toutefois — par la puissance ecclésiastique. En 1055, les prédicateurs et les zélateurs du culte israélite exaspéraient la population de Grenade. Un d'entre eux, Hallen, notamment, combattait le catholicisme, religion de l'État, pour lui substi-

nicains, allaient en pèlerinage d'expiation à la synagogue d'Amsterdam.

(1) Ce règlement contenu dans le XXIVe des trente-neuf fameux chapitres est fondé sur la doctrine de saint Paul, renouvelée par Innocent III et d'après laquelle la loi des chrétiens ne peut être applicable aux non-chrétiens.

tuer la doctrine mosaïque. Ferdinand, ressentant la même indignation que ses sujets, chassa les effrontés. Aussitôt les évêques se levèrent et le blâmèrent avec énergie, et le pape Alexandre II leur écrivit pour appuyer cette manifestation. Dans la Castille et l'Aragon, la force des intrus devenait telle qu'à Tolède seulement on en comptait douze mille. Un d'eux, Joseph, fut ministre d'Alphonse VIII et profita, comme on pense, de sa situation pour avantager les siens et dilapider le Trésor. Gonzalès, sa créature et son coreligionnaire, l'ayant vendu, le prince persécutait déjà toute la secte quand une fille de Judas, Rachel, eut la chance de le séduire et de l'enchaîner.

Aux avertissements d'en haut Israël n'est jamais très docile. Il ne sut pas plus cette fois comprendre son intérêt : sa superbe devint extravagante. Ses richesses, son adroit fusionnement avec la haute aristocratie, son infiltration même dans le sacerdoce et l'épiscopat le rendaient presque inexpugnable. Les grands moyens seuls en des circonstances aussi exceptionnelles peuvent garantir la sécurité publique. C'est pourquoi les Cortès réclamèrent du roi des mesures promptes et violentes, concevant avec beaucoup d'intelligence que l'unique manière de repousser les attaques antinationales, c'est d'épouvanter l'agresseur.

Il y avait à ce moment en Italie un système d'espionnage religieux qui donnait les meilleurs résultats. On l'appelait *Inquisition*, parce que son rôle se bornait à fouiller, découvrir. Les fonctionnaires suprêmes de ce ministère n'étaient

que des juges d'instruction et se prononçaient sur la culpabilité, non sur la peine. Ferdinand le Catholique adoptant ce mode de surveillance en fit une institution non plus religieuse, mais simplement politique. Pour la forme, il prétexta son désir de détruire l'hérésie et l'impiété; puis, quand il eut obtenu de Rome la bulle de fondation, il dirigea lui-même sa police secrète et, s'il ne nomma dans ce Saint-Office que des ecclésiastiques, les choisit du moins tels que ses volontés dussent être par eux exécutées. Le royaume était divisé, une nation volante étouffait les indigènes; le monarque résolut de remettre chez lui les choses en ordre et de réaliser l'unité. La foi des aïeux et des citoyens, celle du gouvernement serait désormais sacrée. Les Juifs auraient le droit de la mépriser, mais non plus d'afficher ce mépris, ni surtout de pratiquer leur prosélytisme. S'ils enfreignaient cette règle, leur crime était celui de lèse-majesté ; le châtiment, la mort.

On en sacrifia beaucoup parce que beaucoup n'eurent pas la sagesse de rester cois; on les brûla pour la plupart parce que la grillade était alors le supplice le plus usité. C'était chose abominable; mais combien de gens périrent ainsi qui certes valaient mieux que le moins indigne de ceux-là!

Les papes intervinrent et firent des remontrances à Charles-Quint; il négligea d'en tenir compte et continua de préserver son patrimoine et ses acquisitions.

Bien plus tard, à la fin du XVII^e siècle, le général Morosini, revenant de la guerre contre les

Turcs, ramenait des Juifs parmi ses prisonniers. Innocent XI, qui régnait alors, n'employa son autorité qu'à délivrer ces intéressants captifs.

Que d'autres faits on pourrait énumérer! A quoi bon? N'avons-nous pas l'affirmation tout aussi probante des députés israélites réunis au grand Sanhédrin de 1807? Dans leur ordre du jour du 5 février, ils se déclaraient « pénétrés de « gratitude pour les bienfaits que le clergé « chrétien a rendus dans les siècles passés aux « Israélites des divers Etats de l'Europe..... et « pour l'accueil que divers Pontifes ont fait en « différents temps aux Israélites de divers « pays ».

***

L'ATTACHE — L'HISTOIRE SAINTE — L'ÉDUCATION

Admirons l'étrange tradition du Saint-Siège. Sa fortune, on le voit bien, n'exige pas comme celle des trônes l'intégrité des nations ou, si l'on préfère, des royaumes. On nous dira : le lieutenant de Jésus-Christ pouvait-il ne pas abhorrer de telles sévérités? L'objection serait excellente si les tourments des hérétiques avaient excité la même horreur. Mais nous savons le contraire et le cardinal Sadolek s'en étonnait aussi, qui reprocha très honnêtement à Paul III de se révéler plus pitoyable aux Juifs qu'aux Chrétiens Réformés (1).

(1) On nous permettra de rappeler que Luther était moins accommodant et défendit aux princes de sa confession de recevoir les circoncis en leurs Etats.

Faudrait-il donc admettre que le motif de cet appui persistant fut celui qu'avouait Sixte-Quint en ce qui le concernait, le bas intérêt, le gain, ce que nous nommons le pot-de-vin? Accordons-le pour deux ou trois papes, cinq ou six même, si l'on veut, mais non pas pour tous; Zadoc-Kahn lui-même s'y refuserait. Non, il y eut autre chose, et pourquoi ne seraient-ce pas les rapports de filiation unissant le Christianisme au Judaïsme? L'Eglise ne peut les oublier. Le Sauveur, qui naquit dans la pauvreté sordide et grossière d'une étable et se laissa clouer au gibet entre deux drôles, avait de toute éternité voulu ce comble d'humiliation pour sa vie humaine, s'incarner dans la substance la plus vile; la plus décriée qui soit, dans de la peau de Juif.

Descendant de David, il devait résumer en lui l'âme d'Israël. Sans doute il donna quelque peu dans les théories des Esséniens communistes, les déracinés du temps; mais, malgré son dédain pour la Loi, dans sa réforme il ne pouvait négliger le legs moral des ancêtres. De fait, ce fut, comme on l'a dit, l'aboutissant des Prophètes; la religion qu'il fondait continuait l'ancienne et ne lui succédait pas. Certaines idées déjà familières aux sectateurs de Moïse et qui toutefois n'entraient, si l'on veut, que dans la partie flottante de leur credo, constituaient le fond même de la Bonne Nouvelle, par exemple la Résurrection Générale de l'esprit et du corps, l'amour de Dieu, etc...

L'enseignement de Jésus ne créa d'abord, à bien parler, qu'un schisme, et non seulement

les Apôtres (1),— parmi eux nous comptons saint Paul, Grec circoncis, qui vint plus tard, mais fut l'indiscutable organisateur, — non seulement les disciples qui purent entendre le Fils de l'Homme, mais même les fidèles des deux générations suivantes, tous furent Juifs ou Judaïsants. Si bien qu'en dehors d'Israël, longtemps après que Paul eut avec netteté dénationalisé le culte et par là mérité l'anathème de ses congénères patriotes, on confondait encore *la grande famille* d'Abraham et la communion chrétienne.

Il était impossible que jamais la désunion se fît absolue. Saint Jean l'Évangéliste put bien proclamer son antisémitisme catégorique et les Gnostiques témoigner davantage encore cette aversion, la destruction du Temple, centre de ralliement de tous les Hébreux, put rendre définitive la scission politique et sociale, il n'en restait pas moins que le Christianisme était comme une bouture de la vieille foi. L'Église victorieuse conservait les Écritures et vénérait les Prophètes. Elle eut le tort d'étendre sa considération à toute la Juiverie et de se laisser imposer le respect du Peuple Elu, du Peuple de Dieu.

Ce mot « respect » n'est pas excessif. Voyez le scrupule avec lequel on retrace l'Histoire Sainte dans les écoles congréganistes, en s'en rapportant servilement aux assertions des logographes de Palestine. Nous savons bien ce que nous répondrait le clergé : « Puisque nous proclamons

(1) « N'allez pas dans le chemin des Gentils, mais plutôt aux brebis perdues d'Israël. » S. Mathieu, x, 5.

l'authenticité des récits sacrés, puisque nous croyons que leurs rédacteurs étaient inspirés du Saint-Esprit, nous ne nous reconnaissons pas le droit de les interpréter à notre gré. » On voit sans difficulté le défaut du raisonnement. Que l'Eglise, de par sa conviction, admette tous les faits, les exploits de Samson, le tour de force de Josué, celui de Jonas, soit; mais qu'elle oblige les jeunes Français à subir les commentaires eux-mêmes, voilà qui dépasse les limites de la simplicité. L'Esprit Saint est manifestement citoyen de Judée; sans cela comment se serait-il fait comprendre de ceux de Jérusalem ? Et, dès qu'à propos d'un événement, l'écrivain apprécie la vertu de sa race ou l'infamie des adversaires, nous ne nous expliquons pas comment la dévotion même nous contraindrait à le suivre.

Nous choisissons un exemple, l'aventure du nationaliste Aman sous le règne d'Assuérus. On sait de quelle façon dans tous les diocèses est arrangé ce conte.

Assuérus a choisi pour épouse la fille du Juif Mardochée. Le perfide Aman, qui déteste ce vieillard, médite l'anéantissement de la race tout entière. Il gagne son maître et lui fait signer l'édit de « chambardement ». Mais la belle Esther affronte la colère royale, révèle la méchanceté du favori, finalement obtient le salut général.

Ce n'est là qu'une version conforme aux exigences des Synagogues et c'est bien le sens de la narration biblique. Mais, au regard du dogme chrétien, l'infaillibilité se trouve acquise pour

ce trait seulement, à savoir que le monarque ayant, à l'instigation de son ministre, résolu de se débarrasser des Juifs, une de leurs compatriotes sut le séduire et le faire revenir sur sa décision. On pense bien que les légendes devaient transformer le conseiller en scélérat et la femme en héroïne.

Et pourtant, si nos docteurs ecclésiastiques examinaient de plus près le Livre, combien diffèrent, avec un peu de clairvoyance, serait leur exposé ! Il faudrait d'abord observer le grief allégué par Aman : « Seigneur, dit-il au prince, UN PEUPLE est dispersé dans toutes les provinces de votre empire, SOUMIS A D'AUTRES LOIS ET MÉPRISANT LES DÉCRETS DU ROI. Et vous savez très bien qu'IL IMPORTE A VOTRE ROYAUME QU'IL NE DEVIENNE PAS INSOLENT A LA FAVEUR DE LA LICENCE. Commandez, s'il vous plaît, qu'il disparaisse et J'APPORTERAI DES RICHESSES IMMENSES AUX TRÉSORIERS DE VOTRE ÉPARGNE. »

Cette accusation à toutes les époques et dans toutes les régions se répète : le peuple juif ne s'assimile pas à l'aborigène et le pille tant qu'il peut. La comédie de Mardochée se réitère aussi chaque fois que commencent les représailles. Le madré se met à parcourir les rues, les vêtements déchirés, la tête souillée de cendre, et poussant des gémissements qui témoignent de l'amertume de son âme. Hélas ! hélas ! on persécute Israël !

Puis la ruse de la femelle : quand ce n'est pas le poignard ou le mauvais café, c'est l'envoûtement de l'amour. Nous citions tout à l'heure à propos de l'Espagne le cas d'Alphonse VIII

détourné de ses projets par sa Rachel. L'intervention d'Esther est identique. Elle se fait plus chatte que jamais et, quand elle tient le despote, les intérêts assyriens sont fort compromis. « Je suis Juive. Aman me veut du mal. Fais-moi plaisir, supprime-le, et je serai bien gentille. » Assuérus lui ayant obéi en eut sa récompense, mais l'Assyrie garda sa plaie.

Et la conclusion sempiternelle : les Juifs triomphent sans mesure, Mardochée se pavane, couvert de pourpre et d'or, insultant de sa morgue la foule prosternée.

Pourquoi ne pas *solliciter* ainsi vers la vraisemblance un texte sans nul doute mensonger? Pourquoi maintenir ce monument dithyrambique élevé à sa propre louange par le plus cabotin de tous les peuples et le plus habile à tromper? Pourquoi même, par l'importance attribuée à pareilles leçons, forcer l'enfant à reconnaître dans ce groupement humain l'origine vénérable de notre espèce?

C'est que, pour l'Eglise, tout dut être parfait en Israël avant le grand crucifiement; la malédiction seule aurait changé les mœurs, métamorphosé le caractère

Et de la première éducation le jeune chrétien conserve cette erreur. Au lieu de lui dire : la nation où Dieu, dans son infini désir de hontes, voulut descendre, fut toujours un objet de répulsion pour l'univers ; au lieu de lui expliquer sommairement par le passé cette antipathie qu'il constatera bientôt, on exalte à ses yeux le Peuple du Seigneur et l'on abomine l'Amalécite.

On ne l'entretient pas davantage de l'ennem pendant le stage à l'école. Si pourtant ! Chaque année, le Vendredi-Saint, on lui fait réciter des invocations au Ciel pour les Juifs.

Charité déraisonnable, à laquelle la Providence préférerait peut-être des préceptes prudents, nous ayant créés et pourvus de l'entendement pour que nous prenions au moins la peine de nous garantir. Il est très joli de prêcher le devoir et toujours le devoir. Mais lequel? Il faudrait préciser, enseigner que si le plus considérable est d'adorer Dieu, le second est certes bien de défendre cette existence dont il nous fit présent et de n'être pas inférieur à la moule qui tend le plus possible à persister dans son être.

Mais se défendre, lutter, le disciple n'en prévoit pas la nécessité future, l'expérience personnelle, la connaissance de l'adversaire ne lui étant pas possible. Le lycéen, qui n'a pas dans son programme l'étude des tribulations sémitiques, fréquente par contre les rejetons des antiques opprimés, les Kahn, les Cohn, les Mayer, les Dreyfus, les Lévy, les Culmann, dont le contact lui suggère des réflexions utiles. Car les plus violents, regardez-y, ne sont pas ceux qu'échauffe la simple dégustation quotidienne d'une passionnante diatribe. Ce sont les braves gens que lésèrent les malversations et qui voient l'impudent en chair et en os (1).

(1) Par exemple, les Algériens ou, chez nous, les habitants de la rue Saint-Martin. Leurs élus n'ont besoin que de prouver en eux cette haine vigoureuse. Imaginez au contraire le peu de succès qu'auraient de tels candidats dans les pieuses campagnes bretonnes, indemnes encore du fléau, grâce à Dieu.

La culture cléricale ne comporte pas cette richesse de renseignements. C'est pourquoi nous la jugeons tout inefficace à développer l'horreur combative du Juif. Qu'on examine, pour s'en convaincre, ce qu'elle produit.

M. l'ex-abbé Ledrain, qu'afflige l'aggravation du conflit, prodigue des homélies dont le sens est celui-ci : « Mariez-vous, fils de Japhet, aux filles de Sem ; la femme juive enchantera votre couche, elle est très caressante et fort experte à satisfaire les plus exigeants. » Il est à remarquer que le prêcheur ne recommande cet accouplement qu'aux Français mâles; il connaît peut-être la Française et la sait plus prompte aux nausées.

Le Petit Séminaire de Paris a nourri entre autres illustrations ces trois hommes : Renan, Francis Magnard, Jules Lemaître. Si l'auteur des *Origines du Christianisme* fut parfois sévère pour les Hébreux, il n'en est pas moins vrai qu'il ne pouvait nier sa bienveillance à leur égard, et nous citerons pour confirmation l'interview qu'on put en obtenir peu avant sa mort pour la fameuse enquête sur l'antisémitisme. On se rappelle aussi l'esprit hésitant, imprécis, courtois à l'excès, que fut l'ancien rédacteur en chef du *Figaro*. Dans la personnalité de M. Jules Lemaître nous honorons autant désormais le talent et le courage, la hardiesse et l'habileté; mais si quelque Montluc antijuif surgissait demain, capable de réaliser très brutalement la revanche du drapeau, gageons que le délicieux chef des Ligueurs ne l'accompagnerait pas bien loin.

*
* *

Un Montluc! Il est bien certain que jamais la réaction française n'aura plus cette âpreté. Même il se peut que le corps-à-corps se réduise à ce que fut jadis la rencontre de Morès et de Reinach. Avec ce calme dont s'idéalisait sa beauté, le vaillant Latin, s'adressant à la laideur vivante, lui dit : « Je vais ici et là, vous n'y serez pas; j'aime les ombrages du Bois, vous l'infectez, je ne vous y veux plus voir. » Et jusqu'au meurtre d'El Ouatia le monstre chercha la fraîcheur autre part.

Peut-être, au contraire, la Juiverie saura-t-elle nous opposer ses mercenaires collectivistes. Alors ce serait la guerre. Et c'est là qu'on verrait la Papauté revenir à sa manie d'antan : essayer d'intimider les multitudes. L'humble clergé, dont les pensées et les sentiments sont ceux du peuple, regretterait cette intrusion, mais devrait se soumettre, mené d'ailleurs par l'épiscopat. Seulement le temps n'est plus où l'excommunication paralysait la colère publique.

Dans la bataille les antisémites ne s'embarrasseront pas du cléricalisme ni de sa politesse. Et ce sera leur force.

ROBERT LAUNAY.

## LE THÉATRE EN FRANCE

### *LA COURSE DU FLAMBEAU*

(*de M. Paul Hervieu*)

M. Paul Hervieu vient de faire paraître en librairie *la Course du Flambeau*. Et, sans doute, l'on prendra de cette œuvre une idée plus exacte à la lecture qu'au spectacle. La raison en est à mes yeux fort simple : ce n'est pas là un ouvrage dramatique.

Examinez le style : vous retrouverez les tours précieux qui déparaient les fines et fortes analyses de *Peints par eux-mêmes* et qui sont encore plus fâcheux au théâtre où il faut un langage simple et souple qui, comme l'on dit, passe la rampe.

Examinez les personnages : vous verrez que M. Hervieu les plie toujours, non pas aux conditions de leur caractère, mais aux exigences de sa thèse. C'est ainsi qu'aussitôt décidées les fiançailles de sa fille, Sabine ne poursuit pas son Stangy jusqu'au train, jusqu'à Londres, jusqu'en Amérique; ainsi que Mme Fontenais, si avare de ses biens, ne s'aperçoit pas, à son départ de Paris, que ses valeurs ne sont plus dans son tiroir; ainsi que Stangy, qui n'ouvre

pas la première lettre, ouvre la seconde ; ainsi encore..., mais je n'en finirais pas.

Dumas fils a, le plus souvent, réussi à préétablir des harmonies entre sa thèse et ses personnages. M. Hervieu, vous le voyez, n'y tâche même pas : il veut que toute l'attention du spectateur converge sur sa thèse seule ; il écarte tout ce qui pourrait l'en distraire. Ayant cru distinguer une loi, à savoir : « au profit de la génération nouvelle, la nature s'évertue à dépouiller la génération précédente », il se contente de construire le schème de cette loi. Ne vous étonnez donc point si ses personnages n'ont pas les belles couleurs de la vie : leurs figures vous apparaissent comme tracées à la craie sur un tableau noir : cela suffit.

— Soit, direz-vous, M. Hervieu ne peint pas des caractères, il décrit des types. Les auteurs de tragédies n'ont pas d'autre méthode. Vous déplaît-il qu'on écrive encore des tragédies?

— Ah ! certes non ! Et le jour où l'*Iphigénie* de M. Jean Moréas charmera enfin nos yeux, je ne serai pas le dernier à l'applaudir. Mais, malgré qu'on l'ait dit, malgré que M. Hervieu lui-même ait donné à le croire en comparant les débats financiers de ses personnages aux querelles implacables des Atrides, *la Course du Flambeau* n'est pas une tragédie. Ses personnages ne sont pas des types, c'est-à-dire l'image isolée et agrandie de passions propres à l'humanité et par conséquent intéressantes pour tout homme. Ses personnages sont les constructions métaphysiques d'un auteur et ils forment, comme il dit, « un admirable triptyque des trois âges ».

Passé, présent, avenir, ces trois termes sont nécessaires et suffisants à sa thèse. De là vient que, fors Mme Fontenais, Sabine Revel et Marie-Jeanne, qui sont, du moins, des chiffres d'une valeur déterminée, rien ne distingue ses personnages : ce ne sont que de pâles ombres. Et ne les confondez pas avec les confidents de nos tragiques. Ces confidents vivaient comme les protagonistes dont ils n'étaient que le double, l'intérieure voix rendue perceptible à l'auditoire. Les ombres de M. Hervieu, au contraire, ont des intérêts qui leur sont propres, qui parfois même devraient s'opposer aux intérêts de ses trois protagonistes. Mais M. Hervieu ne s'en soucie point ; il ne sent même pas combien ces abstractions contrastent péniblement avec le jeu trop vivant des acteurs ; il a, pense-t-il, mieux à faire : il se donne tout entier à sa thèse.

Examinez enfin cette thèse. J'imagine qu'à votre sens le propre du drame n'est pas la démonstration *directe* de quelque vérité. M. Hervieu a le droit d'avoir une opinion différente. Mais, du moment qu'il choisissait pour sa démonstration la forme dramatique, il devait connaître qu'il n'y a pas drame là où il n'y a pas action. Or, dès le premier acte, la thèse est posée comme inéluctable ; les trois autres actes ne sont là que pour l'illustrer. Je sais bien qu'il y a des péripéties. Mais l'une d'elles, la plus pathétique, est un récit et dans aucune, ainsi que jadis, sur le théâtre grec, les héros s'opposant aux décrets de la Destinée, dans aucune l'on ne voit les personnages de M. Hervieu réagir

contre son axiome physiologique. Ils se gardent tous d'y toucher. Et, aussi bien, ils ont raison : cet axiome ne tiendrait pas debout.

En effet, il est fort possible que de nos jours une mère aime plus sa fille que sa fille ne l'aime ; c'est qu'elle voit en cette fille son œuvre et le plus vif de son sang ; son amour maternel, c'est encore de l'égoïsme. Mais jadis, quand l'individu n'était pas encore dieu, c'étaient les traditions de la famille, son héritage d'honneur, et en un mot c'était le nom que l'adolescent apprenait à préférer ; il sentait bien qu'il ne recevait sa force que de ses racines ; il en aimait ses pères plus que soi-même, et si les parents aimaient leur descendance, c'était moins pour ce qu'elle porterait d'eux-mêmes dans l'avenir que pour ce qu'ils lui avaient transmis du passé. Et, contrairement à ce que pense M. Hervieu, ce beau mythe de la course du flambeau n'avait pas d'autre sens.

Cela est encore vrai ailleurs ; cela, par un simple revirement politique, par une nouvelle loi sur les successions, cela pourrait encore être vrai chez nous. Variable dans le temps et l'espace, la thèse de M. Hervieu, contrairement encore à ce qu'il veut établir, n'est donc pas un axiome. Or qu'il se rappelle cette sentence de Michel-Ange : l'artiste ni l'écrivain ne doivent s'attacher à reproduire ce que le temps détruira.

Est-ce à dire que la représentation et surtout la lecture de sa pièce n'offre aucun intérêt ? Non certes. Et l'on suit avec la plus scrupuleuse attention un auteur qui, loin de flatter les bas ins-

tincts de la foule, l'invite aux nobles jeux de la pensée. Mais combien l'eût-on aimé davantage s'il avait indiqué la reconstitution de la famille, le rétablissement de l'autorité, comme les remèdes nécessaires à ces désordres qu'il s'est contenté de décrire!

C'eût été là une tâche plus digne de sa pensée et de son talent.

LIONEL DES RIEUX.

---

# *NOTES SUR LE « THÉOMORPHISME »*

> *Leur* procédé le plus familier consiste à élever jusqu'à la dignité de Dieu chaque rudiment d'idée générale qui passe à *leur* portée. Non un dieu de polythéiste, fini et balancé par un vaste ensemble d'autres forces divines, mais un vrai Dieu au sens chrétien, un Dieu de monothéiste, revêtu pour quelques minutes de toutes les perfections comptées par les théologiens.
> (CHARLES MAURRAS, *Chateaubriand, Michelet, Sainte-Beuve*, p. 24.)

C'est une délicate entreprise que de vouloir faire figure de véritable athée. On voit de notre temps peu de gens y réussir. Le plus grand nombre des « libres-penseurs » qui se parent de ce titre et repoussent le Dieu organisé des catholiques retournent incontinent à une dégoûtante idolâtrie. M. Charles Maurras a exactement décrit leur cas dans le livre que nous venons de citer. Nietzsche aussi, mais avec une verve épaisse, invectiva plus d'une fois ces « prêtres » et ces « oracles » (1).

(1) Pour être d'une variété amusante, ses sarcasmes montrent un goût vraiment fâcheux. C'est la tare et du romantique et de l'universitaire allemand. Faut-il choisir entre « porte-parole de l'essence des choses », « téléphone de l'au-delà » et « ventriloque de Dieu » ? (V. *Généalogie de la Morale*, trad. Henri Albert.)

On pourrait avec quelque justesse donner le nom de « théomorphisme » à cette application moderne du sentiment religieux. A quoi nos zélés cagots ne donnent-ils pas figure de Dieu? Quel instinct, quelle imagination leur fureur moniste ne parvient-elle pas à diviniser? La Nature, la Vie, l'Amour, la Liberté, la Justice, deviennent tour à tour omnipotents, infinis, éternels. M. Arthur Ranc orne la République de ces mêmes attributs qu'Alexis de Tocqueville, justement revendiqué comme son maître par le mystagogue juif Henry Michel, donnait jadis à la Démocratie (1). On est allé jusqu'à exalter sous le nom de « Justice sociale » ces deux vices des gouvernements populaires et des classes inférieures : l'imprévoyance et la prodigalité.

On a fait mieux encore. C'est la raison elle-même que l'on a divinisée. L'esprit d'examen a des fanatiques et la critique a des dévots. Mais ces dévots sont peu critiques et ces fanatiques médiocrement examinateurs. La science est conçue comme certains théologiens conçoivent la Providence : *sub ratione boni*. S'adressant il y a quelques années aux étudiants de Paris, don Emilio Castelar déclara rondement : « La Science qui ne serait pas bonne ne serait pas la Science. » Et l'on sait de quelle « bonté » il s'agit ici.

(1) « Le développement graduel de l'égalité est un fait *providentiel*. Il en a les principaux caractères : il est universel, il est durable, il échappe chaque jour à la puissance humaine ; tous les événements comme tous les hommes ont servi à son développement... » (*De la Démocratie en Amérique*, Avertissement.) La simultanéité des deux derniers *caractères* semble particulièrement miraculeuse.

Cette singulière faiblesse de l'esprit contemporain se retrouve chez les hommes mêmes qu'on eût crus le mieux protégés contre de telles superstitions. Est-ce l'erreur finale attribuée à Comte qui entraîne tant de positivistes aux mêmes actes d'adoration? Nous venons de trouver chez un de ses disciples, M. Espinas, un cas caractéristique de « théomorphisme ». Il mérite d'être décrit avec soin.

M. Espinas, qui professe en Sorbonne, a publié dans la *Revue Philosophique* du mois de mai un important travail intitulé *Être ou ne pas être, ou du postulat de la sociologie*. C'était, mise au point, la leçon d'ouverture de son cours que M. Espinas avait faite quelques mois auparavant. Un rédacteur de la *Gazette de France* écrivait à cette date au sujet de ce professeur :

« Il faut louer l'esprit positif avec lequel M. Espinas s'applique à l'étude de la sociologie. Il s'est maintes fois, et avec une grande force, élevé contre les utopistes, et, par un vif exposé de la *République* platonicienne, est allé en même temps frapper le collectivisme moderne qui « n'a de social que le nom et pourrait bien n'être qu'un individualisme intempérant ». Il a établi, dans sa belle étude sur les *Sociétés animales*, que la société est une réalité concrète, non un commerce de purs esprits, et qu'elle est « le premier dans la série des biens ». Il faut enfin rappeler les courageuses paroles qu'il prononçait en 1894 dans sa leçon d'ouverture du cours fondé à la Faculté des lettres de Paris par le comte de Chambrun : « Toute convulsion n'est pas un enfantement et le cataclysme ne saurait

être érigé en méthode. Un pays où la natalité décroît, et où la dette publique s'élève au chiffre de milliards que vous savez, n'a pas d'aventures à courir. Le patriotisme y doit fixer à l'idéalisme sa part : *salus civitatis suprema lex esto* » (1).

Voilà de beaux éloges et que méritent peu d'universitaires. Pourquoi faut-il qu'on y doive apporter si tôt de si graves réserves? Dès qu'on a pu examiner de près le texte de M. Espinas, il a fallu le mettre au rang de ces théomorphistes qu'il a lui-même si inconsidérément raillés.

M. Espinas soutient, et le sens commun avec lui, que l'on ne saurait concevoir la sociologie quand on refuse l'être et la réalité aux sociétés. Tant qu'on n'aura pas admis que « les phénomènes sociaux constituent un groupe à part « au delà des phénomènes psychologiques, « qu'ils sont donnés à l'observation et soumis « à des lois..., la science (2) dont nous parlons « sera dépourvue d'objet ».

C'est un postulat que n'acceptent pas ces théologiens pour qui l'individu est la seule réalité. Or M. Espinas, qui a écrit des pages très fortes contre les métaphysiciens individualistes (3) diffère d'eux moins en nature qu'en

(1) *Gazette de France* du 16 décembre 1900.

(2) M. Espinas ne doute d'ailleurs pas qu'on réussisse à constituer cette science.

(3) Il faut louer cet aphorisme où il s'accorde avec Comte, Le Play et tous les politiques traditionnels : « *Un groupe où il n'y aurait pas de familles ne serait pas une* SOCIÉTÉ; *ce serait une* ASSOCIATION. »

degré. Tout son mérite, aux yeux du rationaliste, est de restreindre le nombre des êtres à qui il donne les attributs divins. Mais il les donne de la même façon.

En effet, M. Espinas n'a pas plus tôt reconnu l'être et la vie aux sociétés qu'elles deviennent pour lui sacrées. Portant en elles-mêmes leur raison d'être, il les regarde comme autant d'absolus. Tous les attributs divins que les métaphysiciens reconnaissent à l'individu, il les reporte à la société : son « positivisme » ne se distingue alors plus de la kabbale de M. Renouvier : l'individualité nationale devient *tabou* pour le sociologue comme l'individu pour l'auteur de la *Nouvelle Monadologie*. Ecoutons plutôt M. Espinas :

« *On sent que l'immolation d'une volonté nationale consciente et énergique est le plus grand crime qui puisse être commis sous le ciel.* »

Et l'on voit que l'emploi d'un vocabulaire piétiste est le premier et naturel effet de cette théologie. Il en vient ensuite à discuter des modes et des qualités de l'adoration :

« *Quand l'idée de patrie s'élève dans les âmes, elle en chasse tôt ou tard les superstitions surannées, elle écarte tout ce qui tend à substituer à la* DIVINITÉ *l'idole.* »

De régression métaphysique en régression théologique, M. Espinas entreprend enfin de justifier toutes les imaginations formellement condamnées par la philosophie positive : sur son « respect des consciences collectives » il fonde et l'erroné *principe des nationalités* et le faux dogme de la *souveraineté populaire*. De ce moment aucune critique particulière des idées de

M. Espinas n'a plus de raison d'être. Il est remis dans la foule commune des métaphysiciens révolutionnaires.

Voilà qui peut s'appeler un grand naufrage. Il prouve moins contre la vigueur de l'intelligence de M. Espinas qu'il ne témoigne de l'infirmité spirituelle commune aux contemporains. Tout comme les autres et le plus involontairement du monde M. Espinas est un « théomorphiste ». Cet anticlérical farouche et un peu niais succombe comme un fakir à l'angoisse du Divin.

Rien n'est plus dangereux que la forme spéciale qu'affecte son fanatisme. Cette tendance à tourner en absolus et en abstractions les réalités ruinerait toute politique positive. Ici même on n'a jamais cessé de purger l'idée de patrie de tout caractère métaphysique et d'envisager positivement le droit national (1). M. Espinas, qui aurait pu être un allié précieux, ne saurait plus désormais être rangé que parmi les assembleurs de Nuées justement déférés au Chœur.

JACQUES BAINVILLE.

(1) Voir notamment la *Nuée IV* de l'*Action française* du 1er décembre 1900 et un article de M. Lucien Moreau : *Sur le droit des Boers* (1er avril 1900).

# *NOTES DE VOYAGE AU SÉNÉGAL*

---

Dans le quartier Sud, rue de l'Hôpital, j'habite la maison d'une mulâtresse. En face le jardin public, entre un mur bleuté, au-dessus duquel se penche un palmier, et la façade d'un petit magasin, ma rue s'enfonce comme un grand corridor. Des balcons de bois surplombent à droite et à gauche, des volets verts sont entre-clos. — L'hôpital dépasse l'alignement — un grand rectangle jaune coupé de contrevents blancs. Au fond tout à fait, on aperçoit les toits en pain de sucre des cases miroitant au soleil. Le sol rougeâtre est inégal, crevassé, fait d'un béton on dirait de briques pilées.

La maison est très vieille et toute décrépie. Elle se compose de trois bâtiments réguliers à deux étages, entourant une cour fermée en arrière par un mur. Au rez-de-chaussée, il y a des boutiques très sales, où je n'ai jamais bien su ce que l'on vendait. Une écœurante odeur d'huile de palme monte de ces pièces. Dans l'aile nord, des menuisiers noirs ont leur atelier. On entre par une grand'porte vermoulue sous une voûte encombrée de choses sans nom Elle donne dans la cour. Des négresses y chantonnent toute la journée en accomplissant de vagues travaux. Des négrillons tout nus, ou parés de robes à

grands ramages, se bousculent en hurlant. Des perruches vertes crient plus fort encore. Vers midi tout ce bruit cesse, perruches et enfants s'endorment accablés par le soleil. Seules dans le demi-sommeil nonchalant de leur sieste, les femmes noires traînent leur interminable chanson. Deux escaliers de bois montent au premier étage des deux ailes de logis. Ils donnent sur de grands balcons couverts. Une immense touffe de lauriers-roses pousse au pied de l'escalier qui conduit à ma chambre. C'est une grande et haute pièce toute nue, aux persiennes toujours closes. L'ameublement : un lit de fer sous une moustiquaire, une table, une armoire de planches drôlement badigeonnées de rouge et de jaune, deux chaises et mes cantines. Des cancrelas courent d'une malle à l'autre. et des termites s'attaquent au bois des caisses. J'ai encore un cabinet de toilette où goûter les joies du tub ! Mon boy, un petit Bambara d'une douzaine d'années, y couche, enveloppé dans une couverture, et ma selle lui sert d'oreiller.

Je prends mes repas avec mes amis spahis dans l'hôtel peu appétissant, qui est pourtant ce qu'il y a de mieux. Il faut noter cette absence totale d'élégance et de confort, même de propreté, dans ces auberges de Dakar et de Saint-Louis. Rien n'est pour retenir, attacher le voyageur, lui donner l'illusion du chez-soi. On se sent de passage, et qu'une colonie française est un pays où l'on voyage, où l'on ne se fixe pas. On dit : « A la guerre comme à la guerre ! » Mais à Saint-Louis nous ne sommes pas à la guerre. Il serait tout à fait ridicule de se plaindre

de la case ou de la nourriture qu'on peut se procurer dans la brousse, mais c'est un fait significatif et à déplorer que dans la capitale de notre Afrique occidentale on ne trouve point à se loger ni à se nourrir. Et, si la maison délabrée de la mulâtresse, où l'on m'a loué une chambre, a son pittoresque, les hôtels n'en ont aucun. Ils sont malpropres et mal tenus, c'est tout.

Aussitôt après le déjeuner on rentre s'enfermer dans la chambre, qui paraît fraîche par comparaison avec les places et les rues, des fournaises! Après notre dîner, nous aimons à nous promener longuement sur la plage devant Guet-N'Dar et N'Dar-Toute.

Sous l'incomparable lumière de la lune, les sables et les flots s'étendent à perte de vue. Les cases prennent sur la terre rosée des formes extravagantes, et sur mer les volutes des vagues s'argentent au-dessus des récifs. Le ciel paraît d'une profondeur inusitée. On découvre des étoiles à l'infini.

Quand la brise du large est un peu forte, les brisants, dans le grand silence, grondent avec des fracas de tonnerre. L'œil se perd derrière les montagnes d'écume sur les immenses plaines de la mer. Très loin, très loin dans le Nord, sont les douces côtes de France... Mais la magie des nuits tropicales est trop forte pour ne pas nous prendre tout entier. C'est du côté des dunes et de la brousse que s'orientent naturellement le regard et toutes nos conversations...

Mes amis du *Portugal*, officiers désignés pour le Soudan, n'ont que quelques jours à passer à

Saint-Louis. Le matin de très bonne heure, quand la ville s'éveille, nous courons ensemble les factoreries où ils complètent leur approvisionnement. Et aussi nous faisons des visites aux marchands de ces choses indigènes qu'on désire déjà envoyer en France, à ceux dont on ne voudrait pas se laisser oublier.

Dans le quartier Nord, les deux rues parallèles au fleuve qui vont de l'hôtel du gouvernement à la mosquée sont habitées surtout par des commerçants marocains.

De grands hommes au visage glabre et gras, à peine bruni, aux gros yeux à fleur de tête, vêtus à la mode arabe, d'une large culotte flottante, de gilets et de vestes soutachés, du burnous blanc et du turban, se tiennent debout, appuyés à la porte de leur maison, égrenant leur chapelet. Un sourire ambigu plisse leurs lèvres pâles.

La boutique derrière eux détaille son fouillis muticolore. Un rayon de soleil se joue sur de vieilles étoffes de soie très précieuses : chemisettes écarlates, pantalons jaunes, gilets d'une couleur brune un peu passée et très caressante, manteaux verts à soutaches d'or. Des vêtements de cotonnade ou de toile blanche sont disposés dans des casiers. Des babouches et des bottes molles en cuir jaune ou rouge brodées de soie s'entassent en piles chancelantes. Aux poutres du plafond pendent des selles turques et tout le harnachement du cheval : les brides larges, les œillères festonnées et rehaussées de pompons et de paillettes métalliques, les larges étriers. Les murs sont couverts d'armes curieuses : des sa-

bres dont le fourreau ouvragé se termine en fer de lance, des poignards au manche d'ébène incrusté.

Sur les tables sont alignées de gigantesques défenses d'éléphant, des dents d'hippopotame, des cornes en forme de lyre. Entre les tapis bariolés s'empilent de petites brochures aux couvertures marbrées, roses ou bleues : ce sont des livres saints, le Coran imprimé en caractères arabes sur de minces feuillets d'alfa.

Des boîtes mystérieuses renferment des bijoux : des colliers en faux grenats, en grains d'ambre, en corail, en argent, en or du Cayor qui est presque blanc, et en or de Galam qui est d'une couleur fauve éclatante. Des bagues en filigrane sont enfilées sur un morceau d'ébène comme autour d'un doigt. Des tiroirs contiennent des bracelets, légères spirales qui s'enroulent au bras comme des couleuvres, ou simples tiges d'or recourbées et terminées en disques, des boucles fines dont on se charge les oreilles, de gros anneaux d'argent que les femmes noires portent à la jambe au-dessus de la cheville.

On vend aussi des gris-gris de cuivre ciselé et des chapelets musulmans que fabriquent les Maures. Ils découpent une baguette d'ébène, la taillent en petits morceaux qu'ils arrondissent en perle. Avec une pointe incandescente ils y tracent des arabesques en creux dans lesquelles ils introduisent l'argent, et chaque grain est ainsi minutieusement façonné.

Les Marocains font brûler de l'encens et du benjoin dans des coupelles, sur leur comptoir, et dans tout ce quartier le parfum des aromates

se mêle dans l'air chaud à l'âcre senteur de la terre d'Afrique.

Ces *dioulas*, comme on dit ici, demandent des prix exorbitants de leurs marchandises. Alors nous allons voir les forgerons noirs, qui sont aussi des bijoutiers. Ceux chez qui l'on nous conduit sont installés au rez-de-chaussée de maisons européennes. Nous les trouvons assis sur une natte, ils ont devant eux une enclume basse, et avec de lourds marteaux, des pinces, les instruments les plus grossiers, ils savent découper l'or en filigranes imperceptibles, forger de ces bijoux d'une légèreté sans égale dont les femmes d'Afrique aiment à se couvrir depuis les cheveux jusqu'aux orteils.

On nous mène encore chez les tisserands, qui travaillent à la pointe Nord, dans de grandes cours rectangulaires. Sous un toit de paille soutenu par quatre pieux, ils sont assis les pieds posés sur des pédales actionnant un métier, un simple cadre de bois. La chaîne de coton est tendue jusqu'à l'extrémité opposée de la cour, et se déroule devant le travailleur. Les mains font courir une navette d'où se dévide la trame.

La mosquée domine ces cours : un porche ogival entre deux minarets précède une construction cubique surmontée d'une corniche dentelée. Quelques noirs font leurs ablutions autour d'une fontaine à l'ombre des tulipiers. Une longue place de sable s'étend derrière le monument entre le fleuve et la chaussée des conducteurs. Un nègre y galope sur un cheval blanc dont la queue est teinte au henné...

Le soleil brûle et nous nous hâtons vers nos

chambres. Derrière un vieux mur blanc, au pied duquel nous passons, et où s'adosse une sorte de hangar de chaume, montent des modulations bizarres : quelques mots prononcés d'une voix mâle et que répète un chœur de voix enfantines.... du silence et puis toute une phrase reprise et mourant dans un bourdonnement monotone... A travers la porte entrebâillée on distingue des négrillons assis dans le sable et tenant dans leurs mains des planches de bois ovales couvertes de caractères arabes : l'école du marabout...

Nos achats se terminent. Un aimable commerçant qui fut notre fournisseur et quelques gens du pays nous ont offert de nous montrer, avant le départ de nos Soudanais, leurs jardins de Sor. Nous nous rappelons quelle sensation de rafraîchissante douceur nous avons éprouvée quand, à la fin de la journée torride passée dans un des petits wagons de la ligne de Dakar à Saint-Louis, les yeux desséchés à n'apercevoir depuis des heures que la brousse toute brûlée, nous avons découvert le marigot de Leybar sommeillant au soleil couchant entre ses palétuviers et, quelques tours de roues plus loin, les bouquets de cocotiers, d'acacias, de tulipiers et de lauriers-roses des jardins de Sor ! Et nous acceptons joyeusement la proposition.

En tout autre pays on s'apitoierait devant la pauvreté de cette végétation, mais sous ce ciel écrasant, entouré de sables d'une aridité si désolée, Sor fait à Saint-Louis le plus frais, le plus souriant des jardins. Il faut avoir peiné une après-midi à travers les rues sans arbres de

N'Dar, dans l'éblouissement des seules façades blanches ou multicolores, pour savourer dans toute son intensité le plaisir de s'arrêter sur le pont de bateaux à respirer la fraîcheur qui monte du fleuve, pendant que l'œil se repose sur le vert des cocotiers, dominant, à l'entour d'un ancien fortin crénelé, la pointe extrême de Sor !

Nous suivons l'avenue qui mène au chemin de fer. Nous laissons sur notre gauche le village, dont les cases se perdent sous les tulipiers, et, la gare dépassée, nous nous trouvons devant la basilique élevée à la Vierge. La chapelle de Notre-Dame se blottit dans un fourré d'acacias et de lauriers. Le rouge clocher enlevé gaîment au-dessus des palmiers indique à la fois de très loin dans ce paysage si dénué d'espérance l'oasis et le culte accueillant de la Madone.

Ici commencent les jardins. L'avenue bifurque en deux allées. L'une se dirige à droite, suivant le chemin de fer vers Leybar, l'autre à gauche vers Makana. Au long de chacune, entre des sentes de sable, fleurissent les bosquets précieux. Les palissades, généralement en roseaux ou en paille de mil, forment comme des cache-pots d'où s'élancent les hauts cocotiers, surmontant des acacias aux grappes parfumées, des mimosas, des goyaviers, des papayers, des raisins de mer aux larges feuilles rondes. On entr'aperçoit les maisons, deux ou trois construites à l'européenne, deux étages avec des balcons ou des terrasses, le plus souvent une simple case à l'instar des Ouolofs, plus spacieuse seulement, un grand rectangle dont le toit de chaume avance

de manière à former, sur les quatre faces, des marquises soutenues par des bambous où grimpent des lianes en fleur, thé rouge de Gambie marié aux clochettes nuancées des volubilis. De la terrasse d'une de ces villas où l'on nous reçoit notre vue s'étend sur les roseaux et les palétuviers d'un marigot, sur le large fleuve et sur toute la partie méridionale de Saint-Louis. Des mâtures de navires à quai se profilent, des terrasses et des toitures plates s'échelonnent, dont les contours, pourtant adoucis par la buée qui monte imperceptible de la masse d'eau épandue, se dessinent en arches noires sur l'incandescence uniforme du ciel.

Le soleil, derrière la ville embrasée, derrière la dune de Guet-N'Dar se plonge dans l'Océan et l'on entend l'éternel mugissement des brisants! Là-bas, au couchant, et tout autour de nous, ce sont les dunes, les dunes immenses nobles et désertes comme la mer elle-même, immobiles autant que le voisin cimetière. On ne les voit pas, mais on les devine. Et le charme très prenant de l'oasis où nous sommes lui vient de savoir mêler un peu d'ombre et de fraîcheur à tant de fièvre et de mélancolie éparse...

Tous les ans, nous dit-on, à la fin de décembre, après Noël, les familles sénégalaises abandonnent leur maison de Saint-Louis pour leur villa de Sor. En toutes saisons, les propriétaires de ces villas aiment à venir à la tombée du jour contempler leurs parterres étranges, faits uniquement de sable et de pauvre fumier. L'admirable est de voir lever dans cette poussière les radis, les salades et autres graines potagères, vul-

gaires en Europe, trésor au Sénégal. Mais ces légumes veules ou de proportions inusitées, ces choux auprès des goyaviers ou des citronniers, ces pauvres laitues dépaysées languissent comme s'ils regrettaient les terres noires et grasses de France. Tous semblent souffrir autant de leur soif jamais assouvie que de se sentir étrangers au milieu d'espèces différentes. Puis ils savent la mort si proche ! il suffit au vent de souffler du désert pour en une nuit les sécher sur leur tige. Alors ils se hâtent prodigieusement à pousser, ou bien, au contraire, se replient sur eux-mêmes tout chétifs en un à quoi bon vivre dans ce pays épuisant !

Mais les fleurs surtout, les fleurs si rares et si choyées, parlent une attendrissante langue de mélancolie. Le Sénégal ne connaît guère que les parfums violents et sans grâce de l'acacia ou des mimosas. Mais les jardins de Sor s'enorgueillissent de leurs jasmins, de leurs menues fleurs, œillets de Chine, marguerites, et, par-dessus toutes, de leurs violettes et de leurs roses. Les jeunes femmes prennent un soin charmant de ces rosiers précieusement apportés d'Europe. Un si grand nombre meurent sitôt leur arrivée, dévorés par le vent d'Est ! Ce sont des plaisirs à les voir verdir, à découvrir des boutons à fleur. Des regards tendres couvent leur éclosion. Et telle rose épanouie paraît, en se repliant sur sa tige, porter le poids de trop nombreuses caresses.

Il faut vivre dans ce désert pour chérir ainsi les fleurs, comprendre combien leur santé, leur beauté est un souci passionnant. Une jeune

femme de là-bas, qu'on ne saurait soupçonner de puérilité ni de sentimentalisme outré, nous raconta que, s'en allant en France, où elle avait été élevée, après un long séjour à Saint-Louis, se voyant aux Canaries, entourée de roses, de violettes et de fleurs de toute sorte, elle fut saisie d'une joie enfantine : elle les voulait toutes acheter, s'étonnant de la somme si modique qu'on lui demandait en échange de ces joyaux embaumés, et gourmandant une compagne de voyage qui avait le cœur de marchander. Elle ajouta même que maintenant, depuis si longtemps qu'elle n'était retournée en France, vraiment elle pleurerait en revoyant des fleurs.

La rareté embellit tout. En Asie où les fleurs croissent en abondance, elles meurent délaissées. Aux confins du Sahara, elles sont aimées des hommes. Là on les comprend, on les trouve plus voisines, parce qu'elles renferment encore une parcelle de vie inconsciente, mais si charmante dans l'universelle mort avoisinante. Elles demeurent un peu des sœurs auprès desquelles on s'attendrit sur les difficultés de vivre et d'exhaler les énergies de son être.

Aussi les cultive-t-on comme on élèverait quelque être cher. Et les fleurs sont des enfants gâtés dans les jardins de Sor.

Toute cette végétation d'ailleurs ne reçoit rien que de la main des jardiniers. A peine si quelques tornades pluvieuses, leur venant en aide, prennent soin, trente jours par an, de laver les feuilles de palmiers si accablés sous leur couche de poussière grise. Mais tous ces arbres furent plantés ici par les Sénégalais. Sor n'était

jadis que dunes, comme tous les environs de Saint-Louis. A la sollicitation du gouverneur Faidherbe se tracèrent les premiers jardins. Et cette campagne fut créée de toutes pièces par des volontés humaines.

Ainsi s'explique la grande tendresse de l'habitant de Saint-Louis pour ses jardins de Sor. Ils ne sont plus seulement pour lui l'oasis goûtée du voyageur, mais ils lui représentent le succès d'un effort, une première victoire sur la stérilité et sur la mort.

Les Sénégalais ont caché avec les ombrages de leurs jardins leurs cimetières désolants. Les cocotiers dissimulent le vol des vautours qui planent tout le jour au-dessus des tombes fraîches, et les taillis étouffent les cris des chacals accourus du désert dès que tombe la nuit.....

LUCIEN CORPECHOT.

(*A suivre.*)

---

*Voulant donner un compte rendu complet de notre réunion de la salle d'Athènes (anniversaire de l'*Action française), *nous avons dû retarder la publication de notre numéro du* 15 *juin; nous prions nos lecteurs d'excuser ce retard.*

*Les tables du* 1er *semestre* 1901 *seront jointes au numéro du* 1er *juillet* 1901.

---

*Le Directeur politique* : H. VAUGEOIS.

*Le Gérant* : A. JACQUIN.

Paris. — Imprimerie F. Levé, rue Cassette, 17.

## CHEMINS DE FER DE L'OUEST
## ET DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

### BILLETS DE FAMILLE A PRIX RÉDUITS

**Délivrés par toutes les gares des réseaux de l'Ouest et de P.-L.M. pour les stations balnéaires, thermales et hivernales de ces deux réseaux.**

Toutes les gares du réseau de l'Ouest (Paris excepté) délivrent aux voyageurs se rendant en famille (4 personnes au moins), en effectuant un parcours total d'au moins 500 kilomètres, soit aux stations balnéaires et thermales desservies par la Cie de P.-L.-M., soit aux stations hivernales de la Méditerranée, des billets d'aller et retour de 1re, 2e et 3e classes valables 33 jours et pouvant être prolongés d'une ou de deux périodes de 30 jours moyennant un supplément de 10 % par période.

De son côté, la Cie de P.-L.-M. fait délivrer, par toutes les gares de son réseau (Paris excepté) et dans les mêmes conditions, des billets semblables aux personnes se rendant en famille aux stations balnéaires et thermales desservies par la Compagnie de l'Ouest.

Les billets à destination des stations hivernales sont délivrés toute l'année; pour les stations balnéaires et thermales, les billets ne sont mis à la disposition du public que du mois d'avril au mois d'octobre.

Pour connaître le montant de la somme à payer pour ces voyages, il suffit d'ajouter, au prix de six billets simples ordinaires, le prix d'un de ces billets pour chaque membre de la famille en plus de trois.

Ainsi, une famille composée de quatre personnes ne paiera, aller et retour compris, qu'un prix égal à sept billets simples. Cinq personnes ne paieront que l'équivalent de huit billets simples, etc.

## CHEMINS DE FER DE L'OUEST

# BILLETS DE FAMILLE A PRIX RÉDUITS

*délivrés toute l'année*

**des Gares du réseau de l'Ouest**

**aux stations hivernales de la Méditerranée.**

Toutes les gares de la Compagnie des Chemins de Fer de l'Ouest (Paris excepté) délivrent aux voyageurs se rendant en famille (4 personnes au moins) aux stations hivernales suivantes du réseau de la Compagnie P. L. M. : Agay, Antibes, Beaulieu, Cannes, Golfe-Jouan-Vallauris, Grasse, Hyères, Menton, Monte-Carlo, Nice, Saint-Raphaël-Valescure et Villefranche-sur-Mer, des billets d'aller et retour de 1re, 2me et 3me classes, valables 33 jours et pouvant être prolongés d'une ou de deux périodes de 30 jours moyennant un supplément de 10 0/0 par période.

Pour connaître le montant de la somme à payer pour ces voyages, il suffit d'ajouter, au prix de six billets simples ordinaires, le prix d'un de ces billets pour chaque membre de la famille en plus de trois.

Ainsi une famille composée de quatre personnes ne paiera, aller et retour compris, qu'un prix égal à sept billets simples. Cinq personnes ne paieront que l'équivalent de huit billets simples, etc., etc.

CHEMINS DE FER

# DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉI

# VOYAGES A ITINÉRAIRES FACULTATIFS

## EN ALGÉRIE ET EN TUNISIE

Il est délivré pendant toute l'année, dans toutes les gare P.-L.-M., des carnets de 1re, 2e et 3e classes, pour effectue des voyages pouvant comporter des parcours sur les ligne des réseaux : Paris-Lyon-Méditerranée, Est, Etat, Mid Nord, Orléans, Ouest, P.-L.-M. Algérien, Est-Algérien, Franco-Algérien, Ouest-Algérien, Bône-Guelma, et su les lignes maritimes desservies par la Compagnie Gené rale Transatlantique, par la Compagnie de Navigatio Mixte (Cie Touache) ou par la Société Générale des Tran ports maritimes à vapeur. Ces voyages, dont les itine raires sont établis à l'avance par les voyageurs eux-mêmes doivent comporter, en même temps que des parcou français, soit des parcours maritimes, soit des parcou maritimes algériens ou tunisiens. Les parcours sur le réseaux français doivent être de 300 kilomètres a moins ou être comptés pour 300 kilomètres.

Les parcours maritimes doivent être effectués sur l paquebots d'une même Compagnie.

Les voyages doivent ramener les voyageurs à le point de départ. Ils peuvent comprendre, non seuleme un circuit fermé dont chaque portion n'est parcou qu'une fois, mais encore des sections à parcourir dans l deux sens, sans qu'une section puisse y figurer plus deux fois (une fois dans chaque sens ou deux fois dans même sens).

Arrêts facultatifs dans toutes les gares du parcours. Validité : 90 jours, avec faculté de prolongation de 3 f 30 jours, moyennant le paiement d'un supplément 10 % chaque fois.

Faire la demande de carnets 5 jours au moins à l'ava

DÉTACHER CE BULLETIN ET L'ENVOYER 28, RUE BONAPARTE, PARIS.

# ABONNEMENT

## A LA REVUE " L'ACTION FRANÇAISE "

PARAISSANT LES 1er ET 15 DE CHAQUE MOIS

**Bureaux : 28, rue Bonaparte**

**Prix : 10 francs les 24 numéros**

*Je soussigné* _____

*demeurant à* _____

*déclare souscrire un abonnement à 24 numéros du Bulletin de « l'Action française ».*

*J'envoie inclus la somme de 10 francs, montant de mon abonnement, en un mandat, ou : Je vous prie de faire recouvrer par la poste le prix de mon abonnement, avec 0 fr. 50 en plus pour les frais de recouvrement.*

*A* _____ *le* _____ *1901.*

SIGNATURE :

# *L'Action Française*

EST EN VENTE A PARIS CHEZ

MM. **BOULINIER**, 19, *boulevard St-Michel.*
**BRASSEUR**, *galeries de l'Odéon.*
**CHAUMONT**, 27, *quai St-Michel.*
**FLAMMARION & VAILLANT**, 36 *bis, avenue de l'Opéra.*
**FLAMMARION & VAILLANT**, 10, *boulevard des Italiens.*
**FLAMMARION ET VAILLANT**, 3, *boulevard St-Martin.*
**FLOURY**, 1, *boulevard des Capucines.*
**LANCIEN**, 32, *avenue Duquesne.*
**LEFRANÇOIS**, 8, *rue de Rome.*
**TRUCHY**, 26, *boulevard des Italiens.*
**GORILLOT**, 12, *passage Choiseul.*
**VIVIER**, 39, *rue de Grenelle.*
**LIBRAIRIE ANTISÉMITE**, 45, *rue Vivienne.*
**MAILLET**, 129 *bis, rue de la Pompe.*
**G. MARTIN**, 126, *faubourg Saint-Honoré.*
**SAUVAITRE**, 72, *boulevard Haussmann.*
**TARIDE**, 18 *et* 20, *boulevard St-Denis.*
**TIMOTEI**, 14, *rue de Castiglione.*

*et dans les principales gares de Paris et de la province.*

---

## CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

## EXCURSION AUX GORGES DU TARN
### PAR LE BOURBONNAIS

Les Compagnies P. L. M., Orléans et Midi organisent avec le concours de l'Agence des Voyages Economiques une excursion aux Gorges du Tarn suivie d'une visite à la vieille cité de Carcassonne.

Prix (tous frais compris) : 1re cl. 275 fr., 2e cl. 245 fr.

Départ de Paris le dimanche 9 Juin 1901,

S'adresser, pour renseignements et billets, à l'Agence des Voyages Economiques, 17, rue du faubourg Montmartre et 10, rue Auber, à Paris.

## CHEMIN DE FER DU NORD

# SAISON DES BAINS DE MER

### De la Veille des Rameaux au 31 Octobre

## BILLETS D'ALLER & RETOUR

*Valables du Vendredi au Mardi ou de l'Avant-veille au Surlendemain des Fêtes légales.*

| PRIX (1) au départ de PARIS pour : | 1re CL. | 2e CL. | 3e CL. |
|---|---|---|---|
| **Eu** (Le Bourg-d'Ault, Onival) | 25.40 | 20.10 | 13.70 |
| **Le Tréport-Mers** | 25.75 | 20.35 | 13.90 |
| **Woincourt** (Le Bourg-d'Ault, Onival) | 26.45 | 20.85 | 14.35 |
| **Noyelles** | 26.45 | 20.85 | 14.35 |
| **St-Valery-sur-Somme** | 27.15 | 21.35 | 14.75 |
| **Cayeux** | 29.30 | 23.05 | 15.95 |
| **Le Crotoy** | 27.90 | 21.95 | 15.15 |
| **Quend** (Fort-Mahon et Saint-Quentin) | 28.30 | 22.15 | 15.45 |
| **Conchil-le-Temple** (Fort-Mahon) | 28.80 | 22.50 | 15.75 |
| **Berck** | 31. » | 24.15 | 17. » |
| **Etaples** | 30.90 | 23.95 | 17. » |
| **Paris-Plage** | 32.10 | 24.95 | 18. » |
| **Dannes-Camiers** (Ste-Cécile et St-Gabriel) | 31.70 | 24.40 | 17.50 |
| **Boulogne** (Le Portel) | 34. » | 25.70 | 18.90 |
| **Wimille-Wimereux** (Ambleteuse-Andresselles) | 34.55 | 26.10 | 19.30 |
| **Marquise-Rinxent** (Wissant) | 35.50 | 26.75 | 20. » |
| **Calais** (Ville) | 37.90 | 29. » | 21.85 |
| **Gravelines** (Petit Fort-Philippe) | 38.85 | 29 95 | 22.60 |
| **Loon-Plage** | 38.75 | 29.90 | 22.50 |
| **Dunkerque** (Malo-les-Bains et Rosendaël) | 38.85 | 29.95 | 22.60 |
| **Leffrinckoucke** (Malo-Terminus) | 39.40 | 30.55 | 23.05 |
| **Zuydcoote** (Nord-Plage) | 39.80 | 30.95 | 23.25 |
| **Ghyvelde** (Bray-Dunes) | 39.95 | 31.15 | 23.40 |

Des carnets comportant cinq billets d'aller et retour sont délivrés dans toutes les gares et stations du réseau à destination des stations balnéaires ci-dessus.

Le voyageur qui prendra un carnet pourra utiliser les coupons dont il se compose à une date quelconque dans le délai de 33 jours, non compris le jour de distribution.

(1) Les prix de ces billets ne comprennent pas les 0 fr. 10 de droit de timbre pour les sommes supérieures à 10 fr.

POUR PARAITRE LE 25 JUIN

(Publications de l'*Action Française*)

# UNE SOIRÉE DANS LE SILENCE

ET

# LE VENT DE LA MORT

PAR

**Maurice BARRÈS**

Élégante brochure in-8° carré..... 1 fr.

*Il a été tiré de cet ouvrage cent exemplaires sur papier de Hollande, numérotés de 1 à 100.*

Chacun de ces exemplaires de luxe est vendu 2 fr.

PARIS. — IMPRIMERIE F. LEVÉ, 17, RUE CASSETTE.

DÉTACHER CE BULLETIN ET L'ENVOYER 28, RUE BONAPARTE, PARIS.

# ABONNEMENT

## A LA REVUE " L'ACTION FRANÇAISE "

PARAISSANT LES 1er ET 15 DE CHAQUE MOIS

**Bureaux : 28, rue Bonaparte**

**Prix : 10 francs les 24 numéros**

*Je soussigné* _____

*demeurant à* _____

*déclare souscrire un abonnement à 24 numéros du Bulletin de « l'Action française ».*

*J'envoie inclus la somme de 10 francs, montant de mon abonnement, en un mandat, ou : Je vous prie de faire recouvrer par la poste le prix de mon abonnement, avec 0 fr. 50 en plus pour les frais de recouvrement.*

*A* _____ *le* _____ *1901.*

SIGNATURE :